4e édition

LEXIQUE DE SOCIOLOGIE

DALLOZ

LEXIQUE DE SOCIOLOGIE

4e édition 2013

Yves Alpe
Professeur de sciences de l'éducation à Aix-Marseille Université

Alain Beitone
Agrégé de sciences sociales. Professeur en classes préparatoires au lycée Thiers à Marseille et formateur à l'ESPE d'Aix-Marseille

Christine Dollo
Agrégée de sciences sociales. Maître de conférences en sciences économiques à l'ESPE d'Aix-Marseille

Jean-Renaud Lambert
Professeur de sciences économiques et sociales et formateur à l'ESPE d'Aix-Marseille

Sandrine Parayre
Agrégée de sciences économiques et sociales. Formatrice à l'ESPE d'Aix-Marseille

Liste des symboles utilisés

→ *Lexique* Cette flèche indique au lecteur les termes (définis dans le lexique) susceptibles de compléter sa recherche.

Lexique Cette couleur indique que le terme est défini dans le lexique.

Encadré Les définitions présentes en encadrées mettent en avant les notions fondamentales de la matière dans ses concepts, thèmes et courants essentiels.



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

DALLOZ

31-35 rue Froidevaux, 75685 Paris cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

ISBN 978-2-247-13005-4
ISBN 978-2-247-13006-1
© ÉDITIONS DALLOZ – 2013

Avant-propos

La sociologie est aujourd'hui une discipline constituée. Elle est enseignée dans de nombreuses universités et dans des cursus divers (formation des travailleurs sociaux, écoles de commerce, écoles d'ingénieurs, etc.). Elle s'exprime à travers la publication de nombreux ouvrages et de revues. Elle est organisée en multiples sociétés savantes. La masse des connaissances produites depuis les travaux pionniers de Karl Marx, Alexis de Tocqueville, Émile Durkheim et Max Weber est considérable. Les méthodes utilisées (qualitatives aussi bien que quantitatives) ont progressé et les résultats produits éclairent de nombreux problèmes sociaux.

Au cours de cette vaste entreprise intellectuelle, la sociologie s'est dotée d'un vocabulaire spécifique que le sociologue débutant ou chevronné doit s'approprier. C'est pour contribuer à la diffusion de cet outil collectif (concepts, méthodes, théories) que ce lexique a été rédigé.

La concision et la précision des définitions ont été privilégiées, mais cet ouvrage s'efforce aussi de préciser les acceptions diverses d'un même terme et de situer chaque concept dans le ou les champs théoriques au sein desquels il est utilisé.

C'est une approche large de la sociologie qui a déterminé le choix des termes qui figurent dans ce lexique : la sociologie générale et les grandes théories qui la structurent occupent bien évidemment une place essentielle. Mais nous nous sommes aussi attachés à rendre compte du vocabulaire de champs plus spécifiques (sociologie de la famille, de la déviance, du politique, etc.). Une place importante a également été accordée à l'épistémologie et à la méthodologie sociologique. Enfin, des disciplines voisines sont présentes quand elles contribuent à éclairer des questions sociologiques (démographie, psychologie sociale...).

La sociologie est traversée de paradigmes divers qui sont au cœur de controverses scientifiques. Nous nous sommes efforcés à la fois de montrer les spécificités de chacun de ces paradigmes et, en même temps, de montrer la fécondité des débats et leur vivacité. Ces controverses ne sont pas contradictoires, bien au contraire, avec le fait que des connaissances nouvelles sont produites. La réflexion sociologique contemporaine est d'ailleurs marquée par la volonté de dépasser les grandes oppositions qui ont marqué l'histoire de la discipline : individualisme et holisme, intégration et conflit, déterminisme ou liberté, etc.

Nous espérons, par cet ouvrage, aider les sociologues à parler un langage commun et favoriser ainsi la production de connaissances nouvelles.

Aux éditions Sirey :

Sciences sociales, coll. « Aide-mémoire » par A. Beitone, C. Dollo, J. Gervasoni, C. Rodrigues.

Manuel de révision qui couvre toutes les disciplines liées à la sociolologie.

A

Accommodation

Pour Jean Piaget, la *socialisation* résulte de la combinaison d'un processus d'accommodation et d'un processus d'*assimilation*. Par l'accommodation, les jeunes enfants réajustent les *structures* déjà construites de leur *identité* sociale aux transformations de leur environnement. Par exemple, lors de l'entrée à l'école maternelle, l'enfant adapte son comportement à la relation avec des adultes extérieurs à la relation familiale.

→ *Adaptation, Individuation, Socialisation primaire.*

Accomplissement pratique

Selon Harold Garfinkel, « accomplissement continu des activités concertées de la vie quotidienne des membres qui utilisent, en les considérant comme connus et allant de soi, des procédés ordinaires et ingénieux pour cet accomplissement ». Pour les ethnométhodologues, la *sociologie* a pour but d'étudier non les *faits sociaux*, mais les accomplissements pratiques. Ceux-ci constituent des processus continus de « donation de sens » dans une *interaction* sociale, à travers la mise en œuvre d'une *ethnométhode*. Il s'agit d'une re-création permanente de la signification des situations sociales, et leur sens est toujours fortement dépendant du contexte : c'est parce que les *individus* sont « membres » qu'ils disposent d'une connaissance ordinaire de *sens commun*, qui leur permet de donner un sens aux pratiques, les leurs et celles des autres.

→ *Descriptibilité, Ethnométhodologie, Indexicalité, Membre, Réflexivité.*

Accord collectif

Accord entre salariés et employeurs dans le cadre de la *négociation collective*. L'accord collectif ne porte que sur certains thèmes du droit du travail alors que la *convention collective* porte sur l'ensemble du droit du travail. Par exemple un accord collectif peut porter exclusivement sur les salaires et pas sur les autres domaines du droit du travail. Un accord collectif ne peut comporter que des dispositions qui sont plus favorables pour les salariés que dans le droit du travail et, éventuellement, dans la convention collective concernée.

→ *Conflits sociaux, Institutionnalisation des conflits, Paritarisme, Relations professionnelles, Représentation des salariés, Syndicat.*

Accountability

→ *Descriptibilité.*

Accroissement naturel

→ *Démographie, Solde naturel, Taux d'accroissement naturel.*

Acculturation

Pour Melville Jean Herkovits, Ralph Linton et Robert Redfield, « ensemble des phéno-

mènes qui résultent d'un contact direct et continu entre des groupes d'individus de cultures différentes et qui entraînent des changements dans les modèles culturels initiaux de l'un ou des deux groupes ». Elle s'articule autour de trois étapes :

- un processus de sélection des éléments culturels empruntés;
- un processus de réinterprétation de ces éléments;
- un processus de destruction-restructuration de l'ensemble du système culturel qui caractérise sa dynamique.

→ *Assimilation, Culture, Double acculturation, Déculturation, Diffusionnisme, Ethnocide, Syncrétisme culturel.*

Acteur collectif

Sujet pourvu d'une *identité* particulière, composé de plusieurs membres engagés dans une *action collective*. Par exemple une *association* de défense des mal-logés est un acteur collectif.

→ *Conflit social, Identité collective, Mouvement social, Syndicat.*

Acteur social

Individu ou *groupe social* qui agit au sein de la *société*. Les sociologues qui utilisent les termes « acteur » ou « acteur social » (par exemple en France, Michel Crozier, Raymond Boudon, Alain Touraine) mettent généralement l'accent sur le fait que les comportements sociaux ne sont pas strictement déterminés par les contraintes sociales, et que les individus disposent d'une marge de liberté ou d'autonomie. Pour Raymond Boudon, l'acteur individuel est l'atome logique de l'analyse sociologique. Alain Touraine parle du « retour de l'acteur » pour souligner que la « sociologie classique », qui opposait l'acteur et le système, l'individu et la société, est en crise. Pour lui « l'acteur social n'est ni le reflet du fonctionnement (ou des "contradictions") de la société, ni la somme des intérêts et des désirs individuels ». Pour François Dubet, qui contribue à élaborer une sociologie du sujet, « l'acteur est le système ».

→ *Acteur collectif, Action (Sociologie de l'), Actionnalisme, Actionnisme, Agent, Déterminisme social, Expérience sociale, Individu individualisé, Régime d'action, Rôle, Sujet.*

Action (Sociologie de l')

Au sens général, ensemble des analyses sociologiques qui privilégient l'étude de l'*action sociale* (ou de l'*activité sociale*), par rapport à l'étude du *fait social*. Cependant, cette opposition entre *sociologie* de l'action sociale et sociologie du fait social est de plus en plus relativisée par les sociologues contemporains qui mettent l'accent sur la nécessité de penser ensemble l'*acteur* et le *système*. De façon plus spécifique, on parle de « sociologie de l'action » à propos de l'œuvre d'Alain Touraine et des sociologues qui travaillent dans sa perspective (François Dubet, Michel Wiewiorka, etc.). Pour Alain Touraine, nous sommes désormais dans des sociétés où n'existe aucun fondement métasocial de l'*ordre social* (ni fondement religieux, ni référence au progrès ou au sens de l'histoire). La *société* n'est rien d'autre qu'un « réseau d'actions et de rapports sociaux ». Il considère que « la société est un drame; ni situation, ni intention mais action sociale et rapports sociaux » ou, pour le dire autrement « la société est un système d'action, c'est-à-dire d'acteurs définis par des orientations culturelles et des rapports sociaux ».

→ *Actionnalisme, Actionnisme, Agent, Analyse stratégique, Constructivisme structuraliste, Historicité, Mouvements sociaux, Rapports sociaux, Relationnisme méthodologique, Sociologie pragmatique, Système d'action concret, Système d'action historique.*

Action affective

Action que réalise un *individu* guidé par ses passions, ses émotions ou ses sentiments. Le footballeur qui insulte l'arbitre à l'occasion d'un *conflit* au cours d'un match accomplit une action affective. On parle également d'action affectuelle. Max Weber étudie les formes d'activité sociale sur la base de quatre types idéaux : l'action affective, l'*action rationnelle en finalité*, l'*action rationnelle en valeur* et l'*action traditionnelle*.
→ *Action (Sociologie de l'), Idéal-type.*

Action affectuelle

→ *Action affective.*

Action collective

Comportement collectif d'*individus* qui se mobilisent dans l'objectif d'atteindre des buts communs par des moyens plus ou moins institutionnalisés (*grève*, *manifestation*, pétition, *sit-in*, occupation des locaux...). L'action collective est donc une mobilisation concertée (à la différence de l'*émeute*). Elle n'est pas un *effet émergent*, et ne peut exister que dans l'*interaction*. Dans un sens plus large, certains sociologues considèrent l'ensemble des comportements collectifs (*foules*, *émeutes*, *rumeur*, *mode*, etc.) comme relevant de l'analyse de l'action collective. Selon Daniel Cefaï plusieurs *paradigmes* visent à rendre compte de l'action collective :

- les paradigmes du comportement collectif : théorie des foules, des masses (*École de Chicago*) ;
- les paradigmes rationalistes et structuralistes : théorie du *choix rationnel* (Mancur Olson) de la *mobilisation des ressources* (Anthony Oberschall) et du processus politique (Charles Tilly) ;
- le paradigme des *nouveaux mouvements sociaux* (Alain Touraine, Alberto Melucci) et de la sociologie culturelle (David Snow) ;
- la *microsociologie* de l'action collective (Erving Goffman) ;

L'action collective peut donc être favorisée par :

- des incitations à la participation (ex. : embauche subordonnée à l'adhésion au *syndicat* professionnel, ou bénéfices des accords salariaux réservés aux adhérents des syndicats) ;
- le contexte social ;
- l'action des groupes militants ;
- la gestion de l'information par les médias ;
- l'attitude du pouvoir politique, notamment sa réceptivité aux revendications ;
- les émotions collectives.

→ *Action publique, Association, Conflit, Conflit du travail, Groupe de pression, Groupe d'intérêt, Luttes pour la reconnaissance, Militantisme, Mobilisation des ressources, Mouvement social, Paradoxe de l'action collective, Passager clandestin, Potentiel protestataire, Répertoire de l'action collective, Révolution.*

Action logique

Action fondée sur la cohérence, du point de vue de l'*individu* qui la réalise, entre l'objectif à atteindre et les moyens qu'il met en œuvre. Cette cohérence est également perceptible pour l'ensemble de la *société*. Par exemple, l'ingénieur qui a pour objectif de construire un pont met en œuvre tous les moyens adaptés compte tenu des contraintes naturelles et économiques. Vilfredo Pareto distingue l'action logique de l'*action non logique*, la première constituant l'objet d'étude de l'économie.
→ *Individualisme méthodologique, Rationalité.*

Action non logique

Action dans laquelle les moyens mis en œuvre ne sont pas cohérents avec l'objectif à atteindre. L'action non logique constitue pour Vilfredo Pareto l'objet d'étude de la *sociologie*. Il prend comme exemple l'action de l'*individu* qui, au XIX^e siècle décide de voter comme Anatole France. Elle s'oppose à l'*action logique* sans qu'il faille y voir une forme d'action illogique.

Action publique

Ensemble des interactions entre des *institutions* publiques et des groupes divers d'acteurs publics et privés qui concourent à la mise en œuvre des *politiques publiques*. Ce terme s'est imposé en France dans les années 1990 pour désigner un changement de point de vue dans l'analyse des politiques publiques. Jusque-là, on mettait essentiellement l'accent sur le *pouvoir* de décision du détenteur d'un pouvoir politique et administratif et sur la mise en œuvre de ces décisions. Désormais, l'action publique est conçue comme la résultante de l'action de divers acteurs (agences publiques centrales ou locales, *groupes d'intérêt*, *mouvements sociaux*, experts, etc.) qui contribuent à définir des *problèmes publics* et à faire prévaloir des solutions. Dans cette perspective, l'étude des politiques publiques ne relève plus seulement du droit public et de la science politique : on assiste à la mise en place d'une véritable sociologie de l'action publique.

→ *Agenda, Coalition de cause, Communauté de politique publique, État, Expertise, Fenêtre d'opportunité, Réseau de politique publique.*

Action rationnelle en finalité

Pour Max Weber, action qui met systématiquement en cohérence les objectifs à atteindre et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Par exemple, l'*entrepreneur* qui cherche à maximiser son profit réalise une action rationnelle en finalité.

→ *Action affective, Action rationnelle en valeur, Action traditionnelle.*

Action rationnelle en valeur

Pour Max Weber, action orientée par l'adhésion des individus à des *valeurs* morales, politiques ou religieuses. On parle également de *rationalité axiologique*. L'*individu* place ces valeurs sur un plan supérieur aux conséquences prévisibles de ses actes pour lui ou autrui. Il ne s'agit pas pour autant d'une *action affective*, car l'individu agit de façon consciente et réfléchie.

→ *Action rationnelle en finalité, Action traditionnelle, Éthique de la conviction.*

Action réciproque

Pour Georg Simmel, « interaction de personne à personne ». « Cette relation la plus simple et la plus immédiate » est à l'origine de ce qu'il appelle des *formes sociales*. Pour lui, la réalité sociale est une construction qui résulte de ces *interactions* entre les *individus*.

→ *Configuration, École de Chicago, Individualisme méthodologique, Interactionnisme symbolique.*

Action sociale

Pour Guy Rocher, qui s'inspire de Max Weber, trois critères permettent de déterminer le caractère social de l'action : d'une part les *individus* qui agissent doivent le faire en tenant compte de l'existence et du comportement des autres; d'autre part, l'action des individus doit revêtir une signification pour les autres; enfin, l'individu doit tenir compte de la façon dont son action est perçue par les autres.

→ *Acteur social, Activité sociale, Compréhension, Sociologie compréhensive.*

Action traditionnelle

Pour Max Weber, action qui repose sur un comportement routinier des *individus* en lien avec des habitudes ou des *coutumes*. La pratique religieuse au sein d'une *Église* relève de l'action traditionnelle.

→ *Action affective, Action rationnelle en finalité, Action rationnelle en valeur, Détraditionnalisation, Tradition.*

Actionnalisme

Méthode d'analyse sociologique développée par Alain Touraine et principalement centrée sur l'étude des *mouvements sociaux*.

→ *Acteur social, Action (Sociologie de l'), Intervention sociologique.*

Actionnisme

Terme utilisé à partir du milieu des années 1980 par Raymond Boudon, pour caractériser sa propre *sociologie*. Il utilise ce terme de préférence à celui d'*individualisme méthodologique*.

→ *Acteur social, Croyances collectives, Effet d'agrégation, Effet pervers, Paradoxe d'Anderson, Sociologie cognitive.*

Activité sociale

Pour Max Weber, une activité est un comportement humain « quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif ». Une activité sociale est une « activité qui, d'après son sens visé par l'agent ou les agents, se rapporte au comportement d'autrui par rapport auquel s'oriente son déroulement ». Pour Max Weber, tout contact entre les hommes n'est pas une activité sociale. Par exemple, la collision entre deux cyclistes est comparable à un phénomène de la nature, par contre les injures qu'échangent éventuellement les deux cyclistes ou l'arrangement à l'amiable entre eux pour réparer les conséquences de la collision sont des activités sociales puisqu'elles sont orientées par rapport au comportement d'autrui (et non par rapport à un fait matériel). Cette définition est considérée comme trop restrictive par Norbert Elias. En effet, ouvrir un parapluie pour se protéger d'une averse n'est pas une activité sociale au sens de Max Weber (le comportement est orienté par rapport à la nature et à un objet matériel), pourtant, il s'agit bien d'une activité sociale pour Norbert Elias dans la mesure où toutes les *sociétés* n'utilisent pas le parapluie et donc le recours à un parapluie dépend de *normes* et de *traditions* qui ont un caractère social (l'Indien pauvre n'ouvre pas de parapluie même sous la mousson).

→ *Acteur social, Action (Sociologie de l'), Sociologie, Sociologie compréhensive.*

Acteur-réseau (Théorie de l')

Apparue dans les années 1980, cette *théorie* se caractérise par une conception très large

de l'*acteur*, puisqu'elle range dans cette catégorie des humains et des entités non-humaines (comme les ordinateurs par exemple). Ces « actants » (selon le terme utilisé par ce courant) ont en commun d'avoir la possibilité d'influer sur les *actions sociales* en cours. Ils sont organisés en réseaux hétérogènes, dont une des finalités est la « traduction », qui permet de faire fonctionner le lien entre diverses catégories d'acteurs. La traduction peut exprimer une volonté collective, diffuse dans l'ensemble du réseau. Cette théorie, développée par John Law sous le nom de « actor-network theory » (ou ANT) et défendue en France par Michel Callon, Bruno Latour et Madeleine Akrich, trouve son origine dans la *sociologie des sciences* qu'ils ont développée, dans la continuité des thèses de David Bloor. Elle privilégie une approche pragmatique, dans une optique proche de celle de l'*ethnométhodologie*.

→ *Analyse des réseaux sociaux, Interactionnisme, Pragmatisme.*

Adaptation sociale

Le concept d'adaptation sociale décrit les mécanismes par lesquels un *individu* se rend apte à appartenir à un *groupe social*. L'adaptation insiste sur les changements nécessaires chez l'individu, qui sont la condition de son *intégration sociale*.

De nombreuses études de *psychologie sociale* ont porté sur le phénomène d'adaptation et montrent que, pour être accepté, l'individu doit globalement partager les *valeurs*, opinions et attitudes du groupe.

→ *Socialisation.*

Adelphie

→ *Polyandrie adelphique.*

Adhocratie

Modèle d'*organisation du travail* proposé par Henri Mintzberg. Il se caractérise par des relations informelles, une coordination, un contrôle interactif, et une circulation permanente du *pouvoir* entre les acteurs. Ce modèle concerne principalement les réseaux d'experts. Il est particulièrement apte à s'adapter aux contingences du *marché*.

→ *Analyse des réseaux sociaux, Organisations (Sociologie des), Réseaux sociaux.*

Adonaissance

Selon François de Singly, période de la vie définie par l'entrée au collège, entre 10 et 12 ans, où les *individus* ne sont plus tout à fait enfants mais pas encore adolescents : « l'adonaissance, ce n'est ni la rupture du lien de filiation, ni le maintien de cette identité dominante. C'est un temps pendant lequel le jeune cherche ses marques, plus générationnelles que personnelles afin de se prouver et de prouver aux autres que son identité ne se réduit pas à son appartenance familiale. »

Pour les adonaissants, certains actes symboliques, comme porter telle marque, ou afficher le poster de tel chanteur ou de tel sportif dans leur chambre, permettent un éloignement relatif des parents. Pour François de Singly, on doit nuancer l'idée selon laquelle les enfants deviendraient trop tôt des individus « tout-puissants ». Les adonaissants ne contestent pas l'autorité parentale et reconnaissent comme légitimes certaines exigences de leurs parents (comme par exemple se coucher plus tôt les veilles d'école); ils se situent le plus souvent dans la négociation et pas encore dans la contestation. Dans le domaine vestimentaire également, si les jeunes cherchent à s'inscrire dans les codes de leur classe d'âge, ils n'achètent pas pour autant leurs vêtements seuls et attendent l'accord de leurs parents. L'adonnaissance est alors « un âge psychologique à part ».

→ *Age, Alternation, Famille, Filiation, Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Identité, Jeunesse, Socialisation.*

Affinités électives

Terme (repris de Johann Wolfgang Goethe) utilisé par Max Weber pour caractériser les relations entre l'*éthique protestante* et l'*esprit du capitalisme*. En ayant recours à ce terme, Weber veut montrer qu'il n'y a pas une relation de *causalité* mécanique entre un *éthos* religieux et un comportement économique. Le type d'homme produit par l'éthique protestante correspond à des comportements (goût du travail et de l'épargne, probité dans les relations avec autrui) qui sont particulièrement bien adaptés à l'essor de l'esprit du capitalisme. De façon plus générale, on utilise l'expression « affinités électives » pour désigner les relations entre deux variables sociologiques qui sont interdépendantes ou qui ont des effets communs.

→ *Attraction, Corrélation.*

Agamie

Règle de *parenté* caractérisée par l'absence de prescription relative au choix du conjoint à l'intérieur ou à l'extérieur d'un *groupe social*.

→ *Couple, Endogamie, Exogamie, Famille.*

Âge

Durée (exprimée en années et en fractions d'années) écoulée entre la naissance d'un *individu* et une date donnée.

L'âge est donc d'abord une donnée biologique, mais il constitue un facteur évident de différenciation pour certaines disciplines :

- en droit par exemple, l'âge légal est l'âge fixé par la loi pour l'exercice de certains droits civils ou politiques. La majorité est l'âge auquel, selon la loi, une personne acquiert la pleine capacité d'exercer ses droits (majorité civile) ou est reconnue responsable de ses actes (majorité pénale). En France, depuis 1974, la majorité civile et la majorité pénale sont toutes les deux fixées à 18 ans. On parle également de l'âge scolaire qui est l'âge auquel les enfants sont légalement soumis aux obligations scolaires (6 à 16 ans pour la France) ;

- en *démographie*, on construit des pyramides des âges, qui permettent de donner, à une certaine date, la répartition par âge et par sexe d'un groupe d'individus (population d'un pays, d'une ville…) ;

- en physiologie également, la vie humaine est divisée en trois périodes, correspondant à son évolution : la première période est celle de la *jeunesse*, constituée elle-même de la première enfance (de la naissance à la deuxième dentition), de la seconde enfance (jusqu'à la puberté, 12 ou 14 ans) et de l'adolescence (jusqu'à 20 ou 22 ans) ; la deuxième période est celle de l'âge adulte, qui s'étend de 22 à 50 ou 60 ans, et la troisième période est celle de la *vieillesse* ;

- en *sociologie* par contre, l'âge ne constitue pas un critère de différenciation aussi évident et des débats traversent les courants sociologiques sur la question de savoir si l'âge est un critère sociologique pertinent et si les divisions entre *classes d'âges* ont une réalité sociologique ou ne sont en fait qu'arbitraires.

→ *Adonnaissance, Âge (Sociologie de l'), Effet d'âge, Effet de génération, Génération.*

Âge (Sociologie de l')

Les sociologues mettent en évidence le fait que l'*âge*, plus qu'une donnée biologique, est avant tout un *fait social*. L'historien Philippe Ariès montre notamment qu'à chaque époque de l'histoire il existe un âge privilégié et une périodisation particulière de la vie humaine : la « *jeunesse* » est par exemple l'âge privilégié du XVII^e siècle, l'enfance, celui du XIX^e siècle et l'adolescence celui du XX^e. Ces variations d'un siècle à l'autre dépendent des rapports démographiques. Elles témoignent de l'interprétation naïve que l'opinion donne, à chaque époque, de sa structure démographique, alors qu'elle

ne pouvait pas toujours la connaître objectivement. L'âge n'est donc pas un fait universel, mais bien un fait culturel et socialement construit.

Les anthropologues mettent également en évidence le fait que de nombreuses sociétés ont été organisées selon un principe de *classes d'âge* et certains sociologues soulignent le fait que, même dans les sociétés contemporaines, l'âge peut être un critère important de différenciation sociale. Selon Henri Mendras par exemple, dans la société française des années 1980, une stratification en classes d'âge s'est substituée à une structuration de la *société* en *classes sociales* et on assiste notamment à l'émergence de deux nouvelles catégories sociales, la *jeunesse* et la *vieillesse*.

Cependant, certains statisticiens ou sociologues soulignent le caractère conventionnel des découpages en classes d'âge. Selon Laurent Thévenot par exemple, les auteurs des découpages en classes d'âge s'interrogent rarement sur le sens des limites de chacune des tranches d'âge ou alors émettent simplement une réserve d'usage sur la relativité d'une frontière. Ils refoulent également la question du rapport entre le caractère discontinu de l'opposition jeunes/vieux et le caractère continu de la distribution de l'âge. Il évoque à ce propos les travaux d'épistémologues ou de logiciens qui ont étudié le « paradoxe du tas de blé ». Dans le cas de l'opposition « jeunes/vieux », ce paradoxe peut s'exprimer ainsi :

- H0 : un individu âgé d'un an est jeune;
- H1 : un individu ayant moins de un an de plus qu'un individu jeune est jeune lui aussi;
- de H0 et de H1, on conclut : un individu de cent ans est jeune.

Ce paradoxe ne tient que parce qu'il postule que la jeunesse se mesure au nombre des années. Or, l'âge social, le vieillissement, est très mal corrélé au temps écoulé depuis la naissance parce qu'il cristallise bien d'autres propriétés : origine sociale, statut professionnel, statut matrimonial, etc.

De la même façon, Pierre Bourdieu insiste sur le fait que le sociologue se doit de rappeler que les divisions entre les âges sont arbitraires. La frontière entre jeunesse et vieillesse est dans toutes les sociétés un enjeu de lutte : « On est toujours le vieux ou le jeune de quelqu'un. C'est pourquoi les coupures soit en classes d'âge, soit en générations, sont tout à fait variables et sont un enjeu de manipulations. [...] La jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement, dans la lutte entre les jeunes et les vieux ». Cette idée se retrouve chez Patrick Champagne, pour qui « la définition sociale des classes d'âge est l'objet de manipulations et elle engage toujours, à un degré ou à une autre, les rapports de force entre générations ».

Les travaux portant sur la *socialisation* des enfants montrent également l'existence d'une *socialisation différentielle* selon le sexe. À âge égal, les enfants sont traités de manière différente par les adultes selon qu'ils sont des filles ou des garçons. Ainsi, selon Marie Duru-Bellat, « tous les comportements de l'enfant sont, dès son plus jeune âge, lus et interprétés différemment selon son sexe, par les adultes. Par exemple, les pleurs d'un nourrisson sont interprétés en termes de colère si le bébé est présenté comme un garçon, en termes de peur s'il est présenté comme une fille; ou encore, devant des bébés comparables, on emploiera plus souvent le qualificatif de "grand" si le bébé est un garçon, de mignonne ou gentille s'il s'agit d'une fille ». Ainsi, « Les stéréotypes liés au sexe masculin ou féminin ("ce qui se fait", quand on est un homme ou une femme) vont donc être partagés par les enfants dès leur plus jeune âge. Quand on demande, par exemple, à des enfants de 3-4 ans de choisir, sur des photos ou parmi

des objets réels, des jouets (ou des activités) propres à leur sexe, ils expriment dès cet âge des préférences conformes à leur sexe ».

Cependant, certains sociologues s'accordent pour affirmer qu'il existe, au-delà de toutes les différences de classe, des intérêts collectifs de *génération*. Selon Pierre Bourdieu par exemple, même si les différenciations de classe l'emportent sur les différences d'âge ou de génération, les adolescents d'aujourd'hui ont eu affaire à des états différents du système scolaire et cela entraîne le fait qu'ils obtiendront toujours moins de titres que n'en aurait obtenus la génération précédente. Il existe donc une sorte de désenchantement qui est commun à l'ensemble de la génération. Même dans la *bourgeoisie*, une part des conflits s'explique par le fait que le délai de succession s'allonge, que l'âge auquel on transmet le patrimoine ou les postes devient de plus en plus tardif et que les juniors de la *classe dominante* doivent « ronger leur frein ». Il y a des périodes où les luttes entre générations atteignent une plus grande intensité : ce sont les moments où les trajectoires des plus jeunes et des plus vieux se télescopent, où les « jeunes » aspirent « trop tôt » à la succession.

→ *Adonaissance, Démographie, Vieillissement.*

Agenda

Dans la *sociologie* des *politiques publiques* ou de l'*action publique*, liste des *problèmes publics* qui doivent faire l'objet de décisions publiques (mesures législatives, administratives, etc.). La mise à l'agenda (*Agenda Setting*) d'un problème est le résultat d'un contexte particulier (une catastrophe naturelle) et/ou de l'action de multiples acteurs (*groupes d'intérêt, médias, mouvements sociaux*, organisations politiques, etc.) qui contribuent à faire reconnaître un problème comme relevant de l'action publique. Il faut pour cela que le problème relève de la sphère publique (et non de la sphère privée ou de simples intérêts particuliers) et qu'il justifie une *politique publique* (et donc ne relève pas d'une fatalité naturelle ou sociale). Par exemple, la lutte contre l'illettrisme et contre la *délinquance* routière ont été mises à l'agenda à la suite de la mobilisation d'acteurs divers et de l'évolution de l'*opinion publique* qui ont conduit les responsables politiques à définir une politique dans ces domaines. On distingue parfois l'agenda systémique qui concerne le débat public dans son ensemble et l'agenda gouvernemental qui suppose que le problème considéré fasse l'objet de mesures précises (création d'une commission, inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres, préparation d'un projet de loi, etc.).

→ *Coalition de cause, État, Expertise, Fenêtre d'opportunité, Réseau de politique publique.*

Agent

Individu ou *groupe social* qui agit au sein de la *société*. Les sociologues qui utilisent le terme « agent » mettent souvent l'accent sur le fait que les individus « sont agis » par les *structures* ou les *contraintes sociales*. Cependant, Pierre Bourdieu qui utilise ce terme, explique son choix par la volonté de rompre avec la perspective structuraliste qui faisait de l'agent un simple épiphénomène. Pour Pierre Bourdieu : « les agents sociaux, dans les sociétés archaïques comme dans les nôtres, ne sont pas [davantage] des automates réglés comme des horloges, selon des lois mécaniques qui leur échappent ».

→ *Acteur social, Déterminisme social, Habitus, Habitus individuel, Hyper-fonctionnalisme, Relationnisme méthodologique, Structuralisme constructiviste.*

AGIL

(A) Adaptation du *système* à son environnement où il va puiser ses ressources.

(G) Réalisation des fins, (*goals attainments*) : le fonctionnement du *système* implique qu'il se fixe des objectifs et qu'il possède les moyens de les atteindre.

(I) Intégration des différentes parties du système afin d'assurer sa stabilité.

(L) Maintien des modèles de contrôle (*latent pattern maintenance*) : les actions des *individus* se fondent sur un système de *valeurs* communes dont le système doit assurer la stabilité et la cohérence.

Talcott Parsons dans le cadre de sa théorie structuro-fonctionnaliste, cherche à montrer comment les actions des individus vont s'inscrire dans un système structuré de quatre *fonctions* qui assurent la pérennité du fonctionnement du système. Le *modèle* formé par ces quatre fonctions constitue une grille d'analyse du *système social*.

→ *Fonction d'adaptation, Fonction d'intégration, Fonction de maintien des modèles latents, Fonction de réalisation des fins, Pattern, Structuro-fonctionnalisme.*

Agir communicationnel

Pour Jürgen Habermas, type d'action qui conduit les *individus* à coordonner leurs comportements au moyen du langage, dans une perspective consensuelle (comportement orienté vers l'entente) et indépendamment de *normes* ou de finalités préétablies. Pour lui, l'agir communicationnel est au fondement du *lien social*. Sa valorisation et son *institutionnalisation* (*démocratie délibérative*) sont de nature à remettre en cause l'emprise de la *rationalité instrumentale* qui menace la *modernité*.

→ *Agir dramaturgique, Agir régulé par les normes, Agir téléologique, Démocratie, Espace public, Éthique de la discussion.*

Agir dramaturgique

Pour Jürgen Habermas, type d'action qui conduit les *individus* à se mettre en scène afin de donner aux autres une certaine image d'eux-mêmes. Le langage est utilisé comme moyen de présentation de soi à autrui.

→ *Agir communicationnel, Agir régulé par les normes, Agir téléologique, Façade, Face.*

Agir régulé par les normes

Pour Jürgen Habermas, type d'action qui se déroule dans le cadre de *normes* acceptées par les *individus*. Le langage sert ici à organiser la coopération des individus dans le cadre du point de vue normatif qu'ils partagent.

→ *Agir communicationnel, Agir dramaturgique, Agir téléologique.*

Agir téléologique

Pour Jürgen Habermas, type d'action qui suppose de la part des *individus* l'adoption de comportements stratégiques. Le langage est alors utilisé comme mode de coordination entre individus qui partagent le même but.

→ *Agir communicationnel, Agir dramaturgique, Agir régulé par les normes, Rationalité, Raison instrumentale.*

Agnatique

→ *Filiation agnatique.*

Agrégation

→ *Effet d'agrégation.*

Aire culturelle

→ *Diffusionnisme.*

Aire urbaine

Pour l'Insee, ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, caractérisé par le

nombre et la localisation de l'emploi des résidents. Il en existe trois types :

- les « grandes aires », constituées par un pôle urbain comptant plus de 10 000 emplois et sa couronne urbaine (communes dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci) ;

- les « moyennes aires » (de 5 000 à 10 000 emplois) ;

- les petites aires (de 1 500 à 5 000 emplois).

Cette partition de l'espace urbain, même si elle comporte des critères démographiques, constitue en fait une analyse de la polarisation économique des espaces urbains.

→ *Banlieue, Sociologie urbaine, Urbanisation, Ville.*

Aliénation

Désigne pour Karl Marx le mécanisme par lequel l'homme devient progressivement étranger puis asservi à ce qu'il a créé (Dieu, *État*, *Marchandise*). L'aliénation a donc trois dimensions : religieuse, politique et économique. Les travaux de Karl Marx sur l'aliénation ont notamment porté sur sa dimension économique et plus particulièrement sur le *travail* salarié qui est aliénant pour plusieurs raisons : tout d'abord, dans le *mode de production* capitaliste, le prolétaire est dépossédé du produit de son activité au cours du processus d'*exploitation*; ensuite la division technique du travail prive le salarié de la maîtrise de la totalité du processus de production; enfin le travail salarié pousse le prolétaire à ne voir dans l'activité de production qu'un moyen de subsistance (de reproduction de sa *force de travail*) et pas ou plus un moyen d'affirmation de soi.

→ *Prolétariat, Religion, Surtravail.*

Alliance

Union socialement reconnue, sanctionnant la formation d'un couple et créant des liens de *parenté* entre chacun des membres du couple et les parents de l'autre. L'alliance engendre des liens juridiques, sociaux, économiques et rituels entre les deux groupes de parenté impliqués. En ce sens, le *mariage* est une alliance mais toute alliance n'est pas un mariage.

→ *Agamie, Cohabitation hors mariage, Concubinage, Couple, Divorce, Famille, Monogamie, PACS, Polygamie.*

Alternation

Rupture forte entre la *socialisation primaire* et la *socialisation secondaire* de nature à remettre en cause l'*identité* sociale d'un *individu* construite au cours de la socialisation primaire. On doit ce *concept* à Peter Berger et Thomas Luckmann.

→ *Déviance.*

Analyse de contenu

Méthode utilisée en *sciences sociales* et notamment en *sociologie*, qui consiste en un examen méthodique et systématique de documents textuels (transcriptions d'entretiens par exemple). Pour Bernard Berelson et Paul Lazarsfeld, « L'analyse de contenu est une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications ayant pour but de les interpréter ».

Plus précisément, l'analyse de contenu vise à identifier les notions contenues dans les documents et à les représenter d'abord sous forme abrégée (annotations, résumés indicatifs ou résumés informatifs), pour en accélérer la prise de connaissance – il s'agit alors de condensation – ensuite sous forme codée, pour en faciliter le repérage. L'analyse de contenu articule ainsi *méthode qualitative* et *méthode quantitative*.

Jean Claude Combessie précise les différentes étapes de l'analyse de contenu d'un texte :

- isoler les différents thèmes et sous-thèmes;
- choisir pour chacun le (ou les) mot(s) clef(s) qui le résume(nt) le mieux;
- découper le texte en extraits tels que, à la question « de quoi parle ce passage ? », on puisse répondre à l'aide d'un des mots clés identifiés;
- noter en marge de l'extrait analysé tous les mots clés signalant les thèmes et sous-thèmes de rattachement;
- noter la place de l'extrait dans le texte;
- classer ces extraits dans les dossiers thématiques correspondants, eux-mêmes organisés en sous-thèmes.

Des logiciels aident aujourd'hui à la mise en œuvre de ce type d'analyse, comme par exemple le logiciel Alceste.

→ *Méthodologie sociologique.*

Analyse de conversation

Méthode qualitative d'analyse de l'organisation structurelle du langage dans les échanges sociaux ordinaires, fondée par Harvey Sachs dans les années 1960. Elle postule que « les formes de l'échange déterminent sa compréhension, qui est intersubjectivement construite » (Alain Coulon). Dans l'échange, les *acteurs sociaux* utilisent divers procédés pour constituer la trame de la conversation : organisation des prises de parole, association par paires des demandes et des réponses, systèmes de relance, d'invitation, d'abréviations, etc. Selon Alain Coulon, l'analyse de conversation est fondée sur trois hypothèses : l'*interaction* est structurellement organisée, les contributions des participants sont contextuellement orientées (on ne peut les comprendre hors du contexte), aucun détail ne peut être congédié parce qu'accidentel ou non pertinent. Cette méthode est une des plus caractéristiques du travail de *terrain* de l'*ethnométhodologie*, et elle a inspiré de nombreux travaux sur la *communication* et ses dysfonctionnements.

→ *Compréhension, Entretien compréhensif, Enquête de terrain, Ethnographie constitutive, Herméneutique, Indexicalité, Signifiant, Signifié.*

Analyse de régression

Technique statistique dont l'objectif est double :

- décrire les relations entre une variable privilégiée, appelée variable expliquée (ou dépendante), et plusieurs variables jouant un même rôle par rapport à la première, appelées variables explicatives (ou indépendantes);
- effectuer des prévisions de la variable expliquée en fonction des variables explicatives.

On peut, par exemple, quantifier la relation entre le risque de décès et la quantité de cigarettes fumées quotidiennement, tout en ajustant pour l'*âge*, le sexe, et éventuellement d'autres facteurs de risque.

L'analyse de régression cherche donc à établir un modèle mathématique entre la variable expliquée (y) et la variable explicative (x), du type : $y = f(x)$. Le terme de régression de « y » par rapport à « x » fait référence à l'espérance mathématique de y conditionnelle à x, $E(y/x)$. Concrètement, cette espérance mathématique établit une relation entre x et y : connaissant la valeur prise par la variable x on prédira que y prendra en moyenne la valeur $E(y/x)$. Par exemple, $E(y/x = 5) = 33$ veut dire que lorsque x vaut 5 la valeur espérée (attendue, moyenne) de y vaut 33.

→ *Régression linéaire, Régression logistique, Statistique explicative.*

Analyse de similitude

Méthode d'*analyse de données*, alternative ou complémentaire des *analyses factorielles* ou de classification. Cette méthode, présentée pour la première fois par Claude Flament en 1962, est plus particulièrement adaptée à la théorie des *représentations sociales*.

Issue de la théorie des graphes elle en utilise la terminologie et permet une analyse descriptive d'un ensemble varié de données (questionnaires, groupes de mots, termes induits...) sous la forme d'un graphe arborescent. Le logiciel SIMI, mis au point par Pierre Verges en 1999, permet une utilisation pédagogique et complète de l'analyse de similitude. Elle présente comme principale caractéristique d'être une méthode de repérage des éléments centraux d'une représentation.

On peut résumer le principe de l'analyse de similitude comme la recherche de maximums locaux de similitude. Soit un ensemble X de m éléments (items, traits caractéristiques de la représentation), et les $m(m-1)/2$ coefficients de similitude (co-occurrences, corrélations, ou autres).

On considère une partie A de X, et la partie complémentaire $B = (X - A)$; on repère la similitude s (ab) maximum parmi tous les couples a dans A et b dans B. En considérant successivement toutes les parties possibles A de X, on construit ainsi le graphe de similitude, qui est généralement un arbre. C'est donc une analyse combinatoire des données, qui met en évidence les éléments centraux d'une *structure*.

Analyse des données

Ensemble de méthodes statistiques permettant de réduire un ensemble complexe et de grande dimension à ses principaux éléments, de façon à en mieux comprendre les structures sous-jacentes.

La démarche première du statisticien est d'étudier une population ou des unités statistiques décrites par des variables ou caractères statistiques (qui peuvent être quantitatifs ou qualitatifs), avant d'en tirer des *lois* ou *modèles* prédictifs. Par exemple, le personnel d'une *entreprise* peut être décrit selon le sexe, l'*âge*, le diplôme, la *qualification*, etc. Ces individus et variables sont généralement présentés sous forme de tableau ou matrice (*tableau de contingence*, par exemple).

Or, les outils informatiques aidant, les *bases de données* deviennent de plus en plus volumineuses, tant en largeur (quantité d'informations recueillies) qu'en hauteur (nombre d'unités sur lesquelles ces informations sont recueillies). Il s'agit alors pour le statisticien d'extraire d'une masse de données ce qu'on peut en retenir, en la synthétisant ou en en simplifiant les structures.

→ *Analyse en composantes principales, Analyse factorielle, Analyse factorielle des correspondances, Analyse factorielle discriminante, Méthode quantitative, Méthodologie sociologique, Statistique explicative.*

Analyse des réseaux sociaux

Théorie sociologique qui centre son analyse sur les liens entre les membres d'un réseau, qui postule que « la forme des réseaux peut être prise comme facteur explicatif des phénomènes sociaux » (Pierre Mercklé), et qui se donne pour but d'expliquer comment les relations sociales peuvent produire des *structures* sociales : pour Ronald Burt, « la structure est l'effet émergent des interactions ». Il faut donc étudier la nature et la forme des liens, qui conditionnent l'extension, la forme et le fonctionnement du réseau. Les *individus*

sont alors caractérisés non pas par des attributs plus ou moins arbitrairement choisis (la profession, le diplôme, la richesse...), mais par leur position structurale, c'est-à-dire leur position par rapport à l'ensemble des liens dans un réseau. Cette approche a développé un ensemble d'outils d'analyse, pour la plupart inspirés de la théorie mathématique des graphes. Pour ses partisans, elle constitue une sorte de troisième voie, « mésosociologique », entre *individualisme méthodologique* et *holisme méthodologique*, dans la mesure où son objet principal n'est ni l'individu ni la totalité, mais le groupe social vu comme le résultat d'un ensemble de liens sociaux.

→ *Analyse structurale, Lien social, Réseaux sociaux, Trou structural.*

Analyse diachronique

Terme qui désigne l'étude de l'évolution d'un phénomène « à travers le temps ». Elle se construit généralement du passé vers le présent (recherche des origines d'une situation donnée), mais elle peut prendre aussi la forme d'une étude prospective des transformations à venir à partir de l'état d'un *système*. Dans tous les cas, on essaie de déterminer des états successifs du phénomène que l'on étudie. Ce type d'analyse renvoie à la recherche de déterminants dont l'effet n'est perceptible que sur le moyen ou long terme. Elle suppose l'étude préalable, à travers une *analyse synchronique*, des caractéristiques et des interrelations entre *variables* dans l'état initial du phénomène considéré.

→ *Analyse systémique, Changement social, Diagramme de Lexis, Structuralisme, Variations concomitantes.*

Analyse en composantes principales

Méthode statistique « de base » de l'*analyse des données* qui a pour objet la description de données contenues dans un tableau individus/caractères numériques : p caractères sont mesurés sur n individus. Dès que le nombre p de caractères devient supérieur ou égal à 4, il n'est plus possible de représenter, sur un graphique plan, l'ensemble des données. L'analyse en composantes principales (ACP) peut donc être vue comme une technique de réduction de dimensionnalité qui permet de représenter dans un plan à deux dimensions les relations entre les individus et les variables observées. Ces représentations (ou « projections ») sont obtenues en ne retenant que deux composantes principales parmi les plus significatives. L'utilisation traditionnelle de l'ACP met l'accent sur l'interprétation des diagrammes visuels ainsi obtenus.

L'ACP est une méthode factorielle car la réduction du nombre de caractères ne se fait pas par une simple sélection de certains d'entre eux, mais par la construction de nouveaux caractères synthétiques obtenus en combinant les caractères initiaux au moyen de facteurs : on décompose le tableau des données initiales en une somme de produits de facteurs.

La spécificité de cette analyse est qu'elle traite exclusivement de facteurs numériques jouant tous le même rôle alors que l'*analyse factorielle des correspondances* par exemple traite des caractères qualitatifs.

→ *Analyse factorielle, Analyse factorielle discriminante.*

Analyse factorielle

Méthode statistique d'*analyse des données* traitant des tableaux de nombres ou

tableaux de contingence. Elle permet de remplacer un tableau de nombres difficile à lire par une série de tableaux plus simples (c'est-à-dire exprimables sous forme de graphiques) qui sont une bonne approximation du tableau original. On parle d'analyse factorielle car il s'agit de décomposer le tableau original en une somme de produits de facteurs simples.

Lorsque les variables présentes dans le tableau sont des variables numériques, on recherche ensuite des *corrélations* éventuelles entre ces variables. Lorsque les variables sont nominales (ou qualitatives), on recherche des correspondances.

En France, la méthode factorielle est souvent associée à la *sociologie* de Pierre Bourdieu qui l'utilise notamment dans *La Distinction*.

→ *Analyse en composantes principales, Analyse factorielle des correspondances, Analyse factorielle discriminante, Distinction, Méthode quantitative, Méthodologie sociologique, Statistique explicative.*

Analyse factorielle des correspondances

Analyse factorielle, systématisée par Jean Paul Benzécri en 1962 et permettant de décrire en les plaçant sur des plans géométriques, l'ensemble des relations entre des variables de type catégoriel (nominales ou ordinales).

En analyse des correspondances, ce sont uniquement les écarts à l'indépendance des observations qui sont pris en compte : on compare en effet les données observées aux effectifs théoriques (ceux qui existeraient dans une situation d'*indépendance* des variables).

L'exemple le plus connu est l'utilisation qu'en a faite Pierre Bourdieu dans *La Distinction* où il met en relation le capital économique et culturel d'une part et les goûts et connaissances artistiques d'autre part [*Cf.* page suivante].

Le critère permettant d'apprécier la qualité de l'approximation du tableau initial par des tableaux plus simples est le *Khi-deux*.

→ *Analyse en composantes principales, Analyse factorielle, Analyse factorielle discriminante, Méthode quantitative, Méthodologie sociologique, Statistique explicative.*

Analyse factorielle discriminante

Analyse factorielle dont l'objectif est de mettre en évidence une dépendance entre p variables quantitatives et une variable qualitative mesurées sur une population.

→ *Analyse en composantes principales, Analyse factorielle des correspondances, Analyse factorielle discriminante, Méthode quantitative, Méthodologie sociologique, Statistique explicative.*

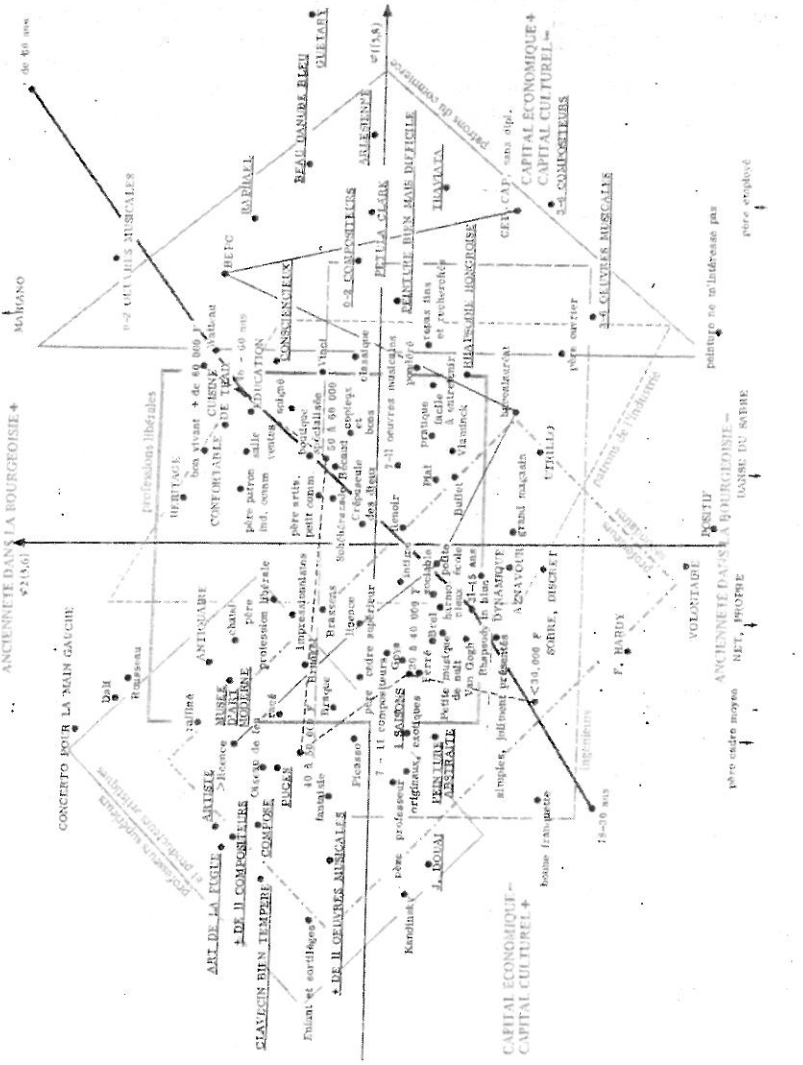
Analyse multivariée

Méthode d'*analyse des données* qui a pour objectif de distinguer et d'évaluer la contribution de plusieurs variables à une même variable dépendante. On peut évaluer la force du lien qui unit deux variables en en introduisant une troisième, voire une quatrième, etc.

Par exemple, de nombreuses enquêtes sociologiques montrent que la réussite scolaire à l'école primaire est liée à la *catégorie socioprofessionnelle* du père. Mais on peut montrer que la proportion de « bons élèves » croît également avec le revenu du *ménage*, lui-même étroitement lié au diplôme du père. On peut alors croiser les trois variables.

Selon Jean Claude Combessie, l'analyse multivariée propose ainsi un cheminement logique dans la recherche de l'imputation causale : « *la force principale de cette procédure tient au fait qu'elle permet de distinguer la contribution respective de deux variables à*

Variantes du goût dominant. Analyse des correspondances


ANCIENNETE DANS LA BOURGEOISIE +
ANCIENNETE DANS LA BOURGEOISIE –
CAPITAL ECONOMIQUE +
CAPITAL CULTUREL –
CAPITAL ECONOMIQUE –
CAPITAL CULTUREL +
CONCERTO POUR LA MAIN GAUCHE
ART DE LA FUGUE
CLAVECIN BIEN TEMPERE
Debussy
Ravel
Satie
Bach
Mozart
Beethoven
Schubert
Chopin
Schumann
Brahms
Liszt
Wagner
Berlioz
Franck
Debussy
Ravel
Satie
Fauré
Roussel
Dukas
Chausson
Indy
Magnard
Lekeu
Duparc
Koechlin
Ropartz
Rabaud
Pierné
Enesco
Leroux
Hahn
Messager
Delvincourt
Delage
Delannoy
Milhaud
Honegger
Poulenc
Auric
Tailleferre
Durey
Sauguet
Ohana
Jolivet
Barraqué
Boulez
Stockhausen
Nono
Berio
Xenakis
Ligeti
Kagel
Penderecki
Lutoslawski
Henry
Schaeffer
Varèse
Cage
Messiaen
Dutilleux
Grisey
Murail
Levinas
Manoury
Dalbavie
Saariaho
Lindberg
Aperghis
Fénelon
Hurel
Dufourt
Hosokawa
Takemitsu
Yun
Ishii
Maki
Sciarrino
Scelsi
Donatoni
Berio
Nono
Boulez
Stockhausen

une même troisième et ainsi de tester les hypothèses de type causal suggérées par les tableaux de contingence croisant deux variables ».
→ *Causalité, Évaluation aléatoire, Méthode des variations concomitantes, Statistique explicative.*

Analyse stratégique

Démarche ayant pour objet central les relations de *pouvoir* au sein des *organisations*, et privilégiant les choix stratégiques de l'*acteur social*. Proposée par Michel Crozier et Erhard Friedberg, l'analyse stratégique repose sur les *concepts* de pouvoir, de *zone d'incertitude* et de *système d'action concret*. Elle part de trois postulats : il y a un objectif pour chaque acteur de l'organisation, les acteurs jouissent d'une liberté relative et ils ont une *rationalité limitée*.
→ *Analyse systémique, Cercle vicieux bureaucratique.*

Analyse synchronique

Analyse qui vise à déterminer l'état d'un *système* à un moment donné du temps. Il s'agit d'envisager l'ensemble des caractéristiques d'un phénomène, généralement exprimées par les valeurs d'un ensemble de *variables* et les relations entre ces variables dans une situation donnée. Elle peut prendre la forme d'une modélisation plus ou moins formalisée. La succession des analyses synchroniques d'un phénomène (analyses répétées dans le temps) permet d'aborder l'*analyse diachronique* du phénomène.
→ *Analyse systémique, Structuralisme.*

Analyse structurale

Courant théorique ayant pour but d'expliquer les phénomènes sociaux à partir de l'*analyse des réseaux sociaux*. Il s'agit de montrer les effets des relations interpersonnelles sur les *structures* et inversement. Ce courant a principalement recours à des *méthodes quantitatives* : graphes et matrices. Il a l'ambition de dépasser l'opposition entre *individualisme méthodologique* et *holisme méthodologique*.
→ *Réseaux sociaux, Trou structural.*

Analyse systémique

Méthode d'analyse qui met en avant la globalité, (le système plutôt que ses composantes), les *interactions* (notamment par rapport au contexte), et les effets de rétroaction (principe de causalité circulaire). On part du système et de ses contraintes pour comprendre les stratégies mises en œuvre par les *acteurs sociaux*. Pour Michel Crozier et Erhard Friedberg cette analyse complète l'*analyse stratégique*.
→ *Agent, Holisme méthodologique, Individualisme méthodologique, Organisation.*

Anomie

Désigne l'affaiblissement voire l'absence de *règles* dans une *société*, ou plus généralement, pour Jean Daniel Reynaud, un déficit de *régulation*. Pour Émile Durkheim, ce *concept* désigne dans *De la division du travail social*, un état *pathologique* de la *division du travail* qui ne conduirait pas à la *solidarité organique*. Les ruptures partielles dans cette forme de solidarité se manifestent par les faillites d'*entreprise*, par un antagonisme marqué entre le *travail* et le capital, et par la spécialisation croissante de la recherche scientifique qui morcelle la *science*. Dans *Le Suicide*, l'anomie désigne le déficit de règles bornant les aspirations individuelles. Elle peut prendre une forme aiguë lors des crises économiques ou au contraire lors des brusques mouvements de prospérité, ainsi que dans la sphère domestique lors du veuvage. L'anomie peut aussi prendre une forme chronique due à l'affaiblissement de la réglementation

dans le commerce et l'industrie, ainsi que dans les rapports entre les sexes (le *taux de suicide* après un divorce est plus important chez l'homme que chez la femme). Pour Robert King Merton, l'anomie résulte de l'inadéquation entre les objectifs d'un *individu*, fondés sur les *valeurs* de la société à laquelle il appartient, et les moyens licites dont il dispose pour les atteindre, moyens déterminés par les *normes sociales*. Pour Talcott Parsons, l'anomie peut aussi correspondre à l'incertitude sur les buts socialement valorisés. Pour Jean Daniel Reynaud, l'anomie ne doit pas être analysée comme un moment exceptionnel, mais comme caractéristique de tout *changement social* : il faut donc parler des anomies.

→ *Aliénation, Contrôle social, Déviance, Suicide anomique.*

Antagonismes sociaux

Oppositions entre les *catégories sociales* au sein d'une *société*. Chez Karl Marx, dans le *mode de production capitaliste*, cet antagonisme a pris la forme de la *lutte des classes* entre la *bourgeoisie* et le *prolétariat* au cours d'un processus de *polarisation des classes sociales*.

→ *Bandes, Classes sociales, Conflits, Conflits sociaux, Émeutes, Rapports de classes, Vote protestataire.*

Anthropologie

Il existe deux grandes conceptions de l'anthropologie. La première trouve son origine en France au XIX[e] siècle : dans un sens restrictif, elle désigne l'anthropologie physique, qui étudie les aspects physiologiques et morphologiques des groupes humains, tandis que l'*ethnologie* étudie les phénomènes culturels et la *sociologie* les phénomènes sociaux. Le sens change une première fois avec Marcel Mauss, qui assigne à l'anthropologie la mission d'analyser les « *faits sociaux totaux* ». Elle se distingue alors de la sociologie par ses objets de prédilection (la *religion*, les *mythes*, les systèmes de *parenté*, les cosmogonies) et son champ d'application (les sociétés préindustrielles sans histoire écrite, celles que Lucien Lévy-Bruhl appelait les « sociétés primitives »).

La deuxième conception, plus ambitieuse, est d'origine anglo-saxonne : il s'agit de rassembler dans une perspective globalisante toutes les disciplines étudiant l'homme. L'approche américaine privilégie les aspects culturels, tandis qu'en Angleterre ce sont les aspects sociaux qui dominent. C'est dans une conception à la fois sociale et culturelle de l'anthropologie que se situe Claude Lévi-Strauss quand il la définit comme le troisième moment de l'étude des sociétés : l'*ethnographie* décrit de façon systématique, l'ethnologie réalise une première synthèse, l'anthropologie généralise encore et cherche à identifier les fondements communs de toute organisation sociale et culturelle. L'anthropologie adopte donc une approche « holiste » : à partir d'une démarche monographique initiale qui porte sur des ensembles sociaux de petite taille, elle cherche à rendre compte de l'ensemble des aspects sociaux et culturels : « l'anthropologue est l'astronome des sciences sociales : il est chargé de découvrir un sens à des configurations très différentes, par leur ordre de grandeur et leur éloignement, de celles qui avoisinent immédiatement l'observateur » (Claude Lévi-Strauss). Les conceptions actuelles font peu de différence entre ethnologie et anthropologie.

→ *Anthropologie culturelle, Anthropologie dynamique, Anthropologie générative, Anthropologie sociale, Anthropologie structurale, Culture, Holisme méthodologique, Monographie.*

Anthropologie culturelle

Science sociale qui se donne pour but de dégager les caractéristiques générales de la vie culturelle d'une *société*. Dans cette optique, de nombreux chercheurs l'ont assimilée à l'*ethnologie*. Dans une conception plus ambitieuse, elle s'appuie sur une approche comparative des travaux ethnologiques, dont elle se propose de généraliser les résultats, pour mettre en évidence les traits fondamentaux de toute *culture* humaine. Pour Claude Lévi-Strauss, « que l'anthropologie se proclame sociale ou culturelle, elle aspire toujours à connaître l'homme total, dans un cas à partir de ses productions, dans l'autre à partir de ses représentations ».

→ *Anthropologie, Anthropologie sociale.*

Anthropologie dynamique

Courant de l'*anthropologie* qui met au centre de l'analyse des sociétés les dysfonctionnements, les *conflits* et les changements en réintroduisant une démarche historique. Elle émerge dans le contexte de la décolonisation et est inaugurée par Georges Balandier : « Les crises subies deviennent le révélateur de certaines des relations sociales, de certaines des configurations culturelles, et de leurs apports respectifs. Elles conduisent à considérer la société dans son action et ses réactions, et non plus sous la forme de structures et systèmes intemporels ». L'anthropologie dynamique est donc critique vis-à-vis du *structuralisme* et du *fonctionnalisme* qui en expliquant la cohérence des systèmes sociaux mettent en avant leur stabilité et leur permanence.

→ *Anthropologie culturelle, Anthropologie générative, Anthropologie sociale, Anthropologie structurelle, Changement social, Diffusionnisme, Évolutionnisme, Monographie.*

Anthropologie générative

Terme proposé par Georges Balandier pour désigner une critique radicale des approches structuralistes. Georges Balandier met en évidence des générateurs du changement (nouvelles techniques de production, de communication…) dans les *sociétés* qui sont perpétuellement soumises à des tensions entre *tradition* et *modernité* : « Les recherches nouvelles conduisent à mieux mesurer l'espace de liberté et de spécificité présent en toute société. Elles révèlent, par une démarche que l'on peut qualifier de "générative", à quel degré les configurations sociales sont mouvantes : constamment en voie de se faire et de déterminer leur sens ».

→ *Anthropologie culturelle, Anthropologie dynamique, Anthropologie sociale, Anthropologie structurelle, Monographie.*

Anthropologie sociale

Au début du XX^e^ siècle, cette expression a été construite pour distinguer les *sciences sociales* de l'anthropologie physique, qui se limitait à l'étude des évolutions anatomiques et physiologiques de l'humanité. Pour Claude Lévi-Strauss « L'anthropologie sociale est née de la découverte que tous les aspects de la vie sociale – économique, technique, politique, juridique, esthétique, religieux – constituent un ensemble significatif, et qu'il est impossible de comprendre l'un de ces aspects sans le replacer au milieu des autres… ». Elle a donc pour but de dégager les propriétés générales de la vie sociale, et elle constituerait alors une « science sociale générale », dont toutes les autres (*ethnologie*, *sociologie*, linguistique, etc.) ne seraient que des parties. Cette conception ambitieuse est cependant contredite par l'organisation concrète de la recherche en sciences sociales, qui a tendance à privilégier des champs de recherche de plus en plus spécialisés.

→ *Anthropologie, Anthropologie culturelle, Anthropologie structurale.*

Anthropologie structurale

Expression créée par Claude Lévi-Strauss pour qualifier sa propre conception de l'*anthropologie*, fondée sur le *structuralisme*, lui-même inspiré des travaux de Nicolaï Troubetzkoy en phonologie. Pour Claude Lévi-Strauss, « les recherches structurales ont pour objet l'étude des relations sociales à l'aide de modèles », qui tentent de rendre compte des « écarts significatifs » (entre deux systèmes de *parenté*, entre deux *cultures*, etc.) et de leurs constantes. Ce qui les caractérise relève donc non de l'objet d'étude lui-même, mais de la méthode : recherche des infrastructures inconscientes des phénomènes sociaux et culturels, analyse des systèmes de relations dans le but de mettre en évidence des « lois générales, soit trouvées par induction, soit déduites logiquement, ce qui leur donne un caractère absolu ». L'anthropologie structurale cherche donc à construire des généralisations : « l'analyse cherche à ramener la diversité à un ordre, quel qu'il puisse être. Derrière la diversité, on peut en effet discerner des principes généraux, en nombre limité, qui sont appliqués et combinés de façons diverses » (Alfred Réginald Radcliffe-Brown). C'est par ce moyen qu'on pourra identifier et définir des *structures sociales*, c'est-à-dire des *modèles* explicatifs abstraits rendant compte de l'organisation des relations.

→ *Anthropologie culturelle, Anthropologie sociale, Structure, Structuro-fonctionnalisme, Système.*

Anti-utilitarisme

Pour Alain Caillé, positionnement scientifique et éthique qui s'oppose à une vision utilitariste, « économiciste » de la *société* et qui trouve son fondement dans le « paradigme du don ». Au début des années 1980, Alain Caillé, Gérald Berthoud et Serge Latouche, entre autres, fondent le MAUSS (mouvement anti-utilitariste en sciences sociales) dont l'objectif premier est de contester la vision utilitariste de l'*échange* et la logique du *marché*. Ils développent l'idée selon laquelle, c'est le *don* (et les liens sociaux qu'il engendre) qui se trouve à l'origine de la circulation des biens dans une société. Ce positionnement conduit ces auteurs à avoir une vision critique des fondements de l'économie de marché et de la société capitaliste.

→ *Économie solidaire, Socio-économie, Solidarisme, Utilitarisme.*

Apodictique

Se dit d'une proposition qui a une portée générale. Les propositions apodictiques sont formulées par les *sciences nomologiques*. Un débat traverse les *sciences sociales* pour savoir si elles sont à même de formuler des propositions apodictiques ou si elles doivent s'en tenir à la formulation de propositions *assertoriques*.

→ *Compréhension, Dualisme épistémologique, Explication, Sciences de la nature.*

Appareil idéologique

Dans le vocabulaire marxiste (et spécialement chez Louis Althusser) *institution* (*famille*, école, *église*, *parti politique*, etc.) qui contribue à la reproduction des rapports sociaux existants et du *pouvoir* de la *classe dominante*, en faisant prévaloir une *idéologie* conforme aux intérêts de cette classe.

→ *Mode de production, Rapports de production, Superstructure.*

Appartenance

→ *Groupe d'appartenance.*

Arbitraire culturel

Conception selon laquelle la hiérarchisation des produits et des productions culturelles ne repose pas sur leur caractère intrinsèque, mais sur les jugements formulés par des

catégories socialement et culturellement dominantes. Au sein des *champs* culturels, les *règles* désignant les *pratiques culturelles* légitimes sont le produit de rapports de force entre dominants et dominés. Pour Pierre Bourdieu, « la sélection des significations qui définit objectivement la culture d'un groupe ou d'une classe comme système symbolique est arbitraire en tant que la structure et les fonctions de cette culture ne peuvent être déduites d'aucun principe universel, physique, biologique ou spirituel, n'étant unies par aucune espèce de relation interne à la "nature des choses" ou à une "nature humaine" ».

→ *Art (Sociologie de l'), Cultural Studies, Culture, Culture (Sociologie de la), Culture dominante, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime, Culture ouvrière, Culture populaire, Culture scolaire, Dissonance culturelle, Démocratie culturelle, Démocratisation culturelle, Domination, Misérabilisme, Populisme, Violence symbolique.*

Argent

Terme généralement utilisé en *sociologie économique* pour désigner la monnaie. L'argent selon Damien de Blic et Jeanne Lazarus « c'est la monnaie dans sa dimension sociologique ». Dans une tradition inaugurée notamment par Georg Simmel (*Philosophie de l'argent*, 1900), on met l'accent sur le caractère multidimensionnel de l'argent : dimensions morale, politique, sociale. Les travaux de Viviana Zelizer (*La signification sociale de l'argent*, 1994) et de Florence Weber montrent que les relations monétaires sont profondément encastrées dans les *relations sociales*. Il ne se limite donc pas à une fonction instrumentale (faciliter les échanges). Par exemple une même somme d'argent peut avoir des significations sociales et des usages différents selon son origine (argent gagné par le travail et gagné au jeu).

→ *Échange marchand, Marché.*

Aristocratie

Au sens strict, forme d'organisation politique dans laquelle le *pouvoir* est détenu par la frange de la population considérée comme la plus apte à diriger et qui exerce ce pouvoir pour le bien de l'ensemble de la *société*. Ainsi pour Aristote, « le gouvernement d'un petit nombre d'hommes ou de plusieurs et non d'un seul, s'appelle aristocratie, soit parce que l'autorité est entre les mains des meilleurs gens de bien, soit parce qu'ils en usent pour le plus grand bien de l'État et de tous les membres de la société ». Au sens large le terme sert à désigner la catégorie de la population qui détient le pouvoir et qui fonde, selon les époques ou les sociétés, sa *légitimité* sur la maîtrise des arts de la guerre, sur la propriété foncière ou plus largement sur la propriété patrimoniale. Ainsi en France la Révolution française assimilait aristocratie et noblesse. Par extension, le terme sert à désigner n'importe quelle forme d'*élite* au sein d'une société.

→ *Aristocratie, Démocratie, Oligarchie, Régime politique.*

Art (Sociologie de l')

Étude des pratiques liées aux œuvres reconnues comme artistiques. Elle s'intéresse donc à la fois aux œuvres (la *sociologie* des œuvres d'art est la plus controversée), aux *publics*, aux producteurs et aux liens qui les unissent. Les études sur la *réception* des œuvres d'art mettent en avant la *morphologie* des publics, la construction sociale du goût et les *inégalités sociales* d'accès à la *culture* (étude de Pierre Bourdieu et Alain Darbel sur les musées et leur public, 1966). Les études sur la médiation entre l'œuvre et son public renvoient en partie à une socio-

logie des professions (*Les commissaires d'exposition* chez Bernard Edelman et Nathalie Heinich, 2002). Les études sur la production d'art s'intéressent à la morphologie de la catégorie artiste : combien et qui sont-ils ? L'étude de Raymonde Moulin sur *Les artistes* en 1985 met en évidence chez les peintres et sculpteurs qu'ils sont souvent des hommes, célibataires, se déclarant autodidactes, malgré un niveau d'études élevé. Pierre Bourdieu, s'intéresse à la position du producteur et aux rapports de *domination* dans le champ littéraire. Howard Becker s'oppose à la vision isolée et individuelle de l'artiste et met en évidence les *interactions* multiples dont les œuvres sont la résultante.

→ *Arbitraire culturel, Pratiques culturelles.*

Artefact

Au sens général, phénomène produit intentionnellement par le recours à une technique. Dans les *sciences sociales*, ce terme a deux sens différents. Pour certains ethnologues ou paléontologues, il désigne tous les produits matériels d'une *culture*. En méthodologie, il peut désigner l'apparition d'un résultat « fabriqué » par la méthode d'analyse, mais qui ne correspond à aucune réalité sociale.

→ *Méthodologie sociologique.*

Ascension sociale

Mobilité sociale ascendante. On parle ainsi d'ascension sociale lorsqu'un fils atteint une *catégorie socioprofessionnelle* supérieure à celle de son père. Par exemple en France en 2003 (enquête Formation et qualification professionnelle de l'Insee), 10 % des cadres et professions intellectuelles supérieures avaient un père *ouvrier*.

→ *Mobilité intergénérationnelle, Plafond de verre, Promotion sociale.*

Ascétisme intramondain

Désigne, chez Max Weber, le *mode de vie* austère pratiqué dans le monde (et non pas hors du monde, par exemple dans des couvents). L'ascétisme intramondain est l'une des composantes de l'*éthique protestante* qui favorise l'*esprit du capitalisme* (pratique de l'épargne, travail assidu, etc.).

→ *Ethos, Religion.*

Ascétisme séculier

Ancienne traduction en français d'*ascétisme intramondain.*

Aspirations

Les aspirations constituent à la fois le fondement des projets des acteurs sociaux et un espoir qui oriente leurs actions. Par exemple l'aspiration à une plus grande égalité sociale. Le *concept* a notamment été développé par Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998) dans son livre *Pour une sociologie des aspirations* (1969). En étudiant la *classe ouvrière* et les *modes de vie* urbains, Chombart de Lauwe est conduit à mettre l'accent, au-delà du simple *déterminisme économique*, sur la dimension culturelle de la vie sociale. Il distingue les *besoins* (qui sont objectifs) et les aspirations qui sont subjectives et qui relèvent davantage de l'ordre symbolique.

→ *Acteur social, Action collective, Mouvement social, Sociologie urbaine.*

Assertorique

Se dit des propositions qui concernent un objet particulier. Les propositions assertoriques sont formulées par les *sciences idiographiques*. Pour les théoriciens des *sciences de la culture* (Heinrich Rickert, Wilhelm Windelband), les sciences historiques et plus généralement les *sciences sociales* ont pour objectif l'observation de faits particu-

liers à propos desquels elles formulent des propositions assertoriques.

→ *Apodictique, Compréhension, Dualisme épistémologique, Explication, Sciences de l'Esprit, Sciences herméneutiques.*

Assimilation

Pour Jean Piaget, la *socialisation* résulte de la combinaison d'un processus d'*accommodation* et d'un processus d'assimilation. Par l'assimilation, les jeunes enfants intègrent aux structures déjà construites de leur *identité* sociale de nouveaux éléments extérieurs. Ce processus d'assimilation est évolutif et ne correspond qu'à une étape du développement de l'enfant, les étapes successives nécessiteront de nouvelles procédures d'assimilation.

En *anthropologie culturelle*, l'assimilation désigne le processus par lequel une *culture* intègre de manière durable et sans que ses caractéristiques essentielles s'en trouvent modifiées, des éléments empruntés à une autre culture. L'assimilation est un des résultats possibles du processus d'*acculturation*.

Ce terme désigne enfin le processus par lequel les *immigrés* perdent progressivement leur spécificité culturelle et acquièrent la langue et le mode de vie du pays d'accueil. L'assimilation se distingue donc de l'*intégration* et de l'*insertion*.

→ *Multiculturalisme, Socialisation primaire.*

Assistance

Aides (monétaire ou en nature) versées aux personnes dont les ressources sont insuffisantes. Traditionnellement, elle représente une des modalités de *protection sociale* reposant sur la *solidarité* nationale envers les plus pauvres afin de leur assurer un revenu minimum sans condition de cotisation préalable, mais sous condition de ressources. C'est le cas en France par exemple du Revenu de solidarité active (RSA) depuis 2009, de la Couverture maladie universelle (CMU) depuis 2000. Le *mouvement ouvrier* et le mouvement mutualiste se sont longtemps opposés à l'assistance (apparentée à la charité) et ont préconisé la mise en place du système d'*assurance* sociale (qui repose sur la responsabilité des assurés et sur la gestion autonome des organismes de couverture de risque).

→ *État providence, Pauvreté, Risques sociaux.*

Association

Groupement de personne de statut privé, librement constitué pour un objectif déterminé, et sans but lucratif. En France, les associations sont régies par la loi du 1er juillet 1901 : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Pour Alexis De Tocqueville, les associations sont un des fondements de tout gouvernement démocratique : « la science de l'association est une science mère; le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là ». Elles constituent, comme les *institutions* communales (qui « sont à la liberté ce que sont les écoles à la science ») un lieu essentiel d'apprentissage de la *démocratie*. La participation à la vie associative constitue, pour certains sociologues (Robert Putnam), un indicateur de la *sociabilité*. L'appartenance associative est aussi considérée comme un élément du *capital social*, au sens que donne à cette expression la sociologie des *réseaux sociaux* (Ronald Burt, Michel Forsé).

→ *Économie sociale, Économie solidaire.*

Assurance

Au sens général, *contrat* permettant de se protéger face à un risque défini en garantis-

sant une prestation en cas de réalisation de ce risque. Au sens de la protection sociale, elle représente une des modalités de *protection sociale* reposant sur la *solidarité* salariale, où les prestations sont versées aux assurés et ayants droit dans la mesure où ils ont cotisé. C'est le cas par exemple des pensions de retraites et des indemnités de chômage. L'assurance est fondée sur la mutualisation des risques. Pratiquement, les systèmes de protection sociale combinent les logiques d'assurance et d'*assistance*.

→ *État providence, Pauvreté, Risques sociaux.*

Attracteurs idéologiques

Pour Bernard Charlot, ce sont des « objets du discours social et médiatique » (comme par exemple la notion « d'*échec scolaire* ») qui s'imposent comme des « catégories immédiates de perception de la réalité sociale ». Le risque pour le chercheur est de les considérer comme des descriptions, ou même comme des « faits », alors qu'ils ne sont que la transcription d'enjeux sociaux, qu'il faudra déconstruire et reconstruire pour en faire des *objets* de recherche.

→ *Épistémologie, Méthodologie sociologique, Prénotions, Rupture épistémologique.*

Attraction

Au sens statistique, *formalisation* d'un marquage social. Selon Philippe Cibois, « *l'attraction entre deux réalités sociales est révélée par la différence au pourcentage moyen* ». Il cite par exemple la chasse, activité socialement marquée comme masculine. L'analyse d'un *tableau croisé* construit à partir de l'enquête sur les *pratiques culturelles* des Français, montre ainsi que la pratique de la chasse reste rare (3,9 % des Français) mais très différenciée selon le sexe puisque moins d'1 % (0,9 %) des femmes chassent contre près de 7 % des hommes (7,2 %). L'attraction est alors mise en évidence par la comparaison entre le pourcentage moyen et ceux de chacune des deux catégories de sexe : il est plus fort que la moyenne pour les hommes, plus faible pour les femmes. Il y a donc attraction entre le fait d'aller à la chasse et le fait d'être de sexe masculin. Dans la même enquête on peut, de la même façon, mettre en évidence un phénomène d'attraction entre le fait de confectionner soi-même ses vêtements et le fait d'être de sexe féminin.

→ *Indépendance.*

Autogestion

Littéralement gestion par soi-même. Projet politique et social porté par le *mouvement ouvrier* au XIX^e^ siècle qui présente un modèle alternatif au *capitalisme* et au *socialisme* étatique. L'autogestion met en avant la *socialisation* des processus de production, de la gestion et de l'information.

Pour Pierre Rosanvallon, « l'autogestion se présente d'abord comme une déstructuration de la propriété comme institution sociale ». Il ne s'agit ni d'une *propriété privée* ni d'une propriété d'État. Elle nécessite la socialisation de l'ensemble des moyens de pouvoir « le renversement des conceptions pyramidales et élitistes pour une large circulation de l'information, par une décentralisation de sa production, par un travail permanent d'autoformation ».

Pour Cornélius Castoriadis, « une société autogérée est une société où toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et *comment* le faire, dans les seules limites que leur trace leur coexistence avec d'autres unités collectives. »

Il existe de nombreux exemples d'*entreprises* autogérées comme les sociétés coopératives de production (1 910 SCOP en 2011).

→ *Bureaucratie, Démocratie, Économie sociale, Organisation du travail, Solidarisme.*

Autonomation

→ *Toyotisme.*

Autorité

Capacité à se faire obéir, reposant sur un fort degré de légitimité et un faible degré de coercition. Chez Max Weber, l'autorité (traduction anglo-saxonne) ou la *domination* (traduction française), sont à différencier du *pouvoir* (qui s'apparente à la notion de puissance). L'autorité, ou la domination, est alors légitimée par la tradition, la règle légale et rationnelle ou encore le charisme d'un individu. Ralph Dahrendorf reprend la distinction pouvoir/autorité et définit cette dernière comme l'exercice d'un pouvoir légitimé par la position sociale au sein d'une organisation. Pour Raymond Aron, l'autorité est une puissance formelle, c'est-à-dire la capacité de déterminer la conduite des autres grâce à sa position dans l'*organisation* sociale. Pour Hannah Arendt, l'autorité suppose un rapport hiérarchique. Elle se distingue de la contrainte par la force, mais aussi de la persuasion, qui implique l'utilisation d'arguments dans une relation d'égal à égal. « Puisque l'autorité requiert toujours l'obéissance, on la prend souvent pour une forme de pouvoir ou de violence. Pourtant, l'autorité exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition; là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué. L'autorité, d'autre part, est incompatible avec la persuasion qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation. Là où on a recours à des arguments, l'autorité est laissée de côté. Face à l'ordre égalitaire de la persuasion se tient l'ordre autoritaire qui est toujours hiérarchique. S'il faut vraiment définir l'autorité, alors ce doit être en l'opposant à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par arguments (la relation autoritaire entre celui qui commande et celui qui obéit ne repose ni sur une raison commune, ni sur le pouvoir de celui qui commande; ce qu'ils ont en commun, c'est la hiérarchie elle-même, dont chacun reconnaît la justesse et la légitimité, et où tous deux ont d'avance leur place fixée) », *Qu'est-ce que l'autorité*, 1961.

→ *Bureaucratie, Domination charismatique, Domination légale rationnelle, Domination traditionnelle, Effet Milgram, Soumission à l'autorité.*

Autrui généralisé

Pour Georges Herbert Mead, « communauté organisée, ou groupe social qui donne à l'individu l'unité de soi ». Au cours du processus de *socialisation secondaire*, l'*individu* va adopter des comportements qui ne seront plus la reproduction de ceux de ses proches mais seront marqués par « les attitudes sociales organisées » du *groupe social* auquel il appartient. « En politique, par exemple, l'individu s'identifie à tout un parti, et prend les attitudes organisées de ce parti envers le reste de la communauté sociale ».

→ *Autrui significatif, Groupe de référence, Rôle, Socialisation.*

Autrui significatif

Pour Georges Herbert Mead, ensemble des *individus*, essentiellement des adultes, qui entoure directement l'enfant lors du pro-

cessus de *socialisation primaire*. Lors de cette première phase de construction de sa personnalité, l'enfant va interagir avec son environnement en reproduisant les attitudes que ses parents adoptent envers lui ou envers les autres.

→ *Autrui généralisé, Rôle, Socialisation.*

Axiomatique

Résultat du processus d'*axiomatisation*. *Théorie* qui comporte à la fois des *axiomes* et des propositions logiquement déduites à partir de ces axiomes.

→ *Déduction, Déductivisme, Théorie.*

Axiomatisation

Démarche qui conduit à présenter un ensemble de propositions (une *théorie* par exemple) sous la forme de propositions logiquement déduites à partir d'un ensemble d'*axiomes*. L'axiomatisation pousse les chercheurs à se montrer très attentifs à la cohérence interne de leurs discours.

→ *Axiomatique, Déduction, Déductivisme.*

Axiome

Au sens classique, proposition évidente par elle-même, qui n'a donc pas besoin d'être démontrée et qui peut servir de point de départ à une démonstration.

Au sens moderne, proposition que l'on admet comme point de départ d'une démonstration à titre de *conjecture* et sans qu'il soit nécessaire de faire référence à une évidence. Au sens moderne, il n'y a donc pas de différence entre axiome et *postulat*.

→ *Axiomatique, Axiomatisation, Déduction, Déductivisme.*

B

Bande

Au sens courant, groupe d'*individus* réunis par les mêmes mobiles. En *sociologie*, ce terme est plutôt utilisé en référence à la *délinquance juvénile*. Dans ce cadre, la bande désigne un groupe structuré d'individus, liés par une *sociabilité* juvénile plutôt virile, généralement attachés à un territoire et caractérisés par un fonctionnement séparé du monde des adultes. Ce terme a été utilisé dans les années 1960 pour désigner les blousons noirs : les bandes de jeunes issus de la *classe ouvrière*. Aujourd'hui, les bandes reposent davantage sur des caractéristiques ethniques ou socioculturelles et leur cohésion interne est remise en cause : la bande serait un regroupement plus éphémère. Les jeunes en « galère » décrits par François Dubet n'appartiennent pas forcément à une bande. L'existence de la bande est liée au *concept* de *désorganisation sociale* développé par l'*École de Chicago*.

→ *Délinquance, Déviance (Sociologie de la), Émeute, Ethnicité, Gang, Jeunesse, Sous-culture.*

Banlieue

À l'origine, espace périphérique d'une lieue de large autour d'une ville, où s'exerce le *pouvoir* d'un suzerain qui y proclame son « ban ». Selon Jean Bastié, « la banlieue moderne est née du chemin de fer et de la révolution industrielle ». Elle absorbe la croissance de la population, elle accueille des équipements et des infrastructures qui demandent beaucoup d'espace et qui génèrent des nuisances (entrepôts, usines, aéroports, etc.). Dans sa couronne extérieure, elle constitue un espace de transition entre l'urbain et le rural. La banlieue est sous la dépendance administrative et socio-économique de la ville centre, car elle ne possède pas les principales fonctions décisionnelles. Elle est structurée autour d'un réseau de transport en étoile (les communications entre banlieues sont difficiles) et compte plus d'habitants que d'emplois, ce qui produit le phénomène des « cités-dortoirs ». Elle est aussi la principale manifestation de la *ségrégation urbaine* dans les villes modernes, et les écarts de *niveau de vie* peuvent être énormes entre une banlieue ouvrière et une banlieue « résidentielle », hébergeant des *catégories sociales* favorisées. Ce sont les sociologues de l'*École de Chicago* qui en ont fait un objet de recherches sociologiques et qui ont proposé les premiers *modèles* d'analyse (le modèle concentrique tiré de l'étude de la ville de Chicago).

→ *Ghetto, Ségrégation, Sociologie urbaine, Urbanisation, Ville.*

Behaviorisme

Doctrine philosophique et conception épistémologique selon laquelle seuls peuvent faire l'objet d'une analyse scientifique les comportements (*behaviors*) observables. Le behaviorisme préconise la mise en œuvre de

démarches empiriques et de *méthodes quantitatives* et expérimentales. Pour le behaviorisme, les comportements sont des réponses à des stimuli et peuvent être décrits de l'extérieur sans référence au sens que leur donne le sujet. Par exemple, les approches de la *socialisation* en terme de conditionnement relèvent du behaviorisme.

→ *Acteur social, Agent, Empirisme, Épistémologie, Hyper-fonctionnalisme, Sciences empirico-formelles.*

Beruf

Terme allemand (utilisé par Martin Luther) qui peut être traduit par profession-vocation. Il désigne le fait que, dans l'*éthique protestante*, l'exercice d'une *profession* dans le monde participe à l'œuvre divine. La recherche rationnelle du profit par l'exercice d'une profession y est donc moralement valorisée.

→ *Ascétisme intramondain, Esprit du capitalisme.*

Besoin

Au sens courant, sensation de manque accompagnée du désir de le satisfaire. Chez Émile Durkheim, « se demander quelle est la fonction de la division du travail, c'est donc chercher à quels besoins elle correspond ». Pour les fonctionnalistes, à chaque besoin répond une *fonction* sociale. Bronislaw Malinowski, par exemple, considère que la théorie de la *culture* doit reposer sur la prise en compte des besoins organiques qu'il définit comme « l'ensemble des conditions biologiques et des conditions de situation dont la satisfaction est nécessaire à la survivance de l'individu et à celle du groupe ». Les différentes cultures sont des ensembles d'*institutions* (*famille, marché, système éducatif*, langage, *morale*, etc.) qui ont pour fonction de répondre aux besoins. De nombreux auteurs se sont opposés à cette conception naturaliste des besoins. Karl Marx considère par exemple que les pratiques de *consommation* s'expliquent par le contexte social : « le nombre même des besoins dits naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint ». Cette idée se retrouve aussi chez Maurice Halbwachs : « la société n'oblige pas seulement les individus à user de prévoyance lorsqu'ils satisfont leurs besoins; elle détermine aussi pour eux, d'avance, l'espèce et la quantité des objets entre lesquels ils devront choisir ». C'est ainsi que « la vie sociale [...] crée, presque de toutes pièces, des appétits et des satisfactions organiques nouvelles ». L'un des premiers, Edmond Goblot insiste sur le fait que la consommation de tel ou tel bien ne peut pas s'expliquer par la nécessité de répondre à un besoin, mais résulte plutôt d'une logique de *différenciation* sociale. Thorstein Veblen propose le *concept* de *consommation ostentatoire*, Pierre Bourdieu le concept de *distinction*. Jean Baudrillard, pour sa part, considère qu'il existe une genèse idéologique des besoins : « Sociologiquement, on peut avancer l'hypothèse que si l'on admet que le besoin n'est jamais tant le besoin de tel objet que le besoin de différence (le désir du sens social) alors on comprendra qu'il ne puisse jamais y avoir de satisfaction accomplie, ni donc de définition du besoin ». Il parle alors de *fonction signe des objets*.

Biens culturels

Ensemble de productions ou de supports ayant un contenu culturel (livre, cinéma, etc.).

→ *Art (Sociologie de l'), Culture (Sociologie de la), Démocratie culturelle, Démocratisation culturelle, Politique culturelle, Pratiques culturelles.*

Biens de salut

Ils sont constitués, par exemple, par des sacrements, des prédications, des bénédictions, etc., dispensés ou refusés par les diverses *religions*, ils concernent généralement la réalité intramondaine (santé, bonheur, prospérité). Le contrôle des biens de salut est une composante de la *domination* exercée par les *groupements hiérocratiques*.

→ *Contrainte hiérocratique, Religion.*

Bipartisme

Modalité d'organisation institutionnelle de la vie politique démocratique où seuls deux grands *partis politiques* sont susceptibles d'accéder au *pouvoir*. Certains pays ont des traditions de bipartisme anciennes, c'est le cas notamment aux États-Unis.

→ *Démocratie, Démocratie pluraliste, Mode de scrutin, Pluralisme politique, Système constitutionnel pluraliste.*

Bourgeois

Au Moyen Âge, le bourgeois désignait l'habitant d'un bourg (ou d'une *ville*), qui était affranchi de certaines servitudes et jouissait de certains privilèges. Sous l'Ancien Régime cependant, le bourgeois désigne déjà un *individu* qui, sans appartenir à la *noblesse*, ne travaille pas de ses mains. Marc Bloch appelle ainsi « bourgeois de chez nous un français qui ne doit pas ses ressources au travail de ses mains; dont les revenus, quelle qu'en soit l'origine, comme la très variable ampleur, lui permettent une aisance de moyens et lui procurent une sécurité [...]; dont l'instruction [...] dépasse par sa richesse, sa tonalité ou ses prétentions, la norme de culture tout à fait commune; qui, enfin, se sent ou se croit appartenir à une classe vouée à tenir dans la nation un rôle directeur ». Selon lui, le bourgeois a ainsi le sentiment d'appartenir à une *classe sociale* particulière, la *bourgeoisie*.

→ *Classe mobilisée, Classes moyennes, Lutte des classes, Situation de classe.*

Bourgeoisie

Au sens courant, ensemble des *individus* qui n'exercent pas un métier manuel et qui disposent d'une certaine aisance financière. Dans l'analyse marxiste, bourgeoisie et *prolétariat* sont caractéristiques du *mode de production* capitaliste. Selon Friedrich Engels, « par bourgeoisie, on entend la classe des capitalistes modernes, qui possèdent les moyens de la production sociale et emploient du travail salarié ». Dans ce cadre, la bourgeoisie est la *classe sociale* qui, grâce à une appropriation privée des moyens de production, prélève une part de la *plus-value* produite par le prolétariat. Dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx distingue la bourgeoisie de la petite bourgeoisie. La bourgeoisie se définit alors par référence à la détention du *capital* sous ses quatre formes : financière, industrielle, commerciale et foncière. À ces quatre types de possession correspondent quatre fractions de la bourgeoisie dont les intérêts convergent ou divergent selon les circonstances. La petite bourgeoisie, quant à elle, est composée de petits commerçants et d'artisans qui sont à la fois propriétaires et travailleurs. Selon Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot, aujourd'hui, « s'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au

sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations ».
→ *Bourgeois, Lutte des classes, Marxisme, Ploutocratie, Polarisation des classes sociales, Spirale des classes sociales, Stratification sociale.*

Breaching

Rupture généralement volontaire des *règles* et des accords implicites, des « allant de soi » qui en temps ordinaire permettent l'*interaction* et son interprétation par les *membres*. Les situations de *breaching*, parce qu'elles obligent souvent à expliciter les enjeux implicites des situations sociales, sont révélatrices des *codes sociaux* et de leurs modes de négociation par les acteurs.
→ *Accomplissement pratique, Ethnométhodologie.*

Bureaucratie

Au sens courant, ce terme est utilisé pour mettre l'accent sur les dysfonctionnements des administrations publiques ou privées. En *sociologie*, modèle d'*organisation du travail* élaboré par Max Weber issu du processus de *rationalisation* des activités, c'est un *idéal-type* de *domination légale rationnelle*. Pour Karl Marx, la bureaucratie est le moyen d'asseoir la puissance de la *classe dominante*, et doit disparaître avec l'État bourgeois. Léon Trotski analyse la bureaucratie comme une force sociale autonome qui a pour but de conserver ses intérêts et d'augmenter son *pouvoir* : c'est un « parasite » dangereux pour le *socialisme*. Pour Ludwig Von Mises la bureaucratie est un système inefficient, car seule la recherche du profit est à même de rendre le *travail* efficient. Robert King Merton met en évidence le poids et l'importance des éléments irrationnels engendrés par le processus bureaucratique. L'étude de ces dysfonctions est au centre des analyses de Michel Crozier et Erhard Friedberg à travers notamment l'étude du *cercle vicieux bureaucratique*.
→ *Organisation, Système bureaucratique.*

C

Cadrage

Selon Basil Bernstein, en sociologie de l'éducation, le cadrage définit « les différentes formes de communication légitime qui se réalisent dans toute pratique pédagogique ». Il détermine la forme des relations entre acteurs, en construisant l'*espace social* de la relation pédagogique et en précisant les modalités de contrôle à l'intérieur de cette relation. Le cadrage régule les relations sociales dans la pratique pédagogique. Le cadrage peut être fort, dans ce cas l'enseignant exerce une forte influence sur la conduite des élèves au cours des apprentissages. Il peut être faible, dans ce cas les élèves disposent de plus d'autonomie dans la conduite de leurs activités.

Bernstein a montré (et de nombreux travaux empiriques l'on confirmé), qu'un cadrage faible favorise la réussite scolaire des enfants les plus familiers avec l'univers scolaire (donc ceux issus des *catégories sociales* les plus favorisés) mais laisse les enjeux des apprentissages implicites pour les enfants issus des *catégories sociales* défavorisées de sorte que ces derniers sont victimes de « malentendus d'apprentissages » : ils accomplissent des tâches, participent à des jeux pédagogiques, mais sans en percevoir les enjeux cognitifs et donc sans réaliser les apprentissages visés.

Le couplage *classification* faible et cadrage faible correspond à la *pédagogie invisible*.

→ *Curriculum (Sociologie du), Éducation (Sociologie de l'), Inégalité des chances, Pédagogie invisible, Reproduction (Théorie de la), Violence symbolique.*

Cadre

Au sens général, ensemble des salariés qui occupent des fonctions de conception, de recherche, d'organisation ou de direction au sein des *entreprises* et des administrations.

Dans la nomenclature des *Professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS) de l'Insee, les cadres appartiennent au groupe 3, cadres et professions intellectuelles supérieures. Dans la nomenclature à 24 postes (niveau 2 de la nomenclature des PCS) on compte deux catégories de cadres, les cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques (catégorie 32) et les cadres d'entreprise (catégorie 36). Dans la nomenclature à 42 postes (niveau 3 de la nomenclature des PCS), trois catégories comptent des cadres :

- la catégorie 33, cadres de la fonction publique. Cette catégorie socioprofessionnelle est consacrée au classement des personnels salariés de catégorie A et assimilés de la fonction publique (État, collectivités locales, hôpitaux publics). Elle comprend notamment les ingénieurs de la fonction publique, les officiers de l'armée et de la gendarmerie et les personnes exerçant un mandat politique ou syndical;
- la catégorie 37, cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. Cette catégorie socioprofessionnelle regroupe les salariés occupant une position de cadre au sein

d'une entreprise et exerçant une activité de type administratif ou commercial. L'entreprise considérée peut relever indifféremment du secteur industriel (y compris les entreprises artisanales), de l'agriculture, du commerce ou des services;

- la catégorie 38, ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. Cette catégorie socioprofessionnelle regroupe les salariés occupant une position de cadre au sein d'une entreprise et exerçant une activité de nature technique. Les personnes concernées exercent des fonctions de responsabilité impliquant une activité de commandement dans le domaine technique ou nécessitant des connaissances scientifiques approfondies.

Il faut enfin noter que les cadres de l'information, des arts et des spectacles sont classés dans la catégorie 35 (professions de l'information, des arts et des spectacles).

Sur le plan sociologique, Luc Boltanski étudie l'histoire de la construction de la catégorie des cadres. L'approche proposée par Luc Boltanski s'écarte des problématisations classiques des groupes sociaux (Comment définir le groupe « cadres » ? Qui est cadre ? Combien y a-t-il de cadres ?, etc.), qui partent en général de l'évidence de l'existence du groupe comme une chose bien délimitée et délimitable. Il s'agit de prendre en compte « les difficultés quasi insurmontables auxquelles se heurte le travail de définition et l'établissement de critères objectifs » (Luc Boltanski). Pour surmonter ces difficultés, il a recours à l'histoire qui va permettre de dénaturaliser l'existence du groupe « cadres » et d'appréhender le processus socio-historique de sa construction. Luc Boltanski explique ainsi qu'en écrivant un ouvrage sur les cadres, il voulait « dans un travail empirique, développer une position montrant à la fois comment la catégorie des cadres n'était pas une fatalité naturelle, comment elle avait été construite dans l'histoire, sous quels effets événementiels, dans quelles visées, et en même temps, comment lui correspondait une réalité d'un certain type, dont le caractère flou n'empêchait pas qu'elle soit à la fois robuste et efficace ».

→ *Cols blancs, Employés, Ouvriers, Professions intermédiaires, Service Class.*

Capabilités

Pour Amartya Sen, les capabilités (ou capacités, traduction de l'anglais *capabilities*) sont les libertés réelles dont disposent (ou pas) les *individus* pour réaliser des fonctionnements (ou accomplissements, *functioning* en anglais). Dans une *société* donnée il existe de très nombreux fonctionnements, par exemple : lire, écrire, disposer d'un emploi, être en bonne santé, etc. Les capabilités désignent les capacités réelles des individus à réaliser ses fonctionnements. Sen met en avant ce *concept* pour souligner que des droits formels (tout le monde a le droit à l'éducation) ne se réalisent pas toujours effectivement. Par exemple, un enfant handicapé ne pourra pas nécessairement bénéficier de l'éducation scolaire, même si elle est gratuite et obligatoire, faute d'équipements adaptés, de personnel qualifié, etc. Pour Sen, l'idéal de *justice sociale* suppose que l'on égalise les capabilités des individus et pas seulement les ressources, puisque, à ressources égales, des individus différents n'auront pas les mêmes capabilités.

→ *Idéal démocratique, Inégalités sociales, Libéralisme égalitaire, Redistribution, Risques sociaux.*

Capital

Étymologiquement provient de *caput*, la tête. Au sens courant le capital désigne des biens accumulés par un *individu* ou une *entreprise* et qui entrent dans le

patrimoine (logement, actions, machines...).

En économie, c'est un stock d'actifs générateur de flux de revenus.

Pour Karl Marx, le capital est tout d'abord un *rapport social* particulier au *mode de production* capitaliste caractérisé par l'*exploitation* du *prolétariat* par la *bourgeoisie*. Il distingue trois formes principales du capital : le capital argent (A), le capital marchandise (M) et le capital productif (P). Ce dernier comprend le capital constant (ou *travail* cristallisé, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de production produits grâce à un travail antérieur) et le capital variable (la *force de travail*). L'échange de *marchandises* ne se fait pas à l'équivalent (M-A-M), mais permet l'obtention d'un capital argent plus important que celui avancé (A-M-A', avec A' supérieur à A). C'est la force de travail qui permet cette transformation en étant utilisée au-delà du temps nécessaire à sa reproduction. La société capitaliste se structure donc autour de ceux qui possèdent le capital et ceux qui ne possèdent que leur force de travail.

Pierre Bourdieu élargit la notion de capital à un ensemble de ressources utilisables et mobilisables par un individu du fait de sa position dans l'espace social. Il distingue plusieurs formes du capital : le *capital économique*, le *capital culturel*, le *capital social* et le *capital symbolique*. L'espace social se structure donc de manière pluridimensionnelle car un individu peut avoir des dotations en capital différentes : par exemple, un comédien peut être fortement doté en capital culturel et faiblement doté en capital économique.

L'analyse des *réseaux sociaux* fait aussi une part importante à la notion de capital social comme ressource mobilisable, mais à travers les liens tissés par le réseau. Par exemple, l'obtention d'un emploi peut s'expliquer par l'utilisation des relations mobilisées à travers le réseau (le patron d'un ami de la boulangère d'un client chômeur lui propose un emploi).

→ *Analyse des réseaux sociaux, Champ, Marxisme, Mode de production capitaliste, Plus-value.*

Capital culturel

Constitué par l'ensemble des ressources et *dispositions* culturelles (*biens culturels*, accès à ces biens, diplômes, rapport à la *culture* et à l'école), il diffère selon le milieu social, et se combine avec le *capital économique* et le *capital social*. Selon Pierre Bourdieu, « étant inégalement distribué, il procure automatiquement des profits de distinction ». Le capital culturel objectivé est constitué de l'ensemble des œuvres et des produits culturels sous leur forme matérielle, il peut être « incorporé » (« capital que chaque agent ou même l'ensemble des agents peuvent s'approprier ») et « hérité ». Par contre, le *capital scolaire* est un capital culturel acquis.

→ *Arbitraire culturel, Culture (Sociologie de la), Culture scolaire, Démocratie culturelle, Démocratisation culturelle, Dissonance culturelle, Habitus, Objectivation, Pratiques culturelles, Reproduction (Théorie de la), Violence symbolique.*

Capital économique

Pour Pierre Bourdieu, ensemble des ressources (revenus et patrimoine) d'un *ménage*, qui lui permet de défendre (ou d'améliorer) sa position sociale et celle de ses enfants.

→ *Capital, Capital culturel, Capital social, Habitus, Reproduction (Théorie de la).*

Capital scolaire

Le capital scolaire est pour Pierre Bourdieu une composante du *capital culturel*. Il est mesurable (comme élément du capital culturel institutionnalisé) à travers la détention des titres scolaires. Le capital culturel ne pouvant se transmettre comme le *capital économique*, le capital scolaire constitue un moyen pour en faire bénéficier les enfants des classes favorisées : le capital scolaire familial influe directement sur l'acquisition par l'enfant d'un capital scolaire propre. Comme le précise Gérard Mauger, « La transformation du capital culturel hérité en capital scolaire, certifié, institutionnalisé, exige un travail spécifique, des investissements éducatifs et un travail pédagogique des parents ». L'acquisition du capital scolaire fait donc l'objet de stratégies spécifiques des familles (choix des filières, des établissements, etc.).

→ *Capital social, Culture scolaire, Échec scolaire, Éducation (Sociologie de l'), Habitus, Handicap socioculturel, Inégalité des chances, Reproduction (Théorie de la).*

Capital social

Pour Pierre Bourdieu, ensemble des facilités sociales (réseau de relations, familiarité avec des modes de fonctionnement des lieux de *pouvoir*, etc.) qu'un *ménage* ou un *individu* est capable de mobiliser à son profit et au profit de ses enfants. Dans la sociologie des *réseaux sociaux*, le capital social désigne l'ensemble des ressources auxquelles un acteur peut accéder grâce à l'ensemble de ses relations, directes (ses propres contacts) et indirectes (les relations de ses contacts).

→ *Analyse des réseaux sociaux, Capital culturel, Capital économique, Trou structural.*

Capital symbolique

Pour Pierre Bourdieu, ensemble des « signes distinctifs et des symboles du pouvoir », acquis ou hérité par un *agent*. Cet ensemble inclut la respectabilité, l'honorabilité et la réputation de *compétence*, qui sont aisément convertibles en *capital social*.

→ *Capital culturel.*

Capitalisme

Il existe trois approches principales de la définition du capitalisme en tant que système économique :

- pour le *marxisme*, le capitalisme est un *mode de production* dont le rapport social fondamental est le *salariat*. Le capitalisme est le plus souvent caractérisé par la *propriété privée* des moyens de production et par une régulation marchande. Cependant, on trouve la propriété privée des moyens de production dans d'autres modes de production que le capitalisme (dans l'esclavagisme par exemple). De même, pour Karl Marx, une économie marchande n'est pas nécessairement capitaliste;
- certains auteurs identifient au contraire capitalisme et économie de marché. On utilisera indifféremment, pour parler des économies américaine, japonaise, française, le terme « pays développés à économie de marché » ou « pays capitalistes »;
- pour Jean Baechler le capitalisme se définit essentiellement par des facteurs culturels et politiques. Pour lui les expressions « développement économique » et « capitalisme » sont équivalentes.

Max Weber propose une définition synthétique proche de celle de Karl Marx. Pour lui, le capitalisme, en tant que système économique, est une forme d'organisation économique qui permet

la satisfaction des *besoins* à travers des *entreprises* privées qui produisent des biens pour le *marché* sur la base d'un calcul de rentabilité du *capital* à investir et qui emploient une *force de travail* salariée formellement libre. Cette définition met l'accent sur le *marché*, le profit et le salariat.

→ *Bourgeoisie, Capitalismes (Variété des), Esprit du capitalisme, Exploitation, Lutte des classes, Mode de production, Mode de production capitaliste, Prolétariat.*

Capitalismes (Variété des)

Courant d'analyse qui met l'accent sur la diversité des formes du *capitalisme* dans le temps et dans l'espace (en anglais VOC, *Variety of Capitalisms*). La compréhension des dynamiques économiques, sociales et historiques des capitalismes implique donc que l'on prenne en compte les spécificités institutionnelles qui portent notamment sur les règles juridiques, la place de l'*État*, la structure des *entreprises*, les *relations professionnelles*, etc. Par exemple, les économistes qui se rattachent à la théorie de la régulation distinguent un capitalisme concurrentiel et un capitalisme monopoliste. En 1991, Michel Albert introduit une distinction entre le capitalisme rhénan (qui privilégie le long terme, le dialogue social, la coopération entre banques et entreprises industrielles, etc.) et le capitalisme anglo-saxon (qui privilégie la régulation par des marchés concurrentiels et sur la rentabilité à court terme). En 2005, Bruno Amable distingue cinq capitalismes :

- un modèle fondé sur le *marché* (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie);
- un modèle social-démocrate (Danemark, Finlande, Suède);
- un modèle européen continental (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Norvège);
- un modèle méditerranéen (Grèce, Italie, Portugal, Espagne);
- un modèle asiatique (Japon, Corée).

Les analyses qui portent sur la typologie des *États providence* relèvent de la même perspective qui met l'accent sur l'importance des *institutions* et sur la méthode comparative.

→ *Comparatisme, Sociologie économique.*

Carrière

Au sens courant, parcours professionnel d'un *individu*. Pour Everett Hugues, la carrière est un processus qui articule une dimension biographique (les trajectoires des travailleurs) et une dimension organisationnelle des activités (les filières d'emploi). Il définit la carrière comme « une suite d'alternatives conditionnée par la division du travail, elle-même évolutive ». La carrière ne se traduit donc pas forcément par une *ascension sociale* programmée, mais par des séries d'événements personnels et professionnels qui influencent la succession des postes et des emplois occupés par un individu. Ce *concept* de la *sociologie* interactionniste est aussi utilisé par Howard Becker dans le cadre de la sociologie de la *déviance* à travers l'idée de *carrière déviante*.

→ *Carrière militante, Interactionnisme symbolique, Profession.*

Carrière déviante

Chez Howard Becker, processus qui décrit les différentes étapes dans le parcours déviant. Elle débute avec la transgression de la *norme* qui doit être répétée et non occasionnelle. La deuxième étape concerne la désignation publique de l'*individu* comme déviant : l'individu est étiqueté comme déviant, son statut change aux yeux des autres. Cet *étiquetage* est d'abord le fait des proches (*famille*, groupe de pairs), puis des instances du *contrôle social*. La dernière

étape est celle de l'entrée dans un groupe déviant organisé qui va cristalliser l'*identité* déviante. Howard Becker illustre son analyse par l'expérience des fumeurs de marijuana : pour apprendre à « planer » et pour se procurer des produits illicites, il faut fréquenter des fumeurs réguliers et réaliser un apprentissage. La notion de *carrière* n'implique pas celle de réussite. Certains individus peuvent avoir des rapports plus éphémères avec la *déviance*, c'est le cas des jeunes délinquants qui ne le restent pas.

→ *Culture déviante, Délinquance, Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la), Entrepreneurs de morale, Stigmatisation.*

Carrière militante

Concept introduit en sociologie des *mouvements sociaux* en référence à celui de *carrière* chez Everett Hugues et de *carrière déviante* chez Howard Saul Becker. La carrière militante rend compte du parcours biographique d'un *individu* au sein des *organisations* militantes (syndicales, politiques, associatives…) en tant que processus composé de plusieurs étapes : enrôlement, changements de *statuts* à l'intérieur de l'organisation, poursuite ou arrêt de l'activité militante. L'inscription du militant dans plusieurs sphères de la vie sociale (familiale, professionnelle, etc.) ainsi que le contexte social (valeur sociale d'une cause, chances de réussite…), permettent de comprendre l'engagement, les parcours individuels et les désengagements.

→ *Action collective, Capital social, Expérience sociale, Identité sociale, Militantisme, Mobilisation sociale, Mouvement social, Socialisation, Trajectoire militante.*

Caste

Groupe social très rigide et strictement refermé sur lui-même, qui se définit par son caractère héréditaire et endogamique et par l'appartenance de ses membres à une même entité ethnique, religieuse, politique ou économique. Selon Emile Durkheim, « le régime des castes se définit : 1° par la spécialisation héréditaire; 2° par l'organisation hiérarchique; 3° par la répulsion réciproque ».

Certaines sociétés asiatiques ou africaines (Diakhanké, Khassonkés, Peuls, Toucouleurs, Zarmas) ont été ou sont encore hiérarchisées en castes, l'exemple indien étant le plus souvent cité.

En Inde, on compte quatre groupes (*varna*) distincts : les *brahmanes* (prêtres), les *kshatriya* (guerriers), les *vaishya* (agriculteurs, commerçants, artisans), enfin les *sudra* (serviteurs). Les intouchables, ou *dalits* (opprimés), encore appelés *Harijan* (« enfant de dieu », forme utilisée par Gandhi), formaient un groupe d'*individus* exclus du système des castes. Depuis l'indépendance de l'Inde (1947), considérer un *citoyen* indien comme « intouchable » est interdit par la constitution de l'Inde qui a officiellement aboli l'intouchabilité et interdit toute *discrimination* de caste.

À la base de la hiérarchie des castes se trouve le degré de pureté ou d'impureté religieuse, idée qui est à la base de la séparation des castes entre elles. Ce système trouve sa justification morale dans deux principes philosophiques et religieux : *karma* et *dharma*. Ce seraient en effet les actions (*karma*) accomplies dans des vies antérieures qui conditionneraient la naissance dans une caste donnée et c'est grâce à l'accomplissement correct de ses devoirs (*dharma*) que l'on peut espérer renaître dans une caste plus noble.

→ *Endogamie, Ethnie, Stratification sociale, Tabous.*

Catégorie sociale

Ensemble d'individus partageant une caractéristique commune : nationalité, sexe, *âge*,

situation professionnelle, etc. La constitution de catégories sociales vise le dénombrement et le classement des individus, à la différence du *concept* de *classe sociale* qui vise davantage les dynamiques macrosociales à partir des déterminations matérielles et de leurs contradictions. C'est ainsi que « dénombrer les membres d'une classe sociale » n'a pas de sens. L'expression catégorie sociale relève donc d'une approche nominaliste alors que celui de classe sociale relève d'une approche réaliste.

La construction de nomenclatures de *catégories socioprofessionnelles* a permis, en France, d'articuler le dénombrement des individus et l'étude de certaines dimensions des *rapports de classes*.

→ *Catégorie statistique.*

Catégorie statistique

Selon Alain Desrosières, les catégories statistiques constituent avant tout des *conventions* qui désignent tout autant des objets de connaissance que des sujets d'actions et de politiques. En ce sens, elles ne prétendent pas refléter une réalité objective, mais forment une représentation légitime du monde social, historiquement situé dans les *sociétés* qui les utilisent et les rendent possibles. Ainsi, la construction d'une catégorie statistique n'est pas autonome de son contexte social. Par exemple à propos de la catégorie statistique de « chômeur », Alain Desrosières montre que pendant le XIX[e] siècle, on assiste à une évolution de la façon dont la loi et l'État codifient la vie économique et sociale : « Un des aspects les plus marquants de cette évolution est la construction sociale, institutionnelle, et enfin statistique, d'un objet nouveau qui va peu à peu remplacer celui de pauvreté : le chômage est inconcevable en l'absence d'un statut de salarié liant et subordonnant le travailleur à l'entreprise ». Des remarques similaires ont été faites par Alain Thévenot sur les catégories d'*âge*.

→ *Catégorie sociale, Professions et catégories socioprofessionnelles.*

Catégories dirigeantes

Selon Raymond Aron, sous-ensembles de la *classe dirigeante*, définis comme « les principaux groupes qui exercent les fonctions de commandement ». Il y a autant de catégories dirigeantes que de hiérarchies dans la *société* : hiérarchie de prestige, hiérarchie liée à la propriété, etc.

→ *Aristocratie, Bourgeoisie, Classe sociale, Élite, Hiérarchie sociale, Noblesse, Ploutocratie, Pouvoir.*

Catégories populaires

Selon Olivier Schwartz, ensemble d'individus présentant trois caractéristiques principales :

- petitesse du *statut* social et professionnel;
- étroitesse des ressources économiques;
- éloignement par rapport au *capital culturel*.

Au sein des *Professions et catégories socioprofessionnelles*, on considère généralement que les catégories populaires regroupent les *ouvriers* et les *employés*, c'est-à-dire des personnes qui ont des tâches d'exécutants, des salaires parmi les plus bas et des niveaux de diplômes faibles, auxquels on peut ajouter les chômeurs et certains individus exclus de l'emploi et vivant des situations de *précarité*.

Dans les enquêtes de *mobilité sociale* de l'Insee des années 1970, la population active était divisée en trois catégories : les catégories populaires, regroupant les agriculteurs, les salariés agricoles et les ouvriers, les catégories moyennes (cadres moyens, employés) et les catégories supérieures (patrons de l'industrie et du commerce, professions libérales et cadres supérieurs).

Les *tables de mobilité* s'appuient aujourd'hui sur les *catégories socioprofessionnelles*.
→ *Catégories sociales, Classe laborieuse, Classes sociales, Cols bleus, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé.*

Catégories socioprofessionnelles

La nomenclature de Catégories socioprofessionnelles (CSP) a été conçue par l'Insee en 1954. Les *individus* y étaient classés selon leur situation professionnelle sur la base de plusieurs critères : métier, *activité économique*, *qualification*, position hiérarchique et *statut*. Elle comprenait 9 grands groupes qui se subdivisaient en 30 catégories socioprofessionnelles. Elle a été utilisée par l'Insee pour le dépouillement des recensements (de 1954 à 1975), pour certaines enquêtes de consommation, de *mobilité sociale*, de mortalité, etc. Elle a également été utilisée par de nombreux autres organismes démographiques ou sociologiques. Cette nomenclature a été abandonnée en 1982 et remplacée par la nomenclature des *Professions et catégories socioprofessionnelles* (*PCS*), utilisée notamment pour les recensements.
→ *Classe sociale, Consommation (Sociologie de la), Stratification sociale.*

Causalité

Le principe de causalité, défini sous sa forme moderne par Georg Leibniz puis par Emmanuel Kant, se caractérise par la relation logique et chronologique de l'effet à la cause : la cause précède et produit l'effet. Même s'il existe en philosophie d'autres conceptions de la causalité, c'est sous cette acception qu'on la retrouve comme principe central de la méthode expérimentale : la causalité s'exprime sous forme de « *lois* ».
→ *Analyse de régression, Corrélation, Déterminisme, Épistémologie, Schème d'intelligibilité, Régression linéaire, Régression logistique, Statistique explicative, Théorie.*

Cavalier seul

Traduction française de *free rider* (on dit aussi cavalier solitaire ou *passager clandestin*). Désigne un *acteur social* qui adopte un comportement non coopératif. Par exemple, un *individu*, qui bénéficie des augmentations de salaires que des mouvements de *grève* auxquels il n'a pas participé ont permis d'obtenir, a un comportement de cavalier seul.
→ *Action collective, Paradoxe de l'action collective.*

Cens caché

Mécanisme par lequel les *citoyens* les moins politisés s'excluent eux-mêmes des débats politiques, notamment par l'abstention. À l'origine le *cens* désigne le niveau minimal d'imposition qui était nécessaire pour devenir électeur. Ce *concept* a été mis en évidence par Daniel Gaxie en 1978 : « En provoquant l'exclusion électorale des agents culturellement et/ou socialement dominés, les inégalités de politisation fonctionnent comme un cens caché et aboutissent aux mêmes résultats – de façon certes plus atténuée – que les restrictions du droit de vote et les conditions d'éligibilité posées aux XVIII[e] et XIX[e] siècles pour écarter les femmes et les classes dangereuses ». Les *agents* ayant peu de *culture politique* éprouvent un sentiment d'illégitimité à l'égard des débats politiques. Ce mécanisme conduit à la reproduction des *élites* au *pouvoir*. Ces inégalités de politisation proviennent de compétences politiques différentes en fonction notamment du niveau de scolarisation, de la place dans la division sociale du travail, du *sexe*, de l'*âge*. Le niveau de compétence politique augmente avec la position dans la *hiérarchie sociale*. Pour Daniel Gaxie, l'action d'organisations populaires (*syndicats*, *partis politiques*), l'allongement de la scolarisation ou encore l'introduction de l'enseignement du politique dans les pro-

grammes scolaires peuvent réduire les inégalités de politisation.
→ *Culture civique, Participation électorale, Participation protestataire, Vote de classe, Vote sur enjeu.*

Cercle vicieux bureaucratique

Enchaînement d'*effets pervers* qui conduit au renforcement des caractéristiques de la *bureaucratie* alors même que l'on cherchait à lutter contre ses conséquences négatives. Il a été mis en évidence par Michel Crozier et Erhard Friedberg pour montrer l'inefficacité du *système bureaucratique*. En effet, celui-ci se caractérise par des *règles* impersonnelles, abondantes et centralisées qui sont à l'origine de l'isolement de chaque catégorie hiérarchique et qui créent des *zones d'incertitude*. Elles sont utilisées par les *individus* pour augmenter leur *pouvoir* au sein de l'*organisation*. Ces avantages, détenus par certains, vont alimenter des pressions pour créer de nouvelles règles impersonnelles, annulant ces privilèges, mais aussi à l'origine de nouvelles zones d'incertitude.
→ *Analyse stratégique, Organisations (Sociologie des).*

Cercles sociaux

Ensembles d'*individus* entre lesquels existent des relations d'interconnaissance. Selon Georg Simmel, il existe différents types de cercles sociaux : la *famille*, le milieu professionnel, religieux, amical, etc. Dans les sociétés modernes, les membres d'un cercle social ne se connaissent pas nécessairement, mais ils se reconnaissent à certains comportements, aux signes vestimentaires, au langage utilisé, etc. Pour Simmel, l'*individualisation* résulte du fait que l'individu appartient à divers cercles sociaux au sein desquels il n'adopte pas nécessairement le même comportement, où il ne dispose pas du même *statut*, etc. La multiplication des cercles sociaux permet donc à l'individu de jouer entre ces différents cercles et les comportements correspondants.
→ *Réseaux sociaux, Sociabilité.*

Chamane

Personnage qui assure le lien entre le monde naturel et le monde des esprits. On attend de lui qu'il prévoit l'avenir, qu'il favorise le succès de la chasse, qu'il guérisse les malades. Dans certaines *sociétés* le *chamanisme* est lié à la prise de drogues hallucinogènes. Le chamane est, dans tous les cas, un personnage exceptionnel qui connaît une initiation éprouvante et des périodes de transe ou d'extase.
→ *Magie, Numineux, Religion, Rite.*

Chamanisme

Terme d'origine sibérienne qui désigne un ensemble de pratiques magico-religieuses assuré par les *chamanes*.
→ *Magie, Religion.*

Champ

Pour Pierre Bourdieu, les champs sont des « espaces structurés de positions dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysés indépendamment des caractéristiques de leurs occupants ». Dans chacun de ces espaces s'articulent des enjeux, des intérêts, des rapports de forces et des relations de *pouvoir* entre les *agents* et les *institutions* qui déterminent la position occupée par chacun à l'intérieur du champ. Ce positionnement au sein du champ nécessite l'existence d'un *illusio*, et génère un *habitus* spécifique. Pierre Bourdieu étudie par exemple le champ de la *politique*, celui de la *religion*, ou de la haute couture.
→ *Relationnisme méthodologique, Structuralisme constructiviste.*

Champ scientifique

Pour Pierre Bourdieu, espace social au sein duquel se produit la connaissance scientifique. Pour lui « un champ scientifique est un univers autonome où, pour s'affronter les uns les autres, les chercheurs doivent abandonner toutes les armes non scientifiques, à commencer par les armes de l'autorité universitaire ». Un champ scientifique est donc, comme tous les *champs*, un champ de forces et un champ de luttes, mais où on ne peut l'emporter que par « la force du meilleur argument ».

→ *Connaissance (Théorie de la), Épistémologie, Éthique de la discussion, Querelle des méthodes, Neutralité axiologique.*

Changement social

D'après Guy Rocher, « toute transformation observable dans le temps, qui affecte d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire ». L'analyse du changement social porte sur ses facteurs, ses conditions et ses agents.

→ *Action collective, Circulation des élites, Conflit, Dynamique sociale, Exode rural, Individualisation, Loi des trois états, Mobilité sociale, Modernité, Modernité liquide, Mouvement social, Rationalisation, Révolution, Tradition, Urbanisation.*

Charisme

Qualités exceptionnelles grâce auxquelles un *individu* exerce une influence sur les autres individus. Pour Max Weber, le charisme est l'un des fondements possibles de la légitimité. Il distingue trois types de charisme :

- le charisme personnel que possède un chef de guerre, un chef politique ou un « virtuose religieux » (prophète ou magicien);
- le charisme héréditaire qui tient au prestige de la lignée (cas des monarchies héréditaires);
- le charisme de fonction, qui ne découle pas des mérites personnels de l'individu mais de sa place dans une *institution*. Par exemple le prêtre, au sein d'une *Église*, dispose d'un charisme de fonction, alors que le leader d'une *secte* dispose d'un charisme personnel.

→ *Charisme d'institution, Légitimité charismatique, Routinisation du charisme.*

Charisme d'institution

Charisme provenant de la fonction institutionnelle de la personne (on parle aussi de charisme de fonction) et pas nécessairement des qualités exceptionnelles de la personne qui le détient. Le charisme (étymologiquement lié à la grâce) est donc conféré par l'*institution* (sacre d'un évêque catholique par exemple) et il est transmissible (un évêque peut en sacrer un autre).

→ *Légitimité charismatique, Routinisation du charisme.*

Chiffre noir

Désigne la différence entre la criminalité enregistrée et la criminalité réelle. Ce chiffre est inconnu. La criminalité apparente reflète le niveau d'activité des instances du *contrôle social* (police, justice…). Toutes les infractions (les vols par exemple) et tous les *crimes* (les viols par exemple) ne donnent pas lieu à des plaintes. De même, les changements de législation peuvent entraîner une hausse des infractions : par exemple, l'obligation de mettre sa ceinture à l'arrière d'un véhicule.

→ *Délinquance, Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la), Incivilités, Tolérance zéro.*

Choix du conjoint

Critères de formation des *couples*.

Dans son ouvrage du même nom, paru en 1964, Alain Girard analyse la question du choix du conjoint et montre qu'en France, en raison du poids des « circonstances extérieures », un individu n'a pas des chances égales d'épouser n'importe quel autre individu. Les possibilités de choix sont ainsi limitées par divers obstacles : distances physiques et distances sociales notamment, ces dernières tenant à la distribution inégale de la fortune et de l'instruction mais aussi et surtout au pouvoir des *normes sociales*. La tendance générale est alors celle de l'*homogamie sociale*.

Michel Bozon et François Héran ont cherché au début des années 1990 à renouveler l'analyse d'Alain Girard avec une enquête sur la formation des couples. Leurs principales conclusions reprennent les deux facteurs mis en avant par Girard, à savoir la distance et la norme, mais au prix d'une double torsion :

- La distance n'est plus seulement une affaire de disponibilité physique complétée par un indicateur de distance sociale : elle fait référence aux cadres sociaux de la *sociabilité*. Si n'importe qui n'épouse pas n'importe qui, c'est d'abord que n'importe qui ne fréquente pas n'importe qui, et ne le fait pas en n'importe quel lieu.

- La norme d'homogamie éclate désormais en de multiples normes intermédiaires, qui prennent appui sur une série d'atouts inséparablement physiques et sociaux, comme la taille, l'apparence corporelle, les promesses d'excellence sociale attestées par le diplôme, les garanties d'accessibilité sociale, le besoin d'être considéré et de compter pour autrui, et ainsi de suite.

Le paradoxe, selon ces auteurs, est que cette valorisation implicite de l'homogamie s'articule avec un vaste complexe de normes qui valorisent l'*hétérogamie* de sexe, c'est-à-dire la mise en scène de la supériorité de l'homme sur la femme : écart d'*âge*, écart de taille, lien entre un protecteur et une protégée, et ainsi de suite.

Par ailleurs, un des résultats majeurs de cette enquête *Formation des couples* est précisément que les rencontres socialement improbables s'expliquent encore largement par des facteurs sociaux classiques. Les couples hétérogames eux-mêmes ne se répartissent pas au hasard.

Mélanie Vanderschelden distingue pour sa part l'homogamie sociale de l'homogamie socioprofessionnelle qui met directement en rapport les *catégories sociales* des époux (y compris des concubins). À partir des données de l'enquête *Étude de l'histoire familiale* de 1999, elle établit qu'en fait, la baisse du taux d'homogamie socioprofessionnelle des couples n'est qu'un *artefact* dû à l'évolution des structures socioprofessionnelles des hommes et des femmes. Lorsqu'on prend en compte ces *effets de structure* (baisse du nombre d'agriculteurs, augmentation du nombre de *cadres*, etc.), la propension à s'unir entre conjoints de même catégorie sociale n'a pas significativement varié depuis une cinquantaine d'années. En revanche, la tendance à l'union entre personnes de même niveau d'études s'est amoindrie depuis 1950.

→ *Couple, Endogamie, Famille, Homogamie sociale, Individualisation, Individualisme, Mariage, Mobilité sociale, Modernité, Reproduction (Théorie de la), Réseaux sociaux.*

Choix rationnel (Théorie du) (TCR)

Ensemble des analyses sociologiques qui reposent sur l'*individualisme méthodologique* et sur l'*hypothèse* que les comportements des *acteurs sociaux* sont rationnels : ils ont de « bonnes raisons » d'adopter tel comportement

social plutôt que tel autre. On considère généralement le sociologue américain James Coleman comme le fondateur de cette approche. En France des sociologues comme Raymond Boudon ou Alban Bouvier inscrivent leurs travaux dans le cadre de la théorie du choix rationnel.

→ *Effet d'agrégation, Effet pervers, Marxisme analytique, Rationalité.*

Circulation des élites

Processus de *lutte* politique par lequel l'*élite gouvernementale* se forme et dégénère. Théorie de Vilfredo Pareto, selon laquelle les *élites politiques* au *pouvoir* cherchent à s'y maintenir et donc à se reproduire héréditairement mais les aptitudes nécessaires à l'exercice du pouvoir ne se transmettent pas durablement entre les *générations* (les fils n'ont pas forcément les qualités de leurs pères). Il y a donc circulation lorsque des éléments venant de la couche inférieure arrivent à faire partie de l'*élite*, en y apportant leurs opinions, leurs caractères, leurs vertus et leurs préjugés. Selon Vilfredo Pareto, une *société* est alors bien équilibrée lorsque les élites anciennes sont remplacées par des élites nouvelles issues des couches inférieures de la population. Dans son *Traité de sociologie générale*, il écrit : « les aristocraties ne durent pas. Quelles qu'en soient les causes, il est incontestable qu'après un certain temps elles disparaissent. L'histoire est un cimetière d'aristocraties ».

→ *Élite du pouvoir, Reproduction (Théorie de la), Stratification sociale.*

Citoyen

Le citoyen est celui qui détient une part de la souveraineté politique : de ce fait, il est co-législateur. Il est un *sujet* de droit qui possède à la fois des droits civils (liberté d'*opinion*, liberté d'aller et de venir, protection contre l'arbitraire, etc.) et des droits politiques (droit de vote, éligibilité, etc.). Le citoyen a aussi des devoirs (respect des lois, paiement de l'impôt, etc.).

→ *Citoyenneté, Citoyenneté multiculturelle, Civisme, Démocratie, Démocratie participative, État, Nation, Nationalité, Participation politique, Républicanisme, République.*

Citoyenneté

Ensemble des *normes* juridiques et des pratiques sociales qui fondent le *statut* de *citoyen*. La citoyenneté est historiquement liée à la *démocratie*, elle repose sur la reconnaissance de l'existence de *sujets* libres et égaux. Pour Thomas Marshall la citoyenneté résulte de la conquête progressive de droits civils, de droits politiques et de droits économiques et sociaux. Dans les sociétés démocratiques, la *cohésion sociale* ne repose pas sur le lien personnel au monarque ni sur l'appartenance religieuse, mais elle est de nature politique et repose sur la citoyenneté : les *sociétés* démocratiques contemporaines sont des « *communautés de citoyens* » (expression utilisée notamment par Dominique Schnapper).

→ *Citoyenneté multiculturelle, Citoyenneté postnationale, Civilité, Civisme, Démocratie, Nationalité, Participation politique, Religion civile, République, Républicanisme, Socialisation politique, Souveraineté nationale, Souveraineté populaire.*

Citoyenneté européenne

Forme de *citoyenneté* instituée par le traité de Maastricht en 1992. Sont citoyens européens tous les ressortissants d'un *État* membre de l'Union européenne. La citoyenneté européenne comprend un certain nombre de droits et de devoirs (droits de vote, liberté de circulation, *droit d'initiative populaire*...). Le caractère inachevé de l'intégra-

tion politique européenne rend difficile la participation des *citoyens* aux décisions politiques au sein de l'Union dans la mesure où la plupart d'entre elles relèvent de négociations intergouvernementales.

→ *Citoyenneté postnationale, Démocratie, Espace public, Nation, Nationalité.*

Citoyenneté multiculturelle

Concept proposé par Will Kymlicka qui vise à dépasser l'opposition entre la conception républicaine de la *citoyenneté* et le *communautarisme*. La citoyenneté multiculturelle est une citoyenneté différenciée qui reconnaît l'appartenance des *individus* à des groupes différents du point de vue culturel. Mais il s'agit d'un *multiculturalisme* sous contrôle démocratique : la diversité des appartenances culturelles n'est légitime que si chaque individu peut entrer et sortir librement des groupes communautaires et si les *normes* de ces groupes ne violent pas les *droits de l'Homme* (on ne saurait reconnaître l'inégalité hommes/femmes ou l'excision par exemple). Par ailleurs, la citoyenneté multiculturelle suppose que tous les groupes culturels soient socialement égaux (l'apartheid en Afrique du Sud ne relevait pas de la citoyenneté multiculturelle).

→ *Citoyen, Démocratie, Rationalité des valeurs, Relativisme culturel.*

Citoyenneté postnationale

Citoyenneté qui s'exerce dans un cadre plus large que l'*État nation*. *Concept* développé notamment par Jürgen Habermas, qui considère que, si la *citoyenneté* et la *participation politique* sont historiquement liées à l'État nation, il faut aujourd'hui répondre à des problèmes nouveaux liés à l'intégration régionale (citoyenneté européenne par exemple) et à la mondialisation (il existe des biens publics mondiaux). Il faut donc conserver les acquis démocratiques de la citoyenneté construite dans le cadre national et forger sur ces bases une citoyenneté qui ne soit plus liée à la *nationalité*.

→ *Citoyen, Espace public, Nation.*

Civilisation

Au sens courant, ensemble des caractéristiques culturelles propres à une *société* (civilisation grecque, précolombienne). Au sens anthropologique ce terme est proche de celui de *culture*. Pour Norbert Elias, l'évolution de la signification de ce terme en France et en Allemagne est à l'origine des conceptions universalistes et particularistes de la culture dans ces deux pays. Le terme apparaît en France au XVIII[e] siècle pour désigner le développement et la supériorité des *règles* de savoir vivre, des connaissances scientifiques et de la vision du monde de l'Occident. En Allemagne à cette même période, civilisation désigne le côté superficiel, cérémoniel de l'*aristocratie*, et va se distinguer de la culture, expression des *valeurs* spirituelles de la *nation*.

→ *Anthropologie culturelle, Civilité.*

Civilité

Ensemble des pratiques informelles et de *valeurs*, propres à une *société*, qui assurent la *régulation* et la stabilité des relations interindividuelles. On assimile souvent la civilité au respect d'un certain nombre de règles de savoir vivre. À ce titre la civilité est un élément de la *cohésion sociale* alors que par opposition les *incivilités* la mettent en péril. L'émergence de la civilité constitue pour Norbert Elias une des caractéristiques de la *modernité* (processus de civilisation des mœurs), il distingue la civilité de la courtoisie du Moyen Âge en considérant que la courtoisie ne concernait que les courtisans alors que la civilité est universelle.

→ *Civilisation, Civilité, Intégration, Lien social, Sociabilité, Socialité.*

Civisme

Le civisme est l'exercice du respect à l'égard de la *république* et de ses *lois*. Le civisme relève de la sphère publique, il ne faut donc pas le confondre avec la *civilité* qui relève de la sphère privée. Le civisme suppose l'exercice d'une *citoyenneté* active. Il n'est donc pas synonyme d'obéissance passive, mais suppose que le *citoyen* exerce sa fonction de co-législateur et donc qu'il se montre capable d'esprit critique à l'égard des autorités publiques.

→ *Citoyenneté, Civilité, Démocratie, Participation politique.*

Clan

Le clan regroupe tous les descendants d'un ancêtre commun réel ou mythique. L'appartenance au clan est exclusive. Le clan agit souvent en tant que personne morale, il peut être propriétaire d'une terre, il est responsable collectivement des actes de tous les membres du groupe. Le clan est généralement exogame, il constitue un groupe de résidence, mais également un groupe politique.

→ *Exogamie, Lignage, Totémisme.*

Classe

→ *Classe sociale.*

Classe de loisir

Pour Thorstein Veblen, dans une étude publiée en 1899, l'expression désigne initialement la *bourgeoisie* américaine pour laquelle la consommation de loisirs très coûteux est à la fois un instrument de cohésion de cette classe et de *distinction* par rapport aux autres : « Rares sont les personnes de la bonne société à qui les formes vulgaires du travail n'inspirent pas une répugnance instinctive ». La classe de loisir se caractérise par sa *consommation ostentatoire.*

→ *Consommation (Sociologie de la), Loisirs (Sociologie des).*

Classe d'âge

Au sens statistique, ensemble des *individus* qui ont le même *âge* (et donc qui sont nés au cours de la même année ou de la même période). Pour les anthropologues, une classe d'âge se distingue d'une simple *catégorie statistique*, c'est un *groupe social* qui a des caractéristiques et des pratiques propres (vêtements, chants, place dans la division du travail, etc.).

→ *Âge, Âge (Sociologie de l'), Effet d'âge, Effet de génération, Génération, Jeunesse, Vieillesse.*

Classe dirigeante

Selon Gaetano Mosca, dans toute *société* « deux classes apparaissent – une classe qui dirige et une classe qui est dirigée. La première classe, qui est toujours la moins nombreuse, exerce toutes les fonctions politiques, monopolise le *pouvoir* et jouit des avantages que le pouvoir procure, tandis que la seconde, la classe la plus nombreuse, est dirigée et contrôlée par la première, tantôt d'une manière plus ou moins légale, tantôt d'une manière plus ou moins arbitraire et violente ». Le critère principal d'appartenance à la classe dirigeante est, selon lui, le mérite personnel, fondé sur des qualités supérieures à celles des *masses*. La minorité dirigeante est susceptible d'être remplacée, en tout ou en partie, si elle perd le monopole de l'aptitude au leadership ou si elle ne remplit pas les fonctions qui incombent au gouvernement dans la société qu'elle dirige. D'autres *individus* possédant des qualités pertinentes pour gouverner peuvent en effet émerger de la masse dominée : la classe dirigeante doit alors les intégrer dans ses rangs ou leur céder la place. Selon Raymond Aron, la classe dirigeante est un sous-ensemble de l'*élite* : « Elle couvre ceux des privilégiés qui, sans exercer de fonctions proprement politi-

ques, ne peuvent pas ne pas exercer de l'influence sur ceux qui gouvernent et ceux qui obéissent, soit en raison de l'autorité morale qu'ils détiennent, soit à cause de la puissance économique ou financière qu'ils possèdent ». Les membres de la classe dirigeante peuvent être répartis en diverses *catégories dirigeantes*. Raymond Aron insiste sur le fait que c'est la présence d'une volonté qui permet de reconnaître l'existence d'une classe dirigeante en tant que totalité ou ensemble réel. Une classe dirigeante n'existe que dans la mesure où les diverses élites ou catégories dirigeantes manifestent une volonté commune. Dans le cas contraire, on est en présence d'un conglomérat d'élites et de catégories dirigeantes et on parle alors de *classe politique*.

→ *Aristocratie, Bourgeoisie, Circulation des élites, Classe sociale, Élite du pouvoir, Loi d'airain de l'oligarchie, Ploutocratie.*

Classe dominante

Dans l'analyse marxiste, la classe dominante est celle qui possède les *moyens de production*. Il existe des classes dominantes dans tous les *modes de production* : propriétaires d'esclaves, seigneurs féodaux, capitalistes, etc. Pour Karl Marx, la *domination* de classe s'exerce à la fois sur le plan économique, sur le plan politique et sur le plan idéologique. Du point de vue économique, la domination passe notamment par l'*exploitation* et l'extorsion de *plus-value*. Du point de vue politique, on considère généralement dans l'analyse marxiste que l'*État* est un instrument au service de la classe dominante. Du point de vue idéologique enfin, l'*idéologie* dominante est à toute époque l'idéologie de la classe dominante : « La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants » (Karl Marx et Friedrich Engels).

Pour des sociologues comme Max Weber ou Raymond Aron, il existe au contraire un principe de non-congruence entre les domaines économique, politique et idéologique. Raymond Aron distingue la classe dominante (domaine économique) de la *classe dirigeante* (domaine politique).

Pierre Bourdieu enfin, s'inspire à la fois de Karl Marx et de Max Weber. Il définit quatre types de capitaux qui peuvent être combinés dans des proportions variables au sein des différentes classes ou fractions de classes : le *capital économique*, le *capital culturel*, le *capital social* et le *capital symbolique*. Les positions sociales sont définies par le volume et la structure du capital. Si le capital économique est essentiel, Pierre Bourdieu se démarque cependant de la tradition marxiste en accordant une forte importance au capital culturel. La combinaison de ces différentes ressources génère un espace social hiérarchisé. La classe dominante se situe alors dans les étages supérieurs de cette *structure sociale* et se divise en une « fraction dominante » qui rassemble « les groupes contrôlant les postes stratégiques en termes de pouvoir économique et politique : patrons des grandes sociétés, détenteurs du pouvoir administratif » et une « fraction dominée » qui comprend les artistes, les professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur ainsi que les *cadres* du public.

→ *Aristocratie, Bourgeoisie, Classe sociale, Groupe d'appartenance, Groupe social, Idéologie, Noblesse, Stratification sociale, Théorie du feu de camp.*

Classe en soi

Dans l'analyse marxiste, *groupe social* qui se définit par des critères objectifs : par exemple, position occupée dans les rapports sociaux de production. La paysannerie parcellaire étudiée par Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* forme selon lui une communauté objective, et donc une classe en soi, mais ne constitue pas une *classe pour soi.*

→ *Classe mobilisée, Classe pour soi, Classe sociale, Conscience de classe, Paysan parcellaire, Rapports de production, Spirale des classes sociales, Théorie du feu de camp.*

Classe laborieuse

Pour Friedrich Engels (*La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845), la classe laborieuse est le « prolétariat industriel » qui prend naissance au moment de la révolution industrielle avec « la victoire du travail mécanique sur le travail manuel dans les principaux secteurs de l'industrie anglaise ». Pour Engels, cette *working class*, qui travaille dans les industries à deux caractéristiques principales :

- elle est en expansion numérique très rapide;
- elle est devenue une *catégorie sociale* stable dans le temps.

→ *Classe ouvrière, Cols bleus, division du travail, Exploitation, Mode de production capitaliste, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé.*

Classe mobilisée

Selon Pierre Bourdieu, *classe sociale* telle qu'elle se manifeste dans ses discours et dans ses luttes (il l'appelle encore « classe actuelle »). Il distingue la classe mobilisée de la *classe probable* ou classe objective, qui est une classe théorique, regroupant un ensemble d'individus placés dans des conditions d'existence les conduisant à des pratiques communes, un *habitus de classe.* Pour Bourdieu, les classes sociales sont seulement « à l'état virtuel » dans « un espace social » de différences. Mais la mobilisation permet de passer de la virtualité à la réalité : « Que la classe se mobilise, et la classe est ». La classe mobilisée n'existe que si les *membres* de la classe objective se réunissent et s'organisent pour mener ensemble un combat. Elle est dotée de porte-parole ou d'*institutions* spécifiques et se reconnaît comme telle.

Selon Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot la *bourgeoisie* est aujourd'hui la seule classe sociale mobilisée qui s'affirme bien comme un groupe conscient de lui-même, de ses intérêts essentiels et de ses solidarités fondamentales.

→ *Classe en soi, Classe pour soi, Classe probable, Spirale des classes sociales.*

Classe objective

→ *Classe probable.*

Classe ouvrière

Selon Michel Verret, la classe ouvrière est composée d'un ensemble d'*individus* salariés d'exécution, producteurs de biens matériels et productifs de valeur économique, dont la *plus-value* ou sur-valeur. Pour Olivier Schwartz, la classe ouvrière est un « groupe cohérent d'ouvriers mobilisés » porteurs « d'une conscience de classe, revendiquant une certaine identité, munis d'organisations qui les représentent ». Sous cette acception, la classe ouvrière serait selon lui en voie de déconstruction avancée. Mais il persiste tout de même une *classe en soi*, comme ensemble d'individus partageant globalement les mêmes conditions de vie : *travail* plus ou moins pénible, insécurité de l'emploi, salaires de faible niveau.

→ *Classe laborieuse, Classe pour soi, Classe sociale, Cols bleus, Conscience de classe, Culture ouvrière, Lutte des classes,*

Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Polarisation des classes sociales, Prolétariat, Salariat, Théorie du feu de camp.

Classe populaire

→ *Catégories populaires.*

Classe politique

Selon Raymond Aron, on doit parler de classe politique lorsque le *pouvoir* est partagé entre des *élites* divisées dont les intérêts sont différents et opposés. On ne peut alors pas parler de *classe dirigeante* : « Tout régime comporte une classe politique, que ce régime soit démocratique ou soviétique. Une société ne comporte pas une classe dirigeante, si les dirigeants de l'industrie, ceux des syndicats ouvriers, ceux des partis politiques se considèrent comme ennemis les uns des autres, au point de n'avoir aucune conscience de solidarité ». La classe politique repose cependant sur certains intérêts objectifs communs par rapport au *pouvoir*. Cette communauté de fins est plus ou moins consciente et les intérêts divergents qui opposent par ailleurs ces élites, empêchent l'émergence d'une volonté unique, la coïncidence des volontés particulières : « la puissance n'est pas une totalité, sauf dans les périodes de crise aiguë, révolutionnaire ou guerrière », c'est-à-dire dans une conjoncture qui force les catégories dirigeantes à faire abstraction de leurs divergences pour défendre leur intérêt commun relatif au pouvoir.

→ *Classe sociale, Conscience de classe.*

Classe pour soi

Pour Karl Marx, *classe en soi* dont les membres ont conscience de partager la même condition et de devoir s'organiser en conséquence pour lutter contre l'*exploitation*. La *classe ouvrière* est une « classe en soi et pour soi » car il ne peut exister de classe ouvrière sans *mouvement ouvrier*, politique et syndical.

→ *Classe sociale, Conscience de classe, Lutte des classes, Théorie du feu de camp.*

Classe probable

Selon Pierre Bourdieu, *classe sociale* théorique, construite par le savant : elle regroupe un ensemble d'individus placés dans des conditions d'existence les conduisant à des pratiques communes, un *habitus de classe*. Pour Bourdieu, les classes sociales sont seulement « à l'état virtuel » dans « un espace social » de différences, « non comme un donné, mais comme quelque chose qu'il s'agit de faire ». La classe probable ou classe objective se distingue de la *classe mobilisée*, dotée de porte-parole ou d'*institutions* spécifiques et se reconnaissant comme telle.

→ *Classe en soi, Classe pour soi.*

Classe sociale

On oppose généralement deux conceptions des classes sociales. Selon une conception réaliste, les classes sociales sont des *groupes sociaux* qui existent objectivement. Chez Karl Marx notamment, le *concept* de classe sociale se définit à partir des *rapports de production* et d'échange. Les *individus* appartiennent alors à une classe en fonction de leur place dans le système de production. Dans le *mode de production* capitaliste, on assiste à une *polarisation des classes sociales*. Il existe deux classes sociales fondamentales : la classe des *prolétaires*, disposant de leur seule *force de travail*, subit l'*exploitation* de la classe des capitalistes, propriétaires des *moyens de production*. Selon Karl Marx et Friedrich Engels, « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes ». Cette *lutte des classes*

se poursuit aussi longtemps que le mode de production demeure fondé sur l'exploitation, quelles que soient les formes que revêt cette lutte.
Selon une conception nominaliste au contraire, les classes sociales sont des collections d'individus, des outils de classement. Pour Max Weber notamment, la classe est la première dimension de la *stratification sociale*. Une classe regroupe les individus qui se trouvent dans la même *situation de classe*, c'est-à-dire placés dans une même situation économique, ayant des chances semblables de se procurer des biens (capital, biens de consommation, *biens culturels*) et ayant les mêmes intérêts économiques. Max Weber distingue en premier lieu les « classes de possession », dans lesquelles la situation de classe est essentiellement déterminée par des différences de propriété (de biens, de chance de constituer une fortune, de chance de constituer un capital par l'épargne, etc.) et les « classes de production », dans lesquelles la situation de classe est essentiellement déterminée par « les chances d'exploitation du marché des biens et services ». Une classe sociale regroupe alors « l'ensemble de ces situations de classe à l'intérieur duquel un changement est aisément possible et se produit de manière typique, pour une personne donnée, dans la succession des générations ».
Alors que certains sociologues ont pu parler de fin des classes sociales (Henri Mendras), Louis Chauvel considère pour sa part qu'il est légitime aujourd'hui encore de parler de classes sociales pour des groupes socio-économiques inégalement dotés en matière de ressources scolaires, patrimoniales et autres, à la condition que trois critères d'*identité* de classe soient vérifiés : « D'abord l'identité temporelle, qui implique la durabilité du groupe, sa reproduction sociale, et notamment sa fermeture à l'égard de la mobilité sociale [...]. Ensuite l'identité culturelle, le fait de partager des modes de vie et des façons de faire, un langage et des traits culturels permettant l'interreconnaissance. Enfin, l'identité collective, c'est-à-dire la capacité à agir de concert, dans un même but, animé politiquement par la prise de conscience d'intérêts collectivement partagés : c'est là que se cache la classe pour soi ». Selon lui cependant, la dernière de ces trois *identités* semble avoir considérablement reflué en France aujourd'hui.

→ *Aristocratie, Classe en soi, Classe laborieuse, Classe pour soi, Classes moyennes, Constellation centrale, Moyennisation, Noblesse, Stratification sociale, Spirale des classes sociales, Théorie du feu de camp.*

Classes moyennes

Au sens courant, *groupe social* qui se trouve dans une position intermédiaire entre les classes inférieures, ou populaires, et les classes supérieures, ou dominantes.

La question de la définition des classes moyennes constitue un enjeu important en *sociologie*. Dans l'analyse marxiste, le développement de la *société* capitaliste conduit, dans un processus de *polarisation des classes sociales*, à l'érosion des classes moyennes, puisque le *mode de production* capitaliste a tendance à séparer le *capital* du *travail* et à concentrer les *moyens de production* encore dispersés. Les petits producteurs indépendants, artisans, commerçants, etc. sont progressivement éliminés, la plupart se prolétarisent, certains s'intègrent à la *bourgeoisie*. Dès le début du XX^{e} siècle cependant, Georg Simmel note que l'appa-

rition des classes moyennes constitue une remise en question de cette analyse binaire des *classes sociales*: « La classe moyenne apporte avec elle un élément sociologique entièrement nouveau. Ce n'est pas seulement une troisième classe ajoutée aux deux autres et qui n'en diffère qu'en degrés, comme elles diffèrent elles-mêmes l'une de l'autre. Ce qu'elle a de vraiment original, c'est qu'elle fait de continuels échanges avec les deux autres classes et que ces fluctuations perpétuelles effacent les frontières et les remplacent par des transitions parfaitement continues ».

Maurice Halbwachs développe une analyse en terme de participation sociale. Il distingue trois *catégories sociales*:

- les *ouvriers*, qui sont délégués par la société aux relations avec les biens matériels;

- les *catégories dirigeantes*, qui gèrent les biens symboliques auxquels s'attachent les *valeurs* de la société;

- les classes moyennes enfin, qui agissent sur les instruments et les moyens sociaux de l'activité collective.

Il met en évidence le fait que les classes moyennes sont généralement subordonnées à la *bourgeoisie*, que leur travail ne se borne pas à une simple exécution et qu'un point essentiel les sépare de la *classe ouvrière*: leurs membres ne sont pas réduits à travailler la matière comme les ouvriers mais traitent de relations humaines avec des clients ou des administrés (activités commerciales, administratives ou financières).

On retrouve ces éléments liés au type de travail effectué par les membres des classes moyennes dans les analyses plus récentes d'Alain Touraine qui appelle « classes moyennes » « les catégories qui combinent certains éléments caractéristiques de tâches d'initiative ou de direction et d'autres qui sont propres aux positions d'exécution et de dépendance ».

→ *Classe sociale, Cols blancs, Constellation centrale; Théorie du feu de camp.*

Classification

Selon Basil Bernstein, en sociologie de l'éducation, processus par lequel les contenus qui doivent être transmis dans la relation pédagogique sont organisés en programmes d'études séparés, dont les catégories (ce que l'on appelle couramment les « matières scolaires ») sont elles-mêmes clairement distinctes. Ce découpage est aussi séquentiel (organisation des programmes dans la durée). La classification peut être forte (découpages disciplinaires, distinction claire entre contexte pédagogique ou non pédagogique) ou faible (mise en avant de la transdisciplinarité, accent mis sur les projets, sur l'autonomie de l'élève).

Une classification forte conduit à doter chaque catégorie d'une identité forte et de ses propres règles, définit une stricte hiérarchie des contenus, et s'accompagne du recours à un *code sociolinguistique* élaboré et des apprentissages cumulatifs. La classification est une règle de reconnaissance du contexte pédagogique, elle permet de distinguer ce contexte pédagogique d'autres contextes (interactions au sein de la famille, dans le groupe de pairs, etc.).

Bernstein a montré (et de nombreux travaux empiriques l'ont confirmé), qu'une classification faible favorise la réussite scolaire des enfants les plus familiers avec l'univers scolaire (donc ceux issus des *catégories sociales* les plus favorisés) mais laisse les enjeux des apprentissages implicites pour les enfants issus des catégories sociales défavorisées de sorte que ces derniers sont victimes de « malentendus d'apprentissages », ils accomplissent des tâches, participent à des jeux pédagogiques, mais sans en

percevoir les enjeux cognitifs et donc sans réaliser les apprentissages visés.
Le couplage classification faible et *cadrage* faible correspond à la *pédagogie invisible*.
→ *Curriculum (Sociologie du), Éducation (Sociologie de l'), Inégalité des chances, Reproduction (Théorie de la), Violence symbolique.*

Cléricalisme

Situation caractérisée par la volonté du clergé d'exercer une influence politique. La séparation des *églises* et de l'*État* (*laïcisation*) manifeste un refus du cléricalisme.
→ *Fondamentalisme religieux, Intégrisme, Laïcité, Radicalisme religieux, Religion, Théocratie, Ultramontanisme.*

Coalition de cause (*Advocacy Coalition Framework*)

Ensemble d'*acteurs sociaux* (fonctionnaires de diverses agences publiques, élus, leaders de *mouvements sociaux* ou de *groupes d'intérêts*, experts...) qui partagent des *valeurs*, des intérêts, une vision du monde et qui cherchent à promouvoir une *politique publique* déterminée. Le *concept* de coalition de cause a été conçu pour rendre compte de la construction et de l'évolution des politiques publiques sur la moyenne et longue période, sous l'effet de l'action des membres de la coalition. Ces derniers agissent au sein d'un sous-ensemble déterminé du système politique. L'analyse de la politique agricole, de la politique de santé, de la politique éducative, etc. peut être conduite à partir de ce concept en identifiant les membres de la coalition, leurs modalités d'action, etc. Plusieurs coalitions peuvent s'affronter à propos d'un même domaine de l'*action publique*. Par exemple, en matière de politique relative à la drogue, on voit traditionnellement s'affronter une coalition prohibitionniste qui met l'accent sur la répression et une coalition favorable à la prévention et à une approche thérapeutique. L'épidémie de SIDA a permis à la coalition favorable à la prévention d'obtenir la distribution gratuite de seringues aux toxicomanes alors que jusque-là l'accès aux seringues était aussi limité que possible pour faire obstacle à l'injection de produits toxiques.
→ *Acteur collectif, Action publique, Agenda, Communauté de politique publique, Expertise, Fenêtre d'opportunité, Groupe de pression, Militantisme, Réseau de politique publique.*

Codes sociaux

Ensemble de *règles* sociales et culturelles qui définissent, à travers des systèmes de signes, les façons de se comporter en fonction des situations sociales. Les règles de politesse, les modes d'utilisation du langage (les « *codes sociolinguistiques* »), les usages vestimentaires changent en fonction des contextes sociaux, mais surtout du *statut* social des personnes : le code à respecter est fonction des positions sociales (il n'est pas le même pour s'adresser à un supérieur ou à un subalterne), et il dépend aussi du *rôle* social. Pour Emile Durkheim, l'apprentissage des codes sociaux constituait un élément essentiel du processus de *socialisation*, et leur maîtrise permet l'*intégration sociale*. L'évolution des codes sociaux vers davantage de permissivité est souvent mise en relation avec l'*anomie*, ou avec la tendance à l'*individualisme* constatée dans les sociétés modernes.
→ *Cohésion sociale, Conformisme, Contrôle social, Coutume, Définition de la situation, Normes sociales, Ordre social, Ritualisme.*

Codes sociolinguistiques

Usages sociaux de la langue, qui sont le reflet des modalités du *contrôle social* et de l'inégale distribution du *pouvoir* dans la *société*. Selon Basil Bernstein, il existe deux

codes sociolinguistiques distincts : un « code élaboré », formel et universaliste, qui est celui des milieux favorisés et « cultivés », et qui constitue le code de référence de l'école, et un « code restreint », concret et particulariste, qui est celui de la pratique quotidienne des milieux défavorisés : les enfants originaires de ces milieux devront donc « changer de code » pour pouvoir réussir à l'école. L'évolution des moyens d'information et de communication (informatique, Internet) tend de surcroît à remplacer progressivement les « codes sériels » (caractéristiques des formes traditionnelles d'expression et des méthodes traditionnelles d'apprentissage) par des « codes intégrés », plus souples et plus intuitifs : cette évolution accroît encore la distance entre les codes sociolinguistiques des *élites* et ceux des *catégories sociales* les plus modestes.

→ *Capital culturel, Culture scolaire, Éducation (Sociologie de l'), Habitus, Handicap socioculturel, Inégalité des chances.*

Coefficient de corrélation

Indicateur de mesure du degré de *corrélation* entre deux variables. Le coefficient de corrélation est compris entre – 1 et 1. Lorsqu'il est égal à 1 par exemple, cela signifie que la corrélation est parfaite et que les deux variables évoluent dans le même sens et de façon proportionnelle. Lorsqu'il est égal à – 1, cela signifie que la corrélation est parfaite et que les deux variables évoluent dans le sens opposé et de façon proportionnelle. Un coefficient de corrélation proche de 0 traduit généralement une absence de liaison entre les variables considérées.

→ *Analyse de régression, Méthodes des variations concomitantes, Méthode des moindres carrés, Régression linéaire.*

Coefficient de Gini

→ *Indice de Gini.*

Cognatique

→ *Filiation cognatique.*

Cohabitation hors mariage

Situation des personnes vivant en *couple* et partageant le même logement sans être unies par des liens légaux (*mariage* ou *PACS*).

Ce terme s'est progressivement imposé par rapport à celui de *cohabitation juvénile*, à partir du moment où les démographes ont pu constater que ce *mode de vie* en couple se développait à tous les *âges* de la vie et tendait de plus en plus souvent à devenir un mode d'existence permanent.

→ *Famille.*

Cohabitation juvénile

Situation des jeunes *couples* qui vivent ensemble quelque temps avant de se marier. On a pu parler de « mariage à l'essai » mais de plus en plus de jeunes couples cohabitent durablement sans établir de *contrat* (*mariage* ou *PACS*) ainsi qu'en témoigne l'augmentation des naissances hors mariage dont les enfants sont reconnus par leurs deux parents.

→ *Famille, Cohabitation hors mariage.*

Cohésion sociale

Caractéristique des *organisations* sociales qui résulte des processus d'*intégration sociale* et qui rend compte de la stabilité et de la force des *liens sociaux* à l'intérieur d'un groupe donné; elle se manifeste aussi par l'attachement au groupe. Pour Émile Durkheim, elle dépend de la « densité dynamique de la société »; et celle-ci peut se définir « en fonction du nombre des individus qui sont en relations non pas seulement commerciales mais morales ». Pour

Robert King Merton, il existe trois types de cohésion sociale :

- la cohésion culturelle : elle résulte de « normes et de valeurs communes intériorisées par les membres du groupe » ;
- la cohésion organique : elle résulte « de la réalisation des buts individuels et collectifs du groupe par l'organisation indépendante des activités de ses membres » ;
- la cohésion structurelle : elle résulte de la *structure* même du groupe et des *conflits* avec d'autres groupes.

Les trois types de cohésion sociale existent dans chaque groupe, mais s'articulent différemment.

→ *Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Lien social, Socialisation.*

Cohorte

Sous-ensemble d'une population statistique, dont on se propose de suivre l'évolution dans le temps. Les membres d'une même cohorte possèdent une caractéristique commune : *âge*, année de naissance, situation dans un cursus scolaire, etc. On distingue généralement les cohortes réelles (composées d'*individus* qu'on suit nominativement), des cohortes fictives, qui sont des constructions statistiques. Une cohorte de naissance par exemple désigne l'ensemble des individus nés une année donnée. En *sociologie de l'éducation*, par exemple, on suit une cohorte d'élèves entrés en 6e une année donnée jusqu'au niveau du baccalauréat.

→ *Analyse diachronique, Échantillon, Génération, Méthodologie sociologique, Panel.*

Cols blancs

Catégorie sociale constituée des travailleurs salariés non manuels. L'émergence de cette catégorie a été mise en évidence dès la fin du XIXe siècle en Allemagne, mais c'est Charles Wright Mills qui popularise le terme en 1951 en assimilant les cols blancs aux *classes moyennes* américaines. Il s'agit pour lui d'une classe vaste et hétérogène qui se définit principalement par opposition avec les *ouvriers* (les *cols bleus*). La distinction entre cols blancs et ouvriers repose principalement sur les différences de prestige associées à leurs métiers. La place des cols blancs dans la société a donné lieu à des débats notamment parmi les sociologues marxistes. Pour certains, ils constituent une classe moyenne distincte de la *bourgeoisie* et du *prolétariat*, pour d'autres la polarisation de la structure va les conduire à s'allier à la *classe dominante* ou à la classe dominée. Par exemple, pour David Lockwood et John Goldthorpe à la fin des années 1960 des clivages irréductibles demeurent entre ouvriers et cols blancs. Ainsi, « un ouvrier d'usine peut voir son niveau de vie doubler et cependant rester quelqu'un qui vend son travail à un employeur en échange d'un salaire ; il peut travailler à un pupitre de commande plutôt que dans une chaîne d'assemblage, tout en demeurant un rouage secondaire dans l'organisation de la production ; il peut habiter sa propre maison, dans un quartier ou dans une banlieue où prédominent les classes moyennes, sans s'insérer pour autant dans l'univers social des cols blancs. En résumé, les rapports de classe et de statut n'évoluent pas obligatoirement en fonction des changements dans l'infrastructure économique, technologique et écologique de la vie sociale ».

→ *Cadre, Employés, Lutte des classes, Marxisme, Moyennisation, Polarisation de classes sociales, Salariat.*

Cols bleus

Terme parfois utilisé pour désigner les *ouvriers* (qui portent un bleu de travail) par opposition aux *cols blancs*.

→ *Classe laborieuse, Classe ouvrière, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé.*

Communalisation

Caractérise les *relations sociales* de réciprocité entre des *individus* participant à l'*activité sociale* sur la base d'un sentiment subjectif d'appartenance à une même *communauté*. Ce sentiment subjectif se fonde sur une dimension affective ou traditionnelle. Les relations au sein des *familles*, des groupes religieux ou des *professions* par exemple, incluent une forte dimension de communalisation même si elles sont encadrées par des *règles* à caractère sociétaire (droit de la famille, droit du travail, droit canonique, etc.). Pour Max Weber, la communalisation peut donc coexister avec la *sociation*.

→ *Action affective, Action traditionnelle, Tradition.*

Communalisme

Diffusion systématique des connaissances scientifiques comme biens collectifs mis à la disposition des autres chercheurs.

Selon Robert King Merton, c'est l'une des quatre *normes* du travail scientifique, avec le *désintéressement*, le *scepticisme organisé* et l'*universalisme*.

→ *Sciences (Sociologie des).*

Communautariens

Les communautariens forment un courant assez hétérogène de la philosophie politique qui s'oppose au *libéralisme* politique et qui s'est constitué dans une large mesure en réaction contre les thèses développées par John Rawls dans son livre *Théorie de la justice* (1971). Les principaux communautariens sont Charles Taylor, Michael Walzer, Alasdair MacIntyre et Michael Sandel. Ils refusent « l'atomisme » des auteurs libéraux et leur conception du « moi désengagé ». Ils soulignent que ce sont les appartenances communautaires et l'apprentissage par les *individus* de la *culture* de leur groupe qui permettent de faire des choix. Ils rejoignent en cela les positions défendues par Karl Marx dans ses œuvres de jeunesse. En effet, selon Karl Marx et Friedrich Engels « c'est seulement dans la communauté que la liberté personnelle est possible ». L'opposition entre libéraux et communautariens peut être présentée à partir de trois débats principaux :

- contre les idées libérales, les communautariens considèrent qu'il y a une priorité du bien sur le juste. Alors que les libéraux considèrent qu'il faut fixer des *règles* communes justes et laisser la définition du bien aux choix individuels, les communautariens pensent qu'il n'y a pas de vie sociale, et en particulier de *citoyenneté* démocratique, sans un ensemble de *valeurs* partagées, sans une définition commune du bien;

- les communautariens adoptent donc un point de vue substantiel et non simplement procédural. Ils ne se contentent pas de définir des procédures organisant la vie en commun, ils entendent préciser le contenu des valeurs et les *normes* qui fondent la vie collective;

- enfin, les communautariens défendent un point de vue perfectionniste (ou téléologique) et non déontologique. Ils entendent préciser les moyens par lesquels on peut améliorer la vie en commun, définir des projets politiques et ne se limitent pas à fixer des règles de conduite qui se veulent indépendantes de tout choix philosophique ou religieux.

Il ne faut pas confondre les thèses des communautariens avec le *communautarisme*, d'autant que nombre d'auteurs considérés comme communautariens adhèrent à une bonne partie des thèses libérales et se définissent comme « communautariens modérés » ou comme « libéraux communautariens ». Par ailleurs, John Rawls, le principal théoricien du libéralisme politique au XX^{e} siècle, a lui aussi évolué et admis que la

vie sociale supposait une adhésion commune à des conceptions du bien.

→ *Justice sociale.*

Communautarisme

Conception politique selon laquelle les droits des *individus* sont d'abord des droits collectifs liés à leur appartenance à telle ou telle *communauté* ethnique, culturelle ou religieuse. Dans cette perspective, il est légitime d'accorder aux membres des diverses communautés des droits différents (droit de manifester leur appartenance religieuse, droit de parler leur propre langue, droit de régler en leur sein un certain nombre de problèmes, etc.). Le communautarisme considère que la gestion de la *société* globale repose sur l'articulation de diverses communautés dotées de leurs propres systèmes de représentations et de leurs dispositifs de *régulation* interne. Il ne faut pas confondre le communautarisme avec les conceptions des auteurs communautariens (Charles Taylor, Michael Walzer, Alasdair MacIntyre, Michael Sandel, Will Kymlicka) qui prônent un *multiculturalisme* modéré. En France, le terme « communautarisme » est généralement utilisé dans un sens péjoratif.

→ *Citoyenneté multiculturelle, Discrimination positive, Ethnie, Sous-culture.*

Communauté

Au sens courant, une communauté est un groupe d'*individus* ayant une même appartenance culturelle, ethnique ou religieuse. Pour Ferdinand Tönnies, *organisation* sociale dans laquelle les relations entre les individus sont fondées sur la proximité (affective, géographique, culturelle ou sociale) : « Tout ce qui est confiant, intime, vivant exclusivement ensemble, est compris comme la vie en communauté ». La communauté repose sur la *volonté organique*, sa vie est dirigée par les usages, les *coutumes* et les *traditions*. L'état de communauté précède l'état de *société*.

→ *Communalisation, Ethnicité, Ethnie, Sociation, Solidarité mécanique, Solidarité organique.*

Communauté de politique publique

Dans la *sociologie* des *politiques publiques*, désigne un ensemble d'*acteurs sociaux* (fonctionnaires, leaders de *groupes d'intérêt*, etc.) qui entretiennent des relations régulières et se forgent une *identité* commune contribuant ainsi à la construction de la politique publique considérée (*Policy Making*). Par exemple, la politique agricole en France a longtemps résulté de l'action de la FNSEA, des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et d'un certain nombre de grands élus du monde rural. Cette approche en termes de communauté de politique publique a été contestée car elle surestime la cohésion des acteurs de la construction des politiques publiques. On met plutôt en avant aujourd'hui le concept de *réseaux de politiques publiques* (qui sont souvent des réseaux sur enjeux) et qui sont moins soudés que des *communautés*.

→ *Agenda, Coalition de cause, État, Expertise.*

Communauté des citoyens

Pour Dominique Schnapper, ce *concept* correspond à l'idée moderne de *nation* qui combine logique communautaire et logique universaliste. Traditionnellement, l'approche communautaire de la nation met l'accent sur les appartenances culturelles communes et notamment linguistiques. À l'inverse l'approche civique met l'accent sur le *citoyen* en tant que sujet de droits, de devoir, et détenteur de la *souveraineté* politique, abstraction faite de ses appartenances religieuse, communautaire etc. Dans cette seconde approche les citoyens sont liés par des *valeurs* universelles qui dépassent les particularismes. La nation, comme com-

munauté des citoyens, prend en compte à la fois le caractère affectif des liens directs entre les individus formant une communauté concrète et la dimension universaliste de la *citoyenneté*. Pour Dominique Schnapper, quand les identifications particulières prennent le dessus sur la citoyenneté alors le modèle d'*intégration* n'est plus assuré.

→ *Citoyenneté européenne, Citoyenneté multiculturelle, Citoyenneté post-nationale, Civisme, Communautarisme, État-nation, Ethnie, Identité nationale, Nationalisme.*

Communication

La communication est une composante de l'*interaction* entre les *individus* et elle est donc au cœur de la réflexion sociologique (chez Georg Simmel par exemple). Très tôt, les sociologues mettent la communication en relation avec les phénomènes collectifs : c'est le cas de Gabriel Tarde qui considère que, si la presse est susceptible d'agir sur l'*opinion*, le facteur principal de formation de l'opinion est la conversation. À partir de la fin des années 1940, la *théorie de l'information* propose un modèle général de la communication.

→ *Agir communicationnel, Communication de masse, Éthique de la discussion, Information (Sociologie de l'), Média (Sociologie des), Réception (Sociologie de la), Signifiant, Signifié.*

Communication de masse

Communication véhiculée par des médias (presse, télévision, cinéma, etc.) s'adressant à l'ensemble d'une population, par opposition à la communication interpersonnelle par exemple. De nombreux travaux sociologiques concernent l'influence des moyens de communication de masse sur la vie sociale (comportements et opinions politiques, *normes sociales*, *violence*, etc.).

→ *Cultural Studies, Effet Band Wagon, Espace public, Masses, Média (Sociologie des), Opinion publique, Participation politique.*

Comparatisme

Méthode de recherche initialement développée dans le domaine de la littérature (on parle alors de « littérature comparée »), et utilisée aujourd'hui dans de nombreuses *sciences sociales* (linguistique, histoire, *anthropologie*, *sociologie*, sciences de l'éducation...), qui vise à situer un objet de recherche dans des cadres divers pour en faire apparaître les caractéristiques invariantes et celles qui dépendent du contexte : le comparatisme a d'abord privilégié les comparaisons entre *cultures*, dans le temps et dans l'espace. Aujourd'hui, les approches comparatives se sont étendues à d'autres sujets : systèmes éducatifs, formes du *capitalisme*, *politiques publiques*...

→ *Anthropologie culturelle, Anthropologie structurale, Méthodologie sociologique.*

Compétence

Terme d'origine juridique qui désigne une capacité reconnue à agir. La notion de compétence est depuis quelques années au centre de nombreux débats dans le domaine de la formation, et « la plasticité de ce terme est un élément de la force sociale qu'il revêt » (Françoise Ropé et Luce Tanguy). La compétence est en fait souvent définie à travers les pratiques d'évaluation, et dans ce cas elle renvoie aux notions de performance et d'efficacité. C'est en ce sens que l'utilise l'Éducation nationale quand elle définit, pour un type et un niveau donné de formation, des « référentiels de compétence », qui précisent ce que l'apprenant doit maîtriser à la fin de la séquence d'apprentissage, et qui préconisent généralement l'individualisation des progressions. Elle est alors inséparable des objectifs d'apprentissage, puisque la compétence, qui n'est jamais totale, suppose que soit défini un niveau d'exigence.

Dans une acception beaucoup plus générale, elle peut être définie comme la « capacité à tirer parti de ses talents pour apprendre » (Michel Godet). La généralisation de l'usage de ce terme dans le domaine de la pédagogie et de la didactique pose de nombreux problèmes. D'abord, elle s'accompagne souvent – de façon implicite – de l'idée selon laquelle les compétences seraient « transférables » à d'autres domaines que celui dans lequel elles ont été acquises, ce qui est fortement contesté par les sciences cognitives qui « montrent plutôt que le transfert à des situations voisines serait possible mais que le transfert à d'autres domaines ou d'autres disciplines est quasi impossible » (F. Ropé et L. Tanguy). Ensuite, la centration sur les compétences peut se faire au détriment de l'acquisition de savoirs plus théoriques, considérés comme difficilement applicables, et donc réservés aux plus éduqués : le « modèle des compétences » serait celui de l'*entreprise* et du monde du *travail*, et il s'opposerait au « modèle des savoirs », caractéristique de l'enseignement scolaire : le risque est alors grand de privilégier le « terrain », la « pratique », sans que soit construit un cadre de référence permettant la prise de distance critique.

La notion de compétence est aussi l'objet de débats dans le cadre de l'étude des situations de travail : le terme est alors utilisé au pluriel, pour « désigner les contenus particuliers de chaque qualification dans une organisation de travail donnée » (L. Tanguy). C'est en ce sens que l'on parle par exemple de « bilan de compétences ». L'analyse des compétences sous-jacentes à toute tâche a conduit les ergonomes à contester la thèse de la *déqualification*, en montrant la complexité des stratégies cognitives à l'œuvre derrière les tâches apparemment les plus simples. La *sociologie du travail* insiste d'ailleurs sur le caractère relatif des compétences, qui sont toujours l'objet d'un jugement sur leur *valeur* sociale (on parle alors de « compétences distinctives ») : « la qualification des salariés n'est pas censée épuiser la totalité de leurs compétences, puisqu'elle fait précisément l'objet d'une négociation sur le marché du travail. Et ce marché sanctionne les distinctions des travailleurs les uns par rapport aux autres, les rend visibles, au détriment de celles qui sont communément partagées » (Marcelle Stroobants).

→ *Éducation (Sociologie de l'), Organisation, Qualification, relations professionnelles, Système scolaire.*

Comportement politique

Pour Nonna Mayer, « ensemble des activités par lesquelles les gouvernés tentent, directement ou indirectement, d'influencer les gouvernants ». Il existe des formes conventionnelles de comportement politique, comme le vote ou l'abstention, mais aussi des formes non conventionnelles ou protestataires.

→ *Participation conventionnelle, Participation non conventionnelle, Participation protestataire, Participation politique, Vote de casse, Vote sur enjeu.*

Compréhension

Méthode qui consiste à saisir le sens de l'action humaine et à l'interpréter. À la suite notamment de Wilhelm Dilthey, toute une tradition philosophique et sociologique considère que, dans les « *sciences de l'Esprit* », on peut et on doit adopter une démarche compréhensive afin de rendre compte des *actions sociales* qui sont orientées subjectivement et qui ont un sens pour l'acteur. Le chercheur peut notamment faire appel à l'introspection pour se placer du point de vue de l'acteur et reconstruire

la motivation et le sens de ses actes. Cette démarche s'oppose à celle des *sciences de la nature* qui ont recours à l'*explication*. Selon Wilhelm Dilthey : « Nous expliquons la nature, nous comprenons la vie psychique ». De nombreux sociologues contemporains, Pierre Bourdieu aussi bien que Raymond Boudon, considèrent qu'il faut nuancer et dépasser l'opposition *explication*/compréhension.

→ *Assertorique, Herméneutique, Objectivation, Objectivisme, Relationnisme méthodologique, Sciences de la culture, Sciences herméneutiques, Sociologie compréhensive.*

Compromis fordiste

Caractérise le rapport salarial, dans lequel les salariés acceptent une intensification du *travail* pour obtenir en échange une progression de leur pouvoir d'achat. Dans la *théorie* de la régulation, le compromis fordiste est au cœur de la dynamique de croissance de la période des trente glorieuses.

→ *Capitalismes (Variété des), Fordisme, Nouvelles formes d'organisation du travail, Salarisation, Société salariale, Taylorisme.*

Concept

Représentation abstraite et générale d'un objet concret ou d'une relation. Un concept renvoie toujours à une trame conceptuelle (ensemble d'autres concepts par rapport auquel il se définit), à une ou des *théories*, à une problématisation. On distingue souvent concept et *notion* : une notion est aussi une formulation abstraite, mais elle est moins rigoureuse (souvent liée à l'expérience première) et non problématisée. Par exemple, chaque *acteur social* met en œuvre dans sa vie quotidienne une notion de *famille*, mais la construction du concept scientifique de famille est le produit d'une activité théorique et empirique ainsi que de débats au sein du *champ scientifique*, de la *sociologie* ou de l'*anthropologie*.

→ *Épistémologie, Modèle, Paradigme.*

Concentration

En *statistique descriptive*, la concentration mesure la proportion d'individus qui détiennent tel ou tel pourcentage de la masse globale du caractère à partager. Les données sont ordonnées de façon croissante. On cherche par exemple à déterminer quelle est la part de la masse globale des revenus que se partagent les 10 % d'individus les plus pauvres d'une population.

L'indicateur de concentration le plus fréquemment utilisé est l'*indice de Gini*.

→ *Courbe de Lorenz.*

Concubinage

Union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe.

Cette définition a été précisée par la loi du 15 novembre 1999 créant le *PACS* : les *couples* homosexuels sont donc bien concubins, contrairement à ce qu'affirmait la jurisprudence de la Cour de cassation jugeant que le concubinage « ne peut résulter que d'une relation stable et continue ayant l'apparence du mariage, donc entre un homme et une femme ».

Les concubins sont donc unis (hors *mariage* et hors PACS) sans solennité et sans *contrat*. La loi n'organise pas les modalités de la rupture d'un concubinage.

→ *Cohabitation hors mariage, Cohabitation juvénile, Famille.*

Conditions de vie

Ensemble des caractéristiques de la situation matérielle des *individus* ou des ménages : dimension et confort du logement, possession de biens d'équipement

ménagers, niveau des dépenses de *consommation*, etc.
Depuis les années 1990, différents travaux proposent une approche par les conditions de vie de la *pauvreté*. Pour chaque *ménage*, un score global de privations est calculé par addition du nombre d'éléments de conditions de vie manquants. La pauvreté des conditions de vie se caractérise alors par un manque global élevé de bien-être matériel (déprivation).
L'Insee pour sa part retient 27 éléments de manque ou de privations fournis par l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages de 2012. Pour le logement par exemple, il s'agit de l'absence de bain ou douche, de toilettes, de l'eau chaude courante ou d'un système de chauffage. On note également les situations de surpeuplement ou la faible qualité des logements. En ce qui concerne les biens d'équipement, on relèvera l'absence de télévision couleur, de téléphone ou de voiture.
→ *Inégalité sociale, Mode de vie, Niveau de vie, Nouvelle pauvreté.*

Confiance

La confiance est une dimension de la *sociabilité*. Elle désigne une attitude positive à l'égard d'autrui. Elle repose sur l'idée que les acteurs avec lesquels on est en contact respecteront leurs engagements, n'adopteront pas d'attitude menaçante, respecteront les règles de la *civilité* et du *civisme*. Selon Pierre Bréchon : « La confiance interpersonnelle va de pair avec la valorisation du lien social, avec l'optimisme individuel et sociétal, avec une attitude ouverte et positive à l'égard du monde, avec le sentiment d'être acteur dans la société et de pouvoir modifier son environnement, avec enfin une attitude tolérante à l'égard d'autrui dont la vie privée n'a pas à être jugée et contrôlée ». La confiance est notamment mesurée dans les enquêtes internationales sur les *valeurs*.
Une abondante littérature sociologique porte sur la contribution de la confiance au développement économique. Pour certains auteurs, un niveau élevé de confiance constitue un contexte favorable au développement, à l'inverse un niveau élevé de défiance à l'égard d'autrui serait défavorable à l'activité économique comme à la *participation politique*. Les travaux de Ronald Inglehart sur les *valeurs postmatérialistes* et ceux de Robert Putnam sur le *capital social* s'inscrivent dans cette tradition de recherche.
→ *Cohésion sociale, Lien social.*

Configuration

Désigne pour Norbert Elias une situation d'interdépendance, « un ensemble de tensions » entre les *individus*. Une configuration met en jeu les stratégies individuelles autant que les *structures sociales* organisées. Ces dernières sont régies par des *règles* dans lesquelles opèrent ces stratégies. La relation d'interdépendance implique donc autant les individus pris séparément, que le groupe qu'ils composent et la structure organisée au sein de laquelle ils évoluent. Pour Norbert Elias, une partie de cartes entre quatre individus est une configuration où chacun va développer une stratégie de gains en prenant en compte les actions des autres dans le cadre structurant des règles du jeu. Ce *concept*, qui s'applique à tous les groupes d'individus quelle que soit leur taille, a pour vocation de permettre un dépassement de l'opposition entre individu et *société*. Il faut donc appréhender le social au travers des modèles « d'interpénétration » entre individu et société.
→ *Acteur social, Agent, Déterminisme social, Holisme méthodologique, Individualisme méthodologique, Relationnisme méthodologique.*

Conflit

Opposition entre des *individus* ou des *groupes sociaux* défendant des *valeurs* ou des intérêts divergents, et cherchant à instaurer un rapport de force en leur faveur. Au sein des divers *paradigmes* sociologiques on distingue souvent ceux qui privilégient l'*ordre social* et l'*intégration* et ceux qui privilégient les conflits. Le conflit s'oppose aussi au consensus. Trois approches du conflit social peuvent être retenues :

- pour Karl Marx, les conflits opposent des *classes sociales* : ils portent aussi bien sur des enjeux économiques, politiques ou idéologiques. Ces conflits de classe ne peuvent pas vraiment être institutionnalisés ou régulés, car les *contradictions* qu'ils expriment ne peuvent être dépassées que par un changement de *mode de production* et la remise en cause du *pouvoir* de la *classe dominante*. C'est en ce sens que l'on dit souvent que chez Karl Marx le conflit est le moteur du *changement social* (mais il serait plus exact de dire que ce sont les contradictions qui jouent ce rôle ou encore que la *lutte des classes* est le moteur de l'histoire). Cette conception est notamment contestée par Alain Touraine qui refuse de voir dans le changement un produit mécanique des contradictions du mode de production; pour lui, le changement social résulte de l'action des *mouvements sociaux* qui sont porteurs d'un projet d'*historicité*;

- pour Émile Durkheim, le conflit est perçu comme *pathologique*, comme l'expression d'une situation d'*anomie*, comme un défaut d'*intégration*. Cette perspective se retrouve chez des auteurs comme Talcott Parsons ou Daniel Bell. Le premier insiste sur l'intégration et la *cohésion sociale*, le second considère que dans la *société postindustrielle*, on assiste à la fin des *idéologies* et au déclin des conflits sociaux;

- pour Georg Simmel, le conflit est considéré comme l'une des formes normales d'*action réciproque*. Il souligne que (sauf dans les cas extrêmes où les parties en conflit cherchent à éliminer l'adversaire) le conflit a une fonction de *socialisation*. D'une part il renforce la cohésion de chacun des groupes qui y participent, d'autre part il conduit à des compromis qui renforcent la cohésion de la *société* globale. Par exemple, les conflits du *travail* (*grève*, etc.) conduisent à une amélioration des *conditions de vie* et de travail de la *classe ouvrière*. Cette perspective est reprise par Lewis Coser qui, bien que fonctionnaliste, s'oppose à Talcott Parsons et insiste sur le caractère normal et fonctionnel des conflits sociaux. Lewis Coser montre que le conflit social a pour *fonction* d'établir et de maintenir la cohésion, l'*identité* et les limites des sociétés et des groupes. Il constitue une soupape de sécurité et « sert d'exutoire aux hostilités qui, sans cette issue, briseraient les rapports entre les antagonistes ».

→ *Action collective, Changement social, Contrôle social, Effet d'agrégation, Effet pervers, Lutte des classes, Mobilisation des ressources, Mouvement ouvrier, Mouvement social, Nouveau mouvement contestataire, Paradoxe de l'action collective, Potentiel protestataire, Régulation sociale, Révolution, Violence.*

Conflit culturel

Opposition entre un ou plusieurs groupes de *cultures* différentes et concurrentes afin de faire valoir et reconnaître leurs particularismes.

Les conflits culturels peuvent voir s'affronter une *culture dominante* et une *culture dominée* (lors de la colonisation par exemple), des groupes minoritaires et majoritaires (les conflits ethniques par exemple), des *cultures légitimes* et des *cultures illégitimes* (*culture bourgeoise* et *culture ouvrière*).

→ *Acculturation, Arbitraire culturel, Contre-culture, Cultural Studies, Culture de*

classe, Déculturation, Ethnie, Ethnocide, Minorités ethniques, Multiculturalisme, Sous-culture.

Conflit de rôles

Contradiction entre les divers *rôles* assumés par un *individu* en raison de sa position sociale. Selon Raymond Boudon, chaque individu peut avoir à assumer différents rôles ambivalents, car « en aucun cas ils ne sont définis avec une précision telle qu'aucune marge ne soit laissée à l'interprétation ». Par exemple, « une mère de famille peut être en même temps épouse, employée de banque, militante syndicaliste et électrice; [...] La militante syndicale peut gêner l'électrice; la mère de famille peut rencontrer des situations qui mettent l'épouse en difficulté ».

→ *Variance de rôle.*

Conflit du travail

→ *Conflit social.*

Conflit social

Au sens général, synonyme de *conflit*. De façon plus restreinte, conflit qui oppose les salariés et les employeurs et qui porte sur des enjeux professionnels (*salaires*, conditions de travail, etc.). Ces conflits prennent la forme de *grèves*, de *manifestations*, d'occupations des lieux de *travail*, etc. Ils peuvent être spécifiques à une *entreprise*, une administration, une *profession* ou être généralisés.

→ *Accord collectif, Action collective, Conflit du travail, Convention collective, Crise du syndicalisme, Militantisme, Mouvement social, Potentiel protestataire, Relations professionnelles, Syndicat, Taux de syndicalisation.*

Conformisme

Chez Robert King Merton le conformisme est l'un des modes d'adaptation individuelle aux objectifs que fixe la *société* et aux *normes* relatives aux moyens légitimes pour atteindre ces objectifs. Le comportement conformiste consiste à accepter à la fois les buts et les moyens proposés par la *société*. Selon Robert King Merton, c'est le comportement le plus répandu : « Le tissu d'attentes dont est formé tout ordre social est maintenu grâce à un comportement modal conforme aux schémas culturels établis ».

→ *Conformité, Évasion, Innovation, Ordre social, Rébellion, Ritualisme, Structuro-fonctionnalisme.*

Conformité

Désigne une attitude qui respecte la *norme* et qui est perçue comme telle. La conformité peut être le résultat de l'intériorisation par l'*individu* du système de *valeurs* de la *société* à laquelle il appartient. Dans ce cadre, les critères de la conformité sont propres à une *culture* ou à une *sous-culture*. La conformité peut aussi être le produit des *interactions* entre des individus, qui en fonction de la situation, vont agir de manière conforme ou déviante.

→ *Conformisme, Contrôle social, Déviance, Normal, Socialisation.*

Conjecture

Proposition qui formule une explication ou une relation causale à propos d'un phénomène. Selon Karl Popper, l'activité scientifique consiste à formuler des conjectures destinées à rendre compte de tel ou tel phénomène et à soumettre ces conjectures à des épreuves de *réfutation*. Par exemple, on peut formuler les conjectures suivantes : « Le taux de suicide qui caractérise un groupe déterminé est d'autant plus faible que ce groupe est plus fortement intégré »; « La réussite scolaire des élèves et des étu-

diants est corrélée positivement avec le niveau d'étude de leurs parents » ; « Le choix du conjoint est socialement déterminé » ; etc. Dans chaque cas, il est possible par l'exploitation de données statistiques et/ou par des *enquêtes de terrain* de soumettre ces conjectures à des épreuves de réfutation. C'est ainsi que la conjecture « une législation libérale en matière de contraception et d'avortement conduit à une chute de la fécondité » a été réfutée.

Certains sociologues (Jean-Claude Passeron par exemple) contestent que cette démarche d'inspiration poppérienne soit applicable en *sociologie*. Ils pensent notamment que dans la mesure où la sociologie étudie des cas singuliers et faisait appel au raisonnement naturel, il ne lui est pas possible d'utiliser la démarche de conjecture et de réfutation utilisée dans d'autres disciplines.

→ *Causalité, Épistémologie, Hypothèse, Raisonnement hypothético-déductif, Réfutationnisme, Vérificationnisme.*

Connaissance

Au sens général, ensemble des savoirs disponibles dans un espace social. Le terme est souvent utilisé de façon spécifique, pour en distinguer les différentes formes (connaissance scientifique, technique, de sens commun, etc.). Les approches sociologiques de la connaissance font l'objet de nombreux débats. Le premier a trait à la détermination sociale des connaissances. Pour Émile Durkheim, le caractère collectif de la connaissance est un critère de validité : les *sociétés* devenant de plus en plus rationnelles, les connaissances qu'elles produisent sont de plus en plus assurées.

Pour les marxistes au contraire, les *rapports de production* conditionnent les formes de la connaissance et l'usage qu'en font les diverses *classes sociales*. Le second concerne l'objet même d'une sociologie de la connaissance. Karl Mannheim considère qu'elle doit se centrer sur l'analyse des formes de l'*idéologie*. Sous sa forme restreinte, elle est idéologie de classe, et la connaissance dessert des intérêts particuliers. Sous sa forme généralisée, elle détermine les conditions sociales de production de la connaissance vraie : seule « l'*intelligentsia* sans attache » est en situation de la produire. Georges Gurvitch, dans une perspective voisine, s'est attaché à étudier les formes de la connaissance, qui dépendent selon lui des « cadres sociaux » dans lesquels elle est produite (société globale, classe sociale ou *groupe social*). À l'opposé, les ethnométhodologues ne font aucune différence entre les formes de connaissance, et ne s'intéressent qu'à leur aspect intersubjectif. Aujourd'hui, les sociologues cherchent plutôt à analyser les formes spécifiques de la connaissance, les conditions de leur production et les usages qui en sont faits : cette préoccupation se retrouve dans la *sociologie des sciences*, mais aussi dans la *sociologie de l'éducation*. Ils s'inspirent aussi des avancées théoriques des sciences cognitives et de la *psychologie sociale*, qui accorde une grande importance à la question des *représentations sociales*.

→ *Connaissance (Théorie de la), Constructivisme, Croyance, Croyances collectives, Éducation (Sociologie de l'), Épistémologie, Science, Sciences (Sociologie des).*

Connaissance (Théorie de la)

De façon générale, la théorie de la connaissance cherche à établir les modalités de distinction du vrai et du faux. Dans la tradition philosophique, la théorie de la connaissance pure (ou transcendante) se développe dans deux directions :

- un premier courant d'analyse cherche à établir l'origine de la connaissance (fondements logiques, empiriques, subjectifs) et les formes qu'elle prend : par exemple, pour Bertrand Russell, la « connaissance par familiarité » (directe) se distingue de la

- que l'idée de liberté ne conduise au désordre;

- que la *démocratie* n'affaiblisse l'*État*.

Le conservatisme se situe de façon critique par rapport à la *modernité* et à l'*individualisme*; en ce sens il s'oppose au *libéralisme* politique. Selon Robert Nisbet : « C'est parce qu'il défend la tradition sociale que le conservatisme en vient à insister sur des valeurs comme celles de communauté, de parenté, de hiérarchie, d'autorité et de religion, et à pressentir que, une fois que les forces du libéralisme et du radicalisme auront arraché les individus aux contextes créés par ces valeurs, la société sombrera dans le chaos et l'absolutisme ».

→ *Autorité, Légitimité traditionnelle, Parenté, Radicalisme, Religion, Tradition.*

Consommation (Sociologie de la)

Jusqu'aux années 1960-70, les travaux sociologiques portant sur la consommation n'ont pas donné lieu à un « projet théorique d'ensemble », il s'agissait plutôt de travaux isolés. On peut citer par exemple :

- les travaux de Frédéric Le Play, d'Ernst Engel et Maurice Halbwachs qui, entre la seconde moitié du XIX^{e} et le début du XX^{e} siècle, s'intéressent à la structure des dépenses des *familles* ouvrières;

- au début du XX^{e} siècle, les études de Georg Simmel sur la *mode* ou celles de Thorstein Veblen sur les *modes de vie* de la *bourgeoisie* américaine;

- dès 1925, en France, les travaux d'Edmond Goblot mettent en évidence un lien entre l'appartenance sociale et la structure de la consommation : il montre que lorsqu'un *individu* change de *classe sociale*, il conserve le plus souvent les modes de vie de sa classe d'origine, ce qui empêche son intégration dans la nouvelle classe; il pourra atteindre « le niveau » sans franchir « la barrière ».

Dans la seconde moitié du XX^{e} siècle avec l'avènement de la *société industrielle* et le développement de la *consommation de masse*, le champ d'analyse de la sociologie de la consommation se développe suivant deux axes selon Nicolas Herpin :

- le premier a trait à la vie domestique, les questions étudiées tournent autour des postes budgétaires, de leur évolution dans le temps et de leur différence d'un *groupe social* à un autre. Dans ce cadre, la sociologie de la consommation s'attache notamment à mettre en évidence des différences de comportement et de modes de vie entre les *catégories populaires* et les milieux aisés. Pour Pierre Bourdieu la consommation n'est pas uniquement déterminée par le niveau de revenu des individus puisque des niveaux de revenu identiques peuvent générer des structures de consommation très différentes. Dans *La distinction*, en s'appuyant sur le *concept* d'*habitus*, il montre que les choix de consommation, notamment en matière alimentaire, sont fortement conditionnés par l'appartenance sociale et l'idée que chaque catégorie sociale se fait des effets de la nourriture sur le corps. Dans les années 1960, Jean Baudrillard développe l'idée selon laquelle la diffusion des biens de consommation courante comme la télévision n'est pas obligatoirement un élément de démocratisation des *biens culturels* puisque tous les *ménages* ne consomment pas ce bien de la même façon; les classes populaires se focalisent plutôt sur l'objet et les classes aisées sur le contenu diffusé;

- le second axe de recherche que l'on doit aux sociologues fonctionnalistes porte sur les processus d'*intégration sociale* en lien avec la *consommation de masse*. Mais tous les auteurs ne voient pas dans la consommation de masse un outil d'*intégration*; pour les sociologues de l'École de Francfort, la consommation de masse vise à la diffu-

sion par les *élites* d'une *culture de masse* destinée aux classes populaires. Cette diffusion permet d'atténuer la *conscience de classe* et les antagonismes sociaux.

→ *Besoin, Consommation engagée, Effet d'imitation, Fonctionnalisme, Loi d'Engel, Sociologie économique.*

Consommation de masse

Situation dans laquelle une majorité d'*individus* a aisément accès aux biens de consommation courante grâce à un *niveau de vie* élevé. Les *sociétés* occidentales se trouvent dans cette situation à partir des années 1960. On emploie également l'expression société de consommation. De nombreux travaux ont abordé cette question, on peut citer notamment ceux de Walt Whitman Rostow qui en 1960 élabore une théorie des « étapes de la croissance » dans laquelle le stade ultime du développement d'une société serait caractérisé par la généralisation de la production et de la consommation de biens de consommation courante et de services. Pour John Kenneth Galbraith, la démocratisation de ces biens de consommation courante a permis d'entrer dans « l'ère de l'opulence ». Pour Daniel Bell à la fin des années 1970, le développement de cette société de consommation va amener les *ménages* à modifier la structure de leur consommation pour délaisser progressivement les biens d'équipement et se tourner vers les services et notamment les *loisirs*. En France, Henri Mendras, à la fin des années 1980 conclut à la *moyennisation* de la société en lien avec la diffusion de cette consommation de masse.

Cette vision de la consommation de masse fait l'objet d'un certain nombre de critiques. Certaines critiques d'inspiration marxiste mettent en avant le caractère aliénant de cette uniformisation des consommations. Les travaux de Richard Hoggart analysent les capacités de résistance des classes populaires face aux productions culturelles de masse qui leur sont destinées et qui sont étrangères à leur *culture populaire*. Pour Christian Baudelot et Roger Establet, il existe une production de normes de consommation par les groupes sociaux qui maintiennent ainsi leurs spécificités; cette analyse remet en cause l'idée d'un phénomène de rattrapage lié à la diffusion des biens de consommation.

→ *Consommation (Sociologie de la), Culture de masse, Masse.*

Consommation engagée

La consommation engagée désigne des pratiques de *consommation* conduites par des préoccupations éthiques, sociales ou écologiques.

Ce sont des comportements par lesquels le consommateur, individuellement ou à travers des associations, va manifester son soutien ou son désaccord vis-à-vis des pratiques des entreprises, en achetant des produits ou en en boycottant d'autres. D'après une enquête menée par le CREDOC, 38 % des consommateurs disent ainsi tenir compte des engagements de « *citoyenneté* » des *entreprises* lorsqu'ils achètent des produits industriels. Le refus du *travail* des enfants est cité en premier dans les causes qui mobilisent les consommateurs.

→ *Action collective, Groupes de pression, Mode de vie.*

Consommation ostentatoire

Pour Thorstein Veblen *consommation* des milieux sociaux aisés qui a pour fonction de les distinguer et de manifester leur *statut* social. Pour lui, ce type de consommation caractérise la *classe de loisir* qui cherche avant tout à se distinguer par la consommation de loisir nécessitant du temps libre, alors que les autres classes se caractérisent par la nécessité de travailler : « Pour s'attirer et conserver l'estime des hommes, il ne suf-

fit pas de posséder simplement richesse ou pouvoir. Il faut encore les mettre en évidence car c'est à l'évidence seule que va l'estime. En mettant sa richesse bien en vue, non seulement on fait sentir son importance aux autres, non seulement on aiguise et tient en éveil le sentiment qu'ils ont de cette importance, mais encore, chose à peine moins utile, on affermit et préserve toutes raisons d'être satisfait d'être soi ».

Constellation centrale

Selon Henri Mendras, on peut proposer une « vision cosmographique » de la *société* française, en la regardant « comme un ciel où les étoiles s'organisent en constellations diverses ». Il s'oppose en cela à une analyse en termes de *classes sociales*. Selon lui, la *stratification sociale* se fonde sur deux échelles principales, le revenu et le niveau scolaire qui délimitent un champ « sur lequel les CSP se distribuent selon un ordre qui n'est pas une hiérarchie unidimensionnelle ». La *structure sociale* prend alors l'allure d'une toupie, où les *groupes sociaux* s'organisent en « constellations » plus ou moins cristallisées, dont les deux principales sont la constellation centrale composée de *cadres*, d'ingénieurs et d'enseignants (25 % de l'ensemble dans les années 1980) et la *constellation populaire* rassemblant *ouvriers* et *employés* (50 % de l'ensemble). Autour de ces deux constellations, gravite la « galaxie des indépendants » (15 %), tandis que se positionnent aux extrémités inférieures et supérieures les pauvres (7 %) et l'*élite* (3 %).

→ *Cadres, Classes moyennes, Moyennisation, Cols blancs, Professions et catégories socioprofessionnelles, Professions intermédiaires, Stratification sociale.*

Constellation populaire

Dans le modèle « cosmographique » proposé par Henri Mendras, la constellation populaire rassemble les *ouvriers* et les *employés*, et regroupe 50 % de la population française dans les années 1980.

→ *Catégories populaires, Classe laborieuse, Cols bleus, Constellation centrale, Profession et catégorie socioprofessionnelle, Stratification sociale.*

Constitution

Loi fondamentale destinée à définir d'une part les conditions d'exercice de la *citoyenneté* et d'autre part les modalités de fonctionnement du *système politique* et notamment les modalités de répartition et de *séparation des pouvoirs* entre les différentes institutions, exécutives, législatives et judiciaires. La constitution peut-être coutumière, comme c'est encore le cas au Royaume-Uni, ou écrite comme c'est le cas dans la plupart des *États*. En France, c'est la Constitution de 1958, texte qui instaure la V^e^ République, qui est actuellement en vigueur.

→ *État de droit, Norme juridique, Système constitutionnel pluraliste.*

Construction sociale de la réalité

→ *Constructivisme social.*

Constructivisme

Sur le plan épistémologique, le constructivisme s'oppose au *positivisme*. Selon Jean-Louis Le Moigne, les *épistémologies* constructivistes remettent en cause l'idée de vérité objective, mettent l'accent sur l'*interaction* entre le *sujet* et l'*objet*, soulignent la dimension éthique de toute *connaissance*. Sur le plan de la psychologie cognitive, le constructivisme, illustré notamment par les travaux de Jean Piaget et de Lev Vygotski, insiste sur le fait que l'apprentissage résulte du comportement actif de l'apprenant qui interagit avec autrui (l'enseignant, les autres élèves) et avec le milieu social et naturel (activités expérimentales). Les *connaissan-*

ces sont donc le résultat d'un processus de construction par l'apprenant et non d'une simple transmission. Sur le plan politique, Friedrich Hayek oppose l'ordre spontané, résultant de la libre initiative individuelle et d'un processus non voulu d'essais et erreurs, à une posture constructiviste, qui prétend organiser consciemment, selon un projet préétabli, le *système social*. Sur le plan sociologique, selon Philippe Corcuff, le constructivisme considère que les réalités sociales sont « des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs ». Les sociologues qui s'inscrivent dans cette perspective constructiviste (Alfred Schütz, Erving Goffman, Pierre Bourdieu, etc.) diffèrent sur de nombreux points, mais ils ont en commun une volonté de dépasser certaines oppositions traditionnelles en *sciences sociales* : individuel/collectif, objectif/subjectif, idéel/matériel, etc.

→ *Connaissance (Théorie de la), Épistémologie, Épistémologie concordataire, Ethnométhodologie, Interactionnisme symbolique, Relationnisme méthodologique.*

Constructivisme social

Courant de pensée qui définit la réalité sociale comme le résultat d'une « construction » par les *acteurs sociaux*. Pour son fondateur, Alfred Schütz, les productions des chercheurs en *sciences sociales* sont des constructions au second degré, puisque fondées sur le stock des *connaissances* préalables (déjà construites) par les acteurs sociaux. Cette *théorie* a inspiré nombre d'ethnologues et de sociologues qui se réclament de l'*interactionnisme symbolique*. Pour Philippe Corcuff, ce courant est conduit à définir les réalités sociales comme des « constructions historiques et quotidiennes des acteurs » et se présente, du point de vue épistémologique, comme un moyen de dépasser l'opposition entre *objectivisme* et *subjectivisme*.

→ *Constructivisme, Définition de la situation, Descriptibilité, Ethnométhodes, Ethnométhodologie, Indexicalité, Interactionnisme symbolique, Membre, Phénoménologie, Réflexivité.*

Contingence structurelle

Courant théorique de la sociologie des *organisations*, constitué dans les années 1960, qui met en avant la dépendance des organisations par rapport à leur environnement. Pour ces auteurs (Thomas Burns et George Stalker, Paul Roger Lawrence et Jay William Lorsch), l'efficacité des structures organisationnelles dépend de leur capacité d'adaptation au contexte extérieur. Par exemple, face à un environnement stable, les *entreprises* développent plutôt un modèle d'organisation très hiérarchisé avec un pouvoir centralisé.

→ *Organisations (Sociologie des).*

Contradiction

Au sens général, désigne le fait de se contredire, d'affirmer des thèses ou des points de vue incompatibles. Pour Karl Marx, dans le prolongement des analyses de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, la contradiction est au cœur de la réalité (nature et histoire), car ce sont les contradictions et leur dépassement qui expliquent le mouvement (thèse, antithèse, synthèse). Cette approche, le *matérialisme dialectique*, est utilisée pour rendre compte de l'histoire : on parle alors de *matérialisme historique*. Dans ce cadre, ce sont les contradictions des divers *modes de production* (notamment la contradiction entre les *forces productives* et les *rapports de production*) qui expliquent leur disparition. Dans cette approche, les luttes sociales sont l'expression des contradictions inhérentes à chaque mode de production. La *lutte des classes* est donc la manifestation des intérêts

contradictoires des *classes sociales* en lutte. Beaucoup d'auteurs marxistes refusent d'utiliser le terme de « *conflit* » dans la mesure où il leur semble trop lié à une approche fonctionnaliste. Ils rejettent, pour leur part, l'idée d'*institutionnalisation des conflits* ou de *régulation* des conflits. Cependant, on considère aussi, dans une perspective marxiste, que les conflits sont l'expression des contradictions et que la théorie marxiste accorde une place centrale au conflit comme moteur du *changement social*.

→ *Changement social, Dialectique, Marxisme.*

Contrainte hiérocratique

Selon Max Weber, contrainte psychique qui pèse sur les *individus* du fait de la dispensation ou du refus, par les *religions*, des *biens de salut*.

→ *Église, Groupement hiérocratique, Secte.*

Contrainte sociale

Chez Émile Durkheim, ensemble de *normes* et de *valeurs* qui déterminent les comportements sociaux des *individus* et des *groupes sociaux*. L'idée de contrainte sociale est inhérente aux *faits sociaux* tels que les définit Émile Durkheim. La contrainte sociale résulte de l'intériorisation des normes et des valeurs par les individus au cours du processus de *socialisation*. Elle résulte aussi de diverses procédures de *contrôle social* qui récompensent les individus qui se conforment aux attentes de la *société* et sanctionne les autres.

→ *Acteur social, Agent, Configuration, Déterminisme social.*

Contrat

Accord par lequel les cocontractants souscrivent des engagements les uns à l'égard des autres. En droit, le contrat est un acte juridique qui repose sur le libre consentement des contractants considérés comme égaux.

Cependant, comme le souligne Émile Durkheim « tout n'est pas contractuel dans le contrat ». Pour la *sociologie*, le contrat est un *fait social* qui est encadré par des normes juridiques et des *normes sociales*. Par exemple, seuls les *individus* majeurs peuvent contracter librement et l'*âge* de la majorité est une décision politique. De même, la loi considère que les contrats dont l'objet est illicite sont nuls de plein droit (on ne peut pas vendre son enfant par exemple). Le recours au contrat renvoie aussi dans certains cas à des pratiques sociales. Par exemple, le recours au contrat de *mariage* est plus fréquent dans les catégories privilégiées que dans les *classes populaires*.

→ *Droit (Sociologie du).*

Contrat social

Les théories du contrat social essaient d'expliquer l'apparition de l'*ordre social* à partir de l'*individu*, et par là même de rendre compte de l'origine de l'*autorité* politique. Elles postulent l'existence initiale d'un « état de nature », où l'*organisation* sociale est absente, et les hommes fondamentalement égaux. L'institution contractuelle de la *société*, qui les en fait sortir, répondrait alors à un souci de recherche de la sécurité : il s'agit de pouvoir mieux se défendre, mieux se nourrir, etc. Face à ces avantages, les hommes acceptent d'abandonner une partie de leurs droits naturels, qui seront remplacés par des droits civils : l'autorité repose d'abord sur le consentement.

La notion de « contrat social » apparaît au XVII^e siècle et elle connaîtra des formes multiples jusqu'au XIX^e siècle. Avec

Grotius apparaît la distinction entre deux formes de contrat : le pacte d'association, qui fonde la société (c'est le contrat social au sens propre), et le pacte de soumission, qui constitue un contrat de gouvernement.

Pour Thomas Hobbes, il existe un pacte unique, par lequel les sujets acceptent d'obéir sans contrepartie; pour cette raison, il sera considéré comme le théoricien de l'absolutisme.

Pour John Locke, il n'y a pas de contrat de gouvernement : le contrat d'association s'accompagne d'un accord de « trust », qui fixe seulement le mode d'exercice du *pouvoir* : c'est l'origine du pouvoir législatif, qui permet l'existence d'un gouvernement démocratique.

Pour Jean-Jacques Rousseau, « l'ordre social est un droit sacré, qui sert de base à tous les autres. Cependant ce droit ne vient point de la nature; il est donc fondé sur des conventions. Il s'agit de savoir quelles sont ces conventions ». Il va donc chercher à « trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ». Pour cela, le contrat social doit être passé entre les individus et le corps social dans son ensemble, pour éviter tout risque de confiscation du pouvoir. Dès la fin du XIX[e] siècle, le développement des *sciences sociales*, en montrant qu'il n'existe pas d'« état de nature », conduira à limiter l'usage de cette notion au champ des débats philosophiques.

→ *Cohésion sociale, Lien social, République.*

Contre-culture

Sous-culture d'un groupe, en opposition avec certains des traits culturels dominants de la *société* à laquelle il appartient, et qui cherche à faire reconnaître ses propres *normes* et *valeurs*. Les hippies, les punks sont des exemples de contre-culture.

→ *Culture (Sociologie de la), Déviance.*

Contre-don

Chez Marcel Mauss, obligation de répondre au *don* en rendant au moins à l'équivalent.

→ *Fait social total, Kula, Potlatch.*

Contre-mobilité

Rend compte des changements professionnels qui se produisent au cours de la vie des *individus*. *Concept* proposé par Roger Girod, puis par Daniel Bertaux pour mettre en évidence le fait que, doté par son père d'un *statut* social qui, au début de sa *carrière* ne se traduit pas dans son statut professionnel, le fils verrait graduellement, au cours de son cycle de vie, se réduire la distance séparant ces deux statuts. Pour ces auteurs, une bonne partie de la *mobilité sociale intragénérationnelle* tend ainsi à rapprocher les individus de leur *groupe social* d'origine à partir d'autres catégories dans lesquelles ils ont passé un certain temps de leur vie. Cette combinaison de *mobilité professionnelle* intragénérationnelle et de stabilité sociale intergénérationnelle fait donc de la contre-mobilité « le signe d'un renforcement dans le milieu d'origine, donc du contraire d'un fait de mobilité sociale » (Roger Girod).

→ *Déclassement social, Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Contrôle social

Processus de *régulation* qui se produit à l'intérieur d'un groupe pour rendre les

comportements conformes à un ensemble de normes. Pour les fonctionnalistes (Talcott Parsons) le contrôle social a pour unique *fonction* la répression de la *déviance* et le maintien de l'*ordre social*. On peut considérer le contrôle social comme :

- extérieur aux individus : les *règles* sociales s'imposent à eux;
- interne aux individus : forme d'autocontrôle et d'adéquation volontaire aux *normes sociales*.

Jean Daniel Reynaud définit le contrôle social comme « cette part de l'activité de la société qui consiste à assurer le maintien des règles et à lutter contre la déviance, que ce soit par le moyen des appareils institutionnels ou par la pression diffuse qu'exerce la réprobation ou les sanctions spontanées qu'elle provoque ». Le contrôle social peut donc être formel ou informel.

→ *Adaptation, Conformité, Contrôle social formel, Contrôle social informel, Intégration, Régulation sociale, Socialisation.*

Contrôle social formel

Forme du *contrôle social* exercé par des *groupes sociaux* et des *institutions* spécifiques (police, justice...) afin d'assurer le maintien des *règles* et la *conformité* des comportements à la norme. Il se réalise par l'application de sanctions qui peuvent être juridiques (amende, peine de prison...), morales (blâme...), religieuses (excommunication...), etc.

→ *Contrôle social informel, Déviance, Normes sociales, Régulation sociale.*

Contrôle social informel

Forme du *contrôle social* exercé par les *individus* au cours de leurs *interactions* quotidiennes, et qui permet d'assurer le maintien des *règles* et la *conformité* des comportements à la norme. Il se réalise notamment au cours de la *socialisation* par des sanctions positives (un sourire pour approuver un signe de politesse) ou négatives (une remarque pour désapprouver un comportement impoli).

→ *Contrôle social formel, Déviance (Sociologie de la), Normes sociales, Régulation sociale.*

Conurbation

Agglomération urbaine de grande taille formée par la jonction de plusieurs villes géographiquement proches mais initialement séparées, qui se sont rejointes par le développement de leurs *banlieues*.

→ *Urbanisation.*

Convention

Pour Max Weber « coutume dont la validité est approuvée au sein d'un groupe humain et qui est garantie par la réprobation de tout écart » (*Économie et société*). Max Weber donne l'exemple de la façon de saluer, de s'habiller, de manger. Pour lui la convention est (avec le droit) un ordre légitime, c'est-à-dire un ordre dont les maximes sont dotées d'une validité normative.

Selon David Lewis (résumé par André Orléan), « une convention est une régularité R dans le comportement des membres d'une population P, placée dans une situation récurrente S, si les six conditions suivantes sont réunies :

- C1 Chacun se conforme à R;
- C2 Chacun croit que les autres se conforment à R;
- C3 Cette croyance que les autres se conforment à R donne à chacun une

bonne et décisive raison de se conformer lui-même à R;

- C4 Chacun préfère une conformité générale à R plutôt qu'une conformité légèrement moindre que générale;

- C5 R n'est pas la seule régularité possible satisfaisant les deux dernières conditions;

- C6 Les conditions précédentes C1 à C5 sont connaissance commune (*Common knowledge*) ».

De façon plus synthétique, Andrew Schotter donne la définition suivante : « régularité de comportement à laquelle tous les membres d'une collectivité adhèrent, et qui spécifie la conduite à suivre dans une certaine situation récurrente ».

Le *concept* de convention a été introduit dans les *sciences sociales* pour rendre compte des problèmes de *coordination*. En effet, la *rationalité* individuelle ne suffit pas à garantir que les comportements des *acteurs sociaux* seront compatibles entre eux. Thomas Schelling donne l'exemple classique de la conduite automobile : les automobilistes peuvent tous conduire à droite ou tous conduire à gauche et la situation est alors satisfaisante, mais en l'absence d'une convention, il est possible que certains conduisent à gauche et d'autres à droite ce qui est source de graves difficultés. Certes, les acteurs peuvent chercher à anticiper les choix des autres acteurs, mais rien ne garantit que les anticipations individuelles vont converger vers une situation optimale.

La rationalité individuelle ne suffit donc pas à assurer la coordination des actions, il faut que s'élabore, par un processus cognitif collectif, un ensemble de conventions qui permettent aux acteurs de se fonder sur un système d'attentes réciproques. Pour André Orléan, une convention est « une représentation collective intériorisée qui fonde les anticipations individuelles ».

→ *Institution, Sociologie pragmatique, Théorie des jeux.*

Convention collective

Résultat d'une *négociation collective* entre salariés et employeurs traitant de l'ensemble du droit du travail (contrat de travail, hygiène, congés, salaires, classification, licenciement...) et ayant pour objectif d'en améliorer certains aspects par rapport à la loi en vigueur (le Code du travail). La convention collective peut être conclue à un niveau géographique (national, régional, départemental) ou professionnel (interprofessionnel, branche, *entreprise*). Les pouvoirs publics peuvent décider de l'extension du champ d'application d'une convention collective. En France les conventions collectives ont été mises en place à partir de 1919.

→ *Conflits sociaux, Institutionnalisation des conflits, Paritarisme, Relations professionnelles, Représentation des salariés.*

Conventionnalisme

Conception épistémologique développée notamment par Henri Poincaré et Pierre Duhem selon laquelle les *axiomes* ou les propositions premières d'une *science* ne sont que des *conventions* dont il est impossible de dire si elles sont vraies ou fausses, mais qui sont plus ou moins « commodes » et qui permettent de construire des *théories* plus ou moins élégantes sur le plan formel. Le conventionnalisme s'oppose au *réalisme* épistémologique pour lequel les *théories* et leurs *hypothèses* de base doivent être jugées en fonction de leur conformité au réel.

→ *Épistémologie.*

Coopération

Mode de *coordination* des actions individuelles qui repose sur la participation

volontaire et l'implication des acteurs concernés. Ces derniers cherchent à agir ensemble pour atteindre un but commun relevant soit de leurs intérêts, soit des *valeurs* auxquels ils adhèrent. Les membres des « Restos du cœur » coopèrent pour mettre des repas à la disposition des bénéficiaires. Les membres d'une *entreprise* coopèrent pour assurer la meilleure performance possible (donc préserver l'emploi, éventuellement dégager des profits, etc.). Les *individus* qui coopèrent se coordonnent de diverses manières (souvent en articulant *démocratie* et hiérarchie : exemple des coopératives et des mutuelles). La coopération est souvent informelle (des étudiants qui coopèrent pour préparer des examens).
La coopération est une procédure possible de coordination, aux côtés de la hiérarchie et du *marché* (et souvent en s'articulant avec ces autres modes de coordination).
→ *Action collective, Lien social, Organisation.*

Coordination

Dans les *sciences sociales*, la coordination désigne les actions et les procédures qui visent à rendre cohérents ou au moins compatibles entre eux les comportements de divers *acteurs sociaux* (groupes ou individus). Dès lors que ces comportements ne sont pas spontanément compatibles, il faut qu'existent dans la *société* de telles procédures de coordination. Il existe trois modalités principales de coordination : la *coopération*, le *marché*, la hiérarchie.
→ *Bureaucratie, Organisation, Régulation.*

Corporation

Organisation regroupant les *individus* exerçant une même *profession* dont le but est la défense des intérêts de celle-ci. Elles ont été abolies en France par la loi Le Chapelier en 1791. Les régimes autoritaires (Vichy, fascisme...) ont cherché à mettre en place le retour des corporations, pour lier patrons et *ouvriers* dans la défense des intérêts de la *profession*. Pour Émile Durkheim, les corporations, comme compléments des *syndicats*, ont un rôle intégrateur; elles sont un moyen de prévenir le délitement du *lien social* et les dangers de l'*anomie*.
→ *Corporatisme, Division du travail.*

Corporatisme

Défense des intérêts exclusifs d'une *profession* par ses membres.
→ *Corporation, Syndicat.*

Corrélation

Variation concomitante de deux phénomènes. Il faut prendre garde à la confusion fréquente entre corrélation et *causalité*. Le fait que deux phénomènes soient corrélés n'implique pas que l'un soit cause de l'autre. Dans ce cas, une forte corrélation indique souvent que les deux caractères dépendent d'un troisième, qui n'a pas été mesuré. Ce troisième caractère est appelé « facteur de confusion ». Le prix du blé et la population des rongeurs sont négativement corrélés car les deux dépendent du niveau de la récolte de blé. Lorsque la récolte est abondante, le prix du blé baisse et le nombre de rongeurs augmente. Il arrive qu'une forte corrélation traduise bien une vraie causalité, comme entre le nombre de cigarettes fumées par jour et l'apparition d'un cancer du poumon. Mais ce n'est pas la statistique qui démontre la causalité, elle permet seulement de la détecter. L'influence de la consommation de tabac sur l'apparition d'un cancer n'est scientifiquement démontrée que dans la mesure où on a pu analyser les mécanismes physiologiques et biochimiques qui font que les goudrons et la nicotine induisent des erreurs dans la reproduction du code génétique des cellules.
→ *Analyse de régression, Coefficient de corrélation, Droite de régression, Méthode des moindres carrés, Méthode des varia-*

tions concomitantes, Méthodologie sociologique, Régression linéaire.

Cosmopolitisme

À l'origine, le terme désigne le brassage culturel propre aux cités grecques de l'Antiquité. À l'époque des Lumières, il est considéré comme une des marques du progrès des *civilisations*, dans lesquelles les *élites* se considèrent comme des « citoyens du monde » (c'est le sens étymologique) partageant des *valeurs* qui transcendent les frontières nationales, et réduisant donc le risque d'affrontements nationalistes. Aujourd'hui, le sociologue Ulrich Beck considère qu'il n'est plus une idée, mais un fait : « Le cosmopolitisme survient au cœur de notre vie. Notre vie quotidienne, notre travail, nos rapports amoureux deviennent cosmopolitiques au sens où ils sont le mélange de différentes cultures ». En ce sens, il est le résultat culturel de la globalisation, et il traduit un affaiblissement de *l'État nation*. Il peut susciter des réactions de rejet, qui s'expriment par exemple dans les formes modernes du *communautarisme*, et qui conduisent à leur tour à une revalorisation du cosmopolitisme chez les élites culturelles. Dans les *sociétés* confrontées à la diversité ethnique, il pourrait contribuer au dépassement du *multiculturalisme* : « Son utilisation permet de décrire positivement l'évolution de la société française vers un mélange des populations présentes sur son sol. Mais le champ sémantique du mot dépasse le seul cadre de l'*immigration* : il représente en quelque sorte un vœu pieux, une manière d'envisager les flux de population à l'aune de la mondialisation de l'économie. Dans ce contexte, cosmopolitisme et mondialisation sont étroitement liés » (Yvan Gastaut).

→ *Ethnie, Ethnicisation, Individualisation, Modernité, Relativisme culturel, Société du risque.*

Couches sociales

Selon Paul Bouffartigue, « agrégats ou collections d'individus réunis tout simplement parce qu'ils possèdent en commun un certain nombre d'attributs sociaux ».

Dans une perspective wébérienne, une couche sociale est ainsi un groupe d'*individus* partageant des caractéristiques communes (une même position dans l'ordre de la richesse, du *pouvoir* ou du *prestige social*) sans pour autant constituer des *groupes sociaux* réels.

La *hiérarchie sociale* se présente alors comme une échelle continue de positions donnant naissance à des couches ou à des strates sociales entre lesquelles n'existent que des différences de degré (quantitatives) mais aucune différence de nature (qualitative). Selon Paul Bouffartigue, ces couches sociales n'ont d'existence que parce que « le sociologue, l'économiste, le statisticien les distinguent, plus ou moins arbitrairement, de celles qui se trouvent immédiatement au-dessous ou au-dessus d'elles, en introduisant des discontinuités (des limites) théoriques dans le continuum des positions sociales ». Les membres d'une même couche sociale ne possèdent donc pas de conscience d'appartenance commune.

→ *Catégorie sociale, Stratification sociale.*

Couple

Terme venant du latin *Copula*, lien, liaison. Le couple est une union maritale de droit ou de fait. Les couples cohabitants en France peuvent ainsi renvoyer à trois situations différentes, qui relèvent, à des degrés divers, du *contrat* et de l'*institution* :

- le *mariage*;
- le *PACS*;
- le *concubinage* (ou *union libre*), situation de fait.

La *sociologie* a longtemps décrit la *famille nucléaire* comme l'unité de base d'une *société*, le couple étant dans cette logique au

service d'une fin procréatrice. Ce n'est que très récemment que la sociologie valorise l'étude du couple lui-même, avec notamment les travaux de Jean Claude Kaufman ou François De Singly.

Selon François de Singly, les motifs de « mise en couple » évoluent et avec notamment la fin des mariages « arrangés » et l'accès à l'autonomie financière des femmes, « l'amour est devenu le ciment unique du couple ». Le rapport distant au mariage, la réappropriation moderne du concubinage, la critique du partage des tâches entre conjoints et de l'autorité du mari font alors partie des conséquences de l'amour : « cette logique affective qui s'est insinuée au sein du cercle domestique a imposé également une progressive dévalorisation des rôles et de l'institution ». De la même façon, Jean Baechler explique ces évolutions du couple par l'avènement d'une *modernité* marquée par le triomphe de l'*individualisme* : « Il suffit que l'individu reçoive licence de rechercher dans la formation d'un couple des satisfactions personnelles d'ordre affectif, à l'exclusion de toute considération étrangère à ses intérêts propres, pour retrouver les traits retenus ».

Du fait de cette *désinstitutionalisation* progressive du couple on assiste également à la montée de nouvelles formes de vie en couple, sans cohabitation. Il s'agit de couples non mariés, sans enfants, qui n'habitent plus chez leurs parents, résident dans la même ville, expérimentent leur première relation à long terme, mais choisissent dans un premier temps de vivre dans des domiciles séparés. Ils n'ont donc pas de résidence commune, à la différence par exemple de couples mariés, séparés temporairement pour des raisons professionnelles et qui ne sont alors pas considérés comme des couples non-cohabitants.

→ *Cohabitation hors mariage, Divorce, Famille, Hétérogamie sociale, Homogamie sociale, Script (Théorie du).*

Coupure épistémologique

Concept élaboré par Gaston Bachelard qui met l'accent sur la différence de nature entre la *connaissance* non scientifique et la connaissance scientifique. La coupure intervient à deux niveaux :

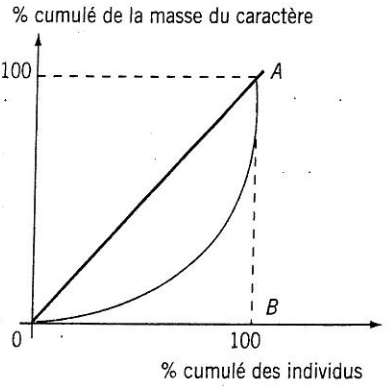
- dans l'histoire de chaque *science* elle marque le passage entre des conceptions pré-scientifiques et des conceptions scientifiques (les œuvres de Galilée et de Newton marquent ainsi une coupure épistémologique en astronomie et en physique) ;
- dans la vie sociale, elle marque l'opposition entre connaissance ordinaire et connaissance savante. La connaissance scientifique s'oppose à l'*opinion*, à la *doxa*, au *sens commun*.

La majorité des sociologues contemporains considèrent que la rupture avec la connaissance ordinaire constitue un préalable de la démarche sociologique. On parle parfois de rupture épistémologique.

→ *Connaissance (Théorie de la), Épistémologie, Épistémologie concordataire, Ethnométhodologie, Vigilance épistémologique.*

Courbe de Lorenz

Courbe représentative de la *concentration* d'une série statistique. Elle a été développée par Max Lorenz.



Plus la courbe est éloignée de la bissectrice (diagonale OA), plus la distribution est concentrée.
Cette courbe est souvent utilisée pour mesurer les inégalités de revenus. En France en 2008, 80 % des ménages se partageaient 60 % des revenus disponibles.
→ *Indice de Gini, Méthodologie statistique, Statistique descriptive.*

Coutume

Ensemble des *pratiques culturelles* transmises par la *tradition*.
→ *Rite.*

Crime

Atteinte grave à la loi. Au plan juridique le crime représente l'infraction la plus grave après les contraventions et les délits et il relève de la cour d'assises.
Pour Émile Durkheim, le crime est un *fait social normal* et utile au maintien de la *cohésion sociale* : « Le crime est donc nécessaire; il est lié aux conditions fondamentales de toute vie sociale, mais, par cela même, il est utile; car ces conditions dont il est solidaire sont elles-mêmes indispensables à l'évolution normale de la morale et du droit ».
→ *Délinquance, Droit (Sociologie du), Morale (Sociologie de la).*

Crise du lien social

Désigne l'affaiblissement du *lien social* dans ses différentes dimensions, communautaire, politique et marchand. La crise du lien social serait le résultat de la montée de l'*individualisme* dans les *sociétés* modernes où progressent des relations plus impersonnelles (*salariat, protection sociale...*). L'abstentionnisme, la baisse du nombre de *mariages* ou la montée du chômage sont des indicateurs utilisés pour affirmer cette crise du lien social. Cependant, les sociologues montrent que cette crise est plutôt une mutation de ce lien face aux changements économiques et sociaux. Par exemple, le lien conjugal est certes plus fragile (car plus électif) mais il ne marque pas l'affaiblissement du lien familial (montée du nombre des *familles recomposées* ou des naissances hors mariage). De même, la participation politique est plus volatile mais cela ne correspond pas à une baisse de l'intérêt porté à la *politique*.
→ *Désaffiliation sociale, Disqualification sociale, Individualisme abstrait, Individualisme concret, Instances d'intégration, Lien communautaire, Lien marchand, Lien politique, Militantisme, Participation électorale, Solidarité mécanique, Solidarité organique.*

Crise du syndicalisme

Désigne le fait que, depuis le début des années 1980, la syndicalisation ne cesse de diminuer en France. Outre, la baisse du *taux de syndicalisation*, les indicateurs généralement retenus pour évoquer une crise du syndicalisme concernent la diminution du nombre de journées de *grève*, la sous-représentation des salariés du privé, des femmes et des jeunes dans les organisations syndicales, l'abstention dans les élections professionnelles.
Ce mouvement de désyndicalisation s'explique en partie par les transformations du système productif : la tertiarisation de l'économie, le démantèlement de grands sites industriels, la sous-traitance et la montée du *travail* précaire (contrats à durée indéterminée, intérim) réduisent la cohésion ouvrière qui faisait la force du mouvement syndical. Par ailleurs, la hausse du chômage est également un facteur de baisse d'audience des *syndicats*, dans la mesure où de nombreux salariés craignent de s'impliquer dans la défense des intérêts collectifs par peur de voir leur emploi menacé par la répression antisyndicale.

D'une manière plus générale, on peut également évoquer un désintérêt croissant pour l'*organisation* collective et la *participation politique*.

Enfin, certains reprochent aux syndicats leur structure trop centralisée. Dominique Labbé et Maurice Croisat montrent à partir d'une enquête auprès d'anciens syndiqués de la CFDT que, jusqu'à la fin des années 1970, les militants tissaient un réseau informel et créaient sur le lieu de travail une ambiance propice à la syndicalisation. Or, à partir des années 1980, aucune nouvelle génération militante n'est venue relayer ces syndicalistes lorsqu'ils ont abandonné leur action. Du fait de l'*institutionnalisation* croissante des syndicats, les militants ont déserté les bureaux et les usines, notamment pour siéger dans de nombreuses instances (comité d'*entreprise*, comités économiques et sociaux régionaux). Faute d'une base militante, le « syndicalisme d'électeurs » semble à son tour condamné.

→ *Accord collectif, Cavalier seul, Convention collective, Institutionnalisation des conflits, Militantisme, Mouvement ouvrier, Mouvement social, Paradoxe de l'action collective.*

Croyance

Pour Émile Durkheim, les croyances sont, avec les *rites*, au cœur du phénomène religieux. Ce sont pour lui des représentations, des états de l'opinion. Les croyances religieuses, au-delà de leur diversité, ont pour trait commun d'opérer une séparation entre le *sacré* et le *profane*. Selon Émile Durkheim, les croyances religieuses sont « des représentations qui expriment la nature des choses sacrées, les vertus et les pouvoirs qui leur sont attribués, leur histoire, leurs rapports les unes avec les autres et avec les choses profanes ». Depuis Platon, on oppose les croyances (associées à l'opinion et à la *doxa*) aux *connaissances* vraies, mais la distinction entre « croyances » et « connaissances » n'est pas aussi nette : il existe des croyances astrologiques, mais aussi des croyances issues de la vulgarisation scientifique (« l'homme descend du singe »). À la suite de Gérald Bronner, on peut définir les croyances par quatre caractéristiques :

- les croyances sont des énoncés qui ont un contenu intentionnel (cette intentionnalité permet de les distinguer des représentations);
- les croyances ont un pouvoir d'influence et elles peuvent notamment pousser un individu à prendre des décisions;
- les croyances ne sont pas isolées, elles n'ont un contenu qu'à travers leurs relations avec d'autres croyances;
- les croyances ne sont pas en permanence présentes à l'esprit des *individus*, mais elles peuvent être mobilisées si le *sujet* le souhaite.

→ *Croyances collectives, Idéologie, Religion, Représentations collectives, Représentations sociales, Rumeur.*

Croyances collectives

Selon Emile Durkheim, les croyances collectives traduisent « la façon dont le groupe se pense dans ses rapports avec les objets qui l'affectent ». Elles relèvent de la *conscience collective*, et sont donc des *faits sociaux*. Elles sont la traduction d'un certain type de relations sociales à l'intérieur d'un groupe donné, mais elles sont aussi, pour une part, le résultat de la *contrainte sociale* : partager une croyance collective est un puissant facteur d'*intégration sociale*. Pour Marcel Mauss, ce sont des « états d'âme collectifs », des « forces collectives », qui supposent « l'adhésion de tout

l'homme à une idée ». Elles impliquent donc une « volonté de croire », et de ce fait, elles ne peuvent être affectées par des preuves contraires : « l'expérience contraire n'ébranle pas la croyance ». Pour Robert King Merton, « les croyances collectives engendrent leur propre réalisation », car les *individus* ont tendance à les considérer comme « les fruits certains de leur propre expérience ». Raymond Boudon affirme qu'il s'agit d'une question fondamentale de la *sociologie*, car elle renvoie d'une part au problème de la relation entre l'individuel et le collectif et d'autre part à celui du fondement des *valeurs* et de la *rationalité axiologique* : les individus peuvent avoir de « bonnes raisons » pour partager une croyance, même fausse.

→ *Idéologie, Prédiction créatrice, Sociologie cognitive, Théorème de Thomas.*

Cultural Studies

Courant théorique né dans les années 1960 en Angleterre avec Richard Hoggart, Edward Thompson, Stuart Hall, dont l'intention est de faire des *cultures populaires* un objet digne de recherche. Initialement, la méthode est celle d'une *ethnographie* compréhensive des *classes populaires*. *La culture du pauvre* de Richard Hoggart est considéré comme l'ouvrage fondateur. Dans celui-ci, il montre que les produits culturels destinés à un large public n'ont qu'une influence limitée sur les classes populaires. Dans les années 1980, des chercheurs (Ien Ang, Janis Radway) étendent l'analyse à de nouveaux objets (réception des médias, *sociabilité* du quotidien) et remettent en cause le rôle central des *classes sociales* dans l'explication des *pratiques culturelles*, au profit des caractéristiques de *genre*, d'*âge*, d'*ethnie*.

→ *Culture, Culture (Sociologie de la), Culture populaire, Misérabilisme, Populisme, Réception (Sociologie de la).*

Culturalisme

Courant théorique issu de l'*anthropologie* américaine des années 1930, qui étudie les *cultures* comme ensembles cohérents et propres à chaque *société*. Pour les auteurs de ce courant (Ruth Benedict, Margaret Mead, Abram Kardiner, Ralph Linton), la personnalité des *individus* est fortement influencée par la culture.

→ *Pattern, Personnalité de base, Socialisation.*

Culture

Au sens courant, connaissance d'un ensemble d'œuvres et de pratiques culturelles « savantes ». Au sens anthropologique, d'après Edward Burnett Tylor, « culture ou civilisation, pris dans son sens ethnologique le plus étendu, est ce tout complexe qui comprend la connaissance, les croyances, l'art, la morale, les lois, les coutumes et les autres capacités ou habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société ». Dans ce sens, la culture (l'acquis, l'appris) s'oppose à l'état de nature (l'inné, le spontané). Claude Lévi-Strauss montre qu'il existe des « invariants structuraux » que l'on retrouve dans toutes les *sociétés* et qui définissent le point de passage de la nature à la culture. Par exemple, la *prohibition de l'inceste* existe dans toutes les cultures sous des formes différentes.

Le *concept* de culture peut alors être envisagé selon deux perspectives :

- dans la première, la culture est considérée comme un héritage, un patrimoine qui se transmet;
- dans la deuxième, la culture est une construction, dépendante de la *hiérarchie sociale*, qui se renouvelle au contact des autres cultures, et qui permet de

garder les frontières d'une collectivité particulière.
Selon Maurice Godelier le mot culture, désigne « l'ensemble des représentations et des principes qui organisent consciemment les différents domaines de la vie sociale, ainsi que les valeurs attachées à ces manières d'agir et de penser ».
→ *Acculturation, Art (Sociologie de l'), Civilisation, Contre-culture, Culture (Sociologie de la), Culturalisme, Culture de masse, Culture dominante, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime, Culture ouvrière, Culture populaire, Fonctionnalisme, Pratiques culturelles, Relativisme culturel, Structuralisme, Sous-culture.*

Culture (Sociologie de la)

Ensemble des études anthropologiques et sociologiques ayant pour objet la *culture*, les *biens culturels* et les *pratiques culturelles*. La grande variété des questions traitées par la *sociologie* de la culture résulte essentiellement des différentes conceptions de la culture :

- les premières analyses opposent les termes de culture et de *civilisation*. La tradition allemande met en avant les différences et les spécificités culturelles des *nations*, elle est à l'origine de la conception particulariste de la culture. La tradition française (avec le terme de civilisation) met en avant le développement de l'esprit de l'homme, la recherche des invariants (les aspects communs à toute culture humaine), elle est à l'origine de la conception universaliste de la culture. Cette distinction entre culture et civilisation est aujourd'hui tombée en désuétude;

- l'*anthropologie culturelle* fait reposer ses études sur une acception large de ce que peut être la culture; la définition la plus célèbre est celle de Edward Burnett Tylor en 1871 : « Culture ou civilisation, pris dans son sens ethnologique le plus étendu, est ce tout complexe qui comprend la connaissance, les croyances, l'art, la morale, les lois, les coutumes et les autres capacités ou habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société ». Cette définition est reprise par le *diffusionnisme* (Franz Boas), le *culturalisme* (Ruth Benedict, Margaret Mead, Abram Kardiner, Ralph Linton), le *fonctionnalisme* (Bronislaw Malinovski) et le *structuralisme* (Claude Lévi-Strauss) dans le but de construire une *théorie* universelle de la culture.

La sociologie de la culture entendue comme discipline autonome par rapport à l'*anthropologie* est plus récente. Ses objets d'étude sont les pratiques culturelles, les *publics*, les *biens culturels* :

- Pierre Bourdieu montre dans *La Distinction* (1979) que les pratiques culturelles sont liées aux positions sociales des individus et sont un moyen de former des frontières symboliques entre les *groupes sociaux*. Par exemple, aller à l'opéra est une pratique légitime de la *classe dominante*. À partir des années 1960, les *cultural studies* constituent les pratiques culturelles des classes populaires comme objets de recherche. Ces théories de la légitimité culturelle et des *cultures populaires* ont été vivement critiquées par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, car elles conduisent selon eux au *misérabilisme* ou au *populisme*. Bernard Lahire, dans des travaux récents (*La culture des individus*, 2004), montre qu'il existe pour tout *individu* une pluralité des espaces de *socialisation*, parfois hétérogènes, qui favorisent une grande diversité de goûts et des habitudes culturelles pouvant aller jusqu'à la *dissonance culturelle*;

- la sociologie de la culture analyse aussi les groupes d'individus formés lors de la réception ou de la consommation d'un bien

culturel : c'est l'objet de la *sociologie des publics*, qui dépasse le champ de la culture pour s'intéresser aussi aux publics des manifestations sportives, des rencontres politiques, etc.;

- la sociologie des œuvres s'est d'abord constituée autour des arts et de la littérature. Pierre Francastel dans les années 1950 inaugure une sociologie historique de l'art, comme révélatrice de la culture qu'il contribue à construire. Par exemple, l'étude des œuvres de la Renaissance, marquées par la perspective, est mise en relation avec l'évolution de la société et sa capacité à intégrer ce rapport à l'espace. Le champ littéraire s'est institutionnalisé avec les études de Robert Escarpit dans les années 1960 et la création de l'Institut de littérature et de techniques artistiques de masse. Il s'agit d'analyser à l'aide de *méthodes quantitatives* les liens entre production, distribution et consommation des livres. Pierre Bourdieu dans les années 1990 va contribuer au développement de la *sociologie de l'art* et de la littérature à travers le concept de *champ*. Il montre comment la distribution des *capitaux* des *agents* présents dans le champ littéraire à un moment donné, ainsi que leurs relations avec les agents des autres champs vont déterminer la position sociale des agents et leur place sur le marché des biens symboliques.

→ *Arbitraire culturel, Contre-culture, Culture d'entreprise, Culture de classe, Culture de masse, Culture déviante, Culture dominante, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime, Culture ouvrière, Culture populaire, Culture professionnelle, Démocratie culturelle, Démocratisation culturelle, Habitus, Politique culturelle, Relativisme culturel, Sous-culture.*

Culture civique

Ensemble des comportements et des *valeurs* des *individus* et des *groupes sociaux* qui manifestent leur attachement au système politique dans lequel ils vivent. La culture civique dans les systèmes démocratiques favorise la *participation politique* et l'implication des *citoyens* dans le fonctionnement des *institutions*. Ce concept a donc une certaine portée normative puisqu'il conduit à distinguer les systèmes politiques en fonction du degré de culture civique de la population.

La culture civique est synonyme de *culture politique* dans les écrits anglo-saxons.

→ *Citoyenneté, Civisme, Comportement électoral, Comportements politiques, Démocratie délibérative, Démocratie directe, Démocratie participative, Démocratie représentative, Démocratie semi-directe, Droit d'initiative populaire, Droit de veto populaire, Droits civiques, Participation conventionnelle, Socialisation politique.*

Culture d'entreprise

Ensemble de *valeurs*, de pratiques et de *coutumes*, propres à une *entreprise*. Elles sont plus ou moins partagées par ses membres et ne sont pas incompatibles avec l'existence de *conflits*. Ce *concept* a connu un fort développement dans les années 1980 à travers les analyses managériales, soucieuses de l'efficacité des *organisations*. Pour Renaud Sainsaulieu et Denis Segrestin l'entreprise est productrice de *sociabilité*, d'*identités* et de valeurs qui lui sont propres. La culture d'entreprise se construit par la confrontation des identités individuelles au *travail*, par la construction d'une *mémoire collective* à travers l'expérience et l'apprentissage, ainsi que par les contacts avec l'extérieur.

→ *Culture professionnelle, Entrepreneur.*

Culture de classe

Ensemble des traits et des *pratiques culturelles* caractéristiques d'une *classe sociale*. Il

s'agit donc d'une *sous-culture* au sein de la *société* globale. On parle par exemple de *culture ouvrière*, de culture bourgeoise en tant que *culture dominante*.

→ *Contre culture, Cultural Studies, Culture, Culture dominée, Culture légitime, Culture illégitime, Stratification sociale.*

Culture de masse

Terme utilisé dans les années 1960 pour mettre en évidence la montée de la *consommation* de biens et services culturels, fabriqués en appliquant les méthodes de la production industrielle en grande série, grâce à leur diffusion par les *mass media*.

→ *Consommation de masse, Culture (Sociologie de la), Masse, Médias, Réception (Sociologie de la), Société de masse.*

Culture déviante

Sous-culture d'un groupe d'*individus* déviants. Howard Becker a étudié l'exemple des fumeurs de marijuana. Pour lui, la *déviance* implique une *socialisation* particulière « les individus apprennent à participer à une sous-culture organisée autour d'une activité déviante particulière ».

→ *Carrière déviante.*

Culture dominante

Culture du groupe situé en haut de la *hiérarchie sociale*. Par exemple, pour les auteurs marxistes, dans les sociétés capitalistes, la culture et l'*idéologie* bourgeoises dominent.

→ *Classe dominante, Culture de classe, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime.*

Culture dominée

Culture du groupe situé au bas de la *hiérarchie sociale*. Par exemple, durant la colonisation, la culture des populations colonisées est une culture dominée.

→ *Acculturation, Cultural Studies, Culture illégitime, Culture légitime, Culture ouvrière, Culture populaire, Sous-culture.*

Culture du pauvre

Sous culture spécifique des individus ou des groupes qualifiés de pauvres. Ce *concept* trouve son origine dans l'ouvrage de Richard Hoggart, publié en 1957, *The uses of literacy : aspect of working class life* qui a été traduit par *La culture du pauvre* en 1970. Cette *ethnographie*, au fondement des *cultural studies*, montre la résistance des *cultures populaires* anglaises à la *culture de masse*. Les produits culturels diffusés en masse (littérature de séries par exemple) sont réceptionnés de manière critique et non passive par les *classes populaires*. La culture du pauvre serait une *contre culture* avec ses propres *pratiques culturelles* (le pub, les comics). De la même manière, mais dans une conception plus anthropologique de la définition de culture, Oscar Lewis en 1961 dans *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, montre l'existence et les traits caractéristiques de la *culture* des pauvres : « En appliquant ce concept de culture à l'étude des milieux pauvres, je voudrais attirer l'attention sur le fait que dans les nations modernes, la pauvreté est non seulement un état de privation économique, de désorganisation ou d'absence de quelque chose, mais qu'elle présente également un côté positif dans la mesure où elle est douée d'une structure, d'un système de rationalisation et d'autodéfense sans lesquels les pauvres ne pourraient guère survivre ».

→ *Acculturation, Culture (Sociologie de la), Culture dominée, Culture illégitime, Misérabilisme, Pauvreté, Populisme, Réception (Sociologie de la).*

Culture illégitime

Chez Pierre Bourdieu, ensemble des *pratiques culturelles* qui se distinguent de la *culture légitime*. Dans les sociétés contemporaines, la *culture populaire* est souvent considérée comme illégitime.

→ *Arbitraire culturel, Culture dominante, Culture dominée, Habitus, Violence symbolique.*

Culture légitime

Chez Pierre Bourdieu, ensemble de productions culturelles socialement valorisées par la *classe dominante*, qui exerce une *violence symbolique* pour légitimer sa *domination*. Dans les sociétés contemporaines, la culture bourgeoise est la culture légitime.

→ *Arbitraire culturel, Art (Sociologie de l'), Capital culturel, Culture illégitime, Habitus.*

Culture ouvrière

Elle comporte deux dimensions : les rapports que la *classe ouvrière* entretient avec la *culture* globale, mais aussi ses caractéristiques culturelles spécifiques. La spécificité culturelle et le sentiment d'appartenance à une communauté de vie sont ici liés à la place occupée dans les *rapports de production*. Olivier Schwarz a montré la spécificité de la culture ouvrière : valorisation du *travail* (même pendant les temps de *loisirs*), de la *solidarité*, importance accordée à la *famille*, attachement à une division sexuelle des tâches, à la dignité.

→ *Conscience de classe, Contre-culture, Cultural Studies, Culture de classe, Culture dominante, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime, Culture populaire, Mouvement ouvrier, Sous-culture.*

Culture politique

Ensemble des représentations, des connaissances, des *valeurs* et des *normes* qui caractérise les membres d'une *société* et oriente leurs comportements, leurs attitudes et leurs sentiments par rapport au *politique* et à la politique. Il existe des cultures politiques nationales (états-unienne, italienne, suédoise...) qui sont le produit de l'histoire et des *institutions*. Cependant les cultures politiques nationales ne sont pas uniformes et il existe des *sous-cultures* politiques, par exemple la sous-culture ouvrière. Au niveau individuel, la culture politique est issue de la *socialisation politique* qui engendre de fortes inégalités de politisation. Pour Gabriel Almond et Sydney Verba (*The Civic Culture. Political attitudes and democracy in five nations*, 1963) la culture politique est un synonyme de *culture civique* et remplit des fonctions (cognitives, émotionnelles et rationnelles). Ils distinguent trois modèles de culture politique dans lesquels les individus prennent plus ou moins part aux affaires publiques : la culture politique paroissiale (centrée sur les intérêts locaux), la culture politique de sujétion (passivité des individus), la culture politique de participation.

→ *Cens caché, Comportement électoral, Comportements politiques, Fonctionnalisme, Lien politique, Participation politique.*

Culture populaire

Désigne l'ensemble des rapports que les *catégories populaires* entretiennent avec la *culture* globale mais aussi les productions culturelles qui les caractérisent. La culture populaire peut être analysée comme une *culture dominée*, ou bien au contraire comme un ensemble de *valeurs* et de pratiques autonomes, entrant plus ou moins en résistance avec la *culture dominante* (études de Michel de Certeau sur la *culture* du quotidien, de Richard Hoggart sur la *culture du pauvre*).

→ *Catégories populaires, Cultural Studies, Culture dominante, Culture dominée, Culture illégitime, Culture légitime, Culture ouvrière, Misérabilisme, Populisme, Sous-culture.*

Culture professionnelle

Ensemble de *valeurs*, pratiques et *coutumes* propres, soit à des groupes de métiers, soit à des communautés de *travail* restreintes. Dans ce dernier cas (ateliers, bureaux), ce sont des microcultures ou des *sous-cultures* de la *culture d'entreprise*. Les cultures de métiers peuvent concerner des *individus* salariés dans diverses *entreprises* (cas des dockers ou des correcteurs de la presse parisienne).

→ *Culture, Profession.*

Culture scolaire

Ensemble de savoirs hiérarchisés et valorisés par le *système scolaire*, qui constitue la référence globale (et souvent implicite) des évaluations des élèves, mais aussi des adultes : la *culture* scolaire peut être un critère de sélection dans la vie professionnelle. Selon André Chervel, elle résulte d'un processus historique de construction, et sa forme n'est jamais totalement stabilisée. Pour François Dubet, la culture scolaire en tant que « culture commune » est aujourd'hui à reconstruire. La *sociologie* du *curriculum* considère qu'elle est le produit des rapports de force dans la *société*, elle constitue donc un enjeu social. Pour Pierre Bourdieu, elle résulte d'un *arbitraire culturel*, qui conduit à adopter comme normes culturelles le système de préférence des *classes sociales* les plus favorisées.

→ *Éducation (Sociologie de l'), Forme scolaire, Habitus, Inégalité des chances.*

Curriculum (Sociologie du)

Le *concept* de curriculum désigne au sens strict l'organisation des matières scolaires qui définit le cursus que doit suivre un élève.

Les sociologues de la « Nouvelle sociologie de l'éducation » (Basil Bernstein, Michael Young) ont donné à ce terme un sens plus large. Le *curriculum* se présente alors comme un ensemble organisé et hiérarchisé de contenus, de tâches et de procédures. Il résulte d'une transformation des savoirs en disciplines scolaires, et exprime des choix sociaux.

Pour de nombreux chercheurs, il existe sous trois formes : *curriculum formel, curriculum réel, curriculum caché.* Ce sont souvent les écarts entre ces trois formes qui sont à l'origine des difficultés rencontrées par les acteurs scolaires.

→ *Culture scolaire, Éducation (Sociologie de l'), Inégalité des chances.*

Curriculum caché

Ensemble des savoirs non scolaires (*représentations sociales*, postures idéologiques), qui est transmis à travers l'organisation scolaire et au cours de l'*interaction* pédagogique. Le *curriculum* caché se caractérise par des procédures d'euphémisation des rapports de force. Ces savoirs ont une légitimité sociale, mais pas de légitimité scientifique, et leur transmission n'est pas toujours volontaire.

→ *Curriculum (Sociologie du).*

Curriculum formel

Forme explicite et institutionnalisée du *curriculum*, il contient l'ensemble des prescriptions normatives sur l'organisation scolaire, les contenus, les procédures d'évaluation, etc.

→ *Curriculum (Sociologie du), Curriculum caché, Curriculum réel.*

Curriculum réel

Désigne le *curriculum* tel qu'il est mis en œuvre par les acteurs scolaires (au premier rang desquels les enseignants). Il est donc constitué par un ensemble de pratiques.

→ *Curriculum (Sociologie du), Curriculum caché, Curriculum formel, Expérience scolaire.*

D

Darwinisme social

Doctrine développée notamment par Francis Galton qui considère que le processus de sélection naturelle mis en évidence par Charles Darwin dans l'évolution des espèces s'applique au sein des *sociétés*. Cette doctrine conduit à considérer que les *individus* économiquement ou politiquement dominants sont ceux qui présentent les qualités les plus éminentes; ils ont de ce fait été sélectionnés par la compétition entre les différents acteurs et *groupes sociaux* pour occuper des positions dirigeantes. Le darwinisme social relève donc d'une approche innéiste des positions sociales et des aptitudes intellectuelles (*idéologie* du don).

→ *Classe dirigeante, Dispersion, Élite, Sociobiologie, Stratification sociale.*

Décentralisation

→ *État décentralisé.*

Décile

Neuf déciles partagent une population statistique quelconque en dix sous-ensembles d'effectif égal (la population statistique est classée par ordre croissant de la variable étudiée). Le cinquième décile est la *médiane*. Par exemple, lorsqu'on observe la distribution des *ménages* selon le niveau de *salaire*, le premier décile est le salaire tel que 10 % des salariés ont un salaire inférieur ou égal et 90 % un salaire supérieur ou égal.

→ *Quartile, Rapport interdécile.*

Décisionnisme

Conception selon laquelle les *normes* et les *valeurs* qui fondent les choix éthiques et politiques renvoient en dernière analyse à des choix axiologiques qui sont fondamentalement irrationnels. Cette conception est défendue notamment par Max Weber à travers la métaphore de la *Guerre des dieux*; elle s'oppose à la thèse de la *rationalité des valeurs* et à l'*éthique de la discussion*.

→ *Rationalité, Relativisme.*

Déclassement social

D'une manière générale, pour Henri Eckert le déclassement « désigne l'incapacité de groupes sociaux à maintenir dans l'espace social les positions qu'ils avaient acquises et les avantages qu'elles comportent. Au plan individuel, cette incapacité se traduit par l'impossibilité pour les enfants de maintenir, au moment de leur entrée dans la vie active, les positions acquises par les familles dont ils sont issus. Le déclassement social se juge donc bien par la comparaison des positions sociales de groupes ou d'individus à deux moments de leur histoire, soit en référence à la position antérieure du groupe, soit par rapport aux positions sociales dont les individus comptaient hériter ».

Selon le Centre d'analyse stratégique (CAS) on peut retenir une définition double du déclassement social :

- il peut s'agir d'une part de l'incapacité d'un *individu* à maintenir la position héritée de ses parents;

- ou, d'autre part d'un décalage entre le niveau de *qualification* requis dans l'emploi et le niveau de celui qui l'occupe.

Louis Chauvel, retient, pour sa part, trois types possibles de déclassement social :

- le fait de se retrouver dans une *classe sociale* inférieure à celle de ses parents. C'est le déclassement social intergénérationnel. Camille Peugny travaille par exemple sur les individus qui sont enfants des *classes moyennes* et qui se retrouvent dans les *catégories populaires*;

- le fait de perdre son emploi et de se retrouver dans une catégorie plus basse. C'est le déclassement intragénérationnel;

- le fait d'avoir un emploi inférieur à ce que le diplôme aurait donné quelques années plus tôt. C'est le déclassement scolaire. On mesure en France un très fort déclassement scolaire, en particulier pour les diplômes bac, bac +2.

Pour Marie Duru Bellat et François Dubet, du point de vue de la *profession* et du salaire, une personne est considérée comme déclassée si, à une date donnée (trois ans par exemple après sa sortie de l'école), sa situation est significativement moins bonne que celle des personnes de niveau comparable observée dix ans plus tôt par exemple.

Éric Maurin défend cependant la thèse selon laquelle la France est rongée par une « peur du déclassement », qui ne peut se justifier objectivement : définissant le déclassement comme le fait de perdre un emploi stable, il souligne que le phénomène ne concerne que « les marges de la société » (chaque année, 1 % de la population active) tandis que 99 % des salariés seraient à l'abri de la « déchéance sociale ».

→ *Génération, Inflation scolaire, Mobilité sociale, Stratification sociale.*

Déconcentration

→ *État centralisé.*

Déculturation

Situation d'*acculturation* imposée par un groupe dominant, qui conduit à la disparition progressive des traits culturels du groupe dominé. Par exemple, l'introduction de la monnaie par les colonisateurs dans les *sociétés* traditionnelles africaines a entraîné la transformation des systèmes d'*alliance*, puis leur disparition. Dans le système traditionnel, la *parenté* choisit le futur époux et s'acquitte du prix de la fiancée, (en têtes de bétail par exemple). Avec l'introduction de la monnaie, les anciens systèmes d'alliances entre les groupes sont remplacés par des *échanges marchands* impliquant des relations individuelles. La déculturation peut affecter notamment les *pratiques culturelles* (y compris la langue) et les pratiques religieuses.

→ *Culture, Désorganisation sociale, Ethnocide.*

Déduction

Opération qui consiste à formuler, sur la base d'*axiomes* ou de *conjectures* et dans le cadre d'un raisonnement logique, d'autres propositions. Par exemple, sur la base des axiomes de *l'individualisme méthodologique*, on peut déduire des explications des choix scolaires ou des choix électoraux, etc. Dans les *sciences logico-formelles*, la valeur de vérité d'une proposition ne dépend que du respect des règles de la logique interne du raisonnement. Dans les *sciences de l'empirie* (comme la physique ou la *sociologie*) la validité des propositions déduites dépend à la fois de la cohérence interne du raisonnement et de la soumission des énoncés à des épreuves de vérification ou de réfutation.

→ *Épistémologie, Modèle, Raisonnement hypothético-déductif, Rationalisme critique, Réfutationnisme.*

Déductivisme

Posture épistémologique qui privilégie le recours à la *déduction* et qui se distingue de l'*inductivisme*.

→ *Épistémologie, Sciences logico-formelles, Réfutationnisme, Vérificationnisme.*

Défection (*Exit*)

D'après Albert Hirschman, c'est une modalité d'action que les membres d'une *organisation* ou les clients d'une *entreprise* peuvent utiliser quand celle-ci est défaillante, et engendre du mécontentement ce qui se traduit par le départ des adhérents ou par le changement de fournisseurs ou de produits de la part du client. On dit qu'ils font défection. Il existe deux autres modalités d'action : la *loyauté* vis-à-vis de l'organisation et la *prise de parole*. Le *concept* de défection a été utilisé entre autre pour rendre compte de la non-participation à une *action collective*.

→ *Conflits sociaux, Groupe d'intérêt, Mobilisation des ressources, Mouvement social, Répertoires de l'action collective.*

Définition de la situation

La définition de la situation résulte de l'interprétation que fait chaque *membre* de la situation sociale dans laquelle il se trouve. Cette définition concerne à la fois le contexte de l'*interaction*, les *rôles* sociaux des *acteurs* et la signification que les acteurs donnent à la situation. Cette signification fait elle-même partie de la définition de la situation. Par exemple, les comportements sexués supposent en permanence de la part des acteurs un travail de définition de la situation : un homme ou une femme n'accompliront pas les mêmes gestes, n'utiliseront pas le même vocabulaire, etc., selon le contexte de la situation. Cette expression est notamment utilisée par Robert Park, Harold Garfinkel et Erving Goffman.

→ *Accomplissement pratique, Constructivisme social, Ethnométhodologie, Étiquetage, Façade, Interactionnisme symbolique, Réflexivité, Théorème de Thomas.*

Délinquance

Ensemble des comportements délictueux punis par la loi. En France, sur le plan juridique, on distingue trois formes d'infraction par ordre de gravité : les contraventions, les délits et les *crimes*. Au sens strict, le délinquant est celui qui commet un délit. En *sociologie*, on considère de manière plus large que la délinquance englobe les auteurs de délits et de crimes. Les délits les plus nombreux sont les vols, devant les infractions économiques et financières appelées aussi délinquance en *col blanc*. La délinquance varie fortement avec l'*âge*, c'est un phénomène de groupe plutôt masculin, et la majorité des actes est le fait d'une minorité : les délinquants chroniques. Laurent Mucchielli, dans la lignée des thèses de Michel Foucault, a mis en évidence que l'évolution de la délinquance est liée à celle des *institutions* du *contrôle social* : davantage de contrôles implique davantage de délits identifiés. En France, la mesure de la criminalité se fait notamment grâce aux statistiques de la police judiciaire publiées depuis 1972. On utilise aussi les statistiques judiciaires (nombre et nature des condamnations). Afin de compléter ces mesures et mieux appréhender le *chiffre noir* de la délinquance, le Centre des recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales réalise des *enquêtes de victimation*. Ces études sont utilisées par l'Insee dans le

cadre de l'étude de l'insécurité. Il existe aussi des enquêtes d'autodéclaration, où les enquêtés anonymes révèlent parmi une liste de conduites délinquantes, les actes répréhensibles commis.

→ *Bande, Carrière déviante, Délinquance juvénile, Désorganisation sociale, Déviance (Sociologie de la), Émeute, Étiquetage, Gang, Incivilité, Théorie de la vitre brisée, Tolérance zéro.*

Délinquance juvénile

Ensemble des comportements délictueux, punis par la loi et commis par des personnes considérées comme jeunes. En France, il y a une surreprésentation des adolescents et des jeunes adultes, entre 12 et 20 ans, parmi les auteurs d'actes de *délinquance*, avec un pic entre 18 et 19 ans. Deux sources permettent de connaître l'*âge* des délinquants : les statistiques policières lors de l'arrestation des mineurs et l'enregistrement de l'âge des personnes mises en examen par le ministère de la Justice. La délinquance juvénile est plutôt le fait des garçons. Les statistiques judiciaires mettent en évidence une surreprésentation des jeunes issus des milieux populaires parmi les délinquants juvéniles. Cette surreprésentation fait l'objet d'un débat. Les enquêtes d'autodéclaration montrent notamment que lors des vols par exemple, les jeunes issus de milieux favorisés et leurs familles trouvent plus facilement des ententes amiables avec les parties concernées et la police. Laurent Mucchielli a montré le rôle des *médias* dans la construction du sentiment d'insécurité dû à la délinquance juvénile.

→ *Bande, Carrière déviante, Désorganisation sociale, Déviance (Sociologie de la), Étiquetage, Gang, Incivilités, Jeunesse, Théorie de la vitre brisée, Tolérance zéro, Violence.*

Démagification du monde

Expression de Max Weber (en allemand *Entzauberung der Welt*) longtemps traduite en français par : *désenchantement du monde.*

→ *Laïcité, Magie, Rationalisation, Religion, Sécularisation.*

Démocratie

Étymologiquement, *pouvoir* du peuple. On admet généralement que la démocratie suppose la possibilité pour les *citoyens* de désigner les gouvernants et de s'exprimer sur les différents choix politiques possibles. Cependant, cette *démocratie représentative* est souvent considérée comme insuffisante. La démocratie suppose aussi l'exercice d'une *citoyenneté* fondée sur le respect de droits civils, de droits politiques et de droits économiques et sociaux. Les défenseurs d'une *démocratie participative* ou délibérative insistent sur la nécessité d'une implication active des citoyens dans le débat public. Enfin, la démocratie suppose que l'action des gouvernants soit encadrée par des *institutions* et des *règles* juridiques qui protègent les citoyens contre l'arbitraire et l'abus de pouvoir. Selon Alain Touraine : « La démocratie est le régime où la majorité reconnaît les droits des minorités car elle accepte que la majorité d'aujourd'hui puisse devenir minorité demain et être soumise à une loi qui représentera des intérêts différents des siens mais ne lui refusera pas l'exercice de ses droits fondamentaux ».

Chez Alexis de Tocqueville, le terme démocratie est employé dans un sens très spécifique. Pour lui, la démocratie constitue un état social marqué par un processus d'*égalisation des conditions* qui comporte une triple dimension

égalitaire : l'*égalité* des droits, l'égalité des chances et l'égalité culturelle (ou égalité des considérations). Ainsi, l'égalité devient la valeur centrale des *sociétés démocratiques*.

→ *Démocratie participative, Démocratie représentative, Droits civiques, Droits de l'Homme, Despotisme démocratique, État, État de droit, Libertés fondamentales, Nation, Oligarchie, Participation politique, Polyarchie, Société démocratique, Tyrannie de la majorité.*

Démocratie culturelle

Politique culturelle qui vise à réhabiliter l'ensemble des *pratiques culturelles* non légitimes : *culture populaire*, régionale, etc., et à déhiérarchiser les œuvres culturelles. Il s'agit de soutenir les actions qui vont dans le sens de la diversité culturelle (cultures régionales, ethniques, populaires, etc.) et de la créativité (animation socioculturelle). Pour Joffre Dumazedier, « l'animation socioculturelle se voue à accoucher la culture que les gens ont en eux, elle vise au développement de la créativité et veut promouvoir la démocratie culturelle ». Elle se différencie donc des politiques de *démocratisation culturelle*.

→ *Arbitraire culturel, Art (Sociologie de), Culture, Culture légitime, Relativisme culturel.*

Démocratie délibérative

Forme de *démocratie* dans laquelle le processus de prise de décision collective doit mettre en œuvre des discussions libres, publiques et argumentées reposant sur les opinions raisonnées de *citoyens* égaux. La démocratie délibérative constitue un ensemble de théories normatives que l'on doit principalement à Joshua Cohen ou en France à Bernard Manin et qui s'accordent à considérer que l'idéal démocratique devrait reposer sur la délibération publique. La *théorie* de l'*agir communicationnel* est également l'un des fondements de la démocratie délibérative.

→ *Citoyenneté, Démocratie participative, Démocratie représentative, Espace public, Éthique de la discussion.*

Démocratie directe

Forme de *démocratie* dans laquelle les *citoyens* exercent directement le pouvoir *politique* sans passer par l'intermédiaire de représentants.

Pour Jean-Jacques Rousseau, la démocratie ne devrait être que directe.

Les mécanismes référendaires et d'initiatives populaires sont des moyens d'intégrer des doses de démocratie directe dans les systèmes de *démocratie représentative*. La Suisse est vraisemblablement le pays où cette logique est la plus aboutie, puisque les citoyens ont la possibilité soumettre au vote une loi, ce fut le cas en 2005 pour l'établissement d'un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés. Mais les citoyens peuvent également s'opposer à une loi déjà votée par le parlement, comme par exemple en 2004, le rejet d'une loi destinée à faciliter la naturalisation des *étrangers*.

→ *Citoyenneté, Démocratie participative, Droit d'initiative populaire, Droit de veto populaire.*

Démocratie locale

Forme de *démocratie* dans laquelle une partie du *pouvoir* et des compétences politiques sont exercés par des collectivités locales en vertu du *principe de subsidiarité*. La mise en œuvre de la démocratie locale suppose un processus de décentralisation du *pouvoir politique*. La démocratie locale suppose aussi l'intervention active des

citoyens dans la délibération et la décision au niveau local.

→ *Citoyenneté, Démocratie participative, Démocratie délibérative, Démocratie représentative, Espace public.*

Démocratie participative

Système démocratique dans lequel les *citoyens* ne délèguent pas complètement leur *pouvoir* de décision à leurs représentants, mais conservent la faculté d'intervenir directement dans les décisions politiques. C'est à l'échelon local que se rencontrent le plus fréquemment les pratiques qui en relèvent, comme les référendums d'initiative locale, les conseils communaux de concertation, etc. En France, la « loi d'orientation et d'aménagement durable du territoire » (1999) en reconnaît la nécessité, et en a fait une des bases de la création des « pays ». Dans ce cas, elle est comprise comme une mesure d'accompagnement de la décentralisation. La *démocratie* participative repose sur quatre principes :

- la formation du citoyen, indispensable à la mise en place progressive d'une « expertise citoyenne » ;
- la transparence : toutes les informations nécessaires à la prise de décision sont rendues publiques;
- le contrôle et l'évaluation de l'*action publique*, qui suppose la possibilité de suivre en détail l'application des décisions et leurs conséquences, la possibilité d'intervenir sans attendre une échéance électorale, et la possibilité d'évaluer non seulement les actions mais aussi les acteurs;
- le débat préalable à toute décision : la concertation doit intervenir très en amont des décisions, et chaque fois que les citoyens l'estiment nécessaire.

La démocratie participative peut être conçue comme un complément de la *démocratie représentative*, ou comme un remède à la crise que cette dernière traverse (suspicion envers les élus, montée de l'abstention, etc.).

→ *État, Expertise, Intelligence territoriale, Politique publique.*

Démocratie pluraliste

Forme de *démocratie* dans laquelle la compétition entre plusieurs *partis politiques* ayant vocation à assurer une alternance à la tête de l'*État* est institutionnalisée.

→ *Bipartisme, Système constitutionnel pluraliste, Système partisan.*

Démocratie représentative

Forme d'organisation politique démocratique dans laquelle les *citoyens* n'exercent pas directement le pouvoir législatif mais se font représenter par des élus. On oppose traditionnellement la démocratie représentative à la *démocratie directe* où les citoyens se prononcent directement sur les décisions politiques à mettre en œuvre. Jean-Jacques Rousseau, notamment, critique violemment la démocratie représentative et les systèmes parlementaires auxquels elle donne lieu et se prononce pour un système où le peuple devrait accepter de faire lui-même les lois.

Pour autant des formes de démocratie directe peuvent subsister au sein des systèmes représentatifs. C'est le cas notamment en France où les citoyens peuvent être consultés par voie référendaire sur certaines grandes questions impliquant l'avenir du pays (ratification de traités internationaux, modification constitutionnelle...).

→ *Démocratie, Démocratie participative, État de droit, Parti politique, Pouvoir, Pouvoir politique, Régime politique, Système constitutionnel pluraliste.*

Démocratie semi-directe

Forme de *démocratie* qui combine un certain nombre de caractéristiques de la *démo-*

cratie représentative et de *la démocratie directe*. Dans une démocratie semi-directe, les *citoyens* élisent leurs représentants mais conservent des compétences en matière législatives, notamment par l'intermédiaire des référendums d'initiative populaire. Le système politique Suisse est assez proche d'une démocratie semi-directe.

→ *Droit de veto populaire, Droit d'initiative populaire, Participation politique.*

Démocratisation culturelle

Politique culturelle qui vise à rendre accessible les *biens culturels* au plus grand nombre. Il s'agit donc de réduire les inégalités d'accès à la *culture légitime* en permettant une plus large diffusion des œuvres culturelles (par exemple la création des Maisons de la culture à l'initiative d'André Malraux), et en soutenant la création (par exemple les avances sur recettes pour financer le cinéma d'auteurs). La démocratisation culturelle sous-entend donc une conception universaliste de la *culture*, une hiérarchie des valeurs culturelles au sommet de laquelle se trouve la *culture légitime*. Elle se différencie de la *démocratie culturelle*.

→ *Arbitraire culturel, Art (Sociologie de l'), Culture dominante, Culture dominée, Misérabilisme, Pratiques culturelles.*

Démocratisation de l'enseignement

Réduction de l'effet de l'origine sociale sur la réussite scolaire : dans un système d'enseignement démocratique, l'accès aux niveaux les plus élevés ou aux filières les plus prestigieuses ne devrait dépendre que du talent ou des performances individuelles, selon un principe méritocratique.

Pour Antoine Prost, dans une perspective historique, trois formes de démocratisation se sont succédé depuis le début du XX^{e} siècle :

- la démocratisation de la fréquentation (censée réaliser l'idéal de « l'école unique pour tous ») déjà présente dans les projets de Jules Ferry;
- la démocratisation de la sélection (recherche de la justice, sélection par le mérite);
- la démocratisation de la réussite, résultat de la croissance des effectifs au sein du système éducatif et de la volonté affirmée de lutter contre « *l'échec scolaire* ».

Antoine Prost distingue :

- la *démocratisation quantitative* : la scolarité s'allonge, et les inégalités se déplacent;
- la démocratisation qualitative : la liaison entre l'origine sociale et la destinée scolaire s'affaiblit.

Pierre Merle, pour sa part, distingue :

- la *démocratisation uniforme* : dans laquelle les taux de scolarisation augmentent, mais il y a *statu quo* quant à la position des élèves issus des différentes catégories sociales;
- la *démocratisation ségrégative* : dans laquelle l'accroissement global du taux de scolarisation s'accompagne d'un creusement des inégalités dans l'accès aux différentes filières de formation;
- la *démocratisation égalisatrice* : qui suppose une augmentation des taux de scolarisation et une réduction des inégalités d'accès aux différentes filières de formation en fonction de l'origine sociale.

Il n'y a véritablement « démocratisation » que dans ce dernier cas.

Marie Duru-Bellat en définit d'autres aspects :

- la démocratisation égalisatrice qui résulte de la démocratisation uniforme

par « effet de plafond » : si les chances s'accroissent pour tous, l'avantage relatif des plus favorisés décroît;

- la démocratisation par l'ouverture : élargissement du recrutement à un niveau donné du système éducatif;

- la démocratisation par le fonctionnement : modification des règles d'accès.

→ *Capital culturel, Déclassement social, École démocratique de masse, École inclusive, École incorporative, Éducation (Sociologie de l'), Inégalité des chances, Inflation scolaire, Justice sociale, Massification, Méritocratie, Reproduction (Théorie de la).*

Démocratisation égalisatrice

Forme de *démocratisation de l'enseignement* caractérisée, selon Pierre Merle, par une « augmentation générale des taux de scolarisation par âge et d'une diminution des écarts de taux d'accès selon l'origine sociale dans les différentes séries de Terminale ». Ce phénomène concerne aussi le collège, « si les différences qualitatives des cursus scolaires (fréquence des redoublements, niveau de compétences scolaires) diminuent ». Dans ces cas-là, il y a une véritable diminution de l'inégalité des chances scolaires.

→ *Démocratisation quantitative, Démocratisation Ségrégative, Démocratisation Uniforme, Inégalité des chances, Massification (de l'enseignement), Reproduction (Théorie de la), Ségrégation scolaire.*

Démocratisation quantitative

Expression proposée par Antoine Prost en 1986 pour décrire l'augmentation de l'accès à l'éducation, par l'allongement des scolarités ou l'augmentation du nombre d'élèves accédant à un niveau d'études. Il précise que cette *démocratisation de l'enseignement* « ne supprime pas les inégalités, elle les déplace seulement ». Il lui oppose la « démocratisation qualitative », qui se caractérise par la diminution des effets de l'origine sociale sur les trajectoires scolaires. Pierre Merle a critiqué ces notions, proposant de remplacer « démocratisation quantitative » par « *massification de l'enseignement* ».

→ *Démocratisation égalisatrice, Démocratisation Ségrégative, Démocratisation Uniforme, Inégalité des chances, Reproduction (Théorie de la), Ségrégation scolaire.*

Démocratisation ségrégative

Selon Pierre Merle, forme de *démocratisation de l'enseignement* qui s'accompagne d'un renforcement de l'effet des origines sociales sur les trajectoires scolaires. La démocratisation de l'accès au baccalauréat (augmentation du pourcentage d'une génération atteignant ce diplôme) s'accompagne d'une persistance de l'inégalité dans l'accès aux bacs scientifiques en fonction de l'origine sociale : il y a un « mouvement de spécialisation sociale » des filières de baccalauréat. Plus généralement, cela signifie que les *catégories populaires* améliorent leur position dans le *système scolaire*, mais à un rythme plus faible que les catégories favorisées.

→ *Démocratisation égalisatrice, Démocratisation quantitative, Démocratisation Uniforme, Inégalité des chances, Massification (de l'enseignement), Reproduction (Théorie de la), Ségrégation scolaire.*

Démocratisation uniforme

Expression proposée par Éric Maurin et Dominique Goux pour désigner un allongement des scolarités et un élargissement de l'accès à des diplômes de plus en plus élevés, de façon à peu près identique quelle que soit l'origine sociale des élèves. Dans ce contexte, l'usage du terme « démocratisation » est assez contestable.

→ *Démocratisation de l'enseignement, Démocratisation égalisatrice, Démocratisa-*

tion quantitative, Démocratisation Ségrégative, Inégalité des chances, Massification (de l'enseignement), Reproduction (Théorie de la), Ségrégation scolaire.

Démographie

Science qui étudie les populations humaines, leurs effectifs, leurs structures, leurs évolutions. On distingue parfois la démographie quantitative qui met l'accent sur le dénombrement des populations et sur l'analyse statistique des comportements démographiques (natalité, fécondité, mortalité, migrations) et la démographie qualitative qui vise à expliquer ces phénomènes en faisant appel à l'histoire, à la *sociologie*, à l'*anthropologie*, à la science économique, etc.

→ *Divorce, Espérance de vie, Famille, Indicateur conjoncturel de fécondité, Mariage, Morphologie sociale, Taux d'accroissement naturel, Taux de mortalité, Taux de natalité, Vieillissement démographique.*

Démotion sociale

Régression sociale ou *mobilité verticale* descendante.

→ *Circulation des élites, Déclassement social, Déqualification, Mobilité sociale, Paradoxe d'Anderson, Table de mobilité.*

Densité démographique

Rapport entre l'effectif d'une population et la superficie du territoire sur lequel elle vit. Elle s'exprime généralement par le nombre d'habitants au kilomètre carré. Synonyme chez Émile Durkheim de *densité matérielle.*

→ *Division du travail, Solidarité mécanique, Solidarité organique.*

Densité matérielle

Synonyme chez Émile Durkheim de *densité démographique.* Son accroissement entraîne la nécessité d'une *division du travail* accrue qui contribue au passage de la *solidarité mécanique* à la *solidarité organique.*

→ *Densité morale, Division du travail, Solidarité mécanique, Solidarité organique.*

Densité morale

Relations plus ou moins intenses et diversifiées entre les *individus* au sein d'une *société.* L'accroissement de cette densité morale, qui suit pour Émile Durkheim celui de la *densité matérielle*, est le principal facteur du *changement social.*

→ *Civilisation, Cohésion sociale, Lien social, Solidarité mécanique, Solidarité organique.*

Déontologie

Au sens général, la déontologie est l'ensemble des principes et des *règles* qui s'appliquent au sein d'une *profession* (déontologie professionnelle). En philosophie morale, la conception déontologique considère que les actes doivent être jugés en fonction de leur conformité à des règles de conduite. La conception déontologique s'oppose donc au *conséquentialisme.* Par exemple, la conception de la *justice sociale* de John Rawls relève d'une conception déontologique. En effet, Rawls défend l'idée selon laquelle il doit y avoir une priorité du juste (des règles justes) sur le bien. La justice n'est donc pas définie par les conséquences des actes ou par les caractéristiques de la *société* que l'on entend promouvoir, mais par le respect d'un certain nombre de règles de comportement (la justice comme *équité*).

→ *Éthique de la conviction, Éthique de la responsabilité.*

Déqualification

Processus au cours duquel le niveau de *qualification* requis pour effecteur certaines tâches diminue. C'est le cas par exemple dans l'imprimerie où certains emplois qualifiés comme celui de linotypiste ont dis-

paru. Ce processus s'accompagne également du maintien dans les *sociétés post-industrielles* d'un certain nombre d'emplois peu qualifiés dans les activités de services, comme la restauration rapide, l'entretien ou le gardiennage. Enfin, la déqualification s'articule avec un phénomène de surqualification où certains salariés possèdent des niveaux de diplômes ou de qualification supérieurs à ce que nécessite le poste qu'ils occupent. Ce phénomène est notamment visible chez les *ouvriers* titulaires de diplômes professionnels alors qu'ils n'occupent que des postes d'OS ne nécessitant aucune qualification particulière.

→ *Déclassement social, Démotion sociale, Inflation scolaire, Mobilité sociale, Salariat.*

Dérivation

Pour Vilfredo Pareto, discours rationnel de justification par les *individus* du bien fondé de leurs *actions non logiques* qui s'expliquent par des *résidus* : « Il se peut, par exemple, que le mauvais augure, tiré du fait d'être treize à table, soit une dérivée issue du sentiment d'horreur pour la trahison de Judas, suivi de sa mort ». Ce terme est employé comme synonyme de « théorie justificative ».

Ces justifications prennent en général une dimension idéologique, comme lorsque le *pouvoir* en place se légitime en référence au droit divin. Vilfredo Pareto, propose une classification des dérivations en quatre groupes : les simples affirmations, les arguments d'autorité, les dérivations fondées sur la volonté d'êtres surnaturels et les preuves verbales.

→ *Idéologie, Légitimité traditionnelle.*

Désaffiliation

Chez Robert Castel, processus d'*exclusion sociale* des *individus* dans les *sociétés* contemporaines. Pour lui, « il existe une corrélation forte entre la place occupée dans la division sociale du travail et la participation aux réseaux de sociabilité et aux systèmes de protection qui « couvrent » un individu face aux aléas de l'existence ». Il distingue trois « zones de cohésion sociale » :

- la zone d'*intégration* se caractérise par un *travail* stable et une insertion relationnelle solide;
- la zone de vulnérabilité est caractérisée par un travail précaire et une fragilité des supports de proximité. Ceux-ci (par exemple le voisinage) peuvent se révéler être des compensateurs de l'instabilité due à la précarité de l'emploi;
- la zone de désaffiliation, dans laquelle l'individu est privé d'emploi et socialement isolé.

→ *Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté.*

Descendance

Ensemble des personnes issues d'un *individu* ou d'un *couple* (enfants, petits-enfants...).

→ *Descendance finale, Lignée.*

Descendance agnatique

→ *Filiation agnatique.*

Descendance cognatique

→ *Filiation cognatique.*

Descendance finale

Nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes appartenant à une même *génération*, lorsqu'elles parviennent en fin de vie féconde (en pratique à 50 ans) et en faisant abstraction de leur mortalité. C'est la somme des *taux de fécondité par âge* d'une génération. La descendance finale est un indicateur longitudinal.

Ne pas confondre avec *l'Indicateur conjoncturel de fécondité*. Par exemple, la descendance finale des femmes nées en 1948 (qui ont donc eu 50 ans en 1998) était de 2,1 enfants par femme. Or, l'indicateur

conjoncturel de fécondité en 1998 était de 1,75 enfant par femme.
→ *Descendance.*

Descriptibilité (*accountability*)

Selon les ethnométhodologues, caractéristique de l'*action sociale* qui fait que, en même temps qu'elle se produit, elle donne à voir sa signification à travers les comptes-rendus (*accounts*) que les acteurs produisent pour dire leur action. La descriptibilité rend l'action sociale compréhensible pour les *acteurs sociaux* impliqués.
→ *Compréhension, Définition de la situation, Ethnométhodes, Ethnométhodologie, Indexicalité, Membre, Réflexivité.*

Désenchantement du monde

Processus d'élimination des conceptions magiques dans la compréhension des réalités sociales et matérielles. Ce processus est lié au mouvement de *rationalisation* qui caractérise la *modernité* selon Max Weber. Le désenchantement du monde affecte aussi le champ religieux : l'évolution des principales confessions se caractérise par un rejet des superstitions et des pratiques magiques et l'appel à des discours rationnels dans la justification des *croyances* et des *rites*. Ce terme s'est imposé dans les traductions françaises de Max Weber. Cependant, selon Jean-Pierre Grossein, il serait plus exact de parler de « *démagification du monde* ».
→ *Chamane, Laïcité, Magie, Numineux, Religion, Sacré, Sécularisation, Totémisme.*

Désinstitutionalisation

Processus qui résulte d'une réduction de l'emprise des principales *institutions* sociales (l'*État*, les *églises*, l'école, la *famille*...), ou de la remise en cause de ces institutions, et plus généralement de l'affaiblissement de leur rôle dans la détermination des comportements des acteurs. Selon François Dubet, la disparition de l'homogénéité relative des *valeurs* qui caractérisaient ces institutions remet en question la relation entre *socialisation et subjectivation* : « La production des normes est passée du côté de la subjectivation et de l'expérience des individus ». Les *acteurs sociaux* construisent alors leur *identité* à travers des stratégies d'ajustement, à travers la routinisation des conduites (Anthony Giddens), et non à travers l'adhésion à de systèmes de *normes* transmis par la *socialisation*. Cette thèse conduit à une conception constructiviste et interactive de la vie sociale : le *concept* même de *société* perd de sa capacité heuristique en *sociologie*. On retrouve des conceptions voisines chez les sociologues contemporains de la *modernité* (Danilo Martuccelli, Zygmunt Bauman). Cette thèse est cependant critiquée, en particulier pour son incapacité à rendre compte de situations complexes et parfois contradictoires (éclatement du cadre familial, mais aussi revendications de « réinstitutionnalisation » dans le cas du *PACS*, du *mariage* homosexuel, etc.).
→ *Cosmopolitisme, Individualisation, Individualisme, Modernité liquide, Seconde modernité.*

Despotisme

→ *Gouvernement despotique.*

Désintéressement

Norme du travail scientifique en vertu de laquelle les chercheurs doivent rechercher la *connaissance* pour elle-même et non pour les avantages matériels ou symboliques que la découverte pourrait leur procurer.

Selon Robert King Merton, c'est l'une des quatre *normes* du travail scientifique, avec le *communalisme*, le *scepticisme organisé* et l'*universalisme*.

→ *Champ scientifique, Connaissance (Théorie de la), Sciences (Sociologie des).*

Désocialisation

Processus conduisant un *individu* ou une catégorie d'individus à se trouver progressivement exclus de la vie sociale. Le chômage de longue durée, la *pauvreté*, l'absence de domicile fixe sont notamment des facteurs pouvant concourir à la désocialisation.

Ce terme est plus souvent utilisé en psychologie qu'en sociologie.

→ *Désaffiliation, Disqualification, Exclusion sociale.*

Désorganisation sociale

Situation sociale caractérisée par le déclin de l'influence des *règles* sur les comportements des *individus*. Ce *concept* a été forgé par les sociologues de la première *École de Chicago*, et dans sa forme idéale typique par William Isaac Thomas et Florian Znaniecki, dans leur étude sur *Le paysan polonais* : la désorganisation sociale se traduit par un affaiblissement des *valeurs* collectives, dû notamment à une densification de la population urbaine, qui renforce l'*individualisme*. Cette désorganisation est suivie d'une réorganisation autour de nouvelles valeurs.

Le concept de désorganisation sociale a été utilisé dans l'étude de la *délinquance* (et notamment de la *délinquance juvénile*). Mais certains sociologues contestent cette approche et soulignent que les groupes délinquants sont parfois fortement organisés et intégrés par des *normes* et des valeurs (même si elles sont déviantes par rapport à la société globale).

→ *Cohésion sociale, Déviance (Sociologie de la), Gang, Ghetto, Sociologie urbaine, Violence.*

Despotisme démocratique

Chez Alexis de Tocqueville, caractéristique d'une *société démocratique* dans laquelle les *individus*, dans leur quête d'*égalité* et de bien-être matériels, sont prêts à délaisser la chose publique et à abandonner leur liberté. Ainsi, un despote qui saurait garantir la paix et l'abondance pourrait gouverner en s'affranchissant du principe démocratique central de respect de la liberté. « Si, [...], un ambitieux habile vient à s'emparer du pouvoir, il trouve que la voie à toutes les usurpations est ouverte. Qu'il veille quelque temps à ce que tous les intérêts matériels prospèrent, on le tiendra aisément quitte du reste ».

Il s'agit là, pour Tocqueville, de la dérive majeure à laquelle peut être confrontée une société démocratique. « Le despotisme, qui est dangereux dans tous les temps, est donc particulièrement à craindre dans les siècles démocratiques ».

→ *Citoyen, Démocratie, Élite, Pouvoir, Pouvoir politique, Tyrannie de la majorité.*

Déstabilisation des stables

Pour Robert Castel, processus de remise en cause de la société salariale qui conduit à remettre en cause les garanties sociales des travailleurs les plus stables (fragilisation du contrat de travail, remise en cause de la *protection sociale*, etc.).

→ *Désaffiliation sociale, État providence, Représentation des salariés, Salariat, Syndicat.*

Destinée

Dans l'analyse de la *mobilité sociale* intergénérationnelle, position sociale occupée par un individu et mesurée par rapport à celle qu'occupait son père. La destinée se lit dans une *table de mobilité*, et plus précisément dans une *table de destinée*. Par exemple, en 2003, 46 % des fils d'*ouvriers* sont devenus ouvriers, alors que 10 % seulement sont

devenus cadres et professions intellectuelles supérieures.

→ *Fluidité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle, Odds ratio, Recrutement.*

Déterminisme

Doctrine qui considère que tout événement a une cause dont on peut rendre compte à partir de *lois* universelles. On parle parfois de déterminisme mécaniste, car cette conception est très liée à la notion de *causalité* utilisée dans la mécanique classique en physique. L'évolution des *théories* physiques a conduit à mettre en avant la possibilité d'un déterminisme probabiliste qui n'affirme pas que telle condition antécédente produit toujours tel événement, mais que dans telles conditions, il y a une probabilité plus ou moins forte que se produise tel événement.

Pour sa part, Pierre Bourdieu parle du déterminisme comme un « principe de raison suffisante », selon lequel « rien de ce qui est n'est sans raison d'être ». L'objectif de l'activité scientifique est alors de « rendre raison de ce qui est ».

→ *Causalité, Causalité du probable, Épistémologie.*

Déterminisme économique

Conception selon laquelle les *faits sociaux* dans leur ensemble sont déterminés par des variables économiques. Le déterminisme économique se manifeste aussi bien dans certaines analyses libérales, qui considèrent l'augmentation de la productivité et du revenu comme un facteur essentiel du *changement social*, que dans certains courants du *marxisme* qui considèrent que l'*infrastructure* caractéristique de chaque *mode de production* détermine la *superstructure*.

→ *Déterminisme, Déterminisme social, Matérialisme historique.*

Déterminisme social

Conception, illustrée notamment par l'œuvre d'Émile Durkheim, selon laquelle les *faits sociaux* résultent de la contrainte sociale qui s'exerce sur les acteurs sans que, le plus souvent, ils en aient conscience. Par exemple, l'*homogamie*, les choix de *consommation*, les comportements électoraux sont socialement déterminés. Le travail sociologique vise à mettre au jour les variables qui déterminent ces comportements. Par exemple, les choix électoraux sont déterminés par l'appartenance et la pratique religieuse, le patrimoine, le *genre*, la *classe sociale*, le lieu de résidence, l'appartenance familiale, etc.

→ *Causalité, Contrainte sociale, Contrôle social, Corrélation, Déterminisme, Explication, Norme sociale.*

Détraditionnalisation

La détraditionnalisation est, selon Marcel Gauchet « l'érosion de l'autorité des modèles du passé ». Il s'agit donc d'un processus d'affaiblissement des *traditions* qui fait que les *individus* sont de moins en moins soumis à des définitions contraignantes des *rôles* sociaux, ce qui favorise l'*individualisation*. La détraditionnalisation est à l'œuvre dès l'origine de la *modernité*. Elle s'inscrit dans la continuité du *désenchantement du monde* analysé par Max Weber. Selon certains sociologues, elle s'accentue dans le cadre de la *Seconde modernité* et conduit à une remise en cause des habitudes et des routines (ce que Zygmunt Bauman appelle la « *modernité liquide* »). De ce fait, le fondement traditionnel de l'*autorité* et des comportements s'affaiblit et l'importance des choix individuels (reposant sur la *rationalité instrumentale*, sur la *rationalité axiologique* ou sur des comportements

affectuels) s'accentue. La détraditionnalisation est aussi favorisée par la globalisation, qui, en imposant des modèles à vocation universelle, remet en cause les modèles de *socialisation* traditionnels.

→ *Désinstitutionnalisation, Individualisme, Modernité liquide, Modernité radicale, Modernité réflexive, Première modernité, Polythéisme des valeurs, Postmodernisme, Société du risque.*

Déviance

Transgression des *normes sociales.*

→ *Délinquance, Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la), Émeute.*

Déviance primaire

Infractions bénignes et/ou accidentelles aux *normes sociales*, qui peuvent être le fait de n'importe quel *acteur social*, et qui ne donnent pas lieu à *étiquetage* (par exemple, stationnement interdit, ou non-remise d'un devoir par un élève). Pour Peter Woods, la répression exagérée de la *déviance* primaire conduit à la *déviance secondaire*, constituée par les réactions du déviant « primaire » à ce qu'il considère comme une sanction non appropriée. Cette dernière peut être le prélude à une *carrière déviante*, au sens de Howard Becker.

→ *Déviance (Sociologie de la).*

Déviance secondaire

→ *Déviance primaire.*

Déviance (Sociologie de la)

Elle a pour objet les comportements déviants, c'est-à-dire transgressant les *normes sociales* : elle ne se limite donc pas à l'étude de la *délinquance*. Il existe trois types d'approches de la déviance :

- la première, conçoit la déviance comme le résultat de caractéristiques physiques individuelles ou collectives. Par exemple, au XIX[e] siècle, Césare Lombroso donne une explication biologique de la déviance : le crime est congénital, il relève d'une pathologie. Cette conception n'est plus retenue aujourd'hui par les sociologues;

- la deuxième explique la déviance par le *déterminisme social*. Selon Émile Durkheim, le *crime* est un *fait social normal*. La hausse du taux de criminalité, considérée comme *pathologique*, résulte d'un défaut de *régulation sociale* source d'*anomie* et donc de comportements non conformes à la norme. Pour William Isaac Thomas et Florian Znaniecki, auteurs représentatifs de la première *École de Chicago*, le taux, plus élevé, de délinquance des immigrés polonais, s'explique par la *désorganisation sociale* due à un environnement urbain dont la densité augmente rapidement et qui ne peut s'accorder avec les anciennes *règles* de vie en *communauté*. Dans une perspective fonctionnaliste, Robert King Merton explique la déviance comme le résultat d'une inadéquation entre les buts socialement valorisés par la *société* et les moyens légitimes de les atteindre. Il distingue quatre types de déviance : l'*innovation*, le *ritualisme*, l'*évasion* et la *rébellion*;

- la troisième conçoit la déviance comme le produit des *interactions* entre les *individus* : on privilégie dans l'analyse la réaction suscitée par la transgression de la norme plutôt que l'acte de transgression (approche compréhensive). Les sociologues de la seconde École de Chicago mettent en avant le rôle déterminant des interactions sociales dans la construction de la déviance. Pour Howard Becker, un acte déviant est un acte publiquement qualifié comme

tel. La déviance résulte d'une succession d'interactions formant le processus de la *carrière déviante* au cours de laquelle l'individu fait l'objet d'un *étiquetage*. « Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette ». Différentes étapes se succèdent donc avant d'aboutir à une véritable *identité* déviante.

→ *Contrôle social, Culture déviante, Ghetto, Incivilité, Interactionnisme symbolique, Marginalité, Stigmatisation.*

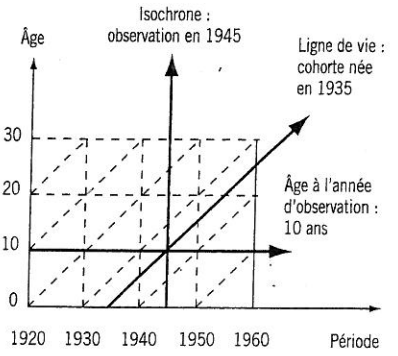
Dévoilement (Sociologie du)

La *sociologie* du dévoilement (souvent associée à la pensée de Pierre Bourdieu) vise à mettre au jour les mécanismes sociaux qui restent cachés au regard des acteurs. Par exemple, contre l'illusion de la *méritocratie*, le sociologue dévoile la *reproduction sociale*, contre l'apparente spontanéité du choix du conjoint, il met en évidence l'*homogamie sociale*. Cette posture de dévoilement est assez largement partagée depuis Karl Marx (l'apparence et l'essence des choses ne doivent pas être confondues) jusqu'à Alain Touraine (la sociologie doit montrer ce qui est caché). Pour Gaston Bachelard (souvent cité par Bourdieu) : « il n'est de science que du caché ».

→ *Ethnométhodologie, Idéologie, Sociologie critique.*

Diagramme de Lexis

Graphique (du nom du démographe allemand Wilhelm Lexis [1837-1914]) permettant de caractériser une *cohorte* à partir de trois variables démographiques sur un plan à deux dimensions : ces trois dimensions sont le temps (ou période), l'*âge* (position dans le cycle de vie), et la cohorte de naissance. L'objectif de Lexis était de disposer d'un graphique à deux dimensions permettant de repérer pour chaque observation (ou groupe d'observation) la date du décès, l'âge du décédé au moment du décès et sa date de naissance. Donc trois informations et deux dimensions. Il proposait de mettre en abscisse l'année de naissance, en ordonnée les âges, la période d'observation apparaissant alors sur la diagonale principale.



Source : d'après Louis Chauvel, Le Destin des générations, *PUF, 1998.*

Roland Pressat simplifie le diagramme en mettant l'année d'observation en abscisse, l'âge en ordonnée, l'année de naissance (la cohorte) apparaissant alors sur une des diagonales. Selon Louis Chauvel, c'est la forme récente et moderne de la représentation. Pour lui en effet, le diagramme de Lexis et ses variantes constituent « une astuce très ingénieuse de présentation permettant d'imbriquer les trois temps : en ligne se lit le devenir des âges au cours des différentes périodes, en colonne, le "cycle de vie apparent" pour une année donnée (appelée aussi isochrone), et le « cycle de vie réel », celui que connaît une cohorte donnée, en diagonale (appelée aussi ligne de vie). La technologie offerte par le diagramme de Lexis permet de mesurer des comportements ou caractéristiques collectives de

cohortes sans faire appel à des données de panel ».

Un phénomène rencontré uniformément par la population à partir d'un âge donné (« *effet d'âge* ») sera caractérisé par une rupture horizontale : l'accession à la majorité par exemple. Un phénomène connu à une période donnée par la population quel que soit l'âge (« effet de période ») se signalera par une rupture verticale sur le diagramme : par exemple, une maladie sans séquelles qu'un vaccin éradique d'un seul coup. Un phénomène subi par les individus de certaines cohortes enfin, et non par ceux des autres, quel que soit l'âge ou la période, sera caractérisé quant à lui par une rupture diagonale (« effet de cohorte » ou « *effet de génération* ») : ceux qui ont connu la « Grande Guerre » par exemple.

➜ *Génération.*

Dialectique

Dans la tradition philosophique, technique de discussion destinée à atteindre la connaissance par une succession de questions et de réponses visant à mettre en évidence les contradictions dans les discours. Pour Aristote, la dialectique permet d'atteindre « la science vraie » et de s'affranchir de l'*opinion*.

Chez Friedrich Hegel, la dialectique constitue un mouvement historique de construction de la pensée selon un processus ternaire (thèse, antithèse et synthèse) au cours duquel chaque moment se construit en contradiction du précédent.

Karl Marx développe une conception différente de la dialectique. Pour lui, les contradictions qui marquent le rythme de l'histoire ne sont pas de nature idéaliste comme chez les philosophes classiques ou chez Hegel, mais il s'agit de contradictions matérielles dont l'exemple le plus significatif est la *lutte des classes*. Marx se propose donc de « remettre sur ses pieds » la dialectique hégélienne.

➜ *Matérialisme, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique.*

Différenciation culturelle

Production de traits culturels spécifiques à un *groupe social* donné, qui conduit à distinguer ce groupe d'un ensemble culturel de référence : la différenciation peut être interne à une *culture* donnée (on peut alors parler de création d'une *sous-culture*), elle peut provenir de processus d'*acculturation*, d'échanges ou d'affrontements entre cultures. La différenciation culturelle s'oppose à l'uniformisation culturelle, qui résulterait des effets culturels de la mondialisation ou de la globalisation économique, ou encore, selon Serge Latouche, de « l'occidentalisation du monde ».

➜ *Conflit culturel, Culture (Sociologie de la), Culture de classe, Mondialisation culturelle, Multiculturalisme.*

Diffusionnisme

Courant théorique de l'*anthropologie culturelle*, inspiré des travaux de Franz Boas, qui centre son analyse sur une critique de l'*évolutionnisme*. Ce courant s'est principalement développé aux États-Unis et en Allemagne et dans une moindre mesure au Royaume-Uni.

Pour Fritz Graebner et Wilhelm Schmidt, chaque *culture* se construit par emprunts successifs au gré des contacts interculturels (migration, invasion, colonisation). Ce processus de diffusion culturelle s'opère à partir d'un nombre restreint de centres de diffusion, ce qui permet de mettre en évidence des *aires culturelles* où plusieurs cultures différentes présentant des similitudes coexistent. Par exemple, Clark Wissler identifie l'aire culturelle des trente et une tribus d'Indiens des plaines d'Amérique du nord. Pour cela, il dresse une typo-

logie des éléments constitutifs de ces cultures (mode de transport, habitats, vêtements, arts, modalités d'organisation sociale...). La présence ou l'absence d'éléments similaires permet de déterminer le centre de l'aire culturelle et sa périphérie.

Le diffusionnisme va inspirer en Angleterre un courant hyperdiffusionniste qui soutient l'idée que toutes les cultures sont issues de la culture de l'Égypte pharaonique. Cette thèse très rapidement contestée sera réfutée par la découverte de cultures, africaines notamment, ne présentant aucun trait culturel similaire à la culture égyptienne.

→ *Acculturation, Déculturation, Double acculturation.*

Dilemme du prisonnier

En théorie des jeux, combinaison de stratégies individuelles rationnelles débouchant sur une situation collective qui n'est pas la plus favorable pour les *individus*. L'objet de ce modèle est de remettre en cause le *paradigme* individualiste selon lequel l'*agrégation* de comportements individuels rationnels produit nécessairement la situation la plus favorable pour l'ensemble de la collectivité. Le dilemme du prisonnier a été proposé au début des années 1950 par Albert W. Tucker à l'université de Princeton (États-Unis). On l'illustre souvent par l'exemple d'un policier qui arrête deux individus soupçonnés de vol et les enferme dans des cellules séparées. Il convoque le premier suspect et lui propose de diminuer sa peine s'il dénonce son complice, qui serait alors puni par la peine maximale. Il formule ensuite la même proposition à l'autre suspect. Dans le cas de figure où aucun suspect ne dénonce l'autre, ils sont tous les deux punis par des sanctions légères, faute de preuves. Les individus ne pouvant pas communiquer, ils se trouvent en situation d'information imparfaite. Le comportement rationnel dans ce cas conduit chacun des deux à dénoncer l'autre. On aboutit à une situation moins favorable pour chacun des suspects, que si les prisonniers refusaient d'avouer. Les sociologues utilisent le dilemme du prisonnier pour souligner l'importance des *normes sociales*, des conventions et des *institutions* comme garants de la coopération.

→ *Individualisme méthodologique, Rationalité limitée, Théorie des jeux.*

Discrimination

Différenciation de traitement qui conduit à mettre en cause le principe d'*égalité*. La discrimination consiste donc à classer, distinguer et hiérarchiser. On parle, par exemple, de discrimination raciale lorsque des *individus* supposés appartenir à des « races » différentes sont traités de façon inégale. En droit français existe un principe de non-discrimination qui est le corollaire du principe d'égalité. Certaines discriminations sont formellement prohibées par la Constitution : ce sont celles qui sont fondées sur l'origine, la race, la *religion*, les *croyances* et le sexe. Toute différence n'est pas une discrimination. Par exemple, les hommes et les femmes diffèrent du point de vue de leur patrimoine génétique. Cette différence n'est une discrimination que dans la mesure où elle entraîne des inégalités dans l'accès à l'emploi, la rémunération, l'exercice de responsabilités politiques, etc.

→ *Discrimination négative, Discrimination positive, Droits civiques, Droits de l'Homme, Équité, Ethnie, Justice sociale, Libertés fondamentales, Racisme, Ségrégation.*

Discrimination négative

Selon Robert Castel, qui a forgé l'expression, la discrimination négative est « une instrumentalisation de l'altérité constituée en facteur d'exclusion ». Castel montre en

effet que les habitants des quartiers populaires (*banlieues*), particulièrement les jeunes issus de l'immigration, sont stigmatisés à l'instar des vagabonds et des classes dangereuses du XIX^e siècle. Victimes de *discrimination* dans l'accès à l'emploi, étiqueté sur des bases ethniques ou religieuses, disqualifiés dans le champ politique, les habitants des banlieues expriment une révolte sous des formes diffuses (rapports avec la police et les autres *institutions*) ou sous la forme d'affrontements (*émeutes* de 2005 en région parisienne). Si la *ségrégation* n'est pas en France comparable à celle des *ghettos* américains, elle justifie cependant, selon Castel, des mesures de *discrimination positive*, mais sur une base territoriale et non ethnique.

→ *Disqualification sociale, Ethnicisation, Étiquetage, Inégalité sociale, Inégalité des chances, Ségrégation urbaine, Stigmatisation.*

Discrimination positive

Traduction française contestable du terme américain *Affirmative Action*. Aux États-Unis, ce terme est très lié à la question des inégalités ethniques et à des approches communautaristes ou communautariennes. Pour Ronald Dworkin, les politiques d'*Affirmative Action* « visent à accroître la place et le nombre des Noirs et autres minorités dans les différentes professions, en leur accordant une forme de préférence s'agissant du recrutement, de la promotion et de l'admission dans les collèges et écoles professionnelles ». Une telle conception de la discrimination positive entre en contradiction avec les conceptions républicaines et universalistes. En France, le Conseil d'État considère qu'une discrimination positive est « une catégorie particulière de discrimination justifiée, mise en œuvre par une politique volontariste et dont l'objectif est la réduction d'une inégalité ». Une politique de discrimination positive consiste donc à créer temporairement une inégalité de droit pour conduire à une *égalité* de fait. On cite souvent comme exemple de discrimination positive la politique des Zones d'éducation prioritaires (ZEP). Il est vrai que dans ce cas on crée une inégalité visant à réduire les inégalités en matière de réussite scolaire. Cependant, on peut objecter que cette politique concerne un territoire et non une catégorie de la population. Si on applique le terme « discrimination positive » à la politique des ZEP, il faut l'appliquer à l'ensemble de la politique d'aménagement du territoire. De même, la direction de l'Institut d'études politiques de Paris refuse de parler de politique de discrimination positive à propos de sa politique d'intégration différentielle des élèves de ZEP puisqu'elle n'a pas instauré de quotas et qu'aucun critère ethnique n'intervient. Un exemple français de discrimination positive au sens strict concerne les handicapés, les *entreprises* ayant l'obligation d'embaucher un certain quota de personnes en situation de handicap faute de quoi elles subissent une pénalisation financière.

→ *Discrimination, Discrimination négative, Équité, Inégalité des chances, Justice sociale.*

Disparité

Au sens courant, absence de parité ou d'*égalité* entre des éléments comparables. On parle par exemple d'une disparité d'*âge* entre les époux. En *sociologie*, les indicateurs de disparité sont principalement utilisés pour mesurer les *inégalités sociales*. On compare par exemple les *salaires* moyens ou les salaires médians des hommes et des femmes, ou encore des différentes *catégories socioprofessionnelles*. Pour effectuer cette comparaison, on calcule le plus souvent des coefficients multiplicateurs ou des écarts. Par exemple, la disparité de salaires hommes/femmes se mesure en rapportant

le salaire mensuel moyen des hommes à celui des femmes. On dira alors que les hommes gagnent en moyenne x fois plus que les femmes. On peut aussi faire le rapport entre le salaire moyen des femmes et le salaire moyen des hommes et exprimer les résultats en pourcentage. On dira alors que le salaire moyen des femmes représente x % de celui des hommes.

→ *Dispersion, Écart-type, Médiane, Moyenne.*

Dispersion

Répartition autour d'une variable centrale (*médiane* ou *moyenne*) de l'ensemble des valeurs prises par une variable déterminée. Des indicateurs de dispersion sont par exemple le *rapport interdécile*, le *rapport interquartile* ou l'*écart-type*.

→ *Décile.*

Dispositifs

Selon Bernard Lahire, « ensemble relativement cohérent de pratiques, d'architectures, d'objets ou de machines, qui contribue à orienter les actions individuelles et collectives dans une direction ». Ces dispositifs peuvent être plus ou moins complexes, et plus ou moins objectivés et codifiés. Par exemple, les dispositifs scolaires (organisation institutionnelle, règles de vie, etc.) sont beaucoup plus objectivés que les dispositifs pédagogiques (ceux que mettent en œuvre les enseignants).

→ *Acteur social, Agent, Configuration, Déterminisme social, Dispositions.*

Dispositifs de jugement

Systèmes qui permettent aux *acteurs sociaux* de se constituer une opinion sur le caractère désirable d'un bien ou d'un service, ou sur les qualités d'une personne. Ces systèmes sont constitués de productions diverses, mais aussi de relations sociales, et s'appuient la plupart du temps sur les technologies de l'information. Il existe des dispositifs privés (tests comparatifs sur un site Internet, guide gastronomique...) et publics (les appellations d'origine contrôlée par exemple). Ce sont en fait des mécanismes de qualification, qui classent les personnes, les biens et les services : l'écrivain « novateur », le « bon » roman, le lave-linge « écologique ». Ces dispositifs font que la *rationalité limitée* des consommateurs (et plus généralement des acteurs sociaux) ne repose plus sur une démarche individuelle ou individualiste, mais sur des *organisations* sociales, et en particulier des *réseaux sociaux*, qui produisent des « aides au jugement » (on peut parler de « jugements équipés ») : le choix est alors le résultat d'*interactions sociales*, reposant sur des outils de diagnostic socialement reconnus (les « baromètres » de l'opinion par exemple), médiatisées par des outils de communication.

→ *Analyse structurale des réseaux, Convention, Croyances collectives; Performativité, Sociologie pragmatique.*

Dispositions

Concept central de la *sociologie* de Bernard Lahire, qui milite pour une « sociologie génétique, dispositionnaliste et contextualiste », dont l'*objet* serait « l'étude précise des processus d'intériorisation du monde social, sous forme de structures mentales et comportementales, de dispositions à voir, croire, sentir ou agir ». Les dispositions sont des schèmes d'action engendrés dans des relations sociales, intériorisés par chaque acteur. Selon Bernard Lahire « tout corps individuel plongé dans une pluralité de mondes sociaux est soumis à des principes de socialisation hétérogènes et parfois même contradictoires qu'il incorpore ». Les dispositions renvoient« à la

pluralité des logiques effectives d'action et à la pluralité des formes de rapport à l'action ». Par la *socialisation*, il y a incorporation des dispositions, ce qui constitue des systèmes durables et transférables, qui orientent l'*action sociale*. Les dispositions restent cependant dépendantes des contextes de l'action. Il peut aussi y avoir incohérence, voire même contradiction, entre les dispositions issues de « cadres socialisateurs partiellement ou totalement incompatibles », ce qui amène Bernard Lahire à insister sur le caractère « pluriel » de l'*acteur social*, et à critiquer le concept d'*habitus*, selon lui trop limité.

→ *Champ, Dispositifs, Dissonance culturelle.*

Disqualification sociale

Processus d'*exclusion sociale* défini par Serge Paugam dans une perspective interactionniste. La disqualification sociale se caractérise par trois phases :

- une phase de fragilité où les *individus* en situation de précarité de l'emploi sont stigmatisés dans une position d'infériorité sociale;
- une phase de dépendance où les individus en grande difficulté pris en charge par les *institutions* officielles sont qualifiés d'assistés;
- une phase de rupture qui se caractérise par un cumul des handicaps sociaux et une perte d'efficacité des institutions de protection sociale qui conduisent à l'exclusion et à la *marginalité*.

→ *Désaffiliation, Interactionnisme symbolique, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Stigmate.*

Dissonance culturelle

Incohérence des *pratiques culturelles* individuelles par rapport au modèle culturel de classe. Pour Bernard Lahire, « la frontière entre la légitimité culturelle (la "haute culture") et l'illégitimité culturelle (la "sous-culture", le "simple divertissement") ne sépare pas seulement les classes, mais partage les différentes pratiques et préférences culturelles des mêmes individus, dans toutes les classes de la société ». Par exemple, le journaliste chargé de la rubrique culturelle d'un quotidien qui a fait des études de philosophie et qui reconnaît avec un sentiment de culpabilité écouter des chansons de variété et regarder les séries télévisées de grande diffusion, présente un profil culturel dissonant dans les classes supérieures. Dans les *sociétés* contemporaines fortement différenciées, la dissonance culturelle est due à des *socialisations* multiples et différentes : *famille*, école, groupe de pairs, *travail*, influence conjugale, relations amicales...

→ *Arbitraire culturel, Art (Sociologie de l'), Culture, Culture de classe, Culture illégitime, Culture légitime, Dispositions, Distinction de soi.*

Distinction

Désigne généralement le fait de chercher à marquer une différence entre son propre *groupe social* et les autres.

Dans l'analyse sociologique, Thorstein Veblen est l'un des premiers auteurs à poser la question de la distinction à la fin du XIX[e] siècle. Il montre notamment comment « pour s'attirer et conserver l'estime des hommes, il ne suffit pas de posséder simplement richesse ou pouvoir; il faut encore les mettre en évidence, car c'est à l'évidence seule que va l'estime ». Selon lui, l'appartenance à un groupe statutaire implique donc d'afficher un certain *mode de vie* pour témoigner de sa position sociale. La *consommation* de certains biens et la pratique ostensible de *loisirs* participent de cette

distinction. La *consommation ostentatoire* a donc une dimension symbolique très prononcée : c'est un mécanisme de *domination* sociale.
Pour Edmond Goblot, dans les années 1920, la distinction se fonde sur la « considération » dont jouissent certaines classes et notamment la *bourgeoisie* : « La bourgeoisie n'a pas de prestige : on sait qu'elle sort des rangs du peuple. La "considération" qui lui tient lieu de prestige, est un avantage toujours disputé et qu'il faut constamment maintenir et renouveler. En vain la bourgeoisie s'évertue à conserver la considération sans avoir la supériorité qui la justifierait ». Edmond Goblot montre que dans cet objectif de se distinguer, la bourgeoisie adopte alors des stratégies de démarcation sociale : elle dresse des « barrières » de langue ou vestimentaires pour mieux se forger une *identité* sociale.
Pierre Bourdieu, enfin, publie à la fin des années 1970 *La Distinction, critique sociale du jugement* dans lequel il montre notamment comment la *classe dominante* tente de se distinguer en valorisant de nouveaux goûts et styles de vie. Dans un autre ouvrage, *Raisons pratiques*, il précise : « Ce que l'on appelle communément distinction, c'est-à-dire une certaine qualité, le plus souvent considérée comme innée (on parle de distinction naturelle), du maintien et des manières, n'est en fait que différence, écart, trait distinctif, bref, propriété relationnelle qui n'existe que dans et par la relation avec d'autres propriétés [...]. Cette idée de différence, d'écart, est au fondement de la notion même d'espace, ensemble de positions distinctes et coexistantes, extérieures les unes aux autres, définies les unes par rapport aux autres, par leur extériorité mutuelle et par des relations de proximité, de voisinage ou d'éloignement et aussi par des relations d'ordre ».

→ *Arbitraire culturel, Champ, Classe de loisir, Domination symbolique, Habitus, Habitus de classe, Violence symbolique.*

Distinction de soi

Selon Bernard Lahire, comportement d'un *individu* qui, confronté à des *socialisations* et à des normes culturelles différentes va s'imposer des pratiques distinctives non seulement par rapport à autrui, mais aussi par rapport à lui-même. Pour Lahire, la frontière entre la « haute culture » et la « culture du divertissement » ne passe pas seulement entre les groupes sociaux, mais aussi à l'intérieur des individus.

→ *Arbitraire culturel, Culture légitime, Culture illégitime, Dispositions, Distinction, Dissonance culturelle, Domination symbolique, Habitus, Habitus de classe, Violence symbolique.*

Division du travail

Répartition, entre les *individus*, des tâches liées à la production. On distingue une division sociale du *travail* (répartition des tâches en différents métiers, *professions*, *castes*...) et une division technique ou fonctionnelle du travail (décomposition d'une tâche au sein d'une *organisation* productive).
Pour Adam Smith, la division du travail est à l'origine des gains de productivité et donc de la richesse des nations.
Pour Émile Durkheim, l'élévation de la *densité matérielle et morale* de la *société* est un *fait social* qui explique l'accroissement de la division du travail. Celle-ci est à l'origine de l'interdépendance et de la complémentarité entre les individus : elle permet d'assurer l'unité du corps social.

Les progrès de la division du travail, par la multiplication des échanges qu'ils impliquent, favorisent le passage de la *solidarité mécanique* à la *solidarité organique.*

→ *Anomie, Organisation scientifique du travail, Taylorisme.*

Diversité culturelle

Désigne l'existence de plusieurs *cultures* au sein d'une même *société* ou au niveau mondial. C'est donc un *concept* très large qui désigne trois phénomènes : l'existence de cultures nationales et locales différentes (communautés culturelles différentes), de *sous cultures* ou de *contre cultures* à l'intérieur d'une *hiérarchie sociale* et enfin la diversité des productions culturelles. En 2001 l'Unesco a adopté une déclaration mettant en avant la sauvegarde de la diversité culturelle comme héritage commun de l'humanité. La protection de la diversité culturelle peut prendre la forme de la protection de certaines populations, du patrimoine culturel, de langues rares, ou de politiques culturelles particulières (telle que la politique d'exception culturelle en France).

→ *Acculturation, Arbitraire culturel, Civilisation, Communautarisme, Culture (Sociologie de la), Identité nationale, Intégration sociale, Mondialisation culturelle, Multiculturalisme, Uniformisation culturelle.*

Division du travail social

→ *Division du travail.*

Divorce

Acte légal de dissolution du *mariage.*

Le divorce est institué pour la première fois en France sous la Révolution. Mais la loi de 1804 ne permet plus le divorce qu'en cas de faute grave commise par un des conjoints (adultère, sévices ou injures graves...). Le divorce est à nouveau interdit en 1816, à la demande de l'Église catholique. Il est ensuite rétabli avec la loi Naquet du 27 juillet 1884, qui autorise le divorce pour faute uniquement. Cette loi Naquet régit le divorce jusqu'à la loi du 11 juillet 1975 qui prévoit le divorce par consentement mutuel (soit sur demande des deux époux, soit sur demande d'un des époux et accepté par l'autre), pour rupture de la vie commune (soit que les époux vivent séparés depuis six ans au moins, soit que les facultés mentales du conjoint se trouvent, depuis six ans, si gravement altérées qu'aucune communauté de vie ne subsiste plus entre les époux) et pour faute.

Le régime du divorce a été réformé par la loi du 26 mai 2004 entrée en vigueur au 1er janvier 2005, dont la nouveauté est la possibilité d'un divorce pour altération définitive du lien conjugal : l'altération définitive exigée par la loi est la séparation matérielle des époux pendant une durée de deux années. Dans ce cas, le divorce est prononcé même si l'autre conjoint s'y oppose.

Du point de vue de l'analyse sociologique, Alain Desrosières met en évidence le fait que le divorce est plus fréquent lorsque le couple dispose d'un certain *capital culturel* mais aussi économique : c'est ainsi dans les *classes moyennes* salariées que l'on divorce le plus. En revanche, dans les *classes dominantes* le divorce est plus rare car il constitue un obstacle sérieux à la reproduction d'un capital social, culturel ou économique beaucoup plus élevé.

Pour Anne Boigeol, Jacques Commaille et Brigitte Munoz-Perez, il existe également une corrélation très forte entre le *taux de divortialité* et l'activité professionnelle de la femme : en effet, avoir un emploi constitue pour l'épouse une sécurité en cas de divorce mais lui donne aussi la liberté de divorcer.

Ces auteurs citent encore d'autres « facteurs de risque » qui sont :

- le mariage précoce (les unions les plus fragiles sont de loin celles qui sont contrac-

tées par les femmes de moins de 20 ans). Pour les couples mariés avant 30 ans, à une plus grande précocité du mariage correspond une durée moyenne de mariage plus courte;

- l'absence d'enfant;
- l'*urbanisation.*

Pierre Alain Audirac souligne le fait que la diffusion du divorce s'étend à l'ensemble des *classes sociales* mais demeure plus lente dans le monde agricole et se heurte ici ou là aux convictions religieuses ou à une persistance des mœurs traditionnelles.

→ *Famille, Cohabitation juvénile, Cohabitation hors mariage.*

Doctrine

Discours qui a pour but de défendre et promouvoir des *jugements de valeurs* ou des choix politiques. On parle par exemple de la doctrine sociale de l'Église catholique, de la doctrine libérale ou de la doctrine marxiste. Une doctrine se distingue d'une *théorie* par son statut épistémologique : une théorie doit respecter la *neutralité axiologique.*

→ *Épistémologie, Féminisme, Idéologie, Jugement de fait.*

Domination

Situation qui caractérise les rapports asymétriques de commandement et d'obéissance entre les *individus.* Max Weber définit la domination comme « la chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé ». Pour qu'il y ait obéissance de la part des individus dominés, il faut que la domination soit légitimée par une *croyance* sociale qui valide le *pouvoir* détenu par le dominant. Max Weber présente trois types idéaux de la domination en fonction du type de légitimité qui les caractérise : la *domination charismatique,* la *domination légale rationnelle* et la *domination traditionnelle.*

→ *Légitimité charismatique, Légitimité légale rationnelle, Légitimité traditionnelle.*

Domination de soi

Selon Bernard Lahire, comportement des *individus* qui sont confrontés à un conflit intérieur entre *pratiques culturelles* légitimes et illégitimes et qui accomplissent des efforts, pratiquent une forme d'ascèse, pour se conformer aux pratiques légitimes. Pour Lahire « la domination de soi et la domination d'autrui sont indissociables ».

→ *Arbitraire culturel, Culture légitime, Culture illégitime, Dispositions, Distinction, Dissonance culturelle, Domination symbolique, Habitus, Habitus de classe, Violence symbolique.*

Domination charismatique

Forme de *domination* qui fonde sa légitimité sur les vertus personnelles du chef à qui l'on confère une dimension héroïque ou sacrée. La légitimité de la domination s'éteint en général avec le chef. L'histoire offre de nombreux exemples de chefs charismatiques : le chef religieux envoyé de Dieu sur terre, le chef de guerre comme Alexandre ou Napoléon ou encore, pour les sociétés modernes, le leader politique qui parvient à attirer l'adhésion des foules et à emporter le *pouvoir* par sa seule force de conviction personnelle. Pour Julien Freund, c'est essentiellement dans les figures révolutionnaires comme Lénine qu'il faut chercher cette forme de domination.

→ *Charisme d'institution, Domination légale rationnelle, Domination traditionnelle, Légitimité charismatique.*

Domination légale rationnelle

Forme de *domination* qui fonde sa légitimité sur la *croyance* en la légalité des *règles* qui permettent l'accession aux fonctions dirigeantes. Il s'agit donc ici d'une forme impersonnelle de domination où les dominés ont l'impression d'obéir non plus à des *individus* mais à des règlements, des *lois*.

Les *sociétés* démocratiques contemporaines sont caractérisées par cette forme de domination qui repose donc le plus souvent sur des règles de droit auxquelles tous les individus doivent se plier, même les détenteurs du *pouvoir*. Les *organisations* bureaucratiques, dont le fonctionnement repose sur la *rationalisation* des activités, légitiment leur domination en référence à des procédures juridiques fondant la compétence de ceux qui prennent les décisions.

→ *Bureaucratie, Démocratie, Domination charismatique, Domination traditionnelle, État de droit, Légitimité légale rationnelle.*

Domination symbolique

Dans la sociologie de Pierre Bourdieu, *domination* qui s'exerce au moyen du langage, des manières, de tous les signes qui expriment des goûts, des idées et des sentiments légitimes. Faire un commentaire approprié sur une œuvre musicale, se comporter avec aisance au cours du vernissage d'une exposition de peinture, utiliser un registre de langage soutenu, sont autant de moyens, pour un *agent*, de manifester sa domination symbolique, ce qui suppose la possession d'un important *capital culturel*.

→ *Capital symbolique, Culture légitime, Violence symbolique.*

Domination traditionnelle

Forme de *domination* qui trouve sa légitimité dans la dimension sacrée des *traditions*. La domination du chef de famille dans les *sociétés* patriarcales est une domination traditionnelle.

→ *Détraditionnalisation, Domination charismatique, Domination légale rationnelle, Légitimité traditionnelle.*

Don

Chez Marcel Mauss, modalité de l'échange entre des groupes ou des *individus*, régie par la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre, au moins à l'équivalent. Le don est un *fait social total*. L'existence du don démontre la *fonction* sociale des échanges qui ne sont pas uniquement marchands. Pour certains sociologues comme Alain Caillé, il faudrait donc développer un *paradigme* du don comme grille de lecture de l'échange au sein des différentes *sociétés*.

→ *Contre-don, Échange marchand, Kula, Potlatch.*

Double acculturation

Concept élaboré par Roger Bastide désignant les deux versants du processus d'*acculturation*. Chaque groupe voit ses traits culturels modifiés par le contact : on ne peut donc parler de *culture* « donneuse » ou « receveuse ». Par exemple, les anciens esclaves africains du Brésil ont adapté leurs traditions à la culture brésilienne pour donner naissance à de nouveaux cultes et musiques : les candomblés de Bahia.

→ *Assimilation, Intégration.*

Double herméneutique

Concept introduit par Anthony Giddens, dans *Les nouvelles règles de la méthode sociologique* (1976). Pour lui, le sociologue doit se livrer à une double démarche d'interprétation :

- d'une part il doit interpréter les conduites humaines et le sens qui leur est donné par les acteurs. Pour ce faire, le sociologue doit prendre en compte les connaissances ordinaires (ou savoirs profanes)

que les acteurs sociaux mobilisent pour agir et pour interpréter leurs propres actions;

- d'autre part il doit interpréter les *concepts* de la sociologie savante qui sont eux-mêmes le produit d'une activité sociale (l'activité scientifique). De plus, il y a un glissement continuel entre les savoirs profanes et les savoirs techniques de la *sociologie* : les acteurs reprennent à leur compte les savoirs sociologiques et les intègrent dans leur propre interprétation de la vie sociale.

→ *Effet de théorie, Herméneutique, Modernité réflexive, Réflexivité, Sciences herméneutiques, Sociologie compréhensive.*

Doxa

Dans la philosophie de Platon, désigne l'*opinion* et s'oppose à la *connaissance*. Pour Pierre Bourdieu, synonyme de *sens commun* ou d'idées reçues : ensemble des propositions acceptées comme allant de soi. La doxa, discours social, doit être déconstruite et réinterrogée par l'analyse sociologique. Par ailleurs, le sociologue doit exercer sa *vigilance épistémologique* afin d'éviter que la doxa ne lui impose ses *objets* d'étude, son vocabulaire, etc.

→ *Attracteur idéologique, Structuralisme constructiviste.*

Droit (Sociologie du)

Sous-ensemble de la *sociologie* qui a pour objet d'étudier les relations entre le droit et la *société*, c'est-à-dire, selon Évelyne Serverin, « la manière dont le droit, conçu comme un ensemble plus ou moins structuré de règles, principes et décisions, entre en relation avec le corps social, saisi comme agencement d'individus, de groupes et d'institutions, situés dans la sphère d'influence de ce droit ».

L'expression sociologie du droit n'apparaît qu'en 1913, sous la plume d'un juriste autrichien, Eugen Ehrlich. On parle également parfois de sociologie juridique.

Plus récemment, les sociologues ont développé une sociologie du droit qui vise à s'émanciper de la discipline juridique.

Pour Évelyne Serverin, « la sociologie du droit est "juridique" si les questions posées correspondent à des préoccupations propres aux professionnels du droit, comme celles des sources du droit, de l'effectivité des règles ou de l'adaptation du droit au changement. Elle sera "sociologique" si les problèmes soulevés répondent à des interrogations propres à la sociologie, comme la contribution du droit à l'ordre social, l'influence du droit sur l'action sociale ou les conditions de production des règles ».

Droit d'initiative populaire

Dans le cadre du fonctionnement d'une *démocratie directe*, ou d'une *démocratie semi-directe*, droit dont dispose les *citoyens*, de proposer un projet de loi ou de modification constitutionnelle. Par exemple, depuis le 1er avril 2012, au sein de l'Union européenne, a été mise en place l'initiative citoyenne européenne qui permet à un million de citoyens issus d'au moins sept États membres, de mandater la commission pour qu'elle formule de nouvelles propositions législatives dans un domaine déterminé.

→ *Citoyenneté européenne, Espace public, Participation politique, Participation politique conventionnelle, Participation politique non conventionnelle.*

Droit de veto populaire

Forme particulière du *droit d'initiative populaire* où les *citoyens* ont la possibilité, par voie référendaire, de faire annuler un texte de loi voté par le parlement. Cette disposition de *démocratie semi-directe* existe dans certains États des États-Unis (comme la Californie), en Suisse et en Italie.

→ *Espace public, Participation politique, Participation politique conventionnelle, Participation politique non conventionnelle.*

Droit du sang

Critère d'attribution de la *nationalité* qui repose sur la *filiation*. Plus largement, le droit du sang s'inscrit dans une conception de la *nation* fondée sur la *culture*, voire sur l'appartenance ethnique. La plupart des pays ont aujourd'hui un droit de la nationalité qui combine le droit du sang et le *droit du sol*. En France, par exemple, un enfant né (même hors de France) de parents français, est français de plein droit : cela relève bien du droit du sang, même si la législation française de la nationalité fait par ailleurs une large place au droit du sol.

→ *Ethnie.*

Droit du sol

Critère d'attribution de la *nationalité* qui repose sur la résidence. En France par exemple, existe un double droit du sol : les personnes nées en France de parents eux-mêmes nés en France (mais qui peuvent être étrangers) sont françaises de plein droit.

→ *Droit du sang, Nation.*

Droit répressif

Forme de droit ayant pour fonction essentielle de punir un coupable. Il caractérise, selon Émile Durkheim, les *sociétés traditionnelles* régies par la *solidarité mécanique* où sont punies les offenses à la *conscience collective*. Dans cette forme de droit, la *fonction* de la sanction est de punir, et non pas de prévenir d'éventuelles récidives ou de réparer les effets de la faute. On peut considérer ici que le châtiment est une forme de vengeance du groupe à l'égard d'un de ses membres qui l'a blessé.

→ *Droit restitutif.*

Droit restitutif

Forme de droit qui cherche en priorité à indemniser les victimes, à remettre « en état les choses » et qui est caractéristique des *sociétés* où la *solidarité organique* prévaut. Pour Émile Durkheim, le droit restitutif peut coexister avec le *droit répressif* auquel il ne s'oppose donc pas. Le caractère restitutif du droit concerne plutôt la dimension administrative ou commerciale du fonctionnement de la société.

Droits créances

Ce sont des « droits à » telle ou telle chose (droit à l'éducation, droit à la santé, droit au travail, etc.). Les *individus* sont donc considérés comme les créanciers de la *société* qui doit leur garantir (à travers l'*État-providence*) l'accès à un certain nombre de biens et de services considérés comme essentiels. Les droits créances sont considérés comme un prolongement des *droits libertés*, dans la mesure où les *libertés politiques* restent formelles pour les individus qui ne peuvent pas se nourrir et se loger ou qui ne disposent d'un niveau minimal d'éducation.

→ *Assistance, Désaffiliation, Disqualification, Inégalité sociale, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale.*

Droits libertés

Ce sont des « droits de » faire telle ou telle chose (droit de pratiquer la *religion* de son choix, droit d'exprimer ses opinions, de lire la presse de son choix, etc.). Ces droits correspondent donc au respect des libertés civiles (droit à la vie privée, au secret de la correspondance) et des libertés politiques (droit de vote, droit de *manifestation*, de réunion, etc.). Le respect des droits libertés est une composante importante du *libéralisme culturel* et du *libéralisme politique*.

→ *Analyse Démocratie, Droits civiques, Droits de l'Homme, État de droit, Libertés fondamentales, République.*

Droite de régression

Graphique linéaire théorique représentant la *corrélation* entre deux caractères statistiques quantitatifs définis sur une même population. Il s'agit de la représentation d'une équation de droite modélisant une *régression linéaire.*

Une des méthodes les plus usitées pour trouver l'équation de cette droite est la *méthode des moindres carrés.*

→ *Analyse de régression.*

Droits civiques

Étymologiquement, droits du citoyen. Il s'agit donc des droits que possèdent les citoyens dans leurs rapports avec l'*État.* Par exemple le droit de vote, celui d'être éligible, sont des droits civiques.

→ *Citoyenneté, Civisme, Démocratie, Droits de l'Homme, Droits fondamentaux, État de droit, République.*

Droits de l'Homme

Au sens large, ensemble des principes qui garantissent une protection universelle de la personne humaine. Les droits de l'Homme sont essentiellement conçus pour protéger les individus contre les détenteurs de l'autorité politique. Cela renvoie à l'idée que le *pouvoir politique* doit se soumettre à un droit qui lui est extérieur. De nombreux textes ont contribué à donner une traduction juridique à ces droits, on peut citer notamment :

- la Grande Charte (*Magna carta*) de 1215 en Grande-Bretagne, qui proclame notamment le droit de propriété, le droit d'aller et venir ou encore le droit à un procès équitable;

- en Grande-Bretagne toujours, l'adoption de l'*Habeas Corpus* en 1679 pose que la liberté d'un individu est, par principe, inaliénable et que la légalité de toute détention doit être vérifiée par un juge;

- enfin, en Grande-Bretagne encore, le *Bill of Rights* 1689 proclame l'existence de « droits essentiels » (comme la liberté de conscience) supérieurs aux « législations ordinaires »;

- en France, la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen en 1789, et le Préambule de la Constitution de 1946 donnent une dimension constitutionnelle à ces droits;

- la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et la Convention européenne des droits de l'Homme de 1950 donnent une dimension internationale à ces questions.

On distingue traditionnellement deux grandes catégories dans les droits de l'Homme :

- les *droits libertés* (« droits de ») qui ont été énoncés par les penseurs du libéralisme politique (John Locke, Charles de Montesquieu, Jean-Jacques Rousseau...). Les individus possèdent des droits (droits de circulation, droit de propriété, droit de vote...) et la garantie de ces droits sert de base à la défense des libertés des individus par la limitation du *pouvoir politique.* Ainsi, pour Rousseau, la loi ne peut pas constituer un « instrument d'oppression »;

- les *droits créances* (« droit à ») qui ont été élaborés sous l'influence des penseurs socialistes et des réformateurs sociaux. L'État doit garantir à tous, du seul fait de leur qualité de membres de la société un certain nombre de droits (droit au travail, droit à l'éducation, droit à un revenu de subsistance...).

Les droits libertés constituent des limitations du champ d'intervention de la puissance publique qui doit s'abstenir d'un certain nombre d'actions pour garantir la liberté des *individus* (absence de censure, absence d'emprisonnement arbitraire, absence de religion d'État). Les droits créances constituent des extensions du champ d'intervention de l'État qui doit

mener un certain nombre d'actions dans le domaine économique et social pour garantir l'exercice de ces droits (construction d'hôpitaux, construction d'écoles, mise en place du Revenu minimum d'insertion).
Les droits de l'Homme ont fait l'objet d'un certain nombre de critiques et de contestations. Étant liés à des processus révolutionnaires (Glorieuse révolution anglaise, guerre d'indépendance américaine, Révolution française), ils sont contestés par les auteurs qui se réclament de la tradition, de l'autorité et du respect des hiérarchies naturelles. Karl Marx fait une double critique des droits de l'Homme :

- en premier lieu, ces droits sont des « droits bourgeois » destinés à légaliser la domination des propriétaires des moyens de production sur les prolétaires. Le droit de propriété est l'exemple type de cette dimension de la critique marxiste, « Le droit de propriété est donc le droit de jouir de sa fortune et d'en disposer "à son gré", sans se soucier des autres hommes, indépendamment de la société; c'est le droit de l'égoïsme. C'est cette liberté individuelle, avec son application, qui forme la base de la société bourgeoise. Elle fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la réalisation, mais plutôt la limitation de sa liberté »;
- en second lieu, une liberté n'a de sens que si les individus disposent des moyens effectifs de sa mise en œuvre. Marx cite l'exemple de la liberté de la presse, il considère que celle-ci ne peut pas s'exercer réellement pour les individus qui ne disposent pas des moyens de créer un groupe de presse.

→ *Démocratie, Droits fondamentaux, État de droit.*

Droits fondamentaux

Ensemble des libertés qui garantissent la *démocratie* et l'*État de droit*. On parle également à ce titre de libertés fondamentales ou encore de libertés publiques. Ces droits protègent à la fois les individus contre l'arbitraire de l'*État* et contre les violences des individus. On assimile souvent *droits de l'Homme* et droits fondamentaux. Cependant, la notion de droits fondamentaux est plus récente, elle procède d'une judiciarisation plus achevée de ces droits ainsi que de leur introduction dans un système normatif.

Dualisme épistémologique

Posture épistémologique qui considère que les *sciences de la nature* d'une part et les *sciences sociales* d'autre part relèvent de principes épistémologiques différents. Le plus souvent, cette posture conduit à contester la prétention à la scientificité des sciences sociales.

→ *Épistémologie, Monisme épistémologique, Sciences de l'esprit, Sciences de la culture.*

Dynamique sociale

Pour Auguste Comte, « théorie générale du progrès naturel de l'humanité ». La dynamique sociale est une des deux sciences constitutives de la *sociologie* (la seconde étant la statique sociale) qui a pour objet l'étude des *lois* de l'évolution des sociétés. De façon générale, l'expression dynamique sociale est utilisée pour désigner le *changement social* par opposition à la statique sociale qui décrit l'état d'une société à un moment donné. De la même manière sur le plan méthodologique on distingue étude diachronique et synchronique (en démographie par exemple).

→ *Loi des trois états, Positivisme.*

E

Écart-type

Indicateur statistique de *dispersion* mesurant une *moyenne* d'écarts à la moyenne. Par exemple, si dans une distribution de *salaires*, l'écart type est de 1 000 €, cela signifie qu'il existe en moyenne un écart des salaires de 1 000 € par rapport au salaire moyen.

Échange

Au sens large, ensemble des *interactions* entre *individus*, groupes d'individus ou *sociétés* qui fondent des droits et des obligations pour chacune des parties prenantes. Il existe ainsi des échanges langagiers, des échanges de marques de politesse, etc. Les analyses anthropologique et sociologique se centrent principalement sur les *échanges marchands* et non marchands. On s'intéresse alors aux modalités de circulation des biens, des services et des messages. L'échange constitue une *institution* essentielle dans la construction du *lien social*; on distingue les sociétés où l'échange est principalement marchand de celles où il est principalement rituel, sans que l'une de ces formes d'échange soit exclusive de l'autre.

→ *Don, Échange rituel, Ethnographie économique, Kula, Potlatch, Sociologie économique.*

Échange marchand

Échange caractérisé par un prix découlant de la confrontation entre une offre et une demande. Les *sociétés* fondées sur l'échange marchand sont les sociétés dans lesquelles il n'existe pas de coordination *a priori* des activités de production. Ces activités sont donc privées à la différence de celles qui se déroulent dans les sociétés non marchandes qui sont directement sociales. Pour Karl Marx par exemple, « il n'y a que les produits de travaux privés et indépendants les uns des autres qui se présentent comme marchandises réciproquement échangeables ».

Pour Florence Weber, un échange est marchand dans la mesure où il répond aux deux caractéristiques suivantes :

- « Le bien échangé est évalué indépendamment de la relation entre les personnes qui l'échangent; cette évaluation préalable le rend comparable à d'autres biens de même nature »;
- « C'est une relation fermée et affectivement neutre où transfert et contre-transfert se superposent, en principe instantanément ».

Ainsi, ce n'est pas son caractère monétaire qui donne sa dimension marchande à l'échange. Par exemple, le troc est une relation marchande sans monnaie; à l'inverse il existe des échanges qui donnent lieu à une transaction monétaire qui sort du cadre marchand. Par exemple, si une famille utilise les services de *baby-sitting* d'une jeune cousine étudiante en la payant au-dessus du prix habituellement pratiqué pour ce type de services, on a bien un échange avec une contre-partie monétaire mais cet échange

n'est pas marchand en vertu de l'absence de prix de marché et l'existence de relations personnelles entre les échangeurs. On est simplement en présence d'échange de services dans le cadre familial, garde d'enfants contre contribution aux frais engendrés par les études. Les deux opérations peuvent être considérées comme indépendantes et s'effectuer à des moments différents.

Un même échange peut être marchand où ne pas l'être selon le contexte dans lequel il s'opère. Maurice Godelier, cite l'exemple des Baruya de Nouvelle-Guinée pour lesquels l'échange de sel est non marchand à l'intérieur d'une tribu et marchand à l'extérieur : « À l'intérieur du groupe [...] la circulation des biens est réglée avant tout par le jeu des prestations réciproques entre parents ou entre voisins et amis. ». « [...] Par contre, le sel était l'objet d'échanges très actifs entre les Baruya et les tribus voisines ». « Le sel est donc, à la fois, une marchandise que l'on produit pour les autres et un objet que l'on donne "entre soi" ».

Dans la tradition anthropologique on distingue ainsi l'échange marchand du *don*.

→ *Anthropologie, Ethnographie économique, Marchandise, Marché, Sociologie économique.*

Échange rituel

Échange qui, chaque fois qu'il se produit, réactualise une croyance et réaffirme l'existence d'un *lien social*. Par exemple les offrandes faites aux divinités, le paiement d'un tribut à un individu ou un groupe disposant d'un pouvoir supérieur, le paiement du prix de la fiancée ou de la dot, le paiement du « prix du sang » pour éviter une guerre ou une vendetta, sont des échanges rituels. Théorisée par Marcel Mauss dans son *Essai sur le don*, cette forme d'échange existe dans toutes les sociétés, y compris celles qui sont dominées par l'*échange marchand*. Pour Mauss, la dimension marchande n'épuise la réalité des échanges : « Dans les économies et dans les droits qui ont précédé les nôtres [...] ce ne sont pas des individus, ce sont des collectivités qui s'obligent mutuellement, échangent et contractent, les personnes présentes au contrat sont des personnes morales clans, tribus, familles, qui s'affrontent et s'opposent soit en groupes se faisant face sur le terrain même, soit par l'intermédiaire de leurs chefs, soit de ces deux façons à la fois. De plus, ce qu'ils échangent, ce n'est pas exclusivement des biens et des richesses, des meubles et des immeubles, des choses utiles économiquement. Ce sont avant tout des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes, des foires dont le marché n'est qu'un des moments et où la circulation des richesses n'est qu'un des termes d'un contrat beaucoup plus général et beaucoup plus permanent. Enfin, ces prestations et contre-prestations s'engagent sous une forme plutôt volontaire, par des présents, des cadeaux, bien qu'elles soient au fond rigoureusement obligatoires, à peine de guerre privée ou publique. Nous avons proposé d'appeler tout ceci le système des prestations totales. ».

→ *Contrat, Don, Échange, Échange marchand, Fait social total, Kula, Potlatch, Rite.*

Échantillon

Sous-ensemble d'une population statistique à partir duquel on cherche à obtenir des résultats généralisables à la population de référence. Il existe plusieurs techniques de constitution : les plus fréquemment utilisées sont la *méthode des quotas* et la *méthode aléatoire*. Généralement, on essaie de construire des échantillons représentatifs, c'est-à-dire à partir desquels on puisse

tirer des résultats statistiquement significatifs pour l'ensemble de la population.
→ *Cohorte, Panel, Sondage.*

Échec scolaire

Situation d'un élève qui, au cours de son cursus de formation, n'arrive pas à atteindre, dans le temps défini par l'institution, un niveau scolaire donné. La *sociologie de l'éducation* s'est beaucoup intéressée aux causes du phénomène, à travers trois grands courants théoriques : l'analyse des déterminants sociaux de l'*inégalité des chances*, le rôle des *handicaps socioculturels* et du langage, et les recherches sur les stratégies des acteurs face à l'école et l'apprentissage.
→ *Culture scolaire, Démocratisation de l'enseignement, École démocratique de masse, École coercitive, Égalité, Expérience scolaire, Inflation scolaire, Littératie, Reproduction (Théorie de la), Système éducatif, Théorie du filtre.*

Échelle d'Oxford

Outil servant à mesurer le nombre d'*unités de consommation* présentes au sein d'un *ménage* en attribuant à chacun de ses membres un coefficient représentant le coût supplémentaire qu'il fait peser sur le *niveau de vie* du ménage. Dans cette échelle le premier adulte est affecté du coefficient 1, les autres adultes du coefficient 0,7 et chaque enfant de moins de 14 ans du coefficient 0,5. Un ménage composé de deux adultes et d'un enfant, soit trois personnes, correspond donc à 2,2 unités de consommation. Il devra donc bénéficier d'un revenu disponible 2,2 fois supérieur à celui d'une personne seule pour que ces deux ménages possèdent le même niveau de vie.
Cette échelle a été révisée récemment par l'OCDE et elle est désormais utilisée par l'ensemble des pays de l'Union européenne. L'« échelle d'Oxford modifiée » ou échelle de l'OCDE se décompose de la manière suivante : 1 pour le premier adulte, 0,5 pour chaque autre personne de 14 ans ou plus, 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans. On ajoute 0,2 unité de consommation pour les *familles monoparentales* qui se trouvent ainsi dans la même situation d'un point de vue statistique que dans l'échelle d'Oxford précédemment utilisée. L'adoption de cette nouvelle échelle a suscité de nombreuses critiques de la part des associations familiales. En effet, l'échelle de l'OCDE, en attribuant moins d'unités de consommation aux ménages que l'échelle d'Oxford, donne une vision plus optimiste de leur niveau de vie et sous-évalue donc le niveau de la *pauvreté*.
→ *Consommation (Sociologie de la), Seuil de pauvreté.*

École coercitive

Selon Peter Woods, école où se manifeste un fort contrôle institutionnel, et où les enseignants sont des « provocateurs de déviance », car leur conception pessimiste (les élèves sont naturellement rétifs au travail scolaire) les conduit à chercher l'affrontement, et à l'extrême, à mettre en place des stratégies d'humiliation.
Déviance, École incorporative.

École de Chicago

Courant de pensée fondateur de la *sociologie* américaine (*L'American Journal of Sociology* est fondé en 1895 à l'université de Chicago au sein du premier département universitaire de sociologie aux États-Unis). L'École de Chicago prend naissance sous l'impulsion d'Albion Small à partir de 1892 et se développe dans les années 1920 avec les travaux de Robert Ezra Park, Ernest Burgess et William Isaac Thomas. Elle

est influencée notamment par la philosophie pragmatiste (John Dewey) et par la *psychologie sociale* de George Herbert Mead. Ses domaines de recherche caractéristiques concernent la *sociologie urbaine*, les relations interethniques, la *délinquance*.
Sur le plan méthodologique, l'École de Chicago privilégie le travail de *terrain*, l'*observation participante*, les *entretiens* biographiques, etc. La domination de cette école sur la sociologie américaine s'estompe à partir de la fin des années 1930. On parle parfois d'une seconde École de Chicago pour désigner des auteurs comme Herbert Blumer, Erving Goffman, Howard Becker ou Aaron Cicourel qui, dans les années 1960, s'appuient eux aussi sur une perspective interactionniste et sur des *méthodes qualitatives*.
→ *Délinquance juvénile, Déviance, Déviance primaire, Déviance secondaire, Écologie urbaine, Ethnométhodologie, Interactionnisme symbolique, Sociologie urbaine, Stigmatisation, Théorie de l'étiquetage.*

École de Francfort

Courant de pensée qui se forme au sein de l'Institut de recherches sociales fondé en 1923 à Francfort et qui est animé notamment par Max Horkheimer et Théodor Adorno. L'École de Francfort s'inspire à la fois du *marxisme* (avec Herbert Marcuse), de la psychanalyse (avec Erich Fromm), de la *sociologie* de Max Weber et de la tradition philosophique allemande. Elle se propose de développer une *sociologie critique* qui met en question la *domination* de la *raison instrumentale* et se propose de fonder une démarche qui vise à l'émancipation sociale sur la base de la connaissance des mécanismes de la domination. Jürgen Habermas est considéré comme le principal continuateur de la tradition de l'École de Francfort.
→ *Agir communicationnel, Aliénation, Espace public, Éthique de la discussion, Rationalisation, Rationalité, Théorie critique.*

École démocratique de masse

Système scolaire dans lequel tous les élèves sont censés avoir des chances égales de réussite, quelle que soit leur origine sociale, et dans lequel se produit un phénomène de massification (accroissement important du nombre d'élèves et du taux d'accès aux études secondaires et supérieures). Pour François Dubet, « on peut parler d'école démocratique de masse quand l'entrée dans le système scolaire n'est pas fixée directement par l'origine sociale des élèves, quand la sélection tend à se réaliser uniquement à l'intérieur du système sur des critères scolaires, et quand tous ont le droit de poursuivre leurs études en fonction de leurs seules performances ». Du fait du nombre important d'élèves, la compétition pour les meilleures places est nécessairement forte, dans une logique méritocratique. Elle est en principe le résultat de la *démocratisation de l'enseignement*. Malgré les nombreux progrès accomplis dans les sociétés démocratiques modernes, elle reste encore aujourd'hui un idéal difficile à atteindre.
→ *Échec scolaire, Égalité, Équité, Inégalité des chances, Inégalité sociale, Inflation scolaire, Justice sociale, Méritocratie.*

École des relations humaines

Courant né autour d'Elton Mayo dans les années 1930 aux États-Unis. Il trouve son origine dans la critique de la conception du travailleur dans les *organisations* tayloro-

fordiennes (uniquement motivé par l'appât du gain). Lors d'une enquête menée à la *Western Electric* de Chicago, son équipe décrit l'*effet Hawthorne* qui met l'accent sur la dimension humaine des organisations et les aspects plus psychologiques des relations de *travail*. L'école des relations humaines est à l'origine du développement de la psychosociologie du travail.

→ *Cols bleus, Fordisme, Organisations (Sociologie des), Surtravail, Taylorisme, Travail (Sociologie du).*

École historique allemande

Ensemble d'économistes allemands du XIX[e] siècle constitué autour d'auteurs tels que Wilhelm Roscher, Bruno Hildebrand et Gustav Schmoller. Ces économistes sont des protagonistes de la *querelle des méthodes*. Pour eux, le « cosmopolitisme » de l'économie politique anglaise, de même que son caractère abstrait, doivent être combattus. Ils font donc largement appel à l'histoire et à l'analyse des phénomènes sociaux. Leur conception de l'analyse économique les rapproche ainsi de la démarche sociologique. Beaucoup de commentateurs soulignent que Max Weber a été influencé par les membres de l'École historique allemande.

→ *Épistémologie, Loi.*

École inclusive

Ce terme renvoie à une conception fondée sur un principe unique : une seule école où chaque enfant a sa place. Selon Serge Thomazet « Le terme d'école inclusive semble pertinent pour marquer le fait que les élèves ne sont pas seulement intégrés physiquement dans l'école mais aussi scolairement ». Il s'agit donc de prendre en considération les besoins cognitifs spécifiques de certains enfants (handicapés, surdoués, étrangers, nomades, etc.) non pas à travers des pratiques d'intégration qui conduisent à mettre en place des enseignements spécialisés, mais à travers des stratégies d'inclusion dans les classes de tous les élèves quels que soient leurs besoins particuliers : un des éléments clés est l'élaboration d'un projet personnalisé pour chacun de ces élèves. « L'école inclusive, véritable défi pour l'organisation et le fonctionnement des systèmes éducatifs et plus particulièrement pour la formation des enseignants, repose sur l'adhésion de tous à l'idée qu'enseigner c'est se confronter aux différences individuellement portées par les élèves en leur garantissant à tous une place également digne. Les enseignants d'aujourd'hui se doivent d'assumer les différences sociales, culturelles, linguistiques et cognitives des élèves ». (Colloque « Pour une École inclusive… Quelle formation des enseignants ? », 2005, IUFM de Créteil). L'école inclusive peut être considérée comme une forme de l'*école incorporative*, qui s'adresserait à des catégories particulières d'apprenants.

→ *Démocratisation de l'enseignement, École inclusive, Étiquetage, Système scolaire.*

École incorporative

Expression utilisée par l'*ethnographie* de l'école, dans une perspective interactionniste. Dans l'école incorporative, l'accent est mis sur les relations interpersonnelles, et les élèves sont invités à y prendre une part active. Elle se caractérise par un « *éthos* scolaire de tolérance et de soutien » (Peter Woods), par une conception optimiste de l'enseignement : les élèves ont envie d'apprendre, il faut les respecter. Les enseignants sont des « isolateurs de déviance », ils considèrent que la *déviance* est le produit de situations qu'il faut changer, et non le résultat de caractères « naturels » des élèves. Cette conception s'oppose à celle des *écoles « coercitives »*. Dans les deux cas, c'est donc la définition du *statut* de l'apprenant qui constitue l'élément déterminant. Il s'agit

évidemment de types idéaux, et la plupart des enseignants se situent entre les deux. Cette théorie est souvent utilisée dans l'analyse des situations de *conflit* à l'intérieur de la classe ou de l'établissement.

→ *Déviance primaire, Déviance secondaire, École inclusive, Éducation (Sociologie de l'), Étiquetage, Idéal-type, Interactionnisme.*

Écologie urbaine

Sociologie empirique, fondée sur l'observation, qui travaille principalement à partir de *monographies*, et dont l'exemple privilégié est la ville de Chicago. Ce courant s'est développé dans le premier tiers du XX^e^ siècle dans le cadre de l'*École de Chicago* sous l'influence de William Isaac Thomas. C'est l'étude de Chicago qui donnera naissance au « modèle concentrique » (description de la ville comme une série d'anneaux organisés autour d'un centre, et dont chacun est occupé par des populations de *statut social* homogène). L'écologie urbaine emprunte à l'écologie animale naissante des concepts comme ceux d'invasion, de succession (remplacement de la population d'un quartier par une autre, généralement d'origine ethnique différente) de symbiose (coexistence de populations différentes dans un même espace), de compétition, etc. Ces notions permettent de décrire les comportements des différentes communautés qui constituent la société urbaine, et plus généralement la façon dont la ville évolue. Les travaux fondateurs sont ceux de Robert Ezra Park, Ernest Burgess et Roderick Mackenzie. Ils portent principalement sur la croissance urbaine, les relations entre le cadre spatial urbain et les dynamiques sociales qui résultent des stratégies spatiales et sociales des différentes communautés. Compte tenu du contexte (les États-Unis des années 1930), leurs recherches ont très souvent porté sur les phénomènes de relations interethniques.

→ *Enquête de terrain, Ethnie, Ethnicité, Ségrégation urbaine, Sociologie urbaine, Territoire, Urbanisation.*

Économie sociale

Ensemble des groupements de personnes jouant un rôle économique : « Les organisations d'économie sociale manifestent l'existence d'entreprises non capitalistes, au sens où le pouvoir n'y est pas détenu par les apporteurs de capitaux » (Jean Louis Laville). Reconnue officiellement par décret en 1981, elle comprend les coopératives de toute nature, les mutuelles (d'assurance ou de prévoyance santé), la plupart des *associations* gestionnaires. Elle repose sur plusieurs principes : *statut* privé et autonomie de gestion, indivisibilité des réserves (le patrimoine est collectif et impartageable), but non lucratif ou de non-recherche de profit, et non redistribution individuelle des profits réalisés, gestion démocratique (« un homme une voix »), recherche de l'intérêt général et de l'utilité sociale. Apparue dès la fin du XIX^e^ siècle, elle constitue aujourd'hui un secteur économique à part entière. Pour René Passet, elle est, avec l'*économie solidaire*, un élément essentiel de la « construction d'une économie plurielle ».

→ *Autogestion.*

Économie solidaire

Selon Jean-Louis Laville, « ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens ». On la considère souvent comme une forme émergente de l'*économie sociale*, dont elle partage les principes fondamen-

taux. Orientée vers la lutte contre les *inégalités sociales* et l'*exclusion sociale*, elle comprend des activités très diverses : relations directes producteur-consommateur (les AMAP : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), commerce équitable, finances solidaires, réseaux d'échange non monétaires... L'économie solidaire se caractérise aussi par un fort ancrage territorial, et se définit comme une « économie de proximité » qui cherche à relocaliser la production au plus près des besoins, pour préserver l'environnement. Du fait de ses activités particulières, elle ne peut couvrir complètement ses coûts de production par la vente de ses produits et services, et fait appel à des financements complémentaires (État, collectivités territoriales, fondations, *associations*).

→ *Désaffiliation, Lien social, Territoire.*

Éducation (Sociologie de l')

En définissant l'éducation comme une « socialisation méthodique de la jeune génération », Émile Durkheim manifestait à la fois son intérêt pour les questions pédagogiques, et pour le rôle de l'école dans le processus de *socialisation*. En témoignent ses nombreux écrits touchant à ces questions, et son implication personnelle dans la formation des enseignants, à travers un cours professé en 1905, et publié en 1938 sous le titre *L'évolution pédagogique en France*. Il posait ainsi en 1911 les bases de la sociologie de l'éducation, mais il faudra cependant attendre la fin des années 1960 pour que celle-ci prenne l'importance qu'on lui connaît aujourd'hui. Son développement s'est fait en trois grandes étapes, qui constituent autant de champs d'investigation, différents mais complémentaires :

- dans les années 1950, l'intérêt se porte sur la relation éducation/socialisation et sur la fonction d'*intégration* sociale de l'éducation : la sociologie américaine (Talcott Parsons, Robert King Merton) prolonge ainsi les préoccupations d'Émile Durkheim; cependant, il ne s'agit pas encore d'un champ de recherche autonome, car l'éducation n'est étudiée qu'en rapport avec la socialisation;

- dans les années 1960, la sociologie de l'éducation se constitue véritablement autour du thème de l'*inégalité des chances* et du rôle de l'école dans la « reproduction » des inégalités sociales (Pierre Bourdieu, Jean Claude Passeron, Christian Baudelot, Roger Establet...). Il s'agit donc d'une sociologie de l'institution scolaire, principalement constituée d'approches macrosociologiques, et qui s'intéresse prioritairement aux déterminants sociaux des situations et des parcours scolaires. Dans le même temps, sous l'influence de chercheurs anglo-saxons (Basil Bernstein, Michael Young) elle s'intéresse – à travers le concept de *curriculum* – aux contenus de l'éducation : les recherches portent sur l'organisation des savoirs scolaires comme une conséquence des rapports de *pouvoir* dans la *société* (Viviane Isambert-Jamati), et s'interrogent sur la façon dont les acteurs s'approprient (ou pas) ces savoirs. Des recherches étudient le rôle des compétences linguistiques et des modes de communication, et les effets de la transmission, généralement implicite, de *valeurs*, de *normes sociales*, d'*idéologies* (Jean Claude Forquin, Philippe Perrenoud). Par certains aspects, ce courant renvoie à la fois à la *sociologie des sciences* et à l'*épistémologie*;

- à partir des années 1980, la sociologie de l'éducation s'intéresse notamment à la question des « acteurs scolaires », de leurs expériences, de leurs stratégies. Mettant le « sujet » au centre de l'analyse, elle se situe dans une perspective plus microsociologique. Elle porte davantage sur les stratégies complexes des différentes catégories d'acteurs scolaires (François Dubet pour les

élèves, Georges Felouzis pour les enseignants) et sur les « problématiques de l'apprendre » ou les « rapports aux savoirs » (Bernard Charlot, Bernard Lahire). Elle comprend aussi des recherches inspirées de l'*interactionnisme symbolique* ou de l'*ethnométhodologie*, sur la production de l'ordre scolaire, la signification des interactions pédagogiques, l'analyse des incidents perturbateurs, etc. (Peter Woods, François Cardi).

Aujourd'hui, le renouvellement des thématiques de recherche se nourrit des rapprochements avec d'autres champs : sciences de l'éducation, économie de l'éducation (Marie Duru-Bellat, Daniel Meuret, Alain Mingat) mais aussi sciences cognitives, *psychologie sociale*.

Depuis une quarantaine d'années, la sociologie de l'éducation a amélioré la compréhension de l'école, des savoirs scolaires et des situations scolaires. En particulier, elle a largement renouvelé la compréhension des phénomènes liés aux « difficultés scolaires », qui constituent des enjeux sociaux fondamentaux.

→ *Codes sociolinguistiques, Culture scolaire, Démocratisation de l'enseignement, Échec scolaire, École coercitive, École démocratique de masse, École inclusive, École incorporative, Effet classe, Effet établissement, Effet maître, Expérience scolaire, Forme scolaire, Handicap socioculturel, Système éducatif, Théorie du filtre, Violence symbolique.*

Effet *Band wagon*

Lors d'une élection, mouvement d'opinion qui renforce le succès des candidats placés en tête par les *sondages d'opinion*. On appelle *Band Wagon* en anglais le véhicule placé en tête d'une manifestation, qui diffuse de la musique et entraîne les manifestants derrière lui. De façon métaphorique, on parle d'effet *Band Wagon* pour désigner le fait que les sondages peuvent constituer une *prédiction créatrice*, l'annonce d'une victoire électorale conduisant à cette victoire.

→ *Démocratie, Opinion publique. Théorème de Thomas.*

Effet classe

Différences dans les acquisitions et les parcours des élèves qui sont liées aux caractéristiques de la classe qu'ils fréquentent pendant une période donnée : taille, composition sociale, niveau initial moyen, hétérogénéité du niveau initial, etc.

Les recherches récentes en la matière (Denis Meuret, Patrick Rayou, Alain Suchaut) tendent à minimiser l'effet classe : à l'école primaire, son rôle apparaît bien moins important que celui de l'origine sociale ou que celui de l'*effet maître*.

→ *Éducation (Sociologie de l'), Effet établissement.*

Effet d'âge

Différences de comportement liées au fait que les *individus* ou les groupes étudiés ont un *âge* différent. Par exemple, la fréquentation du cinéma est plus forte chez les jeunes : selon l'Insee, en 2003, 49 % des 15-24 ans sont ainsi allés au cinéma une fois par mois, contre 20 % des 25-39 ans et 13 % des 40-59 ans. Il faut distinguer soigneusement les effets d'âge et les *effets de génération*.

→ *Délinquance juvénile, Génération, Pratiques culturelles.*

Effet d'agrégation

Effet collectif involontaire de la combinaison de comportements individuels rationnels. On parle également d'effet de composition. Lorsque ces effets revêtent une dimension indésirable pour les *individus*

pris séparément ou pour la collectivité, on parle d'*effets pervers*.
→ *Individualisme méthodologique, Paradoxe d'Anderson, Paradoxe de l'action collective, Prédiction créatrice, Théorème de Thomas.*

Effet d'imitation

Attitude des catégories sociales les moins favorisées qui cherchent à rapprocher la structure de leur *consommation* de celle de la catégorie qui les précède dans la hiérarchie sociale. Pour l'économiste américain James Stemble Duesenberry, qui parle aussi d'effet de démonstration, le niveau de revenu n'est pas le seul déterminant du niveau de consommation d'un ménage. En effet, la possession de biens étant un élément significatif de l'appartenance sociale, les *individus* vont chercher à s'élever dans la hiérarchie sociale en acquérant les mêmes biens que ceux placés immédiatement au-dessus d'eux sur l'échelle sociale. Ce phénomène d'imitation explique, selon James Stemble Duesenberry, que les ménages pauvres aient une propension à consommer leur revenu supérieure à la moyenne.
→ *Consommation (Sociologie de la), Consommation ostentatoire, Distinction, Loi de l'imitation.*

Effet de composition

→ *Effet d'agrégation.*

Effet de coupe

Les *tables de mobilité*, même si elles constituent un outil précieux de mesure de la *mobilité sociale*, présentent cependant quelques limites d'ordre méthodologique. Dans de telles tables en effet, on isole deux points sur une *trajectoire sociale* : la position du père et celle du fils par exemple ou la position d'un *individu* lors de deux moments distincts de son parcours professionnel. Cette *analyse synchronique* se traduit par un effet de coupe : un ouvrier fils d'ouvrier a pu devenir artisan puis redevenir ouvrier. Cette double mobilité sociale ne sera pas perçue dans la table.
→ *Mobilité professionnelle, Mobilité sociale intergénérationnelle, Mobilité sociale verticale.*

Effet de démonstration

→ *Effet d'imitation.*

Effet de génération

Différences de comportement expliquées par le fait que l'on appartient à une *génération* différente. Par exemple, si le niveau moyen des *salaires* des ouvriers de plus de 45 ans est plus faible que celui d'ouvriers plus jeunes. Ce n'est pas lié au fait que le salaire des ouvriers baisse à partir d'un certain âge mais au fait que ces ouvriers « âgés » ont commencé à travailler à un salaire plus bas que les ouvriers plus jeunes.
→ *Effet d'âge.*

Effet de lignée

Désigne, dans l'étude de la *mobilité sociale*, l'influence de la position sociale du grand-père sur le petit-fils.
→ *Mobilité sociale intergénérationnelle, Trajectoire sociale.*

Effet de quartier

Influence qu'exerce le quartier de résidence sur les comportements de ses habitants. On parle aussi d'effet de voisinage. Les recherches empiriques en la matière sont très abondantes aux États-Unis, dans la lignée des travaux de l'*écologie urbaine* et de l'*École de Chicago*. La plupart du temps, les effets de quartier étudiés sont négatifs et concernent les populations défavorisées. En France, plusieurs études portent sur les adolescents des quartiers défavorisés. On distingue les « effets de contagion » ou d'imitation, liés à l'influence des groupes de

pairs, ceux qui relèvent de l'identification à un *modèle* (réel ou imaginaire), de la référence à des systèmes de *normes* et de *valeurs* à l'œuvre dans le quartier. La principale difficulté de ce genre d'études réside dans la distinction entre les effets endogènes (propres au quartier) et des effets plus globaux (origine sociale ou ethnique, *niveau de vie*, etc.).

→ *Bande, Banlieue, Effet de lieu, Ghetto, Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Ségrégation urbaine.*

Effet de structure

Influence de la *structure* d'une population sur le phénomène social étudié.

On peut donner deux exemples d'effets de structure :

- une augmentation du *salaire* moyen des salariés des *entreprises* du secteur privé et semi-public, peut être due en partie à un effet de structure si on assiste à une augmentation de la part des *cadres* et des *professions intermédiaires* parmi les salariés à temps complet. Le salaire moyen de chaque catégorie sociale peut alors ne pas augmenter mais le salaire moyen de l'ensemble est poussé vers le haut par la part plus importante de salariés percevant un salaire plus élevé que la moyenne;

- les taux de mortalité sont généralement plus élevés dans les villes du sud de la France que dans celles du nord. Il existe là encore un effet de structure lié au fait que l'*âge* moyen de la population résidente est plus élevé dans le sud que dans le nord.

Effet de théorie

Désigne, selon Pierre Bourdieu, l'influence d'une *théorie* sociologique sur les *représentations sociales* et les comportements des acteurs sociaux. Par exemple, la théorie marxiste de la *lutte des classes* a eu un effet sur la vision de la *société* et sur les mobilisations d'un certain nombre de *partis politiques* et de mouvements sociaux. De même, la théorie de la *reproduction* a eu un effet sur le fonctionnement de l'école, sur les politiques culturelles, etc. Les connaissances savantes ont donc des effets sur les connaissances ordinaires et l'activité scientifique doit en rendre compte.

→ *Acteur social, Constructivisme social, Épistémologie, Relationnisme méthodologique.*

Effet émergent

→ *Effet d'agrégation.*

Effet établissement

Influence, sur les performances des élèves, des caractéristiques de l'établissement dans lequel ils sont scolarisés.

Pour Olivier Cousin (dont les études ont principalement porté sur les collèges), cet effet s'explique principalement par le type de rapports de l'établissement à son environnement, le mode de direction, la cohésion professionnelle des enseignants et leur degré de mobilisation.

On distingue généralement trois types d'effets :

- l'efficacité scolaire : capacité de l'établissement à amener les élèves à un niveau donné sans redoubler;

- l'efficacité sociale : capacité de l'établissement à réduire l'effet de l'origine sociale sur les résultats scolaires;

- la sélectivité scolaire, mesurée au collège par le pourcentage d'élèves orientés vers une seconde générale ou technologique. À l'école primaire, l'effet établissement est difficile à distinguer de l'*effet classe*.

→ *Éducation (Sociologie de l'), École coercitive, École incorporative, Effet maître, Forme scolaire, Système éducatif.*

Effet Hawthorne

Résultat principal de l'enquête menée entre 1927 et 1932 dans l'usine d'Hawthorne par

Elton Mayo et son équipe. L'effet Hawthorne montre que l'augmentation de la productivité des salariés est la conséquence de l'intérêt de la direction pour leurs conditions de *travail*. C'est en étudiant les effets de la transformation de l'intensité lumineuse sur la productivité des ouvrières qu'ils ont observées que celle-ci augmentait, quelle que soit la modification du niveau de l'éclairage.

→ *École des relations humaines, Organisation (Sociologie des).*

Effet maître

Mesure, à la fin d'une année scolaire, la part du niveau de compétences d'un élève qui s'explique par l'action de l'enseignant qu'il a eu cette année-là. On l'appelle aussi « effet enseignant ».

D'après Georges Felouzis, c'est le résidu de l'*effet classe*, qui s'explique essentiellement par le comportement de l'enseignant dans l'*interaction* pédagogique : les enseignants efficaces sont ceux qui ont des attentes positives par rapport à leurs élèves, qui se servent de l'évaluation comme d'un moyen de motivation, et qui font preuve de « pragmatisme pédagogique », c'est-à-dire qui adaptent leurs stratégies pédagogiques en fonction du contexte et de la façon dont les élèves interprètent les situations d'enseignement et d'apprentissage.

De façon générale, selon Alain Mingat, l'effet maître l'emporte sur l'effet classe et sur l'*effet établissement*, mais aussi sur l'effet de l'origine sociale.

→ *Éducation (Sociologie de l'), Forme scolaire, Système éducatif.*

Effet Milgram

Phénomène de *soumission à l'autorité* démontré par Stanley Milgram lors d'une expérience menée à l'Université de Yale en 1963, dans laquelle on demandait à des sujets d'administrer sur ordre de l'expérimentateur des punitions (sous forme de chocs électriques de plus en plus forts) à des apprenants qui se trompaient. Selon lui, cette soumission résulte du contexte dans lequel est placé le *sujet* : légitimité scientifique de l'expérience, décisions prises par les candidats précédents. Cette soumission peut entraîner la disparition du sens de la responsabilité individuelle et le renoncement à l'*éthique* personnelle : à l'extrême, elle conduit à accepter de commettre des atrocités « sur ordre ». Stanley Milgram utilise le concept d'état agentique pour désigner l'état d'un *individu* transformé en simple exécutant et qui se décharge ainsi de la responsabilité de ses actes. Cette expérience, qui avait pour but de comprendre les comportements observés pendant la période du nazisme en Allemagne, a été fortement critiquée du point de vue de sa méthode, que beaucoup de psychosociologues jugent incompatible avec la déontologie de leur profession.

→ *Autorité, Légitimation, Légitimité légale rationnelle, Pouvoir, Psychologie sociale, Totalitarisme.*

Effet pervers

Résultat indésirable, pour les *individus* ou pour la collectivité, de l'agrégation des comportements individuels rationnels. La faillite de la *Last National Bank* (1932), décrite par Robert King Merton dans son analyse des *prédictions créatrices*, ou le *paradoxe de l'action collective* mis en évidence par Mancur Olson, sont des exemples d'effets pervers.

→ *Effet d'agrégation, Individualisme méthodologique.*

Effet Tocqueville

Situation dans laquelle une *opinion* majoritaire reste silencieuse parce que les *individus* pensent qu'un autre point de vue est dominant et qu'ils jugent prudent ou préfé-

rable de ne pas défendre le leur. De ce fait, une opinion minoritaire, perçue à tort comme majoritaire, s'impose comme le point de vue dominant.

→ *Despotisme démocratique, Effet Band Wagon, Spirale du silence.*

Effritement de la société salariale

Selon Robert Castel, processus qui, à partir des années 1980, remet progressivement en cause les garanties dont bénéficiaient les salariés en matière de droit du travail et de protection sociale. Il en résulte qu'une partie des salariés passe de la *zone d'intégration* aux *zones d'assistance*, de vulnérabilité ou de *désaffiliation*.

→ *Cohésion sociale, Disqualification, Intégration, Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale, Zone de désaffiliation, Zone de vulnérabilité.*

Égalisation des conditions

Désigne, chez Alexis de Tocqueville, la tendance caractéristique de la *modernité* qui, du fait de la « passion pour l'égalité », conduit à faire disparaître progressivement les différences dans les statuts juridiques qui caractérisent les sociétés d'*ordres* de l'Ancien Régime. Pour lui, cette égalisation des conditions est intrinsèquement liée à l'idéal démocratique et il voit dans la société américaine un bon exemple de ce lien entre égalisation des conditions et *démocratie*. La Révolution française, en dépit d'excès qu'il déplore, a joué un rôle essentiel dans l'égalisation des conditions (abolition des privilèges de la nuit du 4 août). Pour Raymond Aron, résumant la pensée de Tocqueville : « Est démocratique la société où ne subsistent plus les distinctions des ordres et des classes, où tous les individus qui composent la collectivité sont socialement égaux, ce qui ne signifie d'ailleurs pas intellectuellement égaux, ce qui serait absurde, ni économiquement égaux, ce qui, d'après Tocqueville, serait impossible. L'égalité sociale signifie qu'il n'y a pas de différence héréditaire de conditions, et que toutes les occupations, toutes les professions, toutes les dignités, tous les honneurs sont accessibles à tous. Sont donc impliquées dans l'idée de démocratie à la fois l'égalité sociale et la tendance à l'uniformité des modes et niveaux de vie ». Alexis de Tocqueville envisage deux conséquences négatives possibles de l'égalisation des conditions : « L'une mène directement les hommes à l'indépendance et peut les pousser jusqu'à l'anarchie, l'autre les conduit, par un chemin plus long, plus secret mais plus sûr, vers la servitude ».

→ *Despotisme démocratique.*

Égalité

Situation dans laquelle deux *individus* ou deux groupes sont dans des positions identiques ou équivalentes. On peut par exemple constater que deux classes ont des effectifs d'élèves égaux ou que deux individus perçoivent des revenus égaux. L'égalité est aussi une *valeur*, elle exprime donc une aspiration et un idéal quant au traitement des différents individus ou des différents groupes. Par exemple, en droit français, le service public est notamment fondé sur un principe d'égalité : tous les individus doivent avoir accès dans des conditions identiques aux services publics. On distingue généralement trois conceptions de l'égalité :

- l'égalité en droit : c'est l'égalité des conditions d'Alexis de Tocqueville. Elle suppose que tous les individus se voient appliquer les mêmes règles juridiques. Cela s'oppose donc, par exemple, au système de *castes*, à l'esclavage ou aux *ordres* de l'Ancien Régime. L'égalité en

droit est évidemment compatible avec de grandes inégalités des chances et de situation;

- l'égalité des chances : elle suppose que tous les individus ont la même probabilité d'accéder aux positions sociales les plus valorisées, indépendamment de leur origine sociale. L'égalité des chances est compatible avec une grande inégalité des situations;

- l'égalité des situations : elle suppose que les individus disposent d'avantages économiques et sociaux identiques. L'égalité des situations est une perspective, les débats portent en général sur les moyens de réduire les inégalités de situation.

→ *Équité, Démocratie, Discrimination positive, Justice sociale, Inégalité des chances, Inégalités sociales, Libéralisme.*

Église

Selon Max Weber, *institution* dont on est membre par la naissance et qui œuvre au salut des fidèles. L'Église revendique le monopole de la *contrainte hiérocratique* légitime. Pour Ernst Troeltsch et Max Weber, une Église se différencie d'une *secte*. Pour Émile Durkheim, une Église est une « communauté morale formée de tous les croyants d'une même foi, les fidèles comme les prêtres ».

→ *Groupement hiérocratique, Nouveaux mouvements religieux.*

Élargissement des tâches

Forme d'*organisation du travail* post-taylorienne qui diversifie la nature des tâches à accomplir pour un même poste de travail. Il s'agit de remettre en cause la spécialisation excessive des tâches, caractéristiques du modèle taylorien et qui se révèle en fin de compte contre-productive (perte d'intérêt pour le travail, baisse de la vigilance, etc.).

→ *Organisation scientifique du travail, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Post taylorisme.*

Électeur médian

Électeur dont les choix politiques, lors d'une élection, correspondent à la *médiane* statistique : si les électeurs sont « classés » suivant une échelle de choix allant de l'extrême gauche à l'extrême droite par exemple, il y a autant d'électeurs qui auront des choix plus à gauche que lui, que d'électeurs ayant des choix plus à droite.

→ *Théorème de l'électeur médian.*

Électeur rationnel (Théorie de l')

Théorie d'Anthony Downs selon laquelle, compte tenu du coût de la participation électorale et du bénéfice net qu'en retire un individu, « un individu rationnel devrait s'abstenir de voter ».

Dans ce modèle, le gain net de la participation électorale est mesuré par : pB – C.

p représente la probabilité de faire basculer l'élection, B représente le bénéfice net retiré par l'individu de sa participation (la différence entre la situation où son candidat l'emporterait et celle où il perdrait l'élection), et C le coût de cette participation. Comme *p* est proche de 0, le bénéfice espéré du vote (pB) également, et il est donc toujours très largement inférieur au coût.

→ *Comportement électoral, Électeur médian, Paradoxe de l'électeur, Participation politique, Rationalité axiologique, Théorème de l'électeur médian.*

Élite

Au sens courant, ensemble de ceux qui, dans un groupe ou une *société* donnés, sont considérés comme les meilleurs.

Pour Gaetano Mosca, l'élite concerne la minorité de personnes qui détient le *pouvoir* dans une société. Cette minorité forme de ce que l'on appelle une *classe dirigeante*. Cette dernière est elle-même stratifiée en chefs supérieurs et chefs secondaires afin de garantir une efficacité plus grande. Dans une société aristocratique on parle de classe dirigeante fermée, contrairement à la *démocratie* où elle est dite ouverte. Pour Gaetano Mosca les liens existant entre les membres de l'élite peuvent être des liens de *parenté*, d'intérêt ou encore de *culture*. Selon lui, l'histoire est créée par les intérêts et les idées des élites au pouvoir.

Selon Vilfredo Pareto, il faut parler d'élites au pluriel car il en existe autant que d'activités humaines : « Il peut y avoir une élite de brigands comme une élite de saints ». Il définit l'élite comme « la classe de ceux qui ont les indices les plus élevés dans la branche où ils déploient leur activité ». Après avoir donné cette définition générale reposant uniquement sur un critère d'excellence, il divise l'élite en deux catégories distinctes : « Nous mettrons à part ceux qui, directement ou indirectement, jouent un rôle notable dans le gouvernement; ils constitueront l'élite gouvernementale. Le reste formera l'élite non gouvernementale ».

→ *Aristocratie, Circulation des élites, Classe dirigeante, Élite du pouvoir, Élite gouvernementale, Noblesse, Stratification sociale.*

Élite du pouvoir

Selon Charles Wright Mills, sur la base d'une observation empirique de la société américaine, il existe une *élite* du *pouvoir* qui se concentre dans trois secteurs clés : l'institution politique, l'institution militaire et l'institution économique.

Chacun de ces trois domaines est contrôlé par une partie de l'élite du pouvoir : les administrateurs des grandes firmes pour l'économie, les officiers militaires des échelons supérieurs de commandement et les dirigeants de grandes administrations d'État pour l'organisation politique.

Il insiste sur le fait que le mode de désignation des membres de la minorité en charge du pouvoir exécutif permet des échanges au sein même du triangle de l'élite, ce qui revient à dire qu'une *oligarchie* – non élue – dirige l'*État*.

Selon lui, la connivence entre les différents segments de l'élite l'emporte sur tout ce qui peut les séparer. Ainsi, les facteurs d'intégration l'emportent nettement sur les différences spécifiques et les diverses élites spécialisées forment bien une seule élite du pouvoir : « La coïncidence structurale de leurs intérêts, comme les faits psychologiques complexes concernant leur origine et leur instruction, leur carrière et leurs fréquentations créent les affinités psychologiques qui existent entre eux, affinités qui leur permettent de dire les uns des autres : "bien entendu il est des nôtres". Et tout cela est la preuve d'une conscience de classe dans son sens psychologique fondamental. Il n'existe nulle part en Amérique de "conscience de classe" aussi claire que celle de l'élite du pouvoir; nulle part elle n'est organisée de façon aussi efficace ».

→ *Classe dirigeante, Élite gouvernementale.*

Élite gouvernementale

Selon Vilfredo Pareto, fraction de l'*élite* qui « joue un rôle notable dans le gouvernement ». Au sein de cette élite gouvernementale, plusieurs catégories coexistent qui se différencient notamment par les modalités dont ces groupes dirigeants gouvernent les *masses*. Il distingue ainsi les lions et les

renards, les premiers gouvernant par la force, les seconds par la ruse.

→ *Classe dirigeante, Élite du pouvoir.*

Élite politique

→ *Classe dirigeante, Élite du pouvoir, Élite gouvernementale.*

Émeute

Mouvement collectif non prémédité utilisant la *violence* et se traduisant souvent par la destruction de biens matériels et l'affrontement aux forces de l'ordre. L'émeute est générée par un événement qui déclenche une révolte dont le but est d'exprimer de la colère et de désigner des coupables. On parle d'émeutes de la faim, d'émeutes industrielles, raciales, antisémites (pogroms). Les émeutes sont souvent l'expression d'un affrontement politique. Les explications du type action irrationnelle de *foule* ont prévalu jusque dans les années 1970 (Gustave Le Bon, 1841-1931). L'émeute est alors le résultat d'une propagation de *rumeurs* qui enflent et transforment les individus par des processus d'*imitation* et de contagion. Cependant, dès 1968, Anthony Oberschall a montré notamment à travers l'étude des émeutes de 1965 à Los Angeles que celles-ci n'étaient pas le fait de voyous non représentatifs de la société, mais au contraire d'une large partie de la population révoltée contre les actes de *ségrégation* raciale. Laurent Mucchielli dans son ouvrage *Quand les banlieues brûlent* a montré que les émeutes en France depuis les années 1990 résultaient d'un « processus de ghettoïsation » des populations des *banlieues*.

→ *Action collective, Bande, Déviance, Expérience sociale, Gang, Mobilisation des ressources, Mouvement social, Psychologie sociale, Révolution, Sociologie de la délinquance.*

Émigrant

Individu quittant son pays d'origine pour aller résider à l'étranger. Il est un immigrant dans le pays d'accueil et devient alors un *immigré*.

→ *Étranger, Immigration, Solde migratoire.*

Émigration

Pour un pays, flux migratoire allant vers l'étranger.

→ *Étranger, Immigration, Immigré, Intégration, Solde migratoire.*

Émigré

Individu qui a quitté son territoire d'origine pour résider sur un autre territoire. En matière de *migration* internationale, un *immigré* dans le pays d'accueil est un émigré pour son pays d'origine.

→ *Étranger, Immigration, Immigré, Intégration, Solde migratoire.*

Empathie

Capacité à percevoir intuitivement le sens des conduites d'autrui, qui repose sur un mode affectif de *communication*. Elle est considérée par la sociologie interactionniste comme un des aspects de la *socialisation*, dont elle est à la fois une composante (l'empathie facilite la socialisation) et un produit (elle est un des résultats de la socialisation).

→ *Interactionnisme, Interprétation, Socialité, Sociologie compréhensive, Sujet.*

Empirisme

Conception épistémologique selon laquelle la *connaissance* en général et l'investigation scientifique en particulier doivent reposer sur la collecte et la description des faits tels qu'ils se présentent à l'observateur.

L'importance accordée aux faits conduit généralement l'empirisme à négliger les *théories* et les *concepts*.

→ *Enquête de terrain, Épistémologie, Inductivisme, Objet, Objectivation, Science, Sciences de l'empirie.*

Empirisme logique

Théorie de la connaissance développée par le Cercle de Vienne. Ce groupe de scientifiques et de philosophes autrichiens constitué en 1922 s'oppose aux conceptions métaphysiques, il défend l'idée selon laquelle la connaissance scientifique a pour point de départ des énoncés protocolaires se rapportant à la réalité (*empirisme*) et que cette *connaissance* doit être organisée en un discours rigoureux respectant les règles de la logique. Le Cercle a publié en 1929 son Manifeste sous le titre : *La conception scientifique du monde.*

→ *Épistémologie, Épistémologie concordataire, Loi, Objectivité, Querelle des méthodes, Théorie.*

Employés

Au sens général, salariés exerçant des fonctions d'exécution, travaillant dans le secteur privé ou dans le secteur public et effectuant des tâches administratives (travail de bureau), commerciales (vendeurs par exemple) ou de service aux particuliers (personnel de service dans l'hôtellerie par exemple). Pendant longtemps on a opposé les employés aux *ouvriers*, comme on oppose dans le monde anglo-saxon, les « *cols blancs* » (appartenant au monde des bureaux) aux « *cols bleus* » (appartenant au monde de l'usine).

Dans la nomenclature des *Professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS) de l'Insee, les employés forment le groupe 5. Dans la nomenclature à 24 postes (niveau 2 de la nomenclature des PCS de l'Insee), les employés se répartissent en quatre catégories :

- les employés de la fonction publique (catégorie 51), qui comprend des employés civils et agents de service de la fonction publique, avec des agents des catégories C et D (titulaires ou non) de la fonction publique, des employés et des personnels de service des établissements assimilés à la fonction publique, des personnels de services (ainsi que les aides-soignants et ambulanciers) des établissements d'enseignement et de santé, publics ou privés;

- les employés administratifs d'entreprise (catégorie 54), qui ne comprend que des salariés du secteur privé;

- les employés de commerce (catégorie 55) qui regroupe les salariés exécutant des opérations simples liées à la vente. Ces salariés appartiennent tous au secteur privé et sont répartis selon le produit vendu : cette ventilation conduit à distinguer quelques grands types de vendeurs, qui diffèrent selon les connaissances techniques et surtout le type de clientèle touchée. Les employés de libre-service, les pompistes et les caissiers (de magasin, de cinéma, etc.) sont assimilés à cette catégorie;

- les personnels des services directs aux particuliers (catégorie 56) regroupe des emplois de l'hôtellerie et de la restauration, des spécialistes de soins corporels, esthétiques et d'hygiène (à l'exclusion des professions de santé), donnés aux particuliers, des concierges et gardiens d'immeubles; des personnes effectuant pour le compte d'autrui des travaux domestiques (à l'exclusion des réparations).

Le groupe des employés est en expansion quantitative : il est devenu la première profession et catégorie socioprofessionnelle devant les ouvriers dans les années 1990. C'est par ailleurs un groupe à près de 80 % féminin (une femme active sur deux est employée) et les seules catégories où les

hommes sont majoritaires sont celles de policiers ou de militaires dans les employés de la fonction publique.
En *sociologie*, un questionnement récurrent existe quant au classement des employés parmi les *classes moyennes* ou les classes populaires : une certaine proximité professionnelle relie les *employés* aux *cadres* (ils travaillent dans les « bureaux ») mais d'autres éléments les apparentent davantage aux *catégories populaires* : les employées épousent souvent des ouvriers, les hommes ouvriers ont un salaire moyen souvent supérieur à celui des femmes employées. Cependant, ce groupe se caractérise par une faible mobilisation collective, du fait de sa diversité notamment. Selon Alain Chenu, les employés forment ainsi « un groupe qui n'en est pas un ».
→ *Classes sociales, Stratification sociale.*

Endogamie

Règle de *parenté* désignant l'obligation, pour un *individu*, de choisir son conjoint à l'intérieur de son *groupe d'appartenance*. Les *castes* étaient par exemple des groupes endogames. Aujourd'hui, il s'agit moins d'une règle que d'une situation de fait (proximité géographique de la résidence des deux conjoints).
→ *Hétérogamie sociale, Homogamie sociale.*

En groupe

Pour Robert King Merton, « type particulier de groupe d'appartenance caractérisé par une cohésion interne et une hostilité externe relativement forte ». Les membres de « l'en groupe » sont censés posséder les qualités et les vertus les plus prisées par le groupe, et les *hors groupe* sont définis par le fait qu'ils ne peuvent en aucun cas les posséder : c'est ainsi par exemple que R. K. Merton explique le racisme.
→ *Cohésion sociale, Discrimination, Fonctionnalisme, Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Groupe social, Intégration, Socialisation.*

Enquête

Procédure dont le but est de collecter des données sur le *terrain*. Les enquêtes les plus courantes se font par *questionnaires* ou *entretiens*. Dans la mesure où elle intervient presque toujours après une première phase de conceptualisation et de *formalisation*, l'enquête ne relève pas de l'*empirisme*, car les données sont construites à partir d'une problématisation.
→ *Constructivisme, Enquête de terrain, Entretien non directif, Entretien semi-directif, Épistémologie, Méthodologie sociologique, Objet, Observation, Sondage d'opinion.*

Enquête d'opinion

→ *Sondage d'opinion.*

Enquête de terrain

Méthode de recherche très utilisée en *sciences sociales*, qui trouve son origine lointaine dans les récits de voyageurs ou d'explorateurs. L'*enquête* de terrain repose sur l'observation (directe et généralement participante) et utilise divers outils : comptes rendus, journal de terrain, cartographies, entretiens, histoires de vie… Il s'agit donc essentiellement d'une *méthode qualitative*. L'*ethnographie* a systématisé ce type de travail, et l'*École de Chicago* en a fait un large usage : Robert Park recommandait aux chercheurs de « décrire les choses de près », pour acquérir une « connaissance de première main », une « familiarité ». Le « terrain » est à la fois « objet d'étude et lieu de séjour » (Jean Claude Combessie), il apparaît comme une « situation empiriquement constituée… qui est un découpage du social ». De nombreux

anthropologues (Clifford Geertz, Anselm Strauss) ont critiqué la conception simpliste selon laquelle elle produirait une description d'un microcosme social, pour souligner que toute enquête de ce type repose sur une *théorie* interprétative. L'enquête de terrain, inconnue des fondateurs de la *sociologie*, est progressivement devenue une norme de la pratique professionnelle des sociologues, à côté d'autres méthodes, telles que les méthodes statistiques, l'*analyse des données*, etc.

→ *Anthropologie, Ethnologie, Grounded theory, Méthode biographique, Méthodologie sociologique, Observation, Observation participante.*

Enquête de victimation

Enquête dont le but est d'enregistrer les actes de *délinquance* subis par les personnes qu'elles aient ou non porté plainte. Ces statistiques complètent les données administratives enregistrées par la police, la gendarmerie et la justice, et permettent d'estimer le *chiffre noir* de la délinquance. L'Insee mène ce type d'enquête chaque année en France métropolitaine depuis 1996 au sein de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) et depuis 2005 dans un module particulier dit cadre de vie et sécurité (CVS).

→ *Contrôle social, Crime, Déviance (Sociologie de la), Incivilité.*

Enrichissement des tâches

Forme d'*organisation du travail* post-taylorienne qui a pour objectif de confier aux *ouvriers* spécialisés (OS) des tâches plus qualifiées et donc de revenir partiellement sur les excès de l'*Organisation scientifique du travail*.

→ *Élargissement des tâches, Équipe semi-autonome, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Post taylorisme.*

Entrepreneur

Un entrepreneur est un dirigeant d'*entreprise* qui cherche à atteindre des objectifs (réalisation d'un profit, conquête de parts de marché) par la mise en œuvre d'innovations et la direction du processus productif. Dans la *sociologie* française, l'entrepreneur est un objet d'étude relativement récent. Les travaux ont porté notamment sur les créateurs d'entreprises, sur les dirigeants de PME, sur les entrepreneurs individuels, mais aussi sur les cadres dirigeants. La *sociologie économique* étudie les entrepreneurs en tant que *groupe social* disposant de certaines caractéristiques (diplôme, patrimoine, *trajectoire sociale*), dotés d'un certain *habitus* (goût du risque, aptitudes relationnelles), insérés dans un réseau, un contexte social, un cadre juridique. Selon Pierre-Paul Zalio, la figure de l'entrepreneur se construit au croisement de plusieurs mondes sociaux et l'activité entrepreneuriale consiste notamment à mettre en relation des sphères sociales hétérogènes (technologie, marketing, gestion des ressources humaines, territoires). L'approche sociologique se distingue donc de l'approche économique (issue de Joseph Schumpeter et des travaux de l'école autrichienne notamment) et de l'approche du management qui vise essentiellement à former et à conseiller les entrepreneurs. Les sociologues accordent une place importante à la dimension ethnographique et historique de l'activité entrepreneuriale.

→ *Capitalisme, Esprit du capitalisme, Ethnographie économique, Réseaux sociaux, Révolution managériale.*

Entrepreneurs de morale

Désigne, pour Howard Becker, les *individus* qui créent les *normes sociales* ou qui les font appliquer. Le créateur de normes

est comparé à un « individu qui entreprend une croisade pour la réforme des mœurs ». Aux États-Unis, dans les années 1920, les groupes qui ont obtenu la prohibition de la commercialisation et de la consommation d'alcool sont des entrepreneurs de morale. Quand ces « croisades » sont réussies, des *institutions* sont créées pour faire respecter les nouvelles normes (création de services de police chargés de faire appliquer la législation sur la prohibition). Ces institutions conduisent à leur tour à une augmentation des infractions enregistrées. Par exemple, la lutte contre la *délinquance* routière (radars) conduit à l'enregistrement d'un nombre croissant d'infractions du Code de la route.
→ *Déviance (Sociologie de la), Étiquetage.*

Entreprise

D'après Christian Thuderoz, « ensemble articulé de trois sous-systèmes autonomes : le système productif, le système organisationnel, le système institutionnel, en interaction étroite avec un écosystème, l'environnement de l'entreprise. » Pour l'Insee, l'entreprise représente « toute unité légale, personne physique ou personne morale qui, jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et des services marchands ».

Pour Alain Touraine, l'entreprise se caractérise par son autonomie, son *organisation*, son but économique.
→ *Culture d'entreprise, Entrepreneur, Organisation.*

Entretien

Méthode de collecte de l'information dans laquelle l'enquêteur interroge en face-à-face le *sujet*. La collecte peut être exhaustive (on enregistre exactement tout ce que dit le sujet) ou « précodée » (on ne retient que des éléments de discours définis à l'avance par le protocole de recherche).
→ *Entretien non directif, Entretien semi-directif, Méthodologie sociologique.*

Entretien compréhensif

Méthode qualitative d'*enquête* qui vise à comprendre comment pense le sujet interviewé. Elle est inspirée de l'*ethnographie constitutive* et de l'*ethnométhodologie*, et préconisée notamment par Jean-Claude Kaufman. L'*entretien* est mené de façon interactive et empathique : il faut « casser la hiérarchie » de l'entretien traditionnel, instaurer une relation de confiance et de confidence. Le chercheur considère la personne interrogée comme un informateur privilégié, avec lequel il partage un système de référence, un langage commun. Dans cette méthode, il n'y a pas de « bonnes questions » *a priori* : les plus intéressantes sont celles qui naissent de l'*interaction* entre le questionneur et le questionné. La grille d'entretien évolue de façon itérative au fil de l'interview et il faut admettre comme constitutifs de la situation de recherche tous les aléas, les imprévus, qui orienteront en cours d'entretien le contenu du discours.
→ *Compréhension, Grounded theory, Membre, Méthodes qualitatives, Méthodologie sociologique, Sens commun, Sociologie compréhensive.*

Entretien directif

Forme d'*entretien* dans laquelle l'enquêteur interroge le *sujet* à partir d'une grille d'entretien dont il ne dévie pas : les thématiques et l'ordre dans lequel elles sont abordées, sont fixés à l'avance. Aucune initiative n'est laissée à la personne interrogée. Cette technique est assez peu utilisée aujourd'hui.
→ *Entretien non directif, Entretien semi-directif, Méthode qualitative, Méthodologie sociologique.*

Entretien non directif

Type d'*entretien* dans lequel l'enquêteur pose une seule question, et s'abstient d'intervenir dès que le sujet a commencé à parler. Il sert à obtenir un récit, des opinions ou l'expression des représentations spontanées du sujet. L'important est que l'enquêteur n'influence pas, par ses interventions ou ses questions, les formulations adoptées par l'enquêté.

→ *Enquête, Entretien semi-directif, Méthodologie sociologique.*

Entretien semi-directif

Type d'*entretien* dans lequel l'enquêteur oriente, par des relances, le discours du sujet pour qu'il aborde (dans un ordre non déterminé) un certain nombre de points définis à l'avance par le protocole de recherche; pour ce faire, l'enquêteur dispose généralement d'un « guide d'entretien ».

→ *Enquête, Entretien non directif, Méthodologie sociologique.*

Épistémologie

Pour Jean Piaget, « étude du passage des états de moindre connaissance aux états de connaissance plus poussés ».

Pour Madeleine Grawitz : « L'épistémologie, au sens strict, est une étude critique faite *a posteriori*, axée sur la validité des sciences, considérées comme des réalités que l'on observe, décrit, analyse ».

De façon plus générale, l'épistémologie étudie les conditions de production et de validation des *connaissances* scientifiques.

→ *Épistémologie concordataire, Méthodologie sociologique, Science, Sociologie des sciences, Théorie de la connaissance, Vigilance épistémologique.*

Épistémologie concordataire

Conception proposée par Gaston Bachelard qui consiste à trouver une articulation entre le *rationalisme* et l'*empirisme*. De même qu'un concordat organise la cohabitation entre l'*Église* et l'*État*, l'épistémologie concordataire refuse à la fois « le rationalisme à vide » et « l'empirisme décousu » et fait donc cohabiter la tradition empiriste et la tradition rationaliste.

→ *Épistémologie, Rationalisme critique.*

Équilibration

Pour Jean Piaget, dans le cadre de la *socialisation*, « passage perpétuel d'un état de moindre équilibre à un état d'équilibre supérieur ». La socialisation est un processus dynamique d'*adaptation* de l'*individu* à son environnement social, et de tentatives de modification de cet environnement. L'individu doit donc en permanence trouver de nouveaux équilibres avec le milieu social dans lequel il évolue. Pour Jean Piaget, ces équilibres successifs étant provisoires, la socialisation consistera en une dynamique de phases de reconstruction de ces équilibres. La socialisation est donc, pour Jean Piaget, un processus d'équilibration.

→ *Accommodation, Assimilation.*

Équipe semi-autonome

Forme collective d'*enrichissement des tâches*. Dans la pratique, on parle d'équipe semi-autonome à partir du moment où un groupe de salariés dépourvu de responsable hiérarchique en son sein organise le *travail* qui lui est fixé et le répartit librement entre ses membres. L'équipe est évaluée en fonction de la façon dont elle atteint les objectifs qui lui ont été fixés par la direction de l'*entreprise*.

→ *Organisation du travail, Post taylorisme.*

Équité

Selon André Lalande, l'équité est « le sentiment sûr et spontané du juste et de l'injuste ». L'équité est donc un jugement que l'on porte sur une situation. On trouve par exemple qu'il est équitable de donner à

un mal-voyant un temps plus important pour passer les épreuves d'un concours ou d'un examen. On voit que, dans ce cas, on crée une inégalité (durée d'épreuve différente) pour atteindre une forme d'*égalité* (égalité des chances de réussir au concours ou à l'examen). Il n'y a donc pas lieu d'opposer égalité et équité. Dans la mesure où est équitable ce qui est juste et est juste ce qui est égal, l'équité est toujours un moyen d'atteindre une forme d'égalité. Pour Jean-Paul Fitoussi, l'équité est « une propriété du critère d'égalité qu'on choisit ».

→ *Discrimination négative, Discrimination positive, Inégalité des chances, Justice sociale.*

Esclavage

L'esclavage est un type de rapport social dans lequel certains individus sont la propriété d'autres individus. Pour Karl Marx, l'esclavage est un *mode de production* dans lequel les propriétaires n'achètent pas la *force de travail*, mais l'*individu*. L'esclavage se rencontre dans de nombreuses sociétés depuis l'Antiquité, jusqu'à l'époque contemporaine. En France, l'abolition définitive de l'esclavage intervient en 1848.

→ *Exploitation, Servage, Surtravail.*

ESeC

L'*European Socio-economic Classification* est un projet européen de constitution d'une nomenclature commune des *professions*. Elle comporte actuellement dix « classes » allant du *Higher salariat* (chefs de grandes entreprises, cadres dirigeants et membres des professions libérales de niveau supérieur) aux chômeurs. Ces travaux sont largement inspirés par le cadre théorique de John Goldthorpe sur les relations d'emploi comme cadre explicatif des comportements sociaux. Par exemple la relation de type « contrat de travail », se marque par l'entière subordination du salarié à son employeur par les termes du contrat (professions routinières peu qualifiées). Dans la « relation de service », le salarié dispose d'une plus large autonomie dans son travail et son employeur est plus dépendant de lui (encadrement de haut niveau, compétences techniques).

→ *Catégorie sociale, Professions et catégories socioprofessionnelles, Stratification sociale, Service class.*

Espace public

Terme utilisé par Jürgen Habermas pour désigner une sphère de la vie sociale, intermédiaire entre la sphère étatique et la sphère privée, au sein de laquelle l'*opinion publique* peut se constituer en force de résistance à la *domination*. L'espace public est le lieu privilégié de l'*agir communicationnel*. Jürgen Habermas étudie la constitution de cet espace public par la *bourgeoisie* à l'époque moderne. À travers la naissance de la presse, des salons littéraires, des clubs, des académies, s'impose progressivement l'idée selon laquelle les questions d'organisation de la Cité doivent faire l'objet d'un échange public d'arguments fondés en raison. Cet espace public bourgeois peut décliner, sous l'effet notamment de la montée de la puissance étatique et de la *rationalité instrumentale*. Il peut aussi se développer dans le cadre de l'État social comme lieu d'une *démocratie* exigeant la participation effective de tous à l'élaboration des choix politiques. Ce terme est la traduction problématique de l'allemand *Öffentlichkeit*.

→ *Action publique, École de Frankfort, État, Éthique de la discussion, Problème public, Raison instrumentale.*

Espace social

Environnement dans lequel se déroulent les *pratiques sociales*. L'espace social possède deux caractéristiques principales :

- il est multidimensionnel, car il intègre des aspects proprement spatiaux (voisi-

nage, résidence, etc.) mais aussi économiques, sociaux, culturels et historiques;

- il est sans cesse reconstruit, car c'est avant tout un contexte de l'*action sociale*, qui n'a de sens que par rapport aux projets des acteurs.

Il est à la fois un espace concret et vécu, et un espace symbolique, interprété et défini par les représentations des acteurs. Il est plus ou moins dense, en fonction de l'importance des *interactions sociales*, et de la distance sociale entre les acteurs. Pour la sociologie des *réseaux sociaux*, il peut être analysé à travers la structure et l'extension des chaînes relationnelles. En ce sens, l'espace social d'un acteur détermine les limites de ses possibilités de *communication*.

→ *Acteur social, Agir communicationnel, Champ, Définition de la situation, Lien social, Territoire.*

Espérance de vie

Selon l'*Ined*, l'espérance de vie à la naissance (ou à l'*âge* 0) représente la durée de vie moyenne – autrement dit l'âge moyen au décès – d'une *génération* fictive qui serait soumise à chaque âge aux conditions de mortalité de l'année considérée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge. Ainsi, en France en 2006, l'espérance de vie à la naissance des hommes était de 77,1 ans contre 84 ans pour les femmes.

L'espérance de vie à la naissance est un cas particulier de l'espérance de vie à l'âge x, qui représente le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de cet âge x (ou durée de survie moyenne à l'âge x), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

L'espérance de vie est également un indicateur de *mortalité différentielle*.

→ *Démographie.*

Esprit du capitalisme

Pour Max Weber, recherche rationnelle du profit par l'exercice d'une *profession*. Il existe une « affinité élective » entre l'esprit du capitalisme et l'éthique du protestantisme ascétique. Il ne faut pas confondre l'esprit du capitalisme (qui est un *idéal-type*) avec le *capitalisme* comme système économique (qui a des manifestations historiques diverses) même si l'essor du capitalisme est favorisé par l'esprit du capitalisme.

→ *Beruf, Éthique protestante.*

État

Le terme « État » a deux significations, liées mais distinctes :

- d'une part, il désigne une *société* juridiquement organisée : on parlera de l'État belge ou de l'État brésilien. En ce sens l'État correspond à un territoire, à une population et au *pouvoir* de coercition institutionnalisé qui s'y exerce. Les États sont les acteurs de la vie politique internationale (ils peuvent être membres de l'ONU, signer des traités, etc.);

- d'autre part, il désigne, à l'intérieur d'une *société civile*, un *pouvoir politique* institutionnalisé qui dispose de la personnalité juridique et de moyens matériels.

Pour Max Weber « nous entendons par État une entreprise politique de caractère institutionnel lorsque et en tant que sa direction administrative revendique avec succès le monopole de la violence physique légitime ». Max Weber insiste sur la distinction entre *pouvoir politique* et État. Dans cette perspective, on peut donc définir l'État comme une forme institutionnalisée du pouvoir politique. Par différence, le chef d'une tribu primitive exerce bien un pouvoir politique, mais ce pouvoir n'est pas institutionnalisé.

Il existe de nombreuses théories de l'État. On distingue notamment :

- les théories contractualistes, pour lesquelles l'État résulte d'un *contrat social* au terme duquel les *individus* abandonnent une partie de leur *souveraineté* pour confier à l'État certains de leurs intérêts communs. Dans ce cas la légitimité de l'État repose sur le consentement des *citoyens* et il doit respecter scrupuleusement les libertés individuelles. Parmi les théoriciens contractualistes on peut citer notamment Thomas Hobbes, Jean-Jacques Rousseau, John Locke, Emmanuel Kant, etc. Certains contractualistes sont plus libéraux et soucieux des droits individuels (John Locke), d'autres sont plus étatistes et insistent sur la soumission de l'individu à l'État;

- les théories essentialistes qui considèrent que l'État incarne un principe universel qui transcende les volontés individuelles. Cette conception essentialiste est exposée par Platon et des penseurs chrétiens qui considèrent que le pouvoir politique est de droit divin. Fin XVIII[e] début XIX[e], les principaux penseurs essentialistes sont Friedrich Hegel et Karl Marx. Le premier considère que l'État est l'incarnation de la raison dans l'histoire. Le second défend une approche matérialiste selon laquelle l'État est au service de la *classe dominante.*

Les débats contemporains opposent les auteurs qui veulent réduire le rôle de l'État à ses missions régaliennes, dans le respect des règles de l'*État de droit* (Friedrich Hayek par exemple) et les auteurs qui défendent une conception plus interventionniste en confiant notamment à l'État le rôle de promoteur de la *justice sociale* (John Rawls par exemple).

→ *Action publique, État nation, Pouvoir, Violence.*

État abstrait

→ *État métaphysique.*

État centralisé

Forme d'*État unitaire* dans lequel il n'existe pas de décentralisation (ou à un degré très limité). Une telle organisation politique n'empêche pas l'existence d'une déconcentration du *pouvoir* et l'existence de plusieurs niveaux de circonscriptions administratives, mais celles-ci ont très peu d'autonomie. Le *pouvoir politique* qui est exercé par des représentants de l'*État* (préfet en France).

→ *Action publique, État nation, Violence.*

État de droit

Ordre juridique au sein duquel les sujets de droit sont protégés contre l'arbitraire par l'existence de textes juridiques et de tribunaux qui les font respecter.

Selon Bruno Oppetit, l'État de droit peut se définir par le droit au droit et le droit au juge.

L'État de droit, comme composante de la réalité sociale et politique, émerge à la fin du Moyen Âge et se renforce progressivement : adoption de la Grande charte en Grande-Bretagne (1275), institution de l'*habeas corpus* en Grande-Bretagne (1679), etc. La « Glorieuse Révolution » anglaise de la fin du XVII[e] siècle, puis les révolutions américaine et française sont autant d'occasions d'offrir aux *citoyens* des droits et des garanties contre les abus de *pouvoir* éventuels de la puissance publique. Ce n'est qu'à la fin du XIX[e] siècle en Allemagne que le *concept* et la *théorie* de l'État de droit se développent. Ces approches sont diffusées et développées en France, au début du XX[e] siècle, par Roger Carré de Malberg pour qui l'État de droit est « un État qui, dans ses rapports avec ses sujets et pour la garantie de leur statut individuel, se soumet lui-même à un régime de droit, et cela en tant qu'il enchaîne son action sur eux par des *règles*, dont les unes déterminent les droits réservés aux citoyens, dont les autres fixent par avance les voies et moyens qui pourront

être employés en vue de réaliser les buts étatiques ». On considère généralement que l'État de droit suppose l'existence d'une hiérarchie des *normes* juridiques et d'une juridiction chargée de contrôler la constitutionnalité des lois (la Cour suprême aux États-Unis, le Conseil constitutionnel en France par exemple).

Comme le souligne le juriste Michel Troper « si tout État de droit n'est pas nécessairement une démocratie, toute démocratie doit être un État de droit ». En effet, on peut considérer que le régime nazi était un État de droit (hiérarchie des normes juridiques, tribunaux, etc.), mais ce n'était évidemment pas une *démocratie*. C'est pourquoi, certains philosophes et sociologues contemporains utilisent l'expression « État de droit démocratique » afin de lever toute ambiguïté.

→ *Citoyenneté, Droits de l'Homme, Droits fondamentaux, Droits civiques, État, État de police, Libéralisme, Libertés fondamentales, Politique publique, République, Séparation des pouvoirs.*

État de police

À l'inverse d'un *État de droit*, État au sein duquel les détenteurs du *pouvoir* ne subordonnent pas leurs interventions et les modalités de ces interventions au respect des règles de droit et ne se soumettent pas au contrôle et à la sanction de tribunaux indépendants. Par exemple le système de la « lettre de cachet » qui permettait en France sous l'Ancien Régime, d'incarcérer n'importe quel *individu* selon le « bon plaisir » du Roi, relevait d'un État de police.

→ *Démocratie, Droit (Sociologie du), Totalitarisme.*

État décentralisé

Forme d'*État unitaire* dans lequel une partie du pouvoir et des compétences politiques sont exercés par des collectivités locales en vertu du *principe de subsidiarité*. L'ampleur de la décentralisation du *pouvoir* et le degré d'autonomie des collectivités locales peuvent être plus ou moins importants, et concerner des champs de l'action publique plus ou moins étendus. En France par exemple, depuis 1982, le processus de décentralisation a été particulièrement poussé puisqu'il confère aux collectivités locales des compétences économiques et sociales, en matière d'éducation, d'aménagement du territoire et de transports, etc.

→ *État, Pouvoir politique.*

État fédéral

Forme d'*État* au sein duquel le *pouvoir politique* est partagé entre une administration centrale (fédérale) et des administrations locales (fédérées). Les États fédérés disposent de *pouvoirs*, de compétences propres sur leur territoire. L'articulation de ces pouvoirs avec ceux de l'État fédéral est organisée de façon constitutionnelle. En général la structure législative est organisée en deux chambres, une où sont élus les représentants de la population au niveau fédéral et une où sont élus des représentants des États fédérés. Les États-Unis, le Canada, la Belgique ou encore la Suisse sont des exemples d'États ayant adopté cette organisation fédérale qui s'oppose à l'*État unitaire*.

→ *Constitution, Souveraineté, Souveraineté nationale.*

État fictif

→ *État théologique.*

État métaphysique

Pour Auguste Comte, stade de développement historique des *sociétés* qui correspond à une situation où l'esprit humain explique les phénomènes, notamment sociaux, en référence aux forces abstraites de la nature. Celles-ci sont « conçues comme capables

d'engendrer par elles-mêmes tous les phénomènes observés, dont l'explication consiste alors à assigner pour chacun l'entité correspondante ». Dans la *loi des trois états*, cet état, qualifié également d'état abstrait, succède à l'*État théologique* et précède l'*État positif*.

→ *Évolutionnisme, Loi, Positivisme.*

État nation

Terme qui souligne que l'*État* est souvent la *nation* juridiquement organisée. Historiquement, on constate que de nombreux États modernes sont des États qui correspondent à une nation.

La construction des États nations a souvent constitué un enjeu politique majeur (construction de l'unité allemande ou de l'unité italienne par exemple). Mais l'idée selon laquelle la nation préexiste à l'État (qui en constituerait en quelque sorte la superstructure juridique) doit être nuancée. Dans certains cas (c'est particulièrement net en France) c'est l'État, monarchique puis républicain, qui contribue à construire la nation : unification linguistique et administrative, création par l'enseignement de l'histoire d'un imaginaire commun, accent mis sur l'intérêt national comme légitimation des choix politiques, etc.

Il existe aussi de nombreux cas d'États plurinationaux : c'est le cas par exemple de la Grande-Bretagne où l'on trouve les nations anglaise, galloise et écossaise; ce fut le cas de l'Autriche-Hongrie ou de la Yougoslavie. L'État soviétique était aussi un État plurinational, les cartes d'identité faisaient mention de la nationalité de chaque citoyen (Ukrainien, Letton…).

À l'inverse, il existe des nations auxquelles ne correspond aucun État : c'est le cas des Kurdes ou des Palestiniens.

L'État nation ayant été dans de très nombreux cas le cadre du développement de la *citoyenneté* démocratique, on s'interroge aujourd'hui sur les conséquences de la mondialisation et des phénomènes d'intégration politique régionale et la question est parfois posée d'une *citoyenneté postnationale*.

État positif

Pour Auguste Comte, stade de développement historique des *sociétés* qui correspond à une situation où l'esprit humain devient capable d'accéder à la *connaissance* scientifique et de découvrir les *lois* qui gouvernent les phénomènes. Auguste Comte qualifie également cet état de scientifique. C'est pour lui le stade ultime d'évolution des sociétés humaines, qui correspond à la *société industrielle* : « L'esprit humain renonce à connaître les causes intimes des phénomènes, pour s'attacher uniquement à découvrir, par l'usage bien combiné du raisonnement et de l'observation, leurs lois effectives ».

→ *État métaphysique, État théologique, Loi des trois états.*

État providence

Forme d'*État* qui s'est mise en place pour l'essentiel au XX^e^ siècle et qui se traduit par le développement de la *protection sociale* (assurance-maladie, assurance vieillesse, assurance chômage, allocations familiales) et, plus largement, par l'intervention active de l'État dans la sphère économique et sociale. La contribution de la *sociologie* à l'étude de l'État providence porte sur de nombreux domaines. Dans une perspective fonctionnaliste, l'État providence prend en charge des fonctions que la *famille*, les communautés de voisinage, les communautés religieuses, etc. ne prennent plus en charge. Le développement de l'État providence est donc lié au processus d'*individualisation* de la vie sociale et au passage d'une *solidarité mécanique* à une *solidarité organique*.

La *sociologie politique* met l'accent sur le fait que l'État providence résulte de l'effort des républicains de répondre au défi que constitue le contraste entre l'affirmation de l'*égalité* juridique et politique d'une part et la réalité des inégalités économiques et sociales d'autre part. Dans la stabilisation des régimes démocratiques, l'État providence permet à la fois de s'opposer au *conservatisme* et aux tendances révolutionnaires du *socialisme*. Les néo-marxistes ont insisté pour leur part sur le rôle de l'État providence dans la reproduction des *rapports sociaux* capitalistes. Enfin, des approches institutionnalistes se sont efforcées de construire une typologie des formes d'État providence. En particulier, Gosta Esping Andersen propose trois *types-idéaux* de l'État providence qui se distinguent notamment par le degré de démarchandisation de certains aspects de la vie sociale qu'ils organisent :

- le modèle libéral ou résiduel correspond aux États-Unis, au Japon, à la Grande-Bretagne, au Canada, etc. Il se caractérise par le rôle essentiel accordé au marché et limite la protection aux plus faibles et aux plus démunis tout en exerçant un *contrôle social* assez fort sur les bénéficiaires de l'aide sociale;

- le modèle conservateur/corporatiste est l'héritier du système bismarckien qui donne la priorité à la solidarité professionnelle par rapport à la solidarité nationale. Au total, il se caractérise par un faible niveau de redistribution. On classe dans cette catégorie, l'Allemagne, mais aussi la France, l'Italie, la Belgique;

- le modèle universaliste ou social démocrate repose sur une ambition de *justice sociale* et se caractérise par un degré élevé de protection sociale et de redistribution. Ce modèle correspond pour l'essentiel aux systèmes économiques et sociaux des pays scandinaves.

Selon Pierre Rosanvallon, l'État providence est aujourd'hui soumis à une triple crise : une crise de financement, une crise de légitimité et une crise d'efficacité.

→ *Action publique, Assistance, Progrès social.*

État scientifique

→ *État positif.*

État théologique

Pour Auguste Comte, stade initial du développement historique des *sociétés* où l'esprit humain n'est en mesure d'expliquer les phénomènes qu'en référence à l'action d'agents surnaturels, la plupart du temps de nature religieuse. À ce niveau de développement, les phénomènes semblent « produits par l'action directe et continue d'agents surnaturels plus ou moins nombreux, dont l'intervention arbitraire explique toutes les anomalies apparentes de l'univers ». Pour Auguste Comte, cet état, également qualifié de fictif, caractérise essentiellement le Moyen Âge pour les sociétés occidentales.

→ *État métaphysique, État positif, Loi des trois états.*

État unitaire

Forme d'*État* dans lequel un *gouvernement* central exerce ses prérogatives sur l'ensemble du territoire. La France est l'exemple type d'État unitaire : « la République est indivisible ». L'État unitaire peut être centralisé lorsqu'il n'existe qu'une seule entité de droit public, ou décentralisé lorsqu'il existe des collectivités locales disposant d'un fort degré d'autonomie politique. L'État unitaire s'oppose à *l'État fédéral.*

→ *État centralisé, État décentralisé, Souveraineté, Souveraineté nationale.*

Éthique

Le plus souvent synonyme de *morale.* Certains auteurs distinguent cependant la

morale comme ensemble de *normes* et l'éthique comme lieu d'une interrogation sur les normes. Par exemple on a vu se développer des débats sur l'éthique médicale du fait des interrogations nouvelles résultant des progrès de la médecine (thérapie génique, procréation médicalement assistée, etc.). On peut aussi considérer l'éthique comme une composante de la philosophie qui se consacre à une réflexion sur la morale et ses fondements.

→ *Justice sociale, Utilitarisme de l'acte, Utilitarisme de la règle.*

Éthique de la conviction

Selon Max Weber, conception d'un homme politique qui agit en fonction de choix éthiques sans se préoccuper des conséquences de ses choix, dès lors que ceux-ci lui semblent moralement valides. Max Weber donne l'exemple du pacifiste chrétien qui refuse le recours à la violence et à la guerre quelles que soient les conséquences de son refus. Pour lui « l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité ne sont pas des contraires absolus, mais elles se complètent l'une l'autre, et c'est ensemble seulement qu'elles constituent l'homme authentique, celui qui peut avoir la "vocation pour la politique" ».

→ *Éthique de la responsabilité.*

Éthique de la discussion

Approche développée à partir des années 1970 par Karl Otto Appel et Jürgen Habermas. Elle vise à montrer qu'il est possible de fonder rationnellement des *normes* morales sur la base de la discussion, c'est-à-dire d'une argumentation qui est orientée vers l'entente (la recherche d'un consensus). L'éthique de la discussion est le fondement d'une conception délibérative de la *démocratie.*

C'est une *éthique* universaliste car les normes morales qui sont soumises à la discussion doivent pouvoir s'appliquer à tous et être soumises à l'approbation de tous.

C'est une éthique cognitiviste puisqu'elle repose sur l'argumentation rationnelle.

C'est une éthique procédurale dans la mesure où elle ne prétend pas définir les caractéristiques de la « vie bonne », mais qu'elle se limite à préciser les procédures au moyen desquelles on peut justifier la validité des *règles.* Jürgen Habermas a formulé un « principe de la discussion » qui concerne non pas toutes les formes de communication, mais uniquement celles qui ont des visées normatives. Il le formule ainsi : « Une norme n'est véritablement valide que si elle fait l'unanimité des personnes concernées lesquelles doivent toutes pouvoir prendre part à la discussion ».

→ *Agir communicationnel, École de Francfort, Éthique, Morale, Valeurs.*

Éthique de la responsabilité

Selon Max Weber, conception d'un homme politique qui agit en se préoccupant des conséquences prévisibles des décisions qu'il prend. L'éthique de la responsabilité conduit donc à des compromis et/ou à des actes contraires à la morale mais conformes aux objectifs politiques poursuivis. Citant Nicolas Machiavel, Max Weber évoque le *citoyen* qui accepte de mettre en péril le salut de son âme pour le bien de la Cité.

→ *Éthique de la conviction.*

Éthique protestante

Chez Max Weber, *idéal-type* de la conduite de vie ascétique qui caractérise les protestants et plus particulièrement les puritains (calvinistes, méthodistes, ana-

baptistes, quakers, etc.). Il ne s'agit pas d'une *éthique* au sens de doctrine morale, mais d'un *éthos*. Cet *éthos* est notamment lié au devoir d'exercer une profession-vocation et à la doctrine de la prédestination. Il se traduit par un comportement rationnel, une frugalité, un respect des engagements qui sont autant de comportements favorables au développement de l'*esprit du capitalisme*. Pour Max Weber « l'ascétisme protestant, agissant à l'intérieur du monde, s'opposa avec une grande efficacité à la jouissance spontanée des richesses et freina la consommation, notamment celle des objets de luxe. En revanche, il eut pour effet psychologique de débarrasser des inhibitions de l'éthique traditionaliste le désir d'acquérir ». Il existe des « affinités électives » entre l'éthique du protestantisme ascétique et l'esprit du capitalisme.

Plus généralement, toujours pour Max Weber, l'éthique économique d'une *religion* correspond aux « incitations pratiques à l'action enracinées dans les articulations psychologiques et pragmatiques » de cette religion.

→ *Ascétisme intramondain, Beruf, Rationalité.*

Ethnicisation

Selon Hervé Le Bras, l'ethnicisation désigne « le remplacement des critères de classe et de catégorie socioprofessionnelle par un critère ethnique pour expliquer les phénomènes sociaux. Il ne s'agit pas d'une transformation réelle de la société, mais d'un changement de point de vue et de catégories d'analyse ».

L'ethnicisation est donc un processus qui conduit à ce que les catégories ethniques prennent une place croissante dans les comportements des *acteurs sociaux*, les *interactions* sociales et même les politiques publiques. Les problèmes de logement, de délinquance, de fonctionnement de l'école, etc., sont pensés en termes ethniques et cela conduit à renforcer les *identités* ethniques puisque les groupes qui font l'objet d'une *stigmatisation* et d'une *violence symbolique* ont tendance à réagir en renforçant la construction de leur *identité* ethnique. Le phénomène d'ethnicisation concerne les pays développés, en liaison notamment avec l'*immigration*, mais aussi certains pays du Tiers-monde qui, bien que constitués en *États nations*, sont traversés par des *conflits* ethniques qui peuvent être durables et violents.

Certains chercheurs se demandent si l'influence croissante du paradigme de l'ethnicité dans les *sciences sociales*, ne renforce pas l'ethnicisation des *rapports sociaux*.

→ *Communauté, Communautarisme, Discrimination négative, Discrimination positive, Ethnie, Racisme.*

Ethnicité

Désigne, selon Françoise Lorcerie « la production et l'activation de certaines formes d'identité communautaire au cœur des sociétés modernes ». Le *concept* d'ethnicité vise donc à rendre compte, d'un point de vue sociologique, de la façon dont les *acteurs sociaux* utilisent les catégories ethniques dans leurs *interactions* sociales. Il s'agit aussi d'étudier l'impact économique, social et politique de cette interprétation du monde en terme ethnique. Par exemple, le fait que des élèves nés en France et de nationalité française se définissent et soient définis par les autres acteurs sociaux comme arabes, noirs, gitans est un phénomène qui relève de l'ethnicité. Il en va de même en ce qui concerne l'interprétation de certains

comportements sociaux et de certaines *inégalités* à partir de catégories ethniques.

→ *Communauté, Communautarisme, Discrimination négative, Discrimination positive, Ethnie, Ethnicisation.*

Ethnie

Terme d'origine grecque où *ethnos* désignait les peuples qui n'étaient pas organisés en cités (*ethnos* s'oppose donc à *polis* et à *démos*). En français, le terme ethnie trouve son origine chez un théoricien du *racisme*, Georges Vacher de Lapouge. Ce dernier distingue les races qui ont selon lui une base biologique et les ethnies qui ont une base linguistique et culturelle. Pour lui, les ethnies sont des sous-ensembles des races. Au départ donc, le terme a un fondement naturaliste : les ethnies seraient la manifestation du besoin des hommes de se retrouver en groupes racialement et culturellement homogènes. Cette vision essentialiste a conduit parfois à utiliser le terme ethnie comme substitut euphémisé du mot race. Le terme *ethnologie* signifie étymologiquement sciences des ethnies, pourtant les ethnologues et les chercheurs en *anthropologie* vont rejeter la vision essentialiste des groupes ethniques et privilégier une approche constructiviste et interactionniste. Max Weber, l'un des premiers, souligne qu'un groupe ethnique ne repose pas nécessairement sur une « communauté de sang », mais qu'il suppose dans tous les cas la *croyance* subjective de ses membres comme du reste de la *société* en une communauté d'origine. Les groupes ethniques sont une base possible d'un processus de *communalisation*. Dans la même perspective, Everett Hugues écrit : « On peut se demander en quoi consiste un groupe ethnique. Presque tous ceux qui utilisent cette expression avanceront qu'il s'agit de groupes que l'on peut distinguer des autres par une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : propriétés physiques, langue, religion, coutumes, institutions ou « traits culturels ». Cette définition prend le problème par le mauvais bout [...]. Un groupe ethnique n'est pas caractérisé par son degré de différence, mesurable ou observable, avec d'autres groupes; au contraire, c'est un groupe ethnique parce que ceux qui lui appartiennent et ceux qui sont à l'extérieur le considèrent comme tel et parlent, sentent et agissent comme s'il s'agissait d'un groupe distinct ». Plus récemment, Dominique Schnapper propose de définir une ethnie comme un groupe dont les membres « se vivent comme les héritiers d'une communauté historique et culturelle et partagent la volonté de la maintenir ». Pour elle il ne faut pas confondre les ethnies et les *nations* : s'il s'agit dans les deux cas de constructions historiques, les premières ne sont pas politiquement organisées alors que les secondes le sont. Pour Maurice Godelier une ethnie est un « ensemble de groupes locaux se sachant issus d'une même souche, parlant des langues apparentées et partageant un certain nombre de principes d'organisation de la société et de représentations de l'ordre social et cosmique, ainsi que des valeurs communes ».

→ *Ethnicisation, Ethnicité.*

Ethnocentrisme

Posture intellectuelle qui place sa propre *culture* au-dessus des autres. L'ethnocentriste évalue les autres cultures à travers les critères de jugement de sa *société* d'appartenance.

→ *Ethnologie, Relativisme culturel.*

Ethnocide

Résultat d'un processus de *déculturation* qui se marque par la disparition des traits culturels du groupe dominé. Par exemple, l'existence des *cultures* amérindiennes tra-

ditionnelles d'Amazonie est menacée par l'exploitation des forêts.
À l'extrême, l'ethnocide se traduit par la disparition physique des groupes dominés.
→ *Acculturation, Culture, Culture dominée, Ethnocentrisme.*

Ethnographie

Au sens strict, étude descriptive des *cultures* et des groupes humains.
Ces descriptions prennent généralement la forme de *monographies*. À l'origine, ces études de terrain concernent les *sociétés* primitives, mais on trouve aujourd'hui des exemples d'études ethnographiques portant sur des composantes des sociétés modernes : populations rurales, pauvreté, etc.
En France, c'est Marcel Mauss qui introduit cette discipline en 1926 dans son *Manuel d'ethnographie* où il parle « d'ethnologie descriptive ». En 1957, Marcel Griaule dans un ouvrage publié à titre posthume, *Méthode de l'ethnographie*, distingue l'ethnographie qui enregistre les structures organisationnelles des peuples par observation de l'*ethnologie* qui produit sur la base de ces observations des constructions systématiques.
Pour Claude Lévi-Strauss, « l'ethnographie consiste dans l'observation et l'analyse de groupes humains considérés dans leur particularité et visant à la restitution, aussi fidèle que possible, de la vie de chacun d'eux ».
Aujourd'hui, l'accent est mis sur la complémentarité entre les approches ethnographiques et ethnologiques et les nécessaires allers-retours entre les deux.
→ *Ethnographie constitutive, Ethnographie économique, Sciences idiographiques.*

Ethnographie constitutive

Méthode d'analyse ethnographique de la *communication* qui repose sur la description minutieuse des événements les plus banals et routiniers, et dans laquelle les acteurs sont invités à participer à la description. Pour son fondateur (Hugh Mehan), « le but de l'analyse constitutive [...] est la production d'une grammaire qui rende compte de la structure d'événements sociaux ». Ce courant théorique est très proche de l'*ethnométhodologie*.
→ *Constructivisme social, Définition de la situation, Ethnographie, Interactionnisme symbolique.*

Ethnographie économique

L'ethnographie économique est une approche proposée par Caroline Dufy et Florence Weber qui consiste à mettre en œuvre la démarche ethnographique (caractérisée notamment par le souci de la description) aux phénomènes économiques. Ces auteures ont consacré des travaux à la *consommation*, au *travail*, à la transformation des économies post-soviétiques, à la monnaie, etc.
Le choix du terme ethnographie économique relève d'une double remise en cause :
- remise en cause du découpage entre la science économique et la *sociologie*;
- remise en cause du découpage entre l'*anthropologie* (qui se consacrerait aux seules *sociétés* traditionnelles) et la sociologie (qui se consacrerait aux sociétés modernes).

Il s'agit donc d'appliquer les acquis de la démarche ethnographique à divers domaines de l'activité économique, sans se laisser enfermer ni dans un type d'activité (marchande ou non marchande), ni dans un type de société (traditionnelle ou contemporaine).
→ *Argent, Échange marchand, Ethnographie, Sociologie économique.*

Ethnologie

Selon Michel Leiris, « étude des sociétés du point de vue de leur culture ».

Dans la tradition anglo-saxonne, l'ethnologie ne se distingue pas fondamentalement de l'*anthropologie culturelle*, et elle privilégie la méthode comparative : pour Alfred Reginald Radcliffe-Brown, « l'ethnologie se fonde sur l'étude comparative et systématique d'un grand nombre de sociétés ».

Pour Claude Lévi-Strauss « l'ethnologie utilise de façon comparative les documents présentés par l'ethnographie », elle constitue un premier niveau de synthèse que l'anthropologie culturelle généralisera encore.

→ *Anthropologie structurale, Culture (Sociologie de la), Société.*

Ethnométhodes

Manières de faire des *acteurs sociaux* pour accomplir leurs *actions sociales* et en constituer en même temps la signification, pour les rendre compréhensibles par les membres.

→ *Accomplissement pratique, Compréhension, Ethnométhodologie.*

Ethnométhodologie

Elle se définit comme l'étude des *ethnométhodes*.

Le travail du chercheur doit être centré avant tout sur l'étude des procédures par lesquelles les acteurs construisent le sens des situations et le donnent à voir. Le « fait social » ne peut donc être conçu comme une réalité transcendante, mais uniquement comme un *accomplissement pratique*, toujours dépendant d'un contexte.

Les ethnométhodologues refusent la notion même de *rupture épistémologique* : il n'y a pas de différence de nature entre le discours du sociologue et les autres discours sociaux. Seuls les *acteurs sociaux* sont compétents pour comprendre le sens des situations qu'ils produisent, et le chercheur doit devenir « *membre* » pour accéder à cette compréhension. Fondé par Harold Garfinkel dans les années 1960 aux États-Unis, ce courant s'inspire de la *phénoménologie* d'Alfred Schutz et de la *sociologie* de Talcott Parsons.

→ *Compréhension, Constructivisme social, Interactionnisme symbolique.*

Éthologie

Discipline qui étudie les comportements sociaux des animaux (fourmis, loups, singes, etc.).

Certaines analyses sociologiques contemporaines prennent appui sur les travaux des éthologues pour rendre compte des phénomènes sociaux. Par exemple, on explique certains comportements affectifs par leur substrat neurobiologique.

→ *Sociobiologie, Territoire.*

Ethos

Chez Max Weber, système de *valeurs* propre à une *religion* ou à un *groupe social*.

En toute rigueur, il faudrait parler de l'*ethos* protestant plutôt que de l'*éthique protestante* (mais en français ce dernier s'est imposé par l'usage).

→ *Éthique.*

Étiquetage

Procédure qui consiste à désigner, et donc à stigmatiser, un *sujet* à l'intérieur d'un groupe par la mise en évidence d'une caractéristique spécifique : handicap physique, comportement scolaire, etc. L'étiquetage le pousse à se conformer à l'image de lui ainsi produite. Pour Howard Becker, le « déviant » est d'abord celui qui est qualifié comme tel.

→ *Constructivisme social, Déviance, Déviance primaire, Déviance secondaire,*

Interaction, Prédiction créatrice, Stigmatisation.

Étranger

Individu ne possédant pas la *nationalité* du pays dans lequel il réside ou dans lequel il séjourne. Les personnes nées en France de parents étrangers sont étrangères, jusqu'à ce qu'elles optent, à leur majorité, pour la nationalité française. Mais elles ne sont pas des *immigrés*. De même, tous les immigrés ne sont pas des étrangers.

→ *Immigration, Immigré, Intégration.*

Évaluations aléatoires

Méthodologie qui s'inspire de la technique des tests cliniques : un groupe est divisé au hasard en deux sous-groupes, dont seul l'un des deux va subir l'effet d'une *variable* que l'on veut étudier : par exemple, pour évaluer l'effet de l'enseignement assisté par ordinateur, on fournit à un sous-groupe d'élèves des ordinateurs pour travailler en classe, alors que les autres élèves continuent d'utiliser les méthodes traditionnelles. Cette méthode peut poser un problème éthique (pourquoi exclure certains élèves de l'usage de l'informatique ?) et demande beaucoup de temps, car souvent il faut suivre les sous-groupes pendant de longues périodes, mais elle a l'avantage de fournir des résultats incontestables, si la question de départ est suffisamment précise et si le caractère aléatoire du tirage initial est bien respecté. Elle est fréquemment utilisée en complément de celle des *expériences naturelles*.

→ *Méthode des variations concomitantes, Méthodologie sociologique.*

Évasion

Chez Robert King Merton l'évasion est l'un des modes d'adaptation individuelle aux objectifs que fixe la *société* et aux *normes* relatives aux moyens légitimes pour atteindre ces objectifs: Le comportement d'évasion (le plus rare selon Robert King Merton) consiste à rejeter les buts et les moyens proposés par la société et à se comporter en étranger à la société. Robert King Merton donne comme exemple les malades mentaux, les parias, les exilés, les vagabonds, etc.

→ *Conformisme, Innovation, Rébellion, Ritualisme, Structuro-fonctionnalisme.*

Évolutionnisme

De manière générale, *théorie* qui étudie les phénomènes sociaux comme produits d'une succession d'étapes historiques.

Pour Herbert Spencer, les sociétés humaines évoluent des formes simples d'*organisation* sociale vers des formes plus complexes. Le passage de la *solidarité mécanique* à la *solidarité organique* chez Émile Durkheim, la *loi des trois états* d'Auguste Comte ou l'analyse du passage d'un *mode de production* à un autre chez Karl Marx, sont des exemples de travaux sociologiques revêtant une dimension évolutionniste.

Il existe au sein de l'*anthropologie* un courant de pensée évolutionniste, dont les principaux représentants à la fin du XIX^{e} et dans la première moitié du XX^{e} siècle sont :

- Lewis Morgan, qui envisage les grandes étapes d'évolution des *sociétés* humaines à travers l'identification d'*institutions* déterminantes pour cette évolution : états des techniques, organisations familiales et politiques, langage, etc.;
- Edward Burnett Tylor, qui met l'accent sur le passage de sociétés adeptes de cultes polythéistes vers des sociétés monothéistes;
- James Frazer enfin, pour qui l'évolution des sociétés passe par trois stades successifs, la *magie*, la *religion* et la *science*.

Exclusion sociale

Processus de mise à l'écart de la *société* d'un *individu* ou d'un groupe d'individus, dans des positions considérées comme inférieu-

res. L'exclusion peut être analysée comme une rupture du *lien social*. Elle se caractérise alors par le cumul de handicaps sociaux : *pauvreté*, *échec scolaire*, précarité de l'emploi, chômage, etc., et l'affaiblissement de l'efficacité des mécanismes de la *protection sociale* (minima sociaux).
Dans une perspective interactionniste, Serge Paugam analyse le processus de l'exclusion à travers le concept de *disqualification sociale*.
→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, École inclusive, Instances d'intégration, Nouvelle pauvreté.*

Exit, voice, loyalty

Titre de l'ouvrage d'Albert Hirschman paru en 1972.
→ *Défection, Loyauté, Prise de parole.*

Exode rural

Déplacement des populations de l'espace rural vers les espaces urbains. C'est un des aspects de la mobilité géographique (changement de lieu de résidence), qui s'accompagne souvent d'une *mobilité professionnelle* (diminution du nombre d'emplois agricoles). Il a entraîné des évolutions démographiques importantes (vieillissement de la population active agricole, déséquilibre des sexes dans le monde rural...). En France, l'exode rural a été très important entre les deux recensements de 1954 et de 1975 : la population active agricole est passée de 26,8 % à 9,3 % des actifs et le nombre des ruraux passait de 18,2 millions à 14,2. Il s'est poursuivi depuis à un rythme plus lent. Aujourd'hui, l'exode rural est en partie compensé par un mouvement de « reruralisation » (le nombre de ruraux a augmenté entre 1975 et 1990), qui concerne principalement les zones périurbaines.
→ *Mobilité sociale, Ruralité, Rurbanisation, Société paysanne, Sociologie rurale, Taux d'urbanisation, Urbanisation.*

Exogamie

Règle de *parenté* désignant l'obligation, pour un *individu*, de choisir son conjoint à l'extérieur de son *groupe d'appartenance*. Selon Claude Lévi-Strauss, l'exogamie n'est finalement que « l'expression sociale élargie » de la *prohibition de l'inceste* : « L'exogamie a une valeur moins négative que positive [...], elle affirme l'existence sociale d'autrui et [...] elle n'interdit le mariage endogame que pour introduire, et prescrire, le mariage avec un autre groupe que la famille biologique : non, certes, parce qu'un péril biologique est attaché au mariage consanguin, mais parce qu'un bénéfice social résulte d'un mariage exogame ».
Pierre Bourdieu reproche à la vision structuraliste de Claude Lévi-Strauss une représentation trop mécaniste de l'*action sociale*, et montre pour sa part que la règle sociale de l'exogamie fait l'objet de calculs de la part des acteurs sociaux, qui cherchent à tirer parti des *alliances* contractées.
→ *Hétérogamie sociale, Mariage.*

Expériences naturelles

Méthodologie utilisée dans les *sciences sociales*, qui s'appuie sur la recherche de situations particulières (Esther Duflo parle « d'accidents de l'histoire ») qui permettent de comparer les effets d'une *variable* sur deux ou plusieurs *groupes sociaux*, sans avoir à neutraliser artificiellement les effets d'autres variables. Par exemple, pour évaluer l'impact de l'effectif des classes sur les performances des élèves, on cherchera des situations réelles où, à la suite d'une ouverture ou d'une fermeture de classe, les effectifs ont varié dans une même école. Esther Duflo donne aussi l'exemple de l'âge de la scolarité obligatoire aux États-Unis : les enfants qui ont 6 ans révolus au 1er septembre ont connu à 16 ans une année de scolarité supplémentaire par rapport à ceux qui

ont 6 ans un jour plus tard : cela permet d'étudier l'impact sur le salaire d'une année de scolarité supplémentaire. Cette méthode est très utilisée en économie du développement, dans la *sociologie de l'éducation* ou de la santé.

→ *Évaluations aléatoires, Méthodologie sociologique.*

Expérience scolaire

Pour François Dubet, c'est le « versant subjectif du système scolaire », autrement dit c'est le système scolaire tel qu'il est vécu et interprété par les élèves.

Elle comporte trois dimensions : les élèves construisent un projet scolaire et professionnel, ils se forment en tant que *sujets* en donnant un sens subjectif aux contenus et aux relations pédagogiques, et ils élaborent des stratégies pour réussir dans un système fortement hiérarchisé et concurrentiel. Pour ce faire, ils combinent trois logiques d'action :

- une logique de subjectivation : ils se définissent par rapport au modèle culturel de l'école;
- une logique stratégique : ils se positionnent dans l'espace de compétition que constitue le « marché scolaire » en essayant d'évaluer la rentabilité de leurs choix;
- une logique d'intégration : apprentissage du « métier d'élève ».

→ *Culture scolaire, Curriculum réel, Échec scolaire, École démocratique de masse, Éducation (Sociologie de l'), Expérience sociale, Forme scolaire, Système éducatif.*

Expérience sociale

Processus par lequel un *individu* interprète des situations sociales, et construit le sens de ses actions. Pour François Dubet, l'expérience sociale a trois dimensions : cognitive, normative et émotionnelle, et l'acteur combine différentes logiques d'action : logique d'intégration (apprentissage et intériorisation des *normes sociales* qui conditionnent l'appartenance au groupe), logique stratégique (façon de se positionner dans des espaces concurrentiels, comme par exemple le « marché » scolaire), et logique de *subjectivation* (selon laquelle le sujet préserve son *identité* par la construction d'une distance critique). La *sociologie* de l'expérience sociale cherche à dépasser l'opposition entre l'acteur et le système dans le processus de *socialisation* : l'acteur est le système et il le construit, autant qu'il est construit par lui : « L'expérience sociale procède d'un double mécanisme. D'une part, elle est une manière d'éprouver le monde social, de le recevoir, de le définir à travers un ensemble de situations, d'images et de contraintes déjà là... D'autre part, l'expérience sociale est une manière de construire le monde social et de se construire soi-même » (François Dubet et Danilo Martuccelli).

→ *Acteur social, Expérience scolaire, Individuation, Pratiques sociales, Sujet.*

Expertise

Production de *connaissances* spécifiques pour l'action. L'expert est celui qui maîtrise un savoir particulier dans un domaine professionnel (par exemple un chirurgien est plus ou moins expert dans tel ou tel type d'opération). L'expert est donc reconnu pour sa *compétence* sur la base des savoirs qu'il maîtrise et sur la base de son expérience. Il est donc apte à porter un jugement dans le cadre de son domaine de compétence. Il existe par exemple des experts qui évaluent les dommages subis par les assurés, des experts auprès des tribunaux qui éclairent les juges sur les aspects techniques ou scientifiques d'un dossier, etc. Dans la *sociologie* de l'*action publique*, la place et le rôle des experts ont fait l'objet de nombreux travaux. Pendant longtemps la contribution de l'expert a été interprétée de

façon positiviste (son point de vue ne pouvait pas être contesté) et son avis était supposé fonder la décision publique sur des bases rationnelles. Progressivement cependant, la place des experts a été contestée et relativisée. D'une part les défaillances des experts ont été soulignées (affaire du sang contaminé, épidémie de la « vache folle », etc.). D'autre part, le rapport entre expertise et *démocratie* se révèle problématique (dans les choix relatifs au nucléaire ou aux OGM, quels doivent être les rôles respectifs des experts et des citoyens ?). Enfin, l'expertise est désormais un enjeu de *conflit* : les *mouvements sociaux* contestataires forment leurs adhérents et font appel à des experts (spécialistes de l'environnement, de l'économie, des choix médicaux, etc.) afin de contester les expertises officielles. L'expertise, entendue de façon pluraliste, joue donc bien un rôle essentiel dans la définition des *problèmes publics* et dans la construction des *politiques publiques*. Pour les sociologues, comme pour tous les scientifiques, le choix entre une posture de producteur de connaissances et une posture d'expert se révèle difficile et problématique sur le plan déontologique et épistémologique. Selon Bernard Charlot « l'expert accepte l'objet qu'on lui propose, la question qu'on lui soumet, et répond dans le langage de celui qui a soulevé cette question ». Le sociologue doit évidemment s'interdire une telle attitude. Le spécialiste de la sociologie de l'*éducation* ou de la sociologie de la *délinquance* qui accepte des fonctions de conseiller auprès des administrations concernées ou auprès des détenteurs du *pouvoir politique* exerce une mission essentielle (pourquoi laisser des *individus* moins compétents influencer les décisions publiques ?), mais c'est une mission risquée (ne risque-t-on pas de renoncer à la rigueur scientifique et à la fonction critique de la connaissance au nom des exigences de l'action ?).

→ *Coalition de cause, Démocratie participative, Fenêtre d'opportunité, Profession, Technocratie.*

Explication

Méthode qui consiste à rendre compte des faits sociaux au moyen de relations causales. Il s'agit, selon la formule d'Émile Durkheim, d'« expliquer le social par le social ». Pour cela, on peut :

- soit rattacher le *fait social* à expliquer à des faits sociaux antécédents. Par exemple, l'approfondissement de la *division du travail* provoque le passage de la *solidarité mécanique* à la *solidarité organique* ;
- soit le rattacher à un ensemble de faits sociaux dont il est une composante. Par exemple, le taux de suicide peut être mis en relation avec la situation familiale, l'appartenance religieuse, le lieu de résidence, etc.

→ *Apodictique, Épistémologie, Causalité, Compréhension, Déterminisme, Fait social, Sciences nomologiques.*

Exploitation

Concept marxiste qui désigne l'appropriation de la *plus-value* par le capitaliste.

→ *Capitalisme, Lutte des classes, Marxisme, Mode de production, Surtravail.*

F

Façade

Selon Erving Goffman, « appareillage symbolique, utilisé habituellement par l'acteur, à dessein ou non, durant sa représentation ». Sa fonction est de participer à la *définition de la situation*. Elle comprend des éléments matériels extérieurs (le « décor »), mais « on peut parler de façade personnelle pour désigner les éléments confondus avec la personne même de l'acteur » (insignes de fonction ou de grade, vêtements, attitudes, mimiques, etc.). La façade personnelle comprend donc à la fois « l'apparence », dont le but est de révéler le *statut social* de l'acteur, et la « manière », qui indique « le rôle que l'acteur compte jouer dans la situation présente ». Toutes les façades sociales présentent de nombreux traits communs. Cela permet aux spectateurs de les identifier à partir d'un répertoire restreint. L'*expérience sociale* permet d'interpréter celles que l'on ne connaît pas : la qualité de l'interprétation dépendra de la richesse de l'appareillage symbolique possédé par l'acteur. Une façade peut correspondre à plusieurs rôles sociaux (on peut jouer des *rôles* différents dans le même décor, des rôles identiques dans des décors différents) ; quand elle se stabilise, elle devient une « représentation collective ».

→ *Interaction, Interactionnisme symbolique, Représentations collectives, Rites d'interaction.*

Face

Terme utilisé comme synonyme de « *façade* » dans certaines traductions des ouvrages de Erving Goffman. Pour ce dernier, « on peut définir le terme de face comme étant la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adopté au cours d'un contact particulier. La face est une image du moi déclinée selon certains attributs sociaux approuvés, et néanmoins partageables, puisque, par exemple, on peut donner une bonne image de sa *profession*, ou de sa confession en donnant une bonne image de soi ». Sauver la face est donc un impératif dans l'*interaction* sociale, pour atteindre ce résultat les *individus* doivent bénéficier de la collaboration des autres acteurs qui manifestent leur acceptation de la face construite par ceux avec lesquelles ils interagissent : « Un individu garde la face lorsque la ligne d'action qu'il suit manifeste une image de lui-même consistante, c'est-à-dire appuyée par les jugements et les indications venues des autres participants, et confirmée par ce que révèlent les éléments impersonnels de la situation ». Erving Goffman décrit par exemple les *rites d'interaction* qui permettent aux individus d'interrompre une conversation sans offenser leur interlocuteur. Il montre aussi que dans bien des cas, nous devons faire comme si nous n'avions pas remarqué un impair ou une

maladresse d'un autre *acteur social* afin de l'aider à « sauver la face ».

→ *Interactionnisme symbolique.*

Fait social

Pour Émile Durkheim, « manières d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui ». Pour le *holisme méthodologique* les faits sociaux constituent l'objet d'étude de la *sociologie*. En effet, Émile Durkheim cherche à identifier le domaine d'analyse sociologique pour l'autonomiser par rapport aux autres *sciences sociales*. Le fait social diffère du fait biologique, mais il diffère surtout du fait psychologique parce qu'il est extérieur à l'*individu* et qu'il trouve donc son origine dans la *société*. Émile Durkheim propose un certain nombre de règles méthodologiques pour analyser les faits sociaux :

- « il faut écarter systématiquement toutes les prénotions ». Le point de départ de l'analyse sociologique doit reposer dans l'observation des phénomènes sociaux eux-mêmes et non pas dans la représentation qu'en a le chercheur;
- il faut donc considérer que « les phénomènes sociaux sont des choses et doivent être traités comme des choses » ce qui signifie que les faits sociaux doivent être appréhendés comme extérieurs à l'individu, y compris au chercheur;
- Émile Durkheim propose également de s'intéresser à tous les phénomènes sociaux : en effet, s'il faut distinguer le *normal* du *pathologique*, il ne faut pas exclure les phénomènes pathologiques qui permettent de comprendre les phénomènes normaux;
- après avoir identifié les faits sociaux, il faut les expliquer : « Quand on entreprend d'expliquer un phénomène social, il faut rechercher séparément la cause efficiente qui le produit et la fonction qu'il remplit ». Pour Émile Durkheim, cette cause efficiente « d'un fait social doit être recherchée parmi les faits sociaux antécédents » ce qui revient à considérer qu'« un fait social ne peut être expliqué que par un autre fait social »;
- enfin, il faut s'attacher à apporter la preuve qu'un phénomène social est bien la cause efficiente, déterminante d'un autre. Pour cela, Émile Durkheim propose de recourir à la *méthode des variations concomitantes*.

→ *Causalité, Déterminisme, Déterminisme social, Explication, Fait social total, Fonction, Loi, Objectivation, Objectivité, Prénotions.*

Fait social total

Pour Marcel Mauss phénomène qui met en jeu « la totalité de la société et de ses institutions ». Selon Marcel Mauss, l'échange entre les *individus* dans les *sociétés* archaïques ne se réduit pas à une dimension marchande, il est régi par un ensemble de caractéristiques morales, juridiques, religieuses, esthétiques qui en font une composante de la *culture* de ces sociétés. C'est en cela que ce *fait social* peut être qualifié de total. Pour Marcel Mauss, le *potlatch* des Indiens d'Amérique du nord ou la *kula* mélanésienne en sont des exemples.

L'échange comme fait social total est avant tout un phénomène collectif : « Dans les économies et dans les droits qui ont précédé les nôtres, on ne constate pour ainsi dire jamais de simples échanges de biens, de richesses et de produits au cours d'un marché passé entre les individus. D'abord, ce ne sont pas des individus, ce sont des collectivités qui s'obligent mutuellement, échan-

gent et contractent; les personnes présentes au contrat sont des personnes morales : clan, tribu, familles... ».

Pour Marcel Mauss, si les principaux exemples de fait social total ont été recueillis dans un cadre ethnographique, ils ont pour autant « une valeur sociologique générale » : « Des institutions de ce type, ont réellement fourni la transition vers nos formes à nous, de droit et d'économie. Elles peuvent servir à expliquer historiquement nos propres sociétés ».

Selon Claude Lévi-Strauss, le fait social total a un caractère tridimensionnel : une dimension sociologique, une dimension historique et une dimension physio-psychologique.

→ *Don, Ethnographie, Ethnologie, Fait social.*

Famille

Au sens strict, *groupe social* composé de deux personnes au moins, ayant une résidence commune et unies par des liens de *parenté* (*règles* d'*alliance*, de *filiation*, de *germanité*) et un réseau de droits et obligations (droit de porter un certain nom, droit à l'héritage, obligation alimentaire, obligation d'éducation, *prohibition de l'inceste*, etc.).

Au sens de l'Insee, une famille est un *groupe social* formé d'au moins deux personnes, et comprenant :

- soit un couple, marié ou non, et, le cas échéant, ses enfants célibataires (eux-mêmes sans enfants);
- soit un parent isolé et ses enfants célibataires de moins de 25 ans n'ayant pas d'enfant (on parle alors de *famille monoparentale*).

L'analyse des règles sociales à l'origine de la famille a particulièrement été mise en évidence par Claude Lévi-Strauss dans *Les structures élémentaires de la parenté*. Il montre notamment comment l'*alliance* permet la communication entre différents groupes sociaux (*clans*, tribus, villages, etc.) parfois en rivalité. L'*exogamie* lui paraît constituer une règle absolue des *sociétés* humaines qui a donné lieu à la *prohibition de l'inceste*.

→ *Choix du conjoint, Cohabitation hors mariage, Cohabitation juvénile, Concubinage, Couple, Descendance finale, Divorce, Hétérogamie sociale, Homogamie sociale, Homoparentalité, Indicateur conjoncturel de fécondité, Instances d'intégration, Ménage, Parentèle.*

Famille conjugale

Famille fondée sur le *mariage* et ainsi nommée par Émile Durkheim parce que le mari et la femme en constituent les éléments permanents. Cette forme de famille est, selon Émile Durkheim, le « terme d'une évolution au cours de laquelle la famille se contracte à mesure que le milieu social avec lequel l'individu est en relation immédiate s'étend davantage ».

→ *Famille nucléaire.*

Famille élargie

Terme généralement employé comme synonyme de *parentèle*.

Dans certains pays d'Afrique cependant, la « *famille* » se compose aussi des membres originaires d'un même village lorsque ceux-ci s'en retrouvent éloignés. Ils utilisent alors les termes « cousin » voire « frère » pour désigner les membres de cette famille élargie.

→ *Parenté.*

Famille homoparentale

Relations de *parenté* existant au sein d'un *couple* homosexuel (relation d'alliance) et/ou entre un ou des parents homosexuels et leurs enfants (relations de *filiation*). En général il s'agit d'un couple homosexuel élevant ensemble des enfants.

L'existence des familles homoparentales résulte de diverses *trajectoires biographiques* : enfants nés d'une précédente union hétérosexuelle et élevés par un couple homosexuel, enfants adoptés par l'un des deux membres du couple, enfants nés d'un recours à la procréation médicalement assistée (PMA) ou à la gestation pour autrui (GPA), enfants nés d'un projet de coparentalité entre un couple de femmes et un couple d'hommes.

Les familles homosexuelles existaient avant même que le terme n'existe et que l'homoparentalité soit institutionnalisée. Mais ces familles étaient peu visibles et n'étaient pas reconnues par le droit de la *famille*. Le *mouvement social* homosexuel a conduit à une institutionnalisation progressive de la parenté homosexuelle. En France, le couple homosexuel a connu une première étape dans sa reconnaissance légale à l'occasion de la loi sur le *PACS*. C'est la loi relative au « mariage pour tous » publiée au journal officiel le 21 mai 2013 qui institue de façon légale l'homoparentalité en France. En effet, cette loi ouvre, notamment, aux personnes de même sexe, mariées, l'adoption conjointe d'un enfant.

Famille monoparentale

Pour l'Insee, *famille* constituée par un parent isolé et ses enfants célibataires de moins de 25 ans n'ayant pas d'enfants.

→ *Filiation, Parenté.*

Famille nucléaire

Type de *famille* composée d'un couple, marié ou non, et de ses enfants. Dans sa *typologie* des modèles familiaux, Frédéric Le Play définit un modèle nucléaire, reposant sur le *mariage* de tous les enfants en dehors de la maison des parents, avec partage successoral égalitaire.

→ *Famille patriarcale, Famille souche.*

Famille patriarcale

Terme introduit par Frédéric Le Play, qui, dans sa *typologie* des modèles familiaux, définit un modèle communautaire (la *famille* patriarcale) dans lequel « tous les fils se mariaient et s'établissaient au foyer paternel ». On utilise également les termes de famille étendue, indivise, élargie ou communautaire.

→ *Famille nucléaire, Famille souche.*

Famille recomposée

Famille comprenant un couple d'adultes (mariés ou non) et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints.

Famille souche

Terme introduit par Frédéric Le Play, qui, dans sa *typologie* des modèles familiaux, définit un modèle de famille souche où le père choisit un seul des enfants comme héritier privilégié. Celui-ci, une fois marié, reste dans la maison de ses parents. Les autres enfants sont exclus de l'héritage et reçoivent parfois en compensation des donations. Ce modèle de *famille* est préconisé par Frédéric Le Play car il permet de conserver l'unité entre *générations* et de garantir l'ordre assuré par l'autorité patriarcale. Il est ainsi préférable à la *famille patriarcale* trop contraignante, et à la *famille nucléaire*, trop instable car fondée sur un *individualisme* destructeur.

→ *Famille.*

Fatalisme sociologique

Pour Pierre Bourdieu, posture qui consiste à considérer les déterminismes sociaux, mis en évidence par le sociologue, comme des destins, des fatalités inscrites dans la « nature sociale ». En *sociologie de l'éducation*, par exemple, le fatalisme sociologique revient à considérer comme inévitable

l'*échec scolaire* des enfants issus des catégories sociales défavorisées. La sociologie en mettant en évidence les déterminismes sociaux, doit permettre de s'en affranchir, de leur ôter leur dimension « naturelle ». Pour Pierre Bourdieu, « de même qu'elle dénaturalise, la sociologie défatalise ».

→ *Déterminisme social, Éducation (Sociologie de l'), Loi, Pessimisme désenchanteur.*

Féminisme

Le féminisme est un courant de pensée englobant un ensemble d'idées politiques, philosophiques et sociales cherchant à promouvoir ce qu'il considère être les droits des femmes et leurs intérêts dans la *société*. Selon Karen Offen, « il est fondé sur une analyse critique des privilèges masculins et de la subordination des femmes dans une société donnée. Il s'attaque de front à la pensée patriarcale et cherche à détruire la hiérarchie masculiniste, mais non le dualisme sexuel ».

Les premiers mouvements féministes, qui apparaissent en Occident dès la fin du XIX[e] siècle, concentrent leurs actions dans le domaine du travail (« à travail égal, salaire égal ») et des droits civiques (droit de vote). La seconde génération du féminisme naît également en Occident, dans le sillage du mouvement libertaire de mai 1968. Ces nouvelles féministes n'aspirent plus à être « des hommes comme les autres » mais ont pour ambition de devenir égales en demeurant des femmes. Né dans la *classe moyenne* américaine, le Mouvement de libération des femmes (MLF ou *Women's Lib*) revendique la maîtrise de leurs corps. Elles luttent alors pour le droit à la contraception et à l'avortement, à l'autonomie, à l'égalité au sein du *couple*.

Élisabeth Badinter (*Fausse route*, 2003) distingue deux types de féminismes :

- le féminisme différentialiste, qui revendique des droits différents pour les femmes du fait même de leur *genre*. Il met l'accent sur leur « nature » différente de celle des hommes, pour revendiquer, par exemple, une représentation garantie dans les instances politiques;

- le féminisme universaliste, quant à lui, présuppose que la femme est « un homme comme les autres » et qu'on ne saurait donc l'enfermer dans sa condition de femme, que ce soit en lui imposant des devoirs particuliers en raison de son sexe ou en lui garantissant des privilèges pour la seule raison qu'elle est femme. La femme, comme l'homme, doivent être libres d'échapper autant que possible à leurs déterminismes sexuels pour se définir en tant qu'humains, avant tout.

→ *Action collective, Gender Studies, Individualisme universaliste, Individualisme particulariste, Mouvement social, Nouveaux mouvements sociaux.*

Fenêtre d'opportunité (*Policy Window*)

Contexte favorable à la mise à l'*agenda* d'un *problème public* et à l'élaboration d'une *politique publique*. De même que le lancement d'une fusée est tributaire d'une fenêtre de tir, la mise en œuvre d'une politique publique est tributaire d'une fenêtre d'opportunité. Si cette fenêtre est ratée cette politique ne sera probablement pas mise en œuvre ou elle le sera plus tard. Un premier exemple de fenêtre d'opportunité correspond aux alternances politiques : l'arrivée au *pouvoir* d'une nouvelle majorité parlementaire et/ou d'un nouveau pouvoir exécutif, peut être l'occasion de mettre en œuvre des politiques nouvelles (par exemple l'abrogation de la peine de mort et les nationalisations à la suite de l'élection de François Mitterrand en 1981). Une fenêtre d'opportunité peut aussi être ouverte par un événement. Par exemple une catastrophe naturelle peut être l'occasion de

faire adopter une politique de prévention et/ou d'assurance des risques naturels. De nombreux travaux de la sociologie de l'action publique ont porté sur les conditions d'ouverture et la prévisibilité des fenêtres d'opportunité. En particulier, une telle fenêtre ne s'ouvre que si les acteurs concernés peuvent faire correspondre à la fois un contexte politique, l'existence d'un problème public et l'existence de solutions susceptibles d'être effectivement mises en œuvre.

→ *Coalition de cause, Réseau de politique publique.*

Féodalité

Forme d'organisation économique, politique et sociale caractéristique du Moyen Âge européen, mais que l'on trouve aussi dans d'autres régions du monde, comme le Japon ou la Russie. Dans le système féodal le suzerain est détenteur d'un fief qui est mis en valeur par les serfs. Il a par ailleurs des vassaux qui lui sont subordonnés, qui payent des redevances féodales, qui l'accompagnent à la guerre et lui fournissent des hommes d'arme. En contrepartie, le suzerain assure la sécurité de ses vassaux. La féodalité naît en Europe de la décomposition de l'Empire Carolingien et elle est progressivement remise en cause par la montée en puissance du pouvoir monarchique. Pour Karl Marx, le féodalisme est un *mode de production* dont le rapport social fondamental est le *servage*. En France, la Révolution de 1789 met fin à la féodalité par l'abolition des privilèges. « Le 4 août 1789, trois semaines après la prise de la Bastille, il suffit d'un seul jour au peuple français pour avoir raison des charges féodales. La *bourgeoisie* française de 1789 n'abandonna pas un instant ses alliés, les paysans. Elle savait que la base de sa domination était la destruction de la féodalité à la campagne, la création d'une classe paysanne libre, possédant des terres ».

→ *Aristocratie, Mode de production féodal, Mode de production capitaliste, Noblesse.*

Fétichisme de la marchandise

Chez Karl Marx, dissimulation de la réalité des rapports entre les hommes sous l'apparence d'un échange à l'équivalent entre des *marchandises*. Le caractère fétiche de la marchandise provient de l'occultation de la *valeur d'usage* par la *valeur d'échange* car les objets s'échangent entre eux indépendamment du travail concret qui a été utilisé pour les produire : « Le rapport de valeur des produits du travail n'a absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles ». Les *rapports sociaux* sont donc opaques, et plus encore dans le *mode de production* capitaliste, où le fétichisme de la marchandise s'applique aussi à la *force de travail* et dissimule donc l'*exploitation*.

→ *Aliénation, Échange marchand, Idéologie, Marxisme, Plus-value, Réification, Surtravail.*

Filiation

Lien de *parenté* unissant un enfant à ses parents et à leur groupe familial. La filiation donne à l'*individu* un nom, un *statut* et lui confère des droits et des obligations.

La filiation n'est pas nécessairement biologique, elle est avant tout sociale.

Françoise Héritier donne ainsi l'exemple des Samo du Burkina-Faso. Dans cette *société*, une fille est donnée en *mariage* dès sa naissance à un homme choisi dans un *lignage* non interdit. Lorsqu'elle est pubère, avant de partir vivre avec son mari, en accord avec sa mère, elle choisit un amant dans un groupe autorisé (différent de celui

de son futur mari) et reste avec lui jusqu'à ce qu'elle ait son premier enfant. Elle est ensuite « remise » à son mari et l'enfant est considéré comme le fils du mari légitime car c'est le mariage légitime qui l'inscrit dans un groupe de filiation. Les Samo distinguent donc nettement le père social (*pater*) du géniteur (*genitor*). Cette *règle* sociale permet ainsi à tout homme marié, même si celui-ci s'avérait par la suite être stérile, d'avoir une descendance.

De même, dans les îles Trobriand, la paternité physiologique est ignorée par cette société. L'homme n'est considéré que comme le mari de la mère des enfants. Celle-ci est en effet considérée comme la seule responsable de la naissance des enfants : elle n'est pas enceinte parce qu'elle a été fécondée par le sperme de son mari mais parce que l'esprit d'un des ancêtres de son clan désire revivre parmi les siens et pénètre dans le corps de la femme. Le « père social », le tuteur légal de l'enfant est alors représenté par le frère de l'épouse.

→ *Filiation agnatique, Filiation bilinéaire, Filiation indifférenciée, Filiation matrilinéaire, Filiation patrilinéaire, Filiation unilinéaire.*

Filiation agnatique

→ *Filiation patrilinéaire.*

Filiation bilinéaire

Règle de *filiation* dans laquelle un enfant est affilié à la fois au groupe paternel et au groupe maternel. Les éléments transmis (biens, nom, statut, etc.) par l'un et l'autre groupe restent cependant distincts.

Par exemple, chez les Yako du Nigeria, les enfants héritent des biens immobiliers fixes (terres à cultiver, maisons), et vénèrent les ancêtres en lignée paternelle. Les biens mobiliers, comme le bétail ou l'argent, sont en revanche hérités en ligne maternelle. Ainsi dans cette *société*, à la mort d'un homme, ses terres et sa maison sont transmis à ses fils tandis que son argent et son troupeau sont transmis aux fils de sa sœur.

→ *Filiation agnatique, Filiation indifférenciée, Filiation matrilinéaire, Filiation patrilinéaire, Filiation unilinéaire.*

Filiation cognatique

→ *Filiation indifférenciée.*

Filiation indifférenciée

Règle de *filiation* dans laquelle un *individu* appartient à la fois au groupe de son père et à celui de sa mère. La filiation est alors matrilinéaire et patrilinéaire. Les biens, le nom, le *statut*, etc., sont transmis à la fois par les hommes (le père) et par les femmes (la mère). On parle également de filiation cognatique. Dans les *sociétés* occidentales par exemple, mis à part le patronyme généralement transmis en ligne patrilinéaire, la filiation est indifférenciée et un individu peut se réclamer de ses quatre grands-parents.

→ *Filiation bilinéaire, Filiation matrilinéaire, Filiation patrilinéaire, Filiation unilinéaire.*

Filiation matrilinéaire

Règle de *filiation* selon laquelle un enfant appartient exclusivement au groupe familial de sa mère. La transmission passe par la mère, ou plus précisément, se fait principalement de l'oncle maternel au neveu utérin : les biens et le *statut* d'un homme sont transmis aux enfants de sa sœur. On parle également de filiation utérine.

→ *Filiation bilinéaire, Filiation indifférenciée, Filiation matrilinéaire, Filiation patrilinéaire, Filiation unilinéaire.*

Filiation patrilinéaire

Règle de *filiation* selon laquelle un enfant appartient exclusivement au groupe familial de son père. On parle également de filiation

agnatique. Dans un tel système de filiation, les filles appartiennent par la naissance au groupe de leur père, mais les enfants qu'elles mettent au monde appartiennent au groupe de filiation de leurs maris (les pères des enfants). Par contre, les fils et leurs enfants appartiennent à la même lignée paternelle.

Dans les *sociétés* organisées selon un système de filiation patrilinéaire, les règles de *prohibition de l'inceste* sont de celles existantes dans une société organisée selon un système de *filiation bilinéaire* ou de *filiation indifférenciée*. En France par exemple, le *mariage* est autorisé entre cousins germains. Agnès Fine indique au contraire que « si j'appartiens à une société de filiation patrilinéaire, je n'appelle pas le frère de mon père "oncle", mais "père", comme mon propre père, et son fils n'est pas pour moi mon cousin mais mon frère, et c'est ainsi que je le désigne. Si je suis une fille, je ne peux donc pas l'épouser car je commettrais un inceste. En revanche, je peux épouser le fils de la sœur de mon père, que je n'appelle pas "frère" parce qu'il appartient au lignage de son propre père et non pas au mien. Il n'est pas mon consanguin et peut faire un époux parfait. Ce n'est donc pas le degré généalogique, pris comme une réalité en soi, qui définit le consanguin et détermine l'interdit de l'inceste, mais la définition sociale de la filiation ». Les Nuer du Soudan, les Tupinamba du littoral brésilien, les Pramalai Kallar de l'Inde du Sud, les Kachin de Birmanie, la Grèce et la Rome antiques ainsi que les sociétés musulmanes offrent des exemples de sociétés organisées selon un principe de filiation patrilinéaire.

→ *Filiation bilinéaire, Filiation indifférenciée, Filiation matrilinéaire, Filiation unilinéaire.*

Filiation unilinéaire

Règle de *filiation* selon laquelle les individus appartiennent de façon exclusive au groupe familial de leur père (*filiation patrilinéaire* ou agnatique) ou de leur mère (*filiation matrilinéaire* ou utérine).

Filiation utérine

→ *Filiation matrilinéaire.*

Filière inversée

Situation dans laquelle les comportements de consommation des *individus* sont soumis à l'influence des entreprises. Expression que l'on doit à l'économiste John Kenneth Galbraith qui à la fin des années 1950, dans son ouvrage *L'ère de l'opulence*, critique la société de consommation et l'action des grandes entreprises : « Ce sont les entreprises qui imposent des produits aux consommateurs, et non l'inverse ». Contrairement à ce qu'énonce la théorie économique classique et néoclassique, les décisions de production des entreprises ne constituent pas une simple réponse aux demandes que leur adressent les consommateurs. Les *entreprises* peuvent, notamment grâce à la publicité, imposer aux consommateurs leurs choix de consommation. Galbraith, membre du courant institutionnaliste, s'oppose à l'*individualisme méthodologique*.

→ *Consommation (Sociologie de la).*

Fin du travail

→ *Travail.*

Fluidité sociale

Au sens général, désigne une situation où la *mobilité sociale* est relativement élevée. Une *société* de *classes* est plus fluide qu'une société de *castes*.

Dans la *sociologie* de la mobilité sociale, elle se mesure par des taux relatifs de mobilité qui permettent l'étude du lien entre origine et position sociales indépendamment de l'état de la distribution des statuts socioprofessionnels des pères et des fils.

On parlera donc de fluidité sociale si, par exemple, l'inégalité relative des chances entre fils de *cadre* et fils d'*ouvrier* d'accéder à une position de cadre diminue au cours du temps. Ainsi, à un instant donné, un régime de mobilité sociale ou de fluidité sociale se combine à l'état des distributions socioprofessionnelles des fils et des pères propre à ce moment historique pour donner naissance à la mobilité observée à cet instant dans la société considérée. Il peut y avoir, dans une société, augmentation de la mobilité observée mais constance de la fluidité sociale.

Les sociologues de la *stratification sociale* ont substitué, à la fin des années 1970, cette distinction entre *mobilité observée* (ou taux absolus de mobilité) et fluidité sociale (ou taux relatifs de mobilité) à la distinction entre *mobilité structurelle* et *mobilité nette*.

→ *Hétérogamie sociale, Inégalité des chances, Mobilité sociale intergénérationnelle, Paradoxe d'Anderson, Trajectoire sociale.*

Flux migratoire

→ *Migration.*

Fonction

Pour Alfred Reginald Radcliffe-Brown, correspondance entre une *institution* sociale et les « conditions nécessaires d'existence » de la *société* à l'intérieur de laquelle cette institution interagit avec d'autres. Le concept de fonction, que l'on trouve déjà sous une forme similaire chez Émile Durkheim, découle d'une « analogie entre la vie sociale et la vie organique ». Pour lui, « quand on entreprend d'expliquer un phénomène social, il faut rechercher séparément la cause efficiente qui le produit et la fonction qu'il remplit. Nous nous servons du mot de fonction de préférence à celui de fin ou de but, précisément parce que les phénomènes sociaux n'existent généralement pas en vue des résultats utiles qu'ils produisent ».

Alfred Reginald Radcliffe-Brown propose de définir la « vie sociale » comme le « fonctionnement de la structure sociale » : toutes les activités que l'on peut repérer comme « récurrentes » au sein de la société, ont pour fonction de contribuer à la « permanence » de cette *structure*.

Pour Bronislaw Malinowski enfin, la fonction essentielle d'une *institution* est de répondre à la satisfaction d'un *besoin* humain en transférant le problème posé par cette satisfaction à l'ensemble de la société. La *culture* a donc pour fonction, au sein de chaque société, de répondre au problème posé par la satisfaction des besoins des *individus*.

→ *Déterminisme social, Fonctionnalisme, Hyper-fonctionnalisme, Structure sociale, Structuro-fonctionnalisme, Système social.*

Fonction d'adaptation

Pour Talcott Parsons, capacité d'un *système social* à puiser ses moyens d'existence à l'intérieur de son environnement.

→ *AGIL, Fonction, Fonction d'intégration, Fonction de maintien des modèles latents, Fonction de réalisation des fins.*

Fonction d'agenda

Fonction remplie par les *médias*, qui consiste à déterminer la liste des sujets qui font l'objet des préoccupations de l'*opinion publique* et les enjeux du débat public. On peut analyser cette fonction d'agenda en étudiant les thèmes qui sont les plus présents dans les médias, la façon dont les thèmes sont hiérarchisés et l'influence que cela peut avoir sur les choix collectifs (par exemple les choix électoraux). À travers leur fonction d'agenda, les médias ne disent pas ce qu'il faut penser, mais ce à quoi il faut penser.

→ *Action publique, Communication de masse, Effet Tocqueville, Espace public, Fenêtre d'opportunité, Spirale du silence.*

Fonction d'intégration

Pour Talcott Parsons, capacité d'un *système social* à coordonner les différents éléments qui le composent afin d'assurer sa pérennité. Cette *fonction*, qui se situe pour Talcott Parsons entre la fonction de maintien des modèles et celle de réalisation des fins, constitue le centre d'intérêt majeur de l'analyse sociologique : « Pour n'importe quel type de système, ici le social, la fonction intégrative est le foyer de ses propriétés et processus les plus caractéristiques. Nous prétendons donc que les problèmes relatifs aux fonctions intégratives des systèmes sociaux constituent le noyau central des préoccupations propres à la théorie sociologique ».

→ *AGIL, Cohésion sociale, Fonction d'adaptation, Fonction de maintien des modèles latents, Fonction de réalisation des fins, Fonctionnalisme, Intégration.*

Fonction de maintien des modèles latents

Pour Talcott Parsons, capacité d'un *système social* à produire et à maintenir un ensemble de *valeurs* communes légitimant les actions individuelles.

→ *AGIL, Fonction, Fonction d'adaptation, Fonction d'intégration, Fonction de réalisation des fins, Fonctionnalisme.*

Fonction de réalisation des fins

Pour Talcott Parsons, capacité d'un *système social* à se fixer des objectifs et à se doter des moyens pour les atteindre.

→ *AGIL, Fonction d'adaptation, Fonction d'intégration, Fonction de maintien des modèles latents, Fonctionnalisme.*

Fonction latente

Pour Robert King Merton certaines *institutions* remplissent des *fonctions* qui ne correspondent pas à leurs finalités explicites. La fonction latente d'un ensemble d'actions se distingue donc de sa *fonction manifeste*. Par exemple, la danse de la pluie chez les Indiens Hopi a pour fonction latente de maintenir la *cohésion sociale* du groupe par des cérémonies où se retrouvent régulièrement les membres de la tribu. Pour analyser dans sa totalité une *action sociale*, il convient donc selon Robert King Merton de ne pas s'en tenir à sa fonction manifeste mais d'envisager sa fonction latente. On ne peut expliquer la persistance des cérémonies de la danse de la pluie chez les Indiens Hopi qu'en référence à la fonction latente de cette cérémonie.

Dans un autre contexte, Robert King Merton s'appuie sur les travaux de Thorstein Veblen pour montrer que la consommation possède une fonction manifeste : « On achète une auto pour se transporter, des bougies pour s'éclairer, des denrées alimentaires pour se nourrir » ; mais qu'elle a aussi une fonction latente : « Nous sociologues, nous devons aller plus loin et prendre en considération les fonctions latentes de l'acquisition, de l'accumulation et de la consommation, lesquelles se révèlent assez différentes des fonctions manifestes. [...] Et parmi ces fonctions latentes, qui aident à expliquer la persistance et le rôle social de la consommation ostentatoire, on trouve celle de symboliser la puissance pécuniaire et, par-là, l'acquisition et le maintien du prestige ».

→ *Consommation (Sociologie de la), Consommation ostentatoire, Fonction signe des objets, Fonctionnalisme, Groupe latent.*

Fonction manifeste

Pour Robert King Merton, il s'agit du but social explicite d'une action ou d'un ensemble d'actions qui, « contribuant à l'ajustement ou à l'adaptation du système », est compris et voulu « par les participants du système ». Par exemple, la danse de la

pluie chez les Indiens Hopi a pour fonction manifeste de faire pleuvoir. Robert King Merton distingue les fonctions manifestes des *fonctions latentes.*

→ *Fonction, Fonctionnalisme.*

Fonction signe des objets

Selon Jean Baudrillard, les objets de *consommation* ont pour fonction d'afficher le *statut* social, ils donnent d'abord à voir une position sociale. Selon lui, cette fonction signe des objets « s'inscrit fondamentalement à l'intérieur (ou bien elle débouche sur) une fonction discriminante ». Il montre qu'au niveau le plus simple, c'est-à-dire celui de la pratique même de l'objet, les différences « résultent en une discrimination radicale, en une ségrégation de fait, qui vouent certaines "classes", et non d'autres à tels signes, à telles pratiques, et les reconduit dans cette vocation, dans ce destin, selon toute une systématique sociale ». Prenant l'exemple de la télévision dans les années 1960 il met en évidence le fait que toutes les *catégories sociales* n'achètent pas une télévision pour le plaisir des images. Pour certaines catégories, populaires notamment, « la possession de tel ou tel objet en soi est déjà un service social : brevet de citoyenneté, la TV est un gage de reconnaissance, d'intégration, de légitimité sociale. À ce niveau presque inconscient de réponse, c'est l'objet qui est en cause, non sa fonction objective – et il ne fait plus fonction d'objet, mais fonction de preuve. Exposant social, il sera mis en valeur en tant que tel : exposé et surexposé. Comme on peut le voir dans les intérieurs des classes moyennes (et inférieures), où la TV trône toujours sur un piédestal quelconque, focalisant l'attention comme objet ». Il indique ainsi que parce que l'objet est un signe, un gage, son appropriation « ne se prolonge pas par une pratique rationnelle, mais, logiquement, par sa démonstration continuelle, selon un processus d'ostentation quasi religieuse. [...] Il faut que ça serve : la rentabilité est un impératif moral, non une fonction économique. Aussi est-ce logiquement dans les mêmes catégories sociales où l'objet-TV est sacralisé en tant que tel, hors de sa fonction de communication, que l'on pratique la vision systématique et non sélective. On regarde la TV tous les soirs, on suit les émissions disparates et successives d'un bout à l'autre. Faute d'une économie rationnelle de l'objet, on se soumet délibérément à une norme économique formelle et irrationnelle : le temps d'usage absolu ».

Cette approche peut être rapprochée de celle développée par Thorstein Veblen aux États-Unis à la fin du XIX[e] siècle (*consommation ostentatoire*), de celle d'Edmond Goblot en France dans les années 1920 (*La barrière et le niveau*) et de celle de Pierre Bourdieu dans les années 1970.

→ *Distinction, Effet d'imitation, Mode (Sociologie de la).*

Fonction tribunitienne

Désigne la *fonction* d'un groupe qui exprime, face aux puissants et aux *élites*, la protestation populaire. Ce terme est utilisé par référence au tribun de la plèbe de la Rome antique. On considère souvent que le parti communiste français exerçait, lorsqu'il était très influent, une telle fonction tribunitienne, ce qui contribuait à la *régulation sociale* et politique.

→ *Parti politique.*

Fonctionnalisme

Courant qui trouve son origine dans les conceptions anthropologiques de Bronislaw Malinowski et Alfred Reginald Radcliffe-Brown dans les années 1930, et qui acquiert ensuite une influence dans

l'ensemble de la *sociologie*. Pour Alfred Reginald Radcliffe-Brown, une *société* est « un tout indivis dont tous les éléments sont interdépendants », étudier une société revient donc à étudier ses différentes *institutions* et les *fonctions* qu'elles remplissent dans la stabilité de la *structure sociale*. Le renouvellement de l'analyse fonctionnaliste par Talcott Parsons et Robert King Merton, porte entre autres sur l'analyse des dysfonctionnements du *système social* et sur les moyens d'en modifier la *structure*.

On doit à Robert King Merton d'avoir élaboré un « paradigme de l'analyse fonctionnelle en sociologie ». Il s'agit d'une analyse critique du fonctionnalisme ayant produit une *théorie à moyenne portée* dont l'objectif est de faire sortir le fonctionnalisme des seules références à la société globale, et de considérer que l'analyse fonctionnelle peut être adaptée à l'analyse de phénomènes de portée plus restreinte.

AGIL, Anthropologie, Fonction latente, Fonction manifeste, Hyper-fonctionnalisme, Structuro-fonctionnalisme.

Fondamentalisme

Initialement, courant du protestantisme américain qui défend une interprétation littérale de la Bible et s'oppose, par exemple, à la théorie de l'évolution. Ce courant défend aussi des positions conservatrices sur le plan de la *morale* (refus de la contraception et de l'avortement) et se montre très actif sur le plan politique.

Par extension, on applique parfois le terme aux différents courants religieux qui défendent une interprétation stricte des textes religieux et qui s'opposent à la *modernité*.

→ *Conservatisme, Intégrisme, Radicalisme religieux, Religion, Tradition.*

Force de travail

Pour Karl Marx, « ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles ». La force de travail est une *marchandise* spécifique dans le *mode de production* capitaliste, qui permet de créer une survaleur ou *plus-value*. Elle est l'unique possession d'un travailleur libre, c'est-à-dire ne possédant aucun autre *moyen de production*. La valeur de la force de travail est égale à la quantité moyenne de *travail* socialement nécessaire à sa reproduction.

→ *Aliénation, Exploitation, Fétichisme de la marchandise, Forces productives, Marxisme, Surtravail.*

Forces productives

Concept marxiste qui désigne à la fois la *force de travail*, les machines, ainsi que les *sciences* et les techniques. Le développement des forces productives implique un approfondissement de la *division du travail* et des modifications dans les *modes de production* et dans les *rapports sociaux* : « En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel ». La *contradiction* entre forces productives et *rapports de production* est donc, chez Marx, le moteur du *changement social*.

→ *Force de travail, Infrastructure, Marxisme, Mode de production, Moyens de production, Taux de salaire.*

Fordisme

Forme d'*organisation du travail* initiée par Henri Ford, reposant sur les grands principes du *taylorisme*, en y ajoutant une politi-

que d'augmentation du *salaire* moyen (*five dollars a day*), les chaînes de montage et une production standardisée en série. Le fordisme se différencie du taylorisme, notamment du fait de la mise en place du convoyeur mobile qui permet d'imposer techniquement le rythme du travail aux *ouvriers*.

→ *Compromis fordiste, Organisations (Sociologie des).*

Formalisation

Action de réduire un système de *connaissances* à des structures formelles, à un *modèle*. Selon Gilles Gaston Granger, « formaliser, c'est réduire le langage d'une théorie à des expressions primitives et à des règles explicites de construction ». Selon lui, « la formalisation totale n'apparaît jamais que comme un horizon de la pensée scientifique ».

La formalisation renvoie souvent à l'utilisation d'outils mathématiques. Claude Lévi-Strauss a par exemple formalisé les structures de la *parenté*.

→ *Mobilité sociale, Régression logistique.*

Forme scolaire

Organisation caractéristique des situations d'enseignement dans les *systèmes éducatifs*. Les formes scolaires anciennes, que l'on retrouve dans maints contextes historiques (la Grèce antique, la Chine des mandarins, la célèbre et mythique « école de Charlemagne »...) étaient caractérisées par le mélange des *âges*, l'absence d'un lieu unique et déterminé, l'absence ou la faiblesse de la médiation de l'écrit. Selon Guy Vincent, la forme scolaire moderne se met en place à la fin du XIX^e^ siècle, avec un ensemble de caractéristiques fondamentales : imposition de règles impersonnelles visant au contrôle de soi, un seul maître pour un seul « groupe classe » à un moment donné, des élèves triés par classe d'âge, un lieu distinct des autres activités sociales, généralement fermé et isolé matériellement, voire même surveillé et gardé, un temps et un calendrier spécifique, dans la journée, la semaine, l'année... La forme scolaire repose aussi sur une certaine conception des contenus scolaires : priorité aux savoirs abstraits et décontextualisés, organisation de l'enseignement par « matières » distinctes (ce que l'on appelle aujourd'hui les « disciplines scolaires »), programmation pluriannuelle des contenus. Ces caractéristiques se sont non seulement imposées dans tous les systèmes éducatifs, mais elles ont même largement débordé de ce cadre, puisqu'on les retrouve dans la formation professionnelle continue, dans le sport, les loisirs et la culture (« écoles » de danse, de musique...) et même dans le domaine politique (les « universités » d'été ou d'automne des partis politiques). Cependant, certaines évolutions des systèmes éducatifs, comme la formation à distance ou l'EAO (enseignement assisté par ordinateur) ont soulevé la question de sa pérennité, mais dans l'ensemble, la forme scolaire affiche pour l'instant une remarquable stabilité.

→ *Curriculum, Éducation (Sociologie de l'), Système scolaire.*

Formes sociales

Produits des *actions réciproques* des *individus*, elles constituent l'objet d'étude de la *sociologie* pour Georg Simmel. Pour cet auteur, la connaissance des phénomènes sociaux implique que le sociologue catégorise le réel. En effet, même si la *société* est une entité distincte des « éléments individuels » qui la composent, il n'existe pour Georg Simmel « que des individus », et « tout phénomène qui paraît constituer au-dessus des individus quelque unité nouvelle et indépendante, se résoudrait dans les actions réciproques échangées par les individus ». Pour Georg Simmel la *compréhension* du fonctionnement de la société nécessite que le sociologue se concentre sur un

que d'augmentation du *salaire* moyen (*five dollars a day*), les chaînes de montage et une production standardisée en série. Le fordisme se différencie du taylorisme, notamment du fait de la mise en place du convoyeur mobile qui permet d'imposer techniquement le rythme du travail aux *ouvriers*.

→ *Compromis fordiste, Organisations (Sociologie des).*

Formalisation

Action de réduire un système de *connaissances* à des structures formelles, à un *modèle*. Selon Gilles Gaston Granger, « formaliser, c'est réduire le langage d'une théorie à des expressions primitives et à des règles explicites de construction ». Selon lui, « la formalisation totale n'apparaît jamais que comme un horizon de la pensée scientifique ».

La formalisation renvoie souvent à l'utilisation d'outils mathématiques. Claude Lévi-Strauss a par exemple formalisé les structures de la *parenté*.

→ *Mobilité sociale, Régression logistique.*

Forme scolaire

Organisation caractéristique des situations d'enseignement dans les *systèmes éducatifs*. Les formes scolaires anciennes, que l'on retrouve dans maints contextes historiques (la Grèce antique, la Chine des mandarins, la célèbre et mythique « école de Charlemagne »...) étaient caractérisées par le mélange des *âges*, l'absence d'un lieu unique et déterminé, l'absence ou la faiblesse de la médiation de l'écrit. Selon Guy Vincent, la forme scolaire moderne se met en place à la fin du XIX[e] siècle, avec un ensemble de caractéristiques fondamentales : imposition de règles impersonnelles visant au contrôle de soi, un seul maître pour un seul « groupe classe » à un moment donné, des élèves triés par classe d'âge, un lieu distinct des autres activités sociales, généralement fermé et isolé matériellement, voire même surveillé et gardé, un temps et un calendrier spécifique, dans la journée, la semaine, l'année... La forme scolaire repose aussi sur une certaine conception des contenus scolaires : priorité aux savoirs abstraits et décontextualisés, organisation de l'enseignement par « matières » distinctes (ce que l'on appelle aujourd'hui les « disciplines scolaires »), programmation pluriannuelle des contenus. Ces caractéristiques se sont non seulement imposées dans tous les systèmes éducatifs, mais elles ont même largement débordé de ce cadre, puisqu'on les retrouve dans la formation professionnelle continue, dans le sport, les loisirs et la culture (« écoles » de danse, de musique...) et même dans le domaine politique (les « universités » d'été ou d'automne des partis politiques). Cependant, certaines évolutions des systèmes éducatifs, comme la formation à distance ou l'EAO (enseignement assisté par ordinateur) ont soulevé la question de sa pérennité, mais dans l'ensemble, la forme scolaire affiche pour l'instant une remarquable stabilité.

→ *Curriculum, Éducation (Sociologie de l'), Système scolaire.*

Formes sociales

Produits des *actions réciproques* des *individus*, elles constituent l'objet d'étude de la *sociologie* pour Georg Simmel. Pour cet auteur, la connaissance des phénomènes sociaux implique que le sociologue catégorise le réel. En effet, même si la *société* est une entité distincte des « éléments individuels » qui la composent, il n'existe pour Georg Simmel « que des individus », et « tout phénomène qui paraît constituer au-dessus des individus quelque unité nouvelle et indépendante, se résoudrait dans les actions réciproques échangées par les individus ». Pour Georg Simmel la *compréhension* du fonctionnement de la société nécessite que le sociologue se concentre sur un

niveau d'étude intermédiaire entre individu et société, celui des formes sociales. Ces formes sont « supra personnelles » et servent « de guide et de médiateur dans les relations interindividuelles ». Il en résulte, pour Georg Simmel, des « résultats idéaux de l'activité humaine de représentation et d'évaluation, qui se situent tout à fait au-delà de la volonté et de l'activité individuelles, telles des « formes pures », absolues, de celles-ci ». On présente en général Georg Simmel comme le père de la *sociologie formelle.*

→ *Analyse structurale, Réseaux sociaux.*

Foule

Au sens courant, regroupement d'*individus* divers. On parlera par exemple de la foule des acheteurs dans les grands magasins à la veille des fêtes de fin d'année ou de la « foule des grands jours » lors d'un événement sportif important.

L'intérêt sociologique pour le phénomène de foule prend naissance avec Gustave Le Bon. Pour lui, dans certaines circonstances émerge la « foule psychologique ». Celle-ci est caractérisée par une « âme collective » très différente des traits de caractère des individus qui la composent. Il existe, toujours selon Gustave Le Bon, une « loi de l'unité mentale des foules » qui fait perdre aux individus leur personnalité propre : « Du moment qu'ils sont en foule, l'ignorant et le savant deviennent également incapables d'observation ». Il est possible de mettre en évidence les caractères principaux des foules : elles sont impulsives et irritables, crédules et facilement victimes de suggestion, autoritaires et intolérantes, simplistes et portées à l'exagération. Surtout, les foules sont manipulables par des chefs et des leaders (des « meneurs » selon Gustave Le Bon). Ces derniers usent de leur prestige pour subjuguer les foules et les manipuler. L'analyse de Gustave Le Bon s'inscrit dans une perspective pessimiste quant à l'évolution des *sociétés* modernes. Pour lui, la civilisation est le produit de l'action d'une *élite* éclairée, par contre la foule est barbare. L'influence croissante des foules résulte de l'effondrement de la *tradition* et des hiérarchies des sociétés d'Ancien Régime. C'est l'accession des *catégories populaires* à la vie politique qui donne aux foules une importance croissante dans la vie sociale : les *syndicats*, les bourses du travail résultent par exemple, selon Gustave Le Bon, de l'action des foules. De même il s'inquiète du comportement des « foules électorales » et des « foules parlementaires ». Cette analyse, bien que très datée (on trouve par exemple chez Gustave Le Bon une référence obsessionnelle à la notion de race) a continué à inspirer l'ensemble des réflexions sur les phénomènes de foule, compte tenu notamment des événements politiques du XX^{e} siècle (*totalitarisme*).

Pour Serge Moscovici la foule est « un groupement humain en effervescence » Selon lui, « sans cesse, la rupture des liens sociaux, la vitesse des communications, le continuel brassage des populations, le rythme accéléré et énervant de la vie dans les villes font et défont les collectivités. Atomisées, elles se reconstituent sous forme de foules instables et grandissantes ». Il considère que le XX^{e} siècle est « l'âge des foules ».

→ *Cohésion sociale, Croyances collectives, Masse.*

Fraction de classe

Sous ensemble d'une *classe sociale.* Par exemple, pour Karl Marx (« Le 18 brumaire de Louis Bonaparte »), la *bourgeoisie* est composée de trois fractions : l'aristocratie financière (banquiers, « rois de la bourse », « rois des chemins de fer », propriétaires des mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts), la bourgeoisie industrielle et

la *petite bourgeoisie* (constituée d'artisans et de commerçants).

→ *Hiérarchie sociale, Lutte des classes, Polarisation des classes sociales, Stratification sociale.*

French Theory

French Theory est un terme d'abord utilisé aux États-Unis puis importé en France qui désigne les œuvres de Michel Foucault (1926-1984), Jacques Derrida (1930-2004), Jean Baudrillard (1929-2007). Les références à ces auteurs ont été utilisées notamment par des travaux qui se situent dans la mouvance de la pensée postmoderne, des études sur le *genre*, des études sur les *sous-cultures*. Ce type d'approche a fait l'objet de polémiques car on lui reproche son *relativisme* et la production de textes qui relèvent davantage de l'essai que de l'investigation sociologique.

→ *Gender Studies, Queer, Postmodernisme, Postmodernité, Sociologie critique.*

Frustration relative

D'une façon générale, écart entre les biens auxquels les *individus* estiment avoir droit et ceux qu'ils pensent pouvoir obtenir.

Dès le XIX^e^, Alexis de Tocqueville explique les *conflits sociaux* par la frustration relative : les *sociétés* évoluent vers plus d'égalité, ce qui rend plus intolérables les inégalités qui persistent. Cela entraîne une frustration, et par suite, des conflits sociaux qui naissent d'une contradiction entre l'idéal égalitaire et la réalité des d'inégalités : « Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil; quand tout est à peu près de même niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande ».

À la fin des années 1940, Samuel Stouffer, Paul Lazarsfeld et Robert Merton, donnent, dans *The American Soldier* (1949), de nombreux exemples de frustration relative. Ainsi, « la notion de frustration relative est particulièrement utile pour jauger l'influence de l'instruction sur le niveau de satisfaction à l'égard du grade ou de la fonction et sur l'attitude critique ou approbatrice à l'égard de l'armée. [...] Ayant un niveau d'aspiration plus haut que les autres, ceux qui avaient poursuivi leurs études plus longtemps avaient plus à perdre à leurs propres yeux et aux yeux de leurs amis s'ils n'arrivaient pas à une position suffisante dans l'armée. D'où des frustrations plus intenses ».

→ *Groupe de référence.*

G

Gallicanisme

Au sein du catholicisme français, position selon laquelle chaque église nationale est souveraine. Les gallicans reconnaissent certes le magistère religieux du Pape, mais ils considèrent, par exemple, que c'est à l'*État* de désigner les évêques. De même, pour eux, le Pape, en tant que chef d'État, n'a pas à intervenir dans les affaires intérieures d'un autre État.

→ *Laïcité, Religion, Sécularisation, Souveraineté.*

Gang

Bandes fondées sur une pratique de la *délinquance* violente. Frederik Trasher en 1927, a montré que l'apparition et l'enracinement des gangs dans la ville de Chicago sont une réponse à la forte *désorganisation sociale* due à la croissance des villes et à la *ségrégation* de l'espace urbain. Les gangs occupent les espaces interstitiels entre le centre urbain et la riche périphérie : « la ceinture de pauvreté ».

→ *Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la), École de Chicago, Pauvreté, Sociologie urbaine, Urbanisation, Violence.*

Gated communities

Quartiers résidentiels clôturés et protégés, dont l'accès est sévèrement réglementé, généralement situés en périphérie des *villes*. Ces « collectivités fermées » pratiquent un mode de gestion fondé sur le pouvoir discrétionnaire du groupe, avec une très forte homogénéité sociale : toút candidat à la résidence doit être agréé, les règles de fonctionnement édictées par les habitants sont très contraignantes sur tous les aspects de la vie sociale : admission des visiteurs, types de loisirs autorisés, etc. Ce mode d'habitat s'est développé aux États-Unis pour une clientèle principalement constituée de retraités aisés, qui craignent l'insécurité urbaine. Il a parfois été qualifié de « *ghettos* de riches ».

→ *Effet de quartier, Ségrégation, Ségrégation urbaine, Urbanisation.*

Gender Gap

Au sens général, terme qui désigne les différences et les *inégalités sociales* entre les *genres* dans les divers domaines de la vie sociale. En *sociologie électorale*, le *Gender gap* désigne les différences dans les comportements électoraux des hommes et des femmes. Pendant longtemps en effet (jusqu'à la fin des années 1970) les femmes ont voté davantage pour les partis conservateurs que les hommes. Dans la décennie 80, on assiste à une convergence des votes masculins et féminins. À partir des années 1990, les femmes ont tendance à voter davantage pour les partis de gauche et les partis écologistes que les hommes. En particulier, elles votent beaucoup moins que les hommes pour les

partis d'extrême droite. On parle parfois d'un renversement du *Gender gap*.

→ *Féminisme, Gender Studies, Sociologie politique, Socialisation politique.*

Gender Studies

Champ de la *sociologie* qui se consacre à l'étude du *genre*. Les *gender studies* sont une composante des *cultural studies*, elles se situent de façon critique par rapport à une tradition sociologique qui était « aveugle au genre et à la couleur ». Les *gender studies* contestent l'idée d'un fondement naturel des comportements genrés et insistent sur le fait que le genre est une construction sociale qui résulte notamment de rapports de forces. De nombreux travaux sont consacrés au « trouble dans le genre » (Judith Butler) et s'intéressent à la culture gay et lesbienne et au « transgenre » (l'expression « transsexuel » est généralement rejetée en raison de sa connotation médicale).

→ *Féminisme, Gender Gap, Queer.*

Génération

Pour les sociologues, la génération est une *cohorte* particulière, dont les membres partagent une même expérience, une même histoire forte. Selon Karl Mannheim, elle est caractérisée par une *socialisation* spécifique et une certaine conscience d'elle-même. On parle ainsi de la « génération du feu » ou de la « génération de 68 » par exemple.

→ *Âge, Effet de génération, Expérience sociale.*

Genre

Terme utilisé en *sociologie* pour désigner le masculin et le féminin.

La généralisation de l'usage de ce terme manifeste la volonté de distinguer le sexe (caractère biologique) et le genre, qui est une construction sociale. Les anthropologues montrent que devenir homme ou femme ne va pas de soi mais nécessite éducation, apprentissage et intériorisation de son *rôle* sexué, processus codifiés par un certain nombre de *rites de passage* (comme le montrent les travaux de Maurice Godelier). Ainsi, selon Margaret Mead, on n'est pas « femme » ou « homme » de la même manière selon les époques, les *aires culturelles*, les *groupes sociaux*, les niveaux d'étude... Les différences sexuelles sont toujours relativement arbitraires et les manières, les comportements, associés aux deux sexes varient de façon significative : ce qui est jugé « féminin » ici (dans telle civilisation, à telle période de l'histoire, dans tel milieu...) peut être jugé masculin (ou sexuellement non marqué) là.

Bernard Lahire souligne que dans les milieux populaires, les *intellectuels* sont souvent perçus comme des *individus* aux propriétés sociales très féminines. Ils ne font pas de travaux de force, parlent beaucoup, pratiquent avec une certaine intensité la lecture considérée comme une activité « passive », font des « chichis » ou des « manières » lorsqu'ils parlent, plutôt que d'aller droit au but... C'est la fonction principale de la *socialisation* que de faire « incorporer » à l'enfant comme naturelles, les qualités socialement associées à son sexe anatomique et construites en fonction de la *société* où il va vivre.

→ *Constructivisme social, Définition de la situation, Étiquetage.*

Gentrification

Processus par lequel des quartiers défavorisés sont occupés (ou réoccupés) par des *catégories sociales* moyennes ou supérieu-

res. Du fait de l'arrivée de ces catégories et de la demande accrue de logements qui en découle, les prix de l'immobilier augmentent ce qui amplifie le départ des habitants les plus défavorisés. Le processus est donc auto-entretenu et conduit à une modification des caractéristiques du parc immobilier et de l'urbanisme. Le mot gentrification a été formé à partir de *Gentry*, qui désigne la petite noblesse en Grande-Bretagne.

→ *Classes moyennes, Classe sociale, Sociologie urbaine, Stratification sociale, Urbanisation, Ville.*

Germanité

Lien de *parenté* qui désigne l'ensemble des relations existant entre les germains, c'est-à-dire les groupes de frères et de sœurs de même père et de même mère.

→ *Famille.*

Ghetto

Forme d'organisation urbaine qui trouve son origine dans la cité médiévale, et qui est caractérisée par l'obligation faite à une partie de la population urbaine de résider dans un quartier délimité : il s'agit donc d'une relégation. L'*institution* du ghetto repose sur l'identification d'un sous-groupe (ethnique, religieux, professionnel) que l'on cantonne dans une partie de l'espace urbain.

À l'origine, il est défini, selon Hervé Vieillard-Baron, par quatre critères : « La contrainte résidentielle, l'homogénéité culturelle de la population, le fonctionnement en microsociété, et le préjugé qui le disqualifie de l'extérieur ».

Dans les ghettos d'aujourd'hui, l'obligation légale de résidence a disparu, mais elle est remplacée par de très fortes contraintes sociales et économiques qui tendent à maintenir la *ségrégation urbaine*. Ce phénomène, qui a fortement marqué la *structure* des grandes villes américaines, a été un des principaux objets d'études de l'*École de Chicago*.

→ *Banlieue, Discrimination négative, Sociologie urbaine, Urbanisation.*

Gouvernance

Au sens le plus général, façon dont un organisme met en œuvre ses compétences et exerce son *pouvoir*. Ainsi, pour Pascal Lamy, la gouvernance mondiale est « l'ensemble des processus par lesquels les sociétés politique, économique et civile négocient les modalités et les formes d'arrangements sociaux planétaires sur la base du principe de coopération conflictuelle ». Le terme désigne souvent aujourd'hui un mode de relation entre les détenteurs d'un pouvoir délégué et leurs mandants, fondé sur la transparence, la *démocratie* et le respect des droits et des intérêts des mandants. On parle parfois de « bonne gouvernance » pour désigner cet état de fait : « La bonne gouvernance aide à renforcer la démocratie et les droits de l'Homme, à promouvoir la prospérité économique et la cohésion sociale, à réduire la pauvreté, à soutenir la protection de l'environnement et l'utilisation durable de ressources naturelles, et à renforcer la confiance publique dans l'action et l'administration de l'État » (OCDE). L'Union européenne a consacré à la gouvernance politique un « Livre blanc », publié en 2001 : « Le Livre blanc sur la gouvernance européenne porte sur la manière dont l'Union utilise les pouvoirs qui lui sont conférés par ses citoyens ». Il définit cinq principes : ouverture, participation, responsabilité, efficacité et cohérence.

La gouvernance économique renvoie à la capacité de définir des orientations stratégiques dans une optique de responsabilité, en particulier dans le domaine du respect de l'environnement.

La gouvernance territoriale est une approche particulière du système territorial, où les pouvoirs publics accordent une place importante à la *société civile*, considérée à la fois comme un facteur essentiel du *développement local* et comme un détenteur d'informations stratégiques. La gouvernance territoriale repose sur l'intelligence territoriale, définie comme « l'ensemble de connaissances disciplinaires permettant la compréhension des structures et des dynamiques territoriales, et la création d'instruments au service des acteurs territoriaux du développement durable (en particulier pour la gestion de projets non-hiérarchique) » (Jean-Jacques Girardot).

→ *État, Pouvoir politique, Territoire.*

Gouvernance multi-niveaux

Conception de l'intégration politique au sein de l'Union européenne qui repose sur l'articulation de trois niveaux de *gouvernance* :

- le niveau communautaire (commission, parlement, etc.);
- le niveau des *États nations*;
- le niveau régional ou local.

Cette gouvernance repose sur trois principes essentiels, le *principe de subsidiarité*, la proximité entre les centres de décisions et le partenariat (possibilité pour les régions ou les villes de coopérer et de mettre en place des politiques communes sans passer par les niveaux supérieur). La gouvernance multi-niveau est notamment défendue par le comité des régions de l'Union européenne.

Gouvernement

Ensemble des personnes et des institutions qui au sein d'un *État* détiennent et exercent le pouvoir exécutif. Dans un État démocratique, le champ des compétences politiques du gouvernement et les modalités de désignation de ses membres sont prévus par la constitution. Par exemple en France : « Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée ». « Le Président de la République nomme le Premier Ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement. Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions ».

On utilise également le terme « gouvernement » comme synonyme de *régime politique*, par exemple Montesquieu, dans *L'esprit des lois* distingue trois formes de gouvernement : la *république*, la *monarchie* et le despotisme.

→ *Démocratie, Gouvernement despotique, Pouvoir politique, Système constitutionnel pluraliste.*

Gouvernement despotique

Forme de *régime politique* ou de *gouvernement* dans laquelle le *pouvoir* et la légitimité politiques sont concentrés dans les mains d'une seule personne ou d'un petit nombre de personnes. Si en général le despote exerce son pouvoir de façon autoritaire et arbitraire, le despote, à la différence du tyran, gouverne pour le bien être de ses gouvernés. C'est le cas par exemple des despotes éclairés du XVIII^{e} siècle qui vont s'inspirer de la philosophie des Lumières pour mener leurs actions politiques. Pour Montesquieu, le despotisme est la pire des formes de gouvernement, il préconise la mise en œuvre de la *séparation des pouvoirs* pour y mettre fin.

→ *Despotisme démocratique, Oligarchie, Système politique.*

Grève

Cessation concertée du *travail* par des salariés, dans le but de défendre des revendica-

groupe d'appartenance, ce qui peut expliquer que les individus veulent changer de groupe, et réalisent donc une « *socialisation anticipatrice* », en se préparant à l'avance à l'intégration future dans le groupe de référence. C'est Robert King Merton qui a développé cette *théorie*, dont la place est centrale dans la sociologie fonctionnaliste. Pour lui, la « fonction explicite de l'éducation » est précisément de proposer à chaque individu l'adhésion aux *valeurs* d'un groupe de référence de *statut* social plus élevé et ce processus est une des causes fondamentales de l'évolution des *sociétés*. La référence aux valeurs d'un groupe distinct du groupe d'appartenance représente une forme de *déviance*, mais « une certaine déviance est fonctionnellement nécessaire à la stabilité de structures sociales complexes ».

→ *Fonctionnalisme, Frustration relative, Structuro-fonctionnalisme.*

Groupe de statut

Selon Max Weber, le groupe de statut, ou ordre, est composé d'« une pluralité d'individus qui, au sein d'un groupement, revendiquent efficacement :

a) une considération particulière – éventuellement aussi,

b) un monopole particulier à leur condition ».

Il définit la condition comme « un privilège positif ou négatif de considération sociale revendiquée de façon efficace ».

Chaque groupe de statut est ainsi défini par le degré « d'honneur social » ou de prestige que les *individus* se reconnaissent mutuellement. Cette situation de rang ou condition est fondée sur le *mode de vie*, le type d'instruction formelle, le prestige de la naissance ou le prestige de la *profession*. L'appartenance à un groupe de statut se traduit généralement par l'application de certaines *règles* ou la jouissance de certains privilèges : restriction du *choix du conjoint* (*endogamie*), pratique privilégiée et dilettante de certains arts ou encore, port de certains vêtements.

C'est un *idéal type*, permettant à Max Weber de rendre compte de réalités sociales diverses comme la *caste*, ou les *ordres* de l'état aristocratique.

→ *Stratification sociale.*

Groupe domestique

Au sens général, désigne l'ensemble des occupants d'un même lieu de résidence.

Au sens statistique, *ménage* composé d'au moins deux personnes.

En *anthropologie* et en histoire, un groupe domestique est constitué de l'ensemble des *individus* qui résident ensemble et qui ont généralement des activités de production en commun. Le groupe domestique n'est alors pas constitué uniquement de personnes apparentées mais aussi d'individus partageant les activités du groupe : serviteurs dans les maisons nobles ou bourgeoises, domestiques dans les fermes, compagnons travaillant chez les artisans, etc.

Groupe latent

Groupe d'*individus* ayant un intérêt commun mais qui n'en n'ont pas forcément pris conscience.

→ *Action collective, Conscience collective, Paradoxe de l'action collective.*

Groupe social

Selon George Gurvitch, ensemble d'*individus* constituant « une unité collective réelle, mais partielle, directement observable et fondée sur des attitudes collectives, continues et actives ». Les « collections » d'individus, comme une file d'attente dans un bureau de poste par exemple, ne constituent pas un groupe social. Cependant, si ces individus

se mettent à interagir et à discuter sur leurs conceptions du service public, pour finalement engager une action de contestation visant à obtenir l'ouverture de guichets supplémentaires, alors un groupe social se forme pour la durée de ce mouvement de protestation.
Selon Robert King Merton, le concept sociologique de groupe « définit un ensemble d'individus en interaction selon des règles établies ou encore un certain nombre de gens ayant entre eux des rapports sociaux caractéristiques et fixés. Dans les deux cas le critère objectif est l'interaction (ou rapports sociaux). [...] Un deuxième critère est implicite dans ces deux définitions : les individus en *interaction* se définissent eux-mêmes comme *membres* du groupe : autrement dit, ils ont des idées précises sur les formes d'interaction et ces idées sont des attentes moralement contraignantes pour eux et pour les autres membres mais non pour les hors-groupes. Un troisième critère serait un corollaire des précédents : les gens en interaction sont définis par les autres, membres et non-membres, comme membres du groupe. Dans les groupes organisés la définition est explicite, dans les groupes informels elle est tacite et manifestée par le comportement plus que par les mots ». Robert King Merton définit deux types de groupes sociaux : le *groupe d'appartenance* dont les frontières sont tracées par la combinaison des trois critères (un objectif et deux subjectifs) énoncés ci-dessus et le *groupe de référence*.
→ *Groupe latent, Interaction.*

Groupes primaires

Pour Charles Horton Cooley, groupes de petites tailles (*famille*, camarades, voisinage) dont les *membres* entretiennent des relations interpersonnelles au sein desquels la *solidarité* est forte. C'est à l'intérieur de ces groupes que s'effectue la *socialisation primaire*, pour Charles Horton Cooley, ces groupes ont comme caractéristiques principales la stabilité et l'universalité. Les groupes primaires se distinguent des *groupes secondaires*.

Groupes secondaires

Pour Charles Horton Cooley, groupes de grandes tailles (*partis politiques, syndicats*, associations) dont les *membres* entretiennent des relations de nature utilitariste. L'engagement des *individus* au sein de ces groupes est en général restreint au champ d'action qui les caractérise. Ces groupes secondaires se distinguent des *groupes primaires*.

Groupement hiérocratique

Pour Max Weber, groupement de *domination* qui fait appel à la *contrainte hiérocratique*.
→ *Biens de salut, Église, Religion, Secte.*

Guerre des dieux

Métaphore utilisée par Max Weber, pour désigner le *conflit* qui oppose les *valeurs* au sein des *sociétés* modernes : du fait du *polythéisme des valeurs*, des conceptions du bien parfois irréconciliables s'affrontent. Il faut donc choisir son camp dans la Guerre des dieux et cela ne relève pas du *choix rationnel*.

À cette conception décisionniste de Max Weber, s'oppose la thèse de la *rationalité des valeurs* (défendue notamment Raymond Boudon et Jürgen Habermas), selon laquelle il est possible de fonder en raison les choix portant sur les valeurs.

→ *Décisionnisme, Éthique de la conviction, Éthique de la discussion, Éthique de la responsabilité.*

Guillotine de Hume

Expression utilisée pour désigner la nécessité d'une séparation stricte entre les *jugements de faits* et les *jugements de valeur*.

→ *Épistémologie, Neutralité axiologique, Rapport aux valeurs.*

H

Habitus

Pour Pierre Bourdieu, « systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes ». Ces *dispositions* sont intériorisées et incorporées par les agents au cours du processus de *socialisation* : « L'*habitus*, c'est ce que l'on a acquis, mais qui s'est incarné de façon durable dans le corps sous forme de disposition permanente ». L'*habitus* oriente le positionnement des *individus* dans les différents *champs*. Pour Pierre Bourdieu par exemple, « on ne peut parler d'*habitus* linguistique qu'à condition de ne pas oublier qu'il n'est qu'une dimension de l'*habitus* comme système de schèmes générateurs de pratiques et de schèmes de perception des pratiques, et de se garder d'autonomiser la production de paroles par rapport à la production de choix esthétiques, ou de gestes ou de toute autre pratique possible ».

→ *Habitus de classe, Habitus individuel, Hexis corporel.*

Habitus de classe

Selon Pierre Bourdieu, les déterminations liées à l'opposition fondamentale entre *classes dominantes* et dominées se manifestent par l'intermédiaire de *dispositions* inscrites dans l'*habitus* des *agents*. Ces dispositions contribuent à déterminer le type de rapport que les agents ont avec les classements et les hiérarchies spécifiques à chaque *champ* au sein duquel ils occupent une position (rapport d'adhésion, de contestation, de refus, etc.). L'*habitus* de classe est le dénominateur commun des différentes pratiques d'un même agent, mais il est aussi la matrice commune des pratiques de tous les agents qui ont vécu dans (et par conséquent ont intériorisé) les mêmes conditions d'existence du fait de leur appartenance à la même classe ou fraction de *classe sociale*.

Les agents porteurs du même *habitus* de classe n'ont pas besoin de se concerter pour agir de la même façon, qu'il s'agisse du choix d'un conjoint, du choix d'un métier, du choix d'un député, du choix d'un mobilier. Chacun en obéissant à son « goût personnel », en réalisant son projet individuel, s'accorde spontanément et sans le savoir avec des milliers d'autres qui pensent, sentent et choisissent comme lui. Il suffit de laisser faire l'*habitus* pour voir s'instaurer une véritable « orchestration des pratiques sans chef d'orchestre ». Portés par un même *habitus* de classe, les agents agissent comme des musiciens qui improvisent sur un même thème, chacun jouant quelque chose de différent qui s'accorde pourtant harmonieusement avec ce que joue chacun des autres.

→ *Capital culturel, Capital économique, Capital social, Distinction, Habitus individuel.*

Habitus individuel

Habitus d'un *individu*, propre à un *groupe social* à un moment donné. L'interprétation du concept d'*habitus* individuel fait l'objet d'un débat. Certains sociologues, pour l'approuver ou pour le contester, considèrent que Pierre Bourdieu accorde la priorité aux *habitus* collectifs (l'*habitus de classe* par exemple) et que l'*habitus* individuel n'est qu'une déclinaison par les agents de cet *habitus* collectif.

Contre cette lecture holiste, d'autres auteurs (Bernard Lahire et Philippe Corcuff par exemple) soulignent pour leur part que Pierre Bourdieu s'efforce de penser l'interdépendance de l'individuel et du collectif : c'est l'*habitus* individuel qui serait premier (produit d'histoires individuelles singulières), l'*habitus* de classe étant un *idéal-type* construit par le sociologue. À l'appui de cette seconde lecture on peut citer le texte suivant de Pierre Bourdieu : « Il est exclu que tous les membres de la même classe (ou même deux d'entre eux), aient fait les mêmes expériences et dans le même ordre. [...] Le principe des différences entre les *habitus* individuels réside dans la singularité des trajectoires sociales, auxquelles correspondent des séries de détermination chronologiquement ordonnées et irréductibles les unes aux autres ».

→ *Habitus, Relationnisme méthodologique, Structuralisme constructiviste, Trajectoire sociale.*

Handicap socioculturel

Caractéristiques culturelles des élèves liées à leur origine familiale, qui sont censées expliquer leurs difficultés scolaires.

Le handicap peut résulter soit d'une privation (c'est « ce qui manque » pour réussir à l'école) soit d'un *conflit* culturel (la *culture* du milieu social d'origine n'est pas en accord avec les modèles culturels de l'école).

Cette théorie a été l'objet de très nombreuses critiques, centrées sur la notion même de « handicap ».

→ *Alternation, Arbitraire culturel, Codes sociolinguistique, Échec scolaire, École démocratique de masse, École inclusive, Habitus, Hexis corporel, Violence symbolique.*

Hérédité sociale

Désigne une situation où la *mobilité sociale* est faible. La probabilité de ne pas changer de *catégorie sociale* par rapport à celle occupée par son père est alors forte. Cette hérédité sociale ne se traduit pas forcément par une similarité des *professions* exercées.

→ *Fluidité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Héritage

Transmission des biens, des propriétés, des richesses matérielles et des droits à caractère économique à des ayants droit. Les anthropologues distinguent généralement l'héritage de la *succession*, qui concerne, elle, la transmission du *statut* (droits et devoirs), de la position (autorité politique) et des fonctions cérémonielles.

Dans de nombreuses *sociétés*, les droits d'héritage et de succession diffèrent selon le sexe. En Iran par exemple, l'héritage s'obtient du côté du père : le garçon a deux parts, la fille une seule. Chez les Touaregs, selon le principe musulman, un huitième des biens du mari défunt va à sa femme. Le reste est partagé entre ses enfants, avec une part pour les filles et deux parts pour les garçons. Lorsque les héritiers sont trop jeunes, la gestion des biens est généralement assurée par l'aîné des frères du défunt.

Dans de nombreuses *sociétés*, la propriété transmise lors de l'héritage est indivise. Les terres par exemple, constituent un bien collectif indivis et non individuel.

→ *Famille, Filiation, Lignage, Parenté.*

Héritiers

Pour Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, enfants des cadres supérieurs et de professions libérales dont les chances d'accès aux études supérieures sont à ce point élevées qu'elles deviennent pour eux « un destin banal » (*Les héritiers. Les étudiants et la culture*, 1964). Pour ces auteurs, l'origine sociale des étudiants constitue le facteur déterminant de la réussite scolaire car les enfants des classes favorisées héritent d'un « patrimoine culturel » fortement valorisé par les études.

→ *Ascension sociale, Cadre, Capital culturel, Classe dominante, Culture dominante, Culture légitime, Déterminisme, Distinction, Éducation (Sociologie de l'), Élite, Reproduction.*

Herméneutique

Démarche fondée sur l'*interprétation*. Le terme s'est appliqué d'abord à l'interprétation des textes (exégèse biblique, critique littéraire) dont il s'agit de découvrir la signification.

En *sociologie*, la posture herméneutique est liée à une approche idiographique, à la volonté de rendre compte de l'expérience subjective des *acteurs sociaux*, à la démarche compréhensive.

→ *Apodictique, Compréhension, Double herméneutique, Monde vécu, Phénoménologie, Sciences herméneutiques, Sciences idiographiques, Sociologie compréhensive.*

Hétérogamie sociale

L'hétérogamie sociale désigne l'existence d'une distance sociale entre les conjoints en termes d'origine sociale ou de statut acquis (diplôme, *catégorie sociale*).

On parle d'hypergamie lorsque le statut social de l'un des conjoints est supérieur à celui de l'autre.

On parle d'hypogamie lorsque le statut social de l'un des conjoints (généralement celui de la femme, et on parle alors d'hypogamie féminine) est inférieur à celui de l'autre.

→ *Endogamie, Exogamie, Homogamie sociale, Mariage, Mobilité sociale, Reproduction sociale.*

Heuristique

Au sens le plus général, ensemble des méthodes et des outils intellectuels permettant de « découvrir » ou de « trouver », autrement dit de faire progresser la *connaissance*. Pour Jean-Pierre Chrétien-Goni, il convient de « distinguer une qualification méthodologique qui désigne les techniques de découverte, et ce que l'on pourrait nommer une heuristique générale comme partie de l'épistémologie ayant en charge de décrire et de réfléchir les conditions générales du progrès dans l'activité scientifique ». Le terme utilisé comme adjectif (par exemple « portée heuristique d'une recherche ») permet de qualifier la capacité d'une expérience ou d'une *théorie* à apporter d'une façon concise et efficace (c'est le principe de la « *Règle du rasoir d'Occam* ») des arguments ou des éléments réfutables.

→ *Dialectique, Épistémologie, Réfutabilité, Réfutationnisme.*

Hexis

Terme grec, que l'on trouve dans la philosophie de Platon ou d'Aristote avec le sens de *disposition* et qui correspond au latin *habitus*.

→ *Hexis corporel.*

Hexis corporel

Usages du corps, postures, rapports au corps, incorporés par les *individus* tout au long du processus de *socialisation* et qui deviennent inséparables de leur personnalité telle qu'ils l'expriment inconsciemment. L'*hexis* est donc une composante essentielle des *habitus individuels*. Pour Pierre Bourdieu, cet *hexis* corporel est un

élément essentiel dans la production et la manifestation des *distinctions* sociales : « des individus scolairement équivalents (les élèves des grandes écoles par exemple) peuvent être profondément séparés du point de vue de l'*hexis* corporel, de la prononciation, de la manière de s'habiller du rapport de familiarité avec la culture légitime, sans parler de tout l'ensemble des compétences et des capacités spécifiques qui fonctionnent comme des droits d'entrée dans l'univers bourgeois ».

→ *Bourgeoisie, Classe sociale, Dispositions, Habitus, Habitus de classe.*

Hiérarchie sociale

Situation sociale dans laquelle les positions sociales sont subordonnées les unes par rapport aux autres en fonction de critères de *pouvoir*, de *prestige social*, d'*autorité*, de *religion*, etc. Les *sociétés* sont ainsi hiérarchisées selon plusieurs critères, dont, par exemple :

- des critères économiques : le *revenu*, le *patrimoine*;
- des critères de prestige social : niveau de diplôme, situation professionnelle;
- des critères de pouvoir : dirigeant/salarié, responsable politique/*citoyen*;
- des critères religieux : *Brahmanes* (prêtres)/*Shudra* (serviteurs) dans les *castes* indiennes, évêque/curé de campagne.

La nomenclature des *professions et catégories socioprofessionnelles* permet, dans une certaine mesure, d'appréhender la *stratification sociale* en terme de hiérarchie sociale : les *ouvriers* se situent alors en bas de la hiérarchie sociale et les cadres et professions intellectuelles supérieures en haut. L'analyse de la hiérarchisation de la société varie selon les auteurs. Ainsi, pour Max Weber, la hiérarchie sociale est pluridimensionnelle (dimensions économique, culturelle et sociale) : il distingue trois hiérarchies sociales liées au pouvoir, à la *classe sociale* et au *statut*. Pour Karl Marx en revanche, la hiérarchie sociale est unidimensionnelle (dimension économique) : elle est liée à la propriété des *moyens de production* et à la contradiction entre *travail* et *capital*.

→ *Égalisation des conditions, Groupe de statut, Immobilité sociale, Mobilité sociale, Stratification sociale.*

Historicité

Selon Alain Touraine, capacité d'une *société* à produire ses propres orientations sociales et culturelles : « J'appelle historicité cette distance que la société prend par rapport à son activité et cette action par laquelle elle détermine les catégories de sa pratique. La société n'est pas ce qu'elle est, mais ce qu'elle se fait être ».

L'historicité a trois composantes :

- la *connaissance* : ensemble des rapports entre la société et son environnement;
- l'accumulation, par laquelle « une partie du produit consommable est prélevée et investie dans des œuvres qui portent la marque du modèle culturel »;
- le modèle culturel : les orientations de la pratique sociale. Le modèle culturel dominant est celui de la *classe dirigeante* qui a le contrôle de l'historicité.

→ *Acteur social, Action (Sociologie de l'), Conflits sociaux, Intervention sociologique, Mouvement ouvrier, Mouvement social, Système d'action historique.*

Holisme méthodologique

Conception épistémologique selon laquelle, pour rendre compte des phénomènes sociaux, il faut partir de la totalité (*société* globale) car « le tout est différent de la somme des parties ».

On considère généralement que Karl Marx et Émile Durkheim, par exemple, s'inscrivent dans cette perspective holiste

sur le plan méthodologique. Pour Karl Marx, « l'essence humaine n'est pas inhérente à l'individu isolé, dans sa réalité elle est l'ensemble des rapports sociaux ». Pour Émile Durkheim les *faits sociaux* sont extérieurs aux *individus*, ils exercent sur eux un pouvoir coercitif et on ne peut expliquer les faits sociaux par des considérations qui relèvent de la psychologie individuelle.

→ *Conscience collective, Déterminisme social, Méthodologie sociologique, Relationnisme méthodologique, Réseaux sociaux, Société holiste.*

Homme moyen

→ *Théorie de l'homme moyen.*

Homogamie sociale

Désigne la probabilité plus forte qu'ont les *individus* à choisir un conjoint dont les caractéristiques culturelles, sociales et économiques sont proches des siennes.

Pour parler de couple homogame, on compare généralement les *professions et catégories socioprofessionnelles* des conjoints d'un couple ou celles de leurs parents (généralement le père).

Les études sociologiques montrent que, dans les *sociétés* modernes, en dépit de la liberté de *choix du conjoint* par les individus, l'homogamie sociale reste bien une pratique très répandue.

Elle est en outre beaucoup plus présente chez les pacsés que chez les mariés. En 2009, selon l'Insee, 16 % des partenaires d'un Pacs sont issus de la même catégorie sociale, contre 11 % parmi les couples mariés.

→ *Classe sociale, Habitus de classe, Habitus individuel, Hétérogamie sociale, Hexis corporel, Mariage, Pacs, Stratification sociale.*

Homoparentalité

→ *Famille homoparentale.*

Homo sociologicus

Individu (*acteur, agent*) tel qu'il est étudié par la *sociologie*. Il y a autant d'*homo sociologicus* que de *théories* ou de *paradigmes* sociologiques.

Dans la tradition durkheimienne, dans le *structuralisme* ou dans le *fonctionnalisme*, l'*homo sociologicus* est un support de *structure*, le produit d'un *déterminisme social*.

Pour l'*individualisme méthodologique*, l'*homo sociologicus* est un acteur rationnel.

→ *Action (Sociologie de l'), Action sociale, Actionnalisme, Actionnisme, Déterminisme social, Épistémologie, Holisme méthodologique, Méthodologie sociologique.*

Hors groupe

Selon Robert King Merton, ensemble des *individus* désignés par les membres d'un groupe donné comme extérieurs (et généralement hostiles) à l'*en groupe*. Cette désignation entraîne un jugement automatiquement négatif : pour les *membres* de « l'en groupe », « la condamnation systématique du membre du hors groupe joue presque indépendamment de ce qu'il fait ». De ce point de vue, elle fonctionne le plus souvent comme une *prédiction créatrice*.

→ *Fonctionnalisme, Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Groupe social.*

Hyperfonctionnalisme

Terme employé généralement de façon péjorative, pour désigner une *théorie* selon laquelle la convergence des actions individuelles est le résultat d'une *aliénation*. La place du *sujet* y est réduite à l'extrême, et ce sont des forces sociales transcendantes qui expliquent la façon dont les comportements sont socialement déterminés. Selon François Bourricaud, dans l'hyperfonctionnalisme, « l'individu est à la fois asservi et manipulé. Quant à la société, elle consacre l'exploitation et aveugle les exploités sur la réalité de leur esclavage ». Pour lui comme pour les

autres tenants de l'*individualisme méthodologique*, la *sociologie* d'inspiration marxiste ou celle de Pierre Bourdieu, de Roger Establet, de Christian Baudelot sont des exemples d'hyperfonctionnalisme, dans la mesure où l'*explication* d'un phénomène (par exemple l'*échec scolaire*) est recherchée dans un ordre supérieur de phénomènes (par exemple les inégalités socio-économiques). Cette critique, adressée à des auteurs qualifiés d'hyperfonctionnalistes, repose en fait sur une lecture très contestable de leurs travaux. Ces auteurs ne se reconnaissent nullement dans ce type de caractérisation de leurs recherches théorique.

→ *Culturalisme, Déterminisme, Fonctionnalisme, Habitus, Holisme, Relationnisme méthodologique.*

Hypergamie

→ *Hétérogamie sociale.*

Hypogamie

→ *Hétérogamie sociale.*

Hypothético-déductif

→ *Raisonnement hypothético-déductif.*

Hypothèse

Énoncé que l'on soumet à un examen critique (épreuves de *réfutation*). *Conjecture* qui propose une *explication* permettant de rendre compte d'un certain nombre de phénomènes et qui sert de base à des opérations de *déduction*.

→ *Épistémologie, Modèle, Théorie.*

Idéal démocratique

Aspiration des *individus* vivant dans des *sociétés démocratiques* à une organisation sociale fondée sur des principes d'*égalité* et de *justice sociale*.

→ *Citoyen, Démocratie, Égalisation des conditions, Équité.*

Idéal-type

Outil conceptuel proposé par Max Weber pour comprendre les phénomènes sociaux. On l'obtient en « accentuant unilatéralement un ou plusieurs points [...] qu'on ordonne pour former un tableau de pensée homogène ».
L'idéal-type est une construction abstraite qui accentue les traits les plus caractéristiques d'une classe de phénomènes en fonction des hypothèses de la recherche. Ce modèle doit être évalué en fonction de sa portée heuristique. « En ce qui concerne la recherche, le concept idéal-typique se propose de former le jugement d'imputation : il n'est pas lui-même une "hypothèse" mais il cherche à guider l'élaboration des hypothèses. De l'autre côté, il n'est pas un exposé du réel, mais se propose de doter l'exposé de moyens d'expression univoques ». La démarche fondée sur l'étude des types idéaux ne relève donc pas de l'*empirisme*.

Ainsi pour Max Weber, la *bureaucratie*, l'*esprit du capitalisme* ou l'*ethos* protestant sont des types idéaux.

Idéalisme

Conception, illustrée notamment par Platon et Georg Friedrich Hegel, selon laquelle les idées ont une existence propre et sont premières par rapport aux réalités matérielles.

→ *Matérialisme.*

Identification partisane

Analyse du comportement électoral développée aux États-Unis dans les années 1960. Selon cette analyse, la *socialisation* familiale conduit les *individus* à un attachement à un *parti politique* (Démocrate ou Républicain dans le cas des États-Unis). Cette approche, qui met l'accent sur des facteurs psychosociologiques se situe de façon critique par rapport aux analyses de Paul Lazarsfeld et de son équipe qui mettaient quant à eux l'accent sur des variables sociologiques (milieu social, appartenance religieuse, lieu de résidence).

→ *Paradigme du Michigan, Participation politique, Socialisation politique, Système partisan.*

Identité

Sur le plan juridique, l'identité correspond au nom, au lieu de naissance, au

sexe, à la résidence de l'*individu*. Cette identité fait l'objet d'un enregistrement dans les actes de l'état civil, elle est fortement liée à l'appartenance familiale (*mariage, filiation*).

Sur le plan sociologique, l'identité d'un individu ou d'un groupe est constituée par l'ensemble des caractéristiques et des représentations qui font que cet individu ou ce groupe se perçoit en tant qu'entité spécifique et qu'il est perçu comme tel par les autres. L'identité est donc à la fois une identité « pour soi » et une identité « pour autrui ». Au niveau individuel, l'identité correspond au sentiment subjectif de l'unité personnelle. Selon Gustave Nicolas Fischer, chercheur en *psychologie sociale*, « l'identité désigne la synthèse réalisée à l'intérieur de soi entre le psychologique et le social et peut être saisie à travers la façon dont chacun se définit et se perçoit comme être unique ».

On distingue souvent deux conceptions de l'identité :

- une conception essentialiste, qui considère que l'identité est fondée sur des caractères intrinsèques, permanents et, dans une large mesure, hérités. Par exemple, pour le *sens commun*, les identités sexuées ou les identités ethniques sont souvent perçues dans une perspective essentialiste. La conception ethnique de la *nation* et donc de l'identité nationale relève de la même approche;

- une conception nominaliste, qui considère que l'identité varie en fonction du contexte, de l'époque, qu'elle est une construction sociale que l'on désigne à un moment donné par un nom. Dans cette perspective les *ethnies*, par exemple, ne sont pas des réalités invariables et héritées, mais des *communautés* historiques qui se perçoivent et sont perçues par les autres comme ayant une origine commune. De même, « on ne naît pas femme on le devient » (Simone de Beauvoir) et la façon de définir l'identité féminine (ou masculine) varie au cours du temps. Du point de vue nominaliste, la *distinction*, couramment utilisée, entre identité individuelle et identité collective n'a guère de sens. En effet c'est l'*interaction* entre l'individu et la *société* (les différentes collectivités auxquelles l'individu appartient) qui permet de construire les identités.

L'identité personnelle est le produit de la *socialisation*. Pour George Herbert Mead, celle-ci permet la construction du « Soi ». Le « Soi » est réflexif, il permet à l'individu d'être à la fois *sujet* et objet pour lui-même. Il résulte d'une tension entre le « Moi » (dimension objective de la personnalité qui correspond aux *normes* de la société au sein de laquelle on vit) et le « Je » (dimension subjective de la personnalité qui correspond à la capacité à s'affranchir des conventions, à manifester sa liberté). Le « Soi » correspond donc à l'identité personnelle et il résulte bien d'une interaction entre chaque individu et l'ensemble de ceux avec lesquels il est en relation.

Norbert Elias utilise pour sa part l'expression « identité Nous-Je » pour souligner l'interdépendance entre la dimension collective (pôle social) et la dimension subjective (pôle individuel) de la construction de l'identité. Pour lui le « processus de civilisation » conduit à l'émergence de la « société des individus » dans laquelle la dimension du « Je » l'emporte progressivement sur la dimension du « Nous ».

Pour Erving Goffman, l'identité personnelle correspond d'une part aux « signes patents ou porte-identité » (par exemple le visage) et d'autre part à « la

combinaison unique de faits biographiques ». Pour lui « la notion d'identité personnelle est donc liée à l'hypothèse que chaque individu se laisse différencier de tous les autres, et que, autour de ces éléments de différenciation, c'est un enregistrement unique et ininterrompu de faits sociaux qui vient s'attacher, s'entortiller, comme de la barbe à papa, comme une substance poisseuse à laquelle collent sans cesse de nouveaux détails biographiques ». Cette identité personnelle, en même temps qu'elle est singulière, joue dans l'organisation sociale un rôle structuré et routinier.

Le concept d'*habitus individuel* forgé par Pierre Bourdieu met lui aussi l'accent sur la singularité de la *trajectoire sociale* de chaque agent.

Claude Dubar propose de distinguer deux formes identitaires :

- d'une part, la forme communautaire dans laquelle l'individu est défini par son appartenance à une communauté (*caste*, tribu, *religion*, *ethnie*, nation, *culture*) et par une place au sein de cette communauté. L'identité est alors perçue dans une perspective essentialiste. Cette forme identitaire correspond aux *sociétés holistes*, mais elle est aussi présente dans les sociétés contemporaines où l'identité peut être liée à l'appartenance à une corporation, à une religion, à une communauté, etc. ;

- d'autre part, une forme sociétaire où l'accent est mis sur l'identité personnelle des individus qui, de façon simultanée ou successive, appartiennent à différents groupes qui leur fournissent des ressources d'identification (on peut être à la fois, lycéen, garçon, fils de médecin, punk, etc.). François de Singly parle dans la même perspective d'une « fluidité des identités ».

L'importance croissante de la forme sociétaire des identités, les bouleversements économiques, politiques et sociaux qui marquent la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e conduisent à parler avec Claude Dubar d'une crise des identités. Il est plus difficile en effet de définir aujourd'hui l'identité masculine, l'identité ouvrière, etc. Mais cette difficulté à définir les identités se retrouve aussi dans des communautés qui se revendiquent en tant que telles. Par exemple, il est difficile de définir l'identité juive tant les différences sont grandes entre « libéraux » et « orthodoxes », de même pour l'identité catholique, musulmane, etc. Les identités politiques sont elles aussi brouillées.

Les *sociétés individualistes* contemporaines sont donc marquées par un double mouvement :

- d'une part une tendance à la *subjectivation* croissante, à l'autonomie des individus par rapport à leurs multiples appartenances, par des modalités du *lien social* qui reposent davantage sur la liberté individuelle ;

- d'autre part, et dans le même temps, par une tendance à des crispations identitaires qui se traduisent notamment par le *communautarisme* et le *radicalisme religieux*.

→ *Ethnicisation, Ethnicité, Genre, Identité collective, Identité nationale, Individualisation, Individualisme, Individuation.*

Identité au travail

Processus relationnel de construction de soi à travers le monde professionnel. Le *concept d'identité* a été introduit dans la *sociologie du travail* par Renaud Sainsaulieu en 1977 dans son ouvrage *L'identité au travail*.

	Fusion	*Négociation*	*Retrait*	*Mobilité*
Représentations	L'atelier	L'entreprise	La tâche	La carrière
Normes/collègues	Unanimisme	Démocratie	Compromis	Affinités
Normes/chef	Règle hiérarchique	Leader	Règle hiérarchique	Parrain
Valeurs	Le groupe	Le travail	L'extérieur	L'avenir

Source : d'après N. Alter, Sociologie du monde du travail, *PUF, 2006.*

Pour lui elle se définit comme les « façons de se situer dans le système social d'entreprise ». La situation au *travail* et les relations de *pouvoir* entre *acteurs sociaux* définissent quatre formes d'identité au travail : la fusion (où les salariés ont de faibles compétences et sont peu autonomes), la négociation (où les salariés sont compétents et autonomes), le retrait (où les travailleurs disposent de peu de reconnaissance) et les affinités (où il y a une forte mobilité des salariés). Norbert Alter résume ainsi ces quatre *idéaux types*.

Pour Claude Dubar, l'identité professionnelle dépend de l'appartenance sociale d'origine et des évolutions de l'environnement économique. Ainsi, il développe notamment le concept d'identité de *réseau* (valorisation de l'autonomie, de la construction d'une *carrière* par la *mobilité sociale* externe appuyée par des réseaux affinitaires), qui se développe avec la flexibilité du travail et des structures de l'*entreprise* (fusions, délocalisations...). Le travail demeure donc dans cette perspective un déterminant essentiel de l'identité sociale.

Dans la sociologie interactionniste, Everett Hugues considère le travail comme un « drame social » où se joue la reconnaissance de soi, l'identité au travail se construit à travers la *socialisation professionnelle*. Pour Peter Berger et Thomas Luckmann la construction d'une identité professionnelle relève de la *socialisation secondaire*.

→ *Profession.*

Identité collective

Identité qui caractérise un *groupe social*. Il peut s'agir d'une identité de classe, d'une identité régionale, de l'identité d'un *mouvement social*, de l'identité professionnelle, etc. Cette identité est une construction qui repose sur l'origine (réelle ou imaginée) du groupe, sur l'*action collective*, sur des expériences partagées.

→ *Communauté, Classe sociale, Ethnie, Ethnicité, Ethnicisation, Individualisation, Lutte pour la reconnaissance, Profession, Socialisation.*

Identité nationale

Ensemble des caractéristiques propres à une *nation* (langue(s), ensemble de symboles, citoyenneté, références culturelles et historiques, etc.) et, d'autre part, sentiment individuel d'appartenance à une *communauté* nationale. Le terme est d'apparition récente en français (début des années 1980) et son utilisation dans le champ politique a conduit à de très vives controverses. De façon générale, les chercheurs en *sciences sociales* se sont inquiétés de l'instrumentalisation de ce *concept* à des fins politiques voire politiciennes. Ils s'élèvent contre une tendance à figer l'identité nationale (alors qu'il s'agit d'une construction continue) et sur une lecture partiale et partielle (par exemple l'identité de la France ne saurait être réduite au christianisme). Enfin, de

fortes inquiétudes se sont fait jour quant à l'utilisation de l'expression « identité nationale » à propos de l'*immigration*. La référence à l'identité nationale risque en effet d'être liée à une conception qui remet en cause la pluralité des *cultures* et met l'accent sur l'*assimilation* plutôt que sur l'*intégration*.

→ *Citoyenneté, Citoyenneté multiculturelle, Citoyenneté post-nationale, État nation, Identité, Identité collective, Multiculturalisme, Nationalisme, République.*

Idéologie

Désigne au XVIII[e] siècle, chez Étienne Bonnot de Condillac et Antoine Destut de Tracy, la science des idées. Ces dernières ont leur origine dans les sensations : on parle d'un courant sensualiste, qui s'inspire de l'*empirisme* anglais de John Locke et David Hume. Les membres de ce courant de pensée étant hostiles à Napoléon Bonaparte, c'est ce dernier qui donne un sens péjoratif au mot « idéologue ».

Le terme prend ensuite chez Karl Marx la signification de conscience fausse ou aliénée. Pour lui, l'idéologie est une composante de la *superstructure* et l'idéologie dominante est l'idéologie de la *classe dominante*. La tradition marxiste n'est pas unifiée sur la question de l'idéologie. Louis Althusser, figure de proue du *marxisme* en France dans les années 1960-70, donne la définition suivante : « L'idéologie représente le rapport imaginaire des hommes à leurs conditions réelles d'existence ». Pour lui, l'idéologie est présente dans toute *société*, dans la mesure où l'imaginaire est une dimension inéliminable de la vie sociale. Il se distingue en cela des écrits de certains marxistes qui considèrent que la *société* communiste sera une société sans *aliénation* et sans idéologie. Pour Louis Althusser, l'idéologie ne relève donc pas du critère du vrai et du faux.

Pour Talcott Parsons : « Le critère essentiel de l'idéologie, c'est la déviation par rapport à l'objectivité scientifique ». Cette définition se rapproche de celle de Karl Marx qui oppose la *connaissance* vraie (scientifique) et la conscience fausse.

Edward Shils, qui appartient au courant fonctionnaliste, rejette pour sa part le critère du vrai et du faux. Il considère que l'idéologie est un système de *croyances* qui présente des caractères particuliers (par exemple le caractère explicite de leur formulation, leur volonté de se démarquer d'autres croyances, leur refus de l'innovation, etc.).

Clifford Geertz refuse une approche de l'idéologie fondée sur une opposition avec la connaissance scientifique. Il considère que l'idéologie est un mode de connaissance, et qu'elle a des fonctions pratico-sociales (elle permet aux acteurs d'interpréter le monde et d'orienter leur action).

Raymond Boudon propose une typologie des définitions de l'idéologie fondée sur la distinction entre une tradition marxiste et une tradition non marxiste d'une part et une distinction entre les définitions qui acceptent ou qui n'acceptent pas la référence au critère du vrai et du faux d'autre part. Cela permet de distinguer quatre approches de l'idéologie :

- celle des auteurs qui se situent dans la tradition marxiste et acceptent le critère du vrai et du faux : Karl Marx, les théoriciens de la conscience comme reflet déformé des conditions matérielles;
- celle des auteurs qui se situent dans la tradition marxiste mais rejettent le critère du vrai et du faux : Louis Althusser;

- celle des auteurs qui se situent dans la tradition non marxiste et acceptent le critère du vrai et du faux : Raymond Aron et Talcott Parsons;
- celle des auteurs qui se situent dans la tradition non marxiste et rejettent le critère du vrai et du faux (Clifford Geertz et Edward Shils).

Pour sa part, Raymond Boudon propose la définition suivante de l'idéologie : « Doctrine reposant sur une argumentation scientifique et dotée d'une crédibilité excessive ou non fondée ».

→ *Appareil idéologique, Conscience collective, Doctrine, Marxisme, Mode de production, Religion, Représentations sociales, Science, Superstructure.*

Idiographique

Se dit d'une discipline qui formule des propositions *assertoriques*, c'est-à-dire relatives à un *objet* particulier.

→ *Sciences idiographiques.*

Illusio

Pour Pierre Bourdieu, *croyance* des agents dans les *règles* en vigueur à l'intérieur d'un *champ*. Dans le champ culturel par exemple, « l'opposition entre l'authentique et le simili, la vraie culture et la vulgarisation, qui fonde le jeu en fondant la croyance dans la valeur absolue de l'enjeu, cache une collusion non moins indispensable à la production et à la reproduction de l'*illusio*, reconnaissance fondamentale du jeu et des enjeux culturels : la distinction et la prétention, la haute culture et la culture moyenne – comme ailleurs la haute couture et la couture, la haute coiffure et la coiffure, et ainsi de suite – n'existent que l'une par l'autre ».

→ *Arbitraire culturel, Culture (Sociologie de la), Démocratisation culturelle, Domination symbolique, Misérabilisme, Violence symbolique.*

Imitation

→ *Effet d'imitation, Loi de l'imitation.*

Immigrant

Selon l'Ined, et sur la base des recommandations internationales des Nations unies, *étranger* qui, pour la première fois, reçoit un titre de séjour d'une durée égale ou supérieure à un an.

→ *Démographie, Immigration, Immigré, Intégration.*

Immigration

Pour un pays, flux migratoire provenant de l'étranger. Toutes choses égales par ailleurs, l'immigration contribue à accroître la population du pays d'accueil.

En France, l'immigration est définie par l'octroi de titres de séjour d'une durée égale ou supérieure à un an, à des *individus* qui sont alors qualifiés d'*immigrants* et qui pourront devenir, ensuite, des *immigrés*. La mesure du flux migratoire exclut donc les séjours de courte durée et repose sur une procédure administrative. Il ne faut pas confondre les *immigrants* (flux) et les *immigrés* (stock).

En France, l'immigration ne commence à être mesurée qu'à la fin du XIX^{e} siècle.

Gérard Noiriel montre que l'*intégration* des classes populaires, voulue par les principes démocratiques de la III^{e} République, a d'abord entraîné l'exclusion des *étrangers*. Une des premières mesures concerne la protection du marché du travail national : un étranger ne peut alors plus venir travailler librement en France, il doit présenter à la frontière un contrat de travail, une autorisation de la police française, etc. En outre, les étrangers ne sont plus libres de circuler sur le territoire et doivent occuper les emplois qui leur sont assignés. La véritable égalité des droits sociaux entre *immigrants* et nationaux date des années 1960-70.

→ *Démographie, Migration.*

Immigré

Individu né à l'étranger avec une *nationalité* étrangère et résidant sur le territoire français, quelle que soit sa nationalité. Il peut être étranger ou avoir obtenu la nationalité française par acquisition. En revanche, les individus nés à l'étranger avec une nationalité française ne sont pas des immigrés : il est néanmoins d'usage de compter les rapatriés d'Algérie et des anciennes colonies dans le solde migratoire. De même, les *étrangers* nés en France ne sont pas non plus des immigrés.

Ainsi, les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs) et ne sont donc pas immigrés. La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition.

Dans le débat relatif à l'*intégration* des immigrés, Michel Wieviorka met en évidence les transformations de « la figure de l'immigré » en France : le « travailleur immigré » des années 1950-60 était d'abord défini par son *insertion* sociale via le *travail*, et son extériorité vis-à-vis de la *nation* et de la vie politique. Les individus des *générations* suivantes, qui ne sont pourtant plus des immigrés mais des individus « issus de l'immigration » (« beurs », « beurettes »), sont de plus en plus définis par l'*exclusion sociale* (ils sont davantage victimes du chômage par exemple) et par le fait qu'ils sont intégrés culturellement et institutionnellement : ils sont français et peuvent participer à la vie politique française. Les nouvelles *identités* issues de l'*immigration* peuvent prendre, chez eux, un caractère ethnique, voire religieux.

→ *Cosmopolitisme, Démographie, Ethnie, Religion.*

Immobilité sociale

Situation d'une *société* caractérisée par une absence de *mobilité sociale*.

L'immobilité sociale peut se lire, dans une *table de mobilité sociale*, comme la part des fils qui occupent la même position sociale que leur père. En France par exemple, l'enquête « Formation et qualification professionnelle » de l'Insee montre qu'en 2003, c'est le cas pour 1 homme âgé de 40 à 59 ans sur 3. L'immobilité sociale correspond au degré d'auto-recrutement d'une *catégorie sociale*.

Mais elle concerne différemment les *catégories socioprofessionnelles*. Ainsi, 88 % des agriculteurs avaient en 2003 un père lui-même agriculteur, alors que seuls 24 % des *cadres* avaient un père lui-même cadre. L'immobilité sociale est ainsi beaucoup plus forte pour les agriculteurs que pour les autres *catégories sociales*.

→ *Destinée, Mobilité intergénérationnelle, Recrutement, Viscosité sociale.*

Inceste

Relation sexuelle entre des *individus* qui sont apparentés à un degré prohibé. On ne peut donc pas définir l'inceste de façon intrinsèque (par la proximité de la *parenté* biologique par exemple), c'est au contraire la prohibition qui permet de la définir : est incestueuse une relation que la *société* considérée prohibe en tant que telle.

En France, ce n'est pas la relation sexuelle en tant que telle qui est prohibée, mais la création d'un lien d'*alliance* ou de *filiation*. Si la relation est librement consentie et concerne deux personnes qui ont dépassé l'âge de la majorité sexuelle, fixé à quinze ans, elle ne tombe pas sous le coup du Code pénal. Mais si une telle relation (entre frère et sœur par exemple) donne lieu à la naissance d'un enfant, celui-ci n'aura, aux yeux de la loi, qu'un seul parent : en général, il naît de père inconnu et le lien de filiation

n'est donc établi qu'avec la mère. En revanche, en Allemagne, en Angleterre et au Pays de Galles, au Danemark et en Suisse, les relations sexuelles, même librement consenties, entre parents en ligne directe ainsi qu'entre frères et sœurs constituent des infractions.

→ *Culture, Descendance, Droit (Sociologie du), Famille, Prohibition de l'inceste.*

Inceste du deuxième type

Selon Françoise Héritier, *inceste* relatif aux unions ne concernant pas des proches parents : un homme et la sœur de sa femme, un homme et l'ex-épouse de son frère par exemple : « l'inceste du deuxième type concerne deux personnes de même sang et de même sexe qui se partagent le même partenaire sexuel et se trouvent ainsi en rapport substantiel ».

Françoise Héritier, en parlant d'inceste du deuxième type, cherche à compléter la thèse de Claude Lévi-Strauss qui, selon elle, ne rend compte dans ses analyses que de l'*inceste du premier type.*

→ *Alliance, Famille, Mariage, Prohibition de l'inceste.*

Inceste du premier type

Selon Françoise Héritier, *inceste* relatif aux unions consanguines (mère/fils, père/fille, frère/sœur, etc.).

→ *Alliance, Famille, Mariage, Prohibition de l'inceste.*

Incitation sélective

Dispositif par lequel des *acteurs collectifs* cherchent à éviter que les *individus* adoptent des stratégies de *passagers clandestins.* Pour cela ils rendent plus coûteuse la non-participation à l'*action collective* ou ils accordent sélectivement des avantages à ceux qui y participent. Par exemple le syndicalisme de service qui réserve certaines prestations aux seuls adhérents du *syndicat* constitue une incitation sélective.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Groupe d'intérêt, Mouvement social, Paradoxe de l'action collective.*

Incivilité

Comportement irrespectueux à l'égard des *normes sociales* et perçu comme tel par les *acteurs sociaux.* Elle trouble la vie civile, et plus particulièrement urbaine : par exemple, parler trop fort au bas d'un immeuble pour un groupe de jeunes est perçu comme une nuisance par les habitants du quartier. L'incivilité est généralement associée à la *délinquance juvénile*, elle est aujourd'hui mise en avant comme cause de la montée du sentiment d'insécurité. En France, en 2004, une loi interdit les rassemblements aux pieds des immeubles dans le but de lutter contre les incivilités et par là même contre la *délinquance.* Les objectifs et l'efficacité de cette loi ont fait l'objet de vives controverses.

→ *Bande, Civilité, Déviance (Sociologie de la), Déviance primaire, Déviance secondaire, Théorie de la vitre brisée, Tolérance zéro.*

Indépendance

En statistiques, selon Philippe Cibois, absence d'*attraction* entre deux variables. L'analyse d'un *tableau croisé* construit à partir de l'enquête sur les *pratiques culturelles* des Français, montre que « faire son jardin » n'est pas une opération marquée par le *genre.* Il y a donc indépendance entre la pratique « faire son jardin » et le fait d'être une femme ou un homme.

→ *Statistique descriptive, Tableau de contingence.*

Indexicalité

Les situations sociales sont indexicales, parce qu'elles prennent leur sens en se produisant. Ce sens est toujours local, forte-

ment dépendant du contexte (comme par exemple celui du terme « ici », incompréhensible, hors situation), et les interprétations que l'on en fait ne peuvent être généralisées, car l'indexicalité est infinie : la description d'une situation est elle-même une part de cette situation; tout commentaire peut être lui-même commenté, et l'*action sociale* est un processus interminable et continu de « donation de sens ».

→ *Définition de la situation, Ethnométhodologie, Réflexivité.*

Indicateur conjoncturel de divortialité

Nombre de *divorces* dans une promotion fictive de *mariages* dont les taux de divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée. Il s'agit d'un indicateur transversal. Il peut différer de la proportion finale de couples divorcés dans une promotion de mariages (indicateur longitudinal).

En France, l'indicateur conjoncturel de divortialité était de 44,7 % en 2009, contre 31,5 % vingt ans plus tôt (1989). Ce taux a cependant régulièrement baissé depuis 2005 où il atteignait 52,3 %.

→ *Couple, Démographie, Famille, Taux de divortialité.*

Indicateur conjoncturel de fécondité

Somme des *taux de fécondité par âge* d'une année donnée (on l'appelle également somme des naissances réduites). Il peut être interprété comme le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde une femme si elle connaissait, durant toute sa vie féconde, les conditions de fécondité observées cette année-là. C'est un indicateur transversal. En France, l'indicateur conjoncturel de fécondité était de 1,99 enfants par femme en 2009.

Cet indicateur peut s'écarter durablement de la *descendance finale des générations* lorsque le calendrier de la fécondité se modifie : une augmentation de l'âge moyen des femmes qui mettent au monde des enfants conduit ainsi à une baisse de l'indicateur conjoncturel de fécondité, alors que la descendance finale des générations peut ne pas être modifiée (ou être modifiée dans une moindre mesure). Par exemple, la descendance finale des femmes nées en 1948 (qui ont donc eu 50 ans en 1998) était de 2,1 enfants par femme. Or, l'indicateur conjoncturel de fécondité en 1998 était de 1,75 enfant par femme.

→ *Couple, Démographie, Famille, Mariage.*

Indicateurs secondaires de Laeken

Ensemble de huit indicateurs statistiques monétaires et non monétaires, construits lors du conseil européen de Laeken en 2001 et visant à mesurer les différents aspects de l'*exclusion sociale* dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Ces indicateurs secondaires (de contexte) s'ajoutent à dix indicateurs primaires (indicateurs clés) comme la mesure des inégalités de répartition des revenus. Parmi les indicateurs secondaires il y a le *coefficient de Gini*, le taux de risque de *pauvreté* avant transferts, la performance en lecture des élèves. Le but est d'évaluer les évolutions et les progrès par rapport aux objectifs adoptés par les pays membres de l'Union européenne lors du sommet de Lisbonne.

→ *Cohésion sociale.*

Indice d'Alford

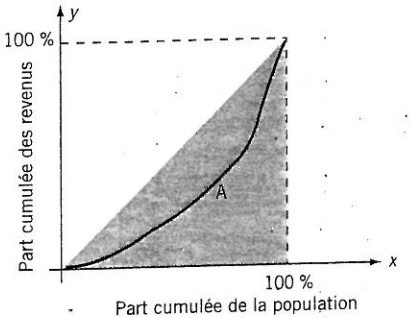
Indicateur de la *dispersion* du *vote de classe*, on le mesure à la suite de Robert Ross Alford par « la soustraction du pourcentage des travailleurs non manuels qui votent pour les partis de gauche au pourcentage

des travailleurs manuels qui votent pour ces mêmes partis ».

→ *Système partisan, Parti politique, Classe ouvrière, Classe populaire, Identification partisane.*

Indice de Gini

Indicateur de *concentration*, développée par le statisticien italien Corrado Gini, permettant de mesurer le degré d'inégalité des *revenus* (*niveaux de vie* en France) dans une *société*. Il représente la part de l'aire de concentration (aire A, comprise entre la *courbe de Lorenz* et la bissectrice) dans l'aire totale du triangle situé sous la bissectrice (aire en couleur).



On a donc I_g = aire de concentration/aire du triangle.

Comme l'aire du triangle situé sous la bissectrice est égal à 1/2, l'indice de Gini est donc égal au double de l'aire de concentration. L'indice de Gini est compris entre 0 et 1. S'il est égal à zéro, la courbe de Lorenz est confondue avec la bissectrice et on a alors une répartition uniforme des *individus* de la série statistique. Plus il est proche de 1, plus la distribution est concentrée.

En 2009 selon Eurostat, l'indice de Gini était égal à 0,30 en France, 0,25 en Suède, 0,35 au Portugal.

→ *Méthodologie statistique, Statistique descriptive.*

Indice standardisé de mortalité

Rapport, pour un groupe donné, entre le nombre de décès effectivement observés sur une période donnée et le nombre de décès qui seraient survenus au cours de cette même période si ce groupe avait été soumis aux *taux de mortalité par âge* de l'ensemble de la population. Un rapport supérieur à 1 s'interprète comme une surmortalité dans le groupe.

En France, selon l'Insee, pour les hommes ouvriers entre 35 et 80 ans, cet indice vaut 1,21 pour la période 2000-2008. Cela signifie que 121 décès chez les hommes ouvriers sont observés entre 35 et 80 ans, contre 100 décès s'ils avaient le même niveau de mortalité que l'ensemble de la population masculine. On constate ainsi une surmortalité dans cette *catégorie socioprofessionnelle*. Sur la même période, il est de 0,59 pour les hommes cadres.

→ *Démographie, Mortalité différentielle, Taux de mortalité.*

Individu

Étymologiquement, ce qui ne peut pas être divisé. Au sens général le terme s'applique à une unité élémentaire d'un ensemble. On parlera par exemple du nombre d'individus d'une harde de chamois. En *sociologie*, selon Norbert Elias, l'individu est « l'être humain pris isolément ». L'individu est une construction historique qui résulte du processus d'*individualisation*. Dans les sociétés traditionnelles (*communautés* au sens de Ferdinand Tönnies) l'individu n'existe pas : seuls importent les groupes (*famille, clan*, tribu, *caste*, etc.). L'individu est donc un produit de la *modernité*.

Selon Danilo Martuccelli « être un individu, c'est être défini par le double sceau incompressible de la souveraineté sur soi et de la séparation avec les autres ».

→ *Acteur social, Agent, Individualisme, Individualisme méthodologique, Individua-*

lisme sociologique, Individuation, Intimité, Libéralisme, Société individualiste, Sujet.

Individu individualisé

Terme utilisé par François de Singly pour caractériser l'*individu* de la *seconde modernité*. Cet individu est singulier et non interchangeable, il résulte notamment d'un processus de « désaffiliation volontaire » qui le conduit à s'affirmer contre les appartenances imposées et à se définir par des appartenances choisies. L'individu individualisé appartient à divers cercles sociaux et il ne se réduit pas une dimension de son *identité*.

→ *Acteur social, Détraditionnalisation, Individualisation, Individualisme, Individuation, Lien social, Modernité, Société individualiste, Subjectivation, Sujet.*

Individu par défaut

Pour Robert Castel, l'individu par défaut est celui qui n'est pas en mesure de devenir un *individu* au sens moderne (*individu individualisé*) en raison du poids des contraintes économiques et sociales qui pèsent sur lui : faiblesse des revenus, conditions de travail et de logement dégradées, déni de reconnaissance, discriminations, etc. L'individualisme par défaut est le produit de l'insuffisance de la *solidarité* collective, du creusement des inégalités, etc. C'est une dérive de l'idéal individualiste dans la mesure où le discours dominant tend à faire porter sur les individus victimes de l'insécurité sociale, la responsabilité de leur situation.

→ *Acteur social, État providence, Individualisme, Individualisme particulariste, Individualisme universaliste, Lien social, Modernité, Seconde modernité.*

Individu par excès

Pour Robert Castel, l'individu par excès est celui qui se centre sur lui-même, sur sa psychologie, son épanouissement, ses performances, etc. et qui néglige ou critique son *intégration* à la *société*. Il s'agit d'une dérive de la figure moderne de l'*individu* qui articule émancipation du *sujet* et *solidarité* collective. L'individualisme par excès s'intègre bien dans le discours économique libéral de critique de l'*État-providence* et dans le discours managérial centré sur les performances individuelles.

→ *Acteur social, Exclusion, Individu individualisé, Individualisme, Individualisme particulariste, Individualisme universaliste, Lien social, Modernité, Seconde modernité.*

Individualisation

Processus historique au cours duquel l'*individu* libre et autonome acquiert une importance croissante dans la vie sociale. On oppose généralement, à la suite de Louis Dumont, les *sociétés holistes* et les *sociétés individualistes* (au sein desquelles prédomine l'*individualisme sociologique*).

Pour Ulrich Beck, la *seconde modernité*, caractéristique de la fin du XX^e^ siècle, conduit à un processus d'individualisation qui se distingue des phases précédentes (Renaissance, début de l'ère industrielle) dans la mesure où « c'est l'individu lui-même, qu'il soit homme ou femme, qui devient l'unité de reproduction de la sphère sociale. [...] Les individus deviennent, à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, les agents de leur propre subsistance médiée par le marché, et les agents d'une planification et d'une organisation de leur biographie ».

→ *Acteur social, Agent, Individu individualisé, Individualisme, Individualisme méthodologique, Individuation, Libéralisme, Société, Société du risque, Sujet.*

Individualisme

Conception selon laquelle l'*individu* est premier par rapport au groupe ou à la

société globale. On oppose souvent les *sociétés holistes* (où la totalité sociale est première) aux sociétés individualistes (où l'autonomie de l'individu est première). L'individualisme est une composante essentielle de la *modernité*.

Pour Alexis de Tocqueville : « L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis; de telle sorte que, après s'être créé ainsi une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même ».

Selon Crawford Brough Macpherson, l'individualisme prend naissance avec la philosophie de Thomas Hobbes qui fait prévaloir l'intérêt et la volonté de l'individu sur les principes traditionnels de la loi naturelle.

Pour Louis Dumont, l'individualisme est lié au christianisme, il se développe à travers la Réforme, puis au siècle des Lumières.

Des sociologues aussi différents que Karl Marx ou Alexis de Tocqueville se sont inquiétés des conséquences de la montée de l'individualisme en ce qui concerne la *cohésion sociale*.

Pour Émile Durkheim, au contraire, l'individualisme est « le seul système de croyances qui puisse assurer l'unité morale du pays ». Émile Durkheim s'oppose ainsi au *conservatisme* pour qui l'individualisme est « la grande maladie du temps présent ». Plus récemment, François de Singly a souligné que « l'individualisme crée du lien ».

Pour Danilo Martuccelli, l'individualisme est « un modèle de représentation de la vie sociale, faisant de l'individu lui-même la valeur centrale d'une société, et instaurant ainsi ses intérêts, et leur plus ou moins grande autonomie, au fondement du lien social ».

→ *Choix rationnel (Théorie du), Démocratie, Individu par défaut, Individu par excès, Individualisme sociologique, Individualisme méthodologique, Individualisme particulariste, Individualisme universaliste, Individuation, Individualisation, Libéralisme.*

Individualisme abstrait

Selon François de Singly, forme d'*individualisme* qui se situe dans la tradition des Lumières. Il a un caractère universaliste et met l'accent sur la commune humanité des êtres humains et/ou sur l'universalité des droits des *citoyens* (considérés comme des êtres abstraits et en faisant abstraction de leurs particularités de *genre*, de *religion*, d'origine ethnique, etc.). Synonyme d'*individualisme universaliste*.

→ *Droit de l'homme, Droits fondamentaux, Individu, Individualisme, Individualisme citoyen, Individualisme humaniste, Modernité.*

Individualisme citoyen

Selon François de Singly l'individualisme citoyen est l'une des deux formes de l'*individualisme universaliste* caractéristique de la *première modernité*. Il se caractérise notamment par la mise en avant de la raison, par la pratique du *civisme* et la *participation politique*. Il met l'accent sur l'affirmation de droits universels (droits civils et droits politiques).

→ *Droits civiques, Individualisation, Individualisme, Individuation, Lien social, Modernité, Subjectivation.*

Individualisme compétitif

Selon François de Singly l'individualisme compétitif est l'une des deux formes de l'*individualisme particulariste* caractéristique de la *seconde modernité*. Cet *individualisme* repose sur l'affirmation des *individus* en opposition aux autres. Il se manifeste

notamment par la concurrence sur les marchés des biens et du travail, par la compétition scolaire ou sportive. Il se distingue de l'*individualisme relationnel*.

→ *Individualisation, Individuation, Lien social, Modernité, Subjectivation.*

Individualisme concret

Selon François de Singly, forme d'*individualisme* caractéristique de la *seconde modernité* qui met l'accent sur les traits spécifiques des *individus* et des groupes qui revendiquent la *reconnaissance* de ces spécificités dans l'*espace public*. Synonyme d'*individualisme particulariste*.

→ *Individu, Individualisme compétitif, Individualisme relationnel, Modernité.*

Individualisme humaniste

Selon François de Singly l'individualisme humaniste est l'une des deux formes de l'*individualisme universaliste* caractéristique de la *première modernité*. Cet *individualisme* repose sur l'affirmation d'une commune humanité qui fonde une *solidarité* universelle et se manifeste notamment par l'action humanitaire ou caritative.

→ *Droits de l'homme, Droits fondamentaux, Individualisation, Individualisme compétitif, Individualisme relationnel, Individuation, Lien social, Modernité, Subjectivation.*

Individualisme méthodologique

Conception épistémologique selon laquelle l'étude des phénomènes sociaux doit se fonder sur l'analyse des comportements individuels et de leurs *effets d'agrégation*. Selon la formule de Raymond Boudon : « L'atome logique de l'analyse sociologique est l'acteur individuel ».

→ *Choix rationnel (Théorie du), Individu, Individualisme, Individualisme sociologique, Relationnisme méthodologique.*

Individualisme particulariste

Forme d'*individualisme* caractéristique de la seconde *modernité*. L'individualisme particulariste revendique des droits spécifiques permettant de reconnaître chaque groupe, de lutter contre les *discriminations*, de rétablir une *égalité* jusque-là compromise. C'est ainsi qu'un certain nombre de mouvements sociaux revendiquent des droits spécifiques pour les femmes; pour tel ou tel groupe ethnique, pour les homosexuels, pour telle ou telle *culture*, etc. L'individualisme particulariste s'est développé à la base d'une critique du caractère illusoire et des contradictions de l'*individualisme universaliste* (qui a été compatible avec l'oppression des femmes, la colonisation, etc.). Dans sa forme radicale, l'individualisme particulariste peut mettre en péril le *lien social*, il peut conduire au *communautarisme* et à de nouvelles formes de discriminations. Beaucoup de sociologues mettent l'accent sur la nécessité d'articuler (et non d'opposer) l'individualisme particulariste (on parle aussi d'individualisme concret) et l'individualisme universaliste (on parle aussi d'*individualisme abstrait*).

→ *Communautariens, Discrimination positive, Égalité, Équité, Ethnicité, Ethnicisation, Individualisation, Individuation, Libéralisme culturel.*

Individualisme relationnel

Selon François de Singly l'individualisme relationnel est l'une des deux formes de l'*individualisme particulariste* caractéristique de la *seconde modernité*. Cet *individualisme* repose sur des relations électives et se manifeste notamment dans l'amour et l'amitié. Il se distingue de l'*individualisme compétitif*.

→ *Individualisation, Individuation, Lien social, Modernité, Subjectivation.*

Individualisme sociologique

Terme utilisé pour désigner l'influence croissante de l'*individualisme* au sein des *sociétés* modernes. Il faut distinguer l'*individualisme méthodologique* (qui caractérise la démarche du sociologue) et l'individualisme sociologique (qui caractérise un état de la réalité sociale). On utilise aussi ce terme pour éviter la confusion avec le sens courant du mot individualisme (qui renvoie souvent à l'idée d'égoïsme) et manifester le fait que l'on parle de l'individualisme au sens des sociologues : Émile Durkheim, Alexis de Tocqueville, Norbert Elias, Louis Dumont, etc.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Acteur, Agent, Individualisation, Individuation, Modernité, Société holiste, Sociologie, Sujet.*

Individualisme structural

Selon Michel Forsé, posture épistémologique qui se situe à l'intersection de l'*individualisme méthodologique* (acteur rationnel) et de l'interactionnisme structural (les *structures sociales* émergent des *interactions* entre les individus et les contraignent).

→ *Analyse des réseaux sociaux, Analyse structurale, Formes sociales, Réseaux sociaux.*

Individualisme universaliste

Forme d'*individualisme* caractéristique de la *première modernité*. Sur la base de l'humanisme de la Renaissance et la philosophie des Lumières, l'individualisme universaliste revendique le respect des libertés individuelles et le respect de l'*égalité* des droits de l'*individu* et du *citoyen*. Il s'agit donc d'émanciper les individus par rapport aux contraintes qui découlent de *sociétés holistes* et inégalitaires. Mais il s'agit d'un *individualisme abstrait* qui s'accommode pendant longtemps du non-respect des droits politiques des femmes ou des *inégalités* dont sont victimes les peuples colonisés. Cet individualisme ne prend pas en compte l'existence des groupes et des *communautés* auxquels les individus appartiennent et grâce auxquels ils construisent leur *identité*. Alors que le *postmodernisme* propose de rompre avec l'universalisme universaliste, les théoriciens de la *seconde modernité* ou de la *modernité réflexive*, proposent de conserver l'idéal émancipateur de la première modernité tout en l'articulant avec la reconnaissance de la pluralité des appartenances.

→ *Communautariens, Discrimination positive, Égalité, Équité, Ethnicité, Ethnicisation, Individualisation, Individuation, Justice sociale, Libéralisme culturel, Universalisme.*

Individuation

Processus par lequel l'*individu* se constitue dans un double mouvement de *socialisation* (intériorisation des *normes sociales*) et de *subjectivation* (constitution comme *sujet* autonome).

En *sociologie*, les termes « individuation » et « *individualisation* » sont souvent employés comme synonymes.

Cependant, le terme individuation est aussi employé en psychologie et renvoie plutôt à la dimension proprement individuelle (la personnalité), alors que le terme individualisation désigne plutôt un processus historique par lequel l'*individualisme sociologique* devient dominant.

→ *Acteur social, Agent, Modernité.*

Induction

Démarche intellectuelle qui consiste à formuler des énoncés généraux à partir de la multiplication d'observations singulières. Par exemple, l'observation d'un certain nombre de cygnes blancs conduit à affirmer que tous les cygnes sont blancs.

David Hume a mis en évidence le « problème de l'induction » : d'un point de vue logique, le fait d'avoir observé, même un grand nombre de fois, une relation (les cygnes sont de couleur blanche) ne permet pas de fonder l'affirmation selon laquelle la prochaine observation sera conforme aux précédentes (le prochain cygne observé peut être noir). Karl Popper s'appuie sur cette critique de l'induction pour proposer de fonder l'activité scientifique sur la *réfutation* plutôt que sur la vérification.

→ *Empirisme, Épistémologie, Inductivisme, Réfutationnisme, Science.*

Inductivisme

Conception épistémologique selon laquelle les énoncés scientifiques ne doivent être fondés que sur l'observation des faits à partir de laquelle on formule des propositions de portée générale.

→ *Constructivisme, Empirisme, Épistémologie, Induction, Science.*

Industrialisation

Mouvement de longue période caractérisé par une hausse de la part relative de la production industrielle dans la production totale, ainsi que par la hausse de la part relative de la population active employée dans l'industrie.

Né de la Révolution industrielle, ce processus est marqué par de nombreuses mutations : changements techniques et démographiques, transformations de l'*organisation du travail* et des genres de vie. Désigne aussi la diffusion des méthodes de production industrielles aux autres secteurs. On parle ainsi par exemple d'industrialisation des services.

→ *Question sociale, Société industrielle, Société post-industrielle, Technocratie.*

Ined

Institut national d'études démographiques créé en 1945 sous l'impulsion de Robert Debré et d'Alfred Sauvy. Il prend la suite de la Fondation Carrel créée par le régime de Vichy et compromise dans la collaboration et le développement de conceptions eugénistes. L'Ined est l'un des principaux centres de recherche en *démographie* dans le monde. Il développe, outre la démographie au sens strict, des approches sociologiques, historiques, économiques et médicales. Il publie la revue *Population* et le bulletin mensuel *Population et sociétés*.

Inégalité des chances

Pour Raymond Boudon, « différence en fonction des origines sociales, dans les probabilités d'accès aux différents niveaux de l'enseignement ». Elle se mesure donc par la dépendance entre les taux de réussite ou les taux d'accès par niveaux scolaires et l'*origine* sociale et culturelle des élèves : l'inégalité des positions sociales de départ influe sur la probabilité de réussir tel ou tel parcours scolaire. Le phénomène ne se réduit pas à celui de l'*échec scolaire*, mais inclut aussi des différences dans les choix de filières ou de cursus.

De façon plus générale, probabilités différentes d'accès aux positions sociales les plus favorisées dans une société.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Culture scolaire, Démocratisation de l'enseignement, Égalité, Justice sociale, Système scolaire.*

Inégalité sociale

L'inégalité sociale est une différence qui fait l'objet d'une hiérarchisation au sein d'une *société* donnée. Elle repose sur un *jugement de valeur*, socialement produit, subi par un *individu* ou un *groupe social*. On ne parlera pas ainsi d'inégalités sociales pour désigner les différences relevant de la « nature » (différence de

tailles par exemple), sauf si celles-ci conduisent à une *discrimination*, une *stigmatisation* ou un *étiquetage* (ce qui est généralement le cas pour les *individus* qualifiés de « personnes de petite taille »). Selon Yannick Lemel, « une inégalité est une différence de situation qui est perçue par tous, ou du moins par une partie suffisante de la population, comme intolérable. Or, les idées sur ces sujets évoluent au cours du temps, ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre ou d'une civilisation à une autre, et les sociologues n'échappent pas aux mouvements généraux de l'opinion qui, d'une différence jusqu'alors "naturelle", font à un moment donné une inégalité insupportable ». On assiste à la fin du XX^{e} siècle à un regain des débats sociologiques autour des inégalités : on parle ainsi de retour des inégalités ou de développement de nouvelles inégalités.

→ *Hiérarchie sociale, Justice sociale, Stratification sociale.*

Inférence statistique

L'inférence statistique consiste à induire les caractéristiques inconnues d'une population à partir d'un *échantillon* issu de cette population.

Les caractéristiques de l'échantillon, une fois connues, reflètent, avec une certaine marge d'erreur, celles de la population.

→ *Statistique descriptive, Statistique inférentielle.*

Inflation scolaire

Selon Marie Duru-Bellat, phénomène qui résulte de l'allongement des scolarités et de l'accroissement du nombre de diplômes délivrés. Cette situation conduit à remettre en question le lien entre diplôme et *compétences*, car le diplôme est avant tout recherché pour la position sociale qu'il permet d'espérer et non pour les savoirs qu'il est censé valider. De plus, on constate aujourd'hui un décalage croissant entre le nombre des diplômés et le nombre d'emplois correspondants : la dévalorisation relative des diplômes entraîne ainsi la fin de l'*ascension sociale* par l'éducation, caractéristique des années 1960... Plus généralement, l'inflation scolaire pourrait marquer la fin du consensus social autour du modèle méritocratique, car l'allongement des scolarités n'apparaît plus comme le meilleur moyen d'assurer l'orientation optimale des individus vers les positions sociales les plus adaptées à leurs désirs et aux besoins de la société. Cette interprétation n'est pas admise par tous les sociologues de l'éducation.

→ *Démocratisation de l'enseignement, Massification de l'enseignement, Méritocratie, Mobilité sociale.*

Influence

Un *individu* A exerce une influence sur l'individu B s'il est en mesure de conduire B à une action conforme à ce que A souhaite. En ce sens l'influence est proche de la définition relationnelle du *pouvoir*. La différence réside dans le fait que l'influence ne repose pas sur le recours (ou la menace du recours) à la contrainte physique (légitime ou non) mais sur le recours à des récompenses en faveur de celui qui se soumet à l'influence (persuasion), sur l'utilisation de l'information (manipulation), sur des rémunérations matérielles et symboliques qui bénéficient à celui qui se laisse influencer.

Philippe Braud pour sa part considère que l'influence est l'une des formes du pouvoir : il distingue le *pouvoir d'injonction* et le *pouvoir d'influence*.

→ *Autorité.*

Information (Sociologie de l')

La sociologie de l'information se donne pour objet l'étude de la production et de la diffusion de l'information au sein d'une *société*. On parle aussi de *sociologie de la communication* et de *sociologie des médias*.
→ *Communication, Communication de masse, Cultural studies, Espace public, Médias (Sociologie des), Réception (Sociologie de la), Two Step Flow.*

Infrastructure

Concept marxiste désignant l'ensemble des *rapports de production* et des *forces productives*. Structure économique de la *société* capitaliste, elle entretient un rapport dialectique avec la *superstructure*.
→ *Marxisme, Mode de production, Moyens de production.*

Innovation

Chez Robert King Merton l'innovation est l'un des modes d'adaptation individuelle aux objectifs fixés par la *société* et aux *normes* relatives aux moyens légitimes pour atteindre ces objectifs. Le comportement d'innovation consiste à accepter les buts fixés par la *société*, mais à utiliser pour les atteindre des moyens qui sont interdits ou réprouvés. L'innovateur est déviant quant aux moyens qu'il utilise.
→ *Conformisme, Déviance (Sociologie de la), Évasion, Rébellion, Ritualisme, Structuro-fonctionnalisme.*

Innovation (Sociologie de l')

Analyse des conditions sociales dans lesquelles la nouveauté (nouvelles pratiques de *consommation*, nouvelles technologies, nouveaux comportements sociaux, etc.), émerge et s'impose au sein d'une *société* ou d'un *groupe social*. La sociologie de l'innovation étudie à la fois la façon dont les inventions se transforment en innovations (nouveautés qui deviennent coutumières) et les conséquences de ces innovations. La sociologie de l'innovation est une composante de la *sociologie économique*, elle s'articule à la sociologie du *travail* et à la sociologie des *organisations*.
→ *Changement social.*

Innovation sociale

Initiative prise par des *acteurs sociaux* dans le but d'apporter des réponses inédites à un certain nombre de problèmes économiques et sociaux (garde des enfants, lutte contre l'*exclusion*, promotion de l'emploi, défense de l'environnement, etc.). Les innovations sociales remettent en cause les clivages traditionnels entre sphère marchande et sphère non marchande, entre producteurs et consommateurs, entre sphère étatique et sphère privée, etc. Elles cherchent à mettre en œuvre des technologies appropriées au contexte social, elles privilégient la *cohésion sociale* et la *solidarité*, elles reposent sur la *démocratie participative* et se méfient des dérives bureaucratiques. Les innovations sociales sont donc liées à la tradition de l'*économie sociale* et de l'*économie solidaire*. Elles œuvrent au développement d'un *tiers secteur* entre la logique capitaliste et la logique étatique.
→ *Progrès social, Question sociale, Socialisme.*

Insee

Institut national de la statistique et des études économiques créé en 1946. Il prend la suite de la Statistique générale de la France créée en 1833. L'Insee est une direction générale du ministère de l'Économie et des Finances. C'est donc une administration publique qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société française.
L'Insee joue un rôle décisif dans l'élaboration des comptes nationaux, dans la mesure de l'évolution des prix et du chômage, mais

aussi dans de nombreux domaines qui relèvent de la *sociologie* : enquêtes sur la *sociabilité*, sur la scolarisation, sur les *pratiques culturelles*, alimentaires ou sportives, etc. L'Insee publie notamment *Économie et statistiques*, *Insee Première* et *Données sociales*.

Insertion

Du latin *inserere*, signifiant introduire, trouver sa place dans un ensemble. D'un point de vue social, l'insertion signifie que les *individus* concernés ont accès à l'emploi, au logement, à la protection sociale. L'insertion s'oppose donc à la marginalisation et à la *ségrégation*. À partir des années 1960-70, on parle beaucoup en France de l'insertion des *immigrés*. Il s'agit alors de leur permettre d'accéder à certains droits, sans remettre en cause leurs spécificités culturelles et avec l'idée, plus ou moins explicite, que l'*immigration* est temporaire. L'insertion s'oppose donc à l'*assimilation* (qui suppose la disparition des spécificités culturelles des personnes où des groupes qui sont assimilés). À partir des années 1980, on met en avant les politiques d'*intégration* des immigrés (qui visent à échapper au double écueil de l'assimilation et de la simple insertion). Le terme insertion ne s'applique pas seulement aux populations immigrées, il est aussi très utilisé dans le cadre des politiques de lutte contre l'*exclusion sociale*. Des « missions d'insertion » ont été mises en place à destination des jeunes à faible qualification qui éprouvent des difficultés d'accès à l'emploi. De même, il existe des « entreprises d'insertion » qui relèvent généralement de l'économie sociale et qui visent à favoriser le retour à l'emploi de personnes défavorisées (chômeurs de longue durée, handicapés, anciens détenus) etc. L'insertion vise donc à recréer du *lien social*, pour lutter contre l'exclusion.

→ *État providence, Innovations sociales, Instances d'intégration, Marginalité.*

Instance d'orientation

Pour Pitirim Sorokin, qui parle aussi « d'agence de sélection sociale », il s'agit des *institutions* qui, au cours du processus de *mobilité sociale*, déterminent la position d'un *individu* dans la *hiérarchie sociale*. Pour lui, dans les *sociétés* modernes ces instances d'orientation sont essentiellement l'école et la *famille*, elles se combinent avec un certain nombre de facteurs individuels (caractéristiques intellectuelles) et structurels (mutations industrielles) pour positionner l'individu dans l'échelle sociale. Pour Pitirim Sorokin, le degré de *fluidité sociale* ou de *viscosité sociale* d'une société dépend de l'efficacité de ces instances.

Instances de socialisation

Désigne l'ensemble des groupes ou *institutions* qui participent au processus de *socialisation* de l'*individu*. On distingue en général les instances qui participent au processus de *socialisation primaire* (la *famille*, l'école, les groupes de pairs et les médias) et les instances qui participent à la *socialisation secondaire* (*entreprises*, *partis politiques*, *syndicats*...).

Instances d'intégration

Ensemble des *institutions* où se crée du *lien social*. Ces instances contribuent à la *socialisation* des *individus* et à leur *intégration sociale*.

La *famille*, l'*école*, la *religion*, le *travail*, l'*église*, la *profession* sont traditionnellement présentées comme les instances centrales d'intégration. Les transformations, voire le déclin relatif de certaines de ces instances d'intégration, posent la question de l'affaiblissement du lien social et celle de l'apparition de nouvelles instances d'intégration moins institutionnalisées (réseaux de *sociabilité*, groupes de pairs...).

Par exemple les organisations caritatives qui hébergent des exclus et les réinsèrent

dans la société par l'intermédiaire d'une activité constituent donc également des instances d'intégration.

→ *Analyse des réseaux sociaux, Exclusion sociale, Socialisation primaire, Socialisation secondaire, Solidarité.*

Institut de sondage

Société de droit privé qui réalise des *sondages d'opinions*. Selon Pierre Weill, créateur de Sofres France en 1963, le terme « institut » est devenu obsolète pour caractériser des sociétés : « le terme "institut" en rappelle les origines, avec un côté universitaire et sociologique, alors que la réalité actuelle est celle des entreprises et du business ».

En France, le premier institut de sondage a été l'IFOP (Institut français d'opinion publique), créé en 1938 par Jean Stoetzel. La première enquête d'opinion publique lancée en octobre 1938, demande aux Français : « Êtes-vous prêts à mourir pour Dantzig ? ».

→ *Enquête, Opinion individuelle, Opinion publique, Vote de paille.*

Institution

Au sens général, ensemble de *valeurs*, de *normes* et de pratiques communes à un certain nombre d'*individus* qui organisent et structurent de façon stable leurs relations. De ce point de vue, pour la plupart des sociologues, la *famille*, l'école ou encore l'*entreprise* sont des institutions :

- pour Marcel Mauss et Paul Fauconnet, les institutions sont « un ensemble d'actes ou d'idées tout institué que les individus trouvent devant eux et qui s'imposent plus ou moins à eux. [...] Nous entendons donc par ce mot aussi bien les usages et les modes, les préjugés et les superstitions ou les organisations juridiques essentielles ». Par exemple le langage est une institution. Ces deux auteurs ont donc une vision élargie de la notion d'institution qui est assez proche de celle du *fait social* chez Émile Durkheim et qui constitue pour eux l'objet d'étude de la *sociologie*. Pour Émile Durkheim en effet, la sociologie peut être définie comme « la science des institutions de leur genèse et de leur fonctionnement » ;

- Max Weber, désigne par institution tout « groupement dont les règlements statutaires sont octroyés avec un succès relatif à l'intérieur d'une zone d'action délimitable à tous ceux qui agissent de façon définissable selon des critères déterminés ». La conception de Max Weber de l'institution est donc plus restreinte que celle des durkheimiens. Pour lui, une institution est donc une *organisation* composée d'un corps de professionnels qui détiennent, en lien avec leur fonction, une *autorité* légale rationnelle sur un groupe d'individus ou sur la *société* tout entière. Pour Max Weber, l'*État* qui détient « le monopole de la violence physique légitime », ou l'*Église*, celui de la « violence psychique légitime » sont des institutions. À l'inverse, la *secte* au sein de laquelle la légitimité est essentiellement charismatique et qui n'a pas de prétention universelle, n'est pas une institution;

- dans le domaine de la *sociologie politique* le terme d'institution prend un autre sens puisqu'il désigne l'ensemble des composantes de l'*État* qui ont pour fonction principale d'assurer la *régulation* des *rapports sociaux*;

- pour Talcott Parsons, et les fonctionnalistes, il y a institution dès lors qu'il y a entre des individus des *interactions* dans lesquelles les *rôles* de chacun

sont suffisamment durables pour assurer la stabilité de ces relations réciproques;

- dans son étude de la sociologie de l'entreprise, Renaud Sainsaulieu présente l'*entreprise* comme une institution ouverte, qui se construit par les interactions qu'elle entretient avec les autres institutions constitutives de son environnement social. C'est le cas par exemple, du système de formation des travailleurs, de leur protection juridique et sociale ou encore des politiques de l'État en matière d'emploi, de stratégies industrielles : « Comment les acteurs construisent-ils leur organisation ? Certainement pas à partir de leur seule imagination. Les problèmes de fabrication en atelier doivent tenir compte des règles de sécurité établies par le droit et l'inspection du travail. La définition des qualifications et des métiers ne peut éluder les structures nationales des métiers par branche et par secteur; de même qu'il faut tenir compte des capacités professionnelles de techniciens et d'ingénieurs fournis par le système scolaire et universitaire. Les procédures à mettre en œuvre pour le recrutement, les licenciements, les plans de carrières sont également réglés par des accords de professionnels, ou surveillés par l'État et les syndicats. Bref, l'entreprise doit tenir compte de toutes ces contingences de structures sociales externes à elle-même pour bâtir sa propre organisation et son projet économique »;

- enfin, au début du XX[e] siècle, Thorstein Veblen est à l'origine aux États-Unis d'un courant institutionnaliste qui s'inspire des méthodes d'Adolf Wagner. Pour les auteurs de ce courant, la théorie économique classique du producteur et du consommateur n'est pas satisfaisante. Pour expliquer les comportements des agents il faut prendre en compte la dimension institutionnelle, notamment dans son caractère psychologique intériorisé et coutumier : « Les institutions sont des habitudes mentales prédominantes, des façons très répandues de penser les rapports particuliers et les fonctions particulières de l'individu et de la société ». S'agissant de son étude de la *consommation*, Thorstein Veblen développe l'étude d'une institution particulière, la *classe de loisir* caractérisée par la dimension ostentatoire de sa consommation.

→ *Consommation ostentatoire, Institutionnalisation, Qualification.*

Institution imaginaire de la société

Titre d'un livre de Cornélius Castoriadis paru en 1975. Par ce *concept*, Castoriadis met l'accent sur deux points essentiels. D'une part, la *société* est le résultat d'un processus d'auto-institution : les lois, les *croyances*, les *valeurs*, d'une société sont produites par la société elle-même à travers des *interactions* complexes entre phénomènes individuels et phénomènes collectifs. D'autre part, le *changement social* ne peut pas être compris dans une perspective évolutionniste sur la base du *déterminisme économique* : c'est l'imaginaire social qui produit le changement social.

→ *Constructivisme social, Individu, Institution, Marxisme, Modernité.*

Institution totale

Institution possédant une finalité particulière (enfermer, éduquer, soigner, contrôler...), constituée d'un lieu fermé, dans lequel vivent des reclus qui ne peuvent sortir que sous condition. L'institution prend en charge tous les aspects de leur vie quotidienne, y compris dans l'organisation chronologique (horaire, durée) de la moindre

activité. Elle « a tendance à reposer sur une bipartition structurelle » (Gregory Bateson) : un petit groupe de personnes, qui ignore beaucoup de choses de la vie réelle des reclus, et qui vit dans un monde différent, y exerce une très forte *autorité*.

Selon Erving Goffman, « ces institutions possèdent ce que l'on pourrait appeler une culture d'imposition, en ce sens que les personnes qui y entrent appartiennent déjà à des *cultures* qui leur sont propres. Ces recrues sont déjà complètement formées, socialement et culturellement. Dès lors, tout ce qui sera construit au sein de l'institution devra être imposé, en quelque sorte, sur ce qui existe déjà ». Ce *concept*, proposé par Erving Goffman à partir de ses travaux sur l'hôpital psychiatrique, a été utilisé dans de nombreux travaux sur le système pénitentiaire.

→ *Interactionnisme symbolique.*

Institutionnalisation

Processus qui tend à organiser le fonctionnement de la *société* de façon stable et durable sur la base de *règles*.

Pour Guy Rocher, ce processus vise à traduire des éléments culturels d'ordre généraux, comme les *valeurs* en un certain nombre d'*institutions* exerçant un contrôle sur l'organisation sociale : « Par exemple, la valeur générale de justice, s'institutionnalise dans le rôle du juge, dans l'appareil judiciaire, dans le corps des lois ».

→ *Institutionnalisation des conflits, Institutionnalisation du marché.*

Institutionnalisation des conflits

Processus qui conduit à la mise en place de *règles* et de procédures qui visent à prévenir ou à résoudre les *conflits*. L'existence de *conventions collectives*, de délégués syndicaux, de négociations périodiques sur les *salaires* et les conditions de *travail*, d'un droit du travail et d'une inspection du travail, la représentation des *syndicats* dans de nombreuses instances (Conseil économique et social, conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, etc.) sont autant d'exemples d'*institutionnalisation* des conflits du travail.

→ *Accord collectif, Action collective, Conflit du travail, Conflit social, Crise du syndicalisme, Institution, Mouvement social, Négociation collective, Nouveaux mouvements contestataires, Représentation des salariés, Syndicat.*

Institutionnalisation du marché

Processus par lequel les relations marchandes sont progressivement organisées dans le cadre d'un ensemble d'*institutions* créées par l'*État* ou d'autres *acteurs sociaux*. Le *marché* est en effet d'abord une institution reposant sur des *normes* de comportement et son développement suppose l'existence d'autres institutions, productrices de sécurité (garantie du droit de propriété), et déterminant les *règles* de la concurrence.

Selon Karl Polanyi, le marché autorégulateur est fondamentalement impossible : « Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société ». C'est ce qui a conduit à la mise en place de multiples institutions encadrant le marché (droit du travail, protection sociale, etc.).

→ *Échange, Échange marchand, Ethnographie économique, Institutionnalisation, Sociologie économique.*

Intégration

En *sociologie*, le terme « intégration » a deux sens :

- d'une part, l'intégration désigne un état du *système social*. Une *société* sera considérée comme intégrée si elle est caractérisée par un degré élevé de *cohésion*

sociale. Pour Durkheim, par exemple, le *taux de suicide* varie en raison inverse du degré d'intégration du *groupe social* dont fait partie l'*individu*. À l'intégration on oppose donc l'*anomie* ou la *désorganisation sociale*;

- d'autre part, l'intégration désigne la situation d'un individu ou d'un groupe qui est en *interaction* avec les autres groupes ou individus (*sociabilité*), qui partage les *valeurs* et les *normes* de la *société* à laquelle il appartient. À l'intégration on oppose donc la *marginalité*, la *déviance*, l'*exclusion*.

En France, le terme « intégration » a été au centre de nombreux débats à propos de la situation des *immigrés*. Dans le cadre de ces débats, le Haut comité à l'intégration a proposé en 1993 la définition suivante : « L'intégration consiste à susciter la participation active à la société tout entière de l'ensemble des femmes et des hommes appelés à vivre durablement sur notre sol en acceptant sans arrière-pensée que subsistent des spécificités notamment culturelles, mais en mettant l'accent sur les ressemblances et les convergences dans l'égalité des droits et des devoirs, afin d'assurer la cohésion de notre tissu social ». L'intégration, dans la mesure où elle admet la persistance de spécificités culturelles des populations immigrées ou issues de l'*immigration*, se distingue de l'*assimilation* (qui vise à la disparition de toute spécificité culturelle) et de l'*insertion* (qui conduit à la pérennisation de ces spécificités culturelles).

→ *Instances d'intégration.*

Intégration sociale

Désigne, au cours du processus de *socialisation*, l'acquisition et l'intériorisation des *normes* et des *valeurs* dominantes.

Pour Émile Durkheim, une *société* est d'autant plus intégrée que la *densité morale* et la *densité matérielle* y sont fortes. Plus il y a de relations où « la conscience collective fait sentir son action », plus il se crée « de liens qui attachent l'individu au groupe ».

Philippe Besnard, dans son étude de l'*anomie*, présente les trois caractéristiques qui assurent l'intégration des individus à un *groupe social* :

- les individus doivent posséder une conscience commune et partager les mêmes sentiments, *croyances* et pratiques;
- ils doivent être en *interaction* les uns avec les autres;
- enfin, ils doivent se partager des buts communs.

Chez Talcott Parsons, l'intégration sociale renvoie à la façon dont les différentes composantes (ou sous systèmes) du *système social* vont contribuer au fonctionnement du système comme un tout. Pour lui, c'est essentiellement le « système de normes légales et les organismes associés à son application, notamment les tribunaux et les professions juridiques » qui assurent cette *intégration*.

→ *Cohésion sociale, Fonction d'intégration, Instances d'intégration, Solidarité.*

Intégrisme

Désigne des courants qui veulent défendre l'intégralité de la *tradition* catholique : dogmes, normes morales, *rites*. Les intégristes s'opposent au modernisme, c'est-à-dire à la volonté d'adapter l'*Église* au monde moderne. Ils se montrent critiques à l'égard de l'*aggiornamento* réalisé par le concile Vatican II. Certains ont même rompu avec l'Église catholique et constitué une Église schismatique.

Par extension, on utilise le terme intégrisme à propos d'autres courants religieux radicaux.

→ *Fondamentalisme, Radicalisme religieux.*

Intellectuel

Les intellectuels sont ceux qui font profession d'écrire, de produire des œuvres d'art, d'enseigner, de participer à la recherche scientifique. Il s'agit d'un *groupe social* qui se caractérise à la fois par son rapport à la *culture* et par sa participation au débat public. L'intellectuel se fonde sur sa maîtrise des *connaissances* et de l'usage de l'expression écrite et orale pour faire prévaloir un point de vue, pour défendre une cause. On considère généralement que c'est avec l'affaire Dreyfus que naissent les intellectuels (le « J'accuse » de Zola est publié en 1898). Mais les lettrés et les savants sont présents depuis bien longtemps dans le débat public (Voltaire et l'Affaire Calas, Pascal avec « Les provinciales », etc.). Le XX^e^ siècle est marqué par la figure de l'intellectuel engagé souvent à gauche (Jean-Paul Sartre) et parfois à droite (Raymond Aron). Si Jean-Paul Sartre marque l'apogée de la figure de l'intellectuel universaliste (romancier, philosophe, auteur de théâtre, journaliste, directeur de la revue *Les Temps modernes*), on voit se développer à partir des années 1980 des « intellectuels spécifiques » qui mettent leurs compétences dans un domaine précis (sociologie, économie, expertise scientifique) au service d'un *mouvement social* et qui s'expriment pour fournir au plus grand nombre les armes intellectuelles de la critique sociale.

→ *Agir communicationnel, Capital culturel, Espace public, Éthique de la discussion, Idéologie.*

Interaction

Désigne une situation où non seulement les acteurs « interagissent » (l'action de l'un est impossible sans l'action de l'autre), mais encore définissent le cadre de l'*action* et le sens de l'interaction. Celle-ci est donc à la fois une mise en relation, qui engage des systèmes d'attente réciproques, et une production de sens.

Le *concept* d'interaction a été introduit par les sociologues de l'*École de Chicago*, et en particulier Robert Ezra Park et Ernest Burgess, qui se sont inspirés du sens que donnent à ce terme les physiciens.

Il sera ensuite repris par Talcott Parsons, qui considère l'interaction sociale comme un processus social général, qui constitue le fondement de la *cohésion sociale.*

Pour Howard Becker, dans la même optique, les *individus* « peuvent s'engager dans des interactions intenses et durables sans jamais se rencontrer physiquement ». De plus, les interactions se produisent aussi entre groupes et *organisations.*

Avec Erving Goffman l'interaction devient le concept central d'un nouveau courant théorique en *sociologie*, l'*interactionnisme symbolique.* Selon lui, « par interaction [...] on entend à peu près l'influence réciproque que les partenaires exercent sur leurs actions respectives lorsqu'ils sont en présence physique immédiate les uns des autres ». À la différence de Talcott Parsons ou d'Howard Becker, c'est donc à la réalisation concrète d'une *relation sociale* particulière que renvoie la conception d'Erving Goffman. Dans l'interaction, les individus cherchent à obtenir une information qui « contribue à définir la situation, en permettant aux autres de prévoir ce que leur partenaire attend d'eux et corrélativement ce qu'ils peuvent en attendre ».

→ *Constructivisme social, Définition de la situation, Ethnométhodologie, Sujet.*

Interactionnisme symbolique

Courant théorique issu des travaux de l'*École de Chicago* (l'expression « interaction symbolique » a été proposée par Herbert Blumer en 1937), qui refuse à la

fois l'approche objective et le *subjectivisme*. Pour Alain Coulon, « l'interactionnisme symbolique soutient que la conception que les acteurs se font du monde social constitue, en dernière analyse, l'objet essentiel de la recherche sociologique. [...] L'authentique connaissance sociologique nous est livrée dans l'expérience immédiate, dans les interactions de tous les jours ». L'analyse est donc centrée sur la construction de soi au cours du processus de *socialisation*, qui se déroule à travers une activité continuelle d'interprétation (l'*acteur* donne un sens à la situation). Cette interprétation s'appuie sur des ensembles de symboles (gestes, langages, etc.) dont la signification est partagée à l'intérieur d'un ensemble social. C'est pourquoi on a pu qualifier l'interactionnisme symbolique de théorie constructiviste de la communication sociale.

Howard Saul Becker, dans son analyse de la *déviance*, définit « deux niveaux d'analyse » de l'approche interactionniste :

- au premier niveau, il est nécessaire d'examiner « minutieusement les activités effectives, en tentant de comprendre les circonstances dans lesquelles agissent tous ceux qui sont concernés », et de « prendre au sérieux l'interprétation de sens commun » ;
- au second niveau, « l'approche interactionniste montre aux sociologues l'importance primordiale [...] de l'imposition de définitions, que celles-ci concernent les situations, les actes ou les catégories de personnes ». Ce deuxième niveau constitue donc le fondement de la théorie de l'*étiquetage* (*labelling theory*).

Erving Goffman s'intéresse davantage aux interactions en situation de face à face, qu'il compare à un jeu de rôles, dans lequel interviennent des *rites*, des routines, des stratégies de la « présentation de soi ». Ce courant de pensée, introduit tardivement en France, connaît aujourd'hui un grand développement.

→ *Constructivisme social, Définition de la situation, Façade, Face, Interaction, Sens commun.*

Interprétation

Acte qui consiste à donner un sens à une œuvre, un acte, une situation sociale, ou au comportement d'un *acteur social*. Ce concept est central dans l'*interactionnisme* : pour Georges Herbert Mead, le processus d'interprétation permet aux acteurs sociaux de définir une situation sociale, il rend donc possible la *communication*. C'est aussi la position d'Herbert Georges Blumer : « Il faut prendre le rôle de l'acteur et voir son monde de son point de vue... L'acteur agit dans le monde en fonction de la façon dont il le voit et non dont il apparaîtrait à un observateur étranger ». Pour l'*ethnométhodologie*, le processus d'interprétation est infini : le langage est incomplet (les mots ne donnent jamais tout le sens de la situation), et l'interprétation dépend du contexte, mais elle constitue en même temps un élément du contexte.

Wilhelm Dilthey a lancé une vaste controverse en définissant les *sciences sociales* comme des *sciences de l'esprit*, fondées sur l'interprétation et la *compréhension*, par opposition aux sciences de la matière, qui seraient fondées sur l'*explication*. Cette dichotomie a été fortement critiquée (notamment par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron) pour son caractère trop systématique.

→ *Définition de la situation, Herméneutique, Indexicalité, Sociolinguistique.*

Intersubjectivité

En *sociologie, concept* (emprunté notamment à Edmund Husserl) utilisé par Alfred Schütz qui met l'accent sur le fait que le monde social est une co-construction des *sujets* qui sont en relations les uns avec les autres et qui sont dotés d'une capacité réflexive. Toute la sociologie interactionniste est donc concernée par l'intersubjectivité : les sujets sont capables de *compréhension*, ils donnent du sens aux interactions avec autrui, ils ont recours au langage pour communiquer, ils sont capables de partager des significations, etc. L'accent mis sur l'intersubjectivité peut conduire au *subjectivisme*, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Pour Pierre Bourdieu par exemple, au sein du *champ* scientifique, l'intersubjectivité joue un rôle essentiel (controverses scientifiques), mais cette intersubjectivité débouche sur une *objectivité* du savoir. De même chez Jurgen Habermas, les débats au sein de l'*espace public* à propos des *valeurs* et des choix politiques permettent d'échapper au *relativisme* : l'*éthique de la discussion* permet de fonder rationnellement les *normes sociales* sur une base intersubjective.

→ *Constructivisme social, Ethnométhodologie, Interactionnisme, Subjectivation, Subjectivité.*

Intervalle de confiance

Intervalle de valeurs qui a t % de chances de contenir la « vraie » valeur d'un paramètre estimé. Un intervalle de confiance est défini à partir d'un degré de confiance. Ainsi, un intervalle de confiance à 95 % donnera un encadrement du paramètre estimé dans 95 % des cas. Un intervalle de confiance est construit à partir d'une estimation obtenue sur un *échantillon* de la population.

Par exemple, si un sondage d'opinion sur 1 000 personnes révèle que 48 % des électeurs sont favorables à un candidat X, l'intervalle de confiance à 95 % sera I=[0,459;0,511].

→ *Inférence statistique, Statistique inférentielle.*

Intervention sociologique

Méthode d'investigation destinée à comprendre et à interpréter les *mouvements sociaux*, proposée par Alain Touraine dans les années 1970 et qu'il définit comme l'« action du sociologue pour faire apparaître les rapports sociaux et en faire l'objet central de l'analyse ». L'objectif poursuivi est de reproduire dans une situation de recherche, avec un groupe engagé dans une lutte, la nature du *mouvement social* étudié, et notamment son enjeu culturel. Alain Touraine pose donc quatre exigences à la mise en œuvre de cette méthode :

- « la première et la plus fondamentale est d'entrer en relation avec le mouvement social lui-même » ; « les groupes avec lesquels est menée l'intervention ne sont donc pas de simples groupes d'opinion, des clubs de pensée. Ils réunissent des participants à une pratique collective conflictuelle » ;

- « la deuxième est d'aller au-delà d'un discours idéologique et de saisir le groupe dans son rôle militant ». Cette méthode repose donc sur la nécessité d'amener les membres du groupe à expliciter leurs motivations face à des contradicteurs et à des *institutions* indirectement parties prenantes aux *conflits*, comme les pouvoirs publics par exemple. « Les chercheurs interviennent relativement peu dans ces confrontations » ;

- le chercheur va jouer un rôle central pour dégager « l'enjeu social et culturel du conflit ». « Il doit être celui par qui le mouvement social est mis en situation, celui qui parle au militant et à l'adversaire », le chercheur va contribuer à élever une lutte au rang de mouvement social ;

- cette méthode est fondée à la fois sur l'engagement et la distanciation. « La méthode imaginée associe donc étroitement l'auto-analyse d'un groupe militant et l'intervention d'un sociologue conduit par ses hypothèses théoriques ». La recherche suppose la mise en œuvre de deux fonctions différentes : celle d'agitateur, qui « aide l'auto-analyse, renforce le groupe, organise et anime les confrontations avec les interlocuteurs, explicite les débats du groupe »; et celle de secrétaire qui enregistre le contenu des séances et qui va « interroger de plus en plus le groupe de manière critique en conservant une plus grande extériorité à son égard ». Ces deux fonctions doivent se distinguer et elles peuvent donc être occupées par deux chercheurs différents.

Cette méthode permet aux *individus* engagés dans une lutte sociale de prendre conscience de la dimension historique que peut revêtir leur action.

Alain Touraine a expérimenté cette méthode dans l'analyse d'un certain nombre de mouvements sociaux comme le mouvement antinucléaire par exemple.

Cette méthode a également été utilisée par François Dubet, hors du cadre des *conflits sociaux* et, avec des résultats moins probants, dans son étude sur les lycéens au milieu des années 1980.

→ *Action (Sociologie de l'), Conflit du travail, Méthodologie sociologique, Système d'action historique.*

Intimité

L'intimité est ce qui relève de la vie privée de l'*individu* et qui a vocation à rester secret, à être caché aux autres. L'intimité est donc liée à la distinction entre sphère privée et sphère publique caractéristique de la *modernité*. Le domaine de l'intime est protégé par des règles juridiques (secret de la correspondance, sanction de l'attentat public à la pudeur) et par des *normes sociales* (pudeur, discrétion). Pour Georg Simmel, l'intimité correspond à ce que « chacun ne donne ou ne montre qu'à une seule personne et à personne d'autre ». La question de l'intimité intervient dans de nombreuses relations sociales (sexualité, *famille*, rapport au corps), ce qui pose souvent la question des limites de l'intimité (univers médical, univers carcéral). L'*individualisation* et la privatisation de nombreux domaines de la vie sociale (*religion*, rapports de *parenté*) étendent la sphère de l'intimité, mais dans le même temps les *médias* tendent à mettre sur la place publique des éléments qui relèvent de l'intimité (presse people, émissions de télévisions qui diffusent en direct la vie d'un groupe social y compris dans ses dimensions intimes, etc.).

→ *Script sexuel (Théorie du), Sexualité (Sociologie de la).*

Islamisme

Courant politique qui entend exercer le *pouvoir* au nom d'une certaine conception de l'Islam. Les islamistes refusent la *sécularisation* et la *laïcisation* et ils entendent fonder la vie sociale et politique sur des prescriptions religieuses.

→ *Fondamentalisme religieux, Intégrisme, Radicalisme religieux.*

Isomorphisme institutionnel

Tendance des *organisations* et des *institutions* à adopter un même *modèle* organisationnel, qui se caractérise par des aspects culturels, cognitifs et normatifs et qui donne naissance à des « scénarios » qui influencent le comportement des membres de ces organisations. Ce concept a été développé par le courant néo-institutionnaliste, et se présente sous trois formes :

- l'isomorphisme normatif (qui dépend principalement des *normes* professionnelles en vigueur dans le secteur concerné);

- l'isomorphisme coercitif (qui renvoie au *contrôle social* interne) ;
- l'isomorphisme mimétique (qui conduit à imiter des formes d'organisations dotées d'une valeur culturelle forte : grandes entreprises prestigieuses, organisations internationales...).

Ce phénomène conduit dans une période donnée à une convergence des modes d'organisation, facilitée par l'existence chez les managers d'une *culture* commune qui s'appuie sur des modes de formation très semblables et des réseaux professionnels puissants.

→ *Bureaucratie, Conformisme, Culture d'entreprise, Normes sociales, Organisations (Sociologie des).*

J

Je

→ *Identité.*

Jeunesse

Au sens courant, période de vie entre l'enfance et l'âge adulte.

La « sociologie de la jeunesse » s'appuie sur le fait que l'*âge* est une construction sociale qui évolue au cours de l'histoire et qui varie selon les contextes sociaux.

Philippe Ariès montre ainsi qu'à chaque époque de l'histoire il existe un âge privilégié et une périodisation particulière de la vie humaine : la « jeunesse » est l'âge privilégié du XVII[e] siècle, l'enfance, celui du XIX[e] siècle et l'adolescence celui du XX[e]. Ces variations d'un siècle à l'autre dépendent des rapports démographiques. Elles témoignent de l'interprétation naïve que l'opinion donne, à chaque époque, de sa structure démographique, alors qu'elle ne pouvait pas toujours la connaître objectivement.

Les anthropologues mettent également en évidence le fait que de nombreuses *sociétés* ont été organisées selon un principe de classes d'âge et que la « jeunesse » constitue, du moins pour les garçons, une période riche en *rites de passage* destinés à les faire devenir des hommes.

Les débats sociologiques portent quant à eux davantage sur la question de l'homogénéité du *groupe social* des jeunes.

Pour Pierre Bourdieu par exemple, « la jeunesse n'est qu'un mot » et les rapports entre l'âge social et l'âge biologique sont complexes : « Si l'on comparait les jeunes des différentes fractions de la classe dominante, par exemple tous les élèves qui entrent à l'École normale, l'ENA, l'X, etc., la même année, on verrait que ces "jeunes gens" ont d'autant plus les attributs de l'adulte, du vieux, du noble, du notable, etc., qu'ils sont plus proches du pôle du pouvoir. L'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable. Le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente. [...] Autrement dit, c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun ». De la même façon, Jean Claude Chamboredon souligne qu'« on a l'impression d'une homogénéité des goûts des adolescents que parce que l'on ne veut pas apercevoir les divisions réelles ». Laurent Thévenot, enfin, considère que « seul un nominalisme naïf peut, en se fondant sur les catégories que le statisticien a construites pour repérer les jeunes, porter à croire que ces catégories traduisent des états communs à tous les jeunes qui, même s'ils ne sont pas atteints au même âge, consti-

tuent les étapes obligées, identiques, de leur vieillissement ».

Cependant certains travaux mettent en évidence le fait qu'à partir des années 1960, certaines évolutions économiques et sociales contribuent à créer une période intermédiaire entre les années lycées et l'âge adulte. Francis Godard indique par exemple que la *génération* du baby-boom introduit une rupture du point de vue des conditions d'entrée dans la vie adulte qui se transforment au point qu'on décèle la création d'un nouvel âge de la vie : la jeunesse. Le remplacement de la période des « blousons noirs » par celle des « copains » organisée autour d'une *culture* musicale commune inaugurée par le concert de la place de la Nation à Paris en 1963 marque l'affirmation d'un *mode de vie* propre à la « jeunesse ».

Dans le même ordre d'idées, Henri Mendras souligne que dans les années 1960, à 24 ans, tout le monde avait quitté sa *famille* d'origine et était « établi », c'est-à-dire embauché dans un emploi stable et marié. Depuis le début des années 1970, ce calendrier est complètement perturbé, ce qui dissocie les divers moments d'entrée dans la vie adulte, créant une période intermédiaire dans toutes les *catégories sociales*. Cette période nouvelle résulte d'abord de l'allongement de la scolarité et de la prolongation de la phase d'insertion professionnelle liée à la crise économique. L'insertion professionnelle, autrefois rupture entre l'adolescence et l'âge adulte, est devenue un processus plus long et plus complexe. La jeunesse est donc désormais une phase d'ambiguïté sociale durant laquelle les individus doivent acquérir une position qui n'est plus déterminée uniquement par l'école. Cette période intermédiaire est certes vécue différemment selon les milieux sociaux. Mais, au total selon Henri Mendras, entre 16 et 28 ans, s'est créée une période d'entrée dans la vie où les jeunes vivent dans l'instabilité, avec le secours de la *protection sociale* et l'aide des parents.

→ *Bande, Catégorie sociale, Catégorie statistique, Cohabitation hors mariage, cohabitation juvénile, Concubinage, Délinquance juvénile, Déviance primaire, Déviance secondaire, Effet d'âge, Effet de génération, Génération, Groupe d'intérêt, Précarité.*

Journal de terrain

Document où le chercheur consigne de la façon la plus détaillée possible la façon dont se déroule un travail de terrain (*monographie, enquête*, etc.) ou une expérience. Ce journal contient à la fois des éléments factuels (événements, dates et heures, mesures, citations...) et des réactions du chercheur ou des personnes qu'il rencontre, notées autant que possible « sur le vif ». Il est nécessaire d'adopter des modes de transcription qui permettent de distinguer *a posteriori* ce qui relève de l'*observation* et ce qui tient à l'*interprétation* du chercheur, aux idées qui lui viennent sur le moment : même si ces dernières ne semblent pas en rapport direct avec l'observation ou l'expérience en cours, elles doivent être notées, et elles feront, comme les autres éléments contenus dans le journal, l'objet d'un réexamen, qui pourra faire apparaître leur pertinence.

→ *Empirisme, Enquête de terrain, Ethnologie, Méthodologie sociologique, Observation participante.*

Jugement de fait

Énoncé qui se rapporte à la réalité objective et qui vise à la décrire, à l'expliquer, à la comprendre. Par exemple, affirmer que le nombre de *divorces* a augmenté en France depuis les années 1960 est un jugement de fait.

→ *Jugement de valeur, Objectivité.*

Jugement de valeur

Prise de position normative qui repose sur des jugements moraux ou éthiques ou encore sur des choix politiques ou des options religieuses. Par exemple affirmer que le *divorce* est un mal car le *mariage* est indissoluble est un jugement de valeur.

→ *Jugement de fait, Neutralité axiologique.*

Justice globale

Analyse de la *justice sociale* envisagée au niveau mondial et non plus seulement au niveau des *États nations* ou de telle ou telle *société* particulière. Par exemple le débat sur la répartition des efforts entre pays en matière de lutte contre le réchauffement climatique relève de la justice globale.

→ *Capabilités, Libéralisme égalitaire.*

Justice sociale

Depuis Aristote, on considère que la justice suppose l'*égalité* : est juste ce qui est égal. La justice sociale concerne l'application des *normes* de justice à l'organisation de la *société* considérée dans son ensemble. Par exemple, on peut s'interroger sur le caractère juste ou injuste de la répartition des revenus dans une société donnée à un moment donné. Aristote distingue trois types de justice :

- la justice commutative qui repose sur l'égalité arithmétique. Par exemple, dans l'*échange marchand*, il y a équivalence entre la valeur du bien et le prix payé pour ce bien par l'acheteur;
- la justice distributive qui repose sur l'égalité proportionnelle. Par exemple, à *qualification* égale, un *individu* qui travaille deux fois plus longtemps qu'un autre doit recevoir une rémunération double;
- la justice corrective qui suppose une décision modifiant une situation jugée injuste ou réparant un tort infligé par un individu à un autre. Par exemple, un tribunal qui condamne un individu à payer des dommages et intérêts fait œuvre de justice corrective. Il en va de même des systèmes de redistribution des revenus dans le cadre de l'*État providence*.

La définition de principes de justice fait l'objet de nombreux débats notamment depuis la publication, en 1971, de l'ouvrage de John Rawls *Théorie de la justice*. Pour ce dernier, la justice repose sur deux principes :

- un principe de liberté : « Chaque personne doit avoir droit à la plus grande liberté fondamentale compatible avec la même liberté pour tous »;
- un principe de différence : « Les inégalités sociales et économiques doivent être aménagées de telle sorte qu'elles soient *a)* assurées, en dernier analyse, pour le plus grand profit des plus défavorisés; *b)* attachées à des emplois et à des postes accessibles à tous dans des conditions d'égalité équitable des chances ».

John Rawls s'inscrit dans une perspective libérale (au sens du *libéralisme* politique) dans la mesure où il donne la priorité au principe de liberté sur le principe de différence et où il affirme la priorité du juste sur le bien. En effet, sa théorie de la justice est procédurale : il n'entend pas définir le contenu de la « vie bonne » mais seulement des règles relatives à la vie en commun d'individus qui peuvent adhérer à des conceptions du bien différentes.

→ *Assistance, Assurance, Communautariens, Idéal démocratique, Inégalité sociale, Libéralisme égalitaire, Marxiste analytique, Parité, Protection sociale, Société démocratique, Redistribution, Risques sociaux.*

K

Kan Ban

→ *Toyotisme.*

Khi deux

Indicateur statistique proposé par Karl Pearson en 1900, permettant de tester si une liaison entre deux variables est due ou non au hasard.

→ *Analyse factorielle des correspondances, Méthodologie statistique, Statistique explicative, Statistique inférentielle.*

Kula

Exemple de *don*, désignant un large circuit d'échanges entre les habitants des îles Trobriands du Pacifique, décrits par Bronislaw Malinowski : « Vaste organisation de rapports intertribaux qui, à l'intérieur d'un immense périmètre, lie un grand nombre d'individus par des obligations sociales réciproques bien déterminées, minutieusement réglementées selon un plan concerté, la *Kula* représente un système sociologique d'une complexité et d'une ampleur sans précédent ». La *kula*, échange cérémoniel réservé aux chefs, s'accompagne d'un grand commerce intertribal mené en parallèle lors de ces rencontres. Les biens échangés, les *vaygu'a* (bracelets : *mwali*, et colliers : *sulava*) chargés d'une valeur symbolique et spirituelle, doivent faire l'objet d'un *contre-don*, d'une valeur au moins égale, et décalé dans le temps : « Il faut surtout que l'objet remis en contrepartie soit de valeur égale à celui reçu, mais l'estimation de l'équivalence est laissée au partenaire qui s'acquitte en retour ». Le refus de donner, de recevoir, ou de rendre arrête la circulation des biens et est un acte d'entrée en *conflit*. Marcel Mauss a utilisé cette description pour expliquer la fonction sociale de l'*échange* à travers le don.

→ *Échange, Échange rituel, Ethnographie économique, Fait social total, Potlatch.*

L

Laïcisation

Processus par lequel les *institutions* d'une *société* (et plus généralement la sphère publique) s'autonomisent par rapport à l'emprise du religieux. La séparation de l'*Église* et de l'*État* (loi de 1905 en France), l'interdiction de la prière dans les écoles publiques (décision de la Cour suprême aux États-Unis), relèvent de la laïcisation. Il ne faut pas confondre laïcisation et *sécularisation*. Cette dernière concerne la vie sociale dans son ensemble et le rapport des *individus* au religieux (*croyances*, *rites*, *valeurs*, etc.). Une société peut être marquée par la sécularisation sans laïcisation. Par exemple en Grande-Bretagne l'anglicanisme est religion d'État et la Reine est le chef de l'Église en même temps que le chef de l'État, il n'y a donc pas (ou peu) laïcisation, bien que la société soit marquée par une tendance à la sécularisation.

→ *Fondamentalisme, Intégrisme, Laïcité, Radicalisme religieux, Religion, Religion civile, Théocratie.*

Laïcité

Conception politique qui affirme la neutralité et l'impartialité de l'*État* à l'égard des diverses conceptions religieuses (*croyances* en diverses *religions*, agnosticisme, athéisme). La laïcité est donc liée aux idées d'*égalité* des membres du peuple (*laos* en grec), de liberté de conscience, de séparation entre une sphère publique (celle du vivre ensemble) et une sphère privée (où peuvent être mises en œuvre diverses conceptions du bien, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la loi commune).

→ *Désenchantement du monde, Modernité, Religion civile, République, Sécularisation, Solidarité morale.*

Leader d'opinion

Personne qui dispose, au sein d'un *groupe social*, d'une crédibilité ou d'une expertise reconnue dans certains domaines. De ce fait, le *leader* d'opinion influence les membres de son groupe en faisant prévaloir un choix électoral ou un point de vue à propos des questions qui font l'objet d'un débat public.

→ *Classe mobilisée, Médias, Médias (Sociologie des), Opinion publique, Participation politique, Two Step Flow.*

Légitimation

Démarche qui consiste, pour le détenteur d'un *pouvoir*, à faire accepter sa *domination*, c'est-à-dire à transformer son pouvoir en *autorité*, à l'institutionnaliser.

Ce phénomène de légitimation a été notamment analysé par Max Weber dans son étude de la stabilité des formes d'organisation politique : lorsque le pouvoir est légitimé, les situations de mobilisation contre ce dernier se réduisent.

Pierre Bourdieu a également utilisé cette notion dans son analyse de la façon dont les

classes supérieures organisent et entretiennent leur domination. Les positions sociales sont d'autant plus stables que ceux qui occupent des positions inférieures considèrent comme légitime la position des dominants.

Légitimité charismatique

Pour Max Weber, fondement de la *domination charismatique* : « La légitimité du pouvoir charismatique repose ainsi sur la croyance dans les pouvoirs magiques, la révélation, les héros; la source en est la confirmation de la qualité charismatique par les miracles, les victoires et autres succès, tels que la prospérité des gouvernés ».

→ *Charisme d'institution, Domination légale rationnelle, Domination traditionnelle, Légitimation.*

Légitimité culturelle

→ *Culture légitime.*

Légitimité légale rationnelle

Pour Max Weber, fondement de la *domination légale rationnelle* : « La légitimité de l'autorité est transformée en la légalité de la règle générale, celle-ci étant élaborée consciemment et par rapport à des buts, et décrétée et publiée selon des règles formelles ».

→ *Domination charismatique, Domination traditionnelle, Légitimation.*

Légitimité traditionnelle

Pour Max Weber, fondement de la *domination traditionnelle*. La légitimité de l'*autorité* traditionnelle repose « sur le respect envers ce qui, réellement ou d'une manière supposée ou prétendue, a toujours existé ».

→ *Domination charismatique, Domination légale rationnelle, Légitimation, Tradition.*

Lévirat

Règle de *parenté* qui prévoit le remariage d'une femme avec le frère célibataire de son mari défunt. Les enfants engendrés par cette seconde union sont considérés comme ceux du frère décédé, qui transmet la paternité sociale. Le but du lévirat est ainsi d'assurer une *descendance* à un homme défunt.

Cette règle est pratiquée par exemple par les israélites : lorsqu'un homme meurt, sa veuve reste dans la *famille* en devenant l'épouse de son frère cadet.

Lévirat et *sororat* sont appelés mariages secondaires puisqu'ils viennent à la suite d'un premier *mariage*.

→ *Couple, Descendance.*

Libéralisme

Doctrine qui prend naissance au XVIII[e] siècle et qui affirme le primat de l'*individu* et de ses droits. On distingue :

- le libéralisme politique, qui met l'accent sur les libertés civiles (liberté d'opinion par exemple) et sur les libertés politiques (droit de vote, libre constitution de *partis politiques*, liberté de la presse, par exemple). Le libéralisme politique s'oppose au *conservatisme* et aux empiétements de l'*État* dans la vie privée des *individus*. Aujourd'hui, aux États-Unis, les libéraux (au sens du libéralisme politique) se situent à gauche de l'échiquier politique et s'opposent aux *communautariens*;

- le libéralisme économique, qui met l'accent sur la libre initiative économique des producteurs comme des consommateurs et qui attribue au *marché* un rôle majeur

dans la *régulation* de l'activité économique. En ce sens, le libéralisme s'oppose au *socialisme* et plus généralement à une intervention excessive de l'*État* dans l'économie.

Selon Raymond Boudon et François Bourricaud : « Le libéralisme est une idéologie qui juge de la qualité d'une organisation sociale par l'étendue de la sphère qu'elle reconnaît à l'initiative et à l'autonomie individuelles ».

→ *Démocratie, Droits civiques, Droits de l'Homme, Droits fondamentaux, Individualisme, Justice sociale.*

Libéralisme culturel

Attitude qui conduit à accepter la diversité des pratiques sociales qu'il s'agisse du domaine culturel et artistique, du domaine sexuel, affectif et familial, du domaine religieux, etc. Le libéralisme culturel considère notamment qu'il n'appartient pas à l'*État* d'imposer aux *individus* des *normes* dans ces divers domaines (sauf pour maintenir l'ordre public ou pour protéger des *individus* vulnérables). Par exemple, les tenants du libéralisme culturel sont hostiles à la censure dans les domaines de la littérature ou du cinéma, ils sont pour le droit à l'avortement, pour l'égalité des droits des diverses cultures, pour le respect des droits des homosexuels, pour le respect du pluralisme religieux, etc. Le libéralisme culturel ne doit donc pas être confondu avec le libéralisme économique.

→ *Conflit culturel, Culture (Sociologie de la), Misérabilisme, Populisme.*

Libéralisme égalitaire

Terme qui désigne habituellement la théorie de John Rawls et notamment sa conception de la *justice sociale*. Il s'agit d'un *libéralisme* dans la mesure où John Rawls donne la priorité au principe de liberté par rapport au principe de différence. Mais ce libéralisme est égalitaire dans la mesure où John Rawls considère que les seules inégalités justes sont celles qui maximisent l'avantage des plus défavorisés. On trouve parfois en français la traduction « égalitarisme libéral », mais elle est malencontreuse dans la mesure où le terme « égalitarisme » a un sens généralement péjoratif en français.

→ *Égalité.*

Libertés civiles

Droit pour les individus d'accomplir certains actes sans intervention de l'*État* : liberté de conscience, d'opinion, de parole, d'aller et de venir. Les libertés civiles supposent aussi le respect des règles de l'*État de droit* : droit de ne pas être détenu arbitrairement, droit à un procès équitable, etc.

→ *Démocratie, Démocratie délibérative, Droit de l'homme, Droits fondamentaux, Droits libertés, Libéralisme, Républicanisme, République.*

Liberté des anciens

Selon Benjamin Constant, la liberté des anciens se caractérise par la participation aux affaires publiques. C'est une « liberté participation » sur le modèle du *citoyen* athénien qui délibère sur l'Agora. Dans cette conception, selon Constant, l'existence individuelle est subordonnée au destin collectif. C'est pourquoi, en penseur libéral, Constant privilégie la *liberté des modernes*.

→ *Civisme, Libéralisme, Participation politique, Républicanisme.*

Liberté des modernes

Selon Benjamin Constant, la liberté des modernes se caractérise par la garantie des jouissances privées. C'est une « liberté autonomie » qui suppose que l'intervention des pouvoirs publics dans la vie et les affaires privées soit aussi limitée que possible.

→ *Individualisme, Libéralisme, Républicanisme, Tyrannie de la majorité.*

Libertés fondamentales

→ *Droits fondamentaux.*

Libertés politiques

Droit pour les *citoyens* de participer activement à la délibération politique et donc d'exercer leur *souveraineté* : droit de vote, de *manifestation*, de constitution ou d'adhésion à un *parti politique*, d'éligibilité, etc.

→ *Démocratie, Droits fondamentaux, Droits libertés, État de droit, Libéralisme, Républicanisme, République.*

Lien communautaire

Désigne une des formes du *lien social* caractéristique des relations dans les sphères familiale, amicale, associative, etc. Ces relations s'inscrivent dans une logique de *communalisation*.

→ *Communauté, Crise du lien social, Lien marchand, Lien politique, Sociabilité, Solidarité mécanique.*

Lien de parenté

→ *Parenté.*

Lien faible

Dans un réseau social, un lien faible est celui qui unit deux *individus* sans redondance (il n'y a pas d'autre chemin pour passer de l'un à l'autre). Un réseau fait de liens faibles comporte de nombreux *trous structuraux*.

→ *Analyse des réseaux sociaux, Lien fort, Petit monde, Réseaux sociaux.*

Lien fort

Dans un réseau social, lien réciproque et/ou redondant entre deux *individus*. Les liens forts sont généralement des liens à haute fréquence, et émotionnellement chargés. Ils sont générateurs de confiance et d'attachement, mais ils ont tendance à fermer le réseau : leur bénéfice relationnel est donc faible, car ils freinent l'extension du réseau.

→ *Analyse des réseaux sociaux, Lien faible, Réseaux sociaux.*

Lien marchand

Désigne une forme d'interdépendance sociale qui résulte des *échanges marchands*. Cette interdépendance est la conséquence de la réciprocité des échanges marchands. Les relations marchandes ne se déroulent pas dans un vide social et le lien marchand s'articule donc avec des *institutions*, des *règles* juridiques, des *normes sociales*, des formes de *protections sociales* etc. qui varient d'une *société* à l'autre.

→ *Crise du lien social, Don, Instances d'intégration, Lien communautaire, Lien politique, Lien social, Salariat, Sociologie économique, Solidarité organique.*

Lien politique

Désigne une forme d'interdépendance sociale qui résulte de l'appartenance à une même *communauté* politique. Dans les *démocraties* modernes le lien politique est fondé principalement sur la *citoyenneté*. Il se traduit par les différentes formes de *participation politique* mais aussi par le fait que les *individus*, en tant que citoyens bénéficient d'un ensemble de droits (*droits libertés, droits créances*).

→ *Civisme, Crise du lien social, Lien communautaire, Lien marchand, Lien social, Pouvoir politique, Société civile.*

Lien social

Au sens général, permet aux hommes de vivre ensemble et constitue le fondement de la *cohésion sociale*.

Ce terme dont l'usage est assez répandu dans les *sciences sociales* a été abordé par les premiers penseurs du social dans sa

dimension politique. Thomas Hobbes, John Locke ou Jean-Jacques Rousseau, notamment se sont interrogés sur la nature des *institutions* qui permettaient de maintenir la cohésion de la *société*.
Il n'existe pourtant pas, à proprement parler, de définition sociologique du terme de lien social. L'expression est utilisée par Émile Durkheim comme synonyme de *solidarité sociale*. Selon lui, les formes du lien social sont différentes dans les sociétés traditionnelles caractérisées par la *solidarité mécanique* et dans les sociétés modernes caractérisées par la *solidarité organique*.
La question du lien social peut être abordée également sous l'angle des relations entre les *individus* au travers du *concept* de *sociabilité* développé par Georg Simmel. Selon lui, les individus s'intègrent à la société grâce à la multitude de relations et d'échanges qu'ils entretiennent avec un réseau de parents, d'amis, de relations de travail, etc. Georg Simmel oppose le lien sociétaire au lien communautaire dans la distinction qu'il opère entre *communauté* et société.
Certains auteurs considèrent qu'il existe trois dimensions au lien social : le *lien marchand*, le *lien communautaire* et le *lien politique*.
La crise du lien social conduit à la montée de l'*exclusion* ou à l'*anomie*.

→ *Instances d'intégration, Intégration sociale.*

Lignage

Sous-ensemble d'un *clan* à l'intérieur duquel les liens de *parenté* qui relient les différents membres sont explicites et reconnus.

→ *Clan, Descendance, Lignée.*

Lignée

Désigne les ascendants et les descendants vivants du *lignage* d'un *individu*. Il s'agit d'un terme plus restrictif que la *parentèle* qui comprend également les parents par *alliance*.

→ *Clan, Descendance, Parenté.*

Littératie

Capacité à lire, à comprendre et à utiliser une information écrite. Le terme a été conçu pour lutter contre les usages restrictifs et ambigus de la notion « d'illettrisme », qui a été fortement critiquée par Bernard Lahire. La littératie fait l'objet de très nombreuses études concernant les *compétences* des élèves (comparaisons internationales par les enquêtes PISA), car elle est souvent considérée comme une des causes principales des difficultés scolaires.

→ *Échec scolaire, Éducation (Sociologie de l'), Inégalité des chances.*

Lobby

→ *Groupe de pression.*

Loi

Selon Charles de Montesquieu, relation nécessaire qui découle de la nature des choses.
On distingue les lois juridiques et les lois scientifiques :
- au sens juridique, la loi est un acte de portée générale et impersonnelle. Cet acte émane du pouvoir législatif (parlement) ce qui le distingue des arrêtés, décrets et règlements qui émanent du *pouvoir* exécutif;
- au sens épistémologique, une loi est, au sens strict un énoncé relatif à une connexion régulière entre deux phénomènes. Le plus souvent les lois

sont conditionnelles. Par exemple, la loi de Newton ne vaut pour tous les corps que si la pression de l'air est égale à zéro. La question de savoir s'il est possible de formuler des lois en sciences sociales est controversée. On parle cependant de la *loi des trois états* d'Auguste Comte, de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit chez Karl Marx et Pierre Bourdieu parle d'une loi qui énonce que le *capital culturel* va au capital culturel.

→ *Causalité, Droit (Sociologie du), Épistémologie, Loi d'airain de l'oligarchie, Loi d'Engel, Modèle, Querelle des méthodes, Science, Sciences nomologiques, Séparation des pouvoirs.*

Loi d'airain de l'oligarchie

Selon Roberto Michels, mouvement inéluctable de confiscation du *pouvoir* par une minorité dirigeante au sein des *organisations*.

Cette évolution a des causes techniques et psychologiques. Techniques tout d'abord, car tout mouvement politique ou économique qui veut assurer sa survie doit se doter d'une organisation et de dirigeants. Psychologiques ensuite, du fait d'une relative indifférence des *masses* vis-à-vis du jeu démocratique. Cette passivité les pousse « au besoin de chefs [...]. Éternellement mineure, la majorité des hommes se verrait ainsi obligée, voire prédestinée par la triste fatalité de l'histoire, à subir la domination d'une petite minorité issue de ses flancs et à servir de piédestal à une oligarchie ».

→ *Circulation des élites, Élite, Élite du pouvoir, Élite politique, Foule, Oligarchie, Partie politique, Système partisan.*

Loi d'Engel

Pour Ernst Engel, plus un *ménage* est pauvre plus la part relative de son revenu consacrée aux dépenses alimentaires est importante.

Cette conclusion découle des travaux qu'il a menés pour identifier une relation entre le niveau de revenu des ménages *ouvriers* et la structure de leur *consommation*. Il classe les dépenses des ménages en neuf postes (l'alimentation; l'habillement; l'habitation; le chauffage et l'éclairage; les outils de travail; l'éducation, le culte et les divertissements; les impôts; la santé et enfin les services domestiques) et analyse comment le revenu se répartit entre ces différents postes budgétaires.

Ernst Engel prolonge son analyse en étudiant comment évolue la structure des dépenses dans le temps : il constate que si entre 1853 et 1891 le revenu des ménages les plus pauvres s'est considérablement accru, la part de leurs dépenses alimentaires est restée stable car l'amélioration de la qualité de la nourriture a compensé l'augmentation du revenu.

Les travaux de Ernst Engel sont étendus aux autres postes budgétaires par Caroll Wright qui énonce trois autres lois :

- la part des dépenses consacrée aux vêtements est la même quel que soit le revenu;
- la part des dépenses consacrée à l'habitation, au chauffage et à l'éclairage est parfaitement constante quel que soit le revenu;
- enfin lorsque le revenu s'accroît, la part des dépenses diverses (éducation, santé, services domestiques) augmente.

Les travaux d'Ernst Engel ont fait l'objet d'une critique de la part de Maurice Halbwachs qui considère que le niveau de revenu n'est pas la seule variable influençant la structure de la consommation des ménages. Par exemple, il constate qu'un ouvrier en milieu rural a une structure de consommation très différente d'un ouvrier en milieu urbain. De même, les ouvriers et les *employés*, qui ont des niveaux de revenu comparables, ont des structures de consommation différentes.

→ *Consommation (Sociologie de la), Mode de vie, Niveau de vie.*

Loi de l'imitation

Schéma d'évolution des *sociétés* proposé par Gabriel Tarde. Le processus d'imitation a deux dimensions : vertical (du haut vers le bas) et horizontal (de proche en proche) :

- dans le sens vertical, des *individus* novateurs, placés en haut de l'échelle sociale vont diffuser dans la société des idées, des pratiques qui seront reprises et copiées dans une logique d'imitation par le plus grand nombre. Gabriel Tarde présente la société sous la forme d'un château d'eau, la *noblesse* placée au sommet doit insuffler les nouvelles pratiques qui vont couler en cascade vers « les plus bas rang du peuple » qui vont les adopter par imitation : « toujours une élite a importé des exemples étrangers peu à peu propagés par mode, consolidés en coutume, développés et systématisés par la logique sociale. Quand le christianisme est entré pour la première fois chez un peuple germain, slave ou finnois, il y a débuté de même. Rien de plus conforme aux "lois de l'imitation" » ;
- dans le sens horizontal, l'imitation constitue pour Gabriel Tarde le fondement de la *socialisation* : c'est parce qu'ils vivent et communiquent ensemble que les individus en s'imitant vont produire des phénomènes sociaux répétitifs. De cette conception découle une définition du *groupe social* : « Une collection d'êtres en tant qu'ils sont en train de s'imiter entre eux, ou en tant que, sans s'imiter actuellement, ils se ressemblent et que leurs traits communs sont une copie ancienne d'un même modèle ».

Loi de population

Loi formulée au XVIII[e] siècle par Thomas Robert Malthus selon laquelle la population tend à s'accroître selon une progression géométrique (par exemple : 2, 4, 8, 16, 32...) et les subsistances nécessaires à la nourriture selon une progression arithmétique (par exemple : 2, 4, 6, 8, 10...). Cela se traduit par une *surpopulation absolue* et des crises de pénurie alimentaire qui ramènent périodiquement la population à un effectif compatible avec les subsistances. Pour Malthus, seule la restriction des naissances par l'abstinence est en mesure d'éviter cette *surpopulation*.

➜ *Démographie.*

Loi des grands nombres

Loi de probabilité permettant la *formalisation* de la relation qui existe entre l'observation du nombre de succès lors de répétitions indépendantes d'une expérience à l'issue incertaine (par exemple l'obtention de « face » dans un tirage à pile ou face), et la « chance de succès », dite « probabilité de réalisation de l'événement » (ici 1/2).

C'est à Jacques Bernoulli que l'on doit, en 1713, le premier énoncé de la loi des grands nombres, dans son ouvrage *Ars Conjectandi*. Il avait pour cadre le jeu du pile ou face (schéma de Bernoulli). Il montrait ainsi que lorsqu'on lance un très grand nombre de fois une pièce non truquée, la fréquence d'apparition de « face » tend vers 1/2.

➜ *Méthodologie statistique, Statistique inférentielle.*

Loi des trois états

Pour Auguste Comte, à chaque stade de développement historique de la *société* correspondent un état du progrès de l'esprit humain et une façon spécifique d'appréhender les phénomènes. « Cette loi consiste en ce que chaque branche de nos connaissances passe par trois états théoriques différents : l'état théologique, ou fictif; l'état métaphysique ou abstrait; l'état scientifique ou positif ».

➜ *État théologique, État métaphysique, État positif, Dynamique sociale, Positivisme.*

Loisirs (Sociologie des)

Étude des pratiques situées hors de la sphère du *travail*, où les *individus* sont producteurs de la satisfaction qu'ils vont en retirer. Les objets d'étude sont donc larges : *pratiques culturelles*, *sociabilité*, pratiques sportives, occupation du temps libre, etc.

En France, la sociologie des loisirs a été initiée par Joffre Dumazedier (*Vers une civilisation des loisirs*, 1962). Pour lui, le loisir se définit par quatre caractères : libératoire, désintéressé, hédoniste et personnel.

En 2008 selon l'Insee, les Français consacrent à la *culture* et aux loisirs 9,7 % de leur dépense effective de *consommation*. Une récente étude montre une tendance à la diversification et au cumul des pratiques sportives et culturelles, essentiellement chez les jeunes et les diplômés. Cependant, la pratique de loisirs, même aisément accessibles comme la marche, reste très liée à la position sociale : les *ouvriers*, artisans et commerçants ont des fréquences de pratiques culturelles et sportives inférieures à la moyenne.

Par ailleurs, la pratique des loisirs dépend également de l'*âge* : regarder la télévision demeure une pratique forte chez les personnes âgées (de 15 heures par semaine pour les 15-19 ans à 27 heures pour les plus de 65 ans en 2008). Si la télévision est accusée d'être une pratique envahissante, elle ne se fait au détriment d'autres activités qu'au-delà d'un certain seuil.

→ *Art (Sociologie de l')*, *Culture*, *Culture (Sociologie de la)*, *Démocratie culturelle*, *Public (Sociologie des)*.

Loyauté (*Loyalty*)

D'après Albert Hirschman, c'est une modalité d'action que les membres d'une *organisation* ou les clients d'une *entreprise* peuvent utiliser quand celle-ci est défaillante. En dépit du mécontentement les membres ou les clients et acceptent la situation et se résignent. Par exemple, même si des membres d'une organisation ne sont pas satisfaits par son fonctionnement, ils peuvent décider de ne rien dire ou faire par fidélité, et ils acceptent donc les défauts. Il existe deux autres modalités : la *défection* et la *prise de parole*. Le *concept* de loyauté a été utilisé entre autre pour rendre compte de la non-participation à une *action collective*.

→ *Conflits sociaux*, *Groupe d'intérêt*, *mobilisation des ressources*, *Mouvement social*, *Répertoires de l'action collective*.

Lumpen prolétariat

Prolétariat en haillons. Chez Karl Marx, prolétariat issu de l'exode rural ou de l'*exclusion* des ouvriers de la grande industrie par le machinisme (« armée industrielle de réserve »). Il le nomme aussi « sous-prolétariat ».

La *surpopulation relative*, produite en permanence par le *capitalisme*, entretient la concurrence entre les *ouvriers* et maintient ce *lumpen* prolétariat dans sa condition. Ce dernier est de plus étranger à la *culture ouvrière*, il est susceptible d'être utilisé par la *bourgeoisie* contre les intérêts de la *classe ouvrière*.

→ *Classe objective*, *Classes probables*, *Classe sociale*, *Fraction de classe*, *Lutte des classes*, *Marxisme*.

Lutte

Au sens général, opposition entre des *groupes sociaux* ou des *individus* en *conflit* sur des *valeurs* ou des intérêts.

Pour Max Weber, « relation sociale pour autant que l'activité est orientée d'après l'intention de faire triompher sa propre volonté contre la résistance du ou des partenaires ». La lutte peut être pacifique ou avoir recours à la *violence* physique.

Alain Touraine appelle luttes « toutes les formes d'actions conflictuelles organisées menées par un acteur collectif contre un

adversaire pour le contrôle d'un champ social ».

→ *Activité sociale, Conflit, Domination, Historicité, Sociologie de l'action.*

Lutte des classes

Selon Karl Marx et Friedrich Engels, « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes ». On ne peut donc penser la *classe sociale* sans son rapport conflictuel avec une autre classe : « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ». Dans le *mode de production* capitaliste, la lutte des classes oppose principalement la *classe ouvrière* aux capitalistes (prolétaires contre *bourgeois*). Le *marxisme* développe une théorie de la *polarisation des classes sociales.*

Selon Raymond Aron, la lutte des classes est une forme particulière de la concurrence comme moyen permettant de répartir les revenus dans les *sociétés* capitalistes. En effet, c'est la rivalité entre les *individus* et les groupes – les rapports de *pouvoir* – qui détermine la répartition entre l'épargne, l'investissement et la consommation. Il n'y a donc « aucune raison de penser que cette rivalité entre les individus et les groupes soit pathologique, qu'il soit souhaitable de la supprimer ». Cette concurrence normale prend la forme d'une lutte des classes lorsque l'individu considère, que son sort peut être amélioré plus efficacement par l'intermédiaire du groupe (classe) que par ses efforts personnels. En ce sens, il n'y a, selon Raymond Aron, qu'une différence de degré et non de nature entre un *syndicat*, un *groupe de pression* et une *classe sociale.* Pour lui, la rivalité des individus et des groupes devient une lutte de classes lorsque les trois conditions suivantes sont remplies : « Il faut que l'individu, par exemple l'ouvrier, considère que son sort individuel ne peut pas être influencé par ses propres efforts, mais dépend essentiellement du sort de la classe à laquelle il appartient. Il faut que les membres des groupes non privilégiés soient convaincus que la violence leur permettra seule d'arracher des avantages ou simplement d'obtenir des résultats équitables dans la concurrence permanente des individus et des groupes. Il faut enfin que les individus se sentent liés davantage à la classe qu'à la communauté nationale, parce qu'à longue échéance leur sort ne pourrait être amélioré que dans la mesure où l'organisation globale de la société serait transformée ».

→ *Classe mobilisée, Classe objective, Classe probable, Classe sociale, Lutte, Marxisme, Stratification sociale.*

Luttes pour la reconnaissance

Actions collectives qui ont pour but de faire admettre qu'un événement a eu lieu (reconnaissance du génocide des Arméniens), qu'une revendication est légitime (reconnaissance de l'homoparentalité). Pour Pierre Bourdieu, les luttes pour la reconnaissance sont des affrontements symboliques entre groupes sociaux dont le but est d'imposer leur image du monde et ainsi d'améliorer leur place sociale. Pour Charles Taylor ce sont des revendications politiques relatives aux différences culturelles, qui sont justifiées par l'oppression que constitue le mépris de la différence culturelle (cas des Indiens d'Amérique par exemple). Pour Axel Honneth l'ensemble des rapports à autrui sont caractérisés par des attentes de

reconnaissance. Toute *interaction sociale*, tout *conflit social* est donc une lutte pour la reconnaissance (conflit des agriculteurs par exemple). Dans les sociétés modernes, il y a trois principes de reconnaissance : celui de l'amour dans la sphère intime, celui de l'*égalité* dans la sphère du droit et celui de l'accomplissement individuel (ou reconnaissance de notre contribution) dans la sphère productive. Il y a déni de reconnaissance quand au moins l'un de ses principes est violé.

→ *Communautarisme, Domination symbolique, Groupe social, Famille homoparentale, Identité, Modernité, Multiculturalisme, Reconnaissances, Violence symbolique.*

M

Macrosociologie

Démarche consistant à privilégier l'analyse de la *société* globale, de sa *régulation* et des processus de *changement social* qui l'affectent.
Par exemple, les analyses de Karl Marx, Émile Durkheim ou Alexis de Tocqueville relèvent de la macrosociologie.
→ *Holisme, Sociologie.*

Magie

Fait social qui suppose l'existence de *croyances*, d'acteurs spécifiques (magiciens) et de *rites*.
Pour Henri Hubert et Marcel Mauss les *rites magiques* relèvent de la *tradition*. Les participants croient en l'efficacité des rites magiques qui visent à agir sur le monde. La magie est un phénomène collectif, les superstitions individuelles n'en relèvent donc pas. Il convient aussi de distinguer la magie de la *religion*. Pour Henri Hubert et Marcel Mauss la religion se pratique au grand jour, alors que la magie se dissimule. Max Weber considère que le prophète et le magicien sont tous deux des « virtuoses religieux », mais que le prophète recherche des disciples alors que le magicien, qui fait payer ses services, recherche des clients. Les premières analyses anthropologiques, de type évolutionniste, considèrent que la magie est un mode illusoire d'action sur le réel. La magie serait donc caractéristique d'une vision pré-scientifique. Plus récemment, l'*anthropologie* a mis l'accent sur le fait que la magie était un mode d'expression, une façon d'ordonner le monde et de contribuer à la *cohésion sociale*. La magie serait donc plus proche de l'art que de la *science*.

Mana

Terme d'origine mélanésienne qui désigne une puissance surnaturelle et impersonnelle. Le *mana* s'applique aux choses (une pierre *mana*) pour indiquer qu'elles ont un caractère magique, aux hommes et aux esprits pour indiquer qu'ils ont un *pouvoir* magique.
→ *Magie, Rite magique.*

Manifestation

Réunion organisée sur la voie publique et ayant pour but d'exprimer une conviction collective. Elle peut demeurer fixe (et même assise, on parle alors de *sit-in*), mais le plus souvent elle prend la forme d'un cortège qui se déplace.
La manifestation est aussi un moyen de pression à l'égard du *pouvoir politique* auquel sont présentées des revendications.
Il existe de nombreux types de manifestations : manifestation de travailleurs organisée par des *syndicats*, manifestation de soutien à une cause internationale (manifestation contre la guerre en Irak par exemple), manifestation d'un groupe minoritaire militant pour la reconnaissance de ses spécificités et de ses droits, etc.

En France, les manifestations sont soumises à une réglementation, dans le but de prévenir les troubles à l'ordre public. Depuis un décret-loi de 1935, il existe une obligation de déclaration préalable : trois organisateurs de la manifestation doivent, au minimum trois jours avant l'événement, déposer une déclaration à la mairie ou à la préfecture.
Si la manifestation est finalement interdite, rien n'empêche ses organisateurs de saisir le juge administratif. Ce dernier opère un contrôle très vigilant sur les autorités de police, en exigeant que toutes les mesures de restriction en matière de manifestation soient strictement proportionnées aux nécessités de l'ordre public.
→ *Action collective, Crise du syndicalisme, Grève, Mouvement social.*

Marchandise

Au sens courant, bien ou service qui donne lieu à un *échange marchand*. Chez Karl Marx, la marchandise est un produit du *travail*; elle est destinée à la vente sur le *marché* (le produit n'est donc pas destiné à la satisfaction des *besoins* individuels du producteur). Le caractère marchand de l'échange signifie que la production n'est pas coordonnée *a priori* : la production résulte de décisions privées des *agents*. Chaque producteur offre ses marchandises sur le marché et c'est ce dernier qui valide l'usage du travail social qui a conduit à la production de ces marchandises. La marchandise a d'une part une *valeur d'usage* (elle doit présenter une utilité quelconque pour une partie au moins des acheteurs potentiels) et une *valeur d'échange* qui va déterminer son prix. Il existe des marchandises dans d'autres *modes de production* que le *capitalisme*, mais ce dernier donne un développement maximal aux relations marchandes, il se présente comme une « immense accumulation de marchandises » où la *force de travail* elle-même devient une marchandise.
→ *Ethnographie économique, Fétichisme de la marchandise, Marxisme, Mode de production, Plus-value, Sociologie économique.*

Marché

Lieu, souvent fictif, où se rencontrent l'offre et la demande d'un bien ou d'un service.
Pour Adam Smith, le marché découle d'un ordre naturel : c'est la propension à l'échange et la *division du travail* qui sont à l'origine de l'apparition et de l'extension des marchés. On aurait ainsi assisté avec le développement de la division du travail au passage de marchés à dimension locale puis nationale et enfin internationale.
Karl Polanyi critique cette vision naturaliste et évolutionniste du marché développée par l'économie classique : « L'enseignement orthodoxe partait de la propension de l'individu au troc; on en déduisait la nécessité de marchés locaux, ainsi que la division du travail; et on en concluait pour finir à la nécessité du commerce, puis du commerce extérieur, y compris celui au long cours. Compte tenu de nos connaissances actuelles, il nous faut presque renverser l'ordre du raisonnement : le vrai point de départ est le commerce au long cours, résultat de la localisation géographique des biens, et de la division du travail née de cette localisation ».
Le marché local typique où se rencontrent producteurs locaux et consommateurs est selon Karl Polanyi une réalité sociale invariante quels que soient le lieu et l'époque : « Ce n'est pas seulement dans les sociétés primitives que les rassemblements de ce genre ont un caractère tout à fait général; ils subsistent presque sans changement jusqu'en plein milieu du XVIII[e] siècle dans les pays les plus avancés d'Europe occidentale. Ils constituent un attribut de la vie locale et ne diffèrent que peu les uns des

autres, qu'ils appartiennent à la vie tribale de l'Afrique centrale, à une cité de la France mérovingienne ou à un village écossais à l'époque d'Adam Smith ». Selon Karl Polanyi on a assisté à un processus d'*institutionnalisation du marché* : unification des marchés intérieurs en une *institution* concurrentielle, passage au commerce extérieur et, dans une perspective plus générale, avènement de l'économie de marché. Ces transformations sont l'œuvre progressive de l'*État* au XVIII[e] siècle.

Avant cette période, le système des *corporations* fait des marchés intérieurs un domaine protégé de la concurrence, essentiellement sous l'égide de l'*Église* qui s'appuie sur les principes du juste prix et du juste salaire développés notamment par Saint Thomas d'Aquin. Le mercantilisme, en inspirant les monarques européens, casse ce système et libéralise le commerce intérieur en l'ouvrant aux marchands internationaux.

Cette alliance entre États et marchands pose les bases de l'économie de marché moderne. Pour Karl Polanyi, c'est le commerce international qui pénètre les marchés locaux, déconnectés originellement de la sphère économique, et y apporte les principes marchands et concurrentiels. À partir du moment où le marché pénètre la dimension locale, il peut remodeler le fonctionnement de la *société* et la sphère marchande peut alors s'étendre, notamment aux *moyens de production*.

→ *Capitalisme, Échange, Échange marchand, Marchandise, Sociologie économique.*

Marginalité

Situation de groupes d'*individus* qui sont à l'écart des *normes* de la *société*. Cette situation peut conduire à l'émergence d'une *sous-culture*.

Chez Robert Ezra Park (première *École de Chicago*), l'homme marginal est d'abord un émigrant de la deuxième génération qui subit les conséquences de la *désorganisation sociale*. Puis il désigne ainsi les travailleurs noirs qui vivent en marge des blancs et qui ont une *culture* différente. La marginalité est une situation transitoire entre la culture d'origine et l'*assimilation*.

Le sens de marginalité a évolué ensuite pour désigner des *groupes sociaux* autres que les migrants ou les communautés ethniques. Par exemple, les roms, les punks sont des marginaux.

→ *Déviance (Sociologie de la), Déviance primaire, Déviance secondaire, Ethnie, Exclusion sociale, Individu par défaut, Stigmatisation.*

Mariage

Union légale qui unit (au moins) deux conjoints créant ainsi un lien d'*alliance* et visant à donner un statut légitime aux enfants nés de cette union.

Dans toute *société*, le mariage est d'abord une *institution* imposant certaines *règles* sociales qui confèrent sa légitimité à l'alliance, permettent la perpétuation des *familles* et la *socialisation* des enfants. La principale de ces règles est la *prohibition de l'inceste*, complétée par des règles d'*exogamie* imposant le *choix du conjoint* hors de son propre groupe (les limites de ce groupe varient selon les sociétés). Dans certaines sociétés, il existe également des règles de remariage (en cas de veuvage ou de stérilité notamment) comme le *lévirat* ou le *sororat*. On parle alors de mariages secondaires. Il existe enfin des règles relatives à la résidence du nouveau *couple*, qui peut être *patrilocale, virilocale, matrilocale, uxorilocale* ou encore *néo-locale*.

Le mariage peut par ailleurs relever de la *monogamie* ou de la *polygamie*.

Selon Émile Durkheim, le mariage est au fondement de la *famille conjugale*.

Selon Claude Lévi-Strauss, la famille trouve son origine dans le mariage. Il indique que, quels que soient les types de mariage (par échange, achat, libre choix, choix imposé par la famille, etc.) chaque société opère une distinction entre les unions libres et les unions légitimes, et presque toutes les sociétés mettent très haut le statut matrimonial (avec une certaine « répulsion » à l'égard du célibat ou des couples sans enfants). Par ailleurs, le mariage ne procède en général pas des individus mais des groupes concernés (familles, *lignages*, *clans*, etc.); en effet, bien que le mariage donne naissance à une famille, c'est la famille ou plutôt les familles qui créent le mariage, comme principal moyen légal d'établir entre elles une alliance : « Quelle que soit la manière dont la collectivité affirme qu'elle est intéressée au mariage de ses membres – que ce soit en reconnaissant l'autorité de solides groupes de consanguins ou, de façon plus directe, celle de l'État – il reste que le mariage n'est pas, n'est jamais et ne peut pas être une affaire privée ».

En France, le 18 mai 2013, la loi sur le mariage homosexuel a été promulguée. Fondée sur le principe d'égalité, cette loi autorise le mariage entre deux personnes de même sexe résidant en France. Elle permet la reconnaissance des mariages entre deux personnes de même sexe célébrés à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la loi. Par ailleurs, la loi ouvre aux personnes de même sexe mariées la voie de l'adoption (adoption conjointe d'un enfant par les deux époux ou adoption de l'enfant du conjoint).

→ *Choix du conjoint, Concubinage, Cohabitation hors mariage, Cohabitation juvénile, Couple, Divorce, Famille, Famille homoparentale, Hétérogamie sociale, Monogamie, Polygamie, Union libre.*

Mariage secondaire

→ *Mariage.*

Marxisme

Tradition théorique s'appuyant sur l'œuvre de Karl Marx. Il est particulièrement difficile de dissocier les écrits scientifiques des textes militants dans l'œuvre de cet auteur qui possède à la fois une dimension philosophique, politique, économique et sociologique. La sociologie marxiste s'inscrit dans une vision philosophique du devenir historique des sociétés humaines : le *matérialisme historique*. Les thèses de Karl Marx et Friedrich Engels sur l'*aliénation* et l'*exploitation*; leurs travaux sur les *classes sociales* et sur l'*État* ont eu une influence importante sur la *sociologie* contemporaine.

→ *Dialectique, Infrastructure, Idéologie, Forces productives, Lutte des classes, Mode de production, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Rapport de production, Superstructure.*

Marxisme analytique

Courant de pensée essentiellement anglo-saxon qui se développe à partir de la fin des années 1970. L'ouvrage fondateur de ce courant est publié par Gérald Cohen en 1978 (*Karl Marx's Theory of History : A defence*). Gérald Cohen entendait appliquer au *marxisme* les règles en usage dans la philosophie analytique : la clarté et la rigueur sont privilégiées, la méthode dialectique est rejetée. Il s'agissait donc de reconstruire le *matérialisme historique* sur la base d'une méthodologie analytique inspirée la philosophie du langage.

À partir de 1979 se constitue le « Groupe de septembre » qui compte, outre Gérald Cohen, des auteurs comme Jon Elster, John Roemer et Philippe van Parijs. Jon Elster, notamment, a contribué au développement d'un Marxisme du choix rationnel (MCR), qui reformule la théorie de Karl Marx sur la base de l'*individualisme méthodologique*. John Roemer, pour sa part, rejette la théorie de la *valeur* travail et la loi de la baisse ten-

dancielle du taux de profit, mais il montre que l'*exploitation* peut être expliquée sur la base de l'agrégation de comportements individuels rationnels.
Plus récemment, les auteurs majeurs du marxisme analytique se sont engagés dans une réflexion qui relève davantage de la philosophie politique (à partir du concept de *justice sociale*) et ils participent aux débats qui opposent les tenants du *libéralisme* et les *communautariens*.

Mass media

Ensemble des moyens de *communication de masse*.
→ *Cultural Studies, Culture de masse, Médias, Médias (Sociologie des).*

Masse

Ensemble constitué d'un grand nombre d'*individus* d'origine et de position sociales diverses, qui ne sont pas en *interactions*. Une masse est peu structurée, ses membres sont anonymes. Les lecteurs d'un quotidien ou les téléspectateurs constituent une masse. En ce sens la masse se distingue de la *foule* qui est un ensemble d'individus rassemblés et en interaction.
Cependant, tous les sociologues ne font pas cette distinction. David Riesman intitule son ouvrage le plus marquant *La foule solitaire* et il est considéré comme un théoricien de la *société de masse*. Serge Moscovici lui aussi assimile « masse » et « foule ». Le sous-titre de son ouvrage *L'âge des foules* est *Un traité historique de psychologie des masses*. Pour lui « une masse est un ensemble transitoire d'individus égaux, anonymes et semblables, au sein duquel les idées et les émotions de chacun tendent à s'exprimer spontanément ».
Le terme « masse » est ambigu dans la mesure où il est, selon le contexte, connoté positivement ou négativement. Toute une rhétorique révolutionnaire par exemple souligne l'importance de l'action de masse, la CGT se définit comme un *syndicat* « de masse et de classe ». L'idée de masse renvoie ici à l'action majoritaire, à la force des idées et de l'action. La masse est opposée à la minorité et à l'*élite*. Mais la plupart des auteurs utilisent le terme masse avec une connotation péjorative. Pour Hannah Arendt par exemple, la masse est constituée « des gens qui, soit à cause de leur simple nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons, ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun – qu'il s'agisse de partis politiques, de conseils municipaux, d'organisations professionnelles ou de syndicats. Les masses existent en puissance dans tous les pays et constituent la majorité de ces vastes couches de gens neutres et politiquement indifférents qui votent rarement et ne s'inscrivent jamais à aucun parti ». La masse est donc atomisée, constituée d'individus sans appartenances qui se soumettent facilement à l'influence de chefs. En ce sens elle se distingue de la *classe sociale* caractérisée par sa cohésion et la conscience de ses intérêts. La massification de la *société* crée un climat propice au *totalitarisme*. La masse est aussi vulnérable à la propagande, son existence est fortement liée à l'existence de la *culture de masse*.
Pour les théoriciens de l'*École de Francfort*, cette *culture de masse*, standardisée et de niveau médiocre, contribue à assujettir les individus à l'ordre marchand. Le recours au *concept* de masse est donc généralement lié à une vision pessimiste voire désespérée des sociétés modernes : la montée de l'*individualisme*, les méfaits de l'*industrialisation* et de l'*urbanisation*, conduiraient à une disparition des *groupes primaires* et des corps intermédiaires, livrant l'individu isolé et dépolitisé à la massification. Cette vision est contestée par des travaux sociologiques qui montrent l'importance persistante des

groupes primaires (la *famille* notamment), le maintien des structures de classe, le renouvellement de l'*action collective* et des *mouvements sociaux*, etc.

→ *Consommation de masse, Culture de masse, Mass media, Médiacultures, Société de masse.*

Massification (de l'enseignement)

Expression qui décrit l'évolution quantitative des systèmes éducatifs dans lesquels un pourcentage très important (souvent plus de 90 %) de jeunes d'une *génération* accède à un niveau scolaire donné.

En France, c'est la création du « collège unique » – et donc l'ouverture du premier degré de l'enseignement secondaire à tous les élèves – qui est la principale cause du phénomène.

→ *Culture scolaire, Démocratisation de l'enseignement, École démocratique de masse, Inégalité des chances, Inflation scolaire, Système éducatif, Système scolaire.*

Matérialisme

Conception philosophique selon lequel il existe une primauté de la matière sur l'esprit. Karl Marx s'appuie sur ce *concept* à la fois dans ses travaux philosophiques portant sur le *matérialisme dialectique* et dans son analyse scientifique de l'histoire (*matérialisme historique*).

→ *Dialectique, Idéalisme, Marxisme.*

Matérialisme dialectique

Concept marxiste selon lequel on ne peut comprendre le réel dans sa totalité qu'en y découvrant des éléments contradictoires puis en opérant une synthèse de ces éléments pour en percevoir la dynamique. L'opposition entre *prolétariat* et *bourgeoisie* permet par exemple de comprendre le fonctionnement et les transformations du système capitaliste.

La philosophie marxiste est donc hégélienne dans sa dimension dialectique, mais elle s'y oppose en ce sens que Karl Marx, à la différence de Georg Hegel, est matérialiste.

→ *Dialectique, Marxisme, Matérialisme, Matérialisme historique.*

Matérialisme historique

Analyse de l'évolution historique des *sociétés* humaines proposée par Karl Marx. L'histoire est pour cet auteur une succession de *modes de production*. Pour chacun d'eux, on peut identifier une *infrastructure* et une *superstructure*. Le passage d'un mode de production à un autre s'opère de manière violente chaque fois que la dynamique des *forces productives* les fait entrer en *contradiction* avec *les rapports de production*. On peut ainsi mettre en évidence un schéma de l'histoire de l'Occident où se sont succédé les modes de production antique, féodal et capitaliste. « L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations précédentes, de ce fait, chaque génération continue donc d'une part, le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées, et, d'autre part, elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente ».

→ *Dialectique, Évolutionnisme, Marxisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique.*

Matérialisme rationnel

Terme utilisé par Gaston Bachelard qui exprime la volonté de dépasser, dans le cadre d'une *épistémologie concordataire*, l'opposition entre *matérialisme* et *rationalisme*. Pour Bachelard « le vecteur épistémologique va du rationnel au réel », mais il

s'agit bien de rendre compte de la réalité matérielle.

→ *Dualisme épistémologique, Épistémologie, Objectivité, Rationalisme critique.*

Matriarcat

Terme formé à la fin du XIX[e] siècle sur le modèle de *patriarcat*. Il s'agirait donc d'une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention du *pouvoir* par les femmes. Les anthropologues soulignent qu'aucune *société* connue ne présente d'organisation matriarcale.

Pour Nicole Echard cependant, à l'origine, le terme de matriarcat désignait une organisation sociale fondée sur la *filiation matrilinéaire* et non sur le pouvoir des femmes. Et il existe ou il a existé, en faible nombre, des sociétés à la fois matrilinéaires et *matrilocales*, comme les Mosos (ou Nas), vivant sur les hauts plateaux du sud-ouest de la Chine.

Matrice disciplinaire

Terme proposé par Thomas Kuhn pour tenir compte du caractère excessivement polysémique du terme *paradigme*. La matrice disciplinaire correspond à l'ensemble des *croyances*, des *valeurs*, des techniques qui sont partagées au sein d'une communauté scientifique.

→ *Épistémologie, Théorie.*

Matrilinéaire

→ *Filiation matrilinéaire.*

Matrilocale

On parle de résidence matrilocale lorsque, dès le *mariage*, la nouvelle *famille* réside chez la mère de la femme.

→ *Néo-locale, Patrilocale, Uxorilocale, Virilocale.*

Médiacultures

Terme forgé par les sociologues français Éric Macé et Éric Maigret pour désigner l'ensemble des pratiques sociales liées aux médias (spectacles télévisuels, lecture de la presse, utilisation d'internet, participation à des jeux vidéos en ligne, etc.). Dans la mouvance des *Cultural Studies*, l'usage de ce terme manifeste le refus du clivage traditionnel entre sociologie de la culture et sociologie des médias de masse. Cette approche remet aussi en cause l'opposition entre la *culture légitime* et la *culture de masse*. L'étude des médiacultures se situe donc en opposition avec le légitimisme culturel hérité de Pierre Bourdieu et avec la critique des industries culturelles formulée par l'*École de Francfort* car ces deux approches sont considérées comme élitistes. Les théoriciens des médiacultures mettent l'accent sur la sociologie des publics et la capacité de ces derniers à réinterpréter les produits des industries culturelles. Le public n'est donc pas un récepteur passif des productions médiatiques.

→ *Art (Sociologie de l'), Culture (Sociologie de la), Démocratie culturelle, Démocratisation culturelle, Médias (Sociologie des), Misérabilisme, Populisme, Pratiques culturelles, Public (Sociologie des), Réception (Sociologie de la).*

Médiale

Valeur du caractère statistique qui partage en deux la masse globale du caractère. La médiale M_L d'une série statistique (x_i, n_i) $1 \leq i \leq p$ est la valeur du caractère telle que 50 % de la masse globale du caractère $\sum_{i=1^0}^{p^0} n_i x_i$ prenne une valeur inférieure ou égale à M_L et 50 % prenne une valeur supérieure ou égale à M_L.

Si on considère par exemple la distribution des salaires des individus en France, la médiale est le salaire gagné par le salarié qui

permet d'atteindre la moitié de la masse salariale totale.
Il s'agit d'un indicateur de *concentration* d'une série statistique. L'écart entre la *médiane* et la médiale est d'autant plus fort que la concentration est élevée.
→ *Méthodologie statistique, Statistique descriptive.*

Médiane

Partage une population statistique quelconque en deux sous-ensembles d'effectifs égaux (lorsque les données de la distribution sont ordonnées par ordre croissant de la variable étudiée). C'est un indicateur de tendance centrale d'une distribution. Le salaire médian des salariés français par exemple, représente le salaire tel que 50 % des salariés français reçoivent un salaire inférieur ou égal à ce salaire médian et 50 % des salariés français reçoivent un salaire supérieur ou égal.
→ *Méthodologie sociologique.*

Médias

Terme utilisé en France pour désigner les moyens de *communication de masse* (Mass média) : presse quotidienne ou magazine, radio, télévision, cinéma. Les médias sont donc des supports ou des intermédiaires entre des émetteurs (d'informations, d'analyses, etc.) et des récepteurs (lecteurs, téléspectateurs, etc.). La *sociologie des médias* s'est développée à partir des années 1930 et traite d'un certain nombre de questions récurrentes :

- Quelle est l'influence des médias sur l'*opinion publique* et sur la décision politique ? (En particulier les médias font-ils l'élection ?);

- Assiste-t-on à une massification du public soumis à l'influence des médias et privé ainsi de sa capacité de réflexion critique ? (La *culture de masse* s'oppose-t-elle à une culture authentique ?);

- Le mouvement de concentration économique des médias et la proximité des *élites* médiatiques, politiques et économiques conduisent-elles à une « pensée unique » qui met en péril la *démocratie* et le pluralisme ?

Les travaux sociologiques conduisent à relativiser la thèse de la toute puissance des médias.
→ *Médiacultures, Réception (Sociologie de la), Two Step Flow.*

Médias (Sociologie des)

Branche de la *sociologie* qui se consacre à l'étude de la *communication de masse* et de ses effets sur la vie sociale.
La sociologie des médias a connu trois grandes étapes dans son évolution :

- dans un premier temps, l'accent est mis sur la puissance des médias. L'ouvrage emblématique est celui de Serge Tchakhotine, *Le viol des masses par la propagande politique* (1939). L'idée selon laquelle les médias de masse façonnent l'opinion et contribuent à un processus de massification – au sein duquel les individus perdent leur capacité de réflexion et de critique – est aussi présente dans les analyses de l'*École de Francfort*;

- dans un second temps (années 1960), l'accent est mis sur les effets limités des médias. Cette approche est notamment développée par Paul Lazarsfeld et son équipe qui mettent en avant le phénomène du *Two Step Flow*, l'importance des *groupes primaires* (*famille*, pairs, etc.) et des *leaders d'opinion*. Il y a donc une exposition sélective à l'action des médias, car les *individus* perçoivent les informations en fonction de leur position sociale, de leur âge, de leur *identification partisane*, etc.;

- depuis les années 1970, on voit se développer des études qui mettent à nouveau l'accent sur l'influence des médias en insistant sur leur *fonction d'agenda*. Les moyens

de communication de masse apparaissent désormais aux individus comme une source légitime d'information alors même que les phénomènes d'*identification partisane* s'affaiblissent et que l'influence des variables sociologiques devient plus complexe (l'*âge*, le *genre*, la *profession* se combinent pour influencer la réception des messages transmis par les médias).

➔ *Cultural Studies, Culture de masse, Effet Tocqueville, Masse, Médiacultures, Opinion publique, Réception (Sociologie de la), Spirale du silence.*

Membre

Être membre, c'est appartenir à une *communauté*, et surtout en maîtriser les productions symboliques, au premier rang desquelles le langage. La qualité de « membre » résulte donc d'un processus d'*affiliation*, qui permet de comprendre comme « allant de soi » les *rites*, les routines, les non-dits de la *communication*. Les membres partagent un savoir de *sens commun*, qui leur permet de comprendre les situations et d'agir.

Selon Harold Garfinkel, « les gens, à cause du fait qu'ils parlent un langage naturel, sont en quelque sorte engagés dans la production et la présentation objectives du savoir de sens commun de leurs affaires quotidiennes en tant que phénomènes observables et racontables ». Le membre est celui qui possède « les compétences vulgaires [...] nécessaires aux productions constitutives du phénomène quotidien de l'ordre social ».

Pour Alain Coulon, « un membre, ce n'est pas seulement une personne qui respire et qui pense. C'est une personne dotée d'un ensemble de procédures, de méthodes, d'activités, de savoir-faire, qui la rendent capable d'inventer des dispositifs d'adaptation au monde qui l'entoure ». Dans cette optique, il n'y a pas d'« ethnologie du dehors » : le chercheur devra essayer d'accéder au sens commun partagé par la communauté, et pour cela, il devra d'une certaine façon lui aussi devenir membre, pour acquérir les *compétences* nécessaires pour comprendre les *actions sociales*.

➔ *Analyse de conversation, Ethnographie constitutive, Ethnométhodologie, Rites d'interaction, Sociologie compréhensive.*

Mémoire collective

Pour Maurice Halbwachs, construction sociale issue d'une déformation et d'une simplification de l'histoire, il parle aussi de mémoire sociale. Cette mémoire collective contribue, en se focalisant sur quelques événements ou personnages marquants d'une collectivité, à forger une *identité* collective forte permettant d'assurer la cohésion et la *solidarité* au sein du groupe considéré. De plus, cette mémoire collective influence fortement les mémoires individuelles : « Il faut renoncer à l'idée que le passé se conserve tel quel dans les mémoires individuelles. [...] L'individu évoque ses souvenirs en s'aidant des cadres de la mémoire sociale ». Pour Maurice Halbwachs enfin, cette mémoire collective est inégalement répartie au sein de la *hiérarchie sociale* : très présente dans la noblesse, elle tend à s'estomper dans la *bourgeoisie* et la *classe ouvrière*.

➔ *Croyances collectives.*

Ménage

Selon l'*Insee*, le ménage est l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de *parenté*. Un ménage, au sens statistique, peut ainsi ne comprendre qu'une seule personne, ce qui n'est pas le cas des *familles*.

Mentalité

Système de représentations, mode de raisonnement, propres à un groupe. Jusqu'au

début du XX[e] siècle, cette notion est proche en France du *concept* de *culture*. Cependant, du fait notamment du rejet par les anthropologues du concept de *mentalité primitive*, il n'est plus utilisé aujourd'hui que par les historiens de l'École des Annales.

→ *Culture (Sociologie de la), Représentations collectives, Représentations sociales.*

Mentalité primitive

Mode de pensée des *cultures* primitives.

Qualifié d'évolutionniste et finalement renié par son auteur, Lucien Lévy-Bruhl, ce *concept* n'est plus utilisé.

→ *Action logique, Action non logique, Culture (Sociologie de la), Mentalité.*

Méritocratie

Désigne un système fondé sur la recherche de l'excellence, dans lequel les plus méritants obtiennent le plus d'avantages (titres, fonctions, honneurs, etc.).

Un système méritocratique se réclame donc d'une « inégalité juste » (François Dubet) : les différences de réussite ne sont dues qu'aux différences de performances, et chaque *individu* est personnellement responsable du résultat qu'il a obtenu. De ce fait, le système repose aussi sur la *croyance* en une évaluation juste et neutre : en théorie, chaque performance est évaluée selon des critères objectifs, indiscutables, et indépendants à la fois de la personne évaluée et de celui qui évalue (c'est ce qu'essaie de réaliser le système éducatif français à travers l'organisation d'examens ou de concours nationaux où les copies des candidats sont anonymes). Ce principe est au fondement de presque tous les systèmes éducatifs qui se veulent démocratiques la réussite doit être fondée sur le mérite personnel de l'élève et non sur des caractéristiques sociales.

→ *Démocratisation de l'enseignement, Échec scolaire, École démocratique de masse, Équité, Inégalité des chances, Inégalité sociale, Inflation scolaire, Justice sociale.*

Méthode aléatoire

Méthode de constitution d'un *échantillon* (encore appelée méthode probabiliste) consistant à tirer au hasard un certain nombre d'*individus* (ou d'objets). Cette méthode nécessite de disposer d'une liste complète de la population considérée (base de sondage).

→ *Méthode des quotas, Sondage d'opinion.*

Méthode biographique

Très utilisée par l'*École de Chicago* et l'*ethnographie*, mais aussi par certains historiens, elle cherche à reconstituer l'histoire de vie d'un *individu* à partir de ses propres déclarations ou de documents fournis par l'individu lui-même. La première analyse qu'en fait le chercheur est généralement soumise à nouveau à la personne concernée, pour arriver à un consensus sur l'interprétation. Cette méthode existe sous plusieurs formes (*entretiens semi-directifs*, biographies collectives, assistées…).

Préconisée en France par Daniel Bertaux pour sa capacité à analyser « l'agir en situation », cette méthode a été l'objet de critiques de Pierre Bourdieu, dénonçant « l'illusion biographique ».

→ *Méthodes qualitatives, Méthodologie sociologique, Sociologie compréhensive.*

Méthode compréhensive

→ *Compréhension, Entretien compréhensif, Sociologie compréhensive.*

Méthode de panel

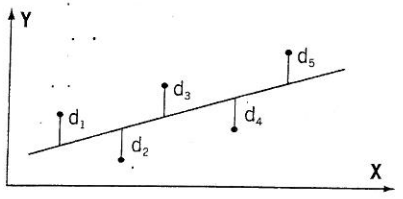
Méthode d'*enquête* par *entretiens* menés à plusieurs reprises auprès des mêmes personnes, généralement sur un même thème. Comme l'indique François Chazel, « cette particularité fait du panel une technique

appropriée à l'étude de toute décision, et par conséquent du choix électoral ». Elle a l'avantage d'une grande souplesse, car on peut planifier les entretiens dans la durée, mais elle présente le risque d'artificialiser les réponses : à force d'être interrogés, les sujets deviennent en quelque sorte des informateurs privilégiés, qui peuvent se sentir investis d'une responsabilité particulière – ce qui peut orienter leurs réponses. À l'inverse, il est parfois difficile de maintenir la stabilité du *panel* dans le temps – ce qui rend difficile l'analyse des processus et les comparaisons.

→ *Enquête, Entretien non directif, Entretien semi-directif.*

Méthode des moindres carrés

Méthode statistique permettant de trouver les valeurs des paramètres de l'équation d'une *droite de régression* ($y = ax + b$) qui minimise la somme des carrés des écarts des points représentatifs du nuage à cette droite.



Cette méthode permet donc de trouver les coefficients a et b de la droite tels que la somme des carrés des écarts d_1, d_2,... soit minimale.

→ *Analyse de régression, Régression linéaire.*

Méthode des quotas

Méthode de constitution d'un *échantillon* qui vise à reconstituer un modèle réduit de la population à étudier. L'échantillon, pour être représentatif, doit alors se répartir selon les mêmes caractéristiques et les mêmes proportions que la population totale (même répartition par sexe, *âge*, CSP, etc.).

→ *Enquête, Méthode aléatoire, Sondage d'opinion.*

Méthode des variations concomitantes

Méthode comparative employée par Émile Durkheim, qui la considérait comme « l'instrument par excellence des recherches sociologiques » et qui en fit un usage systématique dans son analyse du *suicide* : il examine par exemple la relation entre le *taux de suicide* et l'*âge*, l'appartenance religieuse, etc.

La méthode consiste à rechercher si les causes supposées d'un phénomène varient de façon simultanée et proportionnelle avec ses effets. Le but de cette méthode est le plus souvent de démontrer qu'il y a (ou qu'il n'y a pas) de rapport de *causalité*.

La place privilégiée que lui accordait Émile Durkheim (« la concomitance constante est, par elle-même, une loi ») a fait l'objet de nombreux débats dans la *sociologie* contemporaine.

→ *Corrélation, Déterminisme, Évaluation aléatoire, Fait social, Méthodologie sociologique.*

Méthode diachronique

→ *Analyse diachronique.*

Méthode explicative

→ *Explication.*

Méthode synchronique

→ *Analyse synchronique.*

Methodenstreit

Querelle des méthodes. Débat épistémologique qui oppose, à partir du début des années 1880, Carl Menger (1840-1921) et les membres de l'*École historique allemande*. Alors que Menger défend l'idée selon laquelle on doit mettre en œuvre en économie un *raisonnement hypothético-déductif* et dégager des *lois* qui ont une portée universelle, les membres de l'École historique allemande considèrent qu'il faut adopter une démarche de description historique. Selon eux, les propositions que l'on peut formuler en *sciences sociales* sont liées à un contexte particulier et que des lois éventuelles ne peuvent relever que d'une généralisation inductive.

→ *Apodictique, Assertorique, Dualisme épistémologique, Épistémologie, Induction, Inductivisme, Sciences nomologiques, Sciences idiographiques.*

Méthodes qualitatives

Méthodes d'analyse qui ne recourent ni au calcul ni aux dénombrements, mais qui privilégient les aspects qualitatifs des *actions sociales* (motivations, jugements, etc.) dans le but de les interpréter et de les comprendre. C'est le cas de la méthode « idéal-typique » de Max Weber.

L'*entretien compréhensif*, les *analyses de conversation*, les histoires de vie, sont des méthodes qualitatives très utilisées par la *sociologie* interactionniste.

→ *Compréhension, Ethnométhodologie, Expérience sociale, Idéal-type, Interactionnisme symbolique, Interprétation, Méthodologie sociologique, Sociologie compréhensive.*

Méthodes quantitatives

Méthodes qui visent à donner une appréciation chiffrée d'un phénomène, en s'appuyant sur des outils mathématiques, des statistiques, des probabilités, et en exprimant ce phénomène à travers des variables et des relations formelles entre ces variables (dépendance, *corrélation*, etc.).

→ *Analyse de contenu, Analyse de régression, Analyse de similitude, Analyse des données, Analyse en composante principale, Analyse factorielle, Analyse factorielle de correspondance, Analyse factorielle discriminante, Analyse multivariée, Méthode des moindres carrés, Méthodologie sociologique, Quantophrénie, Régression linéaire, Régression logistique.*

Méthodologie sociologique

Pour Jean Stoetzel, la méthodologie peut être définie comme « un savoir résultant d'une réflexion sur la pratique de la recherche ». Fondement de la « composante opératoire » d'une *science* (Gilles Ferréol), elle est constituée d'un ensemble de méthodes et de pratiques codifiées qui ont pour but d'assurer la validité du raisonnement. Les *sciences sociales* recourent à des méthodes comparables à celles des sciences expérimentales ou formelles (statistiques, modélisation, etc.), mais, selon Jean Claude Passeron, « dans une science sociale, le modèle est un instrument d'analyse, non de synthèse... la preuve sociologique dépend d'une argumentation qui n'est jamais formalisable dans toute sa portée... ». La *sociologie*, comme toutes les sciences dont les objets sont situés dans l'histoire, doit recourir à la comparaison et analyser des intentions et des significations. Elle est donc dans l'obligation de développer une méthodologie où, à partir de la spécification des *concepts* et de la construction des données, coexistent démarches explicatives et interprétatives, approches quantitatives et qualitatives.

→ *Analyse diachronique, Analyse synchronique, Épistémologie, Méthodes qualitatives, Méthodes quantitatives, Méthodologie*

sociologique, Sciences formelles, Sciences idiographiques, Sciences logico-formelles, Sciences nomologiques.

Microsociologie

Démarche consistant à privilégier l'analyse des *interactions* sociales et de l'expérience individuelle de la vie sociale.
Par exemple, les analyses des *interactions* sociales conduites par Erving Goffman relèvent de la microsociologie.
→ *Analyse de conversation, Ethnométhodologie, Interactionnisme symbolique, Sujet.*

Migrant

Un migrant international à long terme est un *individu* qui se rend dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle pour une période d'au moins un an : le pays de destination devient son nouveau pays de résidence habituelle, et lui-même devient alors un *immigré* dans le pays d'accueil.
→ *Émigration, Étranger, Immigration, Solde migratoire.*

Migration

D'une façon générale, désigne un mouvement de population. La migration peut être interne à un territoire national donné et concerne alors les mouvements pendulaires *villes/banlieues*, l'*exode rural* ou la *rurbanisation* par exemple. Elle peut également être internationale et désigne alors les mouvements de population d'un pays à l'autre : on parle dans ce cas d'*émigration* et d'*immigration*. Les *individus* concernés par ces flux migratoires sont des *migrants*.
→ *Émigré, Étranger, Immigré, Solde migratoire.*

Militantisme

Activité sociale consistant à s'engager ou à faire s'engager des *individus* pour défendre ou promouvoir des causes dans un cadre plus ou moins institutionnalisé : *partis politiques, syndicats, associations*, listes de diffusion... Les études sur le militantisme portent sur les raisons de l'engagement, les *trajectoires militantes*, la construction de *carrières militantes* et le désengagement de cette activité. Le militantisme participe de la *socialisation* des individus engagés soit par la transmission d'une *idéologie* particulière (permettant par exemple de bien tenir son *rôle* de militant ou de représenter l'*organisation*) soit par l'intégration des militants dans un *réseau* particulier de *sociabilité*.
→ *Action collective, Conflits, Conflits sociaux, Identité sociale, Mobilisation des ressources, Nouveaux mouvements contestataires, Luttes pour la reconnaissance, Paradoxe de l'action collective, Potentiel protestataire, Répertoire de l'action collective.*

Minorités ethniques

Groupes d'*individus* possédant un trait culturel ethnique commun (*culture*, langage, origine), sur lequel repose la distinction avec un groupe représentant la *culture dominante* et qui conduit à stigmatiser leur position sociale par rapport au groupe dominant.
→ *Ethnicisation, Ethnicité, Ethnie.*

Misérabilisme

Pour Claude Grignon et Jean Claude Passeron, représentation biaisée des *cultures populaires* où les *pratiques culturelles* ne sont plus vues que comme des manques ou des altérités dommageables par rapport à la *culture légitime* : « Nous sommes bien forcés de constater que la théorie de la légitimité culturelle, dans son usage impérialiste, engendre un légitimisme susceptible de régresser, quand il se hasarde à rendre compte des cultures populaires, vers un misérabilisme aussi ambigu que le populisme, et scientifiquement stérile ». C'est le cas par exemple lorsqu'on analyse le goût populaire comme le « goût du nécessaire »,

c'est-à-dire le seul choix qui est possible. Ce concept s'inscrit dans une critique de la sociologie de Pierre Bourdieu.

→ *Arbitraire culturel, Médiacultures, Populisme.*

Mixité sociale

Mélange de *catégories sociales* dans un espace donné, généralement défini par le lieu de résidence. La mixité sociale est un objectif de nombreuses politiques urbaines, et elles sont fondées sur le constat de la *ségrégation sociale* et urbaine, qui produit par exemple les *ghettos*. Le préjugé favorable dont bénéficie la mixité sociale repose sur l'hypothèse selon laquelle la proximité sociale – surtout pour le lieu de résidence – permet une meilleure compréhension entre les groupes, et favorise l'*intégration sociale*. C'est pourquoi les politiques de mixité sociale sont souvent considérées comme des moyens de rechercher plus de *justice sociale*. En France, le débat sur la mixité sociale a pris une importance particulière dans le domaine de l'éducation : le principe de la « carte scolaire » vise à empêcher les stratégies de ségrégation sociale, en obligeant les *familles* à inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur secteur – mais ceci n'élimine en rien le risque de la reproduction de la ségrégation résidentielle.

→ *Banlieue, Éducation (Sociologie de l'), Égalité, Équité, Inégalité des chances, Reproduction sociale.*

Mobilisation collective

→ *Action collective.*

Mobilisation des ressources

Ensemble d'analyses, né aux États-Unis dans les années 1970, qui vise à rendre compte des *mouvements sociaux*.

Erik Neveu signale la diversité de ces travaux, mais aussi leurs points communs : prendre en compte un cadre large de l'*action collective*, déplacer la question du pourquoi de la mobilisation à l'explication du comment, considérer la formation des groupes mobilisés dans une dynamique sociale et réutiliser la théorie olsonienne à travers le *concept* économique de ressource en lui ajoutant une dimension plus sociale. Dans ce cadre, Anthony Oberschall met en évidence l'importance de la *structure sociale* dans l'existence et la forme de la mobilisation. Par exemple, quand l'*organisation* d'un groupe est de type sociétaire et qu'il est fortement intégré à la *société* (un *syndicat*) il y a un potentiel de mobilisation ou de blocage. Par contre dans le cadre d'un groupe peu organisé et « segmenté » par rapport à la société, les probabilités de mobilisation sont faibles mais violentes lorsqu'elles apparaissent (émeutes frumentaires du XVIII^{e} siècle).

Charles Tilly met en avant le concept de *sociabilité* à l'intérieur d'un groupe pour expliquer la mobilisation.

→ *Conflit, Conflits sociaux, Répertoires de l'action collective.*

Mobilisation électorale

Désigne, dans un premier sens, la *participation électorale* effective. Une forte mobilisation électorale conduit à une faible abstention. Dans un second sens la mobilisation électorale désigne l'ensemble des actions mises en œuvre pour favoriser la participation des *citoyens* aux élections. Les campagnes électorales sont un exemple de cette mobilisation. Cette mobilisation n'est pas uniquement le fait des *partis politiques* qui diffusent leur offre politique et essaient de rallier des votes mais aussi d'acteurs non partisans (militants associatifs, *État*, personnalités publiques…).

→ *Comportements politiques, Culture politique, Socialisation politique, Théorème de l'électeur médian, Vote sur enjeu.*

Mobilisation sociale

→ *Mouvement social.*

Mobilité biographique

→ *Mobilité sociale intragénérationnelle.*

Mobilité brute

Désigne l'ensemble des mouvements de *mobilité sociale* dans une *société* à un moment donné. On parle également de mobilité totale. Elle se décompose en une *mobilité structurelle* et une *mobilité nette.*

→ *Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mobilité collective

→ *Mobilité sociale.*

Mobilité géographique

→ *Mobilité horizontale.*

Mobilité horizontale

Désigne la mobilité qui ne conduit pas à un changement de position dans la *hiérarchie sociale.* Il peut s'agir de mobilité géographique, c'est-à-dire d'un changement de lieu de travail tout en restant dans la même *profession* ou de *mobilité professionnelle*, c'est-à-dire de changement de secteur professionnel, ou d'*entreprise*, pour une situation de niveau social équivalent.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intragénérationnelle.*

Mobilité individuelle

→ *Mobilité sociale.*

Mobilité nette

Différence entre la *mobilité brute* (ou mobilité totale) et la *mobilité structurelle.* Par mobilité nette (ou pure), on désigne une mesure de la « perméabilité » des groupes considérés, ou de la « fluidité » de la *société*, qui seraient indépendantes des changements structurels (eux-mêmes facteurs de mobilité).

→ *Fluidité sociale, Mobilité sociale.*

Mobilité observée

Elle s'exprime à travers des taux absolus de mobilité. La *mobilité sociale* observée s'accroît si, dans une *société* donnée, la part des positions sociales de cadres supérieurs disponibles (par exemple), s'accroît.

Les sociologues de la *stratification sociale* ont substitué, à la fin des années 1970, cette distinction entre mobilité observée (ou taux absolus de mobilité) et *fluidité sociale* (ou taux relatifs de mobilité) à la distinction entre *mobilité structurelle* et *mobilité nette.*

Mobilité professionnelle

Désigne le changement de métier et/ou de *qualification* professionnelle d'un *individu.*

→ *Ascension sociale, Carrière, Mobilité horizontale, Mobilité sociale, Promotion sociale.*

Mobilité sociale

Pour Pitirim Sorokin, passage d'un *individu* (mobilité individuelle) ou d'un *groupe social* (mobilité collective) d'une *catégorie sociale* à une autre.

Alexis de Tocqueville est l'un des premiers auteurs à souligner le lien existant entre la *démocratie* et l'*égalisation des conditions.* Il met notamment en évidence le fait que dans les sociétés aristocratiques (comme la France d'Ancien Régime) les positions sociales sont héritées de *génération* en génération alors que les *sociétés démocratiques* valorisent l'égalité juridique des individus et proclament l'*égalité* des chances, ce qui implique la possibilité d'une mobilité sociale.

Aux États-Unis, les premières analyses empiriques de la mobilité sociale ont été menées par le sociologue d'origine russe Pitirim Sorokin, qui a forgé les principaux concepts utilisés par les sociologues : *mobilité horizontale, mobilité verticale, mobilité structurelle, mobilité nette.*

Aujourd'hui, dans la plupart des pays, on établit des *tables de mobilité* (*table de recrutement* et *table de destinée*), qui permettent de mesurer la *mobilité sociale intergénérationnelle.*

→ *Ascension sociale, Carrière, Destinée, Mobilité sociale intergénérationnelle, Mobilité sociale intragénérationnelle, Recrutement.*

Mobilité sociale intergénérationnelle

Désigne le fait qu'un *individu* appartient à une *catégorie sociale* différente de celle de son père. On cherche ainsi à situer les individus par rapport à leur « origine sociale ». On parle également de *mobilité verticale.*

C'est à l'étude de ce type de mobilité que les publications de l'*Insee* réservent le terme de *mobilité sociale.*

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intragénérationnelle.*

Mobilité sociale intragénérationnelle

Désigne le changement de *catégorie sociale* d'un *individu*, ou d'un groupe d'individus d'une *génération* donnée, au cours de leur vie professionnelle.

On parle également de mobilité biographique.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mobilité sociale nulle

Désigne le fait que tous les *individus* originaires d'une *catégorie sociale* donnée restent dans cette catégorie.

La probabilité d'appartenir à la catégorie sociale de son père est ainsi égale à 1.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mobilité sociale parfaite

Situation dans laquelle la probabilité, pour un *individu*, d'appartenir à la *catégorie sociale* de son père, est égale à la part de cette catégorie dans la population totale.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mobilité structurelle

Mobilité sociale entraînée par l'évolution des *structures sociales.* Les fils d'agriculteurs connaissent ainsi une mobilité sociale liée au déclin du secteur agricole. On parle également de mobilité « forcée ».

La distinction entre *mobilité nette* et mobilité structurelle a été introduite en France par Raymond Aron. Elle peut inciter à dissocier des causes économiques (de la mobilité structurelle) de causes proprement « sociales » (de la mobilité nette). Mais la distinction est purement conceptuelle : on ne saurait distinguer parmi les *individus* mobiles, ceux qui le sont « au titre » d'une de ces deux formes. Cette distinction a été abandonnée à la fin des années 1970 par les sociologues de la *stratification sociale* au profit d'une distinction entre *mobilité observée* et *fluidité sociale.*

→ *Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mobilité verticale

Désigne, pour un *individu*, le fait d'appartenir à une *catégorie sociale* différente de celle de son père. La mobilité verticale peut être ascendante ou descendante. Un fils

d'ouvrier qui devient haut fonctionnaire offre un exemple de mobilité verticale ascendante.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Mode

Dans une distribution statistique, valeur ou classe du caractère correspondant au plus grand effectif.

→ *Méthodologie sociologique.*

Mode (Sociologie de la)

L'ensemble des travaux sociologiques portant sur la mode est centré sur l'idée que ce phénomène collectif est à la fois un instrument d'*imitation* et de *distinction*. Imitation pour les catégories populaires qui cherchent à se rapprocher des standards de *consommation* des catégories dominantes et de distinction de ces dominants qui cherchent à maintenir l'écart avec les couches inférieures de la population.

Georg Simmel consacre le premier, en 1905, une étude à cette question. Pour lui, il existe une relation directe entre la structuration de la *société* en *classes sociales* et le développement des phénomènes de mode : « La mode signifie d'une part le rattachement à ceux qui ont la même position, l'unité d'un cercle qu'elle spécifie, et en même temps, le détachement de ce groupe par rapport à ceux qui sont inférieurs ».

En 1925, Edmond Goblot montre que la mode est un élément de distinction pour la *bourgeoisie* et il explique pourquoi les phénomènes de mode sont éphémères. Les comportements vestimentaires de la bourgeoisie ont pour fonction de marquer leur appartenance de classe, mais la mode a tendance à être imitée et elle s'étend au-delà de la classe. Il devient alors nécessaire d'en adopter une autre : « Quand la bonne a réussi à trop bien copier la robe de la dame, quand la petite couturière a appris à imiter la grande, ce qui était distingué est devenu commun et ne tardera pas à devenir vulgaire : il est nécessaire de le changer. La mode ne peut être signe de classe que pendant le temps très court où elle n'est ni trop nouvelle ni trop ancienne; il faut donc qu'elle évolue sans cesse. Elle est d'abord une barrière, mais une barrière mouvante : tant de gens la franchissent, élargissant l'enceinte en y pénétrant, que la démarcation ne se trouve bientôt plus où il faudrait. Une autre barrière la remplace ».

Enfin, à la fin des années 1970, Pierre Bourdieu analyse la dimension sociologique des phénomènes de mode selon deux axes :

- d'une part, la mode vestimentaire est un élément de distinction pour la *classe dominante*;
- d'autre part, il existe un *champ* particulier, celui de la haute couture, à l'intérieur duquel « les dominants sont ceux qui détiennent au plus haut degré le pouvoir de constituer des objets comme rares par le procédé de la "griffe"; ceux dont la "griffe" a le plus de prix ».

Les phénomènes de mode résultent souvent de la rencontre d'un *groupe social* dominant et un créateur, lui-même dominant de la haute couture : « La révolution du prêt-à-porter est née de la rencontre entre les dispositions d'un couturier (Courrèges) occupant une position particulière dans le *champ* de la mode et le *style de vie* « moderne » « dynamique » et « décontracté » de la nouvelle bourgeoisie ».

→ *Besoin, Consommation (Sociologie de la).*

Mode de production

Concept marxiste, désignant un ensemble formé par les relations entre une *infrastructure* et une *superstructure*.

Chaque mode de production (asiatique, antique, féodal, capitaliste) est caractérisé par un *rapport de production* qui détermine

le mode spécifique d'*exploitation* : le *salariat* dans le mode de production capitaliste.
→ *Forces productives, Marchandise, Marxisme.*

Mode de production antique

Chez Karl Marx, *mode de production* caractéristique de l'antiquité et qui est fondé sur l'*esclavage* comme *rapport de production* principal. Il s'agit du premier mode de production dans la vision marxiste de l'histoire de l'humanité comme succession de modes de production.
→ *Bourgeoisie, Forces productives, Lutte des classes, Marxisme, Prolétariat, Révolution.*

Mode de production capitaliste

Chez Karl Marx, *mode de production* qui caractérise la *société industrielle* et qui est fondé sur le *salariat* comme *rapport de production* principal. Il succède au *mode de production féodal* dans la vision marxiste de l'histoire de l'humanité comme succession de modes de production.
→ *Bourgeoisie, Forces productives, Lutte des classes, Marxisme, Prolétariat, Révolution.*

Mode de production féodal

Chez Karl Marx, *mode de production* qui caractérise la société d'ancien régime et qui est fondé sur le *servage* comme *rapport de production* principal. Il succède *au mode de production antique* dans la vision marxiste de l'histoire de l'humanité comme succession de modes de production.
→ *Aristocratie, Bourgeoisie, Forces productives, Lutte des classes, Marxisme, Noblesse, Prolétariat, Révolution.*

Mode de vie

Par opposition au *niveau de vie* qui se mesure, le mode de vie est une *notion* qualitative qui désigne les manières de vivre et les habitudes de *consommation* caractéristiques d'un *individu* ou d'un *groupe social*.
Les sociologues étudient et cherchent à expliquer les différences de modes de vie selon la *catégorie sociale* en montrant qu'elles ne dépendent pas que du revenu.
Ainsi, Maurice Halbwachs identifie un mode de vie *ouvrier* déterminé par la *culture* propre à ce groupe, c'est-à-dire les goûts et les pratiques socialement valorisés en son sein. Ce mode de vie se distingue par exemple de celui des *employés*.
La notion de genre de vie est parfois utilisée comme synonyme de mode de vie.
→ *Consommation (Sociologie de la).*

Modèle

Construction intellectuelle abstraite, souvent formalisée, qui vise à rendre compte d'un phénomène ou d'un ensemble de phénomènes.
Le terme « modèle » est parfois utilisé comme synonyme de « *théorie* » ou de « *paradigme* ». Cependant, il semble préférable de le réserver à des objets plus restreints : une théorie est une famille de modèles traitant de divers aspects de la réalité.
Selon Raymond Boudon et François Bourricaud, on est en présence d'un modèle lorsque la théorie explicative d'un phénomène « prend la forme d'un ensemble de propositions d'où il est possible de déduire de façon mécanique un ensemble de conséquences directement liées au phénomène étudié ».
Par exemple, Karl Marx propose un modèle de la dynamique du *capitalisme* en articulant les *concepts* de *mode de production*, de *lutte des classes*, de *paupérisation*, de baisse tendancielle du taux de profit, etc.
Raymond Boudon, pour sa part, propose un modèle de production des inégalités

scolaires par la combinaison de décisions individuelles rationnelles.

→ *Idéal-type, Méthodologie, Schèmes d'intelligibilité, Sciences empirico-formelles, Sciences formelles, Sciences logico-formelles.*

Modèle du choix rationnel

→ *Choix rationnel (Théorie du).*

Modèle omnivore/univore

Approche en sociologie de la *culture* qui montre que les *classes dominantes* sont caractérisées par l'éclectisme culturel plutôt que par la pratique exclusive de la *culture légitime*. Cette analyse a été formulée par le sociologue américain Richard Peterson en 1992. Il montre que c'est la variabilité des goûts et des pratiques « l'omnivorité » qui est à l'origine de la *distinction* et non pas la connaissance unique de la *culture légitime*, le « snobisme intellectuel ». Ce sont au contraire les *classes populaires* qui ont des pratiques peu diversifiées et exclusives « l'univorité ». Il relativise ainsi la *théorie* de la légitimité culturelle élaborée par Pierre Bourdieu mais confirme la volonté de *distinction* des dominants.

→ *Arbitraire culturel, Capital culturel, Culture (Sociologie de la), Culture illégitime, Culture dominante, Culture dominée, Culture du pauvre, Culture ouvrière, Culture populaire, Dissonance culturelle, Habitus, Violence symbolique.*

Modernité

Terme qui désigne à la fois une période historique et une conception du monde. D'un point de vue historique, l'époque moderne débute pour les historiens avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492). Cette période est marquée par la Réforme protestante au XVI^e siècle, les deux Révolutions anglaises du XVII^e siècle qui mettent en avant le parlementarisme et la protection des *libertés civiles*, le siècle des Lumières qui proclame la primauté de la Raison, les Révolutions américaine (1776) et française (1789). Le XIX^e siècle marque le début de l'époque contemporaine pour les historiens, mais d'un point de vue sociologique, c'est la modernité qui se prolonge notamment à travers le développement du *capitalisme* et de l'*industrialisation*.

Pour Anthony Giddens, la modernité a ainsi quatre dimensions : le capitalisme, l'industrialisation, la mise en place d'un appareil administratif de gestion de l'information et le contrôle des moyens de *violence*.

En tant que conception du monde, la modernité met l'accent sur la liberté individuelle contre le *pouvoir* absolu, sur le progrès contre la *tradition*, sur la raison contre l'obscurantisme. Elle est donc un projet d'émancipation individuelle et collective en même temps qu'un projet de maîtrise du réel (au moyen des *connaissances* scientifiques notamment).

La *sociologie* classique prend naissance pour rendre compte des transformations sociales liées à la modernité. Les principaux *concepts* sociologiques : *communauté, société, solidarité mécanique, solidarité organique, sécularisation, désenchantement du monde, rationalisation*, visent précisément à en rendre compte.

La modernité est soumise aux critiques des théoriciens de l'*École de Francfort* et des tenants de la *postmodernité* qui considèrent qu'elle n'a pas tenu ses promesses et qu'elle produit l'*aliénation*, la *bureaucratisation*, le règne sans partage

du *marché*, la massification plutôt que l'émancipation.
D'autres auteurs pensent au contraire qu'une *seconde modernité* (Anthony Giddens) ou une *modernité réflexive* (Ulrich Beck) se développe depuis les années 1960 et qu'en dépit des événements historiques qui marquent le XX^e siècle (guerres, *totalitarisme*, extermination des juifs d'Europe, etc.) le projet des Lumières conserve sa portée progressiste.
Selon Alain Touraine, « l'idée de modernité, sous sa forme la plus ambitieuse, fut l'affirmation que l'homme est ce qu'il fait, que doit donc exister une correspondance de plus en plus étroite entre la production, rendue plus efficace par la science, la technologie ou l'administration, l'organisation de la société réglée par la loi et la vie personnelle, animée par l'intérêt, mais aussi par la volonté de se libérer de toutes les contraintes. Sur quoi repose cette correspondance d'une culture scientifique, d'une société ordonnée et d'individus libres, sinon sur le triomphe de la raison ? ».
→ *État de droit, Individualisme, Individualisation, Libéralisme, Masse, Modernité liquide, Modernité réflexive, Seconde modernité, Société du risque.*

Modernité liquide

Expression due à Zygmunt Bauman, qui considère que « la société moderne liquide est celle où les conditions dans lesquelles ses membres agissent changent en moins de temps qu'il ne faut aux modes d'action pour se figer en habitudes et en routines ». L'expérience ne peut plus servir à prévoir, et les *relations sociales* sont marquées par la *précarité*, les biens matériels et les rapports sociaux perdent très rapidement leur utilité, et les acteurs sociaux doivent sans cesse reconstruire leur *identité* : dans la « vie liquide », l'obsolescence accélérée frappe les biens de consommation, mais aussi les compétences sociales, comme le montre le succès de la notion « d'éducation tout au long de la vie ».
→ *Désinstitutionnalisation, Modernité, Modernité réflexive, Postmodernité.*

Modernité radicale

Caractéristique des *sociétés* occidentales contemporaines où le poids des contextes sociaux et des relations interpersonnelles diminue, conduisant à un éclatement des *identités* sociales, de plus en plus mouvantes. Cette expression renvoie aux travaux d'Anthony Giddens, qui souligne le caractère de plus en plus abstrait des *institutions*, la croissance de la *réflexivité* dans les actions sociales, et la « dé-localisation » du social : dans une société marquée par la surinformation, la complexité et l'incertitude, les cadres spatiaux de l'action s'affaiblissent (comme le montre le développement des *réseaux sociaux* virtuels ou à distance sur Internet).
→ *Modernité liquide, Modernité réflexive, Société du risque.*

Modernité réflexive

Selon Ulrich Beck, forme de modernité qui caractérise les sociétés contemporaines, confrontées à la nécessité de gérer les menaces qui découlent de leur propre développement : dans « l'impossibilité d'imputer des situations de menaces à des causes externes [...] la société est aujourd'hui confrontée à elle-même » – d'où l'adjectif « réflexive ». Elle constitue une nouvelle forme de *modernité*, la première étant celle de la modernisation industrielle du XIX^e siècle, caractérisée par les inégalités de répartition des richesses. Cette deuxième phase n'est pas la continuation de la société industrielle, mais au contraire sa remise en cause

radicale : « la modernisation efface les contours de la société industrielle ». La modernité industrielle avait pour but de « rentabiliser la nature », la modernité réflexive doit résoudre des problèmes qui sont eux-mêmes le produit de la modernisation, celui des menaces et des dangers produits par la société industrielle, et « systématiquement amplifiés par son développement ».
→ *Industrialisation, Postmodernité, Société industrielle.*

Moi

→ *Identité.*

Monarchie

La monarchie est un système politique dans lequel un seul *individu* exerce le *pouvoir*. La monarchie peut être héréditaire (transmission héréditaire de la fonction royale) ou elle peut être élective.
Certaines monarchies reposent sur le pouvoir absolu du monarque, d'autres sont des monarchies constitutionnelles, fonctionnant dans le cadre démocratique, au sein desquelles le monarque exerce une fonction surtout symbolique et protocolaire.
→ *Noblesse.*

Monde vécu

Désigne le monde de la vie quotidienne au sein duquel les *acteurs sociaux* puisent le contexte de leurs *interactions* et le contenu de leurs échanges langagiers.
Ce terme est utilisé par Alfred Schütz, Thomas Luckmann, Peter Berger et Jürgen Habermas notamment.
Traduction de l'allemand Lebenswelt.
→ *Agir communicationnel, École de Francfort, Phénoménologie.*

Mondialisation culturelle

Désigne l'internationalisation des échanges de *biens culturels* (cinéma, musique) et de consommation (hamburger, jeans) et les conséquences des phénomènes d'*acculturation* qui en découlent.

- Pour certains, la mondialisation culturelle peut entraîner l'uniformisation des *pratiques culturelles*. Cette conception relève de la thèse de l'impérialisme culturel, qui conçoit la mondialisation comme la domination des pays les plus puissants, notamment les États-Unis, sur les autres. Dans cette perspective, la mondialisation culturelle justifie des stratégies de protection des *cultures* locales ou nationales (politique de l'exception culturelle en Europe par exemple).

- Cependant, les études anthropologiques et sociologiques montrent que les phénomènes d'acculturation issus de la mondialisation culturelle ne conduisent pas à l'uniformisation. En effet on assiste à une reconstruction, dans chaque espace culture, des significations de l'ensemble des biens culturels mondialisés : composition du hamburger différente en fonction des pays, manière distincte d'interpréter une série télévisée comme Dallas... Dans ce cadre, les théories de la *réception* montrent les réactions et adaptations du *public* de régions et de pays différents à la mondialisation culturelle.
→ *Cultural studies, Culture (Sociologie de la), Politique culturelle, Syncrétisme culturel.*

Monisme épistémologique

Conception épistémologique selon laquelle les *sciences de la nature* et les *sciences sociales* obéissent aux mêmes règles épistémologiques : cohérence interne et corroboration empirique.
→ *Épistémologie.*

Monogamie

Règle de *parenté* qui interdit à un *individu* d'avoir plus d'un conjoint en même temps.
→ *Choix du conjoint, Couple, Famille conjugale, Mariage, Polygamie.*

Monographie

Travail de recherche qui privilégie l'approche empirique et qui, au sens étymologique, vise à « décrire un objet unique ». Il s'agit de dresser un tableau aussi complet que possible (du point de vue qualitatif et quantitatif) d'une situation sociale ou d'un ensemble de comportements strictement délimités.
Cette méthode a été très utilisée par l'*École de Chicago*. Elle l'est aussi par l'*ethnographie* et l'*anthropologie culturelle*, la *sociologie rurale*, l'histoire, la géographie, etc.

Morale

Ensemble d'idées qui, au sein d'une *société*, justifie ce qui est permis, prescrit ou interdit. La morale est donc fondée sur des *valeurs*, elle est sous-jacente aux normes juridiques et aux *normes sociales*.
Le plus souvent le terme « morale » est utilisé comme synonyme du terme « *éthique* ». Selon Patrick Pharo, la morale exprime « le sens et les valeurs d'un certain ordre normatif de la vie sociale ».
→ *Morale (Sociologie de la).*

Morale (Sociologie de la)

La réflexion sur la *morale* est constitutive de la *sociologie*.
Pour Émile Durkheim, qui considère que les faits moraux constituent un sous-ensemble des *faits sociaux*, comme pour Max Weber qui s'interroge sur les liens entre l'*éthique protestante* et l'*esprit du capitalisme*, la sociologie doit prendre pour *objet* les questions morales ou éthiques.
Cependant la sociologie morale a connu une longue éclipse avant de faire l'objet de travaux de plus en plus nombreux à partir de la fin des années 1970.
Selon Patrick Pharo, on peut distinguer trois approches principales en ce qui concerne la sociologie de la morale :

- l'approche socioculturelle (qui trouve son origine chez Émile Durkheim) met l'accent sur les différences concernant les normes et les pratiques dans des contextes sociaux et culturels différents. On soulignera que tel acte, prohibé dans une *société*, est approuvé ou prescrit dans une autre. Les normes juridiques et sociales peuvent avoir un sens différent et peuvent se voir attribuer une importance différente dans diverses sociétés ou groupes sociaux.

Les travaux de Talcott Parsons ou ceux du courant culturaliste (Margaret Mead, Ruth Benedict) illustrent cette approche de la sociologie de la morale;

- l'approche cognitiviste (qui trouve son origine chez Max Weber) met l'accent sur le contenu des énoncés moraux et sur leurs justifications rationnelles. Par exemple, il ne suffit pas de constater que la condamnation de l'avortement est plus fréquente dans tel *groupe social* ou dans telle société, il faut dans cette perspective s'intéresser au contenu des arguments qui fondent l'adhésion des *individus* à cette position morale ou à la position inverse. Les travaux de Raymond Boudon sur la *rationalité des valeurs* ou ceux de Jürgen Habermas sur l'*agir communicationnel* et l'*éthique de la discussion* illustrent cette deuxième approche;

- l'approche naturaliste se construit dans le prolongement du *darwinisme social* et de la *sociobiologie*. Il s'agit de considérer la morale comme le produit de capacités naturelles (de type neurobiologiques) et d'un processus de sélection naturelle. Si ces approches naturalistes sont parfois considérées comme extérieures à la sociologie, il semble cependant difficile de ne pas prendre en compte les avancées des sciences du vivant, des sciences cognitives et des théories de l'évolution dans l'explication des phénomènes sociaux.

Patrick Pharo insiste sur le fait que les approches socioculturelles et cognitivistes doivent être articulées.

→ *Droit (Sociologie du), Fait social, Guerre des dieux, Polythéisme des valeurs, Relativisme.*

Moratoire électoral

Forme d'abstentionnisme qui se traduit par un retrait temporaire de la « scène électorale ». Pour Anne Muxel ce phénomène concerne essentiellement les moins de 40 ans : « Après le premier vote, les jeunes se désinvestissent de la politique et se consacrent à leurs études, à leur installation professionnelle ou à la construction d'une vie conjugale. » Le taux d'abstention plus élevé parmi les jeunes n'est donc pas un *effet de génération* mais un *effet d'âge* et il ne manifeste pas un désintérêt global pour la politique.

→ *Sociologie électorale, Variables lourdes du comportement électoral.*

Morphologie sociale

Pour Émile Durkheim, branche de la *sociologie* qui étudie les formes structurelles que prennent les *sociétés* humaines en fonction de leur évolution démographique et de leur environnement.

Ce *concept* est développé et élargi par Maurice Halbwachs qui montre notamment qu'il peut exister une morphologie sociale de la *famille*, de l'*État*, de l'*Église*, etc.

Mortalité différentielle

Inégalité des *taux de mortalité* selon le *genre*, la *catégorie sociale*, la situation familiale, l'emploi, le diplôme ou la localisation géographique, etc.

En ce qui concerne le genre par exemple, en France, selon l'Insee, l'*espérance de vie* à la naissance était en 2011 de 78,2 ans pour les hommes et de 84,8 ans pour les femmes. Depuis 1994, les gains moyens d'espérance de vie sont de trois mois par an pour les hommes et deux mois par an pour les femmes. L'écart hommes-femmes, relativement important en France par rapport à d'autres pays européens, a donc tendance à se réduire.

Isabelle Robert-Bobée et Christian Monteil montrent par ailleurs que les facteurs professionnels et les facteurs familiaux cumulent leurs effets sur la mortalité :

- le diplôme apparaît pour les femmes plus déterminant dans l'explication des différentiels de mortalité que la position sociale, contrairement aux hommes. Une interprétation possible peut être l'impact de risques professionnels plus importants pour les hommes et d'un comportement de prévention lié au diplôme plus développé chez les femmes;

- le *mariage* réduit fortement les risques de mortalité par rapport aux situations de célibat, veuvage ou *divorce*. Avoir deux enfants ou plus réduit encore d'autant plus fortement ces risques. Les auteurs insistent sur le fait que ces *corrélations* n'impliquent cependant pas des *causalités* et qu'un des facteurs cachés qui conditionne à la fois le risque de décès et la probabilité d'être marié ou d'avoir des enfants est vraisemblablement à chercher du côté de l'état de santé.

En ce qui concerne les différences sociales de mortalité, ce sont toujours les *ouvriers* qui ont l'espérance de vie à 35 ans la moins longue et les membres de la catégorie cadres et professions intellectuelles supérieures la plus longue : sur la période 2000-2008, elle est de 40,9 ans pour les ouvriers (48,7 ans pour les femmes) contre 47,2 ans pour les hommes *cadres* ou exerçant une profession intellectuelle supérieure (51,7 ans pour les femmes). Ces différences sont expliquées par un cumul de facteurs liés aux conditions de travail, aux comportements et aux *modes de vie*. Les ouvriers occupent notamment des emplois physiquement plus péni-

bles et qui les exposent plus souvent à des risques professionnels, ils consultent plus tardivement les médecins, portent une attention moindre à leur santé (alimentation, sport, prévention, etc.), fument davantage et consomment également davantage d'alcool.

Ces différences sociales sont plus marquées pour les hommes que pour les femmes.

Les écarts entre les hommes s'atténuent avec l'avancée en âge, mais les écarts de mortalité entre milieux sociaux se sont accrus au fil du temps pour les hommes.

Enfin, il existe des différences de mortalité selon la région habitée au moment du décès.

→ *Indice standardisé de mortalité, Taux de mortalité.*

Mouvement naturel

En *démographie*, le mouvement naturel est la variation (positive ou négative) de l'effectif de la *population* qui résulte de l'effet combiné de la natalité (nombre des naissances) et de la mortalité (nombre des décès).

Le *taux d'accroissement naturel* est égal à la différence entre le *taux de natalité* et le *taux de mortalité.*

→ *Indice conjoncturel de fécondité, Solde naturel.*

Mouvement ouvrier

Au sens courant, ensemble des organisations ouvrières (*syndicats, partis politiques*...).

Chez Alain Touraine, *mouvement social* central de la *société industrielle* qui voit s'opposer les *ouvriers* et la *bourgeoisie* industrielle : « Dans la société industrielle, le mouvement ouvrier et celui des maîtres des entreprises, c'est-à-dire les acteurs du conflit industriel, sont les acteurs historiques à partir desquels doit être compris l'ensemble de la société ».

→ *Conflit, Conflits sociaux, Négociation collective, Paritarisme, Représentation des salariés, Société postindustrielle, Système d'action historique.*

Mouvement social

Pour François Chazel, « entreprise collective de protestation et de contestation visant à imposer des changements –, d'une importance variable – dans la structure sociale et/ou politique par le recours fréquent – mais pas nécessairement exclusif – à des moyens non institutionnalisés ». Le mouvement social est donc une *action collective* particulière.

Pour Alain Touraine, il désigne « la conduite collective d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction sociale de l'*historicité* dans une collectivité concrète ». Il est la combinaison de trois principes :

- le principe d'identité qui représente la définition de l'*acteur* par lui-même dans son *conflit* avec son adversaire : « C'est le conflit qui constitue et organise l'acteur » ; l'expression de soi fait apparaître le principe d'identité ;
- le principe d'opposition où le conflit fait émerger la conscience des acteurs en présence : « Le conflit fait surgir l'adversaire » ;
- le principe de totalité, qui est le *système d'action historique*, c'est-à-dire un projet social alternatif, « dont les adversaires, situés dans la double dialectique des classes sociales, se disputent la domination ».

Le mouvement pour les libertés civiques dans la société marchande et le *mouvement ouvrier* dans la *société industrielle* sont des exemples de mou-

vements sociaux dans le sens restrictif donné par Alain Touraine.
→ *Action (Sociologie de l'), Acteur collectif, Action collective, Coalition de cause, Conflits sociaux, Grève, Groupe d'intérêt, Manifestation, Négociation collective, Représentation des salariés.*

Mouvements migratoires

Les mouvements migratoires (ou migrations) sont des déplacements de *population* :

- ces déplacements peuvent se produire à l'intérieur du territoire d'un *État*. Par exemple, en France, on parle de migrations du nord vers le sud à l'occasion des vacances d'été. L'*exode rural* est un mouvement migratoire en provenance de l'espace rural et en direction de l'espace urbain. On parle de migrations pendulaires autour des villes pour désigner le fait que les habitants des zones périurbaines se rendent en ville le matin pour y travailler et en repartent le soir;

- d'autres mouvements migratoires sont des déplacements de population d'un État vers un autre. On parle alors de migrations internationales. L'*immigration* est le déplacement qui conduit un *individu* à entrer dans un pays, l'*émigration* est le mouvement qui conduit un individu à quitter un pays. Tout mouvement migratoire international est donc une émigration pour le pays de départ et une immigration pour le pays d'arrivée. Pour un pays donné, le *solde migratoire* (ou migration nette) est la différence entre l'immigration et l'émigration. La mesure des mouvements migratoires pose de difficiles problèmes de définition et d'enregistrement. Dans certains pays existent des registres de population sur lesquels les résidents d'une commune doivent se faire inscrire à leur arrivée et se faire radier à leur départ. Un tel système permet une bonne mesure des migrations internes comme des migrations internationales, mais certains pays considèrent qu'il est trop contraignant et qu'il menace les libertés. Les mouvements migratoires sont donc mesurés à l'occasion d'*enquêtes* (recensements) ou par des mesures administratives (délivrance de visas, de titres de séjour, etc.).
→ *Immigrant, Immigré.*

Moyenne

Indicateur de tendance centrale d'une distribution statistique. On calcule notamment une moyenne arithmétique simple d'une variable numérique en additionnant les valeurs de toutes les observations incluses dans un ensemble de données, puis en divisant cette somme par le nombre d'observations qui font partie de l'ensemble.
Pour le calcul d'une moyenne pondérée, on pondère chaque valeur du caractère observé par le nombre d'observations prenant cette valeur.
→ *Méthodologie sociologique.*

Moyennisation

Processus se traduisant par une croissance forte de la part des *classes moyennes* dans la *société*, conduisant à l'effacement des frontières de classes et à une réduction des inégalités.
La thèse de la moyennisation est notamment défendue par Henri Mendras dans *La seconde révolution française*, qui évoque le développement de la *constellation centrale*. Il compare ainsi la société française à un riche tapis persan : « Sur une trame extrêmement fine de réseaux sociaux innombrables se nouent des relations sociales qui obéissent à des règles de savoir-vivre variées, selon les constellations et les galaxies, mais sans contrastes majeurs : un fondu de tonalités plutôt qu'un jeu de couleurs violentes. La complexité et l'enchevêtrement des mœurs et des réseaux sociaux oblitèrent toutes les frontières sociales et

géographiques sans les faire disparaître. Cette structure nouvelle offre une extrême mobilité aux individus, aux mœurs et aux institutions, sans pour autant entraîner aucune déchirure majeure. Dans cette infinie variété de groupes et d'agencements chacun s'invente soi-même et suit ainsi le précepte de la sagesse antique ».

Il faut noter que certains sociologues des *classes moyennes*, tout en critiquant la thèse marxiste de la *polarisation des classes sociales*, réfutent l'idée d'une moyennisation de la société française : il existe ainsi un troisième pôle dans la *stratification sociale* (les classes moyennes) qui n'a pas fait disparaître pour autant la *classe ouvrière* et la *bourgeoisie*. Pour Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot par exemple, « la bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à sa position, dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir être mobilisée ».

→ *Classe en soi, Classe pour soi, Classe sociale, Nouvelle classe moyenne, Nouvelle petite bourgeoisie, Nouvelles couches moyennes salariées, Réseaux sociaux, Spirale des classes sociales.*

Moyens de production

Chez Karl Marx, les moyens de production sont constitués par l'ensemble des « marchandises destinées par leur forme à la consommation productive ». Il s'agit des outils, des machines, des matières premières, des consommations intermédiaires et, dans le *capitalisme* où elle est une *marchandise*, de la *force de travail*. Les moyens de production ne sont donc du *capital* que dans le cadre des *rapports de production* capitalistes. Dans une économie marchande simple, les moyens de production ne sont pas du capital au sens de Karl Marx (ils ne servent pas à produire de la *plus-value*). Pour lui, le capitalisme se caractérise par l'appropriation privée des moyens de production, alors que le *socialisme* repose sur leur appropriation collective.

Multiculturalisme

Ensemble des courants de pensée nés aux États-Unis dans les années 1960 qui ont pour but la reconnaissance des *cultures* particulières à des minorités (ethniques, linguistiques, religieuses, sexuelles). Le multiculturalisme s'oppose à l'idée que la *cohésion sociale* d'une *nation* est le résultat d'une *intégration* à une même *culture dominante*. Plusieurs conceptions s'opposent :

- un modèle libéral où les différences sont de l'ordre du privé et où tous les *individus* partagent des *valeurs* communes constitutives de la *société* à laquelle ils appartiennent;
- un modèle *communautarien* où les différences culturelles fondent l'*identité* d'un sous-groupe et doivent être reconnues et prises en compte par la société globale;
- un modèle libéral multiculturel, qui représente une position *médiane*, où les appartenances culturelles particulières doivent être prises en considération mais où demeure un socle culturel commun.

→ *Communautarisme, Conflits culturels, Culture (Sociologie de la), Discrimination positive, Individualisme particulariste, Mondialisation culturelle.*

Mutuellisme

Mouvement associatif ayant pour but de couvrir ses membres contre les *risques sociaux* dans une logique de *solidarité* volontaire. Nées de la révolution industrielle, les caisses de secours mutuel (dans les secteurs du textile, de la mine, de la verrerie par exemple) fonctionnent sur le modèle de l'*assurance* : mutualisation des cotisations pour financer la solidarité envers les blessés, malades ou vieillards.

Pour Pierre-Joseph Proudhon, le mutuellisme est une autre voie possible au-delà du capitalisme et du communisme, une synthèse entre propriété et communauté. Il est l'application d'un nouveau *contrat social* par lequel les travailleurs se garantissent des services réciproques. Aujourd'hui en France, le mouvement mutualiste joue un rôle économique et social important, notamment dans la couverture complémentaire du risque maladie et dans le domaine de la banque et de l'assurance.

→ *Économie sociale.*

Mythe

Récit fondateur qui appartient à la tradition orale et qui propose une vision cohérente (même si elle se distingue de l'analyse scientifique) des phénomènes naturels et sociaux qui marquent l'histoire d'une population. Les mythes proposent ainsi des interprétations de l'origine du monde et de l'homme, des guerres, des tempêtes, etc.

→ *Mythologie, Totem.*

Mythologie

Une mythologie est un ensemble de *mythes* plus ou moins fortement articulés entre eux. Les mythes et mythologies ne sont pas propres aux *sociétés* traditionnelles, Roland Barthes, notamment, a montré que les sociétés modernes étaient, elles aussi, créatrices de mythes.

N

Nation

Vient du latin *natio* qui renvoie à l'idée de peuple et de « race » et à l'idée de naissance. Il est difficile de définir la nation sans faire référence à l'*État nation* et au *nationalisme*. Pour Ernest Gellner, c'est le nationalisme qui crée la nation, mais cette thèse est controversée. L'idée de nation joue un rôle important en France au moment de la Révolution française, puis dans toute l'Europe au XIX[e] siècle (avec la question des nationalités qui conduit à l'unité italienne, à l'unité allemande, mais aussi à de vives tensions en Europe centrale et dans les Balkans).

On considère généralement qu'il existe aujourd'hui deux conceptions de la nation :

- la première, qualifiée souvent de conception ethnique, considère que la nation est un groupement humain qui partage une langue, une *culture*, souvent une *religion*. La nation est dans ce cas liée au sol et à la *filiation* (*droit du sang*). Cette conception a notamment été défendue par Johann Gottfried Fichte en 1808 dans son *Discours à la nation allemande*;

- la seconde, qualifiée souvent de conception élective, conteste le lien entre la « race », le sol et la nation et souligne au contraire que la nation est une construction historique et qu'elle résulte d'une volonté de vivre ensemble. Cette conception a notamment été défendue par Ernest Renan dans sa conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882). Pour lui, « une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis ». Il ajoute que la nation est « un plébiscite de tous les jours ».

Pour Dominique Schnapper « la nation se définit par sa souveraineté qui s'exerce, à l'intérieur, pour intégrer les populations qu'elle inclut et, à l'extérieur, pour s'affirmer en tant que sujet historique dans un ordre mondial fondé sur l'existence et les relations entre nations-unités politiques. Mais sa spécificité est qu'elle intègre les populations en une communauté de citoyens, dont l'existence légitime l'action intérieure et extérieure de l'État ». Pour elle, la nation se distingue de l'*ethnie* car cette dernière n'est pas organisée politiquement.

→ *Citoyenneté, Citoyenneté multiculturelle, Citoyenneté post-nationale, État, Identité nationale, Populisme, République, Souveraineté.*

Nationalisme

Doctrine politique ou *idéologie* qui attribue à la *nation* un rôle décisif dans l'histoire et dans la vie politique.

Pour les nationalistes, un *individu* se définit d'abord par son appartenance à une nation. Selon Ernest Gellner : « Le nationalisme est essentiellement un principe politique qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes ».
Le nationalisme est ambigu :

- il existe un nationalisme révolutionnaire en France au moment de la Révolution de 1789. La défense de la nation, contre les forces étrangères qui entendent rétablir la monarchie, s'identifie à la défense des acquis de la Révolution française et suppose le dépassement des particularismes provinciaux. Cette conception du nationalisme se retrouve chez l'historien Jules Michelet. Pour lui, le nationalisme s'articule au souvenir de la Révolution, il n'est pas xénophobe et considère que la France a pour mission de faire triompher dans le monde la liberté et la paix;

- il existe un nationalisme conservateur ou réactionnaire qui s'exprime en France au XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ sous la plume de Maurice Barrès ou de Charles Maurras. Ce nationalisme s'oppose au cosmopolitisme des libéraux et à l'universalisme socialiste. Contre les idées de Karl Marx, qui affirmait que « les prolétaires n'ont pas de patrie », les nationalistes exaltent la *tradition*, la « race », l'enracinement dans le sol de la patrie. Ce nationalisme se réclame de la tradition, il est souvent raciste et xénophobe et repose sur une conception ethnique de la nation;

- il existe un nationalisme anti-impérialiste qui est le fondement des luttes anticoloniales et qui débouche sur la revendication de l'indépendance nationale.

→ *État nation, Ethnie, Identité nationale, Populisme, Racisme.*

Nationalité

D'un point de vue juridique, lien entre un *individu* et un *État*, qui permet de distinguer les *étrangers* des nationaux. On parle de la nationalité française, allemande, etc.

Le droit international stipule qu'il revient à chaque État de définir dans sa législation quels sont ses nationaux et comment on acquiert ou on perd la nationalité de cet État.

La Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 indique : « Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit de changer de nationalité ». D'un point de vue sociologique ou politique, la nationalité est le lien entre un individu et une *nation*. Comme la plupart des États sont des *États nations*, les deux conceptions coïncident, mais il n'en va pas toujours ainsi. En URSS, les individus avaient la nationalité soviétique au sens juridique, mais leurs papiers d'identité indiquaient aussi leur nationalité au sens culturel (Géorgien, Ouzbek, etc.).

Aujourd'hui, un individu peut être de nationalité turque ou irakienne d'un point de vue juridique, mais avoir le sentiment d'appartenir à la nation kurde.

→ *Citoyen, Citoyenneté, Droit du sang, Droit du sol, Identité nationale, Nationalisme, République.*

Négociation collective

Discussion organisée entre employeurs et représentants des salariés dans la perspective d'un *accord collectif* ou d'une *convention collective* dont le contenu doit être plus favorable aux salariés que la loi en vigueur. La négociation collective peut se dérouler au niveau de l'*entreprise*, de la branche, du secteur voire au niveau national. Par ailleurs en France, depuis les lois Auroux de 1982, il existe une obligation périodique pour les employeurs de négocier certains points des conditions de travail mais sans imposer d'obligation de conclure :

- au niveau de la branche, la loi prescrit des négociations quinquennales pour les classifications, et annuelles pour la détermination des salaires minimaux par catégorie;

- au niveau de l'entreprise, les autres négociations obligatoires portent sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail et sont annuelles.

Le gouvernement peut imposer aux partenaires sociaux de négocier sur un point donné dans un délai déterminé afin de préparer une nouvelle intervention du législateur. La loi du 4 mai 2004 instaure un principe majoritaire dans la négociation collective et donne davantage d'autonomie aux différents niveaux de négociation, et ouvre la possibilité de négocier avec les représentants des salariés dans les petites entreprises dépourvues de délégués syndicaux.

En *sociologie*, la négociation collective est une des manifestations de l'*institutionnalisation des conflits*.

→ *Conflits sociaux, Convention collective, Paritarisme, Relations professionnelles, Représentation des salariés, Syndicat.*

Néolocale

On parle de résidence néolocale lorsque, dès le *mariage*, la nouvelle *famille* va s'installer dans un logement indépendant de celui des deux groupes de parents.

→ *Couple.*

Néotaylorisme

Forme d'*organisation du travail* qui renforce la logique taylorienne de la rationalisation des activités grâce à l'introduction de la robotique et de l'informatique.

→ *Nouvelles formes d'organisation du travail (NFOT), Post taylorisme, Spécialisation des tâches, Taylorisme, Toyotisme.*

Neutralité axiologique

Pour Max Weber, le savant et le professeur doivent s'interdire tout jugement sur les « conceptions du monde » énoncé du haut de leur chaire.
Ils doivent s'interdire de confondre *jugement de fait* et *jugement de valeur* et exercer une *vigilance épistémologique* à l'égard de leurs propres *croyances* et de leurs propres engagements.

→ *Rapport aux valeurs.*

Niveau de vie

Pour une période de temps donnée, quantité de biens et de services qu'un *individu*, un *ménage*, ou une population peuvent se procurer. Si l'on raisonne au niveau d'un individu ou d'un ménage, le niveau de vie est déterminé par le revenu disponible en termes réels, par l'utilisation à titre gratuit des services collectifs individualisables et éventuellement par l'autoconsommation. Au sens de l'Insee, le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'*unités de consommation* (uc). La consommation effective des ménages, au sens de la comptabilité nationale, est aussi un bon indicateur de leur niveau de vie.

Il faut distinguer le niveau de vie du *mode de vie* qui est une notion qualitative. À niveau de vie égal, deux ménages peuvent avoir des modes de vie différents, selon qu'ils sont urbains ou ruraux, jeunes ou vieux, plutôt dotés en *capital culturel* ou en *capital économique*.

La thèse de Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie* (1913) montrait déjà que les *employés* et les *ouvriers*, bien qu'ayant un niveau de vie voisin, avaient des pratiques de *consommation* différentes.

→ *Besoin, Coefficient de Gini, Condition de vie, Courbe de Lorenz, Échelle d'Oxford.*

Noblesse

La noblesse (c'est-à-dire l'ensemble de celles et ceux qui portent un titre de noblesse) est un *groupe social* des sociétés traditionnelles qui se caractérise par l'exercice du métier des armes. Les nobles sont initialement les chevaliers, ceux qui assurent la sécurité de certains territoires notamment aux « marches » des royaumes et des empires (marquis). Il s'agit, dans la perspective marxiste, de la *classe dominante* dans le *mode de production féodal*. Dans l'Ancien Régime, la noblesse est constituée de l'ensemble des seigneurs féodaux, mais avec le développement de la « société de cour » (Norbert Elias) les nobles se définissent de plus en plus par leurs rapports avec le monarque, par leurs « manières », leur éducation, etc. On accède en général à la noblesse de façon héréditaire, mais dans certains cas on peut y accéder en achetant des charges (« noblesse de robe » sous la *monarchie* en France).

→ *Aristocratie, Féodalité, Noblesse d'État, Servage.*

Noblesse d'État

Selon Pierre Bourdieu, il existe au sommet de la *hiérarchie sociale*, une « noblesse d'État » constituée d'*agents* issus des grandes écoles, membres des grands corps, hauts fonctionnaires : « La noblesse d'État dont le pouvoir et l'autorité, tant dans leur efficience ponctuelle que dans leur reproduction, sont fondés, pour une part importante et sans cesse croissante, sur le titre scolaire, est le produit d'un travail de construction inséparablement pratique et symbolique visant à instituer des positions de pouvoir bureaucratique relativement indépendantes des pouvoirs temporels et spirituels déjà établis (noblesse d'épée, clergé, etc.) et à créer un corps héréditaire d'agents habilités à occuper ces positions au nom d'une compétence sanctionnée par des institutions scolaires spécialement aménagées en vue de la reproduire ».

→ *Bureaucratie, Capital culturel, État, Héritiers, Noblesse, Statut, Stratification sociale, Technocratie.*

Nominalisme

Au sens épistémologique *doctrine* qui a pris naissance au Moyen Âge à l'occasion de la *querelle des universaux* et qui considère comme inexistante les entités abstraites. Par exemple le terme « beau » ne désigne pas une essence de la beauté, mais n'est rien d'autre que le nom que l'on donne à un certain nombre d'objets auxquels on applique ce qualificatif. En ce sens, le nominalisme s'oppose au *réalisme* platonicien. En *sociologie*, le nominalisme est la conception selon laquelle les *concepts* sont des noms que le sociologue attribue à des *objets* qu'il construit mais qui n'ont pas d'existence réelle. Par exemple, dans l'étude de la *stratification sociale*, on distingue la conception nominaliste et la conception réaliste des *classes sociales*.

→ *Épistémologie, Méthodologie sociologique.*

Normal

Chez Émile Durkheim, désigne, dans un type de *société* particulier, tout *fait social* qui se produit avec une certaine régularité statistique. Par exemple, le crime est pour lui un fait social normal : il existe dans la plupart des sociétés, il est lié à la constitution de toute vie collective et il est utile car il réaffirme et renforce par réaction les sentiments collectifs à l'origine de la *morale* et du droit.

→ *Déviance, Déviance primaire, Déviance secondaire, Norme sociale, Pathologique.*

Normatif

Énoncé ou discours qui repose sur des *jugements de valeur*. Un énoncé normatif

expose ce qui doit être, alors qu'un énoncé *positif* expose ce qui est.

Par exemple, l'énoncé : « Le crime est condamnable et doit être combattu » est un énoncé normatif. Le célèbre énoncé d'Émile Durkheim, « le crime est un fait social normal », est par contre un énoncé positif.

Certains sociologues considèrent que dans les *sciences sociales*, la distinction entre *jugement de fait* et jugement de valeur est impossible ou très difficile, ils rejettent donc aussi l'opposition entre normatif et positif.

→ *Neutralité axiologique, Science de la culture, Science de l'esprit.*

Norme juridique

Sous-ensemble des *normes sociales* qui sont institutionnalisées par des *règles* de droit. Les normes juridiques sont hiérarchisées, on distingue : les normes constitutionnelles, les normes internationales, les lois, les ordonnances, les normes réglementaires, la jurisprudence.

→ *Délinquance, Déviance (Sociologie de la), Droit (Sociologie du).*

Norme sociale

Principe ou modèle de conduite propre à un *groupe social* ou à une *société*. Les normes sociales sont conformes à ce qui est communément admis et légitimé par le système de *valeurs* propre à chaque société ou à chaque groupe social. Les normes sociales sont intériorisées par les *individus* au cours de la *socialisation* et régulent les comportements par des sanctions positives ou négatives, formelles ou informelles, quand il y a transgression ou non-conformité.

Chez Émile Durkheim, la norme sociale prescrit les comportements conformes à la *morale* sociale. C'est un *fait social*, extérieur aux individus et qui s'impose à eux, mais l'adhésion à la norme se fait aussi de manière volontaire.

Pour les interactionnistes, la norme sociale se construit au cours de l'*interaction* sociale et elle oriente l'action individuelle. Par exemple, Erving Goffman décrit le comportement d'un garçon de café (adroit, rapide) par rapport au *rôle* qu'on attend de lui : il « joue sa condition pour la réaliser ».

Pour les ethnométhodologues, l'interprétation de la norme sociale est subjective, les acteurs la réalisent dans toute interaction.

→ *Anomie, Cohésion sociale, Contrôle social, Coutume, Déviance, Ethnométhodologie, Interactionnisme symbolique, Morale, Rôle social, Solidarité morale.*

Notion

Terme souvent utilisé comme synonyme de *concept*. Cependant, « notion » renvoie plutôt au *sens commun*, alors que « concept » suppose une rigueur scientifique dans la définition et l'utilisation.

Par exemple, dans l'opinion publique existe une notion de *classe sociale* qui est assez différente du concept de classe sociale utilisé par les sociologues. Alors que le concept est problématisé (c'est-à-dire relié à d'autres concepts et à des enjeux théoriques), la notion est souvent intuitive et descriptive.

→ *Modèle, Paradigme, Théorie.*

Nouveaux mouvements contestataires (NMC)

Désigne les nouvelles minorités actives (les mouvements de « sans », les altermondialistes…) qui depuis les années 1990 dénoncent l'*ordre social* en utilisant des modes nouveaux de contestation. Selon Isabelle Sommier, ces NMC contestent la « globalisation néo-libérale » et peuvent prendre la

forme d'actions coup-de-poing (destruction d'un champ d'OGM), de boycotts, de cybers attaques (saturation de sites officiels par envoi de mails...), rapports de contre-expertise, revues militantes. Les nouveaux mouvements contestataires sont très peu hiérarchisés et leurs membres se distinguent très souvent par un *capital culturel* élevé.

→ *Action collective, Conflits, Conflits sociaux, Émeutes, Militantisme, Mobilisation sociale, Mouvement social, Nouveaux mouvements sociaux.*

Nouveaux mouvements religieux

Désigne des groupes religieux souvent appelés *sectes*. Les sociologues des *religions* utilisent ce terme, qui se veut non péjoratif, pour prendre leur distance avec le caractère normatif du mot « secte ».

→ *Église.*

Nouveaux mouvements sociaux

Mobilisations qui émergent dans les années 1960-70 et comportant plusieurs ruptures avec le *mouvement ouvrier*, *mouvement social* central de la *société industrielle*. Ils sont porteurs de nouvelles *valeurs* plus qualitatives (mouvements écologistes) et de principes identitaires nouveaux (mouvements homosexuels, régionalistes). Ils valorisent les structures décentralisées, l'autonomie par rapport au *pouvoir politique*.

Pour Alain Touraine, l'étude des nouveaux mouvements sociaux devait permettre de faire apparaître le *mouvement social* central de la *société postindustrielle*. Avec son équipe, il a étudié dans cette perspective les luttes étudiantes, le mouvement féministe, occitan, et antinucléaire. Cette voie de recherche semble aujourd'hui abandonnée par la sociologie de l'action.

→ *Action (Sociologie de l'), Action collective, Conflit social, Groupes d'intérêt, Intervention sociologique, Luttes pour la reconnaissance, Nouveaux mouvements contestataires, Potentiel protestataire.*

Nouvelle classe moyenne

Selon Henri Mendras, catégorie constituée des *cadres*, qui émerge dans les années 1980. Les *individus* appartenant à la nouvelle classe moyenne présentent trois caractéristiques permettant de les distinguer des *prolétaires* et de la *bourgeoisie* :

- ils sont salariés, « mais visiblement pas des prolétaires puisqu'ils ne travaillent pas de leurs mains » ;
- ils ont un rôle d'encadrement « qui est celui des chefs d'entreprise mais qui ne leur appartient pas en propre puisqu'il leur est délégué par leur patron » ;
- enfin ils doivent faire carrière « à la différence des ouvriers qui n'espèrent guère d'avancement et des bourgeois d'autrefois qui héritaient leur entreprise ou leur office et les géraient en bon père de famille pour les transmettre à leurs enfants ».

Henri Mendras précise également que cette nouvelle classe moyenne dispose de « son » *rite* caractéristique, la « bouffe » autour du barbecue, en tous points opposé au repas *bourgeois* : « Tout est inversé : le grillé remplace le rôti, le dehors le dedans (sans pour autant être dans la nature), l'égalité la hiérarchie ». Ce rite s'est aujourd'hui diffusé dans l'ensemble de la *société*, et bien qu'initié par la *constellation centrale*, il devient alors universel : « Du haut en bas de l'échelle sociale le rite est le même : au bord de la piscine de la luxueuse villa de la côte d'azur comme dans le pavillon de la banlieue, sur la pelouse de la résidence secondaire ou dans la cour de la ferme voisine. Le barbecue lui-même peut être riche et élégant, bâti avec une cheminée ou en fer forgé, mais il peut aussi être bricolé dans une gente de camion. Ce qui illustre à la fois l'universalité du rite dans l'ensemble de la société et l'extraordinaire variété des façons

de l'accomplir. [...] La nouveauté du rite, le fait qu'il soit répandu dans toutes les catégories sociales mais qu'il soit plus caractéristique de la constellation centrale où il a été inventé, découvre la nouvelle structure de notre société et montre qu'elle échappe aux schémas d'analyse traditionnels ».

→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique, Couche sociale, Moyennisation, Nouvelle petite bourgeoisie, Stratification sociale.*

Nouvelle classe ouvrière

Composante de la *classe ouvrière*, caractérisée par des *qualifications* plus élevées et travaillant dans les branches d'activités utilisant des technologies nouvelles qui se différencient des activités industrielles traditionnelles. Serge Mallet a étudié par exemple les *ouvriers* de l'industrie du pétrole et de la chimie.

Plus largement, à la suite des travaux du sociologue américain Daniel Bell, Alain Touraine conclut à la fin de la *société industrielle* et à l'avènement d'une *société postindustrielle*. Pour lui, le système de *classes sociales* caractéristique de la société industrielle prend fin avec l'extinction du « *mouvement ouvrier* ». La société industrielle caractérisée par le *conflit* central qui opposait le mouvement ouvrier au patronat industriel se délite. Une partie des ouvriers s'est adaptée aux mutations technologiques qui transforment le *travail* ouvrier le rapprochant du travail des techniciens et des ingénieurs. L'émergence de catégories moyennes protégées, mieux représentées, a absorbé cette « nouvelle classe ouvrière ». La société postindustrielle est en effet marquée par l'importance croissance de salariés diplômés dans les activités de services (santé, éducation, culture, etc.) nécessaires au développement de ce type de société. Une autre partie des ouvriers s'est trouvée exclue des processus de changement faute de *qualification* et en raison de l'érosion des anciennes *solidarités*.

→ *Catégories populaires, Classes populaires, Cols blancs, Cols bleus, Exclusion, Fraction de classe, Moyennisation, Stratification sociale.*

Nouvelle pauvreté

Désigne la *pauvreté* apparue dans les années 1980, en liaison avec la dégradation du marché de l'emploi (précarité et chômage). Cette nouvelle pauvreté est liée également à la plus grande instabilité des liens familiaux et à l'affaiblissement des *solidarités* de classe.

Cette notion a été largement employée, par les responsables politiques, syndicaux et les associations (Restos du cœur), relayés par les médias notamment lors des explosions de *violence* urbaine.

→ *Désaffiliation, Disqualification sociale, Exclusion sociale, Mouvement ouvrier, Précarité, Trappe à pauvreté.*

Nouvelle petite bourgeoisie

Expression utilisée par certains sociologues marxistes (qui répugnent à l'utilisation du terme *classes moyennes*) pour désigner une *catégorie sociale* intermédiaire entre le *prolétariat* et la *bourgeoisie*, mais dont les caractères sociologiques ne correspondent pas à ceux de la *petite bourgeoisie* décrite par Karl Marx. En effet, pour ce dernier, la petite bourgeoisie était composée d'artisans, de commerçants, de petits industriels, de membres des professions libérales qui avaient la propriété de leurs moyens de production et qui se situaient souvent à droite de l'échiquier politique. Pour la plupart des marxistes, cette petite bourgeoisie a vocation à disparaître du fait de la prolétarisation du plus grand nombre de ses membres. Dans la deuxième partie du XX^{e} siècle, certains sociologues marxistes prennent acte du fait qu'une nouvelle couche sociale

émerge, qui se situe elle aussi entre la *classe ouvrière* et la bourgeoisie, mais dont les membres sont pour la plupart salariés, dotés d'un niveau d'éducation élevé, attachés aux *libertés civiles* et politiques (ce qui les conduit souvent à se situer à gauche de l'échiquier politique). Ces sociologues tentent d'intégrer cette réalité nouvelle au schéma marxiste notamment à travers une analyse en terme de *polarisation des classes sociales*.

→ *Marxisme, Moyennisation.*

Nouvelles couches moyennes salariées

Expression utilisée par certains sociologues marxistes pour rendre compte de l'évolution de la composition du *salariat*.

Alors que dans le schéma marxiste traditionnel, le salariat avait tendance à s'identifier à la *classe ouvrière*, cette expression désigne des salariés qui ont des fonctions de responsabilité intermédiaire, un *travail* distinct de celui des *ouvriers*, mais dont les intérêts sont objectivement communs avec ceux de la classe ouvrière. Il y aurait donc là les bases d'une alliance politique entre la classe ouvrière et ces couches moyennes salariées qui travaillent plus souvent dans les services, qui sont plus souvent de sexe féminin et qui ne participent pas à la *culture ouvrière* traditionnelle très liée aux métiers manuels de l'industrie.

→ *Moyennisation, Nouvelle classe ouvrière.*

Nouvelles formes d'organisation du travail

Ensemble des modèles d'*organisation du travail* qui se réclament du *post-taylorisme* tels que le *toyotisme*, la rotation des postes, l'*élargissement des tâches*, l'*enrichissement des tâches*, la mise en place d'*équipes semi-autonomes* et des cercles de qualité.

→ *Division du travail, Fordisme, Taylorisme.*

Numineux

Désigne, selon Rudolph Otto, l'essence du sentiment religieux. Le numineux est lié à la reconnaissance d'une dépendance à l'égard d'une réalité supérieure, à « l'effroi mystique » et à un sentiment de mystère à l'égard de l'inexpliqué.

→ *Religion, Sacré.*

O

Objectivation

Étape du travail sociologique qui consiste à construire l'*objet* de la recherche. En effet l'objet scientifique n'est pas donné spontanément par l'*observation*, sa construction suppose notamment une rupture avec les évidences véhiculées par le *sens commun*.
Par exemple, pour étudier le *suicide*, Émile Durkheim entreprend d'abord de soumettre à un examen critique les définitions généralement acceptées avant de proposer sa propre définition et de la mettre à l'épreuve d'investigations théoriques et empiriques.
Pour Louis Pinto, « l'objectivation sociologique possède une double dimension, celle d'une défiance envers l'expérience et celle d'une prise en compte de cette même expérience ».
→ *Attracteurs idéologiques, Épistémologie, Méthodologie, Objectivisme, Objectivité, Subjectivisme, Subjectivité.*

Objectivisme

Conception épistémologique selon laquelle les phénomènes sociaux doivent être saisis de l'extérieur, sans référence au sens subjectif que les *acteurs sociaux* confèrent à leur action. Le terme est souvent utilisé dans un sens péjoratif.
Certains sociologues reprochent par exemple à Émile Durkheim de faire preuve d'objectivisme quand il recommande de « traiter les faits sociaux comme des choses ».
→ *Épistémologie, Fait social, Objectivation, Objectivité, Subjectivisme, Subjectivité.*

Objectivité

En un premier sens, l'objectivité désigne ce qui existe indépendamment de la *connaissance* que l'on en a. Pour le *matérialisme* par exemple, le réel existe objectivement indépendamment de la pensée. Les sociologues qui ont une conception réaliste des *classes sociales*, pensent que celles-ci existent objectivement.

En un second sens, l'objectivité désigne le caractère d'une proposition ou d'un énoncé qui est vrai pour tous et pas seulement pour quelques-uns. L'objectivité d'une proposition résulte donc d'un accord intersubjectif fondé sur l'argumentation rationnelle et sur les controverses scientifiques.

En un troisième sens, l'objectivité désigne le comportement du chercheur (ou du journaliste) qui vise à rendre compte du réel en faisant abstraction de ses propres *jugements de valeurs*.

Pour les tenants du *dualisme épistémologique*, les *sciences sociales*, dans la mesure où on y distingue difficilement *jugement de fait* et jugement de valeur, ne peuvent pas atteindre l'objectivité au même titre que les *sciences de la nature*. D'autres auteurs s'opposent au *relativisme* et considèrent au contraire que les sciences sociales peuvent produire des

propositions objectives en appliquant les démarches communes à l'ensemble des disciplines scientifiques : cohérence interne, effort de corroboration et de *réfutation*, échange public d'arguments rationnels. Pour Bernard Valade « lorsque l'on dit d'une théorie qu'elle est « objective », on se réfère, non pas à une qualité intrinsèque et définitive de cette théorie, mais au fait que cette théorie est l'aboutissement – peut-être provisoire – d'une discussion critique argumentée ».

→ *Épistémologie, Neutralité axiologique, Objectivation, Objectivisme, Subjectivité, Subjectivisme.*

Objet

Domaine sur lequel porte une étude scientifique.

Émile Durkheim a pris notamment pour objet la *division du travail social* et le *suicide*, Karl Marx a pris pour objet le *mode de production capitaliste*, etc.

Sauf si l'on adopte un point de vue empiriste radical, on considère généralement que l'objet n'est pas pour le chercheur une donnée immédiate qui s'offre à l'*observation* : il doit être construit. Cette construction conduit à souligner que l'objet scientifique est distinct de l'objet du *sens commun*. La *famille* étudiée par le sociologue ou l'anthropologue, n'est pas le même objet que la famille telle qu'elle est perçue dans la vie quotidienne. Cette construction d'objet suppose en particulier un découpage du réel en fonction de la problématique du chercheur et une prise de distance à l'égard des *représentations sociales* relatives à cet objet.

On distingue généralement le *sujet* (par exemple le chercheur) et l'objet (le domaine étudié), bien évidemment cette distinction n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. Certaines méthodes sociologiques visent à surmonter cette opposition du sujet et de l'objet (*observation participante, intervention sociologique*).

→ *Concept, Constructivisme, Empirisme, Notion, Objectivation, Objectivisme, Objectivité, Science, Théorie.*

Observation

Méthode de travail très fréquemment utilisée dans les *sciences*, qui cherche à donner un compte rendu objectif et si possible exhaustif d'une situation ou d'un phénomène : le chercheur saisit une manifestation du réel à travers un ensemble d'outils : description, mesures, photographies, enregistrements, etc. Pour les empiristes, elle ne réclame pas d'hypothèse préalable, mais pour la plupart des chercheurs en *sciences sociales*, elle suppose l'élaboration d'une grille d'observation, qui découle des hypothèses de recherche. Dans cette optique, le sociologue construit l'*objet* de son observation au lieu de le considérer comme un « donné ».

→ *Empirisme, Enquête, Épistémologie, Grounded theory, Méthodologie sociologique, Objectivisme, Observation participante, Terrain, Théorie.*

Observation participante

Méthode de collecte des données très fréquemment utilisée en *ethnographie*, qui implique la présence effective du chercheur à l'intérieur de la communauté observée.

L'observation participante suppose une *interaction* entre le chercheur et les acteurs observés, soit par l'intermédiaire d'informateurs, soit par la confrontation directe entre l'enquêteur et les sujets de son enquête.

→ *Enquête, Entretien compréhensif, Méthodologie sociologique.*

Obstacle épistémologique

Pour Gaston Bachelard, la production de *connaissances* scientifiques suppose toujours le franchissement d'un obstacle : « C'est en termes d'obstacles qu'il faut poser le problème de la connaissance scientifique ».

Cet obstacle réside notamment dans les connaissances premières, dans l'illusion du donné, dans l'opinion dominante. Accéder à des connaissances nouvelles, plus pertinentes et dotées d'une plus grande portée heuristique, suppose donc de changer de point de vue sur ce qu'est le réel et sur les modes d'accès à la connaissance.

Comme le souligne Gaston Bachelard : « On connaît contre une connaissance antérieure, en détruisant des connaissances mal faites ».

→ *Coupure épistémologique, Épistémologie, Inductivisme, Vigilance épistémologique.*

Odds Ratio

Méthode statistique de calcul du risque relatif (ou de chances relatives), ces rapports sont appelés en français coefficients concurrentiels de deuxième ordre, ou rapport de cotes. Ils sont très utilisés pour mesurer les inégalités de chances (risques médicaux, *inégalité des chances* scolaires...). Ils servent à comparer les risques pour deux populations données. On mesure d'abord pour chaque population le coefficient concurrentiel de premier ordre c'est-à-dire le rapport d'une probabilité à sa probabilité complémentaire – par exemple, chance d'être admis par rapport au risque d'être exclus : si 40 % des enfants de cadres supérieurs sont admis à un concours, le rapport 40/60 (soit 0,66) signifie qu'il y a 66 chances sur 100 d'être admis plutôt qu'exclus, si le taux d'admission est de 20 % pour les enfants d'ouvriers, le rapport sera de 20/80, soit 0,25. En calculant ensuite les rapports entre ces rapports à différentes dates ou dans des contextes différents, on pourra conclure sur l'augmentation ou la réduction des inégalités.

→ *Fluidité sociale, Inégalité sociale, Mobilité sociale, Sociologie de l'éducation.*

Oligarchie

Situation où le *pouvoir* est exercé par une minorité. En 1911, Robert Michels, dans son ouvrage *Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, montre que *les partis politiques* qui accèdent au pouvoir dans les *sociétés démocratiques* ont une tendance à la bureaucratisation. Cette tendance les amène à concentrer le pouvoir entre les mains d'un petit nombre. C'est le cas par exemple du parti socialiste allemand que décrit Michels.

→ *Bureaucratie, Despotisme démocratique, Élite, Élite du pouvoir, Élite politique, Loi d'airain de l'oligarchie, Ploutocratie, Système constitutionnel pluraliste, Technocratie, Théocratie.*

Opinion individuelle

Selon Jean Stoetzel : « Formule nuancée qui, sur une question déterminée, reçoit l'adhésion sans réserve d'un sujet ».

→ *Média, Opinion publique, Sondage d'opinion.*

Opinion publique

Souvent présentée comme le produit de l'agrégation d'*opinions individuelles*. Jean Stoetzel nuance cette idée en définissant l'opinion publique comme « un ensemble de jugements sur les problèmes actuels auxquels adhère une grande partie des membres d'une société. Une condition indispensable à l'existence de l'opinion, c'est la communication des pensées individuelles au sein de cette société. [...] Non seulement nous subissons, comme il est bien connu, l'action des regards d'autrui, mais nous sommes influencés par la simple pensée du

regard et du jugement d'autrui. Voilà pourquoi la pensée commune des autres appelle notre propre jugement. La pensée de chacun est ainsi à la fois la cause et l'effet de l'opinion de tous ». Mais il précise que le terme même d'opinion publique est une expression du langage vulgaire, et il n'est pas sûr qu'il lui corresponde une réalité dont on puisse définir la structure ni marquer les frontières.

On peut dégager trois grandes conceptions de l'opinion publique dans l'histoire de la pensée politique française. Au XVII^e siècle et au début du XIX^e, l'opinion publique est constituée des *intellectuels* et des *bourgeois* éclairés qui participent activement au débat politique dans les salons, dans des clubs et des cercles de réflexion. C'est ce qui est mis en évidence par Jürgen Habermas dans son étude de la naissance de l'*espace public* comme composante de la *société* bourgeoise. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'opinion publique est identifiée au *mouvement ouvrier* et aux partis de gauche, elle s'exprime à travers la presse, les *manifestations*, les pétitions, etc. Au moment de l'affaire Dreyfus, par exemple, Émile Zola en appelle à l'opinion contre l'*État*. À partir du milieu du XX^e siècle, enfin, l'opinion publique est considérée comme l'expression de la *nation* et elle est mesurée par les sondages. On parle parfois d'opinion sondagière.

L'opinion publique est généralement saisie à travers la réalisation de *sondages d'opinion*.

Un débat existe en *sociologie* sur la question de savoir à quelle réalité correspond l'opinion publique. Jean Stoetzel précise ainsi que le terme d'opinion publique est une expression du langage vulgaire, et il n'est pas sûr qu'il lui corresponde une réalité dont on puisse définir la structure et marquer les frontières.

Pierre Bourdieu, dans un article célèbre mais controversé, soulignait quant à lui que « l'opinion publique n'existe pas ». Il fait référence à l'opinion publique telle qu'elle résulte de l'usage des *sondages d'opinion*. Cette opinion est un *artefact*, un produit de l'activité des sondeurs. S'il ne met pas en cause les techniques statistiques utilisées par les instituts de sondage, Pierre Bourdieu critique plus fondamentalement trois postulats sur lesquels ils fondent leurs activités :

- tout d'abord les instituts de sondage supposent que tout le monde peut avoir une opinion. Or, dans bien des domaines, les personnes interrogées n'ont pas d'opinion. Parfois elles ne répondent pas aux questions et ces « non-réponses » pourtant très significatives, ne sont pas enregistrées et *a fortiori* analysées. Il serait pourtant fort instructif de savoir sur tel ou tel sujet comment les non-réponses se distribuent en fonction du sexe, de l'âge, de la catégorie sociale, etc.;

- le second postulat des instituts de sondage, réside dans l'idée que toutes les opinions se valent. Or, pour Pierre Bourdieu, ce qui compte d'abord dans la vie sociale et politique, ce sont les courants d'opinion mobilisés. Rien n'est plus inadéquat pour représenter l'opinion qu'un pourcentage, car l'état de l'opinion résulte de tensions et de rapports de forces dont les sondages ne rendent pas compte;

- enfin, les sondeurs considèrent qu'il y a un consensus sur les questions qui méritent d'être posées. Or, à travers les questions posées, les commanditaires des sondages (médias, organisations politiques) imposent des thématiques et contribuent ainsi à façonner l'opinion bien plus qu'ils ne la reflètent.

Pour Patrick Champagne, les instituts de sondage et la presse qui ont contribué à produire l'« opinion publique » sous sa

forme savante sont persuadés de son existence autonome et sont sans doute les premières victimes de la fétichisation de la *notion*. Pour lui en fait, il n'existe pas de « vraie opinion publique », mais seulement des *croyances* dans la bonne manière de l'appréhender et de la mesurer. Autrement dit, il ne peut en exister qu'une définition sociale, qui est par nature historiquement variable, et renvoie en fait, très concrètement, vers le champ social des agents ayant intérêt à l'invoquer, à la manipuler et à agir sur ce qui est socialement appelé ainsi.

Certains politologues défendent cependant les sondages, tout en leur reconnaissant des limites. Par exemple, pour Roland Cayrol, « le fait est là : le sondage est le produit de la société démocratique, et il a toujours été interdit dans les régimes totalitaires ».

→ *Croyances collectives, Effet Tocqueville, Média, Opinion individuelle, Sondage d'opinion, Spirale du silence.*

Ordre social

Situation d'un *système social* caractérisé par un degré élevé de *cohésion sociale* et par la cohérence et l'harmonie des relations entre les diverses composantes de ce système (*institutions, groupes sociaux*, etc.).

L'ordre social s'oppose donc au *conflit social* et suppose un *contrôle social* qui fait obstacle à l'émergence des conflits et/ou qui parvient à les résoudre. Les *sociologies* qui privilégient l'ordre social et l'*intégration sociale* (Robert King Merton ou Talcott Parsons par exemple) s'opposent donc en général à celles qui privilégient le conflit ou les *contradictions* (Karl Marx ou Pierre Bourdieu par exemple).

Cependant, certains sociologues mettent l'accent sur le fait que les systèmes sociaux sont nécessairement marqués par des conflits et sont nécessairement dynamiques. La question centrale n'est donc pas celle de l'ordre social, mais de la *régulation* sociale qui permet précisément d'articuler stabilité et *changement social*.

→ *Corporation.*

Ordres

Groupes de droit dans lesquels le *statut*, défini juridiquement, est normalement acquis par la naissance.

Ces ordres sont qualifiés de *groupes de statut* par Max Weber et leurs principes de hiérarchisation sont ceux de l'honneur et du prestige.

La société française d'Ancien Régime était par exemple officiellement organisée en trois ordres : la noblesse, le clergé et le tiers état.

→ *Caste, Stratification sociale.*

Organicisme

Conception, développée notamment par Herbert Spencer, selon laquelle les *sociétés* fonctionnent comme des organismes vivants qui évoluent en étant marqués par une différenciation croissante et une coordination de plus en plus harmonieuse de leurs diverses composantes.

→ *Évolutionnisme.*

Organisation

Ensemble cohérent d'actions visant à atteindre un ou plusieurs objectifs par la mobilisation de moyens dans le cadre d'une *structure* plus ou moins hiérarchisée.

Les organisations ont d'abord été définies comme des réponses techniques et rationnelles aux contraintes extérieures. L'accent a ensuite été mis sur la composante humaine, l'organisation étant définie comme un *système social* répondant à un certain nombre de *fonctions*.

Pour Michel Crozier et Erhard Friedberg, c'est une construction sociale fondée sur des relations de *pouvoir* entre les acteurs.

Enfin, Paul Roger Lawrence et Jay William Lorsch, mettent l'accent sur son ouverture et ses relations avec l'extérieur.

→ *Analyse stratégique, Bureaucratie, Contingence structurelle, École des relations humaines, Institution, Organisations (Sociologie des), Taylorisme.*

Organisation du travail

Coordination des tâches liées à la production dans le but d'améliorer ou de rationaliser le processus productif.

L'*industrialisation* s'accompagne d'un approfondissement de la *division du travail* à l'origine de l'*organisation scientifique du travail* et de ses variantes : *fordisme, post-taylorisme, néotaylorisme.*

→ *Kan-ban, Nouvelles formes d'organisation du travail (NFOT), Organisations (Sociologie des), Spécialisation des tâches, Toyotisme, Travail (Sociologie du).*

Organisation scientifique du travail

Organisation du travail fondée sur le principe d'étude des temps et des mouvements qui conduit à une division verticale (séparation de la conception et de l'exécution) et horizontale (parcellisation des tâches) du *travail*, effectué par des *ouvriers* sélectionnés et formés, rémunérés par un salaire à la pièce.

→ *Division du travail, Organisation (Sociologie des), Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Spécialisation des tâches, Taylorisme, Travail (Sociologie du).*

Organisations (Sociologie des)

Les premières tentatives d'études systématiques des *organisations* sont celles de Max Weber (qui analyse la *bureaucratie* comme une organisation rationnelle en finalité), et celle de Frederick Winslow Taylor, dont le but est de rendre l'*entreprise* industrielle plus efficace.

Cette branche de la *sociologie* commence à se développer véritablement dans les années 1950 aux États-Unis. Son domaine est alors la bureaucratie dans les entreprises et les administrations. Elle se différencie de la *sociologie du travail*, qui privilégie l'étude de l'évolution de l'*organisation du travail* et de l'activité productive (analyse de la *division du travail* et des rapports de travail).

La sociologie des organisations a ensuite donné naissance en France à la sociologie des entreprises, apparue dans les années 1980, dans un contexte idéologique de réhabilitation de l'entreprise : son objet est l'étude des relations de l'entreprise et de la *société* (angle culturel et social). La sociologie des organisations s'intéresse au départ prioritairement à l'entreprise, et l'organisation est définie comme un ensemble humain structuré, autonome, géré et finalisé (elle se définit par son objectif), qui existe pour produire un résultat qui lui est extérieur, et qui ne peut être rattaché à tel ou tel membre en particulier. Sa fonction principale est de « rendre le savoir productif. Plus le savoir est spécialisé, plus les organisations sont efficaces » (Peter Drucker). On cherchera donc à comprendre comment les organisations parviennent à leur but, comment elles régulent leur fonctionnement : de ce fait, la question du *pouvoir* est centrale dans la sociologie des organisations.

La multiplication des types d'organisations (administrations publiques et privées, *institutions*, *associations*, etc.) et leur complexité croissante ont conduit à une ouverture du champ d'analyse, qui devient largement pluridisciplinaire. Il intègre en particulier des concepts et des travaux issus de la théorie économique : *théorie des conventions*, théorie des coûts de transaction…; pour Herbert Simon, James March et

Richard Cyert les organisations sont nécessairement « imparfaites » car les *individus* opèrent des choix et prennent des décisions sous l'égide d'une *rationalité* limitée.
La sociologie des organisations emprunte aussi à la *théorie des jeux*, aux sciences politiques dans ses analyses du *pouvoir*, aux théories des *réseaux sociaux* (Manuel Castells, John Barnes), pour rendre compte des nouvelles formes d'organisation à l'œuvre dans les sociétés actuelles.
→ *Analyse stratégique, Analyse systémique, Système, Système d'action concret, Zone d'incertitude.*

Origine

→ *Mobilité sociale, Recrutement, Table de mobilité.*

Ouvrier professionnel (OP)

Ouvrier, dont la *qualification* est attestée par l'obtention d'un diplôme, tel que le certificat d'aptitude professionnelle ou le brevet professionnel.
Ne pas confondre avec ouvrier spécialisé.
→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique, Catégories populaires, Col bleu, Ouvrier spécialisé, Stratification sociale.*

Ouvrier spécialisé (OS)

Ouvrier non qualifié, dont la tâche à accomplir ne demande pas de *qualification* spécifique.
→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique, Catégories populaires, Col bleu, Ouvrier qualifié, Stratification sociale.*

Ouvriers

Au sens général, salariés exerçant des tâches manuelles d'exécution, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture ou les services. Pendant longtemps on a opposé les ouvriers aux *employés*, comme on distingue dans le monde anglo-saxon, les « *cols blancs* » (appartenant au monde des bureaux) aux « *cols bleus* » (appartenant au monde de l'usine).
Dans la nomenclature des *Professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS) de l'*Insee*, les ouvriers forment le groupe 6, qui ne comprend que des salariés (surtout du privé, même s'il y a quelques ouvriers dans la fonction publique). Dans la nomenclature à 24 postes (niveau 2 de la nomenclature des PCS de l'Insee), les ouvriers se répartissent en trois catégories :

- les ouvriers qualifiés (catégorie 61) : ouvriers qualifiés de type industriel, ouvriers qualifiés de type artisanal, chauffeurs et ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport;
- les ouvriers non qualifiés (catégorie 66) : ouvriers non qualifiés de type industriel et ouvriers non qualifiés de type artisanal;
- les ouvriers agricoles (catégorie 69) classés suivant leur spécialité (élevage, viticulture, etc.).

En *sociologie*, certains sociologues s'interrogent sur l'évolution de la place des ouvriers dans la *société* en s'appuyant sur plusieurs indicateurs :

- la diminution du nombre d'ouvriers dans la population active tend à relativiser l'influence que peut exercer ce *groupe social* sur la société tout entière;
- les transformations du système économique depuis le milieu des années 1970 ont particulièrement touché les secteurs traditionnellement considérés comme des « bastions » de la *culture ouvrière* : sidérurgie, automobile, chantiers navals, métallurgie, etc. la progression massive du chômage atteint massivement la population ouvrière;
- la transmission des valeurs ouvrières au sein de la *famille* ne va plus de soi aujourd'hui et les jeunes *générations* aspirent à une *mobilité sociale* leur permettant de sortir de la condition ouvrière. La *massification de l'enseignement* a notamment

suscité chez les jeunes enfants d'ouvriers d'autres attentes qu'une entrée à l'usine;

- enfin, la *crise du syndicalisme* touche particulièrement les *syndicats* ouvriers.

Des sociologues (Serge Mallet, Alain Touraine) ont parlé de *nouvelle classe ouvrière* pour désigner des ouvriers possédant des *qualifications* plus élevées et travaillant dans les branches d'activités utilisant des technologies nouvelles qui se différencient des activités industrielles traditionnelles.

→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique, Catégories populaires, Classe mobilisée, Classe sociale, Classes populaires, Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Question sociale, Stratification sociale.*

P

PACS

En droit français (loi du 15 novembre 1999), le Pacte civil de solidarité est un contrat conclu entre deux personnes physiques pour organiser leur vie commune. Ces deux personnes doivent être majeures et peuvent être de *sexe* différent ou de même sexe. Elles doivent posséder une résidence commune. Ce contrat implique certaines obligations envers le partenaire : aide matérielle mutuelle (par exemple en cas de maladie, de chômage...), solidarité des dettes contractées pour les besoins de la vie courante et pour les dépenses relatives au logement commun, etc.

→ *Couple, Famille homoparentale, Homoparentalité.*

Panel

Échantillon de grande taille et de structure constante, statistiquement représentatif d'une population, constitué d'un ensemble d'*individus* que l'on se propose d'interroger plusieurs fois. Cet outil est très utilisé dans les études de *marché* (panels de consommateurs). Les panels peuvent permettre aussi des suivis de *cohortes*.

→ *Loi des grands nombres, Sondage d'opinion.*

Panique morale

Sentiment collectif de peur et de méfiance par rapport à un fait déclencheur (fantasmé ou déformé) véhiculé par la *rumeur*. La panique morale est une réaction à un événement qui heurte les *valeurs* dominantes dans une société, et peut donner lieu à des comportements collectifs de dénonciation ou à des *mobilisations collectives*. Ce *concept* a été développé dans une perspective interactionniste par Stanley Cohen dans *Folk Devils and Moral Panics : The Creations of Mods and Rockers* en 1972. Cette étude montre comment une petite altercation (Angleterre 1964) avait été transformée en histoire d'horreur par les médias et avait conduit au renforcement du *contrôle social*.

→ *Émeute, Problème public, Société du risque.*

Paradigme

Au sens large, pour Thomas Kuhn, ensemble de *concepts*, de méthodes, d'exemples significatifs, de problématiques qui servent de cadres au travail des chercheurs pendant les périodes de *science normale*. Le paradigme est largement implicite et résulte de la *socialisation* des chercheurs. Ce sont les *révolutions scientifiques* qui sont l'occasion des changements de paradigme. Thomas Kuhn propose d'utiliser plutôt le terme *matrice disciplinaire*, pour désigner ce sens large du terme paradigme. En un sens plus étroit, le terme paradigme désigne un ensemble de solutions concrètes à des énigmes qui servent d'exemple pour le travail des chercheurs. Par ailleurs, le terme est assez souvent utilisé comme synonyme de

théorie (on parle par exemple de paradigme durkheimien, marxiste ou wébérien). Alban Bouvier propose pour sa part la définition suivante : « Nous entendrons par paradigme un ensemble de principes régulateurs de la recherche, théoriques, épistémologiques et méthodologiques, de contenus plus ou moins vagues, et plus ou moins nettement hiérarchisés, susceptibles de donner naissance à des théories diverses plus particulières ». Par exemple, le paradigme durkheimien permet de construire une théorie de l'*intégration*, une théorie de la *division du travail*, une théorie de la *déviance*, etc.

→ *Formalisation, Heuristique, Méthodologie sociologique, Programme de recherche, Révolution scientifique.*

Paradigme de Michigan

Modèle d'analyse du comportement électoral développé à l'université du Michigan (États-Unis) dans les années 1960. Ce *modèle* considère que l'*identification partisane* est le déterminant principal du vote tout en affirmant aussi qu'il existe une stabilité dans le temps du comportement électoral et de l'identification partisane. Celle-ci se renforce avec le temps et résiste à la *mobilité sociale* des *individus* (ce qui, dans ce modèle, relativise le poids de la position sociale dans l'explication des comportements électoraux). Ce modèle a fait l'objet de nombreuses critiques qui soulignent que les électeurs ont des orientations idéologiques et effectuent des choix en fonction des programmes des partis et de la personnalité des candidats. L'évolution des comportements électoraux (développement des comportements stratégiques des électeurs, progrès de l'abstention) n'est guère compatible avec le paradigme de Michigan.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Participation politique, Socialisation politique, Système partisan.*

Paradoxe d'Anderson

Transformations de la relation diplôme emploi d'une *génération* sur l'autre : les enfants qui ont des diplômes plus élevés que leurs parents n'ont pas nécessairement une position sociale plus favorable, du fait précisément de l'accroissement du nombre des diplômés par rapport au nombre de postes disponibles.

→ *Démotion sociale, Déqualification, Immobilité sociale, Inflation scolaire, Mobilité sociale, Rigidité sociale, Viscosité sociale.*

Paradoxe de l'action collective

Montre que, pour des *individus* rationnels, l'existence d'un intérêt commun ne conduit pas de manière mécanique à une *action collective*. Face au choix de participer ou pas à l'action collective, un individu rationnel préfère, à l'issue d'un calcul coût avantage, éviter les coûts de l'action et en retirer les éventuels gains grâce à la mobilisation des autres. L'agrégation de ces comportements conduit à l'absence d'une action collective qui serait conforme aux intérêts des acteurs. Ce paradoxe a été mis en évidence par l'économiste américain Mancur Olson.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Effet d'agrégation, Mobilisation des ressources, Mouvement social, Paradoxe de l'électeur, Passager clandestin.*

Paradoxe de l'électeur

La plupart des électeurs votent alors qu'un *individu* rationnel devrait s'abstenir. Au cours d'une élection (et surtout si le nombre d'électeurs est très grand) il y a bien peu de chances que le résultat se joue à une voix. Par conséquent chaque électeur en comparant l'avantage qu'il y a à aller voter (peser

sur le résultat) et le coût de la participation au vote (se rendre au bureau de vote, renoncer à aller à la pêche, etc.) ne devrait pas participer au vote. Ce paradoxe est un cas particulier du *paradoxe de l'action collective*. Cependant, on s'en tient dans ce raisonnement à une *rationalité instrumentale* (ou utilitariste). Par contre, on comprend que la participation électorale soit généralement importante si l'on prend en compte la *rationalité axiologique* : tout électeur qui est attaché à la *démocratie* et au droit de vote considère qu'il est rationnel par rapport aux *valeurs* d'aller voter, même si son vote a peu de chances d'influencer le résultat de façon décisive.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Électeur rationnel (Théorie de l'), Participation politique, Rationalité.*

Parenté

Ensemble des liens d'*alliance*, de *filiation* et de *germanité*. Les sociologues et anthropologues insistent généralement sur la nécessité de ne pas confondre parenté et *consanguinité*. Selon Émile Durkheim, « parenté et consanguinité sont choses très différentes. La consanguinité n'est pas la condition suffisante de la parenté, puisque, aujourd'hui encore, l'enfant naturel non reconnu n'est pas, au sens social du mot, le parent de ses ascendants; il n'a, avec eux, aucun lien de famille. [...] Elle n'est pas davantage la condition nécessaire de la parenté puisque l'adopté est le parent de l'adoptant et des parents de ce dernier; et pourtant entre eux et lui, il n'y a pas de sang commun. [...] C'est que, en effet, la parenté est essentiellement constituée par des obligations juridiques et morales que la société impose à certains individus. [...] En un mot, la parenté varie suivant la façon dont est organisée la famille, suivant qu'elle compte plus ou moins de membres, suivant la place qui est faite à chacun, etc. Or, cette organisation dépend avant tout de nécessités sociales et, par conséquent, ne soutient qu'un rapport très lâche avec le fait tout physique de la descendance. [...] Toute parenté est sociale; car elle consiste essentiellement en relations juridiques et morales, sanctionnées par la société. Elle est un lien social ou elle n'est rien. [...] Pour le sens commun, la véritable parenté se confond avec la consanguinité et ne fait que l'exprimer. Mais du moment où l'on a fait cesser cette confusion, il ne peut plus y avoir qu'une parenté, c'est celle qui est reconnue comme telle par la société ».

→ *Couple, Descendance, Descendance agnatique, Descendance cognatique, Famille, Lien social, Parentèle.*

Parentèle

Ensemble des *individus* ayant un lien de *parenté* entre eux, qu'ils résident ensemble ou non. On parle également de *famille* au sens large ou de *famille élargie*. L'ensemble des individus apparentés et vivant sous le même toit constitue la famille au sens strict. La parentèle se distingue de la *lignée*.

→ *Couple, Descendance, Descendance agnatique, Descendance cognatique.*

Paritarisme

Modalité de gestion des *relations professionnelles* qui confie aux partenaires sociaux (patronat et *syndicats* représentés à égalité) le soin de définir les règles relatives aux conditions de *travail* et de rémunération, à l'embauche et aux licenciements, à la protection sociale, etc. Le paritarisme repose sur une certaine méfiance à l'égard de l'*État* et du *pouvoir politique*.

→ *Accord collectif, Convention collective, Négociation collective, Représentation des salariés.*

Parité

Synonyme d'*égalité*, cette *notion* renvoie le plus souvent à la nécessité d'assurer l'égalité entre hommes et femmes à tous les niveaux de l'organisation sociale. La persistance de ces inégalités dans les sociétés contemporaines marquées par un *idéal démocratique* est de moins en moins acceptée. Par exemple, en France en 2011, moins de 21 % des chefs d'entreprises de plus de dix salariés sont des femmes. En 2010, le salaire net moyen d'une femme représente 80 % de celui d'un homme, en dépit de la loi Roudy de 1983 sur l'égalité salariale entre hommes et femmes.

En France, dans le domaine politique, la loi du 6 juin 2000 oblige les *partis politiques* à présenter le même nombre de femmes et d'hommes dans tous les scrutins sous peine d'importantes sanctions financières. Cette loi a eu peu d'impact sur la représentation des femmes à l'Assemblée nationale ou au Sénat puisqu'en 2012, les femmes ne représentent que 27 % des députés. Par contre, pour les élections où les scrutins de listes sont en vigueur, on constate des avancées réelles sur le plan de la parité : 44 % des députés européens français sont des femmes, ainsi que 48 % des conseillers généraux et des conseillers municipaux. Par contre, seuls 11 % des maires sont des femmes.

→ *Démocratie, Démocratie représentative, Genre, Inégalités sociales, Plafond de verre, Pouvoir politique.*

Parti politique

Groupe organisé qui se fixe comme objectif soit de conquérir le *pouvoir politique* soit d'être en mesure d'influencer les décisions prises dans le *champ* politique. La dimension idéologique et doctrinale est centrale dans la définition de l'*identité* d'un parti politique : pour Benjamin Constant par exemple, « un parti est une réunion d'hommes qui professent la même doctrine politique ». En France dans les années 1950, Maurice Duverger distingue les partis qui ont une « origine électorale et parlementaire » et ceux qui ont une « origine extérieure » :

- dans le premier cas, c'est le développement du suffrage universel qui donne naissance à des groupes parlementaires qui se structurent ensuite en partis. C'est souvent la proximité géographique entre les élus qui donne naissance à ces rapprochements, avant que la dimension idéologique ne devienne prépondérante. « La naissance des partis au sein de la Constituante française de 1789, fournit un bon exemple de ces mécanismes » (Jacobins, Club Breton, Club girondin…) ;

- dans le second cas, le parti se construit sur la base d'une *institution* préexistante, dans la plupart des cas, un *syndicat*. Les partis deviennent alors « le bras séculier des syndicats en matière électorale et parlementaire ». La naissance en 1899 du parti travailliste britannique est, selon Maurice Duverger, l'exemple le plus typique de ce phénomène. On note de la même manière une influence notable de la part de l'*Église* catholique qui est à l'origine de la création en Europe des partis démocrates chrétiens.

Pour Max Weber, les partis politiques constituent avec les classes et les *groupes de statut* la troisième composante de la *stratification sociale*. Les partis se structurent pour porter les intérêts d'une classe ou d'un groupe statutaire vers la conquête du *pouvoir*. Pour Max Weber, le processus de *rationalisation* des *activités sociales* va transformer les partis en structures bureaucratiques.

Robert Michels montre en 1911 que le fonctionnement des partis politiques est soumis à une *loi d'airain de l'oligarchie* : « Le parti en tant que formation extérieure, mécanisme, machine, ne s'identifie pas

nécessairement avec l'ensemble des membres inscrits, et encore moins avec la classe. Devenant une fin en soi, se donnant des buts et des intérêts propres, il se sépare peu à peu de la classe qu'il représente. Dans un parti, les intérêts des masses organisées qui le composent sont loin de coïncider avec ceux de la bureaucratie qui le personnifie ». Pour Karl Marx et Friedrich Engels, « les divers partis politiques sont l'expression politique plus ou moins adéquate des classes et des fractions de classes ».

→ *Classe dirigeante, Classes sociales, Élite du pouvoir, Élite gouvernementale, Élite politique, Système partisan.*

Participation conventionnelle

Désigne les modes de *participation politique* par lesquels les *citoyens* s'impliquent dans la sphère du politique ou cherchent à l'influencer dans le cadre des *institutions* dédiées à l'expression *politique*. Il s'agit essentiellement du vote, mais aussi de l'exercice de fonction politique, de l'adhésion à un *parti politique*, de l'écoute d'un débat politique télévisé, etc.

→ *Comportement électoral, Comportements politiques, Démocratie représentative, Droit d'initiative populaire, Droit de veto populaire, Mobilisation électorale, Parti politique, Participation électorale, Participation non conventionnelle, Socialisation politique.*

Participation électorale

→ *Taux de participation électorale.*

Participation non conventionnelle

Désigne les modes de *participation politique* par lesquels des *individus* ou des *groupes sociaux* s'impliquent dans la sphère du *politique* ou cherchent à l'influencer par des actions qui ne sont pas liées directement au vote : *manifestations*, pétitions, occupation de locaux, dégradations de lieux, sit-in, etc. Il peut s'agir d'actions légales ou illégales, pacifiques ou violentes. Il paraît aujourd'hui difficile de séparer participation politique conventionnelle et non conventionnelle. Ces deux formes de participation sont le plus souvent complémentaires.

→ *Comportement électoral, Culture politique, Grève, Militantisme, Participation conventionnelle, Participation protestataire.*

Participation politique

Ensemble des *pratiques sociales* liées à la vie politique. Elle se manifeste par le vote, le *militantisme* politique (distribution de tracts, participation à des réunions publiques, etc.), par l'adhésion à un *parti politique*, par la participation à des *manifestations*, etc.

On distingue la *participation conventionnelle* (vote, militantisme dans des partis de gouvernement, etc.) et la *participation non conventionnelle* (manifestations, occupations de locaux, grèves de la faim...). La participation politique est liée à de nombreuses variables sociologiques et sociopolitiques : elle est corrélée positivement avec le *statut* social et le niveau de diplôme, elle est plus forte au niveau local qu'au niveau national ou supranational (en France, le taux d'abstention aux élections européennes est particulièrement élevé), elle varie selon les pays et en fonction du degré d'*identification partisane* (une identification partisane forte compense une position sociale et un *capital culturel* peu élevés).

→ *Choix rationnel (Théorie du), Citoyenneté, Grève, Paradigme de Michigan, Paradoxe de l'électeur, Politique.*

Participation protestataire

Participation politique non conventionnelle (*manifestation*, pétition, *grève*, boycott, occupation de locaux) par laquelle les membres d'une *société* s'opposent à des mesures, défendent des droits, luttent pour

une cause. Cette participation peut-être légale ou illégale, pacifique ou violente. Les analyses de Pierre Bréchon montrent que cette participation protestataire est fonction de l'*âge* (les jeunes se mobilisent davantage), de la *génération* (les générations nées après guerre sont plus contestataires), du *sexe* (participation protestataire plus élevée chez les hommes), du niveau d'études et de l'engagement associatif. La participation protestataire est globalement en hausse et marque une évolution de la *culture politique* où le rapport aux gouvernants est beaucoup plus critique.

→ *Comportements politiques, Militantisme, Participation conventionnelle, Participation non conventionnelle, Socialisation politique.*

Passager clandestin

Individu rationnel qui bénéficie des avantages procurés par une action ou un bien collectifs sans en subir les coûts. L'agrégation de comportements de ce type conduit au *paradoxe de l'action collective.*

→ *Choix rationnel (Théorie du), Effet d'agrégation, Rationalité.*

Path analysis

Démarche de recherche causale qui se fonde sur l'utilisation de régressions multiples pour mesurer l'influence de diverses variables sur un phénomène social à expliquer.

→ *Analyse de régression, Causalité, Régression linéaire, Régression logistique, Statistique explicative.*

Pathologique

Désigne dans la *sociologie* d'Émile Durkheim les phénomènes sociaux qui ne relèvent pas du « normal ». Émile Durkheim donne l'exemple du crime : c'est un *fait social* normal, par contre l'augmentation du taux de criminalité, peut être qualifiée de pathologique. On ne peut qualifier un fait de *normal* ou de pathologique que dans une *société* déterminée : le pathologique ici, peut être normal ailleurs.

→ *Contrôle social, Relativisme culturel.*

Patriarcat

Forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'*autorité* par les hommes.

→ *Matriarcat.*

Patrilinéaire

→ *Filiation patrilinéaire.*

Patrilocale

On parle de résidence patrilocale lorsque, dès le *mariage*, la nouvelle *famille* réside chez les parents de l'homme.

→ *Matrilocale, Néolocale, Uxorilocale, Virilocale.*

Patronat

Désigne à la fois un *groupe social* (les chefs d'*entreprise*) et l'ensemble des *organisations* patronales (comme le Medef, Mouvement des entreprises de France). En France, la loi Waldeck Rousseau (1884) autorise la représentation du patronat par un *syndicat.* Les formes de regroupements des patrons sont très nombreuses en France. On distingue les syndicats patronaux qui ont le droit de négocier et de gérer les organismes sociaux (CGPME : Confédération générale des petites et moyennes entreprises, Medef), les institutions consulaires (les chambres de commerce et d'industrie), les organisations spécialisées (Afep : Association française des entreprises privées), des *think tanks* patronaux (« laboratoires d'idées » comme l'Institut de l'entreprise).

→ *Action collective, Bourgeoisie, Capital social, Entrepreneur.*

Pattern

Configuration, particulière à chaque *société*, des traits culturels majeurs et du système de *valeurs* qui façonne les comportements individuels. Ce concept a été proposé par Ruth Benedict. Pour Margaret Mead, le *pattern* influence les personnalités individuelles qui sont « malléables » : « Nous sommes obligés de conclure que la nature humaine est éminemment malléable, obéit fidèlement aux impulsions que lui communique le corps social. Si deux individus, appartenant chacun à une civilisation différente, ne sont pas semblables (et le raisonnement s'applique aux membres d'une même société) c'est avant tout, qu'ils ont été conditionnés de façon différente, particulièrement au cours de leurs premières années : or c'est la société qui décide de la nature de ce conditionnement ».

→ *Culturalisme, Culture, Culture (Sociologie de la), Personnalité de base, Socialisation.*

Paupérisation

Augmentation de la part des *individus* considérés comme pauvres dans la *société*. Cette notion a notamment été utilisée par les penseurs de la *question sociale* au XIX^e^ siècle. Les analyses de la paupérisation divergent. Alexis de Tocqueville met en avant le développement conjoint de la richesse et de l'indigence. Mais pour lui, le danger provient du développement d'une charité légale en lieu et place d'une charité privée, à ses yeux préférable : « Toute mesure qui fonde la charité légale sur une base permanente et lui donne une base administrative crée donc une classe oisive et paresseuse, vivant aux dépens de la classe industrielle et travailleuse ». Karl Marx explique la paupérisation par l'existence d'une *surpopulation relative* inhérente au *mode de production* capitaliste (armée industrielle de réserve). La paupérisation résulte de l'exploitation de la *classe ouvrière*. Si certains marxistes considèrent qu'il s'agit d'une paupérisation absolue (le pouvoir d'achat des *ouvriers* régresse), d'autres parlent de paupérisation relative (le pouvoir d'achat des ouvriers progresse moins vite que celui des bourgeois).

→ *Classe populaire, Lumpen prolétariat, Pauvreté, Précarité, Plus-value, Question sociale, Risques sociaux, Under class.*

Pauvreté

Concept multiforme, la pauvreté peut se définir de trois manières différentes : en terme monétaire (pauvreté absolue ou relative), en terme de conditions de vie et enfin en terme subjectif :

- en termes monétaires, est pauvre un *individu* ou un *ménage* dont le revenu est inférieur à un certain seuil. Celui-ci peut être défini en termes absolus ou relatifs. La pauvreté monétaire absolue concerne les individus ou ménages qui ont des revenus inférieurs à un seuil minimum conventionnel (correspondant à un panier de biens et services) qui n'évolue qu'avec la hausse du niveau général des prix (mesure américaine ou canadienne). La pauvreté monétaire relative concerne les individus ou les ménages dont le revenu par *unité de consommation* est inférieur à 50 % du revenu médian (pour l'*Insee*) ou 60 % du revenu médian (pour Eurostat) ;

- en termes de conditions de vie, sont pauvres les individus ou les ménages qui n'ont pas accès à certains biens ou services considérés comme essentiel (il s'agit d'une approche en termes de privation). L'Insee mesure cette pauvreté dans l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages ;

- enfin, en termes subjectifs, sont pauvres les individus qui se déclarent comme tels. L'émergence de la question sociale au XIX^e^ siècle donne lieu aux premières mesu-

res et à l'analyse de la *paupérisation*. Les études plus récentes portent essentiellement sur la *nouvelle pauvreté* et l'*exclusion sociale*. Pour Georg Simmel, dans *Les Pauvres* (1908), « c'est à partir du moment où ils sont assistés, peut-être même lorsque leur situation pourrait normalement donner droit à l'assistance, même si elle n'a pas encore été octroyée, qu'ils deviennent partie d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne reste pas unifié par l'interaction entre ses membres, mais par l'attitude collective que la société comme totalité adopte à son égard ». S'inspirant de Georg Simmel, Serge Paugam définit la pauvreté comme une « relation d'interdépendance entre la population qui est désignée socialement comme pauvre et la société dont elle fait partie ». À chaque type de relation d'interdépendance correspond une forme élémentaire de pauvreté. Il distingue trois formes élémentaires de pauvreté :

– la pauvreté intégrée, est « définie comme la condition sociale d'une grande partie de la population », où les pauvres forment un *groupe social* étendu, et peu stigmatisé. Elle se retrouve dans les *sociétés* traditionnelles, les pays en développement mais aussi dans certaines régions de pays développés (Mezzogiorno en Italie par exemple). Dans les pays peu développés, cette pauvreté est perçue comme un « héritage », « un état permanent et reproductible ». La couverture sociale est faible et les solidarités familiales sont fortement développées;

- la pauvreté marginale est celle des « inadaptés de la civilisation moderne, ceux qui n'ont pu suivre le rythme de la croissance et se conformer aux normes imposées par le développement industriel ». Cette minorité est fortement stigmatisée (cas sociaux);

- la pauvreté disqualifiante relève du processus d'*exclusion sociale* dans les *sociétés postindustrielles*. Elle est « une forme spécifique de la relation entre une population désignée comme pauvre en fonction de sa dépendance à l'égard des services sociaux et le reste de la société ». Dans les pays développés où le taux de chômage est élevé, cette nouvelle pauvreté s'accompagne d'un sentiment d'insécurité sociale des individus en situation d'instabilité professionnelle.

→ *Classe populaire, Désaffiliation, Disqualification sociale, Justice sociale, Marginalité, Paupérisme Précarité, Question sociale, Solidarité, Trappe à pauvreté.*

Pax Parsonia

La *Pax Parsonia* désigne la répartition du travail entre science économique et *sociologie* proposée par Talcott Parsons : la science économique se consacre à l'étude des relations marchandes (production, *consommation*, fonctionnement des *marchés*), la sociologie à l'étude des *valeurs* et des *relations sociales* (*famille*, *religion*, *déviance*, etc.). La *Pax Parsonia* a d'abord été remise en cause par les économistes (tels Gary Becker) qui ont appliqué les démarches de la science économique à des objets réputés sociologiques (économie du *mariage* et de la famille, approche économique de la *délinquance* ou des comportements politiques, etc.). On a parlé alors d'un impérialisme économique, le discours économique entendant rendre compte de la totalité du social. En réaction, la nouvelle *sociologie économique* s'est employée à appliquer les concepts et les démarches des sociologues à des objets économiques (marchés, *entreprise*, consommation, etc.).

La remise en cause de la *Pax Parsonia* illustre le fait qu'une science ne se définit pas par les objets qu'elle étudie, mais par le type de regard qu'elle porte sur les objets et par les démarches méthodologiques mises en œuvre.

→ *Ethnographie économique.*

Paysan parcellaire

Selon Marx, paysan exploitant une parcelle de terre avec sa *famille*, chaque famille se suffisant presque à elle-même. Les paysans parcellaires forment une *classe en soi* mais pas une *classe pour soi* : « dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom ».

→ *Classe sociale, Lutte des classes, Rapport de production, Stratification sociale.*

Pédagogie invisible

Concept forgé par Basil Bernstein qui désigne des situations pédagogiques où les activités scolaires sont peu différenciées d'autres *activités sociales* et où les savoirs et les apprentissages à réaliser restent implicites. Pour lui, les curriculums sont organisés en fonction de deux critères : *classification* (forte ou faible) et *cadrage* (fort ou faible). La classification forte débouche sur une organisation où les contenus sont clairement séparés en matières ou programmes très distincts : le modèle pédagogique est accumulatif. Le cadrage « fort » renvoie au contrôle de la communication (règles très strictes de légitimité du message). Classification forte et cadrage fort conduisent à une pédagogie visible (pour les élèves, les familles). Au contraire, s'ils sont faibles, les interactions sont moins formalisées, l'expérience des élèves est valorisée, la spécialisation disciplinaire est faible, etc.

La pédagogie invisible favorise les élèves socialement favorisés, qui maîtrisent les *codes sociolinguistiques* « élaborés » ou « intégrés », selon la terminologie de Bernstein.

→ *Arbitraire culturel, Curriculum (Sociologie du), Inégalité des chances, Reproduction (Théorie de la), Violence symbolique.*

Performativité

Caractéristique d'une *théorie* ou d'un énoncé qui transforme la réalité par le seul fait d'être formulé (comme l'énonciation par le maire de la phrase : « je vous déclare mari et femme »). Cette conception a été développée dans les années 1970 par John Langshaw Austin. Dans les *sciences sociales*, elle renvoie à une question épistémologique fondamentale : celle de la capacité des théories portant sur des *faits sociaux* à transformer ces faits, de telle sorte qu'ils se conforment à la théorie. Par exemple, selon Michel Callon, la théorie économique « performe » l'économie pratique : en particulier, les outils de calcul tirés des mathématiques financières et les modélisations sur ordinateur ont été accusés, lors de la crise financière récente, d'avoir transformé la réalité des marchés financiers, au point que ceux-ci se sont en quelque sorte adaptés aux outils des traders.

→ *Dispositifs de jugement, Épistémologie, Effets de théorie, Prédiction créatrice.*

Périurbanisation

Désigne le phénomène de développement des *banlieues* autour des grandes villes. Ces quartiers périphériques se caractérisent par leurs fonctions (banlieues industrielles, banlieues « dortoirs »), par une densité plus faible que dans les centres urbains, par l'absence de pôles structurants qui leur soient propres et par des lacunes importantes dans la présence des services collectifs, et plus généralement par leur dépendance vis-

à-vis du centre. Ce phénomène s'accompagne fréquemment de *ségrégation urbaine*.

→ *Exode rurale, Ghetto, Question sociale, Rurbanisation, Taux d'urbanisation, Urbanisation.*

Personnalité autoritaire

Concept qui permet de comprendre comment les structures mentales de certains *individus* les conduisent à avoir des tendances préfascistes. Il est formulé dans *The Authoritarian personality* (1950) de Theodor Adorno. Il s'agit de comprendre grâce à la *psychologie sociale* comment autant de personnes ont pu soutenir le fascisme et le nazisme. À partir d'échelles d'attitudes, d'*enquêtes d'opinion*, de tests et d'*entretiens*, il montre que la personnalité autoritaire est un ensemble cohérent composé de plusieurs traits : conformisme, *soumission à l'autorité*, autorité agressive... Elle trouve son origine dans l'enfance de l'*individu* (domination de la figure du père, agressivité masculine, *valeurs* conservatrices...). Cela génère une tension intérieure entre ressentiment envers les parents et soumission aux *institutions*. L'antisémitisme s'expliquerait donc comme un refoulement de pulsions agressives projetées sur une minorité.

→ *École de Francfort, Soumission à l'autorité.*

Personnalité de base

Ensemble de traits psychologiques communs aux membres d'une même *culture*. Pour Abram Kardiner, c'est : « une configuration psychologique particulière propre aux membres d'une société donnée et qui se manifeste par un certain style de comportement sur lequel les individus brodent leurs variantes singulières ». Ce *concept* de personnalité de base a été élaboré par Abram Kardiner et Ralph Linton afin de montrer que les différentes personnalités individuelles se construisent à partir de cette base commune : chaque culture contient donc un répertoire de *rôles*, une pluralité de *patterns*.

→ *Culturalisme, Culture (Sociologie de la).*

Pessimisme désenchanteur

Pour Pierre Bourdieu, effet exercé par la *sociologie* sur les *individus*, dès lors que la *connaissance* sociologique, par le dévoilement qu'elle opère, met en évidence le poids des *déterminismes sociaux*. De ce fait, le sociologue ou les acteurs sociaux peuvent céder au pessimisme en considérant que les déterminismes sont si forts que le *changement social* est impossible. Mais Bourdieu s'oppose à ce « *fatalisme sociologique* » qui a un effet démobilisateur. Pour lui, la connaissance des déterminismes sociaux crée les conditions d'une action visant à les modifier.

→ *Déterminisme social, Loi, Sociologie critique.*

Petite bourgeoisie

Dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx distingue sept classes et fractions de classes constituant la France de la Monarchie de Juillet. La petite bourgeoisie est constituée d'artisans et de commerçants et elle se distingue de la *bourgeoisie* dans la mesure où le petit-bourgeois doit travailler lui-même pour valoriser son capital et ne peut donc se reposer entièrement sur le *travail* salarié. Selon Pierre Bourdieu, il existe dans la *société* française des années 1980 une petite bourgeoisie caractérisée par la « restriction par prétention, volontarisme rigoriste d'appelés non encore élus qui fondent dans l'invocation permanente du devoir leur prétention à être un jour le devoir-être réalisé ». Situées en position de

dominés, les catégories petites-bourgeoises aspirent aux pratiques légitimes, c'est-à-dire à celles des catégories supérieures qui détiennent, notamment par l'école, la capacité de faire reconnaître comme la *norme* légitime leurs propres pratiques. Mais tout en révérant ces pratiques, les catégories petites-bourgeoises les connaissent mal. Au sein de cette classe, comme au sein de la *classe dominante*, on peut faire des distinctions, fondées par le volume global de capital (et non sa structure) et, aussi, le devenir (déclin ou ascension) de la catégorie. Chaque *catégorie socioprofessionnelle* petite-bourgeoise, souligne Pierre Bourdieu, se particularise dans ce cadre général par sa position et ses pratiques.

→ *Catégorie sociale, Classe moyenne, Classe sociale, Fraction de classe, Moyennisation, Nouvelle classe moyenne, Nouvelle petite bourgeoisie.*

Phénoménologie

Courant philosophique qui prend naissance avec Edmund Husserl et qui est illustré notamment par les travaux de Martin Heidegger et Maurice Merleau-Ponty. Contre la métaphysique, la phénoménologie entend développer des analyses rigoureuses fondées sur l'expérience du monde, sur le « retour aux choses mêmes » au moyen de l'intuition et de l'introspection. Par opposition aux *sciences de la nature*, la phénoménologie met l'accent sur l'expérience vécue et se refuse à formuler des *explications* de type nomologique. La phénoménologie sociale, illustrée notamment par les travaux d'Alfred Schütz, met l'accent sur le *monde vécu* et sur l'expérience de la vie quotidienne. Il plaide pour une démarche compréhensive et s'oppose au *behaviorisme*. Son approche a inspiré en partie l'*ethnométhodologie* et l'*interactionnisme symbolique*.

→ *Compréhension, Construction sociale de la réalité, Constructivisme social, Définition de la situation, Sciences de l'Esprit, Sciences herméneutiques, Sciences idiographiques.*

Physique sociale

Terme utilisé initialement par Auguste Comte pour désigner la discipline qui étudie les *faits sociaux*. Le choix de ce terme manifestait la volonté d'établir un lien avec les *sciences de la nature* et notamment la physique. Cependant, il forge le *concept* « *sociologie* » car l'expression « physique sociale » était déjà utilisée par Adolphe Quételet et qu'Auguste Comte, voulait se démarquer de lui quant à l'usage des statistiques.

→ *Fait social, Positivisme.*

Plafond de verre

Expression apparue au milieu des années 1980 aux États-Unis (*glass ceiling*) pour désigner la difficulté d'accès des femmes aux postes à responsabilité dans le monde du travail. Pour le Bureau international du travail, « le plafond de verre constitue les barrières invisibles artificielles, créées par des préjugés comportementaux et organisationnels, qui empêchent les femmes d'accéder aux plus hautes responsabilités ». Ainsi, tout se passe comme s'il existait pour les femmes, une frontière sociale invisible, un plafond de verre, qui limiterait leur accès aux responsabilités les plus élevées à diplôme égale. Cette ségrégation verticale dont sont victimes les femmes, fait qu'aujourd'hui en France, moins d'un cadre sur trois est une femme. Cette expression a été étendue à d'autres catégories victimes de *discrimination*.

→ *Genre, Socialisation différentielle.*

Ploutocratie

Forme d'organisation politique dans laquelle le pouvoir est détenu et exercé par les plus riches. La ploutocratie constitue donc une forme d'*oligarchie* fondée sur la

richesse. Dans les *sociétés démocratiques* contemporaines ce terme a une connotation péjorative et sert à dénoncer l'idée d'une collusion entre le *pouvoir politique* et les milieux économiques. Ainsi Ernest Renan définissait la ploutocratie comme « un état de société où la richesse est le nerf principal des choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement et avec plus ou moins de justesse par la fortune ».

→ *Démocratie, Élite, Loi d'airain de l'oligarchie.*

Pluralisme politique

Modalité d'organisation du *système politique* qui repose sur l'existence et la reconnaissance d'une pluralité des opinions politiques y compris la pluralité des *identifications partisanes* et des *partis politiques*. Le pluralisme politique repose sur l'existence dans une *démocratie* d'un certain nombre de *libertés fondamentales* comme la liberté d'expression, la liberté d'opinion ou la liberté de la presse, etc.

→ *Droits de l'Homme, Droits fondamentaux, Droits libertés, État de droit.*

Plus-value

Dans le *mode de production* capitaliste, différence entre sa *valeur d'usage* de la *force de travail* et sa *valeur d'échange*. La valeur d'échange de la force de travail est égale à la valeur du panier de biens socialement nécessaires à la reproduction de la force de travail. La valeur d'usage est la valeur des *marchandises* produites par le salarié pendant son temps de *travail*. Dans les traductions récentes de Karl Marx, on utilise plutôt le terme de survaleur.

→ *Aliénation, Exploitation, Fétichisme de la marchandise, Marxisme, Surtravail, Taux de salaire.*

Polarisation des classes sociales

Selon Karl Marx, la *lutte des classes* dans le *mode de production* capitaliste conduit progressivement à l'élimination des classes et fractions de classes autres que la *bourgeoisie* et le *prolétariat*. Seuls demeurent ainsi les capitalistes et les *ouvriers* acteurs du conflit central de classe entre détenteurs des *moyens de production* et détenteurs de leur seule *force de travail*. Selon cette thèse, les classes intermédiaires comme la *petite bourgeoisie* par exemple, « tombent dans le prolétariat : d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettent pas d'employer les procédés de la grande industrie, elles succombent dans leur concurrence avec les capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population ». Cependant, pendant une longue période de l'histoire du mode de production capitaliste subsistent des classes et des fractions de classes diverses (paysannerie, *nouvelles couches moyennes salariées*, etc.). Ces catégories sociales sont conduites à se situer comme alliées de l'une des deux classes caractéristiques du mode de production.

→ *Capitalisme, Classes sociales, Fraction de classe.*

Politique

À l'origine, le terme désigne les affaires de la cité. On distingue souvent LE politique, qui correspond à un domaine particulier de la vie sociale (c'est l'ensemble des questions politiques) et LA politique qui correspond à la compétition à laquelle se livrent des *individus* et des groupes pour exercer ou influencer le *pouvoir politique*. Pour Max Weber la politique est « l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influer sur la répartition

du pouvoir, soit entre États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État ». Il précise qu'un groupement de *domination* est politique si « l'existence et la validité des règlements sont garanties de façon continue à l'intérieur d'un territoire géographique déterminable par l'application et la menace d'une contrainte physique de la part de la direction administrative ». Pour Cornélius Castoriadis la politique est « une activité collective dont l'objet est l'institution de la société en tant que telle ».

→ *Culture politique, État, Parti politique, Participation conventionnelle, Participation non conventionnelle, Participation politique, Politique publique, Pouvoir, Principe de subsidiarité, Pouvoir politique, Société civile, Système partisan.*

Politique publique

Intervention d'une autorité politique sur un domaine spécifique de la *société* ou du *territoire*. On parlera par exemple de la politique de la montagne en France, de la politique de la concurrence de l'Union européenne, de la politique de l'enfance d'une municipalité, etc. La *sociologie* des politiques publiques (ou de l'*action publique*) s'attache à rendre compte des idées, des intérêts et des *institutions* (les trois « i ») qui s'articulent dans le cadre d'une politique publique. Elle vise aussi à rendre compte des processus par lesquels s'élaborent les politiques publiques (définition des problèmes publics, rôle des *réseaux de politique publique*, etc.) et des effets de ces politiques. Les nombreuses études de cas réalisées montrent l'importance de la prise en compte des acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre de la politique publique étudiée. Elles montrent aussi que les décisions du *pouvoir politique* ne s'appliquent pas mécaniquement mais qu'elles sont affectées par l'autonomie dont disposent les diverses structures administratives.

→ *Agenda, Coalition de cause, État, État providence, Fenêtre d'opportunité, Groupe de pression, Problème public.*

Polyandrie

Union légale d'une femme avec deux maris au moins.

→ *Famille, Mariage, Parenté, Polygamie.*

Polyandrie adelphique

Polyandrie dans laquelle deux ou plusieurs frères épousent la même femme.

→ *Famille, Mariage, Parenté, Polygamie.*

Polyarchie

Système politique dans lequel existent plusieurs *pouvoirs* de telle sorte que, selon la formule de Montesquieu, « le pouvoir arrête le pouvoir ». Robert Dahl met l'accent sur ce *concept* en considérant que la pluralité des *élites politiques*, et la compétition entre elles, est la garantie pour les *citoyens* de pouvoir choisir leurs gouvernants. La polyarchie est essentielle à la *démocratie* dès lors que l'on considère qu'il ne peut y avoir de démocratie directe, mais seulement une *démocratie représentative* (les citoyens désignent leurs dirigeants mais ne décident pas vraiment des politiques mises en œuvre). Cette compétition entre les *élites* doit obéir à des *règles*, c'est pourquoi Raymond Aron parle de « système constitutionnel pluraliste ».

→ *Démocratie, Pouvoir politique, République, Séparation des pouvoirs, Système constitutionnel pluraliste.*

Polygamie

Union légale d'un *individu* avec au moins deux conjoints. Le mariage polygame peut être polygynique ou polyandrique.

→ *Famille, Mariage, Monogamie, Parenté, Polyandrie, Polygynie.*

Polygynie

Union légale d'un homme avec deux épouses au moins.

→ *Famille, Mariage, Parenté, Polygamie.*

Polygynie sororale

Polygynie dans laquelle deux ou plusieurs sœurs épousent le même homme.

→ *Famille, Mariage, Parenté, Polygamie, Polyandrie.*

Polythéisme des valeurs

Pour Max Weber, situation caractéristique de la *modernité*, qui se traduit par le fait qu'au sein des *sociétés* il existe un pluralisme des conceptions du bien. Il n'y a donc pas un accord spontané sur les *normes* qui doivent être suivies dans la sphère privée (morale sexuelle, pratiques religieuses, etc.) ou dans la sphère publique (lutte contre les inégalités, politique en matière de sécurité, etc.).

→ *Décisionnisme, Guerre des dieux, Libéralisme, Rationalité des valeurs, Relativisme.*

Populisme

Au sens courant, caractérise de manière péjorative un discours politique démagogique.

En littérature, il s'agit de la description réaliste (naturaliste) de la vie des gens du peuple.

Pour Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, le populisme est une représentation biaisée des *cultures populaires* qui sont toujours valorisées au nom du *relativisme culturel*. « Le populisme n'est pas seulement une ligne politique, c'est la tentation constante de toute description sociologique des classes populaires, qui croit ne pouvoir échapper à l'arbitraire culturel de la domination symbolique qu'en affirmant décisoirement la supériorité des mœurs et des compétences des dominés. » C'est le cas par exemple lorsqu'on étudie le goût populaire comme goût en soi, « goût naturel » en opposition au « goût artificiel » des bourgeois.

→ *Arbitraire culturel, Catégories populaires, Domination symbolique, Guillotine de Hume, Misérabilisme, Pratiques culturelles.*

Positif

Conception épistémologique selon laquelle il convient d'énoncer ce qui est et non ce qui doit être. En ce sens, positif s'oppose à *normatif*. La plupart des chercheurs, dans les *sciences de la nature* comme en *sciences sociales*, s'accordent pour considérer que les *connaissances* scientifiques doivent avoir un caractère positif et non normatif. L'adoption d'un point de vue positif ne signifie pas nécessairement l'adoption d'une philosophie positiviste.

→ *Jugement de fait, Jugement de valeur, Positivisme, Rapport aux valeurs, Relativisme, Science.*

Positivisme

Doctrine philosophique, initiée notamment par les travaux d'Auguste Comte, qui considère que la *science* doit avoir comme objectif l'observation des faits et la description des régularités qui caractérisent ces faits.

→ *Loi, Loi des trois états.*

Postmodernisme

Courant de pensée qui considère que le projet historique de la *modernité* est épuisé et que nous sommes entrés dans une nouvelle période, la *postmodernité*. Les auteurs qui appartiennent à ce courant de pensée considèrent que pour comprendre et analyser la postmodernité, il faut remettre en cause certaines catégories d'analyse des *sciences sociales* et certains *concepts* de la

sociologie (*classes sociales*, *intégration*, etc.), qu'ils jugent inadaptés aux réalités sociales actuelles. Le postmodernisme remet en cause la coupure entre discours scientifique et non scientifique, conteste la domination du discours rationnel, met en avant des considérations esthétiques ou éthiques et rejoint ainsi le *relativisme*. Jean Baudrillard est l'un des représentants en France de ce courant. Pour Anthony Giddens, le postmodernisme est surtout un courant esthétique qu'il ne faut pas confondre avec la postmodernité : celle-ci constitue en effet, au mieux et si elle existe, le symptôme d'une transition entre modernité et postmodernité.

Postmodernité

Selon certains philosophes ou essayistes (plus rarement des sociologues), nous serions entrés dans une nouvelle période historique, la postmodernité, caractérisée à la fois par l'abandon des idées de progrès et de sens de l'histoire et par une remise en cause du projet de connaissance rationnelle du monde porté par la philosophie des Lumières. Anthony Giddens conteste la « *prétendue émergence* » de la postmodernité, en considérant au contraire que nous assistons à une radicalisation de la *modernité*, notamment en raison de son caractère réflexif. Il est dans la logique de la modernité de s'interroger sur le fondement des savoirs (approfondissement de la réflexion épistémologique), de prendre conscience des effets de cette modernité (effets écologiques par exemple), de faire émerger de nouveaux enjeux politiques (revendications féministes, conséquences de la globalisation). Dans cette perspective notre époque n'est pas une remise en cause mais un approfondissement du projet de la modernité.

→ *Postmodernisme.*

Post-taylorisme

Ensemble des modèles d'*organisation du travail* visant à dépasser les limites et dysfonctionnements rencontrés par le *taylorisme* et le *fordisme*. Ils mettent en avant l'autonomie des salariés (*équipes semi-autonomes*), l'*enrichissement des tâches* et l'*élargissement des tâches*.

→ *Néotaylorisme, Nouvelles formes d'organisation du travail (NFOT), Organisations (Sociologie des), Spécialisation des tâches, Toyotisme.*

Postulat

Proposition que l'on ne démontre pas mais que l'on admet comme point de départ d'un raisonnement ou d'une démonstration. Cette proposition peut être arbitraire, elle peut être choisie de façon purement conjecturale (sans préjuger de sa vérité, mais pour en examiner les conséquences). Un postulat se distingue d'un *axiome* au sens classique du terme. Par contre axiome au sens moderne et postulat sont synonymes.

Potentiel protestataire

Disposition plus ou moins forte à s'engager dans des actions contestataires de *participation politique* non conventionnelles (manifestation, grève, occupation des locaux...). Le potentiel protestataire peut se mesurer par les *sondages d'opinion*. Il ne présume pas forcément d'une *action collective* effective qui dépend du travail des militants, des relais médiatiques, des *réseaux* mis en œuvre, etc.

→ *Militantisme, Mouvement social, Opinion publique.*

Potlatch

Don cérémoniel pratiqué notamment par les tribus du nord ouest américain et décrit par Franz Boas. Les chefs de ces tribus échangent des objets précieux et rituels

(couvertures, anneaux de cuivre) afin de distribuer les titres et charges honorifiques aux plus généreux. Dans les tribus Chinook et Kwakiutl, potlatch signifiait donner, nourrir. Pour Marcel Mauss cet échange se caractérise par la rivalité : le don doit être suivi d'un *contre-don* immédiat et supérieur afin de gagner en prestige. Cette compétition peut aller jusqu'à la destruction de richesses afin de prouver sa prodigalité.

→ *Échange, Échange rituel, Ethnographie économique, Fait social total, Kula.*

Pouvoir

Pour Max Weber le pouvoir ou la puissance « signifie toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté, même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance ». Ce *concept* est très large, il existe des relations de pouvoir au sein du *couple*, dans les relations parents/enfants, dans les relations de voisinage, etc. Tout pouvoir n'est donc pas politique. . .

Avec Philippe Braud, on retiendra trois significations principales du terme pouvoir :

- une approche institutionnaliste conduit à identifier le pouvoir à l'*État* (on dénonce par exemple « la politique répressive du pouvoir »), au gouvernement (on distingue le « pouvoir » et « l'opposition ») ou aux administrations (« les pouvoirs publics »);
- une approche substantialiste conduit à considérer le pouvoir comme une chose que l'on peut posséder (avoir du pouvoir) ou perdre (perdre le pouvoir), que l'on peut accroître ou dilapider;
- une approche relationnelle (ou interactionniste) dans laquelle le pouvoir n'est pas considéré comme une chose, mais comme une relation, un pouvoir sur quelqu'un. Les analyses contemporaines mettent l'accent sur la conception relationnelle du pouvoir. C'est cette conception qu'exprime le politologue américain Robert Dahl pour qui le pouvoir est « la capacité d'une personne A d'obtenir qu'une personne B fasse quelque chose qu'elle n'aurait pas fait sans l'intervention de A ». En ce sens, les parents exercent un pouvoir sur leurs enfants, un entraîneur sportif exerce un pouvoir sur son équipe, un officier sur ses hommes et le législateur sur l'ensemble des *citoyens*. Michel Crozier insiste sur le fait que « le pouvoir est une relation et non un attribut des acteurs ». Le pouvoir est donc une relation « réciproque mais déséquilibrée ». Toujours selon Michel Crozier « C'est un rapport de force, dont l'un peut retirer davantage que l'autre, mais où, également, l'un n'est jamais totalement démuni face à l'autre ».

→ *Autorité, Domination, Influence, Pouvoir politique, Principe de subsidiarité, Système partisan.*

Pouvoir d'influence

Forme de *pouvoir* qui repose sur le consentement de ceux sur qui il s'exerce. Le pouvoir d'influence repose sur la capacité de celui qui le détient à offrir des contreparties, notamment symboliques à ceux sur qui il s'exerce. On peut parler, par exemple, du pouvoir d'influence d'un *leader d'opinion*, d'un responsable religieux.

→ *Autorité, Légitimité charismatique, Légitimité traditionnelle, Pouvoir politique, Pouvoir d'injonction, Two step flow.*

Pouvoir d'injonction

Forme de *pouvoir* qui repose la coercition à l'égard de ceux sur qui il s'exerce. Le pouvoir d'injonction repose sur la capacité de

ceux qui l'exercent de recourir la contrainte physique.
→ *Autorité, Légitimité charismatique, Légitimité traditionnelle, Pouvoir politique, Pouvoir d'influence, Two step flow.*

Pouvoir gris

Expression qui renvoie à la capacité d'action politique et de lobbying des seniors dans les sociétés contemporaines marquées par un *vieillissement démographique*. Cette expression est utilisée en France en référence au mouvement américain des « Panthères grises » qui a conduit, dans les années 1970, les retraités américains à se coaliser pour défendre leurs droits sociaux. En France l'existence d'un tel pouvoir fait débat, car les clivages en fonction des *âges* et des *générations* restent seconds par rapport aux clivages entre *classes sociales* ou groupes professionnelles.
→ *Âge (Sociologie de l'), Effet d'âge, Effet de génération.*

Pouvoir politique

Type de *pouvoir* qui s'exerce dans le champ *politique*. Pour Max Weber, le pouvoir est politique s'il s'exerce sur un territoire déterminé et s'il est en mesure de faire appliquer ses décisions par le recours ou la menace du recours à la contrainte physique. Le pouvoir est donc lié à la coercition, mais il suppose aussi une *légitimité*. Plus généralement, le pouvoir politique est celui qui s'exerce dans la gestion des affaires de la Cité. Le chef de tribu, le chef d'*État* ou de gouvernement, le maire d'une commune exercent un pouvoir politique alors que le pouvoir qui s'exerce au sein d'une *famille* ou au sein d'une association de pêcheurs à la ligne n'est pas politique. Cependant, s'il y a un accord général pour considérer que tout pouvoir n'est pas politique et que tout pouvoir politique n'est pas étatique, la frontière de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas est difficile à tracer. Le pouvoir au sein du Comité International Olympique a certainement une dimension politique et une association de peintres amateurs peut être un relais politique efficace pour un élu local.
→ *Classe dirigeant, Élite gouvernementale, Parti politique, Polyarchie, Principe de subsidiarité, Système partisan.*

Pragmatisme

Courant de pensée de la philosophie américaine, représenté notamment par William James et John Dewey, qui a exercé une influence sur la *sociologie* notamment à travers l'œuvre de Georges Herbert Mead et l'*École de Chicago*. Pour le pragmatisme, le critère de la vérité réside dans la réussite d'une action. Le pragmatisme a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison des risques d'*empirisme* et de *relativisme* que comporte cette posture épistémologique.
→ *Épistémologie.*

Pratiques culturelles

Au sens anthropologique large, désigne l'ensemble des *pratiques sociales* (la manière de manger par exemple). Dans les sociétés contemporaines, les sociologues et les statisticiens identifient parmi l'ensemble des pratiques sociales (religion, production) celles qui relèvent de la *culture*. En France, les pratiques culturelles désignent l'ensemble des activités relatives à cinq filières : l'image, le son, l'écrit, les sorties, les pratiques amateurs, définies par Olivier Donnat dans le cadre des enquêtes du ministère de la Culture. Par exemple en 2008, 57 % des personnes appartenant à un milieu social supérieur (chef de ménage cadre supérieur) déclaraient avoir lu 10 livres ou plus au cours des 12 derniers mois et 42 % des personnes appartenant à un milieu populaire (chef de ménage ouvrier) déclaraient de pas avoir lu de livres

au cours des 12 derniers mois. On mesure aussi les pratiques culturelles à partir des dépenses budgétaires des *ménages*. Par exemple, en 2006, les *ouvriers* consacraient 7,6 % de leur budget aux loisirs et à la culture.

→ *Art (Sociologie de l'), Arbitraire culturel, Cultural studies, Culture (Sociologie de la), Dissonance culturelle, Loisirs (Sociologie des), Publics (Sociologie des), Réception (Sociologie de la).*

Pratiques sociales

Au sens le plus général, comportements concrets des *acteurs sociaux*. Pour la *sociologie* fonctionnaliste, elles constituent l'expression des *rôles sociaux*. Pour l'*anthropologie*, elles sont un des objets fondamentaux de l'*enquête de terrain* : elles donnent lieu à description, puis à théorisation. Pour Pierre Bourdieu, les pratiques sociales individuelles sont déterminées par les *habitus*. Dans la sociologie contemporaine, on étudie non pas les pratiques sociales en général, mais tel ou tel type de pratiques (culturelles, religieuses, etc.).

→ *Anthropologie structurale, Fonctionnalisme, Interactionnisme, Praxis, Pratiques culturelles, Statut.*

Praxéologie

Pour Ludwig von Mises, science générale de l'action humaine. L'objet d'étude de cette *science* est l'action rationnelle des hommes. La praxéologie est une démarche déductive qui trouve son fondement dans l'*individualisme méthodologique*.

→ *Choix rationnel (Théorie du), Rationalité.*

Praxis

Chez Karl Marx, l'« action pratique » (traduction d'Henri Lefebvre) est l'ensemble des activités matérielles et intellectuelles des hommes qui contribue à la transformation de la réalité sociale.

→ *Dialectique, Marxisme.*

Précarité

Situation d'un *individu* placé dans une position de fragilité, de vulnérabilité et d'incertitude face à l'avenir. La précarité, en tant qu'état, s'oppose à la stabilité et elle engendre un accroissement du *risque* d'exclusion. C'est principalement en lien avec le *travail* salarié que cette notion est analysée. En effet, le développement des emplois précaires génère des défauts d'*intégration sociale* chez les salariés qui les exercent. Serge Paugam, en évoquant « le salarié de la précarité » met en évidence deux types de précarité dans le monde du travail :

- la précarité du travail, qui caractérise un défaut d'intégration professionnelle lié au peu d'intérêt du salarié pour son travail faiblement rémunéré et peu reconnu socialement;

- la précarité de l'emploi, qui correspond à une situation où le salarié exerce un travail précaire parce que relevant d'une forme atypique de *contrat* de travail (contrat à durée déterminée, contrat d'intérim...) qui l'empêche de se projeter dans l'avenir.

Ces deux formes de précarité sont le plus souvent associées pour donner lieu à ce que Paugam appelle une intégration disqualifiante.

→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, Disqualification sociale, Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale.*

Prédiction créatrice

Mécanisme par lequel le fait de prévoir un événement et de l'annoncer conduit à sa survenance. Pour Robert King Merton, « la prédiction créatrice débute par une définition fausse de la situation,

provoquant un comportement nouveau qui rend vraie la conception, fausse à l'origine. La spécieuse vérité de la prédiction créatrice engendre une suite d'erreurs ». Il donne pour exemple la faillite de la *Last National Bank* en 1932, suite à une fausse *rumeur* d'insolvabilité qui conduit les agents à retirer leurs fonds, créant ainsi l'insolvabilité.
→ *Prophétie autoréalisatrice, Théorème de Thomas.*

Première modernité

Période qui s'écoule du Siècle des Lumières à la fin des années 1950. Elle se caractérise par la montée en puissance de l'*individualisme universaliste*, l'*industrialisation*, le *désenchantement du monde*, l'importance croissante de la *question sociale*, etc. Les *valeurs* liées à la *rationalité*, à l'activité scientifique, à la *démocratie*, gagnent en influence. Si, au cours de cette Première modernité, la dimension sociétaire tend à l'emporter sur la dimension communautaire de la vie sociale, l'influence des *traditions* reste cependant forte notamment en matière religieuse, familiale et sexuelle. Certains historiens et sociologues parlent d'une « *Early Modernity* » qui débute avec la Renaissance et la Réforme et se termine vers 1750.
→ *Communauté, Libéralisme, Libéralisme culturel, Modernité, Société.*

Prénotion

Pour Émile Durkheim, interprétation de la réalité sociale qui relève du sens commun et qui peut constituer un *obstacle épistémologique*. Le travail du sociologue est de définir rigoureusement son objet d'étude, et pour cela il doit « systématiquement écarter » ces prénotions : « Il faut qu'il s'affranchisse de ces fausses évidences qui dominent l'esprit du vulgaire, qu'il secoue, une fois pour toutes, le joug de ces catégories empiriques qu'une longue accoutumance finit souvent par rendre tyranniques ». Cela revient à considérer que le social n'est pas une donnée immédiate, mais qu'il doit être construit. Pour Marcel Mauss, la construction préalable de l'*objet* sociologique doit servir à « substituer aux notions de sens commun, une première notion scientifique ». Pierre Bourdieu, Jean Claude Chamboredon et Jean Claude Passeron, parlent de « sociologie spontanée » pour décrire les travaux qui ne prennent pas de distance avec ces prénotions, qui n'ont pas respecté l'exigence de *rupture épistémologique*.
→ *Attracteur idéologique, Doxa, Fait social.*

Prestige social

Jugement favorable porté sur une catégorie sociale ou sur une *profession*. Le prestige est lié à de nombreux facteurs qui varient selon les *sociétés*. Par exemple, dans les sociétés féodales le prestige est lié à la noblesse de l'origine et du comportement (logique de l'honneur), dans les sociétés capitalistes le prestige est lié au niveau du revenu et du patrimoine. Dans la plupart des sociétés, il existe des sources diverses de prestige (militaire, religieuse, politique, économique, etc.). Dans l'étude de la *stratification sociale* (et dans une perspective nominaliste), on utilise des échelles de prestige que l'on construit en interrogeant un échantillon de la population afin de lui demander de classer diverses professions ou catégories sociales depuis les positions les plus valorisées et les plus prestigieuses jusqu'aux positions les moins valorisées.
→ *Classe dirigeante, Classes sociales, Élite, Héritiers, Yankee city.*

Primogéniture

Du latin *primogénitus* qui signifie premier né. Dans une fratrie, ordre de naissance des enfants d'un *couple*. La primogéniture mâle

est un principe qu'on appelle parfois (à tort) la « loi salique » qui exclut les femmes de l'ordre successoral dynastique (et pas seulement pour le royaume de France).
→ *Couple, Descendance.*

Principe de la discussion

→ *Éthique de la discussion.*

Principe de subsidiarité

Modalité d'organisation du niveau de compétence des pouvoirs publics destinée à répartir de façon hiérarchisée les responsabilités entre les différents niveaux de *pouvoir politique* ou administratif (supranational, national et local). Ce principe qui trouve son origine à la fin du XIX^e^ siècle dans la *doctrine* sociale de l'*Église* catholique repose sur l'idée que les décisions publiques doivent être prises au plus près des *citoyens* : un niveau de *pouvoir* n'est habilité à prendre une décision relative à un domaine déterminé que s'il n'existe pas un niveau de pouvoir inférieur en mesure de se prononcer de façon plus pertinente sur le domaine considéré. Par exemple au sein des institutions européennes, ce principe a été énoncé dans le traité de Maastricht et permet de traiter les conflits de compétence entre l'Union européenne et les États membres : les États sont compétents sauf s'il apparaît qu'une action centralisée des instances communautaires est plus efficace.
→ *Action publique, Gouvernance.*

Prise de parole (*Voice*)

D'après Albert Hirschman, c'est une modalité d'action que les membres d'une *organisation* ou les clients d'une *entreprise* peuvent utiliser quand celle-ci est défaillante. Dans ce cas le mécontentement se traduit par la protestation. Par exemple, si des membres d'une organisation ne sont pas satisfaits par son fonctionnement, ils peuvent décider de se regrouper pour signer une pétition, faire une *manifestation*, une *grève* etc. Il existe deux autres modalités d'action : la *défection* et la *loyauté* vis-à-vis de l'organisation. Le *concept* de prise de parole a été utilisé entre autre pour rendre compte de la participation à une *action collective.*
→ *Conflits sociaux, Groupe d'intérêt, mobilisation des ressources, Mouvement social, Répertoires de l'action collective.*

Problème public

Situation, domaine ou enjeu qui est mis à l'*agenda* et justifie un débat public ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'une *politique publique*. Pour qu'un problème soit reconnu comme public, il faut que l'*opinion publique* et les décideurs publics considèrent qu'il est possible d'agir pour améliorer une situation. Les problèmes publics sont le produit d'une construction (problématisation) qui résulte de l'interaction de divers *acteurs sociaux* (responsables politiques, experts, mouvements sociaux, etc.). Il ne suffit pas qu'un problème existe objectivement pour qu'il devienne un problème public. Par exemple, l'environnement n'est devenu un problème public que dans les années 1970, alors que la question des conséquences sur l'environnement de l'activité économique se pose au moins depuis la Révolution industrielle. La problématisation résulte donc dans une large mesure de l'activité d'entrepreneurs politiques (membres de l'*élite* administrative, leaders de *groupes d'intérêts*, médias, etc.) qui contribuent à faire prendre conscience de l'importance du problème et de l'existence de solutions que le *pouvoir politique* ou administratif pourrait mettre en œuvre.
→ *Coalition de cause, Communauté de politique publique, Expertise, Fenêtre d'opportunité, Groupe de pression, Réseau de politique publique.*

Profane

Se distingue de *sacré*. Pour Émile Durkheim, la séparation entre le profane est le *sacré* est au cœur de la définition de la *religion*. Alors que les réalités profanes sont accessibles à tout un chacun, le sacré est caché, interdit, réservé à certains membres de la *communauté*.

→ *Religion civile, Rite profane.*

Profession

Au sens courant, désigne le métier ou l'emploi occupé par un *individu*. Dans de nombreux formulaires administratifs on demande que soient indiqués l'état civil, l'adresse et la profession. Par différence, les personnes sans emploi sont classées parmi les « sans profession ». Claude Dubar et Pierre Tripier distinguent quatre sens au mot profession tel qu'il est utilisé en français :

- la profession telle qu'elle est déclarée (qui correspond à l'identité professionnelle, par exemple « agriculteur » ou « paysan »);
- la profession comme métier (qui correspond à une spécialisation professionnelle, par exemple « éleveur »);
- la profession comme fonction (qui correspond à une position professionnelle, par exemple « métayer »);
- la profession comme emploi (qui correspond à une classification professionnelle, par exemple « chef d'exploitation »).

Le terme profession regroupe donc des réalités assez diverses. Il existe des *syndicats* professionnels qui sont des organisations patronales, des professions libérales (médecins, avocats, architectes), des groupes professionnels dont on dénonce parfois le *corporatisme*, etc. Il importe donc de préciser dans chaque cas, quel est le sens que l'on donne au mot « profession ». Dans la sociologie anglo-saxonne, tous les métiers (tous les groupes professionnels) ne sont pas des professions. Ce dernier terme ne s'applique en effet que si certaines conditions sont réunies;

- la profession met en œuvre un savoir de type théorique qui suppose une formation longue dans une institution spécialisée (école professionnelle);
- la profession est auto-organisée (associations professionnelles) et dispose d'un code de déontologie;
- la profession dispose d'un monopole dans l'exercice d'un certain type de métier ou de fonction et elle a des motivations altruistes et des responsabilités sociales. La profession dispose d'un *prestige social* qui confère à ses membres une certaine autonomie même quand ils sont salariés.

Dans la mesure où ils remplissent ces trois conditions, les médecins et les avocats sont l'archétype des professions. D'un point de vue fonctionnaliste, la profession est caractérisée par des *normes*, des *valeurs*, des intérêts et une définition des *rôles*. Talcott Parsons et Robert King Merton ont insisté sur le fait qu'un nombre croissant de groupes professionnels cherchait à se faire reconnaître comme profession et donc à en acquérir les caractéristiques. On peut montrer par exemple que les infirmiers et infirmières, les psychanalystes, les psychologues, etc. ont connu un processus de professionnalisation.

Les sociologues interactionnistes (en particulier Anselm Strauss et Everett Hugues) se sont situés de façon critique par rapport à l'approche fonctionnaliste. Ils considèrent notamment qu'une profession est un ensemble flou, caractérisé par des *conflits* et des tensions entre divers segments de la profession. La profession est donc un processus, plutôt qu'un système stable de normes, de rôles et de valeurs. C'est dans l'*interaction* que les *identités* professionnelles se construisent et l'entrée dans la profession n'est pas un simple processus de d'adapta-

tion aux normes, aux valeurs et aux pratiques en vigueur.

→ *Compétence, Identité au travail, Parité, Plafond de verre, Professions et catégories socioprofessionnelles, Socialisation professionnelle.*

Professions et catégories socioprofessionnelles

La nomenclature des Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) permet, selon l'Insee de classer « la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non) ». Elle a remplacé, en 1982, la nomenclature des *catégories socioprofessionnelles* créée en 1954. La nomenclature comporte quatre niveaux d'agrégation emboîtés. Au niveau le plus fin, un poste de la nomenclature PCS correspond à une profession, décrite par un code à 4 positions comportant trois chiffres et une lettre (486 postes). Au niveau le plus agrégé se trouvent les groupes socioprofessionnels : 8 postes, correspondant au premier chiffre de la PCS. Les niveaux d'agrégation intermédiaires sont ceux des catégories socioprofessionnelles à deux chiffres : 42 postes avec une version agrégée en 24 postes. Les huit postes principaux sont : Agriculteurs exploitants; Artisans, commerçants et chefs d'entreprise; Cadres et professions intellectuelles supérieures; *Professions Intermédiaires*; *Employés*; *Ouvriers*; Retraités; Autres personnes sans activité professionnelle. Elle est utilisée par l'Insee pour le dépouillement des recensements, pour certaines enquêtes de consommation, *mobilité sociale*, mortalité, etc. Elle est également utilisée par de nombreux autres organismes démographiques ou sociologiques.

→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique, Stratification sociale.*

Professions intermédiaires

Dans la nomenclature des *Professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS) de l'Insee, les professions intermédiaires forment le groupe 4, et résultent des transformations de la nomenclature 1954 (on parlait alors de cadres moyens). Selon l'INSEE, deux tiers des membres du groupe occupent effectivement une position intermédiaire entre les *cadres* et les agents d'exécution, *ouvriers* ou *employés*. Les autres sont intermédiaires dans un sens plus figuré : ils travaillent notamment dans l'enseignement (instituteurs par exemple), la santé (infirmières par exemple) et le travail social. (assistantes sociales par exemple).

Dans la nomenclature à 24 postes (niveau 2 de la nomenclature des PCS de l'Insee), les professions intermédiaires se répartissent en quatre catégories :

- les professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés (catégorie 41); cette catégorie ne compte que quelques indépendants : patrons de petites écoles privées de niveau instituteurs, exerçant eux-mêmes un enseignement, professeurs de sport à leur compte, formateurs ou animateurs de formation continue à leur compte. La catégorie rassemble elle-même quatre sous-groupes : le premier concerne des enseignants appartenant à la catégorie B ou aux grades inférieurs de la catégorie A dans la Fonction Publique, ou de niveau équivalent dans le privé, des moniteurs et éducateurs sportifs, des sportifs professionnels, des assistants techniques de niveau intermédiaire de la documentation, de l'archivage en entreprise. Le deuxième sous-groupe rassemble des indépendants (infirmiers ou sages-femmes libéraux, spécialistes de la rééducation et pédicures libéraux, spécialistes de l'appareillage médical indépendants), et des salariés (sages-femmes). En troisième lieu, des prêtres et les religieux

exerçant une activité professionnelle liée à leur état religieux doivent être classés dans cette catégorie. Le quatrième sous-groupe enfin rassemble des professions intermédiaires administratives de la fonction publique : sous-officiers supérieurs de l'Armée et de la Gendarmerie et cadres B et assimilés (titulaires et non titulaires) de la fonction publique civile;

- les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises (catégorie 46);
- les Techniciens (catégorie 47);
- les Contremaîtres et agents de maîtrise (catégorie 48) : cette catégorie ne comprend que des salariés (du privé et du public). Il s'agit pour l'essentiel de personnes qui ont pour fonction principale le commandement, direct ou indirect, d'ouvriers ou de techniciens.

→ *Catégorie sociale, Catégorie statistique.*

Profession-vocation

→ *Beruf.*

Programme de recherche scientifique

Concept proposé par Imre Lakatos sur la base d'une critique du concept de *paradigme*. Pour Imre Lakatos, un programme de recherche scientifique se compose :

- d'un noyau dur (ensemble de propositions qui ne sont pas soumises à réfutation);
- d'une heuristique positive (qui indique les champs et les objets de recherche) et d'une heuristique négative (qui exclut certaines voies de recherche). Pour Imre Lakatos, un programme de recherche scientifique est plus large qu'une *théorie* ou qu'un *modèle*. Il prend l'exemple du programme de recherche newtonien qui a servi de cadre à un grand nombre de travaux. Imre Lakatos insiste aussi sur le fait qu'un programme de recherche n'est jamais abandonné sur la seule base d'une réfutation de telle ou telle proposition. Par contre il distingue les programmes de recherche progressifs (qui produisent des résultats nouveaux, suscitent des interrogations nouvelles) et les programmes de recherche régressifs (dont la fécondité heuristique s'épuise). Cela permet de comprendre que plusieurs programmes de recherche peuvent coexister durablement. Cette conception de l'histoire des sciences se distingue de celle avancée par Thomas Kuhn (qui donne une grande importance au concept de « *science normale* »).

→ *Épistémologie, Science.*

Progrès social

Composante du *changement social* qui conduit à l'amélioration des *conditions de vie* de l'ensemble de la population. On considère généralement que le progrès social est la contrepartie nécessaire du progrès économique (augmentation de la production et de la productivité) et du progrès technique. Le progrès social est généralement associé à l'idée de réduction des inégalités puisqu'il suppose notamment une amélioration de la situation des catégories sociales les plus défavorisées.

→ *État providence, Inégalités sociales, Mode de vie, Niveau de vie, Réforme sociale.*

Prohibition de l'inceste

Règle interdisant les relations sexuelles, et/ou le *mariage*, entre des *individus* apparentés à un degré qui varie selon les époques et les *sociétés*. Selon Claude Lévi-Strauss cette règle universelle marque « le passage de la nature à la culture ».

→ *Culture, Exogamie, Inceste, Parenté.*

Prolétariat

Terme utilisé pour désigner la *classe ouvrière* dans l'analyse marxiste. Selon Friedrich Engels, « le prolétariat est la classe

de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail, et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont les conditions d'existence et l'existence même dépendent de la demande de travail, par conséquent de la succession des périodes de crise et de prospérité industrielle, des oscillations d'une concurrence sans frein. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe laborieuse de l'époque actuelle ».

→ *Classe sociale, Classe populaire, Fraction de classe, Lumpen prolétariat, Lutte des classes, Marxisme, Ouvriers, Polarisation des classes sociales, Question sociale, Under Class.*

Promotion sociale

Au sens courant, on appelle promotion sociale un mouvement de *mobilité sociale intragénérationnelle* ascendante.

Dans la sociologie du travail et des relations professionnelles, l'étude de la promotion sociale concerne les dispositifs de formation qui visent à améliorer la qualification de la main-d'œuvre. Selon Claude Dubar, c'est en 1959 qu'apparaît le sens actuel donné à cette expression. Autrefois appelé « cours du soir », ce type d'enseignement a fait très vite son apparition dans les instituts de formation et le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est une des premières institutions à l'avoir mis en place, relayée plus tard par des institutions nouvelles comme le Centre d'études supérieures industrielles (Cesi) ou les Centres de formation professionnelle et de promotion agricole (Cfppa). Le but était de permettre aux adultes d'obtenir un diplôme ou une qualification supplémentaire.

Cet enseignement de promotion sociale s'adresse d'une part à des demandeurs d'emploi soucieux d'augmenter leur chance d'obtenir un emploi en suivant des formations supplémentaires et d'autre part à des travailleurs qui veulent progresser au sein de leur entreprise ou changer complètement d'orientation.

Ce dispositif est amplifié par la loi de 1971 sur la formation professionnelle qui contraint les entreprises à financer la formation continue de leur personnel.

Ainsi, le projet – à visée globale – de permettre une *ascension sociale* tend à se réorienter vers la mise en place de parcours individuels, privilégiant l'employabilité : chacun doit apprendre à gérer ses compétences pour les mettre en œuvre au cours de sa vie professionnelle.

→ *Forme scolaire, Hétérogamie sociale, Profession, Travail (Sociologie du).*

Prophétie auto réalisatrice

→ *Prédiction créatrice, Théorème de Thomas.*

Propriété de soi

Droit exclusif pour chaque individu d'être maître de son corps et de décider de façon souveraine de sa propre vie. Ce concept joue un rôle central dans la pensée libérale : la propriété de soi est une condition de l'autonomie individuelle et de l'exercice de la *citoyenneté*. La propriété de soi s'oppose à l'*esclavage* et au *servage*.

→ *Libéralisme politique, Propriété privée, Propriété sociale.*

Propriété privée

Droit pour un individu d'utiliser (*usus*), de tirer des revenus (*fructus*) et de vendre ou de donner (*abusus*) des actifs réels ou financiers (immeubles, actions, obligations, etc.). Dans la pensée politique libérale, la propriété privée est la condition de la *propriété de soi*. La *société* doit être considérée comme un ensemble de propriétaires qui administrent ensemble leurs affaires communes. C'est cette conception qui a con-

duit, au cours de certaines périodes de l'histoire, à l'existence d'un suffrage censitaire.

→ *Libéralisme politique, Propriété sociale.*

Propriété sociale

Propriété commune des membres d'une *société*. Cette idée se distingue (et parfois s'oppose) à la *propriété privée*. Dans les années 1880, en France, les « républicains de progrès » (comme Alfred Fouillée et Léon Duguit) défendent l'extension de la propriété sociale comme fondement de la *citoyenneté* républicaine. Cette idée est reprise par Robert Castel qui souligne que l'émergence d'une classe de non-propriétaires pose la question des fondements de l'autonomie (*propriété de soi*) et de la *citoyenneté* pour ceux qui ne peuvent pas s'appuyer sur la propriété privée. Dès lors, la propriété sociale (*protection sociale, services publics*, infrastructures collectives, etc.) est garante de l'accès égalitaire à la citoyenneté. Dans cette perspective, la remise en cause de la protection sociale et de l'intervention publique constitue une réduction des fondements de la *démocratie*.

→ *Classe sociale, État providence, Question sociale, Propriété privée, Républicanisme, République.*

Protection sociale

Ensemble des mécanismes collectifs qui permettent aux *individus* (ou aux *ménages*) de faire face aux conséquences d'un certain nombre de *risques sociaux* identifiés comme étant de nature à générer une baisse ou une disparition de leurs revenus ou une augmentation de leurs dépenses. La protection sociale est donc destinée, grâce aux mécanismes de la *redistribution*, à couvrir un certain nombre de grandes catégories de risques :

- la santé (maladies, accidents du travail maladies professionnelles, invalidité…);
- l'emploi (chômage, insertion professionnelle…);
- la vieillesse (pensions de retraite, allocations d'autonomie…);
- la famille et la maternité (allocations familiales, allocations pour garde d'enfants, prestations journalières liées à la maternité…);
- la *pauvreté* et l'exclusion (RMI…);
- le logement (allocations logement, attributions de logements sociaux…).

La protection sociale répond à trois logiques :

- une logique d'assurance qui repose sur le versement de prestations conditionné à la survenance du *risque* d'une part et à une cotisation préalable d'autre part; un chômeur ne peut prétendre à une indemnisation que dans la mesure où il aura travaillé et donc cotisé au préalable;
- une logique d'assistance qui repose sur un principe de *solidarité* et qui prévoit le versement de prestations compensatoires liées à la survenance d'un risque sans contrepartie; le RMI est versé uniquement sous des conditions d'âge et de ressources;
- enfin, une logique universelle, qui couvre certains risques sans aucune condition préalable que la survenance du risque, c'est le cas par exemple lorsque des allocations familiales sont versées avec comme seul déterminant le nombre d'enfants du ménage.

→ *Citoyenneté, Désaffiliation, État providence, Exclusion sociale, Individualisme par défaut, Nouvelle pauvreté, Précarité.*

Psychologie sociale

Discipline qui prend naissance pour l'essentiel aux États-Unis au début du XX^{e} siècle et qui se propose d'une part d'analyser les fondements psychologiques des phénomènes sociaux, d'autre part d'étudier la *socialisation* et la formation de la personnalité. Pendant longtemps, on a

considéré que la psychologie sociale se distinguait :

- de la psychologie par la prise en compte des facteurs sociaux (la psychologie s'en tenant à une approche individuelle) ;

- de la *sociologie* par l'importance accordée à l'*individu* (la sociologie s'en tenant à l'étude des phénomènes collectifs).

Pour Serge Moscovici : « La psychologie sociale est la science du conflit entre l'individu et la société ». La distinction entre psychologie sociale et sociologie est cependant difficile à cerner :

- d'une part, certains auteurs considérés comme les fondateurs de la psychologie sociale (Gabriel Tarde, Albion Small et Georges Herbert Mead par exemple) sont aussi considérés comme des fondateurs de la sociologie ;

- d'autre part si, à l'époque d'Émile Durkheim, l'approche psychologique est rejetée et la démarcation avec la psychologie affirmée, il n'en va plus de même aujourd'hui. De nombreux courants de la sociologie mettent l'accent sur la prise en compte de l'*individu* (*agent*, *acteur* ou *sujet*). Certains auteurs (comme Bernard Lahire) vont jusqu'à proposer l'élaboration d'une « sociologie psychologique ». Il n'en demeure pas moins que la psychologie sociale a une existence institutionnelle (chaires universitaires, laboratoires de recherche, revues, manuels, colloques, etc.). Sa spécificité réside sans doute aujourd'hui à la fois dans l'*objet* de ses recherches (la dynamique des groupes restreints) et par l'importance accordée à la démarche expérimentale. Un certain nombre d'objets (*famille*, *rumeurs*, *consommation*, *racisme*, etc.) sont étudiés à la fois par la sociologie et par la psychologie sociale, mais ils le sont selon des démarches et à partir de traditions théoriques différentes.

→ *Individualisme méthodologique, Relationnisme méthodologique, Structuralisme constructiviste.*

Publics (Sociologie des)

Étude de groupes provisoires, réels ou fictifs, formés lors de la *réception* ou de la *consommation* d'un objet culturel (ou sportif). Il existe deux manières principales de considérer le public : soit il est défini par son *objet*, soit par les comportements qu'il engendre :

- dans le premier cas, le public est analysé comme un ensemble d'*individus*, dont l'unité provient des effets communs engendrés par la *réception* d'un produit culturel. Ces études sont essentiellement réalisées à partir d'enquêtes quantitatives sur les *pratiques culturelles*. L'unité du public, dans une perspective fonctionnaliste, provient des *besoins* communs des individus. Par exemple, les catégories populaires écoutent des *soap operas* pour vivre par procuration des aventures inaccessibles. Dans une perspective constructiviste, Pierre Bourdieu (ainsi que certains auteurs des *Cultural Studies*) montre que le public est produit par la *stratification sociale* : lors de la visite d'un musée, les *classes populaires* vont solliciter des guides, les *classes dominantes* se dirigent vers les œuvres qu'elles connaissent déjà. Comme la catégorie sociale, la structuration par les *genres* est explicative des réactions différentes des femmes ou des hommes face à un même objet culturel ;

- dans le second cas, l'analyse des publics est menée par rapport aux actes réalisés lors d'une réception secondaire : la perspective est interactionniste. Il s'agit d'analyser les échanges de points de vue après une diffusion télévisuelle par exemple. Les études sont donc plus qualitatives. La spécificité du public peut se comprendre à travers des *interactions* particulières, où les individus considèrent qu'ils interprètent la situation de la même façon (la communication familiale par exemple agit sur les manières d'être téléspectateur) ou par les contextes qui établissent la médiation entre les œuvres et le

public (le public se construit en s'emparant d'objets ou de lieux identitaires).
→ *Art (Sociologie de l')*, *Culture*, *Culture (Sociologie de la)*, *Loisirs (Sociologie des)*, *Pratiques culturelles*.

Q

Qualification

Désigne à la fois un processus de codification des emplois dans une logique de hiérarchisation des salariés, ainsi que son résultat. On distingue trois formes de qualification :

- la qualification requise par le poste de travail, c'est-à-dire le savoir-faire exigé par l'employeur pour effectuer une tâche;
- la qualification effective du travailleur, c'est-à-dire l'ensemble des savoir-faire acquis par la formation et l'expérience;
- la qualification attribuée officiellement, c'est-à-dire validée par les conventions collectives, qui fonde des grilles de salaire.

→ *Compétence, Déqualification, Identité au travail, Travail (Sociologie du).*

Qualitativisme

→ *Méthode qualitative.*

Quantitativisme

→ *Méthode quantitative.*

Quantophrénie

Terme péjoratif qui désigne, pour les tenants des *méthodes qualitatives*, l'obsession de la mesure quantitative dont souffriraient certains sociologues qui considèrent que la quantification est gage de scientificité. La quantophrénie serait liée au désir de se rapprocher le plus possible du modèle des *sciences empirico-formelles.*

→ *Méthodologie sociologique, Méthodes quantitatives, Quantitativisme.*

Quartile

Trois quartiles partagent une population statistique quelconque en quatre sous-ensembles d'effectif égal (la population statistique est classée par ordre croissant de la variable étudiée). Le deuxième quartile est la *médiane.* Par exemple, lorsqu'on observe la distribution des salariés selon le niveau de salaire, le premier quartile est le salaire tel que 25 % des salariés ont un salaire inférieur ou égal et 75 % un salaire supérieur ou égal.

→ *Décile, Rapport interquartile.*

Queer

À l'origine, insulte homophobe signifiant « étrange » ou « bizarre ». Par un effet de *retournement du stigmate*, le terme est repris par les mouvements qui dénoncent la domination hétérosexuelle et défendent les minorités sexuelles (homosexuels, bisexuels, transgenres). En *sociologie* on a vu se développer (surtout aux États-Unis et plus récemment en France) des *Queer Studies* dont la figure marquante est l'Américaine Judith Butler auteur de « Trouble dans le genre ». Les *Queer Studies* se consacrent notamment à une réflexion critique sur les *normes* et les rapports de *domina-*

tion qui définissent les comportements genrés. Elles étudient aussi les *sous-cultures* et *contre-culture* gay, lesbienne et transgenre.
→ *Cultural Studies, Féminisme, French Theory, Genre, Gender Studies, Sexe.*

Querelle des méthodes

Controverse qui a opposé à la fin du XIX[e] siècle les tenants de l'école historique allemande (notamment Wilhelm Roscher et Gustav Schmoller) à l'école autrichienne naissante (notamment Carl Menger) :

- pour les premiers, la *connaissance* économique (et plus largement les *sciences sociales*) relève d'une démarche idiographique (étude et description de faits singuliers);
- pour les seconds, il faut adopter une démarche théorique et avoir pour objectif la formulation de propositions *apodictiques*. Plus généralement, la querelle des méthodes oppose les partisans du monisme épistémologique (les *sciences de la nature* et les *sciences sociales* relèvent du même registre épistémologique) à ceux du dualisme épistémologique (qui considèrent que sciences de la nature et *sciences de la culture* ne relèvent pas de la même épistémologie).
→ *Assertorique, Épistémologie, Methodenstreit, Sciences, Sciences idiographiques, Sciences nomologiques.*

Querelle des universaux

Débat qui oppose au XII[e] siècle les philosophes à propos du statut et de l'origine des idées générales abstraites (universaux). Pour certains, qui appartiennent à la tradition idéaliste, les idées générales (comme « beau », « vrai », « grand ») ont une existence réelle qui préexiste au monde matériel (on dit qu'ils sont « *réalistes* »). Pour d'autres, tel Pierre Abélard, les idées générales ne sont que le nom que les hommes attribuent à des caractéristiques qu'ils observent dans la réalité (on les appelle « *nominalistes* »). Ce débat réalisme/nominalisme se retrouve dans l'*épistémologie* contemporaine, par exemple en *sociologie* à propos des *classes sociales*.
→ *Épistémologie.*

Question fermée

Question qui ne comporte qu'un nombre prédéfini de réponses possibles, sous une forme elle-même prédéterminée (oui/non, classement hiérarchique, etc.).
→ *Méthodologie sociologique, Enquête, Enquête de terrain, Questionnaire.*

Question ouverte

Laisse au sujet interrogé toute liberté de réponse; soit on enregistre textuellement la réponse du sujet, soit on ne retient que des éléments prédéfinis (mots, expressions, etc.). Les questions ouvertes sont utilisées dans les *questionnaires* et dans les *entretiens*.
→ *Enquête, Enquête de terrain, Méthodologie sociologique.*

Question sociale

Émergence dans le débat public des conséquences sociales du capitalisme industriel (pauvreté et insalubrité des quartiers ouvriers...). Par exemple en 1840, lorsque le docteur Louis René Villermé publie son rapport, *Le tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie*, il montre la responsabilité du *patronat* dans la *paupérisation* du salariat ouvrier (travail des enfants, partage de la richesse entre salaires et profits...).
En 1995, Robert Castel met en évidence une « métamorphose de la question sociale ». Pour lui, l'apparition progressive des systèmes de *protection sociale*, du droit du travail puis l'avènement de l'*État providence* ont permis de rompre avec la paupérisation et la précarisation des débuts de l'ère indus-

trielle. Il se demande si la montée de la flexibilisation de la main-d'œuvre de la fin du XX^e siècle et la *précarité* qu'elle engendre à nouveau, ne constituent pas un retour en arrière, marquant le début d'un « effritement de la société salariale ». Il émet l'hypothèse que la *désaffiliation* d'une partie du *salariat* constitue « le nœud de la question sociale aujourd'hui ».

La même année, Pierre Rosanvallon, propose d'aborder « la nouvelle question sociale » en faisant le constat que « les phénomènes actuels de l'exclusion ne renvoient pas aux catégories anciennes de l'exploitation ». Pour lui, contrairement à Castel, il n'y a pas « un simple retour aux problèmes passés » et il convient de trouver de nouvelles méthodes de « gestion du social » qui consisteraient à « repenser l'État providence » en mettant en évidence les bases de nouveaux mécanismes de production de *solidarité* et de *cohésion sociale*.

→ *Inégalité sociale, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Relations professionnelles, Syndicat.*

Questionnaire

Technique d'*enquête* qui permet de recueillir des informations en interrogeant directement les sujets. Les questionnaires répondent à la nécessité de construire, à partir d'un ensemble de réponses, des indicateurs préalablement définis en fonction de la méthodologie de recherche. La « passation » peut avoir plusieurs formes : individuelle, collective, écrite, orale, à distance. Ils peuvent comporter des *questions ouvertes*, des *questions fermées*, ou une combinaison des deux formes.

→ *Enquête de terrain, Méthodologie sociologique.*

Quotient de mortalité par âge

Mesure la probabilité, pour les personnes survivantes à un *âge* donné, de décéder avant l'âge suivant. Il se calcule en divisant les décès à un âge X par les survivants à cet âge X. Les résultats sont consignés dans des *tables de mortalité*. Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule également une table de mortalité couvrant une période de trois années. En France par exemple, sur la période 2008-2010, selon l'Insee, le quotient de mortalité à la naissance était de 360 pour 100 000 survivants. Il descend jusqu'à 7 pour 100 000 survivants aux âges de 7 à 9 ans, pour remonter ensuite.

→ *Espérance de vie, Mortalité différentielle, Taux de mortalité.*

R

Racisme

Doctrine qui prétend justifier l'existence d'*inégalités sociales* fondamentales ou le maintien de certains *groupes sociaux* dans une position d'infériorité à partir de caractéristiques d'origine biologique. Pour Albert Memmi, « le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences biologiques, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier une agression ». Pour Alfred Métraux, c'est « une doctrine à caractère faussement scientifique » qui sert à refuser à certains hommes « une participation entière aux avantages de la civilisation ». En fait, « il n'existe aucune base scientifique pour établir une classification des races selon leur degré de supériorité ou d'infériorité » (Juan Comas). La race apparaît « non comme une catégorie biologique mais comme un signe par lequel on identifie une catégorie sociale » (Michael Banton). Le racisme fonctionne alors comme « un mécanisme de l'esprit de groupe [...], une disposition plus ou moins instinctive et spontanée ayant pour but de maintenir les distances sociales » (Robert Park). Il s'agit donc d'une justification purement idéologique d'une situation de *ségrégation sociale*. Michel Wieviorka analyse le racisme par rapport au phénomène de la « multiculturalité » : il se développe alors dans le cadre de « logiques identitaires » exacerbées, en réaction à la globalisation. En France, le racisme est un délit.

→ *Ethnicité, Étiquetage, Multiculturalisme, Ségrégation, Stigmatisation, Xénophobie.*

Radicalisme

Au sens général, conception politique ou philosophique qui s'attaque à la racine des problèmes. On parle de radicalisme philosophique à propos de la philosophie des Lumières qui remet en cause la *tradition*, le *pouvoir* monarchique, le rôle de l'*Église* et de la *religion*, etc. L'*utilitarisme* de Jeremy Bentham a aussi été qualifié de radicalisme philosophique par Elie Halevy.

Sur le plan politique, en France, le radicalisme désigne un courant qui se réclame de l'héritage de la Révolution française et qui entend concilier la liberté individuelle et la *solidarité* collective. Les radicaux (Léon Gambetta, Georges Clemenceau, Émile Combes) sont des républicains attachés à la *laïcité*. Tout au long de leur histoire ils sont écartelés entre la tentation de l'alliance avec les libéraux (au nom de la défense des libertés individuelles) et l'alliance avec les socialistes (du fait de leur volonté de *réforme sociale*). Aux États-Unis, un radical est quelqu'un qui se situe à l'extrême gauche de l'échiquier politique en raison notamment d'un attachement très fort aux *droits civiques* et au *libéralisme culturel*.

En *sociologie*, Robert Nisbet propose de distinguer trois grands courants dans la pensée

sociale : le *libéralisme* qui met l'accent sur les libertés individuelles, le radicalisme qui met l'accent sur l'utilisation du *pouvoir politique* pour construire un nouvel ordre social et le *conservatisme* qui s'oppose à la philosophie des Lumières et met l'accent sur la tradition, la *religion*, la *parenté*, la hiérarchie, l'*autorité*, etc.

→ *Républicanisme, République, Scientisme, Sociologie politique.*

Radicalisme religieux

Terme qui désigne l'ensemble des mouvements fondamentalistes, intégristes, islamistes, etc. Il s'agit d'une radicalisation du point de vue religieux sur le monde (refus de la *sécularisation* et de la *laïcité*) qui se traduit par un engagement politique qui va parfois jusqu'au terrorisme.

→ *Fondamentalisme, Intégrisme, Nouveaux mouvements religieux.*

Raisonnement hypothético-déductif

Démarche scientifique qui consiste à formuler des *hypothèses* (ou des *conjectures*), puis à en déduire des propositions testables empiriquement (*réfutation*). À la différence de l'*inductivisme* ou de l'*empirisme*, le raisonnement hypothético-déductif repose sur le primat de la *théorie* entendue comme une « machine » à poser des questions et à formuler des hypothèses. Dans cette perspective, toute proposition scientifique est susceptible d'être remise en cause par de nouvelles conjectures et de nouvelles épreuves de réfutation.

→ *Déduction, Déductivisme, Épistémologie, Modèle, Rationalisme critique.*

Rapport aux valeurs

Chez Max Weber, tout chercheur en *sciences sociales* a des *valeurs* ou des convictions qui interviennent notamment dans le choix de ses objets de recherche, mais ce rapport aux valeurs, dont il doit être conscient, ne doit pas conduire à mettre en cause la *neutralité axiologique*. L'existence d'un rapport aux valeurs ne doit donc pas conduire à formuler des *jugements de valeurs* ou à s'affranchir des règles du *champ* scientifique.

→ *Épistémologie.*

Rapport interdécile

Dans une distribution statistique ordonnée, rapport entre le neuvième *décile* et le premier (D9/D1). C'est une mesure de la *dispersion* de la distribution.

Rapport interquartile

Dans une distribution statistique ordonnée, rapport entre le troisième *quartile* et le premier (Q3/Q1). C'est une mesure de la *dispersion* d'une distribution.

Rapports de classes

Chez Karl Marx et Friedrich Engels, les classes ne se constituent qu'en rapport les unes aux autres : « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ». Les classes s'opposent notamment à propos du partage du surplus économique. Dans le *mode de production capitaliste* par exemple, le *prolétariat* est en conflit avec la *bourgeoisie* dans le partage de la *plus-value*.

→ *Lutte des classes, Mode de production, Polarisation des classes sociales.*

Rapports de production

Concept marxiste désignant le lien qui unit et qui oppose le propriétaire des *moyens de production* et le producteur direct (détenteur de la *force de travail*). Il est particulier à chaque *mode de production*.

→ *Forces productives, Marxisme, Salariat.*

Rasoir d'Occam

→ *Règle du rasoir d'Occam.*

Rationalisation

Au sens courant, action visant à rendre conforme à la raison (on parle par exemple de rationalisation de la production). Peut aussi désigner le fait de produire un discours de justification rationnelle d'un acte ou d'un propos perçu comme irrationnel et/ou contestable. Chez Max Weber, tendance caractéristique de la *modernité* qui se caractérise par la recherche systématique de l'efficacité (recours à l'*organisation* bureaucratique) et par la recherche de la cohérence des discours (progrès de la connaissance scientifique). La rationalisation s'amorce dès l'Antiquité (par exemple dans le judaïsme antique étudié par Max Weber), mais elle se développe à l'époque moderne notamment sous l'effet de l'*éthique protestante* (ascétisme intramondain) et de l'*esprit du capitalisme* (recherche rationnelle du profit). La rationalisation se manifeste notamment par la spécialisation professionnelle et par un mouvement de *désenchantement du monde.*

→ *Rationalité, Rationalité en finalité, Rationalité instrumentale, Rationalité substantive.*

Rationalisme

En philosophie des *sciences*, conception selon laquelle les *connaissances* découlent de l'exercice de la raison. René Descartes considère par exemple, que la conduite logique de la pensée permet de déduire des propositions vraies à partir de connaissances *a priori* qui ont la force de l'évidence. Le rationalisme s'oppose à l'*empirisme*, mais cette opposition a été remise en cause par l'*épistémologie* contemporaine. Karl Popper avec le *concept* de *rationalisme critique* et Gaston Bachelard avec l'*épistémologie concordataire*, soulignent la nécessité d'articuler l'usage de la raison (conceptualisation, théorisation) et l'investigation empirique.

→ *Méthodologie sociologique, Sciences (Sociologie des), Théorie.*

Rationalisme critique

Conception épistémologique défendue notamment par Karl Popper, selon laquelle il est impossible de donner un fondement certain aux connaissances scientifiques. Ces dernières sont considérées comme des *conjectures* dont la validité est soumise en permanence à la critique (*réfutation*). Le libre exercice de la raison, la formulation d'*hypothèses* audacieuses, le débat scientifique permettent, en *sociologie* comme dans d'autres disciplines, de faire progresser notre connaissance du monde. Ce « criticisme » de Karl Popper ne conduit pas au *relativisme* : les *théories* qui résistent aux épreuves de réfutation voient leur degré de vérissimilitude s'élever et la connaissance scientifique progresse. Le rationalisme critique s'oppose à la fois à l'*inductivisme* et au *positivisme.*

→ *Épistémologie, Paradigme, Raisonnement hypothético-déductif, Réfutationnisme, Vérificationnisme.*

Rationalité

Caractère de ce qui est rationnel. La rationalité est généralement définie en *sciences sociales* comme la mise en œuvre de moyens adaptés aux fins consciemment choisies. La rationalité suppose aussi que les diverses finalités poursuivies par un *individu* soient cohérentes entre elles.

→ *Rationalité axiologique, Rationalité en finalité, Rationalité instrumentale, Rationalité procédurale, Rationalité substantive.*

Rationalité axiologique

Chez Max Weber, comportement cohérent avec les *valeurs* auxquelles l'*individu* adhère. On parle aussi de comportement « rationnel en valeur » (en allemand *wertrational*). La rationalité axiologique repose sur l'adhésion inconditionnelle à des considérations éthiques, esthétiques, religieuses. L'*action rationnelle en valeur* vaut pour elle-même, indépendamment de ses conséquences.

→ *Rationalité.*

Rationalité des valeurs

Conception selon laquelle les *valeurs* ne reposent pas sur des choix arbitraires et ne relèvent pas du *relativisme*, mais sont fondées de façon rationnelle, notamment sur la base de l'expérience sociale accumulée au cours de l'histoire. Par exemple, il y a de « bonnes raisons » de condamner le viol, de refuser la peine de mort, de préférer la franchise au mensonge, etc. Ne pas confondre la rationalité des valeurs avec rationalité en valeur ou *rationalité axiologique.*

→ *Guerre des dieux, Rationalité.*

Rationalité en finalité

Chez Max Weber, comportement qui s'oriente par rapport aux fins poursuivies (en allemand *zweckrational*). L'*action rationnelle en finalité* suppose notamment que l'*acteur social* compare les différentes fins possibles de son action et qu'il confronte entre eux les différents moyens d'atteindre la finalité retenue.

→ *Rationalité, Rationalité instrumentale.*

Rationalité en valeur

→ *Rationalité axiologique.*

Rationalité instrumentale

Type de *rationalité* qui concerne la cohérence entre les fins et les moyens et qui repose sur une analyse coûts/avantages des divers moyens disponibles. La recherche dans les *sciences de la nature*, l'*organisation scientifique du travail*, la *bureaucratie* sont des domaines d'application privilégiés de cette rationalité instrumentale. Les membres de l'*École de Francfort* (et notamment Max Horkheimer) ont formulé de vives critiques à l'encontre de la domination croissante de la rationalité instrumentale. Ils déplorent l'absence d'interrogation sur les fins et en appellent à l'élaboration d'une théorie critique qui intégrerait des éléments éthiques et politiques. Raymond Boudon a mis en garde contre la tentation d'identifier la *rationalité* à la seule rationalité instrumentale, il insiste pour sa part sur l'importance de la *rationalité axiologique.*

→ *Rationalité en finalité, Rationalité substantive.*

Rationalité limitée

→ *Rationalité procédurale.*

Rationalité procédurale

Selon Herbert Simon elle consiste dans « la recherche très approximative d'un mode de détermination d'une bonne façon d'agir ». Pour cet auteur, les *agents* ne sont généralement pas en mesure de prendre une décision correspondant au choix le meilleur compte tenu de l'ensemble des choix possibles; ils se contentent d'adopter une méthode permettant de faire un choix satisfaisant. La rationalité procédurale est mise en œuvre pour effectuer des choix alors que l'information des agents n'est pas parfaite. On parle aussi de « rationalité limitée ».

→ *Rationalité, Rationalité substantive, Théorie des conventions.*

Rationalité substantive

Selon Herbert Simon elle consiste dans la « détermination de la bonne façon d'agir ». La rationalité substantive suppose une

information parfaite des *agents* et une capacité de ces derniers à sélectionner parmi tous les choix possibles celui qui est objectivement le meilleur compte tenu de leurs finalités.

→ *Rationalité, Rationalité instrumentale, Rationalité procédurale.*

Réalisation des buts

→ *AGIL.*

Réalisme

En un premier sens, conception (défendue notamment par Platon) selon laquelle les idées abstraites existent réellement, le monde sensible ne constituant qu'une manifestation imparfaite du monde des idées (cette conception s'oppose au *nominalisme* dans le cadre de la *querelle des universaux*).

En un second sens, conception épistémologique selon laquelle il est légitime et nécessaire de s'interroger sur la valeur de vérité d'une *théorie* en la confrontant avec une réalité qui existe objectivement. Les théories doivent donc rendre compte du réel, elles ne sont pas de simples conventions choisies pour leur commodité ou leur élégance formelle.

Le réalisme épistémologique s'oppose donc aux conceptions selon lesquelles il n'existe pas de réalité objective indépendante des théories et/ou pas de moyen de juger de la conformité d'une théorie à la réalité.

→ *Conventionnalisme, Empirisme, Épistémologie, Réfutationnisme, Vérificationnisme.*

Rébellion

Chez Robert King Merton la rébellion est l'un des modes d'adaptation individuelle aux objectifs que fixe la *société* et aux *normes* relatives aux moyens légitimes pour atteindre ces objectifs. Le comportement de rébellion consiste à refuser à la fois les buts et les moyens fixés par la société et à promouvoir un modèle social alternatif (d'autres buts et d'autres moyens jugés plus légitimes). Le comportement de rébellion est lié à la mobilisation d'un mythe qui esquisse un autre type de *structure sociale* plus conforme à l'épanouissement des *individus*.

→ *Conformisme, Évasion, Innovation, Ritualisme, Structuro-fonctionnalisme.*

Réception (Sociologie de la)

Étude des différents modes de réception des *médias* en fonction du *public*. Stuart Hall dans le modèle fondateur du codage/décodage (1977), montre qu'il y a des conditions sociales de production des messages, ainsi qu'un *statut social* du récepteur : le même message n'est pas interprété de la même manière selon le statut social. Le même message est reçu différemment en fonction de l'*âge* et de la société d'appartenance. Les analyses postérieures (Ian Ang sur la série Dallas, David Morley sur le magazine *Nationwide*, Janice Radway sur les romans à l'eau de rose) visent à montrer que les compétences du récepteur varient aussi en fonction de caractéristiques comme le *genre* notamment.

→ *Cultural Studies, Culture, Médiacultures.*

Récits de vie

Méthode d'analyse qualitative utilisée dans de nombreuses *sciences sociales*, dans laquelle un *sujet* parle, et son récit est conservé, par lui-même ou par un autre acteur. Il existe de nombreuses appellations voisines : autobiographie, biographie, approche biographique. Ces récits sont parfois complétés par des « histoires de vie », constituées de témoignages et de documents complémentaires qui n'émanent pas du sujet lui-même. Dans les *sciences sociales*, cette pratique a acquis très tôt une place importante, comme le montre la célébrité de l'ouvrage *Le paysan polonais*, sous-titré

Récit de vie d'un migrant de William Isaac Thomas et Florian Znaniecki (1919).

Cette pratique a suscité de vifs débats en *sociologie*, à partir de la dénonciation par Pierre Bourdieu de « l'illusion biographique », qui mettait l'accent sur la difficulté à expliquer des *faits sociaux* à partir d'interprétations individuelles et subjectives.

Aujourd'hui, cette méthode connaît un regain d'intérêt avec le développement des *méthodes qualitatives*. Elle prend des formes diverses (récits spontanés, provoqués, collectifs, textes écrits, enregistrements audio ou vidéo...) et elle est encadrée par des règles techniques et éthiques (contrat avec le sujet, qui reste l'expert de son propre récit et qui décidera *in fine* de ce qui est publié...).

→ *Ethnologie, Méthode biographique, Méthodologie sociologique, Observation participante.*

Recomposition du religieux

Processus caractéristique de la *modernité*, qui résulte d'une *individualisation* du croire. Les croyants se livrent à un « bricolage religieux » qui les conduit à emprunter des croyances à diverses *religions*. On assiste aussi au développement de la *croyance* sans appartenance à une *Église* instituée et réciproquement à une appartenance sans croyance (des *individus* peuvent se déclarer catholiques et ne pas croire à la résurrection des corps ou à la présence réelle dans l'eucharistie).

→ *Nouveaux mouvements religieux.*

Reconnaissance

Processus par lequel un *individu* est reconnu comme possédant des compétences et des qualités. Sous sa forme juridique, elle consiste en l'attribution d'un droit. Selon Axel Honneth, la reconnaissance est étroitement liée à la *socialisation*, dans la mesure où elle comporte toujours une part de réciprocité : « Les individus ne se constituent en personnes que lorsqu'ils apprennent à s'envisager eux-mêmes, à partir du point de vue d'un "autrui" approbateur ou encourageant, comme des êtres de qualités et de capacités positives ». On retrouve ici des thèmes déjà développés par la *sociologie* interactionniste, par exemple avec la notion de « *face* », chez Erving Goffman : celui-ci attache en effet une attention particulière à la construction de l'estime de soi. Il s'agit alors pour chaque *sujet* de se doter d'une dignité sociale, à travers deux modes de reconnaissance :

- une reconnaissance conquise ou agonistique (celle qu'évoque Marcel Mauss dans *Essai sur le don*), qui repose sur des affrontements en vue de conquérir du *prestige social* ;
- une reconnaissance due, qui apparaît comme un des caractères des *sociétés démocratiques*.

Pour certains auteurs, la nature du *conflit* central de nos sociétés a changé, passant de la problématique des *inégalités sociales* à celle de la reconnaissance, ce que Nancy Frazer définit par l'opposition entre le *paradigme* politique de la redistribution (essentiellement économique) et celui de la reconnaissance (principalement culturel). Pour Alain Caillé, il existe une forme post-moderne et extrême de la reconnaissance due, dans laquelle « chaque identité particulière, qu'elle soit individuelle ou politique, veut être reconnue non plus parce qu'elle serait porteuse de telle ou telle valeur reconnaissable, mais en tant que telle. Ce qui est reconnu, c'est le fait de demander une reconnaissance ». Il faut

aussi distinguer la conception d'Axel Honneth, qui concerne tous les citoyens des sociétés démocratiques, de celle de Charles Taylor, qui renvoie à la problématique du *multiculturalisme* : pour lui, il est nécessaire de développer un esprit de tolérance, qu'il définit comme l'attitude selon laquelle « on essaie de comprendre l'autre afin de trouver ce qu'il y a d'intéressant en lui ». Les *Politiques de reconnaissance* (titre d'un de ses ouvrages) ont pour but de faire coexister les *cultures* : elles doivent être reconnues pour elles-mêmes et acceptées pour ce qu'elles sont par les autres, au même titre que les individus. Le débat autour de la reconnaissance renvoie aussi à celui des fondements de la *justice sociale*.

→ *Communautarisme, Démocratie, Interactionnisme, Luttes pour la reconnaissance, Postmodernité.*

Recrutement

Position sociale d'origine d'un individu (mesurée par rapport à la *catégorie socioprofessionnelle* de son père) appartenant à une catégorie socioprofessionnelle donnée. Le recrutement se lit dans une *table de mobilité*, et plus précisément dans une *table de recrutement*. Par exemple, en 2003, 41 % des *ouvriers* avaient un père lui-même ouvrier. En revanche, seuls 1 % des agriculteurs exploitants avaient un père cadre ou profession intellectuelle supérieure.

→ *Destinée, Fluidité sociale, Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Redistribution

Au sens général ensemble des mesures qui visent à réduire les inégalités de revenus par des opérations de prélèvement et de versement de prestations ou la fourniture de services collectifs. La redistribution peut se faire en nature (remboursement de la visite chez un médecin par exemple) ou en espèces (versement de l'allocation de rentrée scolaire par exemple).

On distingue traditionnellement :

- une redistribution verticale : prélèvement sur les revenus les plus élevés pour financer des prestations au bénéfice des ménages aux revenus plus faibles (c'est le cas par exemple du Revenu minimum d'insertion);
- une redistribution horizontale : prélèvement sur les *individus* non touchés par un *risque social* pour financer les prestations des individus touchés par ce risque (c'est le cas par exemple des prélèvements des actifs occupés pour financer les allocations de chômage);
- une redistribution oblique qui mêle les deux premiers principes (c'est le cas par exemple des prestations familiales sous conditions de ressources).

→ *Assistance, Assurance, Protection sociale.*

Réductionnisme

Conception épistémologique selon laquelle une *théorie* ou une discipline peut être absorbée par une autre (ou reformulée dans les termes d'une autre théorie de portée plus générale). Le réductionnisme relève donc du *monisme épistémologique* (unité de la science) et de l'application de la *règle du rasoir d'Occam*. Par exemple, en physique, l'intégration de la théorie de Galilée sur la chute des corps et de la théorie de Kepler sur le mouvement des planètes au sein de la théorie de la gravitation de Newton est un exemple de réductionnisme. En *sciences sociales*, l'*individualisme méthodologique* est une forme de réductionnisme puisqu'il conduit à rendre compte de tous les phénomènes sociaux en termes de comportements individuels (éventuellement agrégés). Une version plus problématique

du réductionnisme consiste à rendre compte des phénomènes sociaux en termes de théories physiques ou biologiques. Par exemple la *sociobiologie* vise à rendre compte des comportements sociaux des humains comme des animaux dans un cadre théorique unifié qui a des fondements biologiques.
→ *Épistémologie.*

Réenchantement du monde

Terme proposé par le sociologue Peter Berger, pour désigner un phénomène de retour du religieux et plus généralement des *croyances* magico-religieuses dans le monde moderne. Le mouvement de *désenchantement du monde* analysé par Max Weber serait donc remis en cause. Ce point de vue est critiqué par d'autres sociologues qui, sans contester la *recomposition du religieux*, contestent l'existence d'un mouvement de retour du religieux.
→ *Magie, Religion.*

Référence

→ *Groupe de référence.*

Réflexivité

Propriété de l'*action sociale*, liée à l'*indexicalité*, qui fait que l'action agit sur l'acteur, par un renvoi permanent entre la description des situations et les situations elles-mêmes. Pour Anthony Giddens « la réflexivité de la vie sociale moderne, c'est l'examen et la révision constante des pratiques sociales, à la lumière des informations nouvelles concernant ces pratiques mêmes, ce qui altère ainsi constitutivement leur caractère ». « La présomption de réflexivité systématique, qui bien sûr comprend une réflexion sur la nature de la réflexion elle-même », apparaît chez cet auteur comme une caractéristique fondamentale de la *modernité*. Pour Harold Garfinkel, la réflexivité résulte du fait que les activités des *membres* sont identiques aux procédures qu'ils utilisent pour les rendre descriptibles : la description se reflète sur l'activité et réciproquement… L'*ethnométhodologie* se définit elle-même comme une pratique sociale réflexive, qui cherche à analyser des *ethnométhodes*, y compris les siennes propres.
→ *Modernité, Postmodernité.*

Réfutation

→ *Réfutationnisme.*

Réfutationnisme

Conception épistémologique élaborée par Karl Popper selon laquelle le propre du discours scientifique est de produire des propositions réfutables (ou falsifiables). En effet, les difficultés logiques de l'*induction* conduisent Karl Popper à rejeter la conception vérificationniste. Le fait d'avoir vérifié une proposition au moyen d'une expérience ou d'une *observation* (ou même de nombreuses expériences ou observations) ne permet pas d'établir la vérité de cette proposition. Par exemple, le fait d'avoir vérifié par l'observation qu'un grand nombre de cygnes sont blancs ne permet pas de considérer comme vérifiée la proposition « tous les cygnes sont blancs ». Par contre, l'observation d'un seul cygne noir permet de réfuter cette même proposition. Pour Karl Popper, les scientifiques doivent donc travailler à produire des conjectures audacieuses et à les soumettre à réfutation.
Les propositions, *modèles* et *théories* scientifiques sont d'autant plus robustes qu'elles ont résisté à un grand nombre d'épreuves de réfutation. Cette conception de l'activité scientifique est en rupture avec le *positivisme* : pour Karl Popper, une proposition scientifique ou une théorie sont toujours conjecturales et provisoires et il n'existe donc pas de vérité définitive. De plus, dans cette conception, le débat scientifique et les controverses jouent un rôle essentiel dans le

progrès de nos connaissances. On distingue souvent le réfutationnisme naïf (attribué à tort à Karl Popper) selon lequel un seul test négatif (expérience cruciale) suffit à réfuter une proposition et le réfutationnisme sophistiqué (conception de Imre Lakatos) selon lequel un grand nombre de tests négatifs sont nécessaires pour rejeter une proposition ou une théorie.

→ *Épistémologie, Matrice disciplinaire, Paradigme, Rationalisme critique, Science, Vérificationnisme.*

Régime d'action

Dans la *sociologie pragmatique*, forme de *coordination* des actions des *agents*. La sociologie des régimes d'action, développée notamment par Luc Boltanski et Laurent Thévenot, met l'accent sur les *conventions*, les routines, les attentes normatives, les principes de justification qui permettent aux agents de coordonner leurs actions. Boltanski distingue quatre régimes d'action :

- un régime de « justesse » qui régit nombre d'activités quotidiennes et qui repose notamment sur des routines;
- un régime fondé sur l'amour.(*agapé* en grec);
- un régime fondé sur la justification et sur l'action stratégique;
- un régime fondé sur la *violence*.

Les deux premiers régimes reposent sur la paix, les deux derniers sur la dispute.

Les « régimes d'action » visent à rendre compte des situations dans toutes leurs dimensions, et dans leurs aspects les plus individualisés. Il s'agit de comprendre comment les acteurs produisent des arguments légitimes dans des registres différents, qui pourront constituer les bases d'accord entre eux. Selon Philippe Corcuff, « dans cette sociologie, les acteurs ont des identités plurielles, et il n'est pas absurde qu'ils fassent appel à un sentiment de justice dans une situation, qu'ils soient amoureux dans une autre, qu'ils soient violents dans une troisième et stratégiques dans une quatrième ». La théorie des régimes d'action se présente aussi comme une critique des thèses de Pierre Bourdieu : on ne peut donc pas réduire l'action au simple résultat des rapports de forces ou des *habitus* à l'intérieur d'un *champ* donné.

→ *Constructivisme social, Définition de la situation, Interactionnisme symbolique, Méthode qualitative, Neutralité axiologique, Sociologie compréhensive.*

Régime parlementaire

Forme de *régime politique* dans lequel *la séparation des pouvoirs* repose sur un contrôle mutuel du *pouvoir* exécutif et du pouvoir législatif. Le pouvoir exécutif est souvent partagé entre un chef de l'État dont les prérogatives sont souvent limitées et d'un chef du *gouvernement* qui est la composante principale de ce pouvoir exécutif. La capacité à gouverner de ce dernier dépend de la confiance de la majorité parlementaire dont il est le plus souvent issu. Le gouvernement est donc, dans ce type de régime, responsable devant les assemblées parlementaires. Dans un régime parlementaire le gouvernement et les assemblées collaborent étroitement dans le processus législatif et se contrôlent mutuellement. Le parlement dispose de la capacité de renverser le gouvernement en lui refusant sa confiance et le chef du gouvernement dispose en général du pouvoir de dissolution. Ce mécanisme présente l'intérêt de régler les conflits politiques entre gouvernement et assemblée en sollicitant la légitimité populaire au travers d'une nouvelle élection. Le Royaume-Uni, le Canada ou le Japon sont des exemples de régime parlementaire que l'on qualifie de moniste, puisque le gouvernement n'y est responsable que devant le parlement. Il existe des exemples de régime parlementaire dualiste où le gouvernement est à la

fois responsable devant le parlement et le chef de l'État, c'est le cas par exemple, de la Russie.

→ *Démocratie, Mode de scrutin, Polyarchie, Sociologie politique, Système constitutionnel pluraliste, Régime présidentiel, Régime semi-présidentiel.*

Régime politique

Selon Maurice Duverger « forme que prend dans un groupe social donné la distinction des gouvernants et des gouvernés ». Le régime politique est le plus souvent défini par la constitution qui détermine l'articulation entre diverses *institutions* (pouvoir exécutif, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire). On distingue traditionnellement les régimes démocratiques, autoritaires et totalitaires. Au sein des régimes démocratiques on distingue notamment le régime parlementaire et le régime présidentiel.

→ *Démocratie, État, Pouvoir, Pouvoir politique, Sociologie politique, Système partisan, Totalitarisme.*

Régime présidentiel

Forme de *régime politique* dans lequel la *séparation des pouvoirs* entre le *pouvoir* exécutif et le pouvoir législatif est constitutionnellement organisée de manière stricte. Le pouvoir exécutif est détenu par un président qui est à la fois le chef de *l'État* et le chef du *gouvernement*. Il tire sa légitimité de son élection au suffrage universel et son *pouvoir politique* ne peut donc pas, dans une large mesure, être remis en cause par les assemblées titulaires du pouvoir législatif. Réciproquement le président a peu de moyens d'actions pour enrayer le processus législatif qui dépend exclusivement du pouvoir des assemblées parlementaires. Le président ne dispose pas du pouvoir de dissolution du parlement. De ce point de vue par exemple, la *Constitution* française de 1958 qui place pourtant le président de la République au cœur des institutions, ne définit pas un régime présidentiel. Le régime présidentiel type est celui des États-Unis tel qu'il est défini par la constitution de 1787. Ainsi dans les deux premiers articles de cette constitution on retrouve le principe de la séparation des pouvoirs et la définition de l'étendue des pouvoirs législatif et exécutif. Article 1. « Tous les pouvoirs législatifs accordés par cette Constitution seront attribués à un Congrès des États-Unis, qui sera composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants. ». Article 2. « Le pouvoir exécutif sera conféré à un président des États-Unis d'Amérique. ». S'agissant de la France, la constitution de 1848 et l'élection de Louis Napoléon Bonaparte donnent naissance à un régime présidentiel.

→ *Démocratie, Mode de scrutin, Polyarchie, Sociologie politique, Système constitutionnel pluraliste, Régime parlementaire, Régime semi-présidentiel.*

Régime semi-présidentiel

Forme de régime politique mis en évidence en 1970 par Maurice Duverger et qui caractérise selon lui la situation de la V^e^ République française à partir de 1962. Ce régime mixte entre le *régime parlementaire* et le *régime présidentiel* combine l'élection au suffrage universel d'un président de la République doté par la *Constitution* de prérogatives exécutives spécifiques et un *gouvernement* responsable devant le parlement.

→ *Démocratie, Mode de scrutin, Polyarchie, Sociologie politique, Système constitutionnel pluraliste.*

Règle

Principe contraignant qui vise à organiser les comportements d'*individus* ou de groupes d'individus. La règle peut obliger (*loi*, règlement, code…) ou être un guide pour l'action (*norme sociale*). Elle peut donc être formelle (Code de la route) ou informelle

(règles de bonne conduite). Émile Durkheim différencie les règles morales qui sont l'expression de la *conscience collective* et des *valeurs* de la *société*, des règles professionnelles, constitutives de la *solidarité organique* engendrée par la *division du travail*. Pour Jean Daniel Reynaud, la règle est un principe organisateur. Elle se définit par sa capacité réelle à réguler les *interactions*.

→ *Contrôle social, Régulation sociale.*

Règle du rasoir d'Occam

Règle formulée par le franciscain Guillaume d'Occam au XIV[e] siècle selon laquelle : « *On ne doit pas admettre plus d'entités que ce qui est absolument nécessaire* ». Il s'agit d'une règle de parcimonie, toujours en usage dans l'*épistémologie* contemporaine, en vertu de laquelle il faut éliminer (découper comme au rasoir) toutes les *hypothèses* et les *concepts* qui ne sont pas strictement nécessaires à une démonstration. La règle du rasoir d'Occam manifeste la volonté de construire des *connaissances* positives, elle s'oppose aux approches métaphysiques de la pensée médiévale. Guillaume d'Occam défend la séparation entre la foi et la raison. On peut donc expliquer les phénomènes physiques sans faire appel à l'idée de « Dieu ». D'Occam se situe dans le courant nominaliste, il est un précurseur de l'*empirisme* anglais du XVIII[e] siècle.

→ *Jugement de fait, Nominalisme, Positif, Rationalisme, Rationalisme critique, Science.*

Régression linéaire

Analyse de régression dans laquelle la variable dépendante est quantitative, c'est-à-dire qu'elle admet une échelle de mesure numérique.

En régression linéaire le modèle s'écrit au moyen d'une équation linéaire du type : $y = a x + b$.

La qualité de la relation entre x et y est mesurée par le *coefficient de corrélation*.

→ *Causalité, Corrélation, Régression logistique, Statistique explicative.*

Régression logistique

Analyse de régression dans laquelle la variable dépendante est qualitative, c'est-à-dire qu'elle prend comme valeur un attribut (ou une qualité) et non pas une valeur numérique : par exemple la variable état de santé prend les attributs « sain » ou « malade », la variable sexe « masculin » ou « féminin », etc.

Pour évaluer l'influence de différents facteurs sur une variable qualitative, il est d'usage de la décrire par les probabilités des différents attributs qu'elle peut prendre. On modélise alors les probabilités de ces différents attributs.

Par exemple, si l'on veut écrire une relation entre la survenance d'une maladie coronarienne et l'*âge*, la variable dépendante (la maladie) est qualitative et ne peut prendre que les attributs « oui » ou « non ». On va alors calculer la probabilité d'avoir la maladie à tel ou tel âge. Pour modéliser ces probabilités, on utilise généralement une fonction de répartition. Lorsque cette fonction de répartition est celle de la loi Logistique (représentation graphique sous forme de relation sigmoïdale, c'est-à-dire en forme de S) on obtient un modèle de régression logistique ou plus simplement le modèle Logit.

Il s'agit bien d'une « régression » car on veut montrer une relation de dépendance entre une variable à expliquer et une série de variables explicatives.

Il s'agit d'une régression « logistique » car la loi de probabilité est modélisée à partir d'une loi logistique.

→ *Odds Ratio, Régression linéaire.*

Régulation

Selon Georges Canguilhem, « ajustement, conformément à quelques règles ou normes, d'une pluralité de mouvements ou d'actes et de leurs effets ou produits que leur diversité ou leur succession rend d'abord étrangers les uns aux autres ». La régulation peut résulter d'un processus spontané (autorégulation par le *marché* par exemple) ou de procédures institutionnelles (*contrôle social formel*).

→ *Contrôle social, Institution, Norme, Règle, Régulation sociale.*

Régulation des conflits

Processus par lequel des *institutions* et des règles sociales encadrent les *conflits* afin que ces derniers restent compatibles avec une certaine stabilité de la *société* (par exemple les règles qui encadrent la pratique de la *grève*). Le terme régulation des conflits désigne aussi la production de règles qui découlent des interactions entre les acteurs des conflits (par exemple la légalisation de sections syndicales d'*entreprise* lors des accords de Grenelle en 1968). Le processus de régulation des conflits s'articule donc avec une *institutionnalisation des conflits*. Dans la sphère du *travail* la *négociation collective* entre les représentants des salariés et des employeurs est une des modalités principales de la régulation des conflits. Dans le domaine judiciaire il existe des médiateurs qui tentent de résoudre des conflits entre des justiciables pour éviter de recourir aux tribunaux.

→ *Conflits sociaux, Convention collective, Paritarisme, Relations professionnelles, Représentation des salariés, Syndicats.*

Régulation sociale

Processus selon lequel se créent, se transforment ou se suppriment les *règles* au sein d'une *société*. Chez Jean Daniel Reynaud, la régulation sociale se différencie du *contrôle social*. C'est l'activité de *régulation* qui permet le changement et l'évolution des règles conjointement à l'exercice de la contrainte. Par exemple, la jurisprudence est parfois à l'origine de nouvelles *lois*. De même, la pratique illicite et déclarée de l'avortement a permis l'évolution de la législation.

→ *Anomie, Organisations (Sociologie des).*

Réification

Processus qui conduit à traiter les *relations sociales* comme des choses. Pour Georg Lukàcs qui a une vision critique de ce phénomène, la réification traduit l'idée que les relations sociales entre les *individus* sont réduites à des relations médiatisées par le rapport à l'*objet*, ce qui leur donne une dimension faussement objective. Pour lui notamment, la *division du travail* produisant l'*aliénation* des *ouvriers* est un exemple du phénomène de réification appliqué au domaine économique où les relations d'échanges sont conçues comme des relations entre objets. Il considère ainsi que la réification est une composante essentielle de l'*idéologie* bourgeoise. Cette idée est déjà présente chez Karl Marx, pour qui « les idées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéale des conditions matérielles dominantes ».

→ *Fétichisme de la marchandise, Marchandise, Marxisme, Objectivation.*

Relation sociale

Pour Max Weber, comportement des *individus* tel qu'il s'oriente en fonction du comportement des autres. Pour lui, il existe deux types de relations sociales :

- la *communalisation* lorsque le comportement des *individus* est orienté par le sentiment subjectif d'appartenance à une même *communauté*;

- et la *sociation*, lorsque leur comportement est fondé sur un compromis objectif. Pour Alain Touraine, les relations sociales sont l'ensemble des relations institutionnelles entre les individus. Elles sont l'objet d'étude de la *sociologie* : « Qu'il s'agisse de rapports de classes, de relation d'influence, de différenciation fonctionnelle, de relations hiérarchiques ou de relations belliqueuses, chaque grande catégorie de relation sociale définit un domaine de l'analyse sociologique ». Le recours à ces relations sociales permet à la *sociologie* d'échapper à la séparation entre l'analyse en termes de *système* et celle en termes d'action.

Relationnisme méthodologique

Conception selon laquelle on doit rejeter l'opposition entre *individualisme méthodologique* et *holisme méthodologique* pour mettre l'accent sur les relations d'interdépendance entre la partie et le tout, entre l'acteur individuel (ou l'*agent*) et le *système social*. Pierre Bourdieu, notamment, considère qu'il ne faut pas privilégier l'analyse de tel ou tel *objet* (*individu* ou totalité sociale), mais étudier les relations entre les objets.

→ *Structuralisme constructiviste.*

Relations professionnelles

Ensemble des pratiques, des *règles*, des *institutions* au sein desquelles s'organisent les relations entre les salariés, les employeurs et l'*État*. Dans le monde anglo-saxon la *sociologie* des relations professionnelles est une sous-discipline constituée (avec ses colloques, ses revues, etc.). En France, l'étude des relations professionnelles relève à la fois de l'analyse économique (économie du travail illustrée par les travaux fondateurs de François Sellier par exemple), de la sociologie du travail, de la sociologie des organisations et de la sociologie politique. La sociologie des relations professionnelles étudie notamment la construction des *règles* qui encadrent le *salariat*, les modalités de l'*action collective* (*grèves*, *manifestations*), les formes du syndicalisme et de la *crise du syndicalisme*, le poids respectif de la loi et des conventions collectives dans la *régulation* des relations de travail, etc. Ces études ont souvent une dimension comparatiste qui permet de dégager des types-idéaux de systèmes de relations professionnelles (le modèle scandinave est très différent du modèle français, allemand ou américain).

→ *Accord collectif, Action collective, Convention collective, Organisations (Sociologie des), Travail (Sociologie du).*

Relativisme

Conception épistémologique selon laquelle il est impossible de se prononcer sur le caractère objectivement vrai (ou faux) d'un énoncé scientifique. Le relativisme est donc conduit à considérer comme également valides des *théories* contradictoires ou divergentes et il se refuse à opposer les énoncés scientifiques et les énoncés du sens commun. Selon Karl Popper : « Le relativisme est la position selon laquelle on peut tout affirmer ou presque tout, et par conséquent rien. Tout est vrai ou rien ne l'est, la vérité est alors sans signification ».

→ *Épistémologie, Jugement de fait, Jugement de valeur, Objectivité, Relativisme culturel, Science, Sciences (Sociologie des).*

Relativisme culturel

Dans un sens méthodologique, position qui consiste à ne pas hiérarchiser les *cultures*. Ce concept, constitutif de l'*anthropologie*, est construit par opposition à l'*évolutionnisme* et à l'*ethnocentrisme*. Dans un sens normatif, le relativisme culturel se refuse à

porter des jugements moraux ou esthétiques sur les différentes *pratiques culturelles*.
→ *Culture (Sociologie de la).*

Religion

En *sociologie* il existe plusieurs conceptions de la religion.

L'analyse de la religion élaborée par Karl Marx est à la fois sociologique, philosophique et politique. Pour lui la religion est « la conscience inversée du monde ». C'est une « théorie générale de ce monde », mais une théorie mystifiée, une composante de l'*idéologie*. La religion a donc un caractère contradictoire : elle exprime la réalité des souffrances et des aspirations des hommes et elle contribue à leur *aliénation* : « La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit des conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple ». La formule « la religion est l'opium du peuple » à laquelle on réduit trop souvent la pensée de Karl Marx est donc une simplification abusive de son analyse du fait religieux. Selon Émile Durkheim, la religion est un « système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale appelée Église, tous ceux qui y adhèrent ». Pour lui, la religion est l'expression de la transcendance du social : « La société a tout ce qu'il faut pour éveiller dans les esprits, par la seule action qu'elle exerce sur eux, la sensation du divin [...] la force religieuse n'est que le sentiment que la collectivité inspire à ses membres, mais projeté hors des consciences qui l'éprouvent et objectivé ». Max Weber, pour sa part, se refuse à définir une essence du religieux; pour lui la religion est « une espèce particulière de façon d'agir en communauté ». Pour Danièle Hervieu-Léger, une religion est une « modalité particulière du croire qui a en propre d'en appeler à l'autorité légitimatrice d'une tradition ». Jean-Paul Willaime propose la définition suivante : la religion est « une communication symbolique régulière par rites et croyances se rapportant à un charisme fondateur et générant une filiation ».
→ *Croyance, Église, Fondamentalisme, Groupement hiérocratique, Intégrisme, Mana, Numineux, Profane, Radicalisme religieux, Rite, Sacré, Secte.*

Religion civile

Pour Jean Jacques Rousseau, dogme sur lequel doit être fondée une société républicaine. Cette notion est fondamentalement attachée à celle de *laïcité*. Pour Rousseau, toute *société* « ne saurait être édifiée sans l'appui d'une transcendance », qui dans une société républicaine doit reposer sur une « profession de foi purement civile dont il appartient au souverain de fixer les articles, non pas précisément comme dogme de religion, mais comme sentiment de sociabilité sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen ». Chez Rousseau, la religion civile constitue donc le fondement du *contrat social*. Pour illustrer cette nécessité de *laïcisation* des sociétés républicaines, Rousseau évoque l'exemple du *mariage* qui selon lui doit être exclusivement « *un contrat civil ayant des effets civils* ». Si cette *institution* devait être le monopole d'un clergé celui-ci détiendrait les clés de l'*intégration sociale* en décidant de qui peut et de qui ne peut pas se marier.
→ *Républicanisme, République.*

Répertoire d'action politique

Ensemble des pratiques de *participation politique* auxquelles les membres d'une

société peuvent faire appel à un moment donné : le vote, la signature de pétition, la *manifestation*, etc. sont des composantes possibles du répertoire de l'action politique. À partir des travaux de Charles Tilly sur les *répertoires de l'action collective*, on peut dresser une typologie des actions politiques et s'interroger sur l'évolution de ces modes d'action.

→ *Action collective, Citoyenneté, Grève, Mouvement social, Parti politique, Vote de classe, Vote protestataire.*

Répertoires de l'action collective

Concept développé par Charles Tilly pour souligner l'existence de registres de moyens d'action connus et utilisables par les *individus* dans le cadre de leur mobilisation. Ces différentes formes d'*action collective* forment donc un répertoire de « standards » déjà disponibles (comme la pétition par exemple) que les individus réutilisent tels quels ou avec des variations.

Le répertoire d'action collective évolue avec le temps et il est le résultat de la confrontation entre l'expérience accumulée des acteurs et les stratégies d'*autorité* du *pouvoir* en place. Dans une perspective historique il montre donc que le XIX^e^ siècle marque une transition dans les répertoires de l'action collective qui se politisent de plus en plus : « Le répertoire en vigueur au XVII^e^ siècle se joue dans un cadre communal, par des acteurs locaux ou les représentants locaux d'acteurs nationaux. De plus, il se fonde en grande partie sur le patronage, comptant sur les puissances locales pour transmettre les sujets de plainte ou régler les disputes, n'envisageant l'action que comme un remède à l'indignité ou à l'inefficacité temporaires des autorités, abandonnant le pouvoir aussitôt l'objectif atteint. Qu'on les qualifie d'"émeutes" ou de "désordres", les prises de grain, invasions de champs, sabotages de machines et autres actions similaires n'en n'ont pas moins une logique commune et un ordre intérieur. Par comparaison, le répertoire qui prend corps au XIX^e^ siècle et prévaut encore aujourd'hui est d'envergure nationale; quoiqu'il puisse également servir sur un plan local, il se prête à une coordination facile entre les localités. En outre, ces actions sont relativement autonomes : plutôt que d'en passer par les puissants et de s'adapter aux moyens qu'ils approuvent, les acteurs du nouveau répertoire s'expriment directement et sur un mode qui leur est propre. Les grèves, les manifestations, les réunions électorales et autres formes d'action dont ils se servent pour faire entendre leurs plaintes et leurs revendications sont de façon générale nettement plus conscientes d'elles-mêmes que par le passé ».

→ *Conflit, Groupe d'intérêt, Mobilisation des ressources, Mouvement social.*

Représentation des salariés

Désigne les *institutions* et les *individus*, élus ou désignés pour être les intermédiaires entre les salariés et leurs employeurs. En France, on distingue :

- les représentants du personnel (depuis 1936) pour les administrations et les *entreprises* de plus de 10 salariés, qui sont élus. Ils peuvent assumer toutes les missions assurées par les autres instances quand celles-ci sont défaillantes;

- les délégués syndicaux (depuis 1968), désignés par les *syndicats* représentatifs, dans les administrations et les entreprises de plus de 50 salariés qui ont notamment vocation à participer aux *négociations collectives*;

- le comité d'entreprise (depuis 1945) dans les entreprises de plus de 50 salariés, il est composé des délégués du personnel élus et des délégués syndicaux, ils gèrent les œuvres sociales et culturelles, participent à l'élaboration des plans sociaux…;

- le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), il analyse les conditions de travail et les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les salariés il vérifie le respect des prescriptions législatives et réglementaires.

→ *Démocratie représentative.*

Représentations collectives

Selon Émile Durkheim, les représentations collectives sont l'un des moyens par lesquels s'affirme la primauté du social sur l'individuel : « Les représentations, les émotions, les tendances collectives n'ont pas pour cause génératrice certains états de la conscience des particuliers, mais les conditions où se trouve le corps social dans son ensemble. Sans doute, elles ne peuvent se réaliser que si les natures individuelles n'y sont pas réfractaires; mais celles-ci ne sont que la matière indéterminée que le facteur social détermine et transforme ». Une représentation collective ne se réduit pas à l'agrégation des représentations des *individus* qui composent la *société* : « Qu'y a-t-il de surprenant à ce que les représentations collectives produites par les actions et réactions échangées entre les consciences élémentaires dont est faite la société ne dérivent pas directement de ces dernières et, par suite, les débordent ? ». Émile Durkheim souligne la spécificité de la pensée collective par rapport à la pensée individuelle, cette dernière étant un phénomène purement psychique même si elle ne doit pas être réduite à l'activité cérébrale qui la fonde.

→ *Conscience collective, Effet d'agrégation, Foule, Opinion individuelle, Opinion publique, Prénotion, Représentations sociales.*

Représentations sociales

Concept de la *psychologie sociale* élaboré notamment par Serge Moscovici. Les représentations sociales « peuvent être comparées à des "théories" du savoir commun, des sciences "populaires" qui se diffusent dans une société ». Ce sont les représentations construites dans le cadre des pratiques quotidiennes et partagées par l'ensemble d'un *groupe social* au-delà des particularités individuelles. À la suite de Serge Moscovici, de nombreux auteurs ont utilisé ce concept. On peut ainsi relever les traits communs suivants aux définitions proposés :

- les représentations sont d'abord constituées d'idées, de *croyances*, de jugements, de « visions du monde », d'opinions ou encore d'attitudes;

- ces idées, *croyances* ou opinions aboutissent à la constitution d'une véritable *connaissance*, généralement qualifiée de spontanée, de « connaissance de sens commun » ou de « pensée naturelle ». Pour la majorité des auteurs, ces connaissances « naïves » ne doivent pas pour autant être invalidées comme fausses ou erronées. Elles sont le plus souvent distinctes de la connaissance scientifique, mais on ne doit pas en négliger l'importance, ne serait-ce que parce qu'elles contribuent à « la construction sociale de notre réalité » pour reprendre, avec Denise Jodelet, une expression des sociologues appartenant au courant interactionniste. Cette connaissance a par ailleurs pour caractéristique d'être partagée par les individus d'un même groupe social, ou encore d'être localement partagée au sein d'une *culture*. Pour certains auteurs, comme Edgar Morin, la représentation sociale est même un outil de différenciation voire de démarcation d'un groupe social vis-à-vis des autres.

→ *Croyances collectives, Opinion individuelle, Opinion publique, Représentations collectives.*

Reproduction (Théorie de la)

Théorie (développée initialement par Pierre Bourdieu et Jean Claude Passeron) qui explique les inégalités scolaires par la fonction de *reproduction sociale* que possède le système éducatif dans les *sociétés* contemporaines. Les milieux les plus favorisés se servent de leur maîtrise du *champ* culturel et de la *violence symbolique* pour imposer leurs choix idéologiques et pour dissimuler ce que le système a d'inéquitable. Le système scolaire valorise le modèle culturel de la *bourgeoisie*, qui est par définition inaccessible aux milieux populaires, et les différences culturelles se transforment en une inégalité des chances scolaires : l'école se montre « indifférente aux différences » (Pierre Bourdieu) et n'admet qu'un seul modèle culturel. Dès lors, la réussite scolaire dépend fortement de l'origine sociale, et les succès scolaires confortent la réussite sociale des enfants issus des milieux favorisés (les « *héritiers* ») par la transmission du *capital culturel*. L'idéologie du « don » (certains élèves sont « doués » pour réussir, d'autres non) renvoie à des inégalités naturelles ce qui relève en fait de l'*inégalité sociale*, et justifie ainsi le maintien de cette inégalité. La sélection scolaire « reflète et relaie pour les reproduire les inégalités sociales » (Jean-Claude Forquin). Cette théorie exprime une vision conflictuelle de la société et du système scolaire. Elle a été développée et enrichie par Christian Baudelot et Roger Establet, et elle a joué un très grand rôle dans le développement de la sociologie de l'éducation en France. Les principales critiques qui lui ont été adressées portent sur son caractère très déterministe (la destinée scolaire est déterminée par l'origine sociale) et sur la place très réduite accordée aux stratégies des acteurs scolaires.

→ *Échec scolaire, Éducation (Sociologie de l'), Habitus, Inégalité des chances.*

Reproduction sociale

Mécanisme qui conduit une *société* à maintenir ses caractéristiques essentielles de *génération* en génération. Pour les auteurs de la théorie de la reproduction, c'est l'école qui est le principal facteur de reproduction des inégalités et des hiérarchies sociales. Par exemple, dans *Les héritiers*, Pierre Bourdieu et Jean Claude Passeron montrent que l'école « favorise les favorisés et défavorise les défavorisés ».

→ *Inégalité des chances, Inégalité sociale, Reproduction (Théorie de la), Système social.*

Républicanisme

Doctrine politique qui remonte à l'Antiquité (Polybe en Grèce, Salluste, Tite-Live et Cicéron à Rome) et qui est illustrée notamment par les travaux de Jean Bodin ou de Nicolas Machiavel. Le républicanisme met en avant la *res publica* (la chose publique) et la souveraineté du peuple. Il privilégie l'intérêt général (ou la volonté générale au sens de Jean-Jacques Rousseau). Il suppose l'existence d'une communauté de *citoyens* qui partagent un certain nombre de vertus civiques (attachement au bien commun). On oppose souvent le républicanisme au *libéralisme* qui sert de fondement à la *démocratie*. Cette dernière met l'accent sur la protection des intérêts particuliers et sur les libertés individuelles, alors que la république suppose un primat de l'intérêt général. Cependant, de nombreux auteurs contemporains (John Rawls et Jürgen Habermas par exemple) s'effor-

cent de jeter les bases d'un républicanisme libéral ou d'un libéralisme républicain.

→ *Citoyenneté, Communauté, Régime politique, Religion civile, République.*

République

Étymologiquement, « la chose publique ». Il s'agit, dans son sens le plus général, d'une forme d'organisation politique dans laquelle le pouvoir n'est pas détenu par une seule personne et où la fonction de chef de l'État ne se transmet pas de façon héréditaire. Historiquement, des premières expériences de républiques romaines inspirées de Platon jusqu'aux républiques démocratiques modernes, le terme de république renvoie à des acceptions multiples.

De nombreux auteurs, de Jean Bodin à Jean-Jacques Rousseau, considèrent qu'un *État* est une République dès lors qu'il est régi par des lois et qu'il poursuit l'intérêt général : c'est le cas de « tout État régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être, car alors seulement l'intérêt public gouverne » (J.-J. Rousseau).

Il s'agit donc d'un système politique dans lequel l'État sert l'intérêt commun, et non des intérêts particuliers ou partisans.

Pour d'autres auteurs, comme Charles de Montesquieu par exemple, La République est un système politique dans lequel c'est le peuple qui détient la souveraineté; il s'agit donc d'une notion relativement proche de celle de *démocratie*. Montesquieu utilisait le terme de République par opposition aux régimes despotiques monarchiques, « le gouvernement républicain est celui où le peuple, ou seulement une partie de ce peuple, a la souveraine puissance ». Dans cette conception par exemple, une monarchie constitutionnelle constitue une République. C'est cette tradition démocratique et républicaine des Lumières qui va inspirer les révolutionnaires français.

Enfin, dans un sens plus large, la République constitue un idéal politique qui repose sur l'adhésion collective à une volonté générale qui dépasse la simple somme des intérêts individuels. Dans une République, il y a une prééminence du public (le collectif) sur le privé (l'individuel). À ce titre, il existe des expressions individuelles qui doivent rester dans la sphère privée et ne pas se manifester publiquement. Par exemple, la République turque, qui a inscrit la *laïcité* dans sa Constitution, interdit le port du voile pour les femmes dans tous les lieux publics. On voit donc qu'il peut exister des tensions entre le principe républicain d'intérêt collectif et le principe démocratique de libertés individuelles. Pour Régis Debray, il convient même d'opposer République et démocratie, « La République c'est : l'égalité, la récompense du mérite, la laïcité, la souveraineté du peuple, la volonté générale et l'État nation [...]. La démocratie c'est à peu près l'inverse : le droit à la différence, le chacun pour soi, le fédéralisme et les corps intermédiaires ». Dans cette conception, la République constitue une entité collective qui repose sur des *valeurs* que les *individus* doivent s'approprier et qu'ils doivent défendre. L'unicité de la République et l'égalité de traitement entre les *citoyens* s'opposent donc aux conceptions de l'État fondées sur une addition de *communautés*. À ce titre, un certain nombre d'*institutions* qui transmettent et pérennisent ces valeurs vont constituer des piliers de la République (école, armée...).

→ *Individualisme universaliste, Parti politique, Pouvoir politique, Universalisme.*

Réseau de politique publique (*Policy Network*)

Ensemble d'acteurs interdépendants (fonctionnaires des agences publiques, experts, *groupes d'intérêts*, etc.) qui contribuent à la construction des *politiques publiques*

(*Policy Making*). Ces *réseaux sociaux* peuvent être plus ou moins hiérarchisés, ils peuvent concerner un domaine d'activités (l'agriculture) ou une cause (la lutte contre le racisme). Ce concept (qui se distingue de celui de *communauté de politique publique*) s'inscrit dans la sociologie de l'*action publique* et vise à rendre compte des processus qui conduisent à la formulation d'un *problème public*, puis à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques.

→ *Coalition de cause, Expertise, Fenêtre d'opportunité.*

Réseaux sociaux

Un réseau social est constitué par l'ensemble des relations entre des *individus*. L'*analyse des réseaux sociaux* constitue ainsi un « renversement de l'analyse sociologique traditionnelle » (Pierre Mercklé) : elle refuse de considérer des *groupes sociaux* constitués par des individus agrégés selon des caractéristiques catégorielles abstraites et définies *a priori* (la *catégorie socioprofessionnelle*, l'appartenance ethnique...), pour « élaborer des outils permettant de constituer analytiquement de tels groupes » (Pierre Mercklé). Les réseaux sont définis par leur taille (nombre de personnes reliées), leur densité (rapport entre le nombre de liens possibles et le nombre de liens effectifs), leur diversité (degré d'hétérogénéité des membres) et la nature des liens : orientés ou réciproques, forts ou faibles, unidimensionnels ou « multiplexes » (qui servent à plusieurs types d'échange à la fois). Ces caractéristiques permettent de mesurer la *cohésion sociale* des réseaux. La difficulté de définir des réseaux complets (leurs limites sont souvent impossibles à fixer) conduit à privilégier l'analyse des réseaux personnels (encore appelés réseaux égocentrés) : John Barnes propose de les analyser à travers les notions d'« étoile » (ensemble des relations entre un individu et ses contacts directs) et de « zone » (qui comprend à la fois l'étoile et l'ensemble des relations que les contacts de l'individu de référence entretiennent entre eux). Les caractéristiques du réseau personnel d'un individu définissent sa position structurale, qui conditionne son accès à un ensemble de ressources.

→ *Analyse structurale, Capital social, Formes sociales, Trou structural.*

Résidus

Vilfredo Pareto utilise cette notion pour décrire un certain nombre de comportements invariants des hommes basés sur leurs sentiments et leurs instincts. « Les résidus correspondent à certains instincts des hommes. [...] Ils sont la manifestation de ces sentiments et de ces instincts ». Vilfredo Pareto classe les résidus en six catégories :

- « l'instinct de combinaison » qui correspond à la tendance des hommes à produire des raisonnements;
- « la persistance des agrégats », qui correspond à la tendance des hommes à refuser le changement;
- « le besoin de manifester des sentiments par des actes extérieurs », il s'agit d'actes rituels qui se matérialisent notamment dans la ferveur religieuse;
- « les résidus en rapport avec la sociabilité », qui correspondent à la tendance des hommes à se regrouper pour retrouver les *individus* dont ils sont proches dans un désir d'uniformité;
- « l'intégrité de l'individu et de ses dépendances », qui correspond à l'affirmation de l'égoïsme des individus;

- « les résidus sexuels ». Vilfredo Pareto note que ce sont les résidus qui ont le plus tendance à être dissimulés dans les sociétés modernes.

→ *Action non logique, Dérivation.*

Retournement du stigmate

Revendication du *stigmate* comme élément positif de l'*identité* d'un *individu* ou d'un *groupe social* afin de remettre en cause la position sociale dominée des individus stigmatisés. Par exemple une partie du mouvement noir aux États-Unis a repris à son compte le mot « nègre » qui avait jusque-là un sens péjoratif, a utilisé la coiffure afro etc. dans le cadre d'une stratégie de retournement du stigmate.

→ *Discrimination positive, Féminisme, Luttes pour la reconnaissance, Queer, Reconnaissance.*

Révolution

Au sens courant, la révolution indique un changement brusque, soudain et important dans la *société*. Elle peut être de divers ordres : politique (révolution russe d'octobre 1917), scientifique (révolution copernicienne), industriel (révolution industrielle anglaise), démographique, etc. La définition sociologique de la révolution est multiple. Pour certains celle-ci doit répondre à différents critères : des moyens illégaux et violents, la participation des *élites* et des *masses*, des changements de politique, de gouvernement, de structure politique, d'*idéologie* et socio-économiques. Ainsi, seules les grandes révolutions comme par exemple la révolution française de 1789 correspondent à l'ensemble des critères. Ceux-ci permettent donc de faire la différence avec les rébellions, les coups d'État, les insurrections, les guerres civiles.

Pour d'autres, la révolution est une *mobilisation sociale* qui se propage à plusieurs secteurs de la société, quels que soient ses résultats. C'est par exemple le cas de la Révolution de velours en Tchécoslovaquie en 1989 ou de mai 1968 qualifié de Révolution introuvable par Raymond Aron.

→ *Action collective, Conflits, Émeutes, Mouvement social, Répertoires de l'action collective, Violence.*

Révolution managériale

Terme proposé par James Burnham pour désigner le processus qui conduit à la prise du *pouvoir* par les managers au sein des *entreprises*. Dans cette perspective, le pouvoir dans l'entreprise n'est plus fondé sur la propriété du *capital*, mais sur la compétence des managers.

Révolution prolétarienne

Dans la théorie marxiste, processus au cours duquel le *prolétariat* prend le *pouvoir* à la *bourgeoisie*. L'*État* prend alors la forme transitoire de la dictature révolutionnaire du *prolétariat*. Cette période doit se solder par la disparition de la *société* capitaliste et l'avènement de la société socialiste puis communiste.

→ *Changement social, Forces productives, Lutte des classes, Marxisme, Mode de production, Mouvement ouvrier, Rapports de production.*

Révolution scientifique

Période de crise au cours de l'histoire d'une discipline scientifique, marquée par la remise en cause du *paradigme* jusque-là dominant et par l'émergence, à travers des controverses, d'un nouveau paradigme dominant. Ce *concept* a été élaboré par Thomas Kuhn pour rendre compte de l'histoire des sciences qui est marquée, selon lui, par l'alternance de périodes de *science normale* et de périodes de révolutions scientifiques. La question de savoir si l'on peut parler de révolutions scientifiques en *sociologie* est controversée dans la mesure où on ne

voit pas s'imposer, même de façon transitoire, un paradigme dominant. Au contraire, les mêmes thématiques (*individu/société, intégration/conflit*, etc.) sont reprises au cours de l'histoire de la discipline et explorées de façon spécifique par divers *programmes de recherche scientifiques.*

→ *Épistémologie, Science.*

Rigidité sociale

Situation d'une *société* caractérisée par une faible *mobilité sociale.*

→ *Immobilité sociale, Mobilité intergénérationnelle, Hérédité sociale, Homogamie sociale, Viscosité sociale.*

Risque

Probabilité qu'un événement ait des conséquences généralement considérées comme dommageables. Le risque doit donc être évalué dans tout processus de prise de décision. Le sociologue Ulrich Beck a fait de cette notion une caractéristique des *sociétés* contemporaines : le problème majeur est alors celui de la prévention des risques et de leur répartition : qui supporte le risque, et qui doit assumer la charge de la protection ? Le rôle de l'*État* doit donc évoluer, ce qui se traduit par la prééminence du principe de précaution. Mais la société génère sans cesse des risques nouveaux (risques technologiques par exemple), qui demandent à leur tour une *expertise*, laquelle n'est pas elle-même dénuée de risque. La question du risque (et de son inégale répartition dans la société) éclipse donc celle de la répartition des richesses, ce qui change la nature du *conflit* central des sociétés, et par là même le fondement de la *solidarité* : « Cette nouvelle solidarité a pour caractéristique d'être fondé sur une incertitude commune : personne ne peut prévoir les conséquences de nos actions, ni les experts, ni les politiques, ni les citoyens. » (Bruno Latour).

→ *Cosmopolitisme, Modernité, Risques sociaux.*

Risques sociaux

Ensemble d'événements pouvant affecter les revenus d'un *individu* et pris en charge par le système de *protection sociale.* Le contenu des risques sociaux est donc très variable en fonction des pays et de l'époque. Par exemple, le risque du chômage est apparu en France au XIX^{e} : il peut être indemnisé pour les syndiqués par les caisses de secours syndicales, c'est un risque personnel. En 1958 avec la création de l'Unedic – Union nationale pour l'emploi dans le commerce et l'industrie – ce risque devient social par sa mutualisation obligatoire (d'abord pour les entreprises adhérentes au CNPF – conseil national du patronat français). Aujourd'hui les risques sociaux couverts par les différents régimes de protection sociale sont :

- le risque santé (risque maladie, invalidité, accidents du travail) ;
- le risque vieillesse-survie (vieillesse et décès) ;
- le risque *famille*-maternité ;
- le risque emploi (risque chômage, et formation professionnelle) ;
- le risque logement ;
- le risque *pauvreté* et *exclusion sociale* (ce risque correspond à la protection sociale de certaines catégories de population, c'est le cas du RMI depuis 1988).

→ *Assistance, Assurance, État providence, Redistribution, Welfare.*

Rite

Pour Émile Durkheim, « règles de conduite qui prescrivent comment l'homme doit se comporter avec les choses sacrées ». Il ajoute que le rite est « une pratique périodique à caractère public assujettie à des règles précises, et dont l'efficacité s'exerce en par-

ticulier dans le monde de l'invisible ». Un rite se caractérise donc par sa répétition, par le caractère codifié des conduites, par sa charge symbolique et par l'efficacité attendue de son accomplissement (rite de purification par exemple). Les analyses contemporaines insistent sur l'existence de *rites profanes* et pas seulement de *rites sacrés*.
→ *Profane, Religion, Rite d'institution, Sacré, Symbole.*

Rite d'institution

Pour Pierre Bourdieu, instituer « c'est consacrer c'est-à-dire sanctionner et sanctifier un état de chose, un ordre établi ». Le rite d'institution est donc un *rite* qui manifeste et qui légitime une différence. Par exemple la circoncision, consacre et donc institue la différence entre homme et femme, l'adoubement du chevalier marque la différence entre la noblesse guerrière et le peuple, l'ordination du prêtre institue la séparation entre les clercs (dont on dit précisément qu'ils sont « consacrés ») et les fidèles (les laïcs). Les soutenances de thèses, les cérémonies de passation des pouvoirs entre ministres, etc. sont des rites d'institution. Ces derniers ont notamment pour effet de dissimuler le caractère arbitraire des différences qu'ils instituent. Par exemple, entre le dernier reçu et le premier collé au concours d'entrée à une grande école, les différences objectives sont minces, cependant, la réussite ou l'échec au concours va avoir un impact considérable sur le destin social des individus concernés.
→ *Institution, Noblesse d'État, Stratification sociale.*

Rites d'interaction

Pour Erving Goffman, comportements qui régissent la présentation de soi dans l'*interaction*, et qui ont tendance à être « routinisés » (appris, intégrés et mis en œuvre par les *acteurs sociaux* comme des rituels) ; il en existe de nombreuses formes : rites d'accès, de réparation, de confirmation, d'équilibration, etc.
→ *Face, Façade, Rite, Sens commun.*

Rite de passage

Terme forgé par Arnold Van Gennep pour désigner les rites, sacrés ou profanes, qui marquent les grandes étapes de l'existence dans les diverses *sociétés* : *rites* liés à la naissance, au passage à l'*âge* adulte, au *mariage*, à la mort.
→ *Âge, Jeunesse, Rite profane, Rite sacré.*

Rite magique

Pour Henri Hubert et Marcel Mauss : « Rite qui ne fait pas partie d'un culte organisé, rite privé, secret, mystérieux et tendant comme limite vers le rite prohibé ». La spécificité du *rite* magique par rapport au rite religieux ne réside donc pas dans son contenu mais dans les conditions dans lesquelles le rite est pratiqué.
→ *Magie.*

Rite négatif

Pour Émile Durkheim les *rites* négatifs sont ceux qui interdisent aux fidèles d'accomplir certains actes. Ces interdits (ou *tabous*) ont pour objet d'opérer une séparation entre différents domaines du *sacré* ou entre la sphère du sacré et celle du *profane*. Par exemple, les interdits alimentaires sont des rites négatifs.
→ *Religion, Rite magique, Rite positif, Sacré.*

Rite positif

Pour Émile Durkheim, les *rites* positifs sont ceux qui prescrivent aux fidèles d'accomplir tel ou tel acte ou cérémonie. Par exemple les sacrifices ou les offrandes sont des rites positifs.
→ *Religion, Rite magique, Rite négatif, Sacré.*

Rite profane

Rite qui ne concerne pas le domaine magique ou religieux. Il existe par exemple des *rites d'interaction* qui régissent de nombreux aspects de la vie quotidienne, des rites sportifs, des rites politiques, etc.
→ *Rite de passage.*

Rite sacré

Rite qui concerne le domaine magique ou religieux.
→ *Religion, Rite magique, Rite de passage.*

Ritualisme

Dans la *sociologie* des *religions*, comportement fondé sur un strict respect des *règles* relatives aux *rites*. Le terme est généralement utilisé dans un sens péjoratif pour désigner un comportement de conformité formelle aux pratiques religieuses sans adhésion effective aux *croyances*. Plus généralement, chez Robert King Merton le ritualisme est l'un des modes d'adaptation individuelle aux objectifs que fixe la société et aux *normes* relatives aux moyens légitimes pour atteindre ces objectifs. Le ritualiste est celui qui n'accepte pas les buts fixés par la société mais qui a un comportement conforme en ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre. Par exemple, un bureaucrate qui ne se préoccupe pas des buts poursuivis par l'*organisation* dans laquelle il travaille mais qui en applique passivement les règles a un comportement ritualiste.
→ *Bureaucratie, Conformisme, Évasion, Innovation, Rébellion.*

Rituel

→ *Rite.*

Rôle

Pour Ralph Linton, « ensemble des modèles culturels associés à un statut donné. Il englobe par conséquent les attitudes, les valeurs et les comportements que la société assigne à une personne et à toutes les personnes qui occupent ce statut; on peut même y ajouter le droit d'escompter, venant des personnes qui occupent d'autres statuts, certains comportements caractéristiques ». Le rôle d'un *individu* est donc l'ensemble des comportements que les autres attendent de lui en fonction de son *statut*.
→ *Conflit de rôle, Culturalisme, Variance de rôle.*

Routinisation du charisme

Pour Max Weber, le *charisme* n'existe qu'à l'état naissant, il ne peut durer, surtout si le leader charismatique n'est pas en mesure de procurer à la communauté les bienfaits qu'il promet. C'est pourquoi la *domination charismatique* ne peut durer que si elle se transforme progressivement en *domination traditionnelle* et/ou en *domination légale rationnelle*. Le problème se pose notamment pour la succession du leader charismatique dont les descendants ne sont pas nécessairement dotés de qualités exceptionnelles. Dans les traductions récentes de l'œuvre de Max Weber on parle plutôt de « quotidianisation du charisme ».
→ *Autorité, Charisme d'institution, Pouvoir.*

Rumeur

Selon Jean-Noël Kapferer, une rumeur se traduit par « l'émergence et la circulation dans le corps social d'informations soit non encore confirmées publiquement par les sources officielles soit démenties par celles-ci ». Pour être appelée rumeur, une information doit donc uniquement se propager dans un circuit parallèle (par le « bouche à oreille »), hors de toute intervention officielle (si ce n'est pour une confirmation ou une réfutation). Pour Edgar Morin, deux critères sont indispensables à la définition

d'une rumeur : « Aucun fait ne doit servir de point de départ à la rumeur » et « l'information circule toujours de bouche à oreille en dehors de la presse, de l'affiche, même du tract ou du graffiti ». Edgar Morin a notamment longuement décrit le processus d'apparition et les caractéristiques de la « Rumeur d'Orléans », née en 1969, qui affirmait que de nombreuses jeunes femmes étaient enlevées, victimes de la « traite des blanches » dans des magasins de vêtements féminins de la ville, tenus par des « Juifs ». Edgar Morin étudie aussi la façon dont la rumeur prend fin grâce à la mobilisation d'un anti-mythe : appel aux idéaux de la Résistance et la lutte anti-nazie.

→ *Racisme.*

Rupture épistémologique

→ *Coupure épistémologique.*

Ruralité

Au sens strict, ensemble des caractéristiques des zones rurales et de leurs habitants. Aujourd'hui, les recherches sur la ruralité insistent sur son caractère pluridimensionnel (morphologique, spatial, culturel, social, économique). Mais les typologies disponibles sont souvent élaborées de façon négative : pour l'Insee, la ruralité se définit par rapport à la plus ou moins grande influence urbaine. Ainsi, « l'espace à dominante rurale », dans la typologie Insee-INRA de 1998, est délimité par rapport au zonage en aires urbaines, et se compose de quatre sous-ensembles :

- le rural sous faible influence urbaine;
- les pôles ruraux;
- la périphérie des pôles ruraux;
- et le rural isolé.

→ *Société paysanne, Sociologie rurale.*

Rurbanisation

Extension à l'ensemble du rural du mode urbain d'organisation de l'espace, qui s'accompagne d'une diffusion des « valeurs urbaines » et des modes de consommation urbains à l'ensemble de l'espace, et qui succède à la phase de *périurbanisation* caractéristique des années 1970. Ce mouvement est fortement lié aux modes de transports individuels et à la généralisation des migrations alternantes domicile/travail. Il repose aussi, dans les *représentations collectives*, sur une survalorisation de la « campagne » en tant que cadre de vie.

→ *Sociologie rurale, Sociologie urbaine, Taux d'urbanisation.*

S

Sacré

Pour Émile Durkheim, correspond à tout ce qui est séparé du *profane*, caché, interdit. Pour lui, « les choses sacrées, ce sont celles dont la société elle-même a élaboré la représentation : il y entre toute sorte d'états collectifs, de traditions, d'émotions communes, de sentiments qui se rapportent à des objets d'intérêt général, etc., et tous ces éléments sont combinés d'après les lois propres de la mentalité sociale. Les choses profanes au contraire, ce sont celles que chacun de nous construit avec les données de ses sens et de son expérience ».

Pour Roger Cailloix, « le domaine du profane se présente comme celui de l'usage commun, celui des gestes qui ne nécessitent aucune précaution et qui se tiennent dans la marge souvent étroite laissée à l'homme pour exercer sans contrainte son activité. Le monde du sacré, au contraire, apparaît comme celui du dangereux ou du défendu : l'individu ne peut s'en approcher sans mettre en branle des forces dont il n'est pas le maître et devant lesquelles sa faiblesse se sent désarmée. Cependant, sans leur secours, il n'est ambition qui ne soit vouée à l'échec. En elles réside la source de toute réussite, de toute puissance, de toute fortune ».

→ *Magie, Mana, Numineux, Religion, Rite sacré.*

Salariat

Au sens courant, ensemble des salariés, liés à leur employeur par un contrat de travail et rémunérés par un salaire. Chez Karl Marx, *rapport de production* central du *mode de production* capitaliste.

→ *Capitalisme, Représentation des salariés, Syndicat, Taux de salaire.*

Salarisation

Tendance à l'extension de la part des salariés dans la population active que connaissent la totalité des pays capitalistes. Elle a pour corollaire la diminution de l'activité non salariée. Ainsi, à la fin du XIX[e] siècle en France, les non-salariés représentent encore près de la moitié des actifs, contre moins de 10 % aujourd'hui. Cette montée du *salariat* est à l'origine de l'avènement, à la fin des années 1970, d'une *société salariale.*

→ *Cadre, Employés, Ouvriers, Professions et catégories socioprofessionnelles, Professions intermédiaires, Société industrielle.*

Santé (Sociologie de la)

Expression qui désigne un champ de recherche de la *sociologie* contemporaine qui renvoie à trois grands thèmes : la santé, la maladie et la médecine. La sociologie de la santé concerne d'une part les définitions sociales de la santé, qui se réfèrent à des interprétations culturelles et des systèmes de *représentation* du corps ou des fonctions biologiques, et d'autre part l'analyse des

déterminants sociaux de la santé. De ce point de vue, l'ouvrage d'Émile Durkheim sur le *suicide* constitue un travail précurseur.

La sociologie de la maladie a pour question centrale la distinction entre le *normal* et le *pathologique*, en relation étroite avec la notion d'*anomie*. À côté de travaux proprement sociologiques (Talcott Parsons), on trouve de nombreux apports de la philosophie, de la psychologie et de la psychanalyse (Georges Canguilhem, Michel Foucault...). Certains anthropologues y ont contribué, en tentant de développer une « sociologie des maladies mentales » (Roger Bastide).

La sociologie de la médecine comprend plusieurs courants. Dans la tradition interactionniste, Erving Goffman et Aaron Cicourel ont étudié les spécificités de l'institution médicale, et les rapports d'*interaction* entre le médecin et le malade. Elle s'intéresse aussi (Claudine Herzlich, François Steudler) aux pratiques médicales des médecins mais aussi des patients : attitudes vis-à-vis des soins, de l'hospitalisation... Enfin, elle rejoint par certains côtés la *sociologie des organisations* et des *professions*, en analysant le fonctionnement des *institutions* de santé et l'organisation des professions médicales (Christian Chevandier).

→ *Déviance, Interactionnisme, Institution totale, Normes sociales, Stigmatisation.*

Scepticisme organisé

Évaluation critique systématique des productions scientifiques par les chercheurs. La communauté scientifique doit être organisée de telle façon que les chercheurs soient incités à contester les résultats acquis, à mettre en doute les propositions nouvelles présentées par d'autres chercheurs. Ce scepticisme organisé n'est ni un nihilisme ni un *relativisme*, il doit conduire à produire des énoncés vrais parce qu'ils ont résisté à la critique rationnelle des membres de la communauté scientifique. Selon Robert King Merton, c'est l'une des quatre *normes* du travail scientifique, avec le *communalisme*, le *désintéressement* et l'*universalisme*.

→ *Sciences (Sociologie des).*

Schème d'intelligibilité

Pour Jean-Michel Berthelot, « matrice d'opérations permettant d'inscrire un ensemble de faits dans un système d'intelligibilité, c'est-à-dire d'en rendre raison ou d'en fournir une explication ». Jean-Michel Berthelot distingue six schèmes d'intelligibilité :

- le schème causal repose sur la mise en évidence de relations de cause à effets entre des phénomènes. Par exemple, l'analyse du *suicide* chez Émile Durkheim ou la détermination en dernière instance de la *superstructure* par l'*infrastructure* chez Karl Marx;
- le schème fonctionnel repose sur la mise en évidence de relations d'interdépendance entre des éléments d'un *système* et le système lui-même. On expliquera alors un phénomène social par la *fonction* qu'il remplit au sein d'un système déterminé. On parle par exemple des fonctions de la *famille* dans la *théorie* de Talcott Parsons;
- le schème structural repose sur la mise en évidence d'oppositions et de leurs significations. Par exemple, chez Claude Lévi-Strauss, l'analyse des structures élémentaires de la *parenté*, qui met l'accent sur la combinatoire des formes possibles de liens familiaux (*endogamie/exogamie/matrilinéaire/patrilinéaire*, etc.);
- le schème *herméneutique* repose sur l'interprétation des éléments constitutifs de la réalité sociale qui sont saisis comme autant de signes de réalités plus profondes;
- le schème actanciel qui correspond à l'*individualisme méthodologique* tel que le présente Raymond Boudon dans *La logique*

du social. Il met l'accent sur l'étude des comportements individuels et leurs *effets d'agrégation*;

- le schème dialectique met l'accent sur la dynamique qui résulte des *contradictions* entre les éléments de la réalité sociale. Par exemple, la dialectique des *forces productives* et des *rapports de production* chez Karl Marx.

→ *Causalité, Épistémologie, Modèle, Paradigme, Théorie.*

Science

Ensemble de savoirs organisés :

- obéissant à des règles logiques de cohérence interne;
- susceptibles d'être validés par des procédures objectives et publiques de vérification et de réfutation;
- et faisant l'objet d'un consensus au sein d'une communauté de spécialistes.

Le caractère scientifique de la *sociologie* fait l'objet d'un débat épistémologique : qu'est-ce qui fonde la scientificité de ses démarches de recherche, quels sont les critères qui permettent de qualifier de scientifique le corpus de *connaissances* ? La réponse renvoie le plus souvent à une typologie des démarches scientifiques, qui repose elle-même sur l'examen de leurs méthodes de travail, d'administration de la preuve et de *réfutation*. S'il est communément admis aujourd'hui que le raisonnement sociologique est bien un raisonnement scientifique, les avis restent partagés sur les différences qui peuvent exister entre les méthodes de la sociologie et celles des autres sciences, en particulier les *sciences empirico-formelles*.

→ *Connaissance (Théorie de la), Épistémologie, Méthodologie sociologique, Querelle des méthodes, Sciences de la culture, Sciences sociales.*

Science de l'esprit

Compétence d'un *individu* capable de se représenter les processus mentaux et intellectuels (hypothèses, raisonnements, etc.) d'un autre individu face à une situation donnée. Cette capacité est liée à la fois aux compétences intellectuelles propres à un individu donné, et aux informations qu'il peut tirer de son *appartenance* au même groupe que celui dont il essaie de comprendre le raisonnement. Elle est donc liée à la *culture* des individus.

Elle se distingue de l'*empathie*, qui a un caractère intuitif, par son caractère intellectuel. Pour certains chercheurs, cette compétence a un autre intérêt : elle sépare radicalement les formes d'intelligence des animaux, qui en sont dépourvus, de l'intelligence humaine.

Ne pas confondre avec les *Sciences de l'Esprit*.

→ *Groupe social, Sociabilité.*

Science normale

Selon Thomas Kuhn, période pendant laquelle une *science* progresse par accumulation de résultats à l'intérieur d'un *paradigme* donné : dans ces phases de développement de la science, les chercheurs « tentent de résoudre les énigmes définies par le paradigme [...] : par exemple [...] produire des faits scientifiques à l'intérieur du paradigme, [...] démontrer que les faits concordent avec la théorie [...] améliorer les théories » (Dominique Vinck). Ces périodes de science normale se terminent par des *révolutions scientifiques* qui feront apparaître un nouveau paradigme.

→ *Épistémologie.*

Sciences (Sociologie des)

Champ de recherches qui considère la *science* comme une production sociale particulière : les connaissances scientifiques sont analysées comme le résultat de l'acti-

vité d'un *groupe social* (celui des chercheurs). Elles peuvent donc être un *objet* de recherche sociologique, même si elles obéissent à des *règles* spécifiques d'évaluation et de validation, car elles sont produites dans un « espace social désengagé dédié à la production de connaissances objectives » (Dominique Vinck). Le débat central de la sociologie des sciences porte sur la nature même du savoir scientifique, perçu :

- soit comme un savoir transcendant. La *sociologie* peut alors analyser les conditions de sa production, mais pas le savoir lui-même, qui relève exclusivement de l'épistémologie scientifique;

- soit comme une production sociale symbolique parmi d'autres, dont tous les aspects sont théoriquement accessibles au sociologue. Auguste Comte pose le premier, dans sa *loi des trois états*, le principe d'une relation entre *système social* et état de la science. Karl Marx considère la science comme une production historique, liée à l'avènement du capitalisme industriel. En revanche, Karl Mannheim refuse d'inclure les *sciences formelles* et les *sciences empirico-formelles* dans le champ de la sociologie des sciences. Le véritable fondateur de la sociologie contemporaine des sciences est Robert King Merton. Il distingue « l'institution sociale de la science », dont le but est de soutenir le développement des connaissances, et la « structure sociale de la science », qui regroupe l'ensemble des *normes* techniques et éthiques (« l'*ethos* de la science »). La production scientifique doit obéir à un ensemble de règles :

- l'*universalisme* : soumission à des critères impersonnels;

- le *communalisme* : les connaissances scientifiques sont des biens collectifs, elles doivent être diffusées;

- le *désintéressement*;

- et le *scepticisme organisé* : évaluation systématique des productions.

Pour Pierre Bourdieu, la production scientifique permet à ses auteurs d'accumuler du « crédit », et donc du *capital symbolique*, et de la reconnaissance : le savant cherche à conforter sa position, et à obtenir le « monopole de la production de la vérité ». Cependant, la structuration du champ scientifique, ainsi que l'existence d'une communauté scientifique, imposent une « soumission délibérée à une norme idéale » : les scientifiques « n'ont pour clients que leurs concurrents les plus rigoureux et les plus vigoureux, les plus compétents et les plus critiques ». Le champ scientifique les pousse donc à la *vigilance épistémologique* et au respect des *règles* fondamentales de la recherche de la vérité. Pour les partisans du « programme fort » de la sociologie des sciences (David Bloor, Barry Barnes), qui adoptent des positions clairement relativistes, la science n'est qu'une production symbolique parmi d'autres, elle peut et elle doit être analysée comme n'importe quel autre discours social, en fonction de deux principes :

- celui d'impartialité : les productions sont analysées sans tenir compte de la renommée de leurs auteurs;

- celui de symétrie : mêmes principes d'analyse pour les « croyances vraies » et les « croyances fausses ». Par exemple, on ne doit pas faire de différence *a priori* entre l'astrologie et l'astronomie.

D'autres chercheurs s'intéressent à la production sociale de la science, à travers une approche ethnographique du travail scientifique et de la « vie de laboratoire » (Bruno Latour et Michel Callon), ou à la construction de la légitimité des savoirs scientifiques par la maîtrise des réseaux et des outils. Aujourd'hui, la sociologie des sciences se développe donc dans quatre grandes directions : sociologie de l'institution scientifique, sociologie des systèmes d'échanges et des réseaux d'acteurs (Georges Thill,

Dominique Vinck), sociologie de la connaissance scientifique et sociologie des pratiques scientifiques.
→ *Épistémologie, Relativisme.*

Sciences de l'empirie

Sciences travaillant sur une réalité physique ou sociale qui leur est extérieure. Elles formulent des hypothèses qui doivent être testées par confrontation au réel, soit au moyen d'expériences contrôlables et reproductibles, soit au moyen d'observations. Les *sciences de la nature*, comme les *sciences sociales*, sont des sciences de l'empirie.
→ *Sciences empirico-formelles, Sciences nomologiques.*

Sciences de l'Esprit

Expression forgée par Wilhelm Dilthey (*GeistesWissenschaften*). Pour lui, elles ont deux caractéristiques principales : ce sont des sciences de l'historicité car les phénomènes sociaux, culturels et politiques ne peuvent pas être appréhendés en dehors de leur temporalité. Les sciences de l'Esprit ont pour finalité la *compréhension* des phénomènes étudiés. C'est en cela qu'elles se distinguent des *sciences de la nature*, qui ont recours à l'*explication*.
→ *Assertorique, Sciences de l'homme, Sciences sociales.*

Sciences de l'homme

Sciences dont l'*objet* d'étude est l'ensemble des activités humaines et de leurs déterminants naturels et culturels. Les sciences de l'homme visent à procurer « une connaissance de l'homme tout entier, mais sur un certain plan, dans une certaine perspective » (Gilles Gaston Granger). Elles comprennent les *sciences sociales*, la psychophysiologie, l'anthropologie physique, etc. Les sciences de l'homme ainsi définies recouvrent aussi bien les approches explicatives et nomologiques que les approches compréhensives et herméneutiques.
→ *Sciences de l'Esprit, Sciences herméneutiques.*

Sciences de la culture

Sciences dont la démarche se caractérise par l'étude d'*objets* singuliers : elles formulent des propositions *assertoriques*. L'histoire et la *sociologie* sont considérées par certains auteurs comme des sciences de la culture, par opposition aux *sciences de la nature*. La distinction entre sciences de la nature et sciences de la culture a été introduite par Wilhelm Windelband et Heinrich Rickert. Pour eux ces sciences ne se distinguent pas par leur objet, mais par leurs méthodes.
→ *Épistémologie, Herméneutique, Science de l'Esprit, Sciences idiographiques.*

Sciences de la nature

Au sens courant, les sciences de la nature regroupent la physique, la chimie, la géologie, la botanique, etc. On distingue généralement les sciences de la nature des *sciences sociales*. Pour Wilhelm Windelband et Heinrich Rickert, les sciences de la nature sont caractérisées par leur ambition généralisante : ce sont des *sciences nomologiques* qui formulent des propositions *apodictiques* (*i.e.* qui ont une portée générale).
→ *Épistémologie, Science, Sciences de l'Esprit, Science de la culture.*

Sciences empirico-formelles

Sciences qui reposent sur l'utilisation préférentielle de la méthode expérimentale, tout en ayant recours à la formalisation. L'observation et l'expérimentation succèdent à la formulation des hypothèses et conduisent à la mise en forme des résultats. Les sciences empirico-formelles se distinguent de l'*empirisme* naïf (pour lequel seule l'expérience immédiate est source de savoir) en reconnaissant la nécessité de la construc-

tion des données. Le « fait » est le résultat de la constitution d'une grille d'analyse théorique qui articule des techniques et des *concepts*.

→ *Apodictique, Épistémologie, Sciences formelles, Sciences logico-formelles.*

Sciences formelles

Sciences qui ont pour caractère principal d'être axiomatiques. Elles recherchent l'univocité d'un langage symbolique, formalisé, décontextualisé et universel. Ce langage est compréhensible et utilisable par tous les membres de la communauté scientifique. Elles travaillent en « construisant des systèmes de formes dans un langage, et non sur des données sensibles » (Gilles Gaston Granger), et sont donc fondées sur l'utilisation de *concepts* qui entretiennent entre eux des relations logiques. De ce fait, elles ont vocation à fournir aux autres sciences les outils fondamentaux qui leur permettront de formaliser des *lois*.

→ *Épistémologie, Sciences de l'empirie, Sciences empirico-formelles.*

Sciences herméneutiques

Sciences qui s'intéressent aux comportements de sujets pensants, et doivent prendre en compte leurs intentions et les significations de leurs actes. Elles utilisent des *méthodes quantitatives* (techniques d'enquêtes, statistiques), mais aussi des *méthodes qualitatives* et historiques, car elles visent à rendre compte de formes complexes et multiples de *causalité*. Elles adoptent une démarche compréhensive et considèrent les approches nomologiques et explicatives comme insuffisantes ou illusoires.

→ *Compréhension, Double herméneutique, Épistémologie, Explication, Sciences de l'empirie, Sciences de l'homme, Sciences sociales, Sciences nomologiques.*

Sciences humaines

Expression forgée en France dans les années 1950 pour désigner, dans l'organisation des filières universitaires, une partie des *sciences sociales* enseignées dans les universités littéraires (principalement la psychologie et la *sociologie*). Ce terme n'a pas de définition épistémologique satisfaisante, et ne recouvre qu'une réalité institutionnelle.

→ *Sciences de l'homme, Sciences herméneutiques.*

Sciences idiographiques

Sciences fondées sur l'observation et la description directe (sans l'usage d'outils statistiques) systématique et minutieuse, des comportements sociaux. L'*ethnographie* est un exemple de science idiographique. L'approche idiographique est centrée sur l'événement, sur l'aspect individuel, singulier et historique du comportement. Les sciences idiographiques utilisent des techniques particulières : méthodes d'enregistrement diverses, muséographies, histoires de vie, etc. La *monographie* est la forme la plus fréquente de leurs productions. Au sens strict du terme, une démarche idiographique devrait s'interdire toute interprétation. En réalité, dans la plupart des cas (en *ethnologie* tout particulièrement, mais aussi pour de nombreux sociologues contemporains), cette démarcation est fort difficile à respecter.

→ *Assertorique, Ethnographie constitutive, Sciences de l'Esprit.*

Sciences logico-formelles

Sciences caractérisées par l'usage systématique de la formalisation : « Formaliser, c'est réduire le langage d'une théorie à des expressions primitives et à des règles explicites de construction » (Gilles Gaston Granger). Le recours à la logique formelle s'exprime à travers des inférences (action de déduire une conclusion vraie de prémisses vraies) qui prennent généralement la forme

« si Q alors P; or Q; donc P », dans laquelle Q et P désignent des variables. Dans ces conditions, « l'essence du raisonnement reste indépendante du contenu particulier des propositions » (Gilles Ferréol). Cette expression est souvent utilisée comme synonyme de « *sciences formelles* ».

→ *Épistémologie.*

Sciences nomologiques

Sciences qui se donnent comme objectif principal d'établir des *lois*, autrement dit des propositions dont la validité démontrée par l'expérimentation est universelle, du moins à l'intérieur d'un *système* donné. Le problème fondamental est donc, une fois définies les limites du domaine de validité, celui de la corroboration des propositions, car une loi ne peut souffrir d'exceptions.

→ *Sciences empirico-formelles.*

Sciences sociales

Sciences qui ont en commun de s'intéresser non pas à l'homme lui-même, mais plutôt à des ensembles de comportements sociaux, qui ne peuvent se comprendre que par référence à l'existence d'un groupe. Elles ont une particularité : il s'agit d'un champ du savoir où un comportement humain (celui du chercheur) s'applique à d'autres comportements humains (objets de la recherche) et où les chercheurs ne sont pas les seuls producteurs de discours et d'analyses. La question centrale est donc de savoir quelle est, dans les sciences sociales, la place de la *rupture épistémologique*, comme condition fondamentale de la scientificité du discours.

→ *Épistémologie, Sciences de l'Esprit, Sciences de l'homme, Sciences herméneutiques, Théorie.*

Scientisme

Conception selon laquelle seule la *science* peut prétendre à la connaissance et à la vérité. Le scientisme s'oppose donc à la *religion* et à la métaphysique. Le scientisme vise à instaurer un gouvernement scientifique de l'humanité. Défendu notamment par Ernest Renan et Marcellin Berthelot à la fin du XIX[e] siècle, le scientisme est une *idéologie* liée au *radicalisme*, à l'anticléricalisme et aux combats autour de l'idée républicaine. Contre les défenseurs du religieux (qualifiés d'obscurantistes), le scientisme entend assurer la prééminence de la pensée rationnelle et de la connaissance scientifique. Le terme a pris un sens nettement péjoratif car le scientisme présente une vision totalement a-critique de la science, de ses méthodes et de ses effets. Cette approche idéalisée de la science a été critiquée notamment par Edmund Husserl qui reproche à ce qu'il appelle le *positivisme* de s'en tenir à une connaissance des faits et donc de ne pouvoir répondre à un certain nombre de questions philosophiques et politiques essentielles pour l'humanité. Jürgen Habermas, pour sa part, reproche au scientisme de prétendre à une *objectivité* scientifique en sous estimant les intérêts qui sont à l'œuvre dans la production de connaissances scientifiques.

Pour nombre de scientifiques et de philosophes contemporains, le scientisme a paradoxalement contribué à discréditer la science en construisant de cette dernière une image à la fois idéalisée et dominatrice.

→ *Épistémologie, Réductionnisme.*

Script (Théorie du)

La *théorie* du script analyse les comportements des *individus* dans diverses situations en faisant l'hypothèse que chaque *société* détermine des scénarios correspondant aux relations et aux comportements admis. Par exemple, on se comporte d'une façon précise durant un entretien d'embauche, pendant une messe, ou à l'occasion de rencontres amoureuses ou sexuelles. Le script intègre l'identité sociale de l'individu,

les déterminants sociaux (classe, revenu, *travail*) et les limites imposées par chaque société dans chaque situation.

→ *Norme sociale, Règles, Socialisation, Valeur.*

Script sexuel (Théorie du)

Application de la théorie du *script* aux *interactions* sexuelles. Cette théorie a été élaborée par John Gagnon et William Simon au début des années 1970. Pour ces auteurs, le comportement sexuel est le résultat d'une éducation et d'une *socialisation* expliquant comment se comporter sexuellement dans différentes situations sociales. Les scripts sexuels traduisent alors les *normes sociales* expliquant quand, comment, où et dans quelles circonstances nous pouvons séduire ou afficher nos comportements sexualisés. Les scripts sexuels décrivent les scénarios d'une sexualité possible.

On distingue trois types de scripts :

- les scripts intrapsychiques coordonnent la vie mentale sous la forme, notamment, de fantasmes sexuels;
- les scripts interpersonnels concernent les interactions entre les partenaires sexuels. Ils se composent de séquences ritualisées relatives à la rencontre, à la séduction qui provoque l'excitation sexuelle, au démarrage de la relation qui coordonne la réalisation pratique des rapports sexuels;
- les scénarios culturels (ou scripts d'ordre culturel) sont des prescriptions collectives dérivant les possibles et les interdits en matière de relation sexuelle, sans pour autant prendre la forme explicite de normes ou de règles juridiques. Ces scénarios culturels ne fonctionnent que sur la base d'interprétations de la part des *acteurs sociaux.*

→ *Sexualité (Sociologie de la).*

Seconde modernité

Période qui s'écoule du début des années 1960 à nos jours. On parle aussi de « modernité tardive », de « modernité radicale ». Cette nouvelle phase de la *modernité* se manifeste par une influence croissante de l'*individualisme particulariste* et par un mouvement de *détraditionnalisation.* Il s'agit donc d'un approfondissement de la modernité et non de sa remise en cause. L'usage du terme seconde modernité manifeste donc une opposition à la thèse de la *postmodernité.*

→ *Désinstitutionnalisation, Individualisation, Modernité liquide, Modernité réflexive.*

Secte

Au sens courant, le terme secte est connoté péjorativement. Il désigne un groupe fermé qui porte atteinte à la liberté de ses membres et qui peut être le cadre d'activités prohibées. Pour Max Weber, une secte est une *communauté* de fidèles qui adhèrent et qui sont admis sur la base d'une décision libre (par exemple baptême d'adultes consentants). Pour lui, alors qu'on naît membre d'une *Église*, on devient membre d'une secte, au sein de laquelle le *charisme* personnel joue un rôle important.

→ *Groupement hiérocratique, Nouveaux mouvements religieux, Religion.*

Sécularisation

Double mouvement qui conduit d'une part à la remise en cause du fondement religieux de l'*ordre social* et politique et d'autre part à un déclin de l'influence religieuse sur les autres dimensions de la vie sociale. La thèse de la sécularisation a été développée notamment par Émile Durkheim qui y voyait une conséquence de la *modernité* et de la montée de l'*individualisme sociologique.* Cette thèse est aujourd'hui contestée par des sociologues qui considèrent que l'on assiste moins à un déclin du religieux qu'à une

recomposition du religieux, à la montée d'une « religion à la carte », moins institutionnalisée et articulée à des composantes mystiques et ésotériques.
→ *Désenchantement du monde, Laïcité, Nouveaux mouvements religieux, Réenchantement du monde, Religion, Secte.*

Ségrégation

Processus de séparation et de mise à l'écart d'*individus* ou de *groupes sociaux* identifiés par un caractère distinctif : « La discrimination apparaît comme la condition de la ségrégation » (Hervé Vieillard-Baron). Elle s'accompagne généralement de l'affirmation idéologique d'une inégalité fondamentale entre les groupes sociaux. La ségrégation est donc un processus qui vise à exclure ceux que l'on considère comme inférieurs; elle a pour résultat l'apparition d'une ligne de démarcation (matérielle ou symbolique) qui limite les possibilités d'*interaction* sociale. La ségrégation sociale se manifeste tout particulièrement sous sa forme urbaine, qui constitue le champ d'analyse privilégié de l'*École de Chicago* : les groupes sociaux discriminés (par leur langue, leur culture, leur origine ethnique), qui n'ont ni le *pouvoir politique* ni le pouvoir économique, sont rejetés dans la périphérie immédiate du centre, ou sont regroupés dans des *ghettos*. Les catégories sociales favorisées résident dans le dernier cercle, la *banlieue* résidentielle. La position spatiale traduit la position sociale. La ségrégation sociale peut prendre des formes extrêmes, dans lesquelles la séparation est quasi-totale : c'est le cas de « l'apartheid ».
→ *Discrimination, Discrimination négative, Ethnicité, Ségrégation urbaine.*

Ségrégation urbaine

Répartition inégale des hommes et des activités dans l'espace urbain qui s'accompagne de *discriminations* sociales dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation, etc. La structuration urbaine reproduit la *stratification sociale*. La ségrégation urbaine se manifeste également par l'existence de freins à la mobilité géographique et à la *mobilité sociale* ascendante. Elle s'exprime principalement à travers les phénomènes de *ghettos* et de *périurbanisation* (les « banlieues défavorisées »).
→ *Écologie urbaine, Ségrégation, Sociologie urbaine, Urbanisation.*

Sens commun

Dans le langage courant, le sens commun correspond aux opinions qui n'ont pas de fondement scientifique. Pierre Bourdieu parle à ce propos de *doxa*. Pour Émile Durkheim, le sens commun est l'ensemble des *prénotions* avec lesquelles le chercheur doit rompre. Pour les ethnométhodologues, compétence pratique qu'ont les *membres* à comprendre les situations sociales et à identifier les codes auxquels elles renvoient. Reposant en grande partie sur des routines, le sens commun permet aux acteurs de se « débrouiller » (ce que Peter Woods appelle le *coping*), mais il est en permanence négocié par les membres, car, en tant que connaissance pratique, il doit s'adapter à des contextes toujours différents. Le sens commun permet de gérer l'*indexicalité* des situations de façon partielle mais suffisante pour une compréhension intersubjectivement partagée qui est le fondement de l'*ordre social*.
→ *Ethnométhodologie.*

Sens pratique

Pour Pierre Bourdieu, « aptitude à se mouvoir, à agir et à s'orienter selon la position occupée dans l'espace social, selon la logique du champ et de la situation dans lesquels on est impliqué et cela sans recours à

la réflexion consciente, grâce aux dispositions acquises fonctionnant comme des automatismes ». Directement lié chez Pierre Bourdieu au concept d'*habitus*, le sens pratique permet d'expliquer comment les *individus* « incorporent les structures sociales » et ont tendance « à s'exclure de ce dont ils sont exclus (œuvres culturelles, système scolaire) » parce qu'ils ont intériorisé « le sens de la place qu'ils occupent ».

→ *Champ.*

Séparation des pouvoirs

Conception selon laquelle, au sein d'un *système* politique, les différents *pouvoirs* (exécutif, législatif et judiciaire) doivent être exercés par des *institutions* distinctes. Le pouvoir judiciaire doit être indépendant (indépendance de la magistrature) dans le cadre du respect des lois et des textes réglementaires. Le pouvoir législatif élabore les *lois*, mais ne les applique pas. Le pouvoir exécutif applique les lois et met en œuvre la politique pour laquelle il a reçu mandat. Cette séparation des pouvoirs suppose un équilibre : le pouvoir exécutif recrute et nomme les juges, le pouvoir législatif contrôle le pouvoir exécutif, les membres du parlement disposent d'une immunité parlementaire, etc. L'objectif est toujours d'appliquer le principe édicté par Montesquieu : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ». Dans les régimes politiques autoritaires ou totalitaires, la séparation des pouvoirs n'existe pas. Dans les *démocraties*, elle reste problématique : en France par exemple, la question de l'indépendance de la magistrature fait l'objet de débats périodiques, de même que les pouvoirs respectifs du parlement et du gouvernement.

→ *État de droit, Polyarchie, Système constitutionnel pluraliste, Totalitarisme.*

Servage

Le servage est le rapport social caractéristique de la *féodalité*. Le serf est « attaché à la glèbe » (c'est-à-dire à la terre). Le seigneur qui exerce sa suzeraineté sur la terre a le droit de percevoir des redevances féodales payées par le serf (notamment un impôt nommé « taille »). Ce dernier est aussi soumis à la réalisation de corvées pour le compte du seigneur (on dit qu'il est « taillable et corvéable »). Le serf qui quitte le domaine du seigneur est en « rupture de ban » et il peut être poursuivi et ramené par la force sur le domaine. À la différence de l'esclave, le serf est doté de la personnalité juridique (il n'est pas un bien meuble). En France le servage recule de façon importante à partir de la guerre de Cent Ans. Il est abrogé par Louis XVI en 1779. En Russie le servage existe du XVII[e] siècle à 1861.

→ *Esclavage, Mode de production féodal, Noblesse.*

Service class

Concept, que l'on doit au sociologue britannique John Goldthorpe, qui désigne la partie de la population active salariée qui exerce des fonctions managériales ou d'expertises. Ces salariés sont caractérisés principalement par les avantages en termes de rémunérations et d'opportunités de *carrières* dont ils disposent du fait de leur proximité avec les dirigeants des *entreprises* qui les emploient.

→ *Salariat, Cadres.*

Service public

En un premier sens, composante de l'appareil administratif de l'*État* ou des collectivités territoriales. C'est ainsi que l'on parle du service public de l'éducation ou du service public de l'état civil.

En un second sens, activité au service de l'intérêt général. C'est ce second sens qui est au cœur des débats contemporains. En effet,

le *concept* de mission de service public joue un rôle central dans le droit administratif français. Ce concept a été construit progressivement par la jurisprudence (arrêt *Blanco* du Conseil d'État en 1873) et par la doctrine juridique. C'est ainsi que dans son *Traité de droit constitutionnel* (1928), Léon Duguit définit le service public, dans une perspective très durkheimienne, comme : « Toute activité dont l'accomplissement doit être assuré, réglé et contrôlé par les gouvernants, parce que l'accomplissement de cette activité est indispensable à la réalisation et au développement de l'interdépendance sociale, et qu'elle est de telle nature qu'elle ne peut être réalisée complètement que par l'intervention de la force gouvernante ». Les principaux attributs du service public ont été progressivement mis en évidence : égalité de traitement des usagers, continuité du service, mutabilité (c'est-à-dire adaptation aux mutations sociales et technologiques), neutralité, transparence dans la gestion et le financement.

On distingue les services publics administratifs (généralement pris en charge par une personne publique, par exemple le maintien de l'ordre est assuré par la police nationale) et les services publics industriels et commerciaux (qui peuvent être assurés par des entreprises publiques privées ou mixtes, par exemple les sociétés concessionnaires des autoroutes). Pendant longtemps, notamment après la Seconde Guerre mondiale, un relatif consensus existait dans la société française en faveur d'un rôle croissant des services publics identifiés avec une extension du rôle de l'État (nationalisations, création de nouveaux services publics pour répondre à des enjeux nouveaux, etc.). Depuis les années 1990, l'accent a été mis sur la distinction entre la mission de service public et les modalités de la réalisation du service public. Les missions de service public peuvent en effet être assurées par des entreprises privées, dans le cadre de la concurrence et sous le contrôle d'autorités de régulation indépendantes (délégation de service public). Une telle approche conduit à une vision plus restrictive du rôle de l'État (privatisations, ouverture à la concurrence d'activités qui disposaient d'un monopole, etc.).

→ *Action publique, Droit (Sociologie du), État providence, Politique publique, Service universel.*

Service universel

Notion (d'origine anglo-saxonne) introduite en Europe par la Commission européenne en 1992 en la définissant comme « un service minimum donné, dont la qualité est spécifiée, pour tout utilisateur, à un prix accessible ». Le service universel apparaît comme une composante de la politique d'ouverture à la concurrence des *services publics* (distribution du courrier, du gaz, de l'électricité, etc.) : il s'agit d'assurer un service minimum à l'ensemble de la population tout en laissant jouer la concurrence. Cette approche est assez largement contradictoire avec la notion de service public « à la française ». Par exemple, rien ne garantit, dans le service universel, l'égalité devant la distribution du courrier entre un habitant d'une grande ville et un habitant d'un petit village de montagne (on peut imaginer que le service universel repose sur une distribution hebdomadaire du courrier).

→ *Action publique, État, État providence, Politique publique.*

Seuil de pauvreté

Dans une approche monétaire de la *pauvreté*, niveau de revenu en dessous duquel on est considéré comme pauvre. Les pays européens utilisent en général le seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian par *unité de consommation*. Dans

une approche de la pauvreté monétaire absolue le seuil de pauvreté est un minimum conventionnel qui n'évolue qu'avec la hausse des prix (approche américaine ou canadienne).
→ *Échelle d'Oxford, Médiane.*

Sexualité (Sociologie de la)

Champ de la *sociologie* qui étudie les pratiques sexuelles. Pour les sociologues, la sexualité humaine n'est pas un fait naturel mais une donnée socialement construite par le contexte culturel dans lequel elle s'inscrit. Contrairement à la sexualité animale pour laquelle la programmation biologique reste dominante, les hommes ne se comportent pas sexuellement par instinct. La sexualité nécessite ainsi un apprentissage social et implique la coordination de deux actes, mental et corporel, culturellement appris : « Dans la plupart des sociétés, la sexualité joue ainsi un rôle majeur dans la légitimation de l'ordre établi des sexes mais également dans la représentation de l'ordre des générations » (Michel Bozon).
La sexualité s'est progressivement autonomisée :
- de la procréation d'abord, du fait du développement des méthodes contraceptives;
- de la conjugalité ensuite, du fait de l'évolution des mœurs et de l'émancipation des femmes.
On assiste ainsi, dans nos sociétés, à une *individualisation* des trajectoires sexuelles qui deviennent un élément central de la construction des sujets. De nouvelles normes émergent ainsi dans le domaine de la sexualité.
Les enquêtes sur la sexualité, dans la mesure où elles renvoient au domaine de l'*intimité*, posent d'importants problèmes méthodologiques, qu'il s'agisse d'enquêtes quantitatives ou d'enquêtes qualitatives. Certaines questions renvoient à des épisodes douloureux de la vie des personnes interrogées, d'autres questions font l'objet d'interprétations diverses (par exemple les hommes déclarent un nombre plus important de partenaires sexuels que les femmes)...
→ *Genre, Gender Studies, Script sexuel (Théorie du), Socialisation.*

Sexe

→ *Genre.*

Signifiant

Selon Ferdinand de Saussure, partie du signe linguistique : « Le signe linguistique unit non une chose et un nom, mais un concept et une image acoustique ». Cette image acoustique est appelée « signifiant », et le concept « signifié ». Le signe linguistique est arbitraire, rien ne relie le signifiant et le signifié, l'idée n'est pas contenue dans le son. Le signifiant étant de nature auditive, « il se déroule dans le temps seul » : il a donc un caractère exclusivement linéaire, et les signifiants forment des chaînes : « Tout le mécanisme du langage en dépend ». La psychanalyse utilise ce terme dans un sens différent. Pour Jacques Lacan, qui postule que « l'inconscient est structuré comme un langage », le signifiant constitue l'élément symbolique fondamental, il ne peut se comprendre qu'en relation (d'opposition, de complémentarité, d'inversion, etc.).
→ *Sociolinguistique.*

Signifié

→ *Signifiant.*

Situation de classe

Selon Max Weber, la situation de classe est « la situation typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de

se procurer des rentes ou des revenus ». Cette chance d'accès aux biens et services doit être évaluée pour un *individu* d'un triple point de vue :

- du point de vue « de sa capacité à se procurer ces biens » ;
- du point de vue « de ses conditions de vie extérieure » ;
- du point de vue enfin « de sa destinée personnelle ».

Weber distingue deux autres types de stratification sociale : la *hiérarchie sociale* fondée sur le *prestige social* ou le *statut* (*groupes de statut*), et la hiérarchie politique, qui renvoie à la compétition pour la conquête du *pouvoir* ou dans les organisations (*partis politiques*).

→ *Classe sociale, Stratification sociale.*

Sociabilité

Capacité des *individus* à nouer des *relations sociales* plus ou moins institutionnalisées et à échanger avec autrui. On distingue une sociabilité familiale et une sociabilité externe ou publique grâce à laquelle l'individu tisse des liens avec des personnes dont il est relativement éloigné géographiquement ou socialement. Cette sociabilité intervient dans un certain nombre de lieux privilégiés comme les associations, les *partis politiques*, les *syndicats*, mais aussi le quartier (sociabilité de voisinage) ou le café. Georg Simmel voit dans la sociabilité une des formes du *lien social*. L'analyse en termes de *réseaux sociaux* permet de mesurer l'intensité de la sociabilité au sein d'un groupe donné. Les travaux de Pierre Bourdieu sur le *capital social* montrent notamment comment un individu peut mobiliser son réseau de sociabilité pour accroître le rendement de son *capital culturel*.

→ *Cohésion sociale, Intégration, Lien social, Socialité, Solidarité.*

Socialisation

Dans son sens le plus général, pour Guy Rocher, « processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au cours de sa vie les éléments socioculturels de son milieu, les intègrent à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre ».

La socialisation est un processus continu qui concerne l'*individu* tout au long de la vie : on peut ainsi mettre en évidence une *socialisation primaire* et une *socialisation secondaire*. Chacun de ces types de socialisation relève d'instances spécifiques. L'enfant construit son *identité* sociale d'abord au sein de sa *famille*, puis à l'école et dans des groupes de pairs, mais également par l'intermédiaire des *médias*. L'adulte poursuit sa socialisation essentiellement au sein de son milieu professionnel.

La définition de Guy Rocher relève du *culturalisme* ; des travaux plus récents insistent sur le lien entre socialisation et *subjectivation*. Par exemple, pour François Dubet et Danilo Martuccelli, la *socialisation* se définit comme « le double mouvement par lequel une société se dote d'acteurs capables d'assurer son intégration, et d'individus, de sujets, susceptibles de produire une action autonome ».

Dans un sens totalement différent, la socialisation désigne le processus de transfert d'une propriété ou d'une compétence du champ privé vers le champ collectif. On parle à ce titre de socialisation des moyens de production par opposition à leur propriété privée ou de socialisation de certains risques

(chômage, maladie, vieillesse…) dans le cadre des régimes de *protection sociale*. Pour Karl Marx, la socialisation des moyens de production et son corollaire, « l'abolition de la propriété bourgeoise », constituent une étape indispensable vers l'avènement de la société communiste. Un certain nombre d'analyses critiques du marxisme font une autre lecture de la socialisation des *moyens de production*. Ludwig von Mises, par exemple, dans les années 1950, considère qu'elle consiste en un transfert de la propriété de ces moyens de production à « un organe spécifique de la société : l'État ». Mises assimile donc socialisation des moyens de production et étatisation. Cornélius Castoriadis, entre autres, conteste à la même époque cette assimilation socialisation/étatisation. Pour lui, la socialisation des moyens de production ne peut être envisagée que dans le cadre de la disparition de l'*État*. Le transfert de la propriété privée à une propriété étatique n'aboutit qu'à la transformation d'une *exploitation* bourgeoise du *prolétariat* en une « exploitation bureaucratique ».

→ *Adaptation, Alternation, Capitalisme, Mode de production, Socialisation anticipatrice, Socialisation différentielle, Socialisation latente, Socialisation manifeste, Socialisation politique, Socialisation sociétaire, Socialisme, Socialisme scientifique.*

Socialisation anticipatrice

Pour Robert King Merton, forme de *socialisation* où l'*individu* intériorise les *normes* et les *valeurs* d'un *groupe de référence* auquel il souhaite appartenir. L'individu en tentant de s'approprier par avance les normes et les valeurs de ce groupe cherche à y faciliter son intégration. Pour Robert King Merton, cette forme de socialisation concerne essentiellement les adultes et est étroitement liée à la notion de *frustration relative* : « dans un groupe, les membres subordonnés, ou non encore intégrés, ont toujours tendance à partager les sentiments et à se conformer aux valeurs du noyau le plus prestigieux et respecté du groupe ».

→ *Mobilité sociale, Socialisation professionnelle.*

Socialisation communautaire

Pour Max Weber, forme de *socialisation* qui permet à un *individu* de s'intégrer à une *communauté*. Il parle de « processus d'entrée en communauté ».

→ *Communalisation.*

Socialisation conjugale

Selon Peter Berger et Hansfried Kellner, mode de *socialisation* propre au *couple*. Les conjoints définissent au fil de leurs interactions un nouvel ensemble de façons de penser et de faire, propre au couple, mais qui transforme aussi chacun des conjoints. Le *mariage* participe ainsi à la « construction de la réalité ».

François de Singly parle quant à lui de « socialisation par frottement » pour désigner le fait que pour vivre ensemble, chaque conjoint doit accepter une construction commune des règles de vie ensemble. Il faut tenir compte de l'autre tout en continuant à tenir compte de soi-même : « le déroulement de la vie quotidienne n'est ni improvisation, ni routine. Les deux mouvements, surprise et habitude, coexistent ».

→ *Alternation, Constructivisme, Socialisation secondaire.*

Socialisation différentielle

Processus de *socialisation* qui conduit à ce que différentes catégories d'*individus* acquièrent des *normes*, des *valeurs* et des comportements différents. On peut notam-

ment mettre en évidence une socialisation différentielle en fonction du *genre* des individus.

Dès le plus jeune *âge* de la vie, les enfants sont traités de manière différente par les adultes selon qu'ils sont des filles ou des garçons. Pour Marie Duru-Bellat, « tous les comportements de l'enfant sont, dès son plus jeune âge, lus et interprétés différemment selon son sexe, par les adultes. Par exemple, les pleurs d'un nourrisson sont interprétés en termes de colère si le bébé est présenté comme un garçon, en termes de peur s'il est présenté comme une fille; ou encore, devant des bébés comparables, on emploiera plus souvent le qualificatif de « grand » si le bébé est un garçon, de « mignonne » ou « gentille » s'il s'agit d'une fille ».

Ainsi, « les stéréotypes liés au sexe masculin ou féminin ("ce qui se fait", quand on est un homme ou une femme) vont donc être partagés par les enfants dès leur plus jeune âge. Quand on demande, par exemple, à des enfants de 3/4 ans de choisir, sur des photos ou parmi des objets réels, des jouets (ou des activités) propres à leur sexe, ils expriment dès cet âge des préférences conformes à leur sexe ».

Pierre Bourdieu, met quant à lui en évidence une socialisation différentielle liée à l'appartenance à différents *groupes sociaux*. Son étude sur les manières de table des catégories populaires et bourgeoises est révélatrice de ce phénomène : « On pourrait, à propos des classes populaires, parler de franc-manger comme on parle de franc-parler. Le repas est placé sous le signe de l'abondance (qui n'exclut pas les restrictions et les limites) et surtout de la liberté : on fait des plats "élastiques", qui "abondent", comme les soupes ou les sauces, les pâtes ou les pommes de terre (presque toujours associées aux légumes) et qui, servies à la louche ou à la cuillère, évitent d'avoir à trop mesurer et compter, à l'opposé de tout ce qui se découpe, comme les rôtis ». À l'inverse, « au franc-manger populaire, la bourgeoisie oppose le souci de manger dans les formes. Les formes, ce sont d'abord des rythmes, qui impliquent des attentes, des retards, des retenues; on n'a jamais l'air de se précipiter sur les plats, on attend que le dernier à se servir ait commencé à manger, on se sert et ressert discrètement. On mange dans l'ordre et toute coexistence de mets que l'ordre sépare, rôti et poisson, fromage et dessert, est exclue : par exemple, avant de servir le dessert, on enlève tout ce qui reste sur la table, jusqu'à la salière, et on balaie les miettes ».

→ *Culture, Habitus, Habitus de classe, Habitus individuel, Individuation, Subjectivation.*

Socialisation latente

Processus où l'enfant intériorise les *normes* et les *valeurs* de la *société* dans laquelle il vit grâce à une multitude d'*interactions* avec son entourage sans qu'il y ait d'action d'apprentissage méthodique, sans que les *individus*, socialisateurs ou socialisés, n'aient réellement conscience de participer à ce processus. Pour Georges Herbert Mead, c'est par la confrontation successive aux *autruis significatifs* puis aux *autruis généralisés* que ce processus de socialisation latente va s'opérer.

→ *Socialisation, Subjectivation.*

Socialisation manifeste

Processus par lequel l'enfant apprend un certain nombre de *normes* et de *valeurs* de la *société* dans laquelle il vit par l'intermédiaire d'actions méthodiques et délibérée des adultes. Il s'agit d'un processus d'apprentissage reposant sur un système de sanctions positives et négatives. L'objectif de cet apprentissage est d'inculquer aux enfants des comportements souhaités par

les adultes comme par exemple le respect des règles de politesse. Ce processus de socialisation manifeste n'est pas celui qui va structurer le plus profondément la personnalité de l'*individu*, il est complété par un processus de *socialisation latente*.
→ *Socialisation, Subjectivation.*

Socialisation politique

Processus par lequel les individus acquièrent les *normes*, les *valeurs* et les comportements propres à la sphère politique. De nombreux travaux (Annick Percheron, Anne Muxel) ont montré l'existence d'une *corrélation* forte entre les positions et les choix politiques des parents d'une part et ceux des enfants d'autre part.
→ *Comportements politiques, Identification partisane, Paradigme de Michigan, Socialisation.*

Socialisation primaire

Processus de *socialisation* qui concerne les enfants. Ce processus s'effectue dans un premier temps au sein de la *famille* car c'est au sein de cette *institution* que l'enfant va construire dans un premier temps son *identité* sociale. Dans un second temps, cette socialisation primaire se poursuit à l'école. Pour Émile Durkheim, celle-ci est la principale instance de socialisation, car elle a été constituée par la *société* afin de remplir cette *fonction*. Dans le cadre scolaire, l'enfant est confronté à un système de *règles* mis en place par les adultes, mais participe aussi à l'*interaction* avec ses pairs. La distinction entre socialisation primaire et *socialisation secondaire* a été introduite par Peter Berger et Thomas Luckmann.
→ *Culture, Éducation (Sociologie de l'), Normes, Socialisation différentielle, Valeurs.*

Socialisation professionnelle

Pour Everett Cherington Hugues, la socialisation professionnelle est un double processus d'initiation à une *culture professionnelle* et de conversion à une nouvelle *identité*. Il étudie plus particulièrement la socialisation professionnelle des médecins, et il montre que celle-ci se caractérise par :

- « le passage à travers le miroir », en intégrant une profession, l'individu s'immerge dans une culture professionnelle qui lui donne une vision du monde différente de celle du reste de la société;
- « l'installation dans la dualité », il existe entre la perception valorisante du métier de médecin et la réalité des tâches routinières qui constituent le quotidien de cette profession un écart qui ne peut être réglé que par l'instauration au sein de la profession d'un groupe de référence qui sera le garant de l'image de marque de la profession;
- l'existence de ce « *groupe de référence* » est un élément central de cette socialisation professionnelle puisqu'il va permettre de lui donner une dimension anticipatrice. La *frustration relative* par rapport à ce groupe est un élément qui permet d'accélérer le processus d'acquisition des normes professionnelles spécifiques.

→ *Profession, Socialisation, Socialisation secondaire.*

Socialisation scolaire

Composante du processus de *socialisation* de l'enfant qui s'effectue au sein de l'institution scolaire. Pour Émile Durkheim, l'école est la principale instance de socialisation, elle présente la particularité selon lui de confronter tous les enfants aux mêmes *normes* et aux mêmes *valeurs*. La socialisation scolaire peut entraîner des conflits de socialisation si les messages délivrés à l'école sont trop divergents par rapport à ceux de la *famille*. Pierre Bourdieu et Jean Claude Passeron montrent que l'école bénéficie essentiellement aux « héritiers » et contribue à la *reproduction* des *inégalités sociales*. Pour les catégories favorisées les messages familiaux

et scolaires ont tendance à se renforcer. « Les étudiants les plus favorisés ne doivent pas seulement à leur milieu d'origine des habitudes qui les servent directement dans leurs tâches scolaires; ils en héritent aussi des savoirs et un savoir-faire, des goûts et un bon goût dont la rentabilité scolaire, pour être indirecte, n'en est pas moins certaine ».

→ *Arbitraire culturel, Culture scolaire, Démocratisation de l'enseignement, École démocratique de masse, École inclusive, École incorporative, Éducation (Sociologie de l'), Habitus, Système éducatif.*

Socialisation secondaire

Poursuite du processus de *socialisation* à l'âge adulte essentiellement dans le monde du *travail*, mais aussi dans le cadre familial. En fait, chaque *individu* doit être socialisé aux différents *rôles* et aux différents *statuts* qui seront les siens au cours de sa vie. Cette socialisation secondaire est de nature à engendrer des conflits de socialisation avec la socialisation primaire : Peter Berger et Thomas Luckmann parlent à ce propos de « chocs biographiques » nécessaires pour assurer l'*intégration* professionnelle d'un *individu*.

→ *Alternation, Mobilité sociale, Socialisation professionnelle.*

Socialisation sociétaire

Pour Max Weber, forme de *socialisation* qui permet à un *individu* de s'intégrer à une *société*. Il parle de « processus d'entrée en société ». Cette socialisation est le fait d'instances de socialisation qui se fondent sur une *légitimité légale rationnelle*. La *socialisation professionnelle* au sein d'une *entreprise* est un exemple de socialisation sociétaire pour Max Weber.

→ *Sociation.*

Socialisation transitionnelle

Selon Louis Chauvel, période de *socialisation* intermédiaire entre celle de la *jeunesse* et celle de l'âge adulte, « marquée par le fait que les potentialités ouvertes léguées par la socialisation primaire laissent la place à une position sociale, non pas définitive ni même durable, mais à partir de laquelle on peut inférer avec quelque vraisemblance les potentialités d'évolutions ultérieures. L'idée sous-jacente est que, dans la société française d'aujourd'hui, si, à quatorze ans, on ne sait pas encore si un individu sera cadre ou ouvrier, à vingt-deux, les choses deviennent plus claires, et à trente, la profession est à peu près fixée, ou en tous cas la trajectoire et les potentialités d'évolution ». Louis Chauvel généralise une notion de Laurence Roulleau-Berger, pour qui la socialisation transitionnelle concerne les jeunes en cours d'entrée sur le marché du travail.

→ *Socialisation professionnelle, Socialisation primaire, Socialisation secondaire, Trajectoire sociale.*

Socialisme

Pour Émile Durkheim, « le socialisme est une tendance à faire passer, brusquement et progressivement, les fonctions économiques de l'état diffus, où elles se trouvent, à l'état organisé ». Il indique aussi que, au-delà de la diversité des écoles et des courants socialistes, il existe un accord pour considérer qu'« une société nouvelle, où le capital ne serait plus le moteur de la vie économique et où les valeurs ne seraient plus fixées par la concurrence, doit nécessairement sortir des sociétés actuelles ». Le socialisme est donc un ensemble de mouvements politiques et intellectuels qui se situent de façon critique à l'égard du *marché* et du *capitalisme*. Ces mouvements préconisent une gestion plus rationnelle de la vie économique sous l'égide de l'État et/ou au moyen de l'organisation coopérative et

mutualiste. Il existe un socialisme réformiste (qui préconise un changement graduel) et un socialisme révolutionnaire qui préconise une rupture avec l'ordre économique existant. Certains courants socialistes sont plus étatistes, d'autres font davantage appel à l'esprit coopératif (on parlera au XX^e siècle d'autogestion).

→ *Mutuellisme, Socialisme scientifique, Socialisme utopique, Tiers secteur.*

Socialisme scientifique

Conception défendue par Karl Marx et Friedrich Engels selon laquelle le *socialisme* ne découle pas de la réalisation d'une *utopie*, mais de la nécessité historique analysable scientifiquement. C'est cette posture qui explique que l'essentiel de l'œuvre de Karl Marx soit consacré à l'analyse du *capitalisme*, de ses *contradictions* et de ses *lois* d'évolution.

→ *Capitalisme, Marxisme, Mode de production, Socialisme, Socialisme utopique.*

Socialisme utopique

Modèle idéal de *société* fondé sur la *solidarité*, le refus de la propriété, l'organisation collective de la production, etc. Ce courant, aux composantes diverses, est très influent au XIX^e siècle au sein du mouvement ouvrier à travers des auteurs comme Charles Fourier, Joseph Proudhon, Claude-Henri de Saint-Simon, etc. L'expression socialisme utopique a été utilisée dans un sens péjoratif par Karl Marx et Friedrich Engels qui proposent pour leur part un *socialisme scientifique*.

→ *Socialisme, Utopie.*

Socialité

Terme utilisé principalement en psychologie sociale pour décrire le résultat des *interactions* sociales, autrement dit la façon dont les *individus* ressentent les effets de la *sociabilité*. Pour le philosophe Ralph Waldo Emerson, elle est l'expression du « lien d'association », et du fait que les hommes vivent dans la proximité sociale, elle est donc « l'ensemble des sentiments auquel donne naissance ce rapprochement ». Alan Fiske analyse aussi la socialité comme le fondement des interactions sociales, et précise qu'elle s'exprime à travers quatre modèles :

- le rapport de *communauté* (celui que l'on trouve par exemple dans le *don*);
- le rapport d'*autorité*;
- la réciprocité entre égaux (mise en œuvre par exemple dans le *potlatch*);
- le rapport de *marché*, qui repose sur un calcul économique.

Selon lui, toutes les *sociétés* connaissent ces quatre formes, c'est leur importance relative qui varie selon les contextes de l'*action sociale*.

→ *Cohésion sociale, Échange marchand, Lien social, Sociabilité, Solidarité.*

Sociation

Chez Max Weber, caractérise les *relations sociales* de réciprocité entre des *individus* participant à l'*activité sociale* sur la base de la poursuite d'intérêts communs ou convergents. Cette participation des individus à l'activité sociale est donc rationnelle en valeur ou en finalité.

→ *Action rationnelle en finalité, Action rationnelle en valeur, Communalisation, Socialisation sociétaire.*

Société

Ensemble d'*individus* et de *groupes sociaux* qui se réclament de systèmes d'*appartenance* communs : langue, *culture*, histoire commune (réelle ou mythique), *territoire*... Ce terme a fait l'objet de nombreux débats dans l'histoire de la *sociologie* : pour Auguste Comte, la

société constitue l'objet propre de la sociologie en tant que science : on parle de « concept recteur » de la sociologie (comme par exemple peut l'être le concept d'espace pour la géographie...). Pour la plupart des sociologues contemporains, la société apparaît comme un objet trop complexe pour être prise comme sujet d'étude en elle-même, et l'on ne pourra en étudier scientifiquement que certains aspects. Il peut donc y avoir DES *sciences sociales*, et non pas UNE science de la société. Une des questions centrales est alors celle des formes de la *sociabilité* ou du *lien social*, car elle renvoie à l'explication de la *cohésion sociale*. Les sociologies fonctionnalistes ont mis l'accent sur les notions d'appartenance, de *référence* et d'*intégration sociale*, tandis que la sociologie interactionniste place au centre de son analyse l'*interaction* entre les *acteurs sociaux*, et la sociologie d'inspiration marxiste les rapports de force entre *classes sociales*.

La société peut aussi être conçue comme une étape dans l'évolution de l'*organisation* sociale. On trouve cette conception chez Ferdinand Tönnies, chez qui elle succède à la *communauté*, ou chez Émile Durkheim, dans son analyse du passage de la *solidarité mécanique* à la *solidarité organique*.

Le point commun de toutes les théories de la société est sans doute l'importance accordée à la notion de groupe social : une société apparaît beaucoup plus comme un « groupe de groupes » que comme une collection plus ou moins organisée d'individus.

Pour certains sociologues actuels, la sociologie doit abandonner le concept de société, au profit de celui de « *réseaux sociaux* » : ceux-ci sont en effet, de leur point de vue, la seule réalité observable qui permette par exemple de donner un sens concret au concept de groupe social.

→ *Fonctionnalisme, Holisme, Interactionnisme, Marxisme, Structures sociales.*

Société civile

À l'origine, chez Aristote notamment, le terme est synonyme de société politique. La société civile est une *communauté* qui englobe les communautés plus restreintes (comme la *famille*) et au sein de laquelle se prennent les décisions relatives au bien commun. Chez Thomas Hobbes et John Locke, la société civile s'oppose à l'état de nature et à l'autorité paternelle, c'est l'espace au sein duquel se noue le *contrat social* et il faut donc distinguer l'*État* d'une part et la société civile d'autre part. Chez Friedrich Hegel et Karl Marx, cette distinction entre État et société civile conduit notamment à mettre l'accent sur la sphère des activités économiques (qui appartient à la société civile) et à s'interroger sur le rôle de l'État et du droit.

On considère généralement aujourd'hui, que le terme société civile désigne la composante non politique de l'*ordre social* (on parle de « ministres de la société civile » qui ne sont pas des professionnels de la politique). La société civile serait donc, dans cette perspective, intermédiaire entre la sphère privée et la sphère politique et étatique. Les associations, les mouvements religieux, les courants de pensée philosophiques ou culturels élaborent des idées et des propositions qui alimentent, et éventuellement contestent, la réflexion et les prises de position des responsables politiques.

Pour le *Livre Blanc* de la *gouvernance* de l'Union européenne « La société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales (les "partenaires sociaux"), les Organisations non gouvernementales (ONG), les associations profes-

sionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des églises et communautés religieuses ». La reconnaissance du droit à l'expression de la société civile, et l'importance accordée à cette expression sont deux caractéristiques fondamentales de la *démocratie participative*.
→ *Démocratie, Espace public, Opinion publique.*

Société civile organisée

Ensemble des *organisations* et des *institutions* au travers desquelles les *citoyens* vont pouvoir influencer les décisions politiques par d'autres moyens que le vote ou l'adhésion à des *partis politiques*. La société civile organisée regroupe donc essentiellement des organisations non gouvernementales, des *associations*, des *Églises* ou encore des *syndicats*. Par exemple le mouvement altermondialiste est une composante de la société civile organisée au niveau mondial.
→ *Éthique de la discussion, Espace public, Démocratie participative, Démocratie délibérative.*

Société de consommation

→ *Consommation de masse.*

Société de masse

Concept proposé notamment par William Kornhauser (*The Politics of Mass Society*, 1959) sur la base de nombreuses réflexions antérieures sur les phénomènes de *foules* (Gabriel Tarde) et de *masses* (José Ortega y Grasset, Hannah Arendt). Pour William Kornhauser, une société de masse est une *société* atomisée où les *individus* sont peu ou pas intégrés par des structures intermédiaires (dislocation des relations communautaires sous l'effet de l'*urbanisation* et de l'*industrialisation*). De ce fait, ces individus sont vulnérables à l'action de nouvelles *élites* qui refusent souvent le pluralisme et sont tentées par le recours au *totalitarisme*. Ces manipulations sont facilitées par les moyens de *communication de masse*. Les analyses en termes de société de masse reposent sur une vision pessimiste de la *modernité*. Elles ont été contestées dans la mesure où les thèses de l'atomisation des individus et de la toute puissance des *mass media* ne semblent pas corroborées.
→ *Classe sociale.*

Société démocratique

Dans son sens le plus général, type de *société* dans lequel les principes démocratiques (égalité, recherche du consentement et du compromis, soumission aux règles de droit…) caractérisent le fonctionnement de toutes les *institutions* (école, *famille*, *église*, armée, *entreprise*).
Pour Alexis de Tocqueville, mode d'organisation politique qui succède à une société aristocratique à la suite de mouvements révolutionnaires. Les sociétés démocratiques sont marquées par des changements importants (remise en cause des liens sociaux traditionnels). Chez Tocqueville, le passage d'une société aristocratique à une société démocratique est un processus de *changement social* qui conduit progressivement à une « démocratie apaisée ».
→ *Démocratie, Despotisme démocratique, Égalisation des conditions, Lien social, Tyrannie de la majorité.*

Société du risque

Concept forgé par le sociologue allemand Ulrich Beck, pour désigner le type de *société* qui émerge à la fin du XX^e^ siècle et qui succède à la *société industrielle* qui était apparue au XIX^e^ siècle. Pour lui, toutes les catégories de la société industrielle sont remises en cause : « La souveraineté nationale, la systématicité du progrès, les classes, la valorisation de la notion de mérite, la nature, la

réalité, la connaissance scientifique, etc. ». Le nuage radioactif de Tchernobyl est un bon exemple des caractéristiques de la société du risque, les techniques et la *science* sont impuissantes, les gouvernements ne maîtrisent pas les risques, la distinction entre la nature et la technique est remise en cause (par exemple l'impact du nuage dépend du vent et de la pluie). Dans la société du risque, l'enjeu central ne porte plus sur la répartition de la production, mais sur la répartition du risque. La société du risque marque une rupture dans la *modernité* : nous entrons dans une « modernité tardive » qui est aussi une « *modernité réflexive* ».

→ *Modernité liquide, Seconde modernité.*

Société holiste

Société au sein de laquelle la totalité sociale et les *groupes sociaux* (clan, *famille*, etc.) l'emportent sur l'*individu*. Ce sont les *valeurs*, les *normes*, les intérêts des groupes qui sont premiers, le *contrôle social* y est très fort. Par exemple, le choix du conjoint résulte de décisions des familles concernées et du respect des *traditions* plutôt que du choix des individus. À la limite, la notion d'individu est étrangère aux sociétés holistes. En effet, le processus d'*individualisation*, qui marque notamment la *modernité*, ne conduit que progressivement à la mise en avant des libertés individuelles, des goûts individuels, etc. Les sociétés traditionnelles, les sociétés de *castes*, les sociétés d'*ordres* sont des sociétés holistes.

→ *Communauté, Solidarité mécanique.*

Société individualiste

Société dans laquelle l'*individu*, ses droits, sa souveraineté, constituent la référence essentielle dans le déroulement de la vie sociale comme dans les normes juridiques mises en place. Les sociétés individualistes s'opposent donc à la *tradition*, elles valorisent l'aptitude des individus à se constituer en *sujets* et à agir de façon autonome, elles accordent une place centrale à la liberté individuelle et tolèrent en leur sein une diversité de conception du bien. Les sociétés individualistes sont un produit de la *modernité*. La question de savoir si la montée de cet *individualisme sociologique* est compatible avec la *cohésion sociale* ou s'il conduit à une atomisation propice aux phénomènes de *foule* voire au *totalitarisme* reste controversée en *sociologie* comme en philosophie politique.

→ *Individualisation, Individuation, Libéralisme, Solidarité organique.*

Société industrielle

Au sens courant, système économique et social dans lequel les activités industrielles sont dominantes. Pour Alain Touraine, *société* dominée par l'opposition entre le *travail* et le *capital*, où le *conflit* central se situe dans l'*entreprise*. Elle a laissé place à la *société postindustrielle*.

→ *Industrialisation, Société du risque.*

Société lignagère

Société dans laquelle l'appartenance à un *lignage* joue un rôle important en matière de *statut*, d'*héritage*, de *succession* et d'organisation locale (résidence, économie, travail, subsistance).

→ *Famille.*

Société matriarcale

→ *Matriarcat.*

Société paysanne

Société villageoise, qui s'organise en *communautés* de taille réduite. Elle est caractérisée par son homogénéité sociale et culturelle et par l'importance de la *tradition*. L'activité de production est centrée sur l'agriculture et l'artisanat, les échanges sont limités et le rôle de la monnaie peu impor-

tant. La *sociabilité* de proximité est le mode dominant, la *famille* élargie constitue l'unité sociale de base. Elle peut coexister pendant de longues périodes avec la *société industrielle* dans sa phase de mise en place.

→ *Sociologie rurale.*

Société postindustrielle

Selon Daniel Bell, elle se caractérise par le passage progressif d'une économie de production de biens matériels à une économie de services immatériels, où les compétences techniques dominent, où l'innovation sociale est de plus en plus le produit d'un savoir « théorique », et où les détenteurs du savoir détiennent le *pouvoir*.

Pour Alain Touraine, la société postindustrielle ou société programmée se caractérise par sa capacité à accumuler de la connaissance. Elle se différencie de la *société industrielle* par le fait que :

- les mouvements revendicatifs ont pour objectif la résistance à une domination technocratique (le *mouvement ouvrier* n'est plus le *mouvement social* central : on assiste à l'émergence de *nouveaux mouvements sociaux*);
- ces sociétés produisent leur propre changement par des orientations culturelles différentes;
- le rôle de l'*État* s'affaiblit.

→ *Historicité, Système d'action historique.*

Société salariale

Terme que l'on doit aux économistes Michel Aglietta et Anton Brender, qui publient en 1984 un ouvrage intitulé, *Les métamorphoses de la société salariale.*

Robert Castel va, selon ses propres termes, « sociologiser » ce *concept*. Il s'agit pour lui d'une *société* où le *salariat* occupe la grande majorité des actifs et où le travail salarié confère un *statut* et des droits qui permettent l'*intégration* des *individus*. Pour Castel, cette société atteint son apogée à la fin des années 1970, période à partir de laquelle on assiste à une montée de la *précarité* qui érode progressivement les garanties associées à l'emploi salarié stable (« effritement de la société salariale » et « déstabilisation des stables »).

→ *Désaffiliation, État providence.*

Sociétés chaudes

Pour Claude Lévi-Strauss, *sociétés* qui par opposition aux *sociétés froides*, « intériorisent résolument le devenir historique pour en faire le moteur de leur développement ».

→ *Anthropologie structurale, Structuralisme.*

Sociétés froides

Pour Claude Lévi-Strauss, *sociétés* qui cherchent « grâce aux institutions qu'elles se donnent, à annuler de façon quasi automatique l'effet que les facteurs historiques pourraient avoir sur leur équilibre et leur continuité ». Claude Lévi-Strauss oppose ces sociétés aux *sociétés chaudes* et suggère de substituer cette opposition à celle « maladroite » entre les peuples sans histoire et les autres.

→ *Anthropologie structurale, Structuralisme.*

Sociobiologie

Approche développée par Edward Wilson qui applique à l'explication des comportements humains les méthodes de l'*éthologie* (Edward Wilson est lui-même un spécialiste des insectes sociaux). Cette approche repose notamment sur l'idée selon laquelle les comportements sociaux sont fondés sur des mécanismes d'adaptation génétique résultant de la sélection naturelle. La sociobiologie insiste notamment sur l'importance des phénomènes liés à la sexualité et à la reproduction. Il existe un « égoïsme du gène » qui permet de rendre compte

notamment des comportements d'alliance, des soins donnés aux enfants, etc.
→ *Darwinisme social.*

Sociodicée

Discours de légitimation d'un *ordre social* déterminé et donc des *inégalités sociales* qui le caractérisent. Ce *concept* est notamment utilisé par Pierre Bourdieu.
→ *Violence symbolique.*

Socio-économie

La socio-économie est un courant d'analyse qui rejette la spécialisation disciplinaire de la science économique et de la *sociologie*. Elle entend fédérer les différentes approches qui s'opposent à la *théorie* économique néoclassique et à ses tentations « impérialistes » qui consistent à traiter les problèmes relevant traditionnellement de la sociologie (*famille*, *déviance*, etc.) avec les outils du modèle économique standard (*rationalité* des agents, maximisation de l'utilité, etc.). Ce courant est organisé au sein d'une association internationale (*Society for the Advancement of Socio Economy*). L'un de ses principaux initiateurs, Amitaï Etzioni, qui se rattache au courant *communautarien*, met l'accent sur la dimension morale de l'action sociale et économique.
Ne pas confondre avec la *sociologie économique* qui, elle, inscrit ses travaux au sein de la sociologie et prend pour objet d'étude les comportements économiques.
→ *Communautarisme, Économie sociale, Économie solidaire, Réductionnisme.*

Sociolinguistique

Démarche de recherche pluridisciplinaire, dont l'initiateur fut William Labov, qui étudie les rapports entre langages et *sociétés*, en se fondant sur les apports conjoints de la *sociologie* et de la linguistique. Pour Georges Mounin, la sociolinguistique ne constitue pas une *science sociale* à part entière, caractérisée par un objet spécifique; elle doit « distinguer les problèmes qui se posent à trois niveaux, celui des rapports entre une langue et une société données, celui des rapports entre langage en général et société en général, et celui des rapports entre linguistique et sociologie (ou ethnologie, ou anthropologie) ». Elle est principalement centrée sur l'étude des spécificités langagières (les « sociolectes ») qui se manifestent à l'intérieur de certains *groupes sociaux* ou *réseaux sociaux* : particularités de prononciation, usages sémantiques ou syntaxiques particuliers, etc., comme on en trouve par exemple dans le langage des jeunes, ou dans celui de certaines professions.
→ *Codes sociolinguistiques, Culture, Différenciation culturelle, Signifiant, Sous-culture.*

Sociologie

Dans son sens le plus général, pour Yves Crozet, la sociologie est la science qui « se propose d'étudier scientifiquement l'homme vivant en société, les relations entre les individus et les mécanismes de fonctionnement des sociétés humaines ». Si l'on doit le terme de « sociologie » à Auguste Comte au milieu du XIX[e] siècle, il existe un certain nombre de travaux antérieurs à cette époque qui relève de thèmes aujourd'hui considérés comme sociologiques. Les travaux des philosophes des Lumières, comme ceux de Charles de Montesquieu sur la typologie des formes de gouvernements au milieu du XVIII[e] siècle peuvent être classés dans cette catégorie. Les études d'Alexis de Tocqueville entre 1835 et 1856 sur les fondements de la démocratie, l'*égalisation des conditions*, l'émergence d'une *classe moyenne* et le paupérisme ont une portée sociologique qui ne leur a été reconnue que tardivement.

À la suite de l'invention du terme par Auguste Comte qui assimile la sociologie à une *physique sociale* dans une démarche positiviste, on peut mettre en évidence un certain nombre de travaux sociologiques marqués par leur caractère évolutionniste. Outre la *loi des trois états* d'Auguste Comte, on peut citer la sociologie marxiste caractérisée par son *matérialisme historique*, ou encore les travaux d'Herbert Spencer sur l'évolution des formes de société.

De la toute fin du XIX[e] siècle jusqu'à l'immédiat après guerre la sociologie va s'institutionnaliser sur la base d'une opposition fondatrice entre les auteurs qui se réclament de la sociologie des faits sociaux à la suite d'Émile Durkheim et les sociologues qui, dans la mouvance de Max Weber, développent une sociologie de l'action sociale. Cette opposition entre *sociologie compréhensive* et *sociologie explicative*, entre méthodes holistes et individualistes a structuré la production de deux traditions sociologiques en France et en Allemagne qui ont contribué au développement de cette discipline.

Cependant, beaucoup de travaux s'attachent à dépasser l'opposition entre *individu* et *société*. C'est le cas, par exemple de Georg Simmel avec la *sociologie formelle*, de Norbert Elias avec l'étude des *configurations*, ou plus récemment de la théorie de la structuration d'Anthony Giddens. Toutes ces analyses s'attachent, dans l'investigation sociologique, à faire combiner le poids des structures sociales et l'autonomie des acteurs en *interaction*.

Aujourd'hui un certain nombre d'auteurs proposent donc de définir la sociologie en rupture avec ces oppositions, pour Pierre Jean Simon notamment, « précisons encore une fois que la sociologie n'a que faire du jeu, pour elle parfaitement stérile, des oppositions d'auteurs, de courants et de doctrines. [...] Il ne s'agit nullement, par conséquent, d'opposer en sociologie, comme s'il s'agissait de systèmes entièrement clos et totalement incompatibles entre eux, Marx et la tradition marxiste, Durkheim et l'école française de sociologie, Weber et la sociologie compréhensive. Il s'agit plutôt, dans les perspectives de ce que les auteurs du *Métier de sociologue* appellent l'éclectisme paisible de la théorie de la connaissance sociologique, d'assurer, sans aucunement en gommer les différences ni cesser d'en percevoir les antagonismes, la communication (et toutes les fois où l'analyse sans dogmatisme ni complaisance le justifie, la convergence) entre les œuvres des fondateurs et les courants d'idées qui en sont issus ».

On pourra donc en définitive retenir la perspective épistémologique tracée par Jean-Michel Berthelot : « La sociologie est une discipline qui, par-delà ses conflits et ses différends, revendique le statut de science. Si on entend les termes de "sociologie" et de "science" dans leur acception banale, cela signifie que la sociologie entend produire un type de connaissance qui se distingue de la spéculation, de l'idéologie, de la littérature pour atteindre à l'idéal d'objectivité commun aux diverses disciplines scientifiques ».

Sociologie cognitive

La sociologie cognitive est un domaine de la *sociologie* initié par Aaron Cicourel (*Cognitive Sociology*, 1974) qui s'intéresse aux *compétences* des individus dans la mise en œuvre des *interactions* sociales et aux procédés interprétatifs qu'ils mettent en œuvre

pour analyser les situations. Ils mobilisent pour cela le langage, leur mémoire, leur aptitude à gérer l'information. Ce sont ces démarches cognitives qu'il s'agit d'analyser. On parle aussi de sociologie cognitive pour désigner le programme de recherche développé par Raymond Boudon à propos des « bonnes raisons » qu'ont les acteurs sociaux d'adopter tel ou tel comportement ou telle ou telle *croyance*.

→ *Croyances collectives, Définition de la situation, Interactionnisme symbolique.*

Sociologie compréhensive

Sociologie qui se propose d'interpréter « le sens visé subjectivement » par les acteurs dans leur *activité sociale*. On oppose souvent la sociologie compréhensive de Max Weber à la sociologie explicative d'Émile Durkheim, mais cette opposition doit être relativisée car, selon la formule de Pierre Bourdieu, « expliquer c'est comprendre ».

→ *Compréhension, Double herméneutique, Explication, Herméneutique, Individualisme méthodologique.*

Sociologie critique

Au sens général toute *sociologie* est critique dans la mesure où elle permet aux *sociétés* de prendre conscience d'elles-mêmes. La sociologie remet en cause les *prénotions* et les discours de *rationalisation* des *individus* comme des *institutions*. Elle « dénaturalise » et elle « défatalise » comme le souligne Pierre Bourdieu. C'est ce qui explique, selon Alain Touraine, que « nos sociétés se résignent mal à l'inévitable existence de la sociologie ».

En un sens plus restreint, la sociologie critique est un courant issu de l'*École de Francfort* (Max Horkheimer, Theodor Adorno, Herbert Marcuse, etc.) qui adopte une attitude critique à l'égard de la *modernité*, qui rejette le *positivisme* et qui nie la possibilité d'appliquer aux *sciences sociales* la posture épistémologique des *sciences de la nature*. C'est ainsi, par exemple, que la sociologie critique refuse le critère de *réfutation* de Karl Popper.

Prise en ce second sens, la sociologie critique a fait l'objet de contestations diverses. C'est ainsi que, contre les méthodes dialectique et herméneutique, Hans Albert défend le *rationalisme critique* aussi bien dans les sciences de la nature que dans les *sciences sociales*. On a aussi reproché à l'École de Francfort de ne pas respecter la *neutralité axiologique*. D'autres auteurs contestent la sociologie de Pierre Bourdieu car elle néglige, au nom de la *rupture épistémologique*, le point de vue des *acteurs*.

La *sociologie pragmatique* de Luc Boltanski se situe en rupture avec la sociologie critique de Pierre Bourdieu et entend lui substituer une sociologie de la critique (c'est-à-dire une sociologie des discours produits par les acteurs pour interpréter les différents mondes sociaux).

→ *Culture de masse, Épistémologie, Habitus, Marxisme, Science herméneutique.*

Sociologie de l'action

→ *Action (Sociologie de l').*

Sociologie de l'âge

→ *Âge (Sociologie de l').*

Sociologie de l'art

→ *Art (Sociologie de l').*

Sociologie de l'éducation

→ *Éducation (Sociologie de l').*

Sociologie de l'information

→ *Information (Sociologie de l').*

Sociologie de la culture

→ *Culture (Sociologie de la).*

Sociologie de la consommation
→ *Consommation (Sociologie de la).*

Sociologie de la déviance
→ *Déviance (Sociologie de la).*

Sociologie de la mode
→ *Mode (Sociologie de la).*

Sociologie de la morale
→ *Morale (Sociologie de la).*

Sociologie de la réception
→ *Réception (Sociologie de la).*

Sociologie de la santé
→ *Santé (Sociologie de la).*

Sociologie de la sexualité
→ *Sexualité (Sociologie de la).*

Sociologie de la traduction
→ *Traduction (Sociologie de la).*

Sociologie des loisirs
→ *Loisirs (Sociologie des).*

Sociologie des médias
→ *Médias (Sociologie des).*

Sociologie des organisations
→ *Organisations (Sociologie des).*

Sociologie des publics
→ *Publics (Sociologie des).*

Sociologie des sciences
→ *Sciences (Sociologie des).*

Sociologie du *curriculum*
→ *Curriculum (Sociologie du).*

Sociologie du droit
→ *Droit (Sociologie du).*

Sociologie du risque
→ *Risque.*

Sociologie du sport
→ *Sport (Sociologie du).*

Sociologie du travail
→ *Travail (Sociologie du).*

Sociologie économique
Selon Carlo Trigilia « ensemble d'études et de recherches visant à approfondir les rapports d'interdépendance entre phénomènes économiques et sociaux ». La sociologie économique mobilise les acquis de la *sociologie* classique (Karl Marx, Max Weber, Émile Durkheim notamment) pour rendre compte des comportements, des *institutions* et des *systèmes* économiques (*entreprise*, *consommation*, échanges, etc.). L'*objet* de la sociologie économique est donc le même que celui de la science économique, mais cet objet (production, circulation et consommation des richesses) est étudié à la lumière des *concepts*, des *paradigmes*, des problématiques de la sociologie, notamment en mettant l'accent sur les *normes*, les *règles* et les *valeurs*.
→ *Argent, Capitalisme, Consommation (Sociologie de la), Entreprise, Esprit du capitalisme, Organisations (Sociologie des), Socialisme.*

Sociologie électorale
Champ d'investigation de la science politique qui s'intéresse aux déterminants sociaux du vote. En France dès 1918, André Siegfried s'interroge sur les liens entre le vote et l'âge, la catégorie sociale ou encore l'appartenance religieuse. La question centrale que pose la sociologie électorale con-

siste à savoir dans quelle mesure l'électeur est déterminé dans son choix par les contraintes sociales et dans quelle mesure il se comporte comme un acteur rationnel effectuant ses choix électoraux sur la base d'un calcul coûts/avantages.

Les travaux pionniers sont ceux réalisés au début des années 1940 à l'Université de Columbia sous la direction de Paul Lazarsfeld. Ils conduisent à mettre en évidence l'importance des déterminismes sociaux. Pour Paul Lazarsfeld « une personne pense politiquement, comme elle est socialement ». Ces enquêtes montrent aussi l'effet limité des médias et le rôle des leaders d'opinion (théorie du *Two Step Flow*).

Un peu plus tard, dans le cadre de l'Université du Michigan, d'autres enquêtes relativisent le déterminisme social et soulignent l'importance de l'*identification partisane*. Le *paradigme de Michigan* insiste sur les facteurs psycho-sociologiques qui conduisent les électeurs à s'identifier plus ou moins fortement à certains courants politiques et à voter en conséquence. En France, de nombreux travaux ont montré que l'appartenance religieuse, la détention de patrimoine, la catégorie sociale ou encore le degré de subordination dans le travail sont des déterminants importants du vote. D'autres travaux se sont penchés sur les différences de comportement électoral entre les hommes et les femmes ou sur l'influence de l'âge.

Dans la période récente, on s'interroge sur une plus grande volatilité des comportements électoraux et sur la montée de l'abstention.

Cependant, les travaux du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française) montrent que les variables lourdes (religion, catégorie sociale, etc.) jouent toujours un rôle déterminant. Par exemple, lors des élections législatives de 2012, c'est en grande partie « le recul de la culture catholique » qui explique la progression des partis de gauches, notamment dans les circonscriptions de l'Ouest de la France.

→ *Effet Band Wagon, Socialisation politique, Sociologie politique.*

Sociologie explicative

→ *Explication.*

Sociologie formelle

Courant de l'analyse sociologique fondé par Georg Simmel à la fin du XIX^e^ siècle. L'objectif de cet auteur est de dépasser le clivage entre *individualisme méthodologique* et *holisme méthodologique* en centrant son analyse sur l'étude des *formes sociales* et des *actions réciproques* entre *individus*.

Sociologie politique

Sous-ensemble de la *sociologie* qui analyse le *champ* politique (comportements politiques, institutions politiques, *partis politiques*, etc.).

Les premiers travaux que l'on peut rattacher à la sociologie, comme ceux de Charles de Montesquieu sur la typologie des formes de gouvernement au XVIII^e^ siècle ou les études d'Alexis de Tocqueville sur la *démocratie* au milieu du XIX^e^ siècle portaient sur le champ politique. Par la suite de nombreux sociologues ont abordé les questions politiques. Max Weber notamment développe des analyses sociologiques du *pouvoir* et de la *légitimité*, ou encore de l'*État*.

La sociologie politique a cependant mis du temps à s'autonomiser en tant que discipline.

En France, il aura fallu attendre les travaux de Maurice Duverger en 1951 sur les *partis politiques* pour que la sociologie politique s'affranchisse de l'enseignement du droit et de l'histoire. Pour Jacques Lagroye, cette autonomisation est encore imparfaitement accomplie, le champ politique est un enjeu de concurrence pour les universités de

droit, d'histoire, de sociologie... Il pense que la sociologie politique est « une science en devenir, mais qui reste imparfaitement constituée ».

→ *Action publique, Communauté de politique publique, Fenêtre d'opportunité, Gouvernance, Groupe de pression, Groupe d'intérêt, Politique publique, Société civile, Système partisan.*

Sociologie pragmatique

Courant de la *sociologie* qui cherche à « construire une approche qui tient compte de la capacité des acteurs à s'ajuster à différentes situations de la vie sociale » (Mohamed Nachi). Ce courant s'inspire de la philosophie pragmatique, mais aussi d'approches anthropologiques (l'École de Chicago) et ethnométhodologiques, et des thèses de Luc Boltanski et Laurent Thévenot sur les *régimes d'action*. L'expression est aussi utilisée par Bruno Latour pour désigner sa propre conception de la sociologie des sciences. Ces recherches ont en commun de mettre l'accent sur les comportements des acteurs sociaux face à la pluralité des mondes sociaux, qui les conduit à élaborer des discours de justification de leurs actions. La sociologie pragmatique s'intéresse aux phénomènes qui révèlent la façon dont les acteurs construisent le sens des situations : controverses, scandales et « affaires », pratiques culturelles d'amateurs... C'est donc une sociologie de l'action, qui s'intéresse aux *pratiques sociales* pour elles-mêmes. Le sociologue pragmaticien produit des dispositifs d'interprétation de l'action, qui diffèrent de ceux produits par les acteurs, mais qui peuvent être réappropriés ensuite par les acteurs eux-mêmes. Cette démarche s'inscrit en rupture avec celle de Pierre Bourdieu, et constitue selon Boltanski une sociologie de la critique : selon Antoine Hennion, « contrairement à la sociologie critique, elle a l'avantage d'accepter ce que disent les acteurs, de les tenir pour réflexifs et capables de produire des savoirs critiques sur leurs propres pratiques ».

→ *Action (Sociologie de l'), Dispositifs de jugement, Ethnométhodologie, Pragmatisme, Réflexivité, Sociologie critique.*

Sociologie rurale

Pour ses fondateurs, et en particulier Henri Mendras, l'étude du milieu rural ne peut constituer une discipline autonome : la sociologie rurale est donc l'approche sociologique des « sociétés rurales ». Pour Marcel Jollivet, on peut caractériser « la sociologie rurale française comme une démarche fondamentalement interdisciplinaire », elle n'est spécifique que par son *objet*, et la question se pose alors de sa pérennité : si les sociétés rurales disparaissent (dans les sociétés industrialisées en tout cas), la sociologie rurale voit son champ de recherches se réduire. C'est ce qui explique l'évolution des thèmes de recherche depuis un demi-siècle : dans un premier temps, la recherche concerne surtout les rapports entre villes et campagnes, les transformations de l'agriculture et de leurs conséquences. Les recherches en la matière étaient très actives pendant la période où l'*exode rural* constituait un problème social très sensible en France. Plus récemment, les recherches ont porté sur la place des paysans dans la *société*, donnant lieu à de nombreux travaux ethnologiques (dans l'optique de l'*anthropologie culturelle*) et sociologiques (sur le « monde rural », sur les problématiques de la ségrégation urbains/ruraux...). Les recherches actuelles, centrées sur le développement local et l'environnement, témoignent d'un déplacement des perspectives : le « rural » s'est complètement séparé de « l'agricole », et la caractérisation des espaces concerne l'ensemble de la société. Elles soulignent aussi la complexité de la

ruralité, en tant que « phénomène social multidimensionnel » (Bernard Kayzer) qui ne peut être pensé seulement à travers l'opposition urbain/rural. Selon Marcel Jollivet, « on observe une remise en cause toujours plus poussée de la dichotomie villes-campagnes originelle et une sociologie de la « localité » tend à se substituer à une approche proprement ruraliste du fait local ». Les formes actuelles du développement de l'habitat (*rurbanisation*, développement des résidences secondaires et des migrations alternantes) modifient en profondeur la nature même du « rural », et certains géographes ou sociologues parlent de la « renaissance rurale » pour qualifier les nouveaux modes d'occupation de l'espace. Les nouvelles approches distinguent ainsi les espaces vécus (et même les « espaces rêvés ») par les acteurs des espaces prescrits par les décideurs, et mettent l'accent sur la diversité des appréhensions : selon Philippe Perrier-Cornet, la « campagne » devient alors ressource, paysage ou nature selon les projets et les usages des acteurs.

→ *Société paysanne.*

Sociologie urbaine

Comme la *sociologie rurale*, la sociologie urbaine s'est d'abord posé la question de sa spécificité en tant que champ de recherche. Mais elle se situe d'emblée du côté de la *modernité* : la ville est conçue comme le phénomène critique de la civilisation. Pour l'*École de Chicago*, c'est l'espace urbain, comme déterminant des logiques sociales, qui constitue le problème essentiel : la recherche s'organise autour des formes urbaines et de leurs conséquences sociales, l'exemple type étant celui du *ghetto* : la morphologie urbaine est considérée comme une expression de la *morphologie sociale*, et la question centrale est celle de la *ségrégation* ou encore des « différenciations sociospatiales » (Hervé Vieillard-Baron). Cette perspective sera prolongée par la sociologie fonctionnaliste, qui s'intéresse aux relations entre formes et fonctions urbaines. Dans la perspective marxiste, la ville est traitée comme la réalisation spatiale des *discriminations* sociales, comme la concrétisation des rapports de force engendrés par le développement du *capitalisme* : elle participe du processus d'*aliénation* (Henri Lefebvre). Dans les années 1950, Paul-Henri Chombart de Lauwe développe une autre approche (parfois appelée « anthropologie sociale urbaine »), qui s'appuie sur des études monographiques, sur la prise en compte d'« unités de vie sociale », et qui accorde une grande importance aux aspects culturels, aux formes symboliques de la vie urbaine. La sociologie urbaine se développe alors en France comme une sociologie appliquée, en relation étroite avec les problématiques de l'aménagement du territoire, et à travers des échanges continus avec les décideurs (organismes d'aménagement, ministères...). Aujourd'hui, en relation étroite avec d'autres formes de recherche (en économie, en géographie...) et grâce à l'usage de nouveaux outils informatiques (les systèmes d'information géographiques, ou SIG), la sociologie urbaine s'intéresse aux « liens aux lieux » (comment se construit la *représentation sociale* et l'attachement à un espace), prend en compte la dynamique des temps sociaux, et accorde une importance particulière à la « sémiotique urbaine » : la ville apparaît comme un milieu particulièrement riche en systèmes de signes, qu'il faut expliciter. Elle ne se limite donc nullement aux questions des *banlieues* et des violences urbaines, même si ces thèmes, par leur importance sociale, ne peuvent être négligés. Par ailleurs, la sociologie urbaine s'est intéressée, depuis une vingtaine d'années, aux problèmes spécifiques de l'urbanisation des pays en voie de développement.

→ *Écologie urbaine, Ségrégation urbaine, Taux d'urbanisation, Urbanisation, Ville.*

Sociologisme

Terme péjoratif qui désigne la tendance à considérer que tous les comportements individuels sont déterminés par des *contraintes sociales* et qu'il n'est pas possible d'y échapper. Les partisans de l'*individualisme méthodologique* utilisent ce terme pour dénoncer « l'*homo sociologicus* éponge ». Pierre Bourdieu l'utilise pour exprimer son désaccord avec le *fatalisme sociologique*.

→ *Déterminisme social, Loi, Sociologie.*

Sociométrie

Technique d'analyse des relations entre *membres* d'un *groupe social*, mise au point par Jacob Moreno en 1934. Elle est fondée sur l'utilisation du test sociométrique, « instrument qui étudie les structures sociales à la lumière des attractions et répulsions qui se sont manifestées au sein d'un groupe » (J. Moreno). Les résultats du test sont présentés sous la forme d'un sociogramme : il s'agit d'un graphe, où les *individus* sont représentés par les sommets et leurs choix ou rejets par des flèches; si elles sont orientées, on parle de « graphe valué ». Cet outil permet de donner une représentation graphique des relations dans le groupe, qui fait apparaître des configurations particulières (situation de leader, d'« éminence grise », de marginal, etc.). Il permet aussi de quantifier les relations, à travers la transformation du graphe en matrice, et les mesures obtenues (par exemple rapport entre le nombre des relations possibles et le nombre des relations existantes) peuvent être considérées comme un indicateur de *sociabilité*. La sociométrie a été très utilisée dans l'étude des *conflits* à l'intérieur d'un groupe donné (entreprises, *associations*, etc.). Cette méthode a été critiquée pour son aspect parfois simpliste et trop systématique, mais les apports de la sociométrie ont été repris par les théoriciens de l'*analyse structurale* des *réseaux sociaux*.

→ *Lien social.*

Solde migratoire

Mesure, au cours d'une période donnée (généralement l'année civile), la différence entre le nombre de personnes venant résider dans un pays (*immigrants*) et le nombre de personnes allant résider à l'étranger (*émigrants*). Le solde migratoire se définit par rapport à un territoire donné et il repose sur le critère de la résidence. Par exemple on peut parler du solde migratoire d'une région française qui est lié essentiellement aux déplacements de population d'une région à une autre.

→ *Émigration, Étranger, Immigration, Immigré.*

Solde naturel

Différence entre le nombre de naissances vivantes et le nombre de décès calculé le plus souvent au cours d'une année.

Lorsque le nombre de naissances est supérieur à celui des décès, on parle d'accroissement naturel.

→ *Taux d'accroissement naturel.*

Solidarité

Pour Émile Durkheim, phénomène qui relie les différentes composantes d'une société. Les relations qui font que les parties d'une société « tiennent » doivent être « solides », c'est pourquoi selon Émile Durkheim, la solidarité doit être fondée sur un « système de droits et de devoirs » liant les individus « les uns aux autres de manière durable ». E. Durkheim distingue la *solidarité mécanique* et la *solidarité organique*.

→ *Cohésion sociale, Intégration, Lien social.*

Solidarité intergénérationnelle

Ensemble des transferts qui permettent de réduire les inégalités entre des individus appartenant à des *générations* différentes. Ces transferts peuvent être organisés par les pouvoirs publics dans le cadre des opérations de *protection sociale* (pensions de retraite, minimum vieillesse...), mais ils peuvent être pris en charge par les individus eux-mêmes, la plupart du temps dans le cadre familial. Dans ce cadre, ces solidarités verticales peuvent être :

- ascendantes, les enfants hébergeant leurs parents devenus trop vieux pour vivre seuls;
- descendantes, les parents aidant leurs enfants dans la recherche d'emploi par leur réseau de relations.

Elles peuvent donner lieu à des transferts monétaires (don pour l'achat d'un appartement) ou en nature (garde d'enfants par les grands-parents).

→ *Famille, Redistribution, Solidarité.*

Solidarité mécanique

Caractérise, selon Émile Durkheim, les *sociétés* où la *division du travail* est faible. Elle se traduit par un système de *droit répressif* et une *solidarité* par similitude. Dans ces sociétés, la *conscience collective* est forte et les individus, peu différenciés, adhèrent aux mêmes *valeurs*. Le progrès de la division du travail entraîne, selon Émile Durkheim, le passage de la solidarité mécanique à la *solidarité organique*.

→ *Communalisation, Communauté, Sociation, Société, Volonté organique, Volonté réfléchie.*

Solidarité morale

Forme de *solidarité* reposant sur le partage de principes éthiques. Elle constitue le fondement de la *cohésion sociale* dans les *sociétés* où la solidarité matérielle est faible.

Lorsqu'Émile Durkheim s'interroge sur l'avenir de la *religion* et qu'il conclut à une « irréligion de l'avenir » il postule que la *solidarité organique* basée sur la *division du travail* ne pourra remplacer la solidarité morale qu'à la condition que se développe parallèlement un « individualisme moral » où la reconnaissance de la dignité humaine constituerait une base nouvelle pour la *cohésion sociale*.

→ *Individualisme universaliste, Lien social, Sociabilité.*

Solidarité organique

Caractérise selon Émile Durkheim les sociétés où la *division du travail* est forte. Elle se traduit par un système de *droit restitutif* et une *solidarité* par complémentarité. Dans ces sociétés la *conscience collective* est faible et les individus fortement différenciés. La *solidarité mécanique* et la solidarité organique, bien qu'elles prédominent chacune dans un type de société, ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Les sociétés modernes connaissent la persistance de formes de solidarité mécanique.

→ *Communalisation, Communauté, Sociation, Société, Solidarité morale, Volonté organique, Volonté réfléchie.*

Somme des naissances réduites

→ *Indicateur conjoncturel de fécondité.*

Sondage d'opinion

Enquête par *questionnaire* visant à recueillir l'opinion des individus sur un sujet précis. Le sondage est réalisé sur un *échantillon* représentatif déterminé par des techniques rigoureuses (*méthode aléatoire* ou *méthode des quotas*). Les sondages apparaissent aux États-Unis en 1936 lorsqu'un jeune chercheur, George Gallup, démontra publiquement qu'il était capable, en interrogeant seulement 1 500 personnes sélectionnées selon quelques critères démographiques

très simples, de prévoir la réélection de Franklin Roosevelt, avec 55,7 % des voix (celui-ci l'emportera, en fait, avec 62,5 % des voix). Pour la même élection, le magazine *Literary Digest*, sur la foi d'une enquête postale qui avait touché plus de deux millions d'électeurs sélectionnés à l'aide de l'annuaire du téléphone, annonçait la victoire de son concurrent. En France, grâce notamment au travail de pionniers d'Hélène Riffault et de Jean Stoetzel (constitution de l'IFOP sous leur direction en 1946), le sondage devient vite un outil, non seulement banal mais indispensable.

→ *Méthodologie sociologique, Opinion individuelle, Opinion publique, Représentations collectives, Représentations sociales.*

Sororat

Remariage d'un homme avec une sœur de son épouse décédée. Expression utilisée également lorsque la sœur d'une femme stérile peut être amenée à enfanter avec son beau-frère. Les enfants nés de cette union sont alors considérés comme ceux de la première épouse décédée ou stérile.

→ *Famille, Lévirat, Mariage, Parenté.*

Soumission à l'autorité

Comportement d'obéissance des individus face à l'*autorité* qu'ils jugent légitime, quel que soit le contenu de l'injonction. Dans une expérience de *psychologie sociale*, Stanley Milgram a montré qu'un *individu* ordinaire était capable de torturer une autre personne en se soumettant aux injonctions d'une autorité jugée légitime (un scientifique). D'autres expériences ont montré que la soumission à l'autorité pouvait trouver son origine dans le *pouvoir* des *médias*.

→ *Domination, Effet Milgram, Foule, Légitimation, Légitimité légale-rationnelle, Totalitarisme.*

Sous-culture

Variante culturelle caractéristique d'un sous-groupe. La sous-culture comporte des traits culturels communs avec la *culture* de la *société* à laquelle elle appartient. Par exemple, la culture bretonne est une sous-culture régionale.

→ *Conflit culturel, Contre-culture, Culture (Sociologie de la), Culture déviante.*

Souveraineté

Pouvoir suprême, qui n'est soumis à aucun autre et qui est indivisible. La souveraineté est l'attribut distinctif de l'*État*. Un État est en effet doté (sur un territoire donné) d'un pouvoir radicalement supérieur à celui de toutes les autres *institutions*. La souveraineté se manifeste aussi à l'égard des autres États et des institutions internationales. Il n'y a pas de souveraineté sans État et pas d'État sans souveraineté. Pour Jean Bodin, il faut que ceux « qui sont souverains ne soient aucunement sujets au commandement d'autrui, qu'ils puissent donner loi aux sujets, et casser ou anéantir les lois inutiles pour en faire d'autres ». Un débat existe sur le fondement de la souveraineté. On distingue généralement : la *souveraineté nationale* qui attribue la souveraineté à la *Nation* (entité abstraite et supra individuelle) et la *souveraineté populaire* qui fait du peuple (l'ensemble des citoyens) la source de la souveraineté. Dans le premier cas, la démocratie représentative est incontournable et les élus sont les représentants de la Nation prise dans son ensemble. Dans le second, la démocratie directe ou semi-directe est possible (voire nécessaire). Pendant la Révolution française, les courants modérés étaient favorables à la souveraineté nationale, alors que les jacobins (se référant à Jean-Jacques Rousseau) défendaient la souveraineté populaire. Cette distinction doit cependant être nuancée car la plupart des constitutions articulent des mécanis-

mes qui relèvent de l'une ou de l'autre conception de la souveraineté. Quoi qu'il en soit, comme le souligne Dominique Schnapper : « La légitimité politique n'est désormais plus fondée sur la tradition dynastique et religieuse, mais sur le principe de la souveraineté des peuples ».

→ *Citoyenneté, Démocratie, Légitimité.*

Souveraineté nationale

Forme de souveraineté démocratique dans laquelle le *pouvoir* appartient à la *Nation* considérée comme une entité abstraite, indépendante des individus qui la composent et personnifiée par l'*État*. C'est ainsi la Nation toute entière qui est souveraine. Cette forme de souveraineté suppose d'une part, l'existence d'une représentation nationale par l'intermédiaire de laquelle des individus vont exprimer la voix de la Nation et elle suppose d'autre part de conférer au vote une fonction de désignation des individus titulaires de ces mandats de représentation.

→ *Démocratie, République, Souveraineté populaire, Républicanisme, Souveraineté, État de droit, Pouvoir politique, Démocratie représentative, Démocratie participative, Système constitutionnel pluraliste.*

Souveraineté populaire

Forme de *souveraineté* démocratique dans laquelle le *pouvoir* appartient au peuple considéré comme la somme des citoyens qui le compose. Ainsi chaque *citoyen* détient une part de cette souveraineté qu'il exerce individuellement. Dans cette forme de souveraineté, le vote est un droit de chaque citoyen ce qui implique suffrage universel. Dans ce contexte les élus sont titulaires de mandats impératifs et sont révocables par le peuple. On oppose traditionnellement *souveraineté nationale* et souveraineté populaire, la constitution française de la V^e^ République tente de proposer une synthèse entre ces deux formes de souveraineté : « la souveraineté nationale appartient au peuple ».

→ *Démocratie, Démocratie participative, Démocratie représentative, État de droit, Pouvoir politique, Républicanisme, République, Système constitutionnel pluraliste.*

Spirale des classes sociales

Concept proposé par Louis Chauvel dans le cadre du débat sur le retour des *classes sociales*, pour articuler la dimension objective et la dimension subjective des classes sociales. Selon la période historique, la *conscience de classe* peut être plus ou moins forte (dimension subjective) et les inégalités objectives entre classes sociales peuvent être plus ou moins importantes. En représentant graphiquement cette évolution au cours du temps, on peut voir émerger une spirale :

- dans les années 1830 en France les inégalités sont fortes et la conscience de classe faible (*aliénation*);
- tout au long du XIX^e^ siècle les inégalités restent fortes et la conscience de classe progresse (développement des *syndicats* et des partis ouvriers). La *classe ouvrière* tend à devenir une classe sociale en soi et pour soi;
- cette montée en puissance de la classe ouvrière conduit (surtout à partir du second XX^e^ siècle) à une baisse des inégalités, la conscience de classe restant forte;
- à partir de la fin des années 1960 la conscience de classe recule (et le thème de la fin des classes sociales se développe), les inégalités restant faibles;
- à partir du milieu des années 1990 les inégalités progressent à nouveau (développement de l'*exclusion sociale*, de la *nouvelle pauvreté*, etc.) la conscience de classe restant faible (retour vers l'aliénation).

→ *Identité, Inégalités sociales, Lutte des classes, Stratification sociale.*

Spirale du silence

Processus par lequel les opinions minoritaires ou dissidentes sont réduites au silence au profit de l'opinion dominante qui est la seule à se faire entendre. La spirale du silence résulte du conformisme des individus qui s'adaptent à l'opinion majoritaire autour d'eux, mais aussi de l'action des *médias* qui répriment la diversité des opinions en imposant un discours considéré comme seul légitime.

→ *Communication de masse, Effet Tocqueville, Fonction d'agenda, Opinion publique, Sondage d'opinion.*

Sport (Sociologie du)

Champ de l'analyse sociologique qui s'est développé à partir du milieu des années 1960 et qui met en évidence les conditions de mise en œuvre des activités sportives dans la *société* en analysant, les hiérarchies, les effets de *domination* et les phénomènes culturels qu'elles engendrent (Jacques Defrance). Dans une période plus récente, la sociologie du sport s'est centrée sur les problèmes sociaux liés au sport (*violence*, dopage, *discriminations*...).

Certains travaux ont aussi analysé les relations entre des communautés politiques et des équipes ou des sportifs (catholiques d'Irlande du Nord, basques, chrétiens libanais...).

Dès 1966, Norbert Elias et Éric Dunning présentent la thèse selon laquelle il existe une pratique sportive dans toutes les sociétés (antiques, médiévales ou contemporaines) mais qu'il faut distinguer les pratiques modernes des pratiques traditionnelles. Ils réfutent une présentation universaliste, invariante, des activités sportives.

Dans les sociétés contemporaines, le sport permet de faire diminuer la violence grâce à l'existence de règles écrites codifiant les pratiques. Pour ces auteurs, le sport moderne est un instrument de canalisation de la violence des pratiquants et des spectateurs/supporters, à la différence des pratiques du sport au Moyen Âge ou dans l'antiquité qui sont fondamentalement violentes. Cette « violence maîtrisée » possède un certain nombre de caractéristiques :

- elle passe par l'instauration de règles communes à tous les pratiquants, alors qu'au Moyen Âge les règles rudimentaires, locales et coutumières, sont à chaque partie négociées par les pratiquants;
- elle implique également l'instauration de temps (soirs de finales, calendriers...) et de lieux (cols du tour de France, stades...) spécifiques, alors qu'au Moyen Âge, les activités sportives ont lieu dans espaces non dédiés (place du village, champs en jachère...) qui sont investis le temps de la rencontre et à des moments ayant une autre vocation (fêtes religieuses ou folkloriques);
- enfin, alors que les « jeux traditionnels » ont vocation à reproduire les oppositions sociales (par exemple les rencontres sportives entre les différentes corporations), le sport moderne véhicule un idéal égalitaire d'abolition des frontières sociales entre les pratiquants.

Pour Elias, les activités sportives modernes sont incluses dans un groupe d'activités culturelles plus large (comme le cinéma, le théâtre, les courses de chevaux, les jeux de cartes...) qui ont pour fonction de servir (soit par la pratique, soit par le spectacle) d'exutoire à la violence générée par la vie quotidienne et où elle ne peut s'exprimer : « Le sport est une compétition entre des êtres humains excluant, dans la mesure du possible, toute action violente risquant de blesser gravement les concurrents ».

D'autres analyses, notamment celles de Pierre Bourdieu, renvoient aux sports pratiqués, à la manière de les pratiquer et aux significations sociales de ces pratiques. Bourdieu utilise l'exemple du rugby pour

montrer que les *catégories populaires* y cherchent l'expression de qualités liées à la force physique, à l'abnégation et à la camaraderie, alors que la *bourgeoisie* y voit l'expression de qualités esthétiques et de capacité de réflexion sur les mouvements du jeu. En conséquence, au sein d'une même équipe, les postes sont socialement déterminés : les catégories populaires occupent les postes dans les premières lignes destinées à « aller au contact » pour permettre l'expression du « panache » des lignes arrières composées de la bourgeoisie locale.

→ *Conflit social, Lien social, Pratiques sociales.*

Statistique descriptive

Selon Bernard Py, « la statistique descriptive est un ensemble de méthodes permettant de décrire et d'analyser, de façon quantifiée, des phénomènes repérés par des éléments nombreux, de même nature, susceptibles d'être dénombrés et classés ».

La statistique descriptive conduit au calcul de différents indicateurs :

- lorsqu'on est en présence d'une seule variable étudiée, on parle de tri à plat et on calcule des indicateurs de position (*moyenne*, *médiane*, etc.) de *dispersion* (*écart-type*, *quartiles*, etc.) ou encore de *concentration* (*Indice de Gini*) ;

- lorsqu'on est en présence de deux variables, on procède à des analyses dites bivariées ou à des tris croisés, en analysant notamment des *tableaux de contingence* ;

- lorsqu'on est en présence de plus de deux variables enfin, on procède à des *analyses multivariées*, de type *analyse factorielle de correspondance* ou *analyse en composantes principales*.

→ *Inférence statistique, Statistique explicative, Statistique inférentielle.*

Statistique explicative

Ensemble de techniques de traitement des données statistiques, s'intéressant au lien pouvant exister entre deux ou plusieurs variables. Elle conduit à la construction de *tableaux de contingence* permettant notamment des *analyses de régression* : régression simple dans le cas de deux variables ou régressions multiples lorsqu'il y a plus de deux variables.

On cherche à « expliquer » l'évolution d'une ou de plusieurs variables par certains facteurs.

→ *Inférence statistique, Régression linéaire, Régression logistique, Odds ratio, Statistique descriptive, Statistique inférentielle.*

Statistique inférentielle

La statistique inférentielle (ou statistique mathématique) a pour objet de formuler des *lois* à partir d'observations statistiques. Elle intervient souvent dans les *enquêtes* et les *sondages* et s'appuie à la fois sur la *statistique descriptive* et le calcul des probabilités.

→ *Statistique explicative.*

Status

Équivalent, pour Henri Mendras, de *statut* ; il préconise d'utiliser cette orthographe pour distinguer le statut au sens social du statut au sens juridique (le statut des fonctionnaires par exemple).

Statut

Position occupée par un *individu* dans un espace social donné. Cette position génère un ensemble de comportements de la part d'autrui. Chaque individu peut occuper plusieurs statuts, il pourra par exemple être père de *famille*, salarié d'une entreprise ou militant politique. Chacun de ces statuts lui confère un certain nombre de *rôles*.

Pour les culturalistes, lorsqu'un individu agit, il ne le fait en référence qu'à un seul de ces statuts, pour Ralph Linton, « le statut selon lequel un individu agit est son statut actuel au moment considéré. Ses autres statuts sont au même moment des statuts latents. Les rôles associés aux statuts latents sont provisoirement mis en vacances, mais ils demeurent parties intégrantes de l'équipement culturel de l'individu ».

Stigmate

Désigne un attribut qui jette un discrédit sur celui qui le possède.
Erving Goffman distingue trois types de stigmates : les difformités corporelles, les altérations du caractère (*individu drogué*), les stigmates sociaux ou tribaux (la position dans la *hiérarchie sociale*, les scarifications). Pour Erving Goffman cependant, le stigmate représente plus précisément un certain type de relation entre le stigmatisé, qui possède une « identité sociale réelle », et le comportement que l'on attend de lui, qui représente une « identité sociale virtuelle ».
→ *Déviance (Sociologie de la), Étiquetage, Identité, Interactionnisme symbolique, Stigmatisation.*

Stigmatisation

Désigne, chez Erving Goffman, le processus de construction sociale du *stigmate* lors des relations entre les individus porteurs de cet attribut (les « discrédités » ou « discréditables »), et les autres (les « normaux »). Par exemple, si le nanisme est un stigmate, celui-ci résulte moins de la caractéristique objective (avoir une très petite taille) que du regard des personnes de « taille normale » et du rapport social qui en résulte (compassion, moquerie, etc.). Cette relation est le résultat d'une tension entre l'*identité* sociale réelle du stigmatisé (être de petite taille n'implique pas d'autres déficiences) et son identité sociale virtuelle (rôle attendu par la société : les gestes rapides, saccadés et le rire moqueur du bouffon). La stigmatisation désigne donc une *interaction* entre des *rôles* plutôt qu'entre des individus. Le « stigmatisé » est souvent conduit à reproduire, dans le jeu de l'interaction, l'ensemble des préjugés des « normaux » : fragilité, honte, affliction.
→ *Contrôle social, Déviance (Sociologie de la), Étiquetage, Interactionnisme symbolique, Marginalité.*

Stratégie de distinction

→ *Distinction.*

Strate sociale

→ *Couche sociale.*

Stratification sociale

Selon Pitirim Sorokin, « la stratification sociale correspond à la différenciation d'une population donnée en classes hiérarchiquement superposées. Elle se manifeste dans l'existence de couches supérieures et inférieures. Son fondement et son essence même consistent en une distribution inégale des droits et des privilèges, des devoirs et des responsabilités, des valeurs sociales et des privations, du pouvoir social et des influences parmi les membres d'une société ».
Selon Serge Bosc, la notion de stratification sociale recouvre au moins deux sens distincts dans la littérature sociologique :
- dans un sens large, « elle désigne l'ensemble des systèmes de différencia-

tion sociale basée sur la distribution inégale des ressources et des positions dans une société »;

- dans un sens plus étroit « la notion est réservée aux analyses [qui] interprètent le corps social comme un ensemble de strates hiérarchisées en fonction de critères multiples comme le revenu, le statut professionnel, le rapport au pouvoir et le prestige. Elles se distinguent du modèle marxiste et généralement des approches en termes de domination et d'oppositions, en insistant sur la gradation régulière des positions (de la plus haute à la plus basse), la multiplicité des groupes, l'absence de conflits majeurs entre ceux-ci et, dans certains cas [...] sur le caractère à la fois nécessaire et "naturel" de ces divisions ». Les sociologues qui adoptent une approche en termes de stratification sociale considèrent généralement que les processus de hiérarchisation caractérisant les *sociétés* contemporaines ne mettent en jeu que des *individus*, qui, même s'ils peuvent partager des caractéristiques communes, ne constituent pas pour autant des groupements sociaux réels, et donc des *classes sociales*. Dans cette perspective, la *hiérarchie sociale* se présente plutôt sous la forme d'un continuum ou d'un empilement de couches ou de strates et il n'y a pas de barrière infranchissable qui séparerait des groupes relativement fermés sur eux-mêmes.

Selon Max Weber, la *structure sociale* se compose de trois hiérarchies sociales distinctes, même si les trois ordres sont corrélés :

- la *classe sociale* renvoie à la dimension économique;
- le *groupe de statut* concerne l'honneur social ou le prestige;
- le parti, enfin renvoie à la troisième dimension de la stratification qui est le politique.

Cette conception en termes de stratification sociale a largement inspiré la sociologie américaine et notamment William Lloyd Warner qui a mené une série d'études sur une petite ville de la Nouvelle Angleterre entre 1941 et 1949 (les *Yankee City Series*). Cette analyse conduit à mettre en évidence six strates distinguées essentiellement par la profession, le niveau d'instruction, le revenu et le *prestige social* :

- la strate « supérieure supérieure » (*upper-upper class*) comprend seulement 1,44 % de la population et est composée des familles riches ayant une position importante depuis plusieurs *générations*. Cette « aristocratie sociale » constitue un milieu très fermé, avec une forte tendance à *l'endogamie*;
- la strate « supérieure inférieure » (*lower-upper class*) (1,56 %) comprend les milieux supérieurs fortunés dont la richesse est plus récente : ce sont des « parvenus » ou des « nouveaux riches ». Elle est caractérisée par une *imitation* de la *upper-upper* class mais est considérée comme moins distinguée;
- la strate « moyenne supérieure » (*upper-middle class*) (10,22 %) est assimilée par William Lloyd Warner à une *classe moyenne* aisée d'hommes d'affaires et de professions libérales. Les membres de cette strate sont actifs dans le fonctionnement de la cité, ils revendiquent souvent l'exercice de responsabilités sociales;
- la strate « moyenne inférieure » (*lower-middle class*) (23,12 %) est assimilée à la petite bourgeoisie et comprend des petits patrons, des commerçants, ou des « cols blancs au statut confirmé ». Cette strate est caractérisée par une « moralité affichée », un souci de respectabilité et un désir de réussite sociale;
- la strate « inférieure supérieure » (*upper-lower class*) (32,6 %) est qualifiée

par William Lloyd Warner de « classe inférieure honnête ». Elle comprend des « boutiquiers », de petits employés, ou des ouvriers plutôt qualifiés. Ses membres disposent d'une aisance modeste, ils sont généralement considérés comme honnêtes et respectables;

- la strate « inférieure inférieure » (*lower-lower class*) enfin (25,2 %) est composée d'une population à statut précaire : travailleurs saisonniers, chômeurs. Les minorités y sont fortement représentées (Noirs, italiens...). Les membres de cette strate sont souvent « déclassés socialement », manifestent des comportements « asociaux » et vivent dans un habitat dégradé.

Alain Touraine, pour sa part, étudie les classifications sociales à travers leur rapport à la modernité en distinguant une avant-garde modernisée, de vastes catégories moyennes protégées et des catégories sociales menacées par la crise et les mutations structurelles. Le critère de classification devient alors la participation au processus de changement ou l'exclusion. Selon lui, on a basculé d'une société où les conflits opposaient ceux du « haut » à ceux du « bas » à une société où les nouveaux conflits opposent ceux du « dedans » à ceux du « dehors » : « Nous vivons en ce moment le passage d'une société verticale, que nous avions pris l'habitude d'appeler une société de classes avec des gens en haut et des gens en bas, à une société horizontale où l'importance est de savoir si on est au centre ou à la périphérie ».

→ *Aristocratie, Bourgeoisie, Catégorie sociale, Catégorie populaire, Caste, Classe populaire, Classes moyennes, Groupe social, Moyennisation, Noblesse, Parti politique, Polarisation des classes sociales, Service class, Strate sociale.*

Structuralisme

Courant de pensée qui s'est développé dans les années 1940 et 1950, à partir des travaux menés en linguistique (Roman Jakobson, Nicolaï Troubetzkoy, Noam Chomsky, Leonard Bloomfeld, Edward Sapir), en psychologie (Jean Piaget) et en mathématiques avec les thèses du groupe Bourbaki. Avec Claude Lévi-Strauss, il constituera les fondements d'une nouvelle conception de l'*anthropologie*. Le point commun de toutes les démarches structuralistes en *sciences sociales* réside dans le concept même de *structure*, conçue comme un *système* de transformation possédant un caractère de totalité et des modalités d'autoréglage. Le structuralisme apparaît comme une méthode générale qui privilégie les aspects synchroniques des systèmes, et qui cherche à en produire une formalisation. Il s'agit donc d'une conception fondamentalement nominaliste : on cherche à produire un modèle qui rende compte d'un système global (la langue, la structure des mythes, etc.) et de ses modalités de transformations. Selon Jean Piaget, « le structuralisme est une méthode, et non pas une doctrine », et le premier danger qui le menace est le « réalisme de la structure sur lequel on débouche sitôt que l'on oublie ses attaches avec les opérations dont elle est issue ». Claude Lévi-Strauss adopte la même position : le but de l'*ethnologie* est de dépasser l'analyse des structures d'ordre « vécues » (le système de *parenté*, l'organisation sociale...) : « De tels ordres vécus en supposent toujours d'autres, dont il est indispensable de tenir compte pour comprendre non seulement les précédents, mais la manière dont chaque société essaie de

les intégrer dans une totalité ordonnée. Ces structures d'ordre "conçues" et non plus "vécues", ne correspondent directement à aucune réalité objective ». Le structuralisme essaie donc de produire des modèles heuristiques formels et généralisables, à partir d'analyses comparatives. Dans sa forme la plus ambitieuse (que refusait Claude Lévi-Strauss), que l'on a parfois qualifiée de « structuralisme philosophique », il se donne pour objectif d'unifier les sciences sociales autour d'une théorie générale de la communication.

→ *Anthropologie structurale, Méthode synchronique, Structure, Structuro-fonctionnalisme, Système.*

Structuralisme constructiviste

Expression utilisée par Pierre Bourdieu pour caractériser sa propre posture épistémologique et théorique. Pour lui, il existe dans le monde social « des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents » et, dans le même temps, il y a une genèse sociale « des schèmes de perception, de pensée et d'action » qui sont constitutifs de l'*habitus* aussi bien que des *structures sociales* (notamment les « *champs* » dans le vocabulaire de Pierre Bourdieu). Le structuralisme constructiviste s'inscrit donc dans la volonté de dépasser les oppositions *individu/société* ou *déterminisme/interaction*. Par exemple, lorsque Pierre Bourdieu étudie les stratégies matrimoniales et leur contribution à la *reproduction sociale*, il prend en compte à la fois les déterminations objectives (*hiérarchie sociale, capital économique* et *capital social* des *familles*, etc.) et les stratégies des agents (ils ne sont pas de simples supports de *structure*).

→ *Champ, Constructivisme, Illusio, Relationnisme méthodologique.*

Structure

Ensemble d'éléments et de liens entre ces éléments, dans lequel la modification d'un élément ou d'un lien entraîne la modification de l'ensemble. En *sciences sociales*, il existe deux conceptions opposées de la notion de structure. Pour les « réalistes » (Karl Marx, Georges Gurvitch), la structure décrit un aspect fondamental de l'organisation sociale (c'est en ce sens que l'on parle de « structures économiques », que François Perroux définit comme un « ensemble de relations et de proportions »). Pour les « nominalistes » « la notion de structure ne se rapporte pas à la réalité empirique, mais aux modèles construits d'après celle-ci » (Claude Lévi-Strauss). La structure est alors conçue comme un type particulier de *modèle*, rendant compte de l'ensemble des faits observés et permettant une prédiction sur les transformations du modèle en cas de modification de l'un de ses éléments. Par exemple, la structure des *mythes* est un modèle abstrait qui permet de définir des règles de transformations, à travers des oppositions (telles que le cru/le cuit, l'eau/le feu...) et des systèmes de codage (codes culinaires, vestimentaires, cosmogoniques...) : on peut alors expliquer les formes des mythes dans les divers groupes et leurs transformations dans le temps ou d'un *groupe social* à l'autre, comme les variations concrètes d'un modèle abstrait et inconscient. Cette conception est critiquée par les « réalistes », qui lui reprochent de masquer partiellement les aspects conflictuels et dynamiques du *changement social*, dans la mesure ou elle conduit à privilégier les

caractéristiques les plus stables des *systèmes* étudiés.
→ *Analyse structurale, Anthropologie structurale, Structuralisme, Structuro-fonctionnalisme.*

Structure sociale

Pour Robert King Merton, une « structure sociale » est composée de deux éléments, qui sont « confondus dans la réalité », mais que le sociologue doit distinguer : « Le premier est constitué par les buts, les intentions et les intérêts définis par la civilisation : ce sont les objectifs légitimes proposés par la société à ses membres ». Le second élément est « une définition et un contrôle des moyens légitimes pour atteindre ces buts ». La structure sociale oriente donc le comportement des *individus*, mais les deux éléments (objectifs et moyens légitimes) peuvent voir leur importance relative se modifier : « L'équilibre entre ces deux aspects de la structure sociale est maintenu aussi longtemps que les individus peuvent obtenir des satisfactions provenant à la fois de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des moyens socialement acceptés ». Si un déséquilibre se crée, il entraîne une multiplication des comportements déviants : par exemple, on cherchera à obtenir des satisfactions légitimes (des avantages matériels, du pouvoir) par des moyens illégitimes (le vol, la violence). D'autres courants sociologiques utilisent ce terme au pluriel (les « structures sociales »), dans une perspective macrosociologique ou holiste, pour définir les caractéristiques générales des organisations sociales : formes de la stratification, formes du *pouvoir*, effets sociaux des structures économiques, etc.

→ *Anomie, Conformité, Déviance, En groupe, Évasion, Hors groupe, Innovation, Rébellion, Structure, Structuro-fonctionnalisme, Système social.*

Structures élémentaires de la parenté

Titre de la thèse soutenue en 1948 par Claude Lévi-Strauss, où l'auteur, à partir de l'étude des Nambikwara (Indiens d'Amazonie), propose les bases de ce qui deviendra l'*anthropologie structurale*. Lévi-Strauss y défend la théorie de l'*alliance*, fondée sur la *prohibition de l'inceste* : « La prohibition de l'usage sexuel de la fille ou de la sœur contraint à la donner en mariage à un autre homme, et, en même temps, elle crée un droit sur la fille ou sur la sœur de cet autre homme. Ainsi, toutes les stipulations négatives de la prohibition ont-elles une contrepartie positive ». « L'élément de parenté », c'est-à-dire « la structure de parenté la plus simple que l'on puisse concevoir et qui puisse exister » repose « sur quatre termes (frère, sœur, père, fils), unis entre eux par deux couples d'opposition corrélatives, et tels que, dans chacune des deux générations en cause, il existe toujours une relation positive et une relation négative ». Le système d'*échange* matrimonial qui en résulte marque « le passage du fait naturel de la consanguinité au fait culturel de l'alliance ». Les structures élémentaires de la *parenté* reposent donc sur un principe d'*exogamie* explicite : le *mariage* se fait entre *individus* prédéterminés (les « cousins croisés » par exemple). Ce principe peut prendre deux formes : l'échange restreint, par lequel les femmes d'un groupe sont cédées aux hommes d'un autre groupe et réciproquement, ou l'échange généralisé, qui fait intervenir plusieurs groupes, et qui est selon lui le plus fréquent, et qui constitue le fondement du *lien social* à l'intérieur de la *communauté*, avec l'échange des biens et l'échange des messages. Les thèses de Claude Lévi-Strauss auront un très grand retentissement, elles ont inspiré de nombreux anthropologues, mais le rôle primordial et quasi exclusif

qu'il attribue au principe de la prohibition de l'inceste a été fortement critiqué par la *sociologie* contemporaine de la *famille*, même si dans *Anthropologie Structurale*, l'auteur a lui-même précisé les limites de sa théorie : « On se tromperait en croyant que dans toute société, le système de parenté constitue le médium principal par lequel se règlent les relations individuelles ».

→ *Famille (Sociologie de la), Structuralisme.*

Structuro-fonctionnalisme

Ce terme désigne un courant de pensée qui se constitue en *ethnologie* (sous l'appellation de « fonctionnalisme structuraliste ») avec les travaux d'Alfred Radcliffe-Brown. Il se donne pour objectif d'étudier les *structures sociales*, qu'il conçoit comme des ensembles de positions sociales, et dont il définit deux aspects : la structure concrète, plus facilement observable, et la forme structurale, plus difficile à discerner mais plus stable. La fonction des activités sociales s'analyse alors comme « leur contribution au soutien de la continuité des structures ». L'analyse fonctionnaliste repose sur un postulat fondamental, que Robert King Merton appelle « le postulat de l'unité fonctionnelle de la société », et qu'Alfred Radcliffe-Brown définit de la façon suivante : « La fonction d'un usage social particulier, c'est la contribution qu'il apporte à la vie sociale considérée comme l'ensemble du fonctionnement du système social ». Selon Claude Lévi-Strauss, ce courant de pensée reste marqué par l'influence des théories organicistes (qui considèrent la société comme un organisme), ce qui conduit selon lui Alfred Radcliffe-Brown à confondre structure sociale et relations sociales. Pierre Bourdieu critique le structuro-fonctionnalisme pour son incapacité à prendre en compte les aspects historiques et conflictuels des situations sociales.

→ *Fonctionnalisme, Organicisme, Structuralisme, Structure sociale, Système social.*

Style de vie

Selon Anthony Giddens, le style de vie se définit comme « un ensemble plus ou moins intégré de pratiques qu'un individu adopte, non seulement parce que de telles pratiques répondent à des besoins utilitaires mais parce qu'elles donnent une forme particulière à un récit particulier de l'identité ». Il s'agit donc en fait de pratiques routinisées dans de nombreux domaines : tenue vestimentaire, habitudes alimentaires, lieux de vacances, etc.

D'abord utilisé dans le domaine du marketing par des auteurs comme Bertrand Cathelat dans les années 1970, il a ensuite été repris de façon plus scientifique par certains sociologues comme Anthony Giddens.

→ *Mode de vie, Pratiques culturelles.*

Subjectivation

Processus par lequel l'*individu* se constitue en tant que *sujet* autonome. La *modernité* accorde une place centrale au rôle du sujet, c'est-à-dire un individu pas seulement soumis à la *tradition* et au *déterminisme social*, mais aussi capable de choix libres et d'une réflexion autonome. Dans les sociétés modernes, la *socialisation* est donc dans le même temps une subjectivation. Dans la théorie de Pierre Bourdieu, la subjectivation résulte de la constitution d'un *habitus individuel* qui est produit par l'irréductible singularité des expériences individuelles.

→ *Acteur, Agent, Individualisation, Individualisme, Individuation, Socialisation.*

Subjectivisme

Posture épistémologique en *sociologie* qui consiste à accorder un primat à la *subjectivité* des acteurs. Le subjectivisme met l'accent sur le fait que l'*action sociale* est dotée d'un sens subjectif pour les acteurs et que le sociologue ne saurait adopter un point de vue d'extériorité par rapport au vécu des *acteurs sociaux*. Le terme est sou-

vent utilisé de façon péjorative par les auteurs qui privilégient l'*objectivation* (et qui en retour sont accusés d'objectivisme). Selon Pierre Bourdieu : « De toutes les oppositions qui ruinent le plus la science sociale, la plus fondamentale et la plus ruineuse est celle qui s'établit entre subjectivisme et objectivisme. [...] Une science du monde social ne peut de réduire ni à une phénoménologie sociale ni à une physique sociale » (*Le sens pratique*). De même qu'il faut dépasser l'opposition entre *holisme méthodologique* et *individualisme méthodologique*, il faut donc dépasser, selon Pierre Bourdieu, l'opposition entre *objectivisme* et subjectivisme.

→ *Épistémologie, Méthodologie sociologique, Phénoménologie, Physique sociale.*

Subjectivité

Au sens général, qualité de ce qui appartient en propre au *sujet* et, par extension qui ne donne pas une représentation fidèle de la chose observée. La subjectivité s'oppose donc à l'*objectivité*. Les sociologies de l'*action* mettent l'accent sur le fait que les *acteurs sociaux* ont une expérience de la vie sociale, un vécu, des représentations, qu'ils donnent du sens aux actions qu'ils mènent, qu'ils interprètent les situations, etc. Cette dimension subjective fait partie intégrante de la vie sociale et doit être prise en compte par le sociologue. L'adoption d'une posture objectiviste (qui refuse de prendre en compte le vécu de l'acteur) conduit à mutiler la connaissance sociologique. Réciproquement, le *subjectivisme* risque de faire obstacle à la connaissance sociologique en renonçant à la production d'un discours savant distinct du discours des acteurs.

→ *Définition de la situation, Ethnométhodologie, Intersubjectivité.*

Subsidiarité

→ *Principe de subsidiarité.*

Succession

Transmission du *statut* (droits et devoirs), de la position (autorité politique) et des fonctions cérémonielles à des ayants droit. Les anthropologues distinguent généralement la succession de l'*héritage*, qui concerne, lui, la transmission des biens, des propriétés, des richesses matérielles et des droits à caractère économique. Par exemple, chez les Hopi, la succession concerne la transmission des statuts et des positions dans les domaines religieux et politique. La succession du chef passe ainsi du grand-oncle maternel (oncle de la mère) à son petit-neveu (fils de la mère). La plus grande partie des biens (troupeau et vergers notamment) du chef défunt est en revanche héritée par sa nièce (la mère).

→ *Famille, Filiation, Lignage, Parenté.*

Suicide

Pour Émile Durkheim, « on appelle suicide, tout cas de mort qui résulte directement ou indirectement d'un acte positif ou négatif, accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat » (*Le suicide*, 1897). Émile Durkheim montre que ce phénomène *a priori* purement individuel est en réalité un *fait social*. La comparaison des taux de suicide dans le temps et d'une *société* à une autre lui permet de mettre en évidence quatre grands types de suicides : le *suicide altruiste*, le *suicide égoïste*, le *suicide fataliste* et le *suicide anomique*. Les travaux d'Émile Durkheim ont fait l'objet d'un certain nombre d'analyses critiques, Maurice Halbwachs en 1930 remet en cause la relation entre protestantisme et suicide et le rejet complet de la dimension psychique du phénomène. Jean Baechler en

1975 conteste la démarche statistique retenue par Émile Durkheim et met l'accent sur la dimension individuelle du suicidé. Enfin en 1984, Christian Baudelot et Roger Establet montrent qu'en dépit d'une confrontation des analyses d'Émile Durkheim aux statistiques récentes, « l'œuvre a résisté ». Pour ces deux auteurs, « Émile Durkheim reste l'un des rares sociologues à avoir fait une découverte : il y a quelque chose dans le suicide qui dépend de manière régulière et intelligible, de grandeurs qui caractérisent l'état d'une société ».

Suicide altruiste

Pour Émile Durkheim, forme de *suicide* résultant de l'excès d'*intégration* d'un *individu* dans un *groupe*. Le suicide consiste en une forme de sacrifice pour le groupe. L'exemple type formulé par Émile Durkheim est celui des fanatiques adhérents de sectes « Les sectateurs d'Amida se font enfermer et murer dans des cavernes où ils ont à peine assez d'espace pour y demeurer assis et où ils ne peuvent respirer que par un soupirail. Là, ils se laissent tranquillement mourir de faim. D'autres montent au sommet de rochers très élevés, au-dessus desquels il y a des mines de soufre d'où il sort de temps en temps des flammes. Ils ne cessent d'invoquer leurs dieux; ils les prient d'accepter le sacrifice de leur vie et ils demandent que s'élèvent quelques-unes de ces flammes. Dès qu'il en paraît une, ils la regardent comme un indice du consentement des dieux et ils se jettent la tête la première au fond des abîmes... La mémoire de ces prétendus martyrs est en grande vénération. [...] Il n'est pas de suicides dont le caractère altruiste soit plus marqué. Dans tous ces cas, en effet, nous voyons l'individu aspirer à se dépouiller de son être personnel pour s'abîmer dans cette autre chose qu'il regarde comme sa véritable essence ».

→ *Suicide anomique, Suicide égoïste, Suicide fataliste.*

Suicide anomique

Pour Émile Durkheim, forme de *suicide* résultant du déclin des forces sociales susceptibles d'assurer l'*intégration* de l'individu dans la *société* et de fixer des cadres stables à son existence. Ce type de suicide se manifeste de façon croissante dans les sociétés modernes aussi bien en période de forte expansion économique qu'en période de récession. Pour lutter contre cette pathologie de nos sociétés Émile Durkheim propose d'accroître le rôle des *instances d'intégration* que sont par exemple le *mariage* ou les « corporations de métier ». « L'anomie est donc, dans nos sociétés modernes, un facteur régulier et spécifique de suicides; elle est une des sources auxquelles s'alimente le contingent annuel. Nous sommes, par conséquent, en présence d'un nouveau type qui doit être distingué des autres. Il en diffère en ce qu'il dépend, non de la manière dont les individus sont attachés à la société, mais de la façon dont elle les réglemente. Le suicide égoïste vient de ce que les hommes n'aperçoivent plus de raison d'être à la vie; le suicide altruiste de ce que cette raison leur paraît être en dehors de la vie elle-même; la troisième sorte de suicide, dont nous venons de constater l'existence, de ce que leur activité est déréglée et de ce qu'ils en souffrent. En raison de son origine, nous donnerons à cette dernière espèce le nom de suicide anomique ».

→ *Anomie, Suicide altruiste, Suicide égoïste, Suicide fataliste.*

Suicide égoïste

Pour Émile Durkheim, forme de *suicide* résultant du défaut d'*intégration* d'un *individu* dans un *groupe*. Cette forme de suicide

concerne par exemple davantage les célibataires que les individus intégrés dans un cadre familial. « Ce type de suicide mérite donc bien le nom que nous lui avons donné. L'égoïsme n'en est pas un facteur simplement auxiliaire; c'en est la cause génératrice. Si, dans ce cas, le lien qui rattache l'homme à la vie se relâche, c'est que le lien qui le rattache à la société s'est lui-même détendu. Quant aux incidents de l'existence privée, qui paraissent inspirer immédiatement le suicide et qui passent pour en être les conditions déterminantes, ce ne sont en réalité que des causes occasionnelles. Si l'individu cède au moindre choc des circonstances, c'est que l'état où se trouve la société en a fait une proie toute prête pour le suicide ».

→ *Suicide altruiste, Suicide anomique, Suicide fataliste.*

Suicide fataliste

Pour Émile Durkheim, forme de *suicide* résultant de l'excès de contrôle du groupe sur la vie de l'individu : le suicide provient alors d'une absence de perspective d'avenir. « Il existe un type de suicide qui s'oppose au suicide anomique. [...] C'est celui qui résulte d'un excès de réglementation; celui que commettent les sujets dont l'avenir est impitoyablement muré, dont les passions sont violemment comprimées par une discipline oppressive. C'est le suicide des époux trop jeunes, de la femme mariée sans enfant. Pour être complet, nous devrions donc constituer un quatrième type de suicide. Mais il est de si peu d'importance aujourd'hui et, en dehors des cas que nous venons de citer, il est si difficile d'en trouver des exemples, qu'il nous paraît inutile de nous y arrêter. Cependant, il pourrait se faire qu'il eût un intérêt historique. N'est-ce pas à ce type que se rattachent les suicides d'esclaves que l'on dit être fréquents dans de certaines conditions, tous ceux, en un mot, qui peuvent être attribués aux intempérances du despotisme matériel ou moral ? Pour rendre sensible ce caractère inéluctable et inflexible de la règle sur laquelle on ne peut rien, et par opposition à cette expression d'anomie que nous venons d'employer, on pourrait l'appeler le suicide fataliste ».

→ *Suicide altruiste, Suicide anomique, Suicide égoïste.*

Sujet

Au sens le plus général, personne consciente de son *identité*. La notion de sujet est en *sociologie* au centre de vastes controverses. Pour le *holisme*, le sujet ne peut être objet de recherche dans les *sciences sociales*, qui sont caractérisées par la priorité qu'elles donnent aux aspects collectifs de la vie sociale. Le sujet se trouverait ainsi exclu par la sociologie marxiste, la sociologie fonctionnaliste ou le *structuralisme*. À partir des années 1980, de nombreux auteurs (Michel Foucault, Alain Touraine, Charles Taylor...) se sont interrogés sur le retour du sujet dans les sciences sociales. Ce retour s'effectue en fait selon deux axes : celui de l'approche stratégique et systémique, qui privilégie la relation entre l'acteur et le *système*, et celui de l'approche clinique, qui considère que le discours du sujet est la matière première de l'analyse des situations sociales, ce qui conduit à recourir à des méthodes interprétatives. Dans une perspective proche, les travaux de François Dubet sur la logique de *subjectivation* insistent sur la façon dont les *acteurs sociaux* construisent leur propre représentation sociale, pour préserver mais aussi donner à voir leur *subjectivité*. Pour Bernard Lahire, le caractère hétérogène et multidimensionnel des logiques d'action (il parle d'« acteur pluriel ») rend possible une sociologie du sujet, puisque la construction de la subjec-

relation entre le signe et ce qu'il représente peut être totalement arbitraire (c'est le cas des symboles mathématiques, qui ont pour vocation d'être univoques, et donc compris par tous et partout). Elle peut être aussi analogique. Le symbole est alors la concrétisation d'une abstraction : par exemple, dans certaines cultures, la couleur blanche symbolise la pureté. Mais le fondement analogique du symbole n'est compréhensible que dans un espace culturel donné : il repose sur des codes qu'il faut connaître, et qui ne sont partagés que dans l'*interaction sociale*. C'est ce sens que donnent à « symbolique » les sociologues qui se réclament de l'*interactionnisme*.

→ *Domination symbolique, Interactionnisme symbolique, Signifiant, Violence symbolique.*

Syncrétisme culturel

Synthèse des traits culturels de diverses origines, formée à l'issue d'un processus d'*acculturation* continu.

→ *Culture (Sociologie de la), Mondialisation culturelle.*

Syndicat

Dans sa déclaration de 1948, l'Organisation internationale du travail définit les syndicats comme des « associations indépendantes de travailleurs ayant pour but de promouvoir et de défendre leurs intérêts ». On considère généralement que les syndicats sont nés en Angleterre au sein du mouvement ouvrier généré par la Révolution industrielle, qui crée un rapport de force défavorable aux travailleurs face au pouvoir grandissant du capital. Les syndicats se développent ensuite rapidement à la fin du XIX^e^ siècle dans tous les pays où progresse l'*industrialisation*. En France, dans le domaine professionnel, les syndicats sont autorisés par la loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui met fin à la Loi Le Chapelier interdisant les associations professionnelles. Organes de défense des intérêts professionnels de leurs adhérents, les syndicats disposent notamment du droit de *grève* pour mener à bien leur action en vue de l'amélioration des conditions de vie et de *travail*. Devenus partenaires de l'*entreprise* et de l'État (Accords Matignon en 1936, Accords de Grenelle en 1968), ils ont beaucoup contribué à la mise en œuvre de l'*État providence*.

→ *Action collective, Conflit du travail, Convention collective, Crise du syndicalisme, Paradoxe de l'action collective.*

Système

Au sens général, ensemble organisé d'éléments qui entrent en *interaction*. La sociologie fonctionnaliste (Talcott Parsons, Robert King Merton) parle ainsi de « *système social* » : on peut en analyser le fonctionnement, et éventuellement formuler des prédictions sur les états futurs du système. Cette conception de la société, à laquelle on a reproché son inspiration mécaniste, conduit à postuler l'existence de « *lois* » expliquant le fonctionnement d'une société. La *sociologie des organisations* utilise ce terme dans un sens différent. Le système constitue l'espace dans lequel se déroule le jeu des *acteurs*, qu'il détermine pour une part. Le concept de système permet de comprendre comment l'*organisation* est construite et régulée. Mais il y a dans tout système une « *zone d'incertitude* », qui est celle où les acteurs ont une marge de manœuvre, où ils peuvent développer des innovations, et donc faire évoluer le système. L'analyse du système (ou *analyse systémique*) est alors indissociable de l'*analyse stratégique* (qui rend compte des comportements finalisés des acteurs dans le système).

→ *Bureaucratie, Cerce vicieux bureaucratique, Système d'action concret.*

Système bureaucratique

Se caractérise par une dépersonnalisation des relations, hiérarchisées et réparties selon des critères objectifs de compétence afin de réduire les incertitudes liées aux relations de *travail*.

→ *Bureaucratie, Cercle vicieux bureaucratique, Organisations (Sociologie des).*

Système constitutionnel pluraliste

Terme utilisé notamment par Raymond Aron qui doit être rapproché du terme *polyarchie* (développé par le politologue américain Robert Dahl). Pour Raymond Aron, il est illusoire de penser qu'une *démocratie* directe est possible, le *pouvoir* est toujours exercé par une minorité. La démocratie consiste donc pour les gouvernés à choisir leurs gouvernants. Ce choix doit obéir à des règles juridiques (c'est l'aspect constitutionnel) et il doit être un choix entre des *élites* concurrentes (c'est l'aspect pluraliste). Parce qu'elles sont en compétition, parce qu'elles se succèdent au pouvoir, ces élites se limitent les unes les autres pour éviter un excès de pouvoir. À travers ce *concept*, Raymond Aron s'oppose donc à l'idée qu'un parti unique puisse définir l'intérêt général du peuple : seul un système de pluripartisme peut offrir un véritable choix aux électeurs.

→ *État, État de droit, Partis politiques, Séparation des pouvoirs, Sociologie politique.*

Système d'action concret

Désigne dans l'*analyse stratégique*, la structure composée des relations entre les *acteurs sociaux* et les *règles* qu'ils établissent pour permettre son fonctionnement.

Pour Michel Crozier le système d'action concret se définit « comme un ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses participants par des mécanismes de jeux relativement stables et qui maintient sa structure, c'est-à-dire la stabilité de ses jeux et les rapports entre ceux-ci, par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux ». Les *organisations* constituent donc une forme particulière des systèmes d'action concrets.

→ *Organisations (Sociologie des).*

Système d'action historique

Pour Alain Touraine, « ensemble des orientations sociales et culturelles par lesquelles l'historicité exerce son emprise sur le fonctionnement de la société ». Il représente donc le mode par lequel un état de l'*historicité* contrôle et dirige la pratique sociale. Par le système d'action historique « la pratique sociale est déterminée non par ses lois internes ou par les exigences de la vie sociale, mais par les ressources mobilisées au service d'un modèle culturel ». Le système d'action historique est défini par le croisement de couples d'opposition, qui révèlent les tensions entre l'historicité et le fonctionnement d'une *société* : mouvement et ordre, orientations et ressources, culture et société. Ces oppositions forment les éléments du système : le modèle culturel (correspondant à la production dans la société programmée), la mobilisation (l'*organisation du travail*), la hiérarchisation (la répartition) et les *besoins* (la consommation). Alain Touraine veut ainsi mettre l'accent sur le mouvement dans le système d'action historique, par opposition à l'*organisation sociale*, statique (définie par des rôles et des statuts). Le système d'action historique et les rapports de classe forment le champ de l'historicité.

→ *Acteur social, Action (Sociologie de l'), Mouvement social.*

Système de partis

→ *Système partisan.*

Système éducatif

→ *Système scolaire.*

Système partisan

Modalité d'organisation de la confrontation entre les *partis politiques* au sein d'un régime pluraliste. Un tel système existe dans les sociétés où l'expression des convictions politiques est médiatisée par les *institutions* que sont les partis politiques.

Les études traditionnelles des partis politiques se centrent sur le fonctionnement et l'*idéologie* de chacun des partis considérés indépendamment les uns des autres.

L'analyse en termes de système partisan considère qu'on ne peut comprendre le fonctionnement d'un parti que dans ses rapports d'interdépendance et d'opposition avec les autres partis.

Le système partisan peut être, par exemple, marqué par une forte bipolarisation comme c'est le cas aux États-Unis et en Grande-Bretagne ou par un système multipolaire où les alliances jouent un rôle central comme c'est par exemple le cas en Italie. Les stratégies de coalitions ou d'alliances entre les partis sont donc éminemment constitutives du système partisan.

L'organisation constitutionnelle du pays, le type de suffrage auquel vont devoir prendre part les partis, les modalités de scrutin, influencent la structure du système partisan. En France, l'avènement progressif d'un parti gaulliste qui s'est développé en parallèle de la présidentialisation du *pouvoir* lors du passage à la V^e^ République, ou encore la constitution de l'hégémonie du parti socialiste au sein de la gauche constituent des évolutions du système partisan. La présidentialisation du régime ayant entraîné une présidentialisation des partis dont l'organisation et le fonctionnement sont centrés autour du suffrage présidentiel.

Pour Florence Haegel, le système partisan constitue donc un système complexe au sein duquel l'électeur va devoir se positionner en déterminant sa proximité ou son éloignement avec les idées développées par les différents partis en présence.

→ *Identification partisane, Paradigme du Michigan, Socialisation politique.*

Système politique

Pour Patrice Duran, le système politique est « l'ensemble des institutions et des mécanismes à travers lesquels s'élaborent des choix publics, se prennent des décisions et s'opérationnalisent les actions qui en découlent ». Selon David Easton, le système politique articule trois sous-systèmes : des *valeurs*, des normes, des structures d'autorité.

→ *Normes sociales, Régime politique.*

Système scolaire

La première définition en a été donnée par Émile Durkheim en 1905 : « Un système scolaire, quel qu'il soit, est formé de deux sortes d'éléments. Il y a, d'une part, tout un ensemble d'arrangements définis et stables, de méthodes établies, en un mot d'institutions… Mais en même temps, à l'intérieur de la machine ainsi constituée, il y a des idées qui la travaillent et qui la font évoluer ». Au sens actuel, le système scolaire peut être défini comme l'ensemble des dispositifs d'offre scolaire organisés de façon interdépendante sous le contrôle de l'*État* par une administration spécifique, et qui définit les cursus scolaires possibles et leurs règles organisationnelles. Le système scolaire résulte de l'institutionnalisation de la *forme scolaire*, sous l'effet de politiques éducatives centralisées, et il vise à organiser, pour l'intérêt commun, l'ensemble des activités scolaires. Il est donc la manifestation d'une volonté d'offrir à tous les élèves les mêmes bases d'une éducation scolaire : c'est l'objectif de « l'école pour tous » qui figure dans le Préambule de la Constitution de 1946 : « La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement

public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ». Mais il traduit aussi la montée en puissance des préoccupations gestionnaires. Sa mise en place est le résultat d'une longue évolution historique, qui va progressivement unifier les divers niveaux de l'enseignement pour produire un *curriculum* complet, qui organise les parcours scolaires des élèves de l'école maternelle à l'université. Pour la France, cette unification dans un « système coordonné et hiérarchisé » (Marie Duru-Bellat et Agnès van Zanten) commence après la guerre de 1914, sous l'influence d'un groupe d'universitaires anciens combattants (les « Compagnons de l'Université nouvelle »), mais l'intégration de l'enseignement primaire et secondaire n'est effective qu'avec la réforme Fouchet (1963). Ce mouvement, qui s'accompagne de la mise en place d'un appareil administratif très important, est confronté à des évolutions qui viennent contrarier le mouvement d'unification :

- d'une part, les réformes successives du système scolaire ont conduit à plusieurs reprises à des changements d'orientation;

- d'autre part le mouvement de décentralisation a conduit à y associer de plus en plus les collectivités territoriales;

- enfin, il existe en permanence une tendance à la différenciation (par la création de « filières », par la hiérarchisation sociale des types d'enseignement).

Aujourd'hui, les systèmes scolaires sont confrontés à une double demande sociale, celle de la *démocratisation de l'enseignement* et celle de l'efficience, ce qui pose le problème de la cohérence entre les deux objectifs démocratique et méritocratique qui coexistent dans les systèmes d'enseignement des sociétés démocratiques.

→ *Échec scolaire, École inclusive, Éducation (Sociologie de l'), Inflation scolaire, Paradoxe d'Anderson.*

Système social

La place de cette notion en *sociologie* est très problématique : elle relève des nombreuses tentatives (toutes avortées) de définir un objet générique de la sociologie, qui suffirait à justifier l'autonomie épistémologique de cette science. L'expression apparaît au XIX[e] siècle comme une métaphore mécaniste : on parle de système social comme on parle de « système du monde » (Simon de Laplace), et la société est conçue comme un vaste ensemble d'engrenages. Émile Durkheim utilise le terme de « système » dans un sens plus général : « Il convient, jusqu'à un certain point, de considérer la société comme un système intégré de parties reliées entre elles et fonctionnellement indépendantes » : la métaphore organique remplace la métaphore mécaniste. Les grands courants de la sociologie moderne l'ignorent complètement, et seule une partie de la sociologie fonctionnaliste (à la suite de Talcott Parsons) s'y réfère. Dans ce cadre, la notion de système social renvoie à deux idées centrales : il existe une certaine stabilité de l'*ordre social*, qui résulte des processus d'*intégration sociale* à travers les formes multiples de la *socialisation* et de la puissance du *contrôle social*, et il existe un ensemble de fonctions sociales, qui doivent répondre aux *besoins* des individus. L'interdépendance de ces fonctions constitue un *système*. Robert King Merton préfère utiliser le concept de « *structure sociale* » (au singulier) pour désigner la conjonction des « objectifs légitimes proposés par la société à ses membres » et du « contrôle des moyens légitimes pour atteindre ces buts ». De même que la sociologie ne peut être définie naïvement comme « l'étude de la société », elle ne peut renvoyer à un objet tel que le « système social », dont aucun sociologue n'a pu fournir de définition opératoire et heuristique.

→ *Constructivisme social, Fonction latente, Fonction manifeste, Fonctionnalisme, Holisme.*

T

Table de destinée

Tableau à double entrée en pourcentages permettant de connaître la position sociale occupée par les fils en fonction de celle qu'occupaient leurs pères. Par exemple, en 2003, 37 % des fils d'agriculteurs étaient devenus *ouvriers*. Une table de destinée se construit à partir d'une *table de mobilité*.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Table de mobilité

Tableau à double entrée permettant de décrire la position sociale d'une génération d'hommes (généralement pour l'Insee entre 40 et 59 ans) en fonction de la position sociale de leur père. Il y a immobilité sociale si la catégorie sociale du fils est identique à celle de son père. Il y a *mobilité verticale* (ascendante ou descendante) si la catégorie du fils diffère de celle de son père. À partir d'une table de mobilité en données brutes, on peut construire une *table de destinée* et une *table de recrutement*.

→ *Fluidité sociale, Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Table de mortalité

Tableau qui présente, pour une génération fictive de 100 000 personnes, l'*espérance de vie* et la probabilité de décéder à chaque *âge* (ou groupe d'âge), en fonction des *quotients de mortalité par âge* en vigueur à l'époque considérée.

Pour éviter les aléas des données annuelles les tables de mortalité couvrent désormais une période de trois années.

Par exemple, en France métropolitaine, la table de mortalité 2008-2010 faisait apparaître une espérance de vie à 50 ans de 30,32 ans pour les hommes et de 35,97 ans pour les femmes. Le nombre de survivants à 50 ans, pour cette même période, s'élève à 95 790 personnes.

→ *Mortalité différentielle.*

Table de recrutement

Tableau à double entrée en pourcentages permettant de connaître la position sociale qu'occupaient les pères en fonction de celle occupée aujourd'hui par leurs fils. Par exemple, en 2003, 88 % des agriculteurs avaient un père agriculteur. Une table de recrutement se construit à partir d'une *table de mobilité*.

→ *Mobilité sociale, Mobilité sociale intergénérationnelle.*

Tableau croisé

→ *Tableau de contingence.*

Tableau de contingence

Tableau statistique permettant de réaliser le tri croisé d'un ensemble d'individus étudié selon deux variables, quantitatives ou qualitatives (nominales).

Le total des lignes ou des colonnes (appelées marges du tableau) permet de compta-

biliser l'ensemble des individus présentant l'un ou l'autre des caractères étudiés.

Selon Philippe Cibois, ce terme s'emploie surtout dans les milieux de la statistique (mathématiques ou économie). En *sociologie*, c'est plutôt le terme de tableau croisé qui est utilisé. Les *tables de mobilité* sont des tableaux de contingence.

→ *Statistique descriptive.*

Tabou

Terme d'origine mélanésienne qui renvoie à l'idée de *sacré* et à l'idée d'interdiction. Certains aliments sont tabous (il est interdit de les consommer) soit parce qu'ils sont impurs, soit parce qu'il s'agit d'un animal totémique (les membres du *clan* de l'ours ne doivent pas manger d'ours puisque l'ours est leur ancêtre mythique). De même il existe des tabous en matière sexuelle (interdiction des rapports sexuels pendant la grossesse ou la menstruation), des tabous qui concernent le langage (mots interdits), etc. Les tabous dépendent aussi de la situation des *individus* (ce qui est tabou pour un brahmane ne l'est pas pour un intouchable).

→ *Caste, Magie, Mythe, Totémisme.*

Taux d'accroissement naturel

Rapport du *solde naturel* à la population totale moyenne pour une période donnée. Il est en général calculé pour une année et est aussi égal à la différence entre le *taux de natalité* et le *taux de mortalité*.

En 2012, en France le taux d'accroissement naturel était de 3,9 ‰.

Taux de divorce

→ *Taux de divortialité.*

Taux de divortialité

Rapport entre le nombre de *divorces* prononcés au cours d'une période (en général l'année) et la population en milieu de période (ou la population moyenne).

On parle indifféremment de taux de divortialité ou de taux de divorces.

En France, le nombre de divorces pour 1 000 couples mariés était de 4,80 ‰ en 1976 contre 10,89 ‰ en 2010.

On peut également calculer des taux de divorce par durée de *mariage*. Ainsi en 2005, le taux maximal était atteint pour une durée de mariage de 4 ans : 34 divorces pour 1 000 mariages. Il diminue ensuite pour n'être plus que de 11,8 ‰ au bout de 20 ans de mariage et de 5,5 ‰ au bout de 29 ans d'union.

→ *Couple, Famille, Indicateur conjoncturel de divortialité.*

Taux de fécondité

Rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population féminine moyenne en *âge* de procréer (femmes entre 15 et 50 ans).

On peut également calculer des taux de fécondité par âge. Ainsi en France en 2012, le taux de fécondité par âge était maximal pour le groupe d'âge 30-34 ans, avec 13,2 naissances pour 100 femmes.

→ *Descendance finale, Famille, Indicateur conjoncturel de fécondité.*

Taux de nuptialité

Nombre de *mariages* de l'année rapporté à la population totale moyenne de l'année.

On peut calculer le taux de nuptialité par *âge* ou par sexe, et pour une population donnée : taux de primo-nuptialité (taux de premiers mariages), taux de nuptialité des personnes veuves ou divorcées (taux de remariage).

En France, il était de 3,7 ‰ en 2012.

→ *Descendance finale, Famille, Taux de divortialité.*

Taux de mortalité

Rapport entre le nombre de décès de l'année et la population totale moyenne de l'année. Ainsi en France en 2012, le taux de mortalité était de 8,7 ‰.

On calcule également un taux de mortalité infantile : rapport entre le nombre d'enfants décédés à moins d'un an et l'ensemble des enfants nés vivants (en France par exemple, le taux de mortalité infantile s'élevait à 3,5 ‰ en 2012).

On calcule enfin des taux de mortalité par sexe et *âge* : ainsi en France, les taux de mortalité par âge des hommes deviennent supérieurs à ceux des femmes à partir de l'âge de 15 ans, l'écart se creusant avec l'âge.

→ *Espérance de vie, Mortalité différentielle, Solde naturel, Taux d'accroissement naturel, Taux de natalité.*

Taux de mortalité par âge

→ *Taux de mortalité.*

Taux de natalité

Rapport entre le nombre de naissances vivantes de l'année et la population totale moyenne de l'année. Ainsi en France en 2012, le taux de natalité était de 12,6 ‰.

→ *Espérance de vie, Indice conjoncturel de fécondité, Solde naturel, Taux d'accroissement naturel, Taux de mortalité.*

Taux de participation électorale

Mesure la part des inscrits sur une liste électorale qui se déplace pour aller voter lors d'une élection. Le vote blanc ou nul est un vote, avec émargement de la liste électorale. Il est donc comptabilisé comme une participation.

Taux de salaire

Rémunération unitaire du *travail*. Le taux de salaire est un prix alors que le salaire est un revenu.

Pour Karl Marx, expression monétaire de la *valeur d'échange* de la *force de travail*.

→ *Plus-value, Salariat.*

Taux de sondage

Pourcentage de la population totale interrogé lors d'un *sondage d'opinion*. La précision du sondage dépend beaucoup plus du nombre de personnes interrogées que du taux de sondage : en général, en dessous de 1 000 personnes, un *échantillon* ne garantit pas des résultats fiables.

→ *Opinion individuelle, Opinion publique.*

Taux de suicide

Rapport, pour une période donnée, entre le nombre annuel moyen de décès par *suicide*, et la *population* totale en milieu période. Selon l'Insee, avec un taux standardisé global de 14,7 pour 100 000 habitants en 2010, la France se situe dans le groupe des pays à fréquence élevée de suicide (moyenne 10,2 pour 100 000 habitants dans l'UE à 27).

→ *Mortalité différentielle, Suicide altruiste, Suicide anomique, Suicide égoïste, Suicide fataliste, Taux de mortalité.*

Taux de syndicalisation

Rapport entre le nombre de salariés adhérents à un *syndicat* et le nombre total de salariés. Le taux de syndicalisation peut se calculer au niveau d'une *entreprise*, d'une branche professionnelle ou d'un pays pour donner lieu à des comparaisons internationales.

→ *Crise du syndicalisme, Syndicat, Travail (Sociologie du).*

Taux d'urbanisation

Pourcentage d'une population résidant dans l'espace à dominante urbaine, défini par l'*Insee* en 1996 à travers le « Zonage en aires urbaines ». Ce zonage comprend les unités urbaines (au moins 5 000 emplois et au moins 8 000 habitants) et les communes

périurbaines (dont 40 % des actifs travaillent dans les pôles urbains ou dans d'autres communes périurbaines). Au recensement de 1999 en France, le taux d'urbanisation était de 75,6 %. Il atteint 77,5 % en 2007.

→ *Exode rural, Sociologie urbaine, Urbanisation, Ville.*

Taylorisme

Mode d'*organisation du travail* conçu à la fin du XIX[e] siècle par Frederick Winslow Taylor, qui définit de façon rationnelle la meilleure manière de produire (le *one best way*), dans le but d'obtenir le plus haut « rendement » possible.

→ *Fordisme, Néotaylorisme, Nouvelles formes d'organisation du travail, Organisation scientifique du travail, Organisations (Sociologie des), Ouvrier professionnel, Ouvrier spécialisé, Post taylorisme, Toyotisme, Travail (Sociologie du).*

Technocratie

Désigne à la fois un système politique où le *pouvoir* est exercé au nom de la compétence technique (on parle de société technocratique) et la couche sociale qui exerce ce pouvoir (les technocrates). La technocratie apparaît souvent comme une menace pour la *démocratie* dans la mesure où les *citoyens* sont dépossédés de leur pouvoir de faire des choix politiques (dans les domaines économiques, scientifiques, technologiques, etc.). La réflexion sur la montée de la technocratie dans les *sociétés industrielles* et postindustrielles est liée à la question du pouvoir au sein des *entreprises* (« révolution managériale » selon James Burnham, *technostructure* selon John Kenneth Galbraith) et à la question de la *bureaucratie*.

Pierre Bourdieu, par exemple, préconise d'opérer « la reconquête de la démocratie contre la technocratie » et de mettre fin à « la tyrannie des experts ».

→ *Action publique, Démocratie participative, Expertise, Gouvernance, Loi d'airain de l'oligarchie, Organisations (Sociologie des), Révolution managériale, Technostructure.*

Technostructure

Pour John Kenneth Galbraith (*Le nouvel état industriel*, 1967), ensemble des individus qui occupent des fonctions dirigeantes dans les grandes *entreprises* privées et dans les sommets de l'appareil d'État. L'analyse de John Kenneth Galbraith met l'accent sur le fait que ce ne sont plus les propriétaires (actionnaires) qui exercent la réalité du *pouvoir* dans les grandes entreprises mais des managers recrutés sur la base de leurs compétences à gérer des structures administratives complexes et à piloter des projets. Ce type de compétences peut s'exercer dans le secteur public comme dans le secteur privé, d'où les passages d'un secteur à l'autre des membres de la technostructure.

→ *Classe dirigeante, Élite, Technocratie.*

Terrain

Dans les *sciences sociales*, désigne généralement le domaine de la vie sociale qui est constitué en *objet* d'étude, et à partir duquel on essaie de construire des données. Du point de vue méthodologique, la délimitation du terrain précède la définition de l'*objet* de la recherche.

→ *Empirisme, Enquête de terrain, Méthodologie sociologique.*

Territoire

En *sociologie*, le territoire apparaît d'abord comme le lieu des pratiques des acteurs locaux, comme l'espace social de l'action : il est à la fois un ensemble de contraintes (matérielles mais aussi symboliques, comme l'expriment les pratiques de sacralisation de l'espace) et de ressources. De ce

fait, il constitue un enjeu dans les rapports entre groupes voisins, comme le montrent par exemple les mécanismes de la *ségrégation* spatiale (*ghettos*, etc.). Cette définition prolonge en fait celle des géographes comme Roger Brunet : « espace approprié, avec conscience de son appropriation ». Dans une optique anthropologique, le territoire doit répondre à deux nécessités : multiplier les contacts pour assurer un certain nombre de besoins (sécurité, reproduction...) et permettre en même temps une certaine dispersion des individus, ce qui renvoie à la conception d'Émile Durkheim, mettant l'accent sur la relation *densité matérielle/densité morale*. Plus tard, Edward Hall insistera sur « l'expérience de l'espace », et proposera une « anthropologie de l'espace » qui étudierait le système constitué par l'homme et ses « extensions » (habitats, réseaux de communications, etc.). Aujourd'hui, la sociologie insiste sur les différents aspects du territoire : territoires prescrits (par les institutions, les administrations...) ; territoires vécus (à travers les pratiques sociales) ; territoires symboliques (à travers des productions culturelles spécifiques : toponymies, représentations, etc.). L'ensemble est donc complexe : « Milieu, pratiques, représentations et organisation sociopolitique constituent un système dont les parties sont par nature interdépendantes : il s'agit du système territorial » (Hervé Gumuchian). Dans tous les cas, l'essentiel réside dans les rapports des acteurs à leur territoire, car ils jouent un rôle important dans la construction sociale de l'*identité* : tout ancrage spatial apparaît ainsi comme un ancrage social, ce qui conduit certains sociologues et géographes à placer au centre de leurs analyses les processus d'*étiquetage* ou de *stigmatisation* des territoires.

→ *Anthropologie, Discrimination, École de Chicago, Gouvernance, Ségrégation urbaine, Sociologie rurale, Sociologie urbaine.*

Théocratie

Régime politique dans lequel le *pouvoir* est exercé par le clergé (ou par des personnes contrôlées par le clergé) au nom d'une conception religieuse particulière qui est imposée à l'ensemble des *individus*. La théocratie s'oppose donc à la fois à la *démocratie* et à la *laïcité*.

→ *Église, Fondamentalisme, Intégrisme, Radicalisme religieux, Religion.*

Théorème de l'électeur médian

Théorème de la théorie des choix publics selon lequel le candidat ou le parti politique qui désire être élu doit adopter la position de *l'électeur médian*.

Ce théorème permet de rendre compte du rapprochement des programmes électoraux dans le bipartisme. Anthony Downs note ainsi que si deux partis politiques sont chargés de proposer les deux politiques entre lesquelles les individus voteront, et si ces partis cherchent seulement à avoir le plus de voix possibles, alors ils vont tous deux proposer la même politique centriste : celle préférée par l'électeur médian. Avec trois partis et plus, les différences sont plus accusées et les positions extrémistes peuvent être plus avantageuses pour gagner les élections.

→ *Comportement électoral, Électeur rationnel (Théorie de l').*

Théorème de Thomas

« Si les hommes définissent leurs situations comme réelles, elles le sont aussi dans leurs conséquences » (William Isaac Thomas). Cette affirmation constitue un des principes fondamentaux de la sociologie interactionniste, qui accorde une grande place à la notion de *définition de la situation*. Elle a inspiré aussi Robert King Merton, qui la

considérait comme « un théorème essentiel pour les sciences sociales ». Pour lui, « les hommes réagissent non seulement aux caractères objectifs d'une situation, mais aussi, et parfois surtout, à la signification qu'ils donnent à cette situation. Et cette signification, une fois donnée, détermine le comportement qui en résulte avec ses conséquences ». Ce phénomène est à l'origine des « *prophéties auto-réalisatrices* » (encore appelées « *prédictions créatrices* »).
→ *Constructivisme social, Effet Band Wagon, Interactionnisme symbolique.*

Théorie

Ensemble de propositions logiquement articulées entre elles et visant à rendre compte d'une partie du réel. Les théories fournissent des explications causales, des interprétations, des prédictions. Au sens large, le terme théorie désigne un champ de recherche (par exemple la théorie sociologique, la théorie économique). Au sens restreint, une théorie est une posture particulière dans l'étude de l'*objet* (par exemple la théorie marxiste, la théorie durkheimienne). Les théories scientifiques portant sur la réalité empirique sont cohérentes, soumises à des épreuves de corroboration empirique et considérées comme révisables et provisoires.
→ *Causalité, Épistémologie, Heuristique, Hypothético-déductif, Paradigme, Programme de recherche scientifique, Science.*

Théorie à moyenne portée

Terme forgé par Robert King Merton pour refuser à la fois l'*empirisme* et la construction de théories sociales générales difficiles ou impossibles à corroborer sur le plan empirique. Une théorie à moyenne portée est une *théorie* qui porte sur un *objet* limité (théorie du *groupe de référence* par exemple) sans prétendre rendre compte de l'ensemble des *faits sociaux* dans un cadre conceptuel intégré. En anglais *Middle Range Theory* qu'on traduit aussi par « théorie de rang moyen ».
→ *Épistémologie, Méthodologie sociologique.*

Théorie critique

→ *École de Francfort, Sociologie critique.*

Théorie de l'étiquetage

→ *Déviance (Sociologie de la), Étiquetage.*

Théorie de l'homme moyen

Conception d'Adolphe Quételet selon laquelle la *connaissance* sociologique découle du traitement de données statistiques permettant de dégager les caractéristiques moyennes des *individus* de la population étudiée.
→ *Méthodologie sociologique, Sociologie.*

Théorie de l'information

Approche développée dans les années 1940 par Claude Shannon pour optimiser sur le plan technique la *communication* (télégraphe, téléphone). Il s'inspire des travaux de Norbert Wiener (la cybernétique) et de ceux de Alan Turing et John von Neumann (qui débouchent sur la mise au point des premiers ordinateurs). Claude Shannon présente la communication comme un signal émis par un émetteur et reçu par un destinataire par l'intermédiaire d'un canal. Il s'intéresse en particulier aux « bruits » qui sont susceptibles d'affecter la communication. Le processus de communication est donc découpé en une chaîne d'éléments physiques. La théorie de l'information a été utilisée dans les sciences sociales notamment par les approches fonctionnalistes de la communication (par exemple dans les études sur la propagande ou plus généralement sur l'influence des médias).
→ *Communication de masse, Mass media.*

Théorie de la connaissance

→ *Connaissance (Théorie de la).*

Théorie de la reproduction

→ *Reproduction (Théorie de la).*

Théorie de la structuration

Approche proposée par le sociologue britannique Anthony Giddens au milieu des années 1980. Anthony Giddens vise à construire une *théorie* qui se distingue à la fois des approches fonctionnalistes, marxistes ou structuralistes et des approches *herméneutiques*. Il prend acte du « retour du sujet » dans la théorie sociale et de la nécessité de ne pas sombrer dans le *subjectivisme*. Il existe une « dualité du structurel » car le structurel est à la fois une contrainte pour les acteurs et un produit de l'activité de ces derniers : « Selon l'une des propositions principales de la théorie de la structuration, les règles et les ressources utilisées par les acteurs dans la production et la reproduction de leurs actions sont en même temps les moyens de la reproduction du système social concerné : c'est là l'idée même de la dualité du structurel ».

Anthony Giddens met l'accent notamment sur le fait que les *agents* sont compétents et disposent de connaissances sur la vie sociale, sur l'importance de l'étude de la vie quotidienne, sur le rôle central du concept de *pouvoir* en *sciences sociales*.

→ *Constructivisme, Modernité, Relationnisme méthodologique.*

Théorie de la vitre cassée

Décrit le processus qui, à partir d'un acte isolé de dégradation laissée en l'état (une vitre brisée non réparée), va entraîner une montée du sentiment d'insécurité et une augmentation de la *délinquance*. La vitre cassée, si elle n'est pas réparée, est révélatrice de l'abandon d'un lieu. Les dégradations se multiplient : autres vitres brisées, graffitis, etc. La non-réaction des *institutions* chargées du *contrôle social* est un indicateur de l'abandon du lieu, qui devient un point de rencontre sûr pour les différents trafics des *bandes* de délinquants et des *gangs*. Le délabrement des lieux et sa fréquentation par des délinquants, en favorisant le sentiment diffus d'insécurité et d'impunité amène les habitants les plus intégrés à quitter la zone d'habitation, ce qui favorise la constitution de *ghettos*.

→ *Carrière déviante, Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la), Déviance primaire, Déviance secondaire, Incivilité, Tolérance zéro, Violence.*

Théorie des conventions

Théorie économique qui s'est développée dans les années 1980, et qui propose une vision critique :

- de la théorie économique néoclassique : elle n'accorde pas assez de place aux *institutions* et postule une *rationalité* parfaite des acteurs;
- des théories holistes en *sociologie* : elles réduisent abusivement les capacités d'interprétation de l'*acteur social* en situation.

La théorie des conventions cherche à expliquer le comportement des acteurs à partir de deux concepts principaux : celui de *rationalité limitée* (proposé par Herbert Simon), et celui d'incertitude de l'environnement. Dans ces conditions, « l'accord entre individus, même lorsqu'il se limite au contrat d'un échange marchand, n'est pas possible sans un cadre commun, sans une convention constitutive » (Olivier Favereau). La convention permet aux acteurs de coordonner leurs actions malgré l'imperfection de l'information et les limites de leur *rationalité*. Elle constitue donc un « dispositif cognitif collectif » qui découle de trois exigences : il répond à une question pratique, propose un modèle de comportement et augmente la

capacité d'action individuelle. La convention renvoie au social : elle est « l'organisation sociale au travers de laquelle la communauté se dote d'une référence commune, produit une représentation collective extériorisée qui fonde les anticipations individuelles » (André Orléan). En même temps, elle repose sur une interprétation réciproque des acteurs qui essaient de discerner les attentes des autres pour y adapter leur comportement. De ce point de vue, cette théorie se rapproche des théories sociologiques de l'*interaction*. Par ailleurs, les conventions n'existent pas *a priori* : elles sont toujours produites « en situation », pour répondre à un besoin concret; elles renvoient à l'existence d'un « monde de production possible » (Robert Salais). Ce dernier aspect rapproche la théorie des conventions de la théorie des « *régimes d'action* » de Luc Boltanski et Laurent Thévenot. Ce courant théorique bouscule donc les frontières entre économie et *sociologie*. Il a suscité de nombreux débats, chez les économistes orthodoxes mais aussi chez les théoriciens de la régulation : Alain Lipietz y voit un « grand bond en arrière ». Selon lui, la théorie des conventions «:part de la compétition horizontale entre des individus supposés égaux et cherche à rationaliser cette compétition en la rigidifiant autour de quelques conventions, ces structures cognitives inventées dans le passé puis oubliées ». Autrement dit, elle masque derrière cette approche horizontale, les processus verticaux de la *domination*.

→ *Acteur social, Convention, Individualisme méthodologique, Régime d'action, Relationnisme méthodologique, Sociologie pragmatique.*

Théorie des jeux

Analyse théorique fondée dans les années 1940 par Oskar Morgenstern et John von Neumann et prolongée dans les années 1950-60 par John Forbes Nash, Reinhard Selten et John Charles Harsanyi. Pour ces auteurs, des *individus* rationnels prennent en considération, au-delà de leurs intérêts individuels, leurs interactions et les résultats de ces interactions pour déterminer leurs logiques d'actions. La théorie des jeux constitue à ce titre une remise en cause de l'idée que l'optimum social puisse découler de la simple agrégation des comportements individuels rationnels. Lorsque chaque individu détermine ses prises de position en fonction de ses intérêts individuels et de ses anticipations de ceux des autres agents, il n'obtient pas le résultat le plus favorable pour lui et il en va de même pour chaque individu. L'exemple le plus courant de ce type de situation est le *dilemme du prisonnier* où chaque individu à intérêt individuellement à dénoncer son complice, ce qui aboutit à une situation sous-optimale (une condamnation lourde pour les deux protagonistes) alors que leur intérêt aurait été collectivement de se taire pour aboutir à une situation optimale (condamnation légère pour chacun). C'est en cela que cette situation constitue un dilemme, puisque chaque prisonnier a intérêt dénoncer son complice alors que cela produit une situation sous-optimale.

En sociologie, la théorie des jeux a été notamment utilisée dans l'analyse des *négociations collectives* pour monter que les partenaires sociaux peuvent avoir intérêt à développer des stratégies coopératives, notamment en matière de transparence de l'information. Les résultats d'une négociation collective peuvent ainsi aboutir à une situation « gagnant-gagnant ». Ces accords coopératifs vont produire des effets positifs pour chacune des parties prenantes à l'accord, mais aussi pour le *système social* tout entier.

Cependant, la théorie des jeux n'épuise pas l'analyse des relations interindividuelles. En

effet, il convient également d'approfondir l'étude des attentes des individus vis-à-vis des actions des autres. L'étude des *normes sociales* et des *conventions* offre donc un champ d'analyse qui permet de dépasser largement la portée sociologique de la théorie des jeux.

→ *Effet d'agrégation, Individualisme méthodologique, Rationalité limitée.*

Théorie du capital humain

Théorie, développée notamment par Gary Becker, qui consiste à appliquer la notion économique d'investissement à la formation, et qui se situe dans le cadre de l'*individualisme méthodologique*. Dans cette approche, la personne humaine est vue comme un *capital* (constitué par un ensemble de *compétences*) et la formation est conçue comme un investissement susceptible d'accroître ce capital. Il existe donc une « demande d'éducation », au sens économique du terme, qui pourra s'exprimer sur un marché. Cela suppose qu'il y ait donc un coût mesurable de l'éducation, en fonction duquel vont se déterminer les éventuels consommateurs d'éducation. En bonne logique économique, le coût de l'investissement sera amorti par les accroissements de revenus futurs, obtenus grâce à l'augmentation des savoirs et des compétences. La *rationalité* économique impose alors de déterminer les coûts de l'éducation, de façon à pouvoir calculer ensuite des taux de rendement de l'investissement éducatif, selon la formule suivante : $IEn = \Sigma\ DE\ (1 + r)^{-n}$. L'Investissement éducatif (IE) au bout de n années représente la somme des Dépenses annuelles d'éducation (DE), compte tenu du taux d'actualisation (r). On comparera alors ce coût au surplus de revenu attendu, lui aussi actualisé. Les différences de gains proviennent donc des différences de la productivité des *individus*, lesquelles sont accrues par l'investissement en capital humain. Cette théorie prétend donc expliquer rationnellement les inégalités de revenus, et les inégalités d'éducation : le rapport rendement/risque des études longues étant défavorable pour les plus modestes, ils ont « intérêt » à se contenter d'études courtes – et donc de salaires futurs plus bas. L'idée générale selon laquelle l'éducation constitue un investissement est assez largement admise (du point de micro-économique comme du point de vue macroéconomique), mais les conséquences qu'en tirent les partisans de la théorie du capital humain ont été largement critiquées, en particulier parce qu'ils ne prennent en compte ni les externalités positives de l'éducation, ni les conséquences sociales des inégalités d'éducation.

→ *Éducation (Sociologie de l'), Inégalités des chances, Inégalités sociales, Théorie du filtre.*

Théorie du choix rationnel

→ *Choix rationnel (Théorie du).*

Théorie du « feu de camp »

Selon Maurice Halbwachs, la *société* se présente sous la forme d'un ensemble de cercles concentriques disposés autour d'un noyau central, « chaud et vivant », qui représente « la vie sociale la plus intense qu'on puisse se représenter ». Chacun des cercles correspond à une *classe sociale* et chacune de ces classes se définit par la distance qui la sépare du « *feu de camp* ». Les classes les plus proches du centre sont les classes les plus riches et les plus instruites. Elles sont ainsi les plus intégrées à la société. À la périphérie se trouvent les *classes ouvrières* « que leurs fonctions obligent à sortir périodiquement de la société ».

→ *Ségrégation, Stratification sociale.*

Théorie du filtre

Théorie qui vise à expliquer comment fonctionne la sélection des *individus* par le système de formation, à partir de modalités de repérage de leurs qualités naturelles. Dans cette optique, le système éducatif ne modifie pas fondamentalement les *compétences* des individus, et n'accroît pas significativement leurs capacités productives. Il sert simplement à détecter les plus aptes. C'est donc une conception pessimiste de l'éducation, dont les effets positifs ne dépendraient que d'un ensemble de qualités innées. Cette position conduit à nier l'importance des rapports de force dans les inégalités d'éducation, en postulant que les inégalités de réussite sont « naturelles ». Seuls les meilleurs (ou les mieux adaptés) passeront à travers le filtre : à la limite, des tests élaborés pourraient remplacer la formation – cette tendance existe d'ailleurs dans certains usages des tests psychométriques préalables à l'embauche. Cette théorie est proche de la « théorie des attitudes », selon laquelle le *système scolaire* et le système économique sélectionneraient non des capacités, mais des attitudes, telles que le conformisme, l'obéissance, etc. Elle a été fortement critiquée par de nombreux sociologues de l'éducation, et en particulier ceux qui se réclament de la *théorie de la reproduction*.

→ *Éducation (Sociologie de l'), Inégalités des chances, Inégalités sociales, Théorie du capital humain.*

Théorie du script

→ *Script (Théorie du).*

Tiers secteur

Ensemble des *entreprises* de l'économie sociale (marchandes et à but non lucratif). Leur finalité définie par la Charte de l'économie sociale est le « service de l'homme » et leur fonctionnement est démocratique. Le tiers secteur se compose des coopératives, des mutuelles et des associations ayant une activité de production.

→ *Économie sociale, Économie solidaire, Mutuellisme, Socialisme.*

Tolérance zéro

À l'origine, slogan utilisé aux États-Unis, pour caractériser une politique fortement répressive de lutte contre les *incivilités* et la *délinquance*. La justification de cette politique trouve son origine dans la *théorie de la vitre cassée*. La loi française de février 2003 sur l'interdiction de réunion au bas des immeubles est un exemple d'application du principe de tolérance zéro. Cette approche est contestée par la plupart des sociologues spécialistes de la délinquance.

→ *Délinquance juvénile, Déviance (Sociologie de la).*

Totalitarisme

Pour Carl Friedrich les régimes totalitaires présentent les caractéristiques suivantes : une *idéologie* officielle, un parti unique de masse, un contrôle policier basé sur la terreur, le monopole des moyens de *communication de masse* et un contrôle centralisé de l'économie. Le terme totalitarisme est d'origine italienne (*totalitario*) et il est utilisé dès 1923 par les antifascistes italiens. Le fascisme le reprend ensuite à son compte : Benito Mussolini parle de la « féroce volonté totalitaire » de son régime. En Allemagne, le philosophe et juriste nazi Carl Schmitt utilise l'expression « État total ». Mais ce sont surtout les opposants au nazisme, au fascisme et au stalinisme qui vont définir et développer le concept de totalitarisme. Ce *concept* joue alors, notamment après la Seconde Guerre mondiale, un rôle important en science politique. Les opposants au nazisme soulignent que le totalitarisme se caractérise par le refus de la distinction entre sphère publique et sphère

privée et par une volonté d'emprise sur toutes les dimensions de la vie sociale et individuelle. Le totalitarisme repose sur une conception qui privilégie la totalité (race, *État*, classe) par rapport à l'*individu*. Pour Hannah Arendt la mise en place de régimes totalitaires résulte d'une atomisation de la *société* et d'un affaiblissement de la *cohésion sociale* et des corps intermédiaires, ce qui rend les *individus* atomisés vulnérables à la manipulation par la propagande.

La pertinence du concept de totalitarisme n'a cessé d'être discutée. En particulier, de nombreux auteurs contestent l'idée que l'on puisse assimiler au sein de la catégorie des États totalitaires, des systèmes politiques aussi différents que le nazisme et le bolchevisme (y compris dans sa version stalinienne).

Pour George Mosse par exemple : « Entre bolchevisme et fascisme, les différences sont considérables. Le concept de totalitarisme cache ces différences car il regarde le monde exclusivement d'un point de vue libéral ».

→ *Droit de l'Homme, Droits fondamentaux, État, Foule, Idéologie, Masse, Société de masse.*

Totémisme

Conception religieuse et sociale qui repose sur la séparation de la *société* en groupes (*clans* par exemple) et sur une correspondance entre chaque groupe et un animal (plus rarement un végétal ou un phénomène naturel). L'animal auquel est associé chaque groupe est le totem. Il fait généralement l'objet d'un culte. Émile Durkheim et d'autres sociologues ou ethnologues ont considéré le totémisme comme la forme de *religion* la plus élémentaire. Au XX^e^ siècle, ce *concept* a été contesté car il faisait référence à des pratiques sociales trop hétérogènes. Pour Claude Lévi-Strauss, le totémisme est une des manifestations symboliques de la séparation entre la nature et la *culture* et souligne l'importance des activités de classification.

→ *Chamane, Chamanisme, Échange rituel, Religion, Tabou.*

Toyotisme

Forme d'*organisation du travail* (mise au point par Taiichi Ohno, ingénieur chez Toyota) qui, par opposition au *taylorisme* et au *fordisme*, repose sur deux principes : le Kan Ban et l'autonomation.

Le Kan-ban désigne un système de régulation du débit qui est organisé de l'aval (moment du montage de l'automobile) vers l'amont (fabrication des pièces détachées), pour restreindre les stocks intermédiaires et les goulets d'étranglement : chaque poste reçoit une boîte avec des cartes d'instructions (« Kan Ban ») annonçant combien de pièces il faut exactement produire pour les besoins de l'aval (méthode du « juste à temps »).

Le principe d'autonomation (néologisme forgé à partir de la contraction des deux mots autonomie et automation) consiste à doter d'une certaine « autonomie » les machines, afin d'introduire un mécanisme d'auto-arrêt en cas de fonctionnement défectueux. Dans l'industrie textile, l'un des effets de l'autonomation était de permettre à un seul ouvrier de travailler sur une quarantaine de machines à tisser à la fois. Ohno essaie d'appliquer à l'industrie automobile cette méthode.

Cette voie japonaise d'organisation du travail est souvent résumée par une formule célèbre énonçant les cinq résultats recherchés : « zéro stock, zéro délai, zéro panne, zéro défaut, zéro papier ».

→ *Travail (Sociologie du).*

Tradition

Au sens étymologique, désigne l'acte de transmettre. D'un point de vue anthropo-

logique, la tradition est un processus constitutif de toute *culture* : elle suppose une continuité historique et entretient une *mémoire collective*, dont elle réactualise et fait revivre à chaque instant les éléments essentiels. Pour René Alleau, « la tradition est une notion sociologique, relative à un groupe familial, à une classe sociale, à un ensemble professionnel, à une aire géographique [...]. Elle est l'appel que le présent adresse au passé, ou l'héritage par lequel le passé se survit dans le présent; quelle que soit la rapidité avec laquelle elle se constitue parfois, il n'y a pas de tradition dans l'instant ». Mais il y a trois autres sens possibles :

- pour le philosophe René Guénon « il n'y a et ne peut y avoir de véritablement traditionnel que ce qui implique un élément d'un ordre supra-humain » ; dans cette conception, la tradition transmet des *symboles* sacrés ou la parole divine, initialement communiquée aux hommes par la révélation;
- la tradition peut aussi avoir pour fonction la préservation d'un corpus dont la transmission est réservée aux membres d'un groupe fermé, dans le cas des mouvements ésotériques par exemple;
- enfin, la tradition peut désigner un ensemble de *valeurs*, qui renvoie à l'histoire (le plus souvent mythique ou idéalisée) d'un *groupe social* : en ce sens, elle s'oppose à la *modernité*.

→ *Conservatisme, Religion.*

Traduction (Sociologie de la)

Théorie sociologique proposée par Michel Callon et Bruno Latour qui vise à comprendre le *pouvoir* des *sciences* et des techniques dans nos *sociétés*, et la façon dont les champs scientifiques et techniques se stabilisent. Pour eux, les acteurs du champ scientifique traduisent leurs expressions, leurs résultats, leurs préoccupations, leurs controverses pour les rendre accessibles aux autres : « La relation de traduction coordonne les acteurs opérant dans des registres distincts » (Dominique Vinck), elle relie aussi les acteurs humains et non humains (les systèmes techniques, les contextes).

La première étape de la traduction est celle de la problématisation : on définit un territoire, un contenu et un contexte, et on essaie de mobiliser les autres acteurs.

La seconde étape est l'intéressement : le chercheur essaie de stabiliser autour de lui un réseau d'alliances. La recherche implique donc des échanges constants, des négociations, des « déplacements » (des centres d'intérêt, des enjeux, etc.). Au cours de ces processus, les scientifiques produisent de multiples inscriptions (notes, calculs, diagrammes, etc.) qui sont sans cesse traduites d'une forme dans une autre. Pour analyser le travail scientifique, la *science* en train de se faire, il faudra donc suivre les « cascades d'inscriptions et les chaînes de traduction » (Dominique Vinck), il faudra étudier les rôles des intermédiaires, des porte-parole, des traducteurs.

Cette approche théorique a influencé des travaux sur les *réseaux sociaux* de la science, sur les *organisations*, mais son inspiration relativiste a suscité beaucoup de critiques, et en particulier celles de Pierre Bourdieu.

→ *Analyse structurale, Constructivisme, Relativisme, Sciences (Sociologie des).*

Trajectoire militante

Dans l'étude de la *participation politique* et des *mouvements sociaux*, certains sociologues empruntent à Anselm Strauss le concept de trajectoire, c'est-à-dire une conception de l'*action sociale* comme processus permettant d'en gérer le déroulement, de la mettre en forme dans le cadre d'une *interaction* entre la dimension individuelle et le contexte structurel. La trajectoire suppose notamment une succession de phases de

l'action. Le *militantisme* peut donc être étudié comme une trajectoire mettant en évidence l'articulation entre des choix individuels et des engagements (parfois multiples). On peut par exemple constater que le niveau d'engagement des militants varie au cours du temps (ils peuvent par exemple quitter un mouvement politique puis y revenir) ou encore que les modalités d'engagement se modifient : par exemple un même militant peut réduire son engagement dans un parti et l'accroître dans le syndicalisme ou dans une *association*. Les trajectoires militantes peuvent aussi s'articuler à des trajectoires professionnelles (cas des permanents syndicaux ou politiques qui reprennent un travail ou des militants qui deviennent permanents d'une association).

→ *Action collective, Capital social, Carrière militante, Expérience sociale, Identité sociale, Mobilisation sociale, Mouvement social, Socialisation.*

Trajectoire sociale

Désigne le changement de position d'un *individu* ou d'un groupe dans l'espace social. Il peut s'agir d'un mouvement qui s'opère au cours de la vie d'un individu (*mobilité biographique*) ou d'une *génération* à une autre (*mobilité sociale intergénérationnelle*).

Pour Pierre Bourdieu, il existe une interdépendance entre les trajectoires sociales et les *habitus de classe* ou les *habitus individuels*. Par exemple, un *cadre* fils de cadre et un cadre fils d'*ouvrier*, ont la même position sociale mais ne s'inscrivent pas dans la même trajectoire sociale, ce qui a un effet sur leur comportement : les cadres fils d'ouvriers votent plus fréquemment à gauche que les cadres fils de cadres. La trajectoire sociale a aussi un effet sur le devenir social des individus : un ouvrier fils d'indépendant a plus de chances de connaître une mobilité biographique qu'un ouvrier fils d'ouvrier : « Les membres d'une même classe peuvent avoir des dispositions à l'égard de l'avenir, donc des dispositions morales, radicalement différentes selon qu'ils appartiennent à une fraction globalement en ascension ou en déclin; et secondairement, selon qu'ils sont eux-mêmes, en tant que membres d'une lignée d'abord et ensuite en tant qu'individu, en mouvement ascendant ou descendant » (Pierre Bourdieu).

→ *Alternation, Mobilité sociale, Socialisation anticipatrice, Socialisation secondaire, Stratification sociale, Table de mobilité.*

Transition démographique

Période au cours de laquelle une population passe d'un stade démographique traditionnel ou pré-transitionnel (forte natalité, forte mortalité, faible *accroissement naturel*) à un stade démographique moderne ou post-transitionnel (faible natalité, faible mortalité, faible accroissement naturel). Au cours de la transition, la mortalité baisse en général plus tôt et plus vite que la natalité de sorte que l'accroissement naturel augmente et que la croissance de la population s'accélère. La fin de la transition démographique est marquée par un net ralentissement de la croissance démographique et une tendance à la stabilisation de l'effectif de la population (voire à une baisse) et donc par une tendance au vieillissement de la population.

→ *Démographie, Indice conjoncturel de fécondité, Taux d'accroissement naturel, Taux de mortalité, Taux de natalité.*

Trappe à pauvreté

Mécanisme qui enferme les *individus* dans une situation de *pauvreté* du fait des prestations sociales dont ils bénéficient dans une logique d'*assistance*. En effet, la trappe à pauvreté tient à un effet de seuil : au-delà

d'un certain niveau de revenu, les individus perdent des avantages, ce qui les désincite à augmenter leur revenu d'activité. Ils demeurent donc dans une situation de pauvreté.

Cette approche, qui a justifié le passage du *welfare* au *workfare*, est cependant contestée : de nombreuses études ont remis en cause le mécanisme de la trappe à pauvreté. En particulier les allocataires du RSA refusent rarement un emploi, le *travail* n'étant pas uniquement une source de revenu mais aussi un moyen d'*intégration sociale*.

→ *Exclusion sociale, Nouvelle pauvreté, Précarité.*

Travail

Au sens courant, effort, activité pénible. L'étymologie renvoie au latin *tripalium* (instrument de torture). On parle aussi de travail à propos de l'accouchement et des douleurs qui l'accompagnent. Progressivement, avec l'essor de la *modernité*, le sens du mot travail évolue :

- il apparaît d'une part comme un devoir : concept de Beruf chez Luther sur lequel Max Weber met l'accent à propos de l'*esprit du capitalisme*;
- il apparaît d'autre part, notamment chez Adam Smith et chez Karl Marx comme une activité productrice, une transformation de la nature qui permet d'accroître la quantité de biens et de services mis à la disposition des *individus*;
- enfin, notamment chez Émile Durkheim, le travail joue un rôle essentiel dans la construction du *lien social*, comme de l'*identité* personnelle.

Les sociétés modernes (et notamment les *sociétés industrielles*) sont des « sociétés fondées sur le travail » (Jürgen Habermas). Le travail n'est donc pas seulement une activité, c'est aussi une *valeur* centrale des sociétés modernes. À la fin du XX^e^ siècle des auteurs comme André Gorz, Jürgen Habermas, Jeremy Rifkin ou Dominique Méda s'interrogent sur la place du travail dans nos sociétés modernes. Pour ces auteurs, les changements technologiques, la montée du chômage et de l'*exclusion* remettraient en cause la centralité du travail. On assisterait donc à la « fin du travail », le travail serait « une valeur en voie de disparition ». Ces thèses sont contestées par des auteurs se réclamant du marxisme (comme Jacques Bidet) qui considèrent que le travail est une catégorie ontologique fondamentale dans l'espèce humaine.

Dominique Schnapper, pour sa part, souligne qu'en dépit des évolutions économiques et sociales, le travail reste le vecteur essentiel de l'*intégration sociale*.

→ *Division du travail, Marxisme, Profession, Travail (Sociologie du).*

Travail (Sociologie du)

A pour objet la place du *travail* dans la *société*, en particulier l'*organisation du travail* et le rapport au travail des *individus*.

Au début du XX^e^ siècle aux États-Unis, une sociologie du travail se constitue, notamment avec l'*École des relations humaines*. Le but est principalement l'amélioration de la productivité. En France, pour Georges Friedmann et Pierre Naville, il s'agit de « l'étude, sous ses divers aspects, de toutes les collectivités humaines qui se constituent à l'occasion du travail ». Georges Friedmann présente dans les années 1950 une *sociologie* centrée sur le rapport entre l'homme et la production. Il analyse les incidences de l'évolution de la technique sur le travail. La complexification du système productif réduit le travail des *ouvriers* à de simples tâches d'exécution : c'est le

« travail en miettes », déqualifié et qui n'a plus de sens. L'organisation du travail doit donc se recomposer par un *enrichissement de tâches* ou une rotation des postes. Pierre Naville analyse les relations entre le *mode de production* et les *rapports sociaux* : « L'évolution technique est insérée dans une structure sociale ». Ainsi, l'automatisation des processus de production (l'automation), sépare l'organisation technique et l'activité humaine, « rendant difficile l'adaptation vivante de la collectivité ouvrière au milieu technique ». La sociologie du travail connaît ensuite un fort développement dans les années 1960 autour de thèmes proches de l'organisation ou de la *qualification* du travail. Alain Touraine, dans son étude sur le travail ouvrier aux usines Renault, modère les effets négatifs de l'automatisation (la déqualification de l'homme au profit de celle du poste de travail) en mettant en avant la reprise de contrôle possible de l'organisation du procès de production par le travailleur. Il distingue trois phases dans l'évolution du travail :

- la phase A, caractérisée par le travail professionnel des ouvriers et un syndicalisme de métier;

- la phase B, caractérisée par la décomposition de l'ancien système. Le travail à la chaîne et la présence à la fois d'ouvriers spécialisés et d'ouvriers de métier dans le procès de production permet l'apparition d'une conscience de classe;

- la phase C, où les travailleurs n'ont plus d'action directe sur la matière, mais des tâches de surveillance et de contrôle. Le syndicalisme ne se manifeste qu'à travers la lutte des groupes d'intérêts. C'est donc « la situation de travail » qui permet d'analyser les comportements et les actions des ouvriers. Les auteurs du Tavistock Institute, autour de Joan Woodward, mettent en avant la contrainte technique sur la coordination du travail. Ils proposent, pour dépasser cette contrainte, un enrichissement des tâches rendu possible par un travail plus flexible.

Les sociologues de l'École de Cambridge, autour de John Goldthorpe, montrent que ce qui explique l'attitude des ouvriers est davantage lié à leur parcours professionnel ou leur situation familiale qu'à leur situation de travail. À partir des années 1980, la sociologie du travail connaît une diversification des objets de recherche : les *professions*, l'*entreprise*, l'emploi et le chômage. Cela rend de plus en plus floues les frontières entre la sociologie des organisations, de l'entreprise, des professions et du travail.

→ *Autogestion, Convention collective, Fordisme, Identité au travail, Négociation collective, Nouvelles formes d'organisation du travail, Organisation scientifique du travail, Organisations (Sociologie des), Paritarisme, Relations professionnelles, Syndicat, Toyotisme.*

Travail décent

Traduction de *decent work*, terme proposé par le Bureau international du travail (BIT) à la fin des années 1990 pour mesurer la qualité de l'emploi dans le monde à travers plusieurs indicateurs (la santé, la sécurité au travail et les conditions de travail, les rémunérations, le temps de travail et la conciliation vie professionnelle et vie familiale, la sécurité de l'emploi et la protection sociale, le dialogue social et la représentation collective, la formation tout au long de la vie). En Europe la qualité de l'emploi est mesurée par les indicateurs de Laeken.

→ *Désaffiliation, Travail, Travailleurs pauvres.*

Travailleurs pauvres *(working poor)*

Personne active et qui, cependant, vit au sein d'un *ménage* pauvre c'est-à-dire dont le niveau de vie par *unité de consommation* est inférieur au *seuil de pauvreté*. Pour

l'Insee une personne est classée parmi les travailleurs lorsqu'elle s'est déclarée active (ayant un emploi ou au chômage) six mois ou plus dans l'année, dont au moins un mois en emploi.

→ *Désaffiliation, Exclusion sociale, Pauvreté, Précarité, Trappe à pauvreté, Travail.*

Trou structural

Dans l'*analyse structurale* des *réseaux sociaux*, un trou structural est un vide entre deux contacts non redondants : si A est lié à B et à D et B à C et à D, il y a un trou structural entre D et C (il n'y a aucun lien direct entre D et C). Par ailleurs, A n'a pas besoin d'un lien direct avec C : ce serait un lien redondant, car la relation lui est déjà fournie par l'intermédiaire de B. La théorie des graphes permet de montrer que plus un réseau personnel compte de trous structuraux, plus il est efficace pour produire du *capital social*, alors que les liens forts (ceux qui comptent de nombreuses redondances) ont tendance à isoler, en refermant le réseau relationnel : par exemple, on a plus de chances de trouver du travail par son réseau de relations si les liens sont faibles (les personnes du réseau ne se connaissent pas entre elles, elles ont donc des informations provenant de milieux très divers) que si les liens sont forts (si tout le monde se connaît, tout le monde dispose à peu près des mêmes informations). C'est ce que Mark Granovetter, un des fondateurs de ce courant d'analyse dans les années 1970, a appelé « la force des *liens faibles* » : ce sont pour lui des « instruments indispensables aux individus pour saisir certaines opportunités qui s'offrent à eux, ainsi que pour leur intégration au sein de la communauté ».

→ *Analyse des réseaux sociaux.*

Two Step Flow

Analyse proposée par Paul Lazarsfeld selon laquelle il n'y a pas d'*influence* directe des médias sur l'opinion. Cette influence s'exerce en réalité par l'intermédiaire de *leaders d'opinion* et se déroule donc en deux étapes : des médias aux leaders d'opinion puis de ces derniers aux *individus* avec lesquels ils sont en contact.

→ *Opinion publique, Sociologie électorale.*

Type idéal

→ *Idéal-type.*

Typification

Activité qui conduit l'*acteur social* à construire ou à s'approprier des types idéaux afin d'orienter son propre comportement dans le monde matériel comme dans le monde social.

Selon Alfred Schütz, le monde est constitué d'*objets* singuliers que nous ne pouvons jamais saisir en totalité dans ce qu'ils ont de particulier. Par exemple, si nous voyons un chien appartenant à une race que nous n'avons jamais rencontré jusque-là, nous le classerons dans le type « chien », le distinguant ainsi d'un chat. Il en va de même dans la vie sociale, chaque *individu* est un tout complexe que nous allons typifier. Par exemple en nous adressant à tel individu en tant que professeur, nous ne prenons pas en compte de larges aspects de sa personnalité (il est peut-être aussi sportif ou artiste peintre, etc.). La typification nous permet de préciser les comportements attendus d'autrui et de déterminer nos propres comportements. Alfred Schütz donne l'exemple suivant : lorsque je glisse une enveloppe dans une boîte aux lettres je m'attends à ce qu'un agent typique du service postal relève la boite aux lettres et qu'un ensemble d'autres agents acheminent mon courrier jusqu'au destinataire dans un délai typique. L'activité de typification joue donc un rôle essentiel dans le déroulement de la vie sociale tel qu'il est interprété d'un point de

vue phénoménologique. La prise en compte de la typification permet d'insister sur l'importance du comportement d'interprétation de l'acteur qui ne se contente pas d'enregistrer passivement les données du réel mais qui contribue à la *construction sociale* de la *réalité*.
→ *Agent, Phénoménologie, Sujet.*

Typologie

Ensemble de catégories qui permet de réaliser un classement. Par exemple, Émile Durkheim propose une typologie des *suicides* (*suicide anomique*, *suicide altruiste*, *suicide égoïste*, *suicide fataliste*). Max Weber propose une typologie des formes de légitimité (*légitimité traditionnelle*, *légitimité charismatique*, *légitimité légale rationnelle*). Selon Didier Demazière et Claude Dubar la démarche typologique consiste à « mettre de l'ordre dans les matériaux recueillis, les classer selon des critères pertinents, trouver des variables cachées qui expliquent les variations des différentes dimensions observables ». Pour Dominique Schnapper l'analyse typologique est un instrument privilégié de la compréhension sociologique.
→ *Méthodologie sociologique, Sociologie, Sociologie compréhensive, Type-idéal.*

Tyrannie de la majorité

Chez Alexis de Tocqueville, caractéristique d'une *société démocratique* dans laquelle un *parti politique* concentre entre ses mains la totalité des *pouvoirs*. « Aux États-Unis, quand une fois un parti est devenu dominant, toute la puissance publique passe dans ses mains; ses amis particuliers occupent tous les emplois et disposent de toutes les forces organisées ». Ainsi, un parti majoritaire, porté démocratiquement au pouvoir, peut se comporter à l'identique d'un tyran vis-à-vis des autres partis : « Si on convient qu'une nation peut être tyrannique envers une autre nation, comment nier qu'un parti puisse l'être envers un autre parti ? ».
Il s'agit là, pour Tocqueville, d'une des pires dérives des sociétés démocratiques. Les hommes des partis d'opposition qui n'ont pas accès au pouvoir, doivent trouver dans les *associations*, « les corps secondaires », le moyen de s'opposer aux dérives despotiques de l'exercice majoritaire du pouvoir. Le droit d'association doit donc constituer la principale garantie pour limiter les abus de pouvoir.
L'expression tyrannie de la majorité renvoie également à une autre approche présentée de façon plus favorable par certains courants de la sociologie politique contemporaine. Dans les sociétés d'Ancien Régime, le tyran exerce son pouvoir sur le peuple; en démocratie, le peuple est en mesure d'exercer son pouvoir sur ceux qu'il a choisi pour gouverner, notamment en les révoquant. Tout se passe comme si le peuple majoritaire était en mesure d'exercer une forme de tyrannie sur la minorité au pouvoir.
→ *Despotisme démocratique, Loi d'airain de l'oligarchie, Système partisan.*

U

Ultramontanisme

Au sein du catholicisme français, position selon laquelle le Pape dispose de pouvoirs très étendus (la nomination des évêques par exemple). Dans cette perspective, les catholiques doivent d'abord fidélité au Pape et ce dernier peut légitimement intervenir dans les affaires intérieures d'un État au nom de l'intérêt supérieur de la *religion*.

Underclass

Pour le sociologue américain, William Julius Wilson, minorités pauvres, essentiellement composées de noirs, dans les grandes métropoles américaines. Ce terme que l'on compare parfois au terme marxiste de *lumpen prolétariat* sert à désigner la frange inférieure de la classe populaire. À partir des années 1980, ce terme est utilisé dans la sociologie américaine pour décrire à la fois la *pauvreté* et la *délinquance* liées à la marginalisation des populations les plus défavorisées. Ce terme étant souvent associé dans l'opinion à des stéréotypes liés à la délinquance des noirs américains, Wilson va progressivement l'abandonner au profit de celui de « pauvreté de ghetto ». Cette dernière étant caractérisée par la vie dans les squats et l'isolement social par rapport aux populations blanches.

→ *Catégories populaires, Discrimination, Discrimination négative, Ethnicisation, Ségrégation, Ségrégation urbaine.*

Uniformisation culturelle

Processus d'homogénéisation des *pratiques culturelles* et des productions culturelles dû notamment à la mondialisation. Dans ce cadre d'analyse la *mondialisation culturelle* s'apparente donc à une occidentalisation du monde qui se traduit par la disparition de langues et de dialectes, la prééminence des biens culturels états-uniens, la consommation de produits culturels identiques et la disparition de *traditions* locales etc. Cependant, ce constat doit être relativisé car la mondialisation produit aussi de la *diversité culturelle* par la réinterprétation des objets culturels mondiaux. Par exemple McDonald's adapte ses menus aux traditions culinaires de chaque pays et propose un hamburger sans bœuf à ses clients indiens. De même on assiste à un développement de la world music, et les pays du sud jouent un rôle important dans la production cinématographique mondiale.

→ *Acculturation, Cultural studies, Culture (Sociologie de la), Culture de masse, Déculturation, Ethnocide, Misérabilisme, Populisme, Réception (Sociologie de la).*

Union libre

→ *Concubinage.*

Unité de consommation

Pour l'Insee, système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre d'un *ménage*, et permettant de comparer les

niveaux de vie de ménages de taille et de composition différentes. Cette pondération de la composition du ménage est exprimée en un nombre d'unités de consommation. Il existe plusieurs échelles de pondération, comme par exemple l'*échelle d'Oxford*, où celle de l'OCDE qui est la plus communément utilisée. Elle retient la pondération suivante :

- 1 unité de consommation pour le premier adulte du ménage;
- 0,5 unité de consommation pour les autres adultes de plus de 14 ans;
- 0,3 unité de consommation pour les enfants de moins de 14 ans.

Lorsque l'on veut appréhender les *besoins* de consommation d'un ménage, il faut considérer que ceux-ci n'augmentent pas proportionnellement avec le nombre d'*individus* le composant, notamment en ce qui concerne les biens de consommation durables. L'arrivée d'un enfant dans un ménage ne se traduit en général pas par l'achat d'un réfrigérateur supplémentaire par exemple.

→ *Consommation (Sociologie de la), Seuil de pauvreté.*

Universalisme

En *épistémologie*, conception selon laquelle les énoncés scientifiques doivent avoir une portée universelle. Si le principe est admis sans grande difficulté pour les *sciences* de la nature (la loi de la gravitation ou les principes de la génétique sont universels), son application en *sciences sociales* pose problème. De nombreux chercheurs considèrent en effet que les énoncés scientifiques en sciences sociales ne sont valables que dans un contexte particulier (un *mode de production*, une époque historique, etc.). Mais une telle posture ne conduit pas nécessairement au *relativisme* épistémologique, elle ne signifie pas que tous les énoncés se valent. Sur le plan politique, l'universalisme considère qu'il existe des *valeurs* ou des principes d'organisation qui sont universellement valables (par exemple la *démocratie*, les *droits de l'Homme*, etc.). L'universalisme s'oppose donc au relativisme et au *communautarisme*.

→ *Individualisme universaliste.*

Urbanisation

Désigne à la fois l'accroissement du nombre et de la taille des villes et l'augmentation continue du pourcentage d'urbains dans la population totale.

Ce *concept* trouve son origine dans la géographie, et de ce fait privilégie les caractéristiques spatiales du mode d'habitat. Le phénomène s'accompagne d'un ensemble de transformations sociales, qui font de la ville un « laboratoire social » : c'est ce qui a amené les sociologues à s'y intéresser. L'urbanisation se traduit par un accroissement de la distance sociale entre les *individus*, des modifications des formes de *sociabilité* et du *lien social*, de l'*anomie* et de la *déviance* et l'inscription des *discriminations* sociales dans l'espace urbain. L'urbanisation change de forme au cours de son développement : *périurbanisation* et *rurbanisation* en sont les deux manifestations les plus récentes.

→ *École de Chicago, Écologie urbaine, Sociologie urbaine, Taux d'urbanisation, Ville.*

Utilitarisme

Doctrine fondée notamment par Jeremy Bentham selon laquelle on doit se fixer comme objectif le plus grand bonheur du plus grand nombre. Dans cette perspective, les problèmes sociaux sont analysés sous l'angle d'une arithmétique des plaisirs et des peines et les *acteurs sociaux* sont supposés rechercher la maximisation de leur satisfaction.

→ *Individualisme méthodologique, Justice sociale.*

Utilitarisme de l'acte

L'utilitarisme de l'acte est une version de l'*utilitarisme* selon laquelle on doit juger chaque acte (par exemple créer une entreprise) en fonction de sa contribution au plus grand bonheur de l'humanité.

La distinction entre utilitarisme de l'acte et *utilitarisme de la règle* est parfois contestée.

→ *Conséquentialisme, Justice sociale.*

Utilitarisme de la règle

L'utilitarisme de la règle est une version de l'*utilitarisme* selon laquelle on doit juger les règles que se fixe la société (par exemple le respect des contrats) et non directement les actes en eux-mêmes. La société sera donc juste (ou morale) si elle est régie par des règles justes (au sens utilitariste).

La distinction entre *utilitarisme de l'acte* et utilitarisme de la règle est parfois contestée.

→ *Conséquentialisme, Justice sociale.*

Utopie

Étymologiquement : « Lieu qui n'existe pas ». Titre d'un livre de Thomas More (paru en 1518) qui critiquait vivement les conditions de vie des travailleurs agricoles de son époque et décrivait une *société* socialiste et démocratique.

De façon générale, une utopie est la description d'une *société* idéale. Karl Marx et Friedrich Engels ont utilisé le terme de façon péjorative en opposant leur *socialisme scientifique* au *socialisme utopique* auquel ils contestaient toute efficacité politique. Karl Mannheim au contraire a une conception positive de ce terme en opposant l'utopie (libératrice) à l'*idéologie* (aliénante).

Uxorilocale

On parle de résidence uxorilocale lorsque, dès le *mariage*, la nouvelle *famille* réside dans une maison proche de celle de la mère.

→ *Matrilocale, Néolocale, Uxorilocale, Virilocale.*

V

Valeur d'échange

Chez Karl Marx, elle apparaît « comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu ». La valeur d'échange est la mesure de la valeur de la *marchandise* : par exemple un quarteron de froment équivaut à x kilogrammes de fer.

Chez Karl Marx, la valeur d'échange est déterminée par la théorie de la valeur travail : le rapport d'échange entre deux marchandises dépend du temps de *travail* socialement nécessaire pour produire chacune d'elles.

→ *Échange marchand, Exploitation, Fétichisme de la marchandise, Plus-value, Valeur d'usage.*

Valeur d'usage

Chez Karl Marx, propriété de la *marchandise* qui provient de son utilité : elle « satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce ». Un bien peut être une valeur d'usage sans être une *valeur d'échange* : c'est le cas de la lumière du soleil, de l'air… En effet, ces biens ne sont pas produits par du *travail*.

→ *Exploitation, Fétichisme de la marchandise, Force de travail, Plus-value.*

Valeurs

Idéaux collectifs d'une *société*, représentant ce qui est de l'ordre du désirable et qui influencent les actions des *individus*. Les valeurs forment un *système* dans lequel elles sont hiérarchisées.

→ *Norme, Rapport aux valeurs, Rationalité.*

Valeurs postmatérialistes

Concept proposé notamment par le sociologue Ronald Inglehart. Il considère que, dans les *sociétés* développées, les *besoins* matériels sont pour l'essentiel satisfaits et les *individus* peuvent ainsi accorder une importance croissante aux *valeurs* concernant l'épanouissement personnel, la liberté, l'égalité. On parle parfois d'un *libéralisme culturel* qui pousse les individus à combattre le *racisme* et la *xénophobie*, à se montrer tolérants face à la diversité des conceptions de la *famille*, à refuser la peine de mort, etc. Si la thèse de la satisfaction des besoins matériels peut être contestée, de nombreux travaux (notamment en sociologie électorale ou relatifs à la sociologie des *mouvements sociaux*) soulignent la pertinence de la référence aux valeurs postmatérialistes pour rendre compte d'un certain nombre de *faits sociaux* contemporains.

→ *Nouveaux mouvements sociaux.*

Variables lourdes du comportement électoral

Ensemble des variables sociodémographiques (*catégorie socioprofessionnelle*, appartenance religieuse, *âge*, *genre*, niveau de revenu, de patrimoine…) qui influencent le

vote des individus. Pour Nonna Mayer et Daniel Boy, on assisterait à un « déclin limité » de ces variables lourdes comme élément explicatif du vote marqué notamment d'un recul du *vote de classe* et un basculement vers le *vote sur enjeu*. En particulier, le degré d'intégration dans une communauté religieuse reste un élément décisif du choix électoral.

→ *Culture politique, Effet d'âge, effet de génération, Parti politique, Socialisation politique.*

Variance

Moyenne arithmétique des carrés des écarts entre les valeurs d'une série statistique et la moyenne arithmétique de ces valeurs. La variance permet le calcul de l'*écart-type*.

Variance de rôle

Différence dans la façon dont un *individu* peut exercer un *rôle* social. Il y a plusieurs manières possibles d'exercer un rôle. Par exemple, le comportement d'un fonctionnaire de police ne sera pas le même selon qu'il a à faire à un supérieur hiérarchique, à un délinquant ou à une victime.

Raymond Boudon utilise le concept de variance de rôle pour critiquer la conception déterministe du rôle. Pour lui, chaque individu dispose d'une marge de liberté pour choisir la façon dont il va exercer ses divers rôles sociaux.

→ *Socialisation, Statut.*

Variations concomitantes

→ *Méthode des variations concomitantes.*

Vérificationnisme

Conception épistémologique selon laquelle la *vérité* d'un énoncé doit être établie sur la base d'une vérification des hypothèses formulées. Cette conception repose sur une approche inductiviste de la production des *connaissances*. Karl Popper a montré (à partir du problème de l'*induction* formulé par David Hume) qu'il y avait une impossibilité logique à la vérification des hypothèses. Pour lui, seul le *réfutationnisme* peut servir de critère de démarcation entre discours scientifique et discours non scientifique.

→ *Épistémologie, Inductivisme.*

Vérité

Un énoncé est vrai (il a une valeur de vérité) lorsqu'il est conforme à la réalité objective (vérité correspondance) ou lorsqu'il est cohérent avec d'autres énoncés au sein d'un discours ou d'une *théorie* (vérité cohérence). La production d'énoncés vrais est l'idéal régulateur de l'activité scientifique.

→ *Champ scientifique, Épistémologie, Objectivité, Réfutationnisme, Sciences (Sociologie des), Vérificationnisme, Vigilance épistémologique.*

Vieillesse

Au sens courant, période de vie qui succède à l'âge adulte.

La « sociologie de la vieillesse » s'appuie sur le fait que l'*âge* est une construction sociale qui évolue au cours de l'histoire et qui varie selon les contextes sociaux.

Philippe Ariès montre ainsi qu'à chaque époque de l'histoire il existe un âge privilégié et une périodisation particulière de la vie humaine. Il met notamment en évidence le fait que, si le terme de vieillesse a aujourd'hui disparu du langage parlé, ou est utilisé dans un sens péjoratif ou méprisant, jusqu'au XIX^{e} siècle, le vieillard est rare et respecté. Il représente la sagesse, c'est un patriarche à l'expérience précieuse ! De nos jours, le vieillard a disparu; on parle d'homme mûr, de personnes bien conservées pour leur âge… Ces variations d'un siècle à l'autre dépendent, selon Philippe

Ariès, des rapports démographiques. Elles témoignent de l'interprétation naïve que l'opinion donne, à chaque époque, de sa structure démographique, alors qu'elle ne pouvait pas toujours la connaître objectivement.

Selon Henri Mendras, avec l'augmentation de l'*espérance de vie*, on assiste à l'apparition d'une nouvelle catégorie sociale jouant un rôle important dans la *société*. L'abaissement de l'âge légal de la retraite, le développement du système de *protection sociale* et les progrès médicaux ont conduit à une amélioration de la santé des retraités. Ils ont tendance à s'installer à la campagne et dans les petites villes et sont ainsi un facteur de revitalisation du milieu rural. Ils disposent par ailleurs de temps et participent ainsi à l'économie informelle sous toutes ses formes : travaux domestiques, jardinage, bricolage, services rendus, etc. Bénéficiant d'un revenu assuré et comparable à celui des individus de leur *catégorie sociale*, les retraités sont plus riches parce qu'ils n'ont plus de prêts à rembourser, qu'ils sont équipés et qu'ils détiennent un patrimoine. Ils représentent donc une clientèle très active sur certains marchés notamment l'immobilier, le tourisme et les consommations alimentaires. Cette nouvelle « *classe de loisirs* » va inventer des *modes de vie* nouveaux et jouer un rôle déterminant pour l'avenir de la société française. Selon Henri Mendras, ceux qui arrivent en effet aujourd'hui à l'âge de la retraite ont été élevés dans une période de pénurie (guerre ou après-guerre), mais leur vie professionnelle a coïncidé avec les « Trente glorieuses », ils ont donc pris des habitudes et acquis les savoir-faire sociaux de la société actuelle. Quand la *génération* du *baby-boom* et de 68 arrivera à l'âge de la retraite, elle aura fait un apprentissage du loisir et de la culture au cours de sa jeunesse. Ces « nouveaux retraités » vont prendre des responsabilités et des fonctions dans les associations culturelles, religieuses et civiques, notamment dans les municipalités. Ils peuvent ainsi conserver ou reprendre place dans l'économie marchande et l'économie sociale. Ils jouent également un rôle essentiel dans le renforcement et l'activité de la *parentèle*. De la même façon, Anne-Marie Guillemard met en évidence le fait que la question du *vieillissement démographique* affecte la société entière, dans toutes ses dimensions : « Nos façons de travailler, de répartir les temps sociaux sur le parcours de la vie, de couvrir les risques sociaux, de concevoir les identités de chaque âge et les rapports entre les générations sont profondément transformées par le vieillissement de la population ».

→ *Âge, Âge (Sociologie de l').*

Vieillissement démographique (ou vieillissement d'une population)

Augmentation de la part des personnes âgées au sein de cette population. Ce phénomène a deux origines, d'une part l'augmentation de l'*espérance de vie* qui traduit un vieillissement par le haut de la pyramide des âges et d'autre part la baisse de la fécondité qui, en diminuant le nombre de jeunes dans la population, traduit un vieillissement par le bas de la pyramide des âges. Ces deux sources du vieillissement peuvent ne pas être associées dans le processus. Ainsi à fécondité constante, un pays qui verrait l'espérance de vie de sa population s'accroître connaîtrait uniquement un vieillissement par le haut, et inversement à espérance de vie constante, un pays dans lequel la fécondité déclinerait, connaîtrait uniquement un vieillissement par le bas.

→ *Effet d'âge, Âge (Sociologie de l').*

Vigilance épistémologique

Selon Gaston Bachelard, attitude que doit adopter le chercheur dans la conduite de ses investigations scientifiques. La vigilance épistémologique porte notamment sur la définition des *concepts*, le choix du vocabulaire, les techniques de recherche utilisées, etc. Le chercheur doit donc adopter une attitude réflexive et exercer une critique épistémologique de sa propre démarche. Selon Pierre Bourdieu, cette vigilance est particulièrement importante en *sociologie* où l'on risque en permanence de se voir imposer une problématique ou une définition véhiculée par le vocabulaire courant et le *sens commun*.

→ *Attracteur idéologique, Coupure épistémologique, Épistémologie, Épistémologie concordataire, Obstacle épistémologique.*

Ville

Au sens le plus général, ensemble d'habitations regroupées dans un espace réduit et structuré; la continuité du bâti permet de parler « d'agglomération ». La ville est pour la *sociologie* avant tout un milieu social, caractérisé par des modes complexes d'organisation de groupes humains de taille importante. Dès l'Antiquité, les philosophes établissent des liens multiples entre la ville, espace délimité autant par sa géographie (les murs d'enceinte) que par ses règles sociales (fondements de « l'urbanité », lieu fondamental de la *citoyenneté*), et la *civilisation*. Les noms d'*institutions* (l'agora : assemblée) deviennent des noms de lieux (l'agora, place où l'on se rassemble). Au XVII[e] siècle, elle est conçue comme l'expression même du *pouvoir* et de la puissance : selon Giovanni Botero, dans son traité sur la grandeur des villes, « on nomme grandeur d'une ville non point l'étendue du site et la longueur de son enceinte, mais le nombre de ses habitants, ainsi que leur puissance ». Bien plus qu'un espace, la ville est un modèle, elle produit des *normes* sociales et culturelles. Cette thématique se retrouve dans de très nombreux travaux.

Pour Georg Simmel, elle est la principale responsable de la crise des individualités.

Pour Henri Lefebvre, la ville est « un niveau spécifique de la réalité sociale »; elle est le support de la « société urbaine », fondée sur la « valeur d'usage » et elle peut être définie comme « la projection de la société sur le terrain ».

Pour l'*École de Chicago*, elle est le déterminant principal des comportements sociaux, à travers la distribution spatiale des *communautés* : pour Robert Park, Ernest Burgess, Roderick McKenzie, la ville de Chicago constitue le « laboratoire social » par excellence, elle est à la fois modèle spatial et ordre moral.

Pour les urbanistes, la ville est, en même temps, ensemble de fonctions et ensemble de signes, qui suppose pour le comprendre un mode d'analyse particulier : la sémiologie urbaine, sous sa forme profane (celle du résident qui donne sens à sa pratique de l'espace urbain), et sous sa forme savante (celle de l'urbaniste, de l'aménageur et du chercheur).

→ *Écologie urbaine, Sociologie urbaine, Taux d'urbanisation, Urbanisation.*

Violence

Au sens courant, caractérise l'usage de la force physique (brutalité, crime, etc.) ou mentale (harcèlement, violence psychologique ou verbale, etc.) afin d'imposer sa propre volonté contre celle d'autrui. La violence peut être le fait d'un *individu* ou d'un groupe. On distingue la violence qui vise les personnes de celle qui a pour but l'appropriation des biens convoités. Son aspect objectif (nombre de crimes, victimes d'une

guerre...) est difficile à isoler car la violence comporte une large composante subjective. Par exemple l'utilisation d'un terme grossier peut être considérée comme une agression, une *incivilité* par certains individus, ou s'inscrire dans le déroulement normal de l'*interaction*. En *sociologie* la violence peut tout d'abord s'expliquer par des situations anomiques. Pour Émile Durkheim la violence, à travers le crime, est un *fait social* normal. Son aspect *pathologique* (augmentation des taux de criminalité) exprime par contre une crise du *lien social*. Dans une approche fonctionnaliste, Lewis A. Coser propose d'expliquer la violence en termes de *frustration relative* (inadéquation entre les buts socialement valorisés et les moyens d'y parvenir). Il distingue trois fonctions de la violence :

- la réalisation de soi : c'est le moyen pour les opprimés de retrouver leur dignité (révolution), ou le moyen pour des jeunes défavorisés d'accéder à une forme de réussite sociale (*délinquance juvénile*) ;

- une fonction de signal du danger : mise en évidence d'une dysfonction sociale, d'un état pathologique qui met en péril la *cohésion sociale* (mouvement chartiste en Angleterre au XIX^e siècle, mouvement pour les droits civiques dans les années 1960 aux États-Unis) ;

- une fonction de catalyseur : l'usage de la violence a un impact sur ceux qui ne participent pas au *conflit* (sensibilisation de l'opinion publique). La violence peut aussi s'expliquer dans une approche stratégique et instrumentale comme un calcul coût/avantage. Dans une perspective socio-historique, Norbert Elias met en évidence le processus de civilisation des mœurs, d'intériorisation de l'agressivité et de réduction de la violence interindividuelle. Celle-ci est de plus en plus régulée par les *institutions* du *contrôle social* mais aussi par le développement des pratiques sportives. Contre ce constat de diminution de la violence, Michel Wieviorka analyse son augmentation dans le cadre d'une sociologie de l'action. La violence apparaît quand l'individu, en tant que sujet qui se construit, n'est plus reconnu comme tel par les autres : c'est le « sujet impossible ». Les violences « infrapolitiques », (privée et éloignée de la sphère publique) et « métapolitiques » (dont l'objet se situe au-delà du politique : islam radical) sont essentiellement dues à l'affaiblissement des *conflits sociaux* et notamment ouvriers qui ne jouent plus leur rôle régulateur.

→ *Action (Sociologie de l'), Anomie, Déviance, Révolution, Violence collective.*

Violence légitime

Forme de *violence* acceptée par ceux sur qui elle s'exerce :

- soit parce qu'elle est dotée d'une *légitimité légale-rationnelle* : par exemple, l'usage de la violence dans un cadre légal par les forces de l'ordre ;

- soit parce qu'elle est dotée d'une *légitimité traditionnelle* : par exemple, certains *rites* initiatiques ont un caractère violent ;

- soit parce qu'elle dispose d'une *légitimité charismatique* : le leader charismatique peut avoir recours à la violence. Pour Max Weber, dans les sociétés modernes, l'*État* est l'*institution* qui revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime.

Violence symbolique

Imposition de choix culturels arbitraires (et souvent implicites) qui permettent à ceux qui les édictent de maintenir ou de renforcer leur *pouvoir*. La violence symbolique est légitimée par le recours à l'*idéologie*. Pour Pierre Bourdieu, elle est un élément fondamental de la *reproduction* des *inégalités sociales*, car elle permet à certains *groupes sociaux* (ceux qui maîtrisent le *champ*

culturel) d'imposer à tous leurs propres choix, leurs propres *représentations sociales*. Pour les théoriciens du *curriculum*, elle se manifeste principalement à travers le *curriculum caché*.

→ *Arbitraire culturel, Capital culturel, Habitus.*

Virilocale

On parle de résidence virilocale lorsque, dès le *mariage*, la nouvelle *famille* réside dans une maison proche de celle du père.

→ *Matrilocale, Néolocale, Patrilocale, Uxorilocale.*

Viscosité sociale

Situation d'une *société* dans laquelle la *mobilité sociale* est faible, voire nulle. On parle également de rigidité sociale.

Volonté organique

Pour Ferdinand Tönnies, état psychologique des *individus* qui fonde leurs relations avec autrui sur des bases d'ordre naturel. Cette volonté se manifeste essentiellement par le plaisir, l'habitude et la mémoire et caractérise les *communautés*. Les relations entre :

- « une mère et son enfant » ;
- « homme et femme en tant qu'époux » ;
- « frère et sœur, c'est-à-dire en tant qu'enfant se reconnaissant comme descendant d'une même mère », sont caractéristiques de la volonté organique.

Volonté réfléchie

Pour Ferdinand Tönnies, état psychologique des *individus* qui fonde leurs relations avec autrui sur la base d'actions raisonnées. Ce type de volonté se manifeste essentiellement par la vanité, l'égoïsme et la domination et caractérise les *sociétés*. « Personne ne fera quelque chose pour un autre, personne ne voudra accorder ou donner quelque chose à un autre, si ce n'est en échange d'un service ou d'un don estimé au moins équivalent au sien. Il est même nécessaire que don ou service lui soient plus utiles que ce qu'il donne, car seule la réception de quelque chose lui paraissant meilleur le décidera à faire le bien ». Chez Ferdinand Tönnies cette volonté s'oppose à la *volonté organique*.

Vote de classe

Désigne l'existence d'un *déterminisme* des comportements électoraux qui résulte de l'appartenance de classe. On parle par exemple du vote *ouvrier*. Pour Paul Lazarsfeld, « Les gens pensent politiquement comme ils sont socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques ». Jusqu'aux années 1970 la *classe sociale* est l'une des principales variables explicatives du vote. Les ouvriers votent alors davantage pour les partis de gauche et les classes supérieures et moyennes votent davantage pour les partis de droite. Ces résultats ont été remis en cause notamment grâce à l'*indice d'Alford* dont la baisse montre un affaiblissement de la relation entre classe sociale et vote. Cependant, pour Nona Mayer le vote de classe n'a pas vraiment disparu, il a évolué. Il y a un moindre clivage entre les ouvriers et les non-ouvriers, un clivage qui reste fort entre les indépendants et les salariés (les indépendants votent massivement à droite) et entre les salariés du privé et du public (ces derniers votant plus largement à gauche). Le vote d'extrême droite s'expliquerait selon Nona Mayer davantage par le *genre* et le niveau de diplôme que par la *catégorie socioprofessionnelle*.

→ *Identification partisane, Sociologie électorale, Sociologie politique, Variables lourdes du comportement électoral, Vote sur enjeu.*

Vote de paille

Traduction de *Straws vote*, il s'agit d'une technique de prédiction du résultat d'un

vote basée sur l'organisation d'une simulation de scrutin. Cette technique a été utilisée entre le début du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle par la presse américaine notamment. De nombreuses modalités ont été utilisées pour ces simulations, mais la plus fréquente consistait à renvoyer au journal un bulletin découpé dans l'une des éditions précédentes. Lors de l'élection présidentielle américaine de 1936, cette technique montra ses limites. Un vote de paille avait prédit la défaite de Franklin Roosevelt grâce à une simulation basée sur la participation de 2 400 000 lecteurs du *Literrary Digest*. Georges Gallup qui venait de fonder le premier institut de *sondages* prédit, lui, la réélection de Franklin Roosevelt en interrogeant seulement 5 000 personnes. Cet épisode marqua la fin de l'utilisation des votes de pailles et consacra la supériorité de la méthode des sondages basée sur la constitution d'échantillons représentatifs.

→ *Opinion publique, Sociologie électorale, Taux de sondage.*

Vote protestataire

Désigne le vote qui conteste le système politique en place ou les *partis politiques* dominants. Il s'agit d'un vote « contre ». Le vote protestataire peut s'exprimer à travers les votes blancs ou nuls, par le vote pour des partis hors système, ou par le vote sanction d'un parti en place afin de précipiter l'alternance politique. Avant les années 1980 le vote en faveur du PCF était en partie un vote protestataire car ce parti remplissait une *fonction tribunicienne*.

→ *Comportement électoral, Culture politique, Participation électorale, Participation politique conventionnelle, Sociologie électorale, Sociologie politique.*

Vote sur enjeu

Désigne le fait que les électeurs déterminent leur choix en fonction de problèmes spécifiques qu'ils considèrent comme majeurs pour une élection donnée. C'est le cas par exemple en France de la question du maintien du nucléaire comme principale source d'énergie électrique. Le vote sur enjeu est un facteur explicatif à la fois de l'*abstentionnisme* intermittent et de la volatilité électorale.

→ *Agenda, Culture politique, Participation électorale, Sociologie électorale, Sociologie politique.*

W

Welfare

Système d'*assistance* publique, né aux États-Unis lors du *Social Security Act* en 1935 avec la mise en œuvre notamment d'une prestation pour les *familles monoparentales*. Ces aides publiques sans contrepartie s'adressent à une population ciblée, qui se trouve dans l'incapacité de subvenir à ses *besoins*, à une *pauvreté* méritante. Les critiques menées contre le *welfare* ont conduit certains à mettre en avant depuis les années 1980 le *workfare*.

→ *État providence, Protection sociale.*

Welfare State

→ *État providence.*

Western Electric

→ *École des relations humaines, Effet Hawthorne.*

Workfare

Contraction de *work to welfare* : un travail en contrepartie de l'aide publique. Cette formule prononcée par Richard Nixon à la fin des années 1960 annonce les réformes du système américain de *protection sociale*, les politiques traditionnelles d'*assistance* étant accusées d'enfermer les pauvres dans un état de dépendance, dans une *trappe à pauvreté*. En France le Revenu minimum d'insertion (RMI), et à présent le Revenu de solidarité active (RSA), s'inscrivent partiellement dans cette logique : il s'agit d'inciter les bénéficiaires de l'aide publique à rechercher activement un emploi et/ou de rendre la participation à l'activité productive plus attractive en la rendant plus rémunératrice.

→ *Pauvreté.*

X

Xénophobie

Comportement de crainte et de rejet à l'égard des étrangers.

→ *Ethnocentrisme, Racisme.*

Y

Yankee city

Nom donné par Lloyd William Warner, dans ses publications, à la ville de Newburry Port (Massachusetts) où il effectua au début des années 1930 une étude sur la *stratification sociale*. Lloyd William Warner fonde son étude sur une double démarche :

- la première consiste dans le recours à des « informateurs » chargés de classer un ensemble d'*individus* (voisins, amis...) sur une échelle de prestige, de revenu. Cette démarche est fondée sur la perception générale que les informateurs ont de la stratification. Les enquêteurs confrontent ensuite les listes fournies par les différents informateurs pour en faire une synthèse;

- le second axe de la démarche consiste à construire « un indice statutaire » à partir de quatre critères principaux : *profession*, revenu, nature de l'habitat, quartier habité. Pour la construction de cet indice, chaque élément se voit affecter une valeur plus ou moins élevée (par ordre hiérarchique décroissant de 1 à 7) et un coefficient propre (respectivement 4, 3, 3, 2). Ainsi, les personnes obtenant le total le plus faible (12) sont celles qui disposent du statut le plus élevé. Par exemple, un chef d'entreprise, héritier d'une fortune importante habitant dans une grande maison située dans un quartier résidentiel totalise :

$4 \times 1 + 3 \times 1 + 3 \times 1 + 2 \times 1 = 12.$

En revanche un ouvrier non qualifié sans patrimoine résidant dans un appartement modeste et vétuste dans un quartier périphérique totalise :

$4 \times 7 + 3 \times 7 + 3 \times 7 + 2 \times 7 = 84.$

La combinaison de ces deux démarches aboutit à la mise en évidence de trois grandes classes rassemblant les individus ayant un indice statutaire similaire : supérieur/moyen/inférieur. Chaque classe se subdivise en deux niveaux (supérieur/inférieur), ce qui donne une classification en six groupes :

- *Upper-upper* : « aristocratie sociale »;
- *Lower-upper* : « milieux supérieurs fortunés »;
- *Upper-midle* : « classe moyenne aisée »;
- *Lower-midle* : « petite bourgeoisie »;
- *Upper-lower* : « classe inférieure honnête »;
- *Lower-lower* : « population à statut précaire ».

Cette classification présente à la fois une dimension subjective (les groupes sont délimités d'après la perception qu'en ont les informateurs) et objective (fondée sur des critères socio-économiques, profession, revenu, etc.).

Z

Zone d'assistance

Dans l'analyse de l'*effritement de la société salariale* de Robert Castel, ce dernier analyse la situation des *individus* à partir de 2 critères : le rapport au travail et l'insertion relationnelle. Dans ce cadre, la zone d'assistance correspond à la situation des individus qui sont privés de *travail* et qui sont pris en charge par les politiques sociales.

→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, Disqualification, Intégration, Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale, Zone d'assistance, Zone de désaffiliation, Zone de vulnérabilité.*

Zone d'incertitude

Chez Michel Crozier et Erhard Friedberg espace de *pouvoir* au sein d'une *organisation*, caractérisée par l'absence de *règles* formelles. Il existe quatre grands types de pouvoir permettant aux acteurs de se constituer une zone d'incertitude qualifiée :

- le pouvoir peut provenir de la possession d'une compétence difficilement remplaçable (exemple du pouvoir des *ouvriers* d'entretien décrits par Michel Crozier dans *Le phénomène bureaucratique*);
- il peut être lié aux relations entre l'organisation et son environnement;
- il peut avoir pour origine la maîtrise des flux d'information entre les membres : par exemple blocage de la transmission d'informations;
- il peut enfin provenir de l'utilisation des règles organisationnelles : la multiplication des réglementations accroît les zones d'incertitudes, car plus les règles sont précises, plus elles créent des situations nouvelles et imprévisibles.

→ *Analyse stratégique, Cercle vicieux bureaucratique, Système d'action concret.*

Zone d'intégration

Dans l'analyse de l'*effritement de la société salariale* de Robert Castel, ce dernier analyse la situation des *individus* à partir de 2 critères : le rapport au travail et l'insertion relationnelle. Dans ce cadre, la zone d'intégration correspond aux individus qui disposent à la fois d'un *travail* stable et d'une insertion relationnelle solide (liens familiaux, associatif, de voisinage, etc.).

→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, Disqualification, Intégration, Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale.*

Zone de désaffiliation

Dans l'analyse de l'*effritement de la société salariale* de Robert Castel, ce dernier analyse la situation des *individus* à partir de 2 critères : le rapport au *travail* et l'insertion relationnelle. Dans ce cadre, la zone de désaffiliation correspond à la situation des individus qui sont privés de travail et victimes d'un isolement social.

→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, Disqualification, Intégration, Lien social, Nouvelle*

pauvreté, Pauvreté, Protection sociale, Zone d'assistance, Zone d'intégration, Zone de vulnérabilité.

Zone de vulnérabilité

Dans l'analyse de l'*effritement de la société salariale* de Robert Castel, ce dernier analyse la situation des *individus* à partir de 2 critères : le rapport au *travail* et l'insertion relationnelle. Dans ce cadre, la zone de vulnérabilité correspond à la situation des individus qui sont victimes de la précarité du travail et dont les relations sociales sont fragiles.

→ *Cohésion sociale, Désaffiliation, Disqualification, Intégration, Lien social, Nouvelle pauvreté, Pauvreté, Protection sociale, Zone d'assistance, Zone d'intégration, Zone de désaffiliation.*

Repères biographiques

Arendt Hannah (1906-1975)

Née en Allemagne, élève de Martin Heidegger, réfugiée en France en 1933 puis aux États-Unis en 1941. Son œuvre de philosophie politique tente d'analyser le totalitarisme sous ses deux formes (nazisme et communisme), en le mettant en relation avec l'évolution des sociétés du début du XX^e siècle, et en particulier avec le phénomène du « déracinement » et du sentiment d'inutilité qui frappe les hommes depuis le commencement de la Révolution industrielle. Elle distingue le totalitarisme des autres formes de domination antérieures (tyrannie et despotisme). Les deux composantes du totalitarisme sont la terreur (« la terreur est l'essence de la domination totalitaire ») et l'idéologie (une « logique implacable », parce que non fondée sur des faits). Qui conduit à « l'auto-contrainte », et ce type de domination se maintient à travers « l'isolement dans la sphère politique et la désolation (*loneliness*) dans la sphère des relations humaines ». Ses réflexions portent aussi sur le renversement des valeurs et la crise de la culture qui caractérisent, à partir du début du XX^e siècle, « la condition de l'homme moderne ».

→ *Principaux ouvrages : Les origines du totalitarisme (trois tomes : l'impérialisme, l'antisémitisme, le totalitarisme) (1951), Eichmann à Jérusalem/rapport sur la banalité du mal (1963), Essai sur la Révolution (1963), Du mensonge à la violence (1972).*

Aron Raymond (1905-1985)

Philosophe, sociologue, politologue et journaliste français, Raymond Aron a mené de pair deux carrières, d'enseignant et de journaliste. Agrégé de philosophie, puis maître de conférences, il a enseigné dans toutes les grandes institutions (École normale supérieure, École nationale d'administration, Institut d'études politiques), est devenu directeur de recherche à l'École pratique des hautes études avant de terminer son cursus comme professeur de sociologie au Collège de France. Comme journaliste, il a participé à la création de *Combat* avec Albert Camus, puis à celle des *Temps Modernes* avec Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir, et il a exercé de nombreuses responsabilités au *Figaro* puis à *L'Express*. Son œuvre, fondée sur une approche pluridisciplinaire, s'appuie sur une lecture critique du marxisme, et sur une analyse comparative des travaux des grands fondateurs de la sociologie (Émile Durkheim, Vilfredo Pareto et Max Weber). Raymond Aron s'est aussi intéressé à l'étude des guerres et des conflits (il a fait connaître en France les travaux de Carl von Clausewitz). Il a développé la thèse de la convergence des systèmes (rapprochement progressif des systèmes soviétique et capitaliste).

→ *Principaux ouvrages : L'opium des intellectuels (1955), Paix et guerre entre les nations (1962), Dix-huit Leçons sur la société industrielle (1963), La Lutte des classes (1964), Démocratie et totalitarisme (1965), Trois essais sur l'âge industriel (1966), Les étapes de la pensée sociologique (1967).*

Balandier Georges (né en 1920)

Sociologue et anthropologue français, entré en résistance pendant la Seconde Guerre

mondiale, il part pour l'Afrique en 1946 où il mène des recherches d'ethnologue sur les processus de mutations des sociétés après la décolonisation. En 1954 il soutient sa thèse de doctorat principale : *Changements sociaux au Gabon et au Congo*, ainsi que *Sociologie des Brazzavilles noires*. Son nom est associé à celui d'Alfred Sauvy comme initiateur du terme Tiers-monde. Il crée en 1957, le Centre d'études africaines, auquel sera associé le Laboratoire de géographie et de sociologie africaines du CNRS et le dirigera jusqu'en 1984. Son approche est qualifiée d'anthropologie dynamique et « générative » à partir des années 1970. Ses études portent alors sur les sociétés industrielles. Élu professeur à la Sorbonne en 1962, il dirige depuis 1965 les *Cahiers internationaux de sociologie*. L'ensemble de son œuvre est considérable.

→ *Principaux ouvrages : Particularisme et évolution : les pêcheurs lébou du Sénégal, avec Paul Mercier (1952), Sociologie des Brazzavilles noires (1955), Le Tiers-Monde : sous-développement et développement (1956), Afrique ambiguë (1957), Sens et puissance. Les dynamiques sociales (1971), Anthropo-logiques (1974), Le Pouvoir sur scène (1980), Le Détour, pouvoir et modernité, 1985, Le Désordre, éloge du mouvement (1988), Le grand dérangement (2005), Fenêtres sur un nouvel âge 2006-2007 (2008), Carnaval des apparences (2012).*

Bastide Roger (1898-1974)

Roger Bastide a écrit une œuvre considérable, qui compte près de 1 400 textes, dont 30 livres et 800 articles. Nommé professeur de lettres en 1923, il publie ses premiers textes en 1921, et prépare son premier grand ouvrage (*Les problèmes de la vie mystique*) qui paraîtra en 1931. En 1938, titulaire de l'agrégation et d'un DEA de philosophie, il part enseigner à Sao Paulo, où il remplace Claude Lévi-Strauss. Il restera au Brésil jusqu'en 1954 et y fera ensuite de nombreux voyages. Ses principaux travaux concernent les relations entre cultures (en particulier les processus d'acculturation, les conséquences culturelles de la colonisation), le syncrétisme, le mysticisme, les religions et le sacré, la place de l'art dans la société, la maladie mentale et la psychiatrie. Sociologue et anthropologue mondialement connu, Roger Bastide s'est toujours défendu d'être un théoricien. Son œuvre témoigne de l'importance qu'il accordait aux recherches de terrain et aux possibilités d'application des recherches en sciences sociales.

→ *Principaux ouvrages : Les problèmes de la vie mystique (1931), Éléments de sociologie religieuse (1935), Art et société (1945), Sociologie et Psychanalyse (1948), La psychiatrie sociale (1949), Le candomblé de Bahia (1958), Sociologie des maladies mentales (1965), Anthropologie appliquée (1971), Le rêve, la transe et la folie (1972), Le sacré sauvage (1975).*

Baudelot Christian (né en 1938)

Ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de lettres classiques, Christian Baudelot a enseigné la sociologie à l'Université de Lille I, à l'ENSAE, à l'Université de Nantes et, depuis 1990, à l'École normale supérieure. En 1971, il publie avec Roger Establet *L'école capitaliste en France*, ouvrage qui a un grand retentissement car il prend ses distances avec les analyses de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron en montrant que l'école ne se contente pas d'enregistrer et de légitimer les inégalités culturelles, mais qu'elle les crée notamment en organisant, sous l'apparente unification des cursus, deux réseaux de scolarisation (primaire/professionnel et secondaire/supérieur). Par la suite, il va continuer

(souvent avec Roger Establet) à travailler sur la sociologie de l'éducation (notamment sur la scolarisation des filles), sur la sociologie de la culture, sur la répartition des revenus et la consommation. Il a soutenu en 1982 sa thèse consacrée à l'évolution individuelle des salaires. Sans abandonner l'inspiration marxiste de ses premiers travaux et en ayant le souci constant de la corroboration empirique, il consacre des ouvrages à Émile Durkheim (à propos du suicide) et à Maurice Halbwachs (à propos de la consommation). Avec Roger Establet, il s'est fortement impliqué dans le débat public sur les questions d'éducation.

➜ *Principaux ouvrages : L'école capitaliste en France (1971), La petite bourgeoisie en France (avec Roger Establet et Jacques Toiser, 1979), L'école primaire divise (avec Roger Establet, 1975), Durkheim et le suicide (avec Roger Establet, 1984), Le niveau monte (avec Roger Establet, 1989), Allez les filles (avec Roger Establet, 1992), Maurice Halbwachs. Consommation et société (avec Roger Establet, 1994), Et pourtant ils lisent (avec Marie Cartier et Christine Detrez, 1999), Avoir 30 ans en 1968 et 1998 (avec Roger Establet, 2000), Travailler pour être heureux (avec Michel Gollac et al., 2003). Suicide, l'envers de notre monde (avec Roger Establet, 2006), Quoi de neuf chez les filles ? Entre stéréotypes et libertés (avec Roger Establet, 2007), L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales (avec Roger Establet, 2009).*

Baudrillard Jean (1929-2007)

Philosophe et germaniste de formation (il a notamment traduit l'idéologie allemande de Karl Marx), il enseigne la sociologie à partir de 1966 à l'Université de Nanterre. Ses premiers travaux sociologiques, d'inspiration marxiste, se concentrent sur une critique de la société de consommation. Il met en évidence le fait que la consommation n'est pas un acte purement économique : elle constitue un code social, et la consommation d'un même objet par deux individus appartenant à des catégories sociales différentes n'aura pas le même sens. Dès la fin des années 1970, il rompt progressivement avec le marxisme sans pour autant abandonner ses travaux d'analyse de la société capitaliste. Dans les années 1980, ses travaux inspirés par Marcel Mauss, Ferdinand de Saussure ou Marshall McLuhan, montrent comment les formes de communication utilisées dans une société influencent les relations sociales. La fin du XX^e^ siècle fournit à Baudrillard de nombreux événements médiatiques (guerre du Golfe, Sida, attentats du *World Trade Center*...) qui constituent des objets d'étude singuliers dont il s'attache à mettre en évidence le caractère symbolique pour la société occidentale qu'il qualifie de « néolibérale ». Ses prises de position polémiques sur la guerre du Golfe, l'Islam radical, l'Afghanistan lui vaudront à la fois une incompréhension revendiquée ainsi que de nombreuses critiques.

➜ *Principaux ouvrages : Le système des objets (1968), La société de consommation (1970), La consommation de signes (1976), La guerre du Golfe n'a pas eu lieu (1991), Power Inferno, Requiem pour les Twins Towers (2002), Hypothèse sur le terrorisme (2002), La violence du monde (2003).*

Bauman Zygmunt (né en 1925)

Né en Pologne, il a enseigné la philosophie et la sociologie à l'Université de Varsovie, puis à partir de 1971 à l'Université de Leeds (Royaume-Uni), où il est actuellement professeur honoraire. Il s'appuie, selon ses propres dires, sur une relecture de Hannah Arendt et de Théodor Adorno. Rejoignant

partiellement celle d'Anthony Giddens, son œuvre est construite sur une critique de la modernité : la première modernité trouvait son aboutissement le plus pervers dans les camps de concentration, la seconde se caractérise par la précarisation de tous les liens sociaux : c'est la « modernité liquide », par opposition aux anciennes formes sociales, marquées par la « solidité » des institutions. Il en analyse les conséquences sur les individus : les rapports sociaux deviennent instables, « les réalisations individuelles ne peuvent se figer en biens durables, car, en un instant, les atouts se changent en handicaps » (*La vie liquide*). L'identité devient « infixable », et la culture capitule devant le « syndrome consumériste », qui exige l'obsolescence accélérée de tous les biens. Les situations d'incertitude se généralisent, obligeant les acteurs à se redéfinir sans cesse, et à remettre en cause leurs convictions et leurs engagements. Son œuvre, largement reconnue, trouve de nombreux échos chez les théoriciens de la « désinstitutionnalisation ».

→ *Principaux ouvrages : Modernité et holocauste (1968), La vie en miettes (2003), L'amour liquide (2004), La société assiégée (2005), La vie liquide (2006), Identité (2010).*

Beaud Stéphane (né en 1958)

Diplômé de l'IEP de Paris, agrégé de sciences sociales, il a soutenu sa thèse de sociologie à l'EHESS. D'abord enseignant de sociologie à l'Université de Nantes, il est désormais en poste à l'École normale supérieure de Paris où il a succédé à Christian Baudelot au sein du département des sciences sociales.

Ses travaux ont porté notamment sur la classe ouvrière, sur la sociologie de l'éducation et sur l'immigration. Ses publications ont eu souvent un retentissement important. Par exemple, la réflexion sur « 80 % au bac » a alimenté le débat sur l'école, de même sur ses travaux sur les violences urbaines ont contribué à une approche politique et sociologique des « émeutes de banlieues ». Dans ses recherches, il privilégie l'enquête de terrain, généralement sur une longue période. Il emprunte donc à la fois à la problématique marxiste (classes et conflits de classe) et à la problématique compréhensive en raison de l'importance qu'il accorde aux acteurs sociaux, à leurs interactions et aux discours qu'ils tiennent.

→ *Principaux ouvrages : Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques (avec F. Weber, 1997), Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard (1999), 80 % au bac et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire (2002), Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses (avec M. Pialoux, 2003), Pays de malheur ! : Un jeune de cité écrit à un sociologue (avec Y. Amrani, 2004).*

Beck Ulrich (né en 1944)

Professeur de sociologie à Munich, Ulrich Beck a connu la notoriété en 1986 avec la publication de *La société du risque*, qui a déclenché de très nombreuses polémiques. Se réclamant d'Anthony Giddens et se déclarant proche de Bruno Latour (qui a préfacé la version française de son livre), il exprime des positions très critiques sur la sociologie contemporaine, incapable selon lui de penser la « modernité réflexive » caractéristique du monde actuel. Sa « théorie projective orientée empiriquement » prétend se démarquer des théories actuelles pour analyser la perte du sens de la distinction nature/culture, la « détérioration du statut épistémologique et culturel de la science et de la politique » qui caractérisent la société du risque (« Le paradoxe

majeur de la société du risque est que ces risques internes sont générés par les processus de modernisation qui sont censés les contrôler »). Il faut développer un « cosmopolitisme méthodologique » pour pouvoir aborder dans toutes leurs dimensions les effets de la mondialisation. Ses thèses ont eu un grand retentissement intellectuel en Allemagne et en Angleterre, mais restent très contestées par de nombreux sociologues.

→ *Principaux ouvrages : La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité (1986), Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation (2003), Qu'est-ce que le cosmopolitisme ? (2006).*

Becker Howard Saul (né en 1928)

Né à Chicago en 1928 où il fait ses études universitaires. Ses professeurs sont Ernest Burgess, Everett Hugues et Herbert Blumer notamment, représentants de la première École de Chicago. Il est aussi pianiste de jazz professionnel (disque sorti en 2003 inclus dans l'ouvrage *Paroles et musique*) et a joué dans différents orchestres notamment dans les années 1950 et 1960 à Chicago. Les musiciens de jazz sont son premier objet d'étude et d'articles, repris dans son œuvre majeure *Outsiders* publiée en 1963 et traduite en français en 1985. En 1961, il devient le rédacteur en chef de la revue *Social Problems* avec laquelle il participe au développement de l'interactionnisme symbolique et de la seconde École de Chicago. Pour lui, « on peut définir la sociologie comme l'étude de la manière dont les gens font les choses ensemble ». La sociologie de la déviance occupe une large part dans ses écrits, mais ses dernières études portent aussi sur les pratiques artistiques. Il rompt avec la notion de l'artiste inspiré, solitaire. Pour lui, l'art est tout d'abord une activité, demandant un travail et reposant sur des conventions. Les œuvres d'art sont le résultat d'un travail entre les acteurs du monde de l'art, celui-ci étant un réseau composé des individus nécessaires à la production et à la réception des œuvres.

→ *Principaux ouvrages : Outsiders (1963), Les mondes de l'art (1982), Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales (1998), Écrire les sciences sociales (Préface de Jean-Claude Passeron, 2004), Comment parler de la société, (2009).*

Benedict Ruth Fulton (1887-1948)

Ethnologue américaine, sa formation universitaire mêle à la fois la littérature anglaise (elle publie de nombreux poèmes sous un pseudonyme jusque dans les années 1930) et l'anthropologie. Élève d'Alfred Louis Kroeber à Berkeley elle s'inscrit dans la perspective de ses recherches culturalistes sur les tribus d'Indiens d'Amérique. Ses travaux sur cette question l'amènent à mettre en évidence non seulement l'existence d'une diversité culturelle mais également d'une opposition entre les cultures. Elles opposent ainsi la culture des Indiens Zuñi caractérisée par un type psychologique apollonien (modéré, harmonieux) et celle des Indiens Kwakiutl caractérisée par un type psychologique dionysien (agressif, excessif). Ses travaux sur la culture et son nom restent associés à la notion de *pattern*, qui permet de mettre en évidence la cohérence et la spécificité d'une culture par rapport aux autres. Enfin elle met en œuvre sa démarche anthropologique dans deux études sur les sociétés industrielles, avec d'une part l'étude des sous-cultures liées à la pauvreté aux États-Unis, et d'autre part, la mise en évidence du *pattern* japonais.

→ *Principaux ouvrages : Échantillon de civilisation (1934), Le chrysanthème et le sabre, Patterns of Japanese Culture (1946).*

Berger Peter (né en 1929)

Né à Vienne en Autriche, il émigre aux États-Unis à l'âge de 17 ans. Diplômé de la *New School for Social research* de New York, il enseigne dans diverses institutions en Allemagne et aux États-Unis. Depuis 1981, il est professeur de sociologie et de théologie à l'université de Boston et il dirige depuis 1985 l'*Institute for the Study of Economic Culture*. Les contributions de Peter Berger portent sur trois domaines principaux. En ce qui concerne la réflexion épistémologie, il se situe (avec Thomas Luckmann) dans la mouvance d'Alfred Schütz et développe une approche interactionniste et phénoménologique qui ne néglige pas pour autant les apports de la sociologie d'Émile Durkheim. En ce qui concerne sa réflexion sur la sociologie des religions, après avoir adopté la thèse de la sécularisation, il a modifié son point de vue en considérant que le monde moderne était marqué par un retour du religieux. Enfin, concernant le domaine économique, il s'est fait le défenseur vigoureux de l'économie de marché et du capitalisme.

→ *Principaux ouvrages : La construction sociale de la réalité (avec Thomas Luckmann, 1966), The Sacred canopy : Element of a Sociological Theory of Religion (1967), La révolution capitaliste (1986), The Desecularization of the World (1999, traduit en français sous le titre Le réenchantement du monde).*

Bernstein Basil (1924-2000)

Les premiers travaux de Basil Bernstein portaient sur la théorie sociolinguistique de l'apprentissage, ce qui l'a amené à s'intéresser aux questions scolaires. Il fait partie des sociologues de l'éducation qui ont donné naissance (avec Michael Young) à la « nouvelle sociologie de l'éducation » en Angleterre. Il a joué un rôle important dans l'élaboration du concept sociologique de *curriculum*. Son travail porte sur les modes d'organisation et de hiérarchisation des savoirs scolaires. Se réclamant à la fois de Karl Marx, d'Émile Durkheim et de Georges Herbert Mead, il cherche à expliquer le rôle que joue le langage dans l'inégalité des chances scolaires et par conséquent dans la reproduction des inégalités sociales. Son œuvre est connue en France grâce à Pierre Bourdieu. Il a fortement inspiré le courant des *Cultural Studies* dans l'anthropologie anglaise et américaine.

→ *Principaux ouvrages : Class, Codes and Control (1971), Langage et classes sociales. Codes sociolinguistiques et contrôle social (1975).*

Berthelot Jean-Michel (1945-2006)

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, Jean-Michel Berthelot enseigne d'abord en lycée et soutient en 1980 une thèse de sociologie sous la direction de Raymond Ledrut. Il a commencé sa carrière de professeur de sociologie à l'Université de Toulouse-Le Mirail (1981-1997) avant de la poursuivre à Paris (Université René Descartes, puis La Sorbonne). Ses travaux ont d'abord porté sur le système éducatif et le conduisent à une approche critique de la théorie de la reproduction. Il s'est aussi intéressé à la sociologie du corps. Dans la deuxième partie de sa carrière, il s'est surtout consacré à l'histoire et à l'épistémologie de la sociologie et plus largement des sciences sociales. Il a consacré plusieurs ouvrages à Durkheim, a construit une typologie des schèmes d'intelligibilité en sciences sociales et a dirigé plusieurs ouvrages collectifs sur l'épistémologie des sciences sociales. Il a aussi contribué à la diffusion du savoir sociologique.

→ *Principaux ouvrages : Le piège scolaire (1983), La construction de la sociologie (1991), École, orientation, société (1993), L'intelligence du social (1990), Durkheim,*

l'avènement de la sociologie scientifique (1995), Les vertus de l'incertitude (1996), La sociologie française contemporaine (2000), Sociologie. Épistémologie d'une discipline (2000), Épistémologie des sciences sociales (2001), L'emprise du vrai. Connaissance scientifique et modernité (2008).

Blumer Herbert Georges (1900-1987)

Étudiant de Georges Herbert Mead, à qui il succédera à la chaire de sociologie de l'Université de Chicago, Herbert Georges Blumer est considéré comme l'un des principaux fondateurs de « l'interactionnisme symbolique ». C'est d'ailleurs lui qui a créé l'expression en 1937. Élève de Robert Park, il appartient à la même génération que Everett Hugues et Louis Wirth. Après une thèse de psychologie sociale, il enseigne cette discipline à Chicago. Il quitte cette université en 1952 pour fonder un département de sociologie à l'Université de Californie à Berkeley. Comme les autres auteurs de l'École de Chicago, il privilégie l'étude directe du « monde empirique » (celui de l'expérience quotidienne) et considère qu'il faut recourir à l'observation participante : « Il faut prendre le rôle de l'acteur et voir le monde de son point de vue ». Pour lui, les faits sociaux sont le produit des interactions entre des acteurs qui interprètent le sens des situations en fonction des symboles exprimés dans le langage, les rites, les gestes, les conventions sociales, etc. Il s'est intéressé aux comportements collectifs (le militantisme, la mode) et aux facteurs de l'évolution des sociétés (l'industrialisation). Il porte une grande attention aux questions de méthodologie sociologique.

→ *Principaux ouvrages : Symbolic interactionnism : perspective and method (1937), Collective Behaviour (1946).*

Boudon Raymond (1934-2013)

Raymond Boudon est chercheur au CNRS, professeur de sociologie, directeur du Centre d'études sociologiques, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Il a enseigné dans de nombreuses universités étrangères (Harvard, Chicago, Oxford). Ardent défenseur de la modélisation et de la formalisation en sociologie, Raymond Boudon est le principal représentant dans la sociologie française de l'individualisme méthodologique, qui postule que l'analyse d'un phénomène social consiste à reconstruire sous la forme d'un modèle abstrait la motivation des individus impliqués dans ce phénomène. Les comportements individuels (et leur agrégation) sont les seuls objets des sciences sociales. En sociologie de l'éducation, il s'est opposé à la théorie de la reproduction en donnant une interprétation individualiste de l'inégalité des chances. Ses travaux, très abondants et largement diffusés à l'étranger, concernent aussi la question des valeurs, la sociologie de la connaissance et l'épistémologie des sciences sociales.

→ *Principaux ouvrages : L'inégalité des chances (1973), La logique du social (1979), La place du désordre. Critique des théories du changement social (1984), L'idéologie ou l'origine des idées reçues (1992), Le sens des valeurs (1999), Raisons, bonnes raisons (2003). Le relativisme, (2008), La Rationalité, (2009), La sociologie comme science, (2010).*

Bourdieu Pierre (1930-2002)

Sociologue français, né à Denguin (Pyrénées-Atlantiques) le 1er août 1930, d'un père fonctionnaire. Études à Pau, puis à Paris (Louis le Grand et École normale supérieure). Il est agrégé de philosophie. D'abord assistant à la faculté d'Alger, ses premiers travaux portent sur l'Algérie et notamment la société berbère. Il publie

Travail et travailleurs en Algérie (avec Alain Darbel, Jean-Paul Rivet et Claude Seibel) en 1963 et *La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* (avec Abdelmalek Sayad) en 1964.

Il devient ensuite en 1964 directeur d'études de l'École pratique des hautes études à Paris et entame une réflexion sur le système éducatif français, débouchant sur une remise en cause radicale. Cette année-là également est créée la collection « Le sens commun » aux éditions de Minuit, dans laquelle il publiera plusieurs de ses ouvrages ainsi que des auteurs classiques (Émile Durkheim, Marcel Mauss) et des traductions de sociologues importants (Basil Bernstein, Erving Goffman).

En 1968, après avoir été secrétaire général du Centre de sociologie européenne fondé par Raymond Aron en 1960, il crée le Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, laboratoire associé au CNRS qu'il dirige jusqu'en 1988.

Il crée en 1975 la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, « manifeste » pour une nouvelle pensée sociologique. Il travaille également sur la perception sociale de l'art, dans le rapport de la collectivité aux musées et à la photographie.

En 1981, il devient titulaire de la chaire de sociologie au Collège de France. C'est également l'époque de ses premières prises de position médiatiques, avec notamment le soutien à la candidature de Coluche aux présidentielles de 1981. Cette tendance au « passage à l'acte » devient en quelque sorte sa signature : plaidant pour une sociologie en action, il n'hésite pas à descendre dans la rue et à donner de la voix pour protester face au péril grandissant de la mondialisation, qui devient son principal cheval de bataille dans les années 1990. À travers une recherche sur la souffrance sociale tout d'abord (*La Misère du monde*), en se livrant ensuite à une critique de l'instrumentalisation des médias et notamment de la télévision, en allumant enfin des « contre-feux » pour ralentir la marche du néolibéralisme (*Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale* et *Contre-Feux 2. Pour un mouvement social européen*). Ce combat théorique se double d'une action sur le terrain, comme en décembre 1995 à l'occasion des grèves contre la réforme Juppé de la Sécurité sociale, dans le soutien aux sans-papiers et aux associations altermondialistes sur le modèle desquelles il a fondé *Raisons d'agir*.

L'une des dimensions importantes du travail de Pierre Bourdieu porte sur l'épistémologie des sciences sociales (et notamment de la sociologie). Il insiste sur la rupture avec le sens commun, sur la vigilance épistémologique, sur la nécessité pour la sociologie d'être reconnue comme une science comme les autres. Depuis *Le métier de sociologue*, jusqu'à son dernier cours au Collège de France (*Science de la science et réflexivité*), Pierre Bourdieu ne variera pas quant à son exigence de mise en œuvre de la rigueur scientifique dans la production des connaissances sociologiques.

→ *Principaux ouvrages : Sociologie de l'Algérie (1958), Les Héritiers. Les étudiants et la culture (avec Jean-Claude Passeron, 1964), Le Métier de sociologue. Préalables épistémologiques (avec Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon, 1967), La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement (avec Jean-Claude Passeron, 1970), La Distinction. Critique sociale du jugement (1979), Le Sens pratique (1980), Questions de sociologie (1981), Leçon sur la leçon (1982), Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques (1982), Homo Academicus (1984), Choses dites (1987), La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps (1989), Les Règles de l'art. Genèse et structure du*

champ littéraire (1992), La Misère du monde (1993), Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action (1994), Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique (1997), La Domination masculine (1998), Science de la science et réflexivité, Cours du Collège de France 2000-2001, (2001).

Robert Castel (1933-2013)

Après un CAP d'ajusteur mécanicien, il poursuit des études de philosophie, obtient l'agrégation, rencontre Pierre Bourdieu à Lille, rejoint Raymond Aron à la Sorbonne. Sa thèse est consacrée à la psychanalyse et s'appuie notamment sur les travaux de Michel Foucault. Il est proche du courant anti-psychiatrique italien. À partir des années 1990, il travaille sur le salariat dans le cadre de l'EHESS. Il montre que le salariat est devenu progressivement, sur la longue période, le rapport social central et comment il s'est institutionnalisé grâce à la construction de formes diverses de la protection social. À partir des années 1980, la montée du chômage de masse, la « déstabilisation des stables », conduit un certain nombre de salariés à un processus de désaffiliation sociale. Il s'est ensuite consacré à l'étude de l'« insécurité sociale » et de la « discrimination négative » qui frappe notamment les jeunes issus de l'immigration. Il a notamment montré que le développement d'un individualisme positif n'est possible que sur la base d'un certain nombre de conditions économique qui sont fournies au plus grand nombre par la « propriété sociale » que procure l'État-providence. La conjonction du désengagement de l'État-providence et de la montée du chômage met en péril la cohésion sociale et fragilise les individus les moins dotés en capital économique et culturel.

→ *Principaux ouvrages : Le psychanalisme (1973), L'ordre psychiatrique (1977), Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat (1995), Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi (2001), L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé ? (2003), La discrimination négative (2007), La montée des incertitudes (2009).*

Castoriadis Cornélius (1922-1997)

Né à Constantinople, il grandit en Grèce et fait des études de droit, d'économie et de philosophie à Athènes. Militant trotskiste, il combat à la fois le nazisme et le stalinisme. Il doit s'exiler et arrive fin 1945 en France grâce à une bourse pour finir sa thèse de philosophie. Il crée avec Claude Lefort un groupe qui scissionnera de la IV[e] Internationale et qui deviendra *Socialisme ou Barbarie*. La revue qui porte ce titre a un rayonnement intellectuel important notamment en raison de sa critique du système soviétique considéré comme une forme particulière du capitalisme. Jusqu'au début des années 1970, Cornélius Castoriadis est économiste à l'OCDE et publie l'ensemble de ses travaux sous des pseudonymes. Il devient ensuite psychanalyste et directeur d'études à l'EHESS. Il s'éloigne progressivement du marxisme, accorde une place croissante à l'œuvre de Sigmund Freud et développe une analyse de la société comme auto-institution. Sa réflexion porte notamment sur la place de l'imaginaire social, sur la démocratie et sur la conception d'un projet d'émancipation sociale et individuelle fondé sur le concept d'autonomie.

→ *Principaux ouvrages : La société bureaucratique (1973), L'expérience du mouvement ouvrier (1974), L'institution imaginaire de la société (1975), Les carrefours du labyrinthe (1978), Devant la guerre (1981).*

Chauvel Louis (né en 1967)

Ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique

(ENSAE), il a fait sa carrière de sociologue à l'IEP de Paris où il a été maître de conférence puis professeur des universités. Il a été membre de l'Institut universitaire de France. Il a commencé ses travaux de recherche au sein de l'OFCE où il a participé aux travaux du groupe Louis Dirn sous la direction d'Henri Mendras. Il les a ensuite poursuivis au sein de l'Observatoire sociologique du changement. Ses travaux portent notamment sur les générations et sur les classes sociales. Il a montré que les générations postérieures à celles des Trente Glorieuses sont confrontées à d'importantes difficultés économiques et sociales ce qui l'a conduit à parler de déclassement. Il a aussi mis en évidence un « retour des classes sociales » prenant ainsi le contrepied des thèses relatives à la moyennisation de la société. Il a aussi mis en évidence la « dérive des classes moyennes » en articulant l'approche en termes de classes sociales et l'approche en termes de générations.

→ *Principaux ouvrages : Le destin des générations (1998), Les classes moyennes à la dérive (2006), Le Destin des générations : structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010, (2010).*

Cicourel Aaron (né en 1928)

Sociologue américain, un des premiers élèves de Harold Garfinkel, avec lequel il organise dès 1955 un séminaire de maîtrise à l'UCLA. Il enseigne ensuite à Berkeley (avec Erving Goffman) et publie en 1964 un des premiers ouvrages fondamentaux d'ethnométhodologie; il a joué un grand rôle dans la diffusion des thèses de ce courant. À partir de 1973, il s'éloigne de Harold Garfinkel et s'intéresse aux sciences cognitives. Il est professeur de sciences cognitives, de pédiatrie et de sociologie à l'Université de Californie à San Diego. Ses principales recherches sociologiques portent sur le milieu médical et résultent d'un long travail « d'observation participante », d'observations minutieuses des pratiques, que le sociologue confronte ensuite au jugement des acteurs. Il a écrit plusieurs articles dans des revues françaises (*Sociologie du travail*). En France, ses travaux ont notamment suscité l'intérêt de Pierre Bourdieu (qui a pris l'initiative de publier son livre *Le raisonnement médical*).

→ *Principaux ouvrages : Method and Measurement in Sociology (1964), Sociologie cognitive (1973, traduction française 1979), Le raisonnement médical, une approche socio-cognitive (recueil d'articles, 2002).*

Comte Auguste (1798-1857)

Polytechnicien, il enseigne dans un premier temps les mathématiques. De 1817 à 1824, il est le secrétaire de Claude Henri de Saint-Simon. On lui attribue la paternité du terme « sociologie » qu'il forge en rupture avec la notion de physique sociale d'Adolphe Quételet. Auguste Comte présente la sociologie comme une science des lois sociales ayant pour objet « l'étude positive de l'ensemble des lois fondamentales propres aux phénomènes sociaux ». La sociologie d'Auguste Comte est holiste, relativiste et évolutionniste. De 1826 à 1848, il dispense une série de cours et publie de nombreux ouvrages dont l'objet central est le positivisme. Pour lui, avec le stade ultime d'évolution des sociétés humaines, qui correspond à la société industrielle, l'esprit humain devient capable d'accéder à la connaissance scientifique et de découvrir les lois qui gouvernent les phénomènes. En 1848, il fonde la Société positiviste qui compte notamment John Stuart Mill comme adepte. Assez rapidement il fonde une nouvelle religion, la religion de l'humanité, et entreprend de transformer sa société en Église. Il perd à cette époque

nombre de ses adeptes dont John Stuart Mill. La sociologie d'Auguste Comte n'a pas trouvé de postérité dans le développement de travaux contemporains qui se réclameraient de son héritage.

→ *Principaux ouvrages : Cours de Philosophie positive (1830-1842), Discours sur l'esprit positif (1844), Discours sur l'ensemble du positivisme (1848), Catéchisme positiviste (1852).*

Corcuff Philippe (né en 1960)

Diplômé de l'IEP de Bordeaux (1982), docteur en sociologie de l'EHESS (1991), Philippe Corcuff est maître de conférences à l'IEP de Lyon. Ses travaux portent notamment sur l'épistémologie de la sociologie, sur l'individualisme, sur les mobilisations collectives. Il s'inscrit (comme Bernard Lahire notamment) dans le prolongement critique de la pensée de Pierre Bourdieu, mais il emprunte aussi à de nombreuses traditions théoriques (le pragmatisme, la phénoménologie, le marxisme...).

Outre ses travaux scientifiques, il défend une « social-démocratie libertaire », anime une université populaire à Nîmes et à Lyon.

→ *Principaux ouvrages : La sociologie de Bourdieu (avec A. Accardo, 2e éd. 1989), Les grands penseurs de la politique (2e éd. 2002), La question individualiste (2003), Politique de l'individualisme (avec J. Ion et F. de Singly, 2005), Les nouvelles sociologies (2e éd. 2007), L'individu aujourd'hui : débats sociologiques et contrepoints philosophiques (avec C. Le Bart et F. de Singly, 2010).*

Crozier Michel (1922-2013)

Sociologue français des organisations, diplômé d'HEC, docteur en droit et en lettres, il débute sa carrière comme attaché de recherche au CNRS en 1952. Il fonde en 1961 le Centre de sociologie des organisations. Il mène en parallèle une carrière professorale en France (Université de Nanterre, 1967-1968) mais surtout aux États-Unis (Université de Harvard 1966-1970 et de Californie 1982-1989). Ses premières études de terrain sur un centre de tri postal et trois usines de la SEITA lui permettent de mettre en évidence les limites de l'organisation bureaucratique à travers le concept de « cercle vicieux bureaucratique ». Il propose ensuite, notamment avec Ehrard Friedberg une analyse stratégique des organisations dans laquelle il donne une place centrale à un acteur doté d'une rationalité limitée et jamais démuni de pouvoir. Il critique fermement le rôle de l'État, à travers les administrations et les monopoles.

→ *Principaux ouvrages : Le phénomène bureaucratique (1963), La société bloquée (1970), L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective (en collaboration avec Ehrard Friedberg, 1977), On ne change pas la société par décret (1982), État modeste, État moderne : stratégie pour un autre changement (1987), Quand la France s'ouvrira, (en collaboration avec Bruno Tilliette, 2002).*

Douglas Margaret Mary (1921-2007)

Anthropologue britannique, elle a enseigné successivement à Londres, à New York et à Chicago. Ses premiers travaux ont porté sur le peuple Lele au Congo. Elle s'inspire des travaux et des méthodes d'Erwan Evan Evans-Pritchard sur les Nuers et s'inscrit donc dans la tradition fonctionnaliste de l'anthropologie britannique.

D'une manière générale ses analyses portent sur les fonctions des rites et du sacré dans un certain nombre de sociétés primitives et plus particulièrement sur les raisons d'un certain nombre d'interdits alimentaires.

→ *Principaux ouvrages : De la souillure, essai sur les notions de pollution et de*

tabou (1967), Comment pensent les institutions (1999).

Dubar Claude (né en 1945)

Ancien élève de classe préparatoire à Lille, Claude Dubar s'oriente vers la philosophie et les sciences sociales. Il est élu assistant de sociologie à Lille en 1967 et obtient l'agrégation de philosophie, l'année suivante. Il choisit de faire un doctorat de troisième cycle en sociologie qu'il soutient en 1970. En 1971, il part au Liban. Il enseigne ensuite à l'USTL de Lille et s'inscrit en thèse d'État avec Raymond Boudon. Il la soutient en mars 1984, elle porte sur la formation professionnelle continue en France et lui permet de devenir professeur à Lille puis à l'UVSQ de Versailles-Saint Quentin en Yvelines. Ses travaux portent ensuite sur la dynamique des groupes professionnels, l'insertion des jeunes, la socialisation, l'identité et les questions méthodologiques. Il est aujourd'hui Docteur *honoris causa* de l'Université Laval (Québec).

→ *Principaux ouvrages : Genèse et dynamique des groupes professionnels (avec Y. Lucas, 1994), La Promotion sociale en France (avec C. Gadea, 1999), La Crise des identités (2001), La Socialisation – Construction des identités sociales et professionnelles (2002), La formation professionnelle continue (1984, 2004), Analyser les entretiens biographiques (avec D. Demazière, 2004), Sociologie des professions (2005), Faire de la sociologie un parcours d'enquêtes (2006).*

Dubet François (né en 1946)

Professeur de sociologie à l'Université Victor Segalen de Bordeaux et directeur d'études à l'EHESS. Il a soutenu en 1986 sa thèse d'État, consacrée aux conduites marginales des jeunes sous la direction d'Alain Touraine avec qui il contribue à l'élaboration d'une sociologie de l'action et de la méthode d'intervention sociologique. Membre du CADIS, (Centre d'analyse et d'intervention sociologique), il a appliqué cette méthode à l'étude des mouvements sociaux avec Alain Touraine, ZsuZsa Hegedus, Michel Wieviorka (la lutte étudiante en 1978, la prophétie anti-nucléaire en 1980, le mouvement ouvrier en 1984). Par la suite, ses études ont porté sur les problèmes urbains, la délinquance juvénile, l'école, la socialisation, le travail, la théorie de l'action. Avec Danilo Martuccelli, il a mis en avant le concept d'expérience scolaire pour rendre compte des différents processus singuliers par lesquels les élèves se construisent. Il a dirigé l'audit sur les collèges et supervisé les travaux du comité de pilotage qui a remis le rapport *Le Collège de l'an 2000*, en 1998 au ministre de l'Éducation nationale.

→ *Principaux ouvrages : La galère : jeunes en survie (1987), Les lycéens (1991), Les quartiers d'exil (en collaboration avec Didier Lapeyronnie, 1992), Sociologie de l'expérience (1994), Dans quelle société vivons-nous ? (avec Danilo Martuccelli, 1998), L'hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique (avec Marie Duru-Bellat, 2000), Les inégalités multipliées (2001), Le déclin de l'institution (2002), L'école des chances. Qu'est-ce qu'une école juste ? (2004), L'expérience sociologique (2007), Les places et les chances (2010), Les sociétés et leur école : Emprise du diplôme et cohésion sociale (avec Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétout, 2010), À quoi sert vraiment un sociologue ? (2011).*

Durkheim Émile (1858-1917)

Sociologue français né en 1858 à Épinal, d'un père rabbin. Il choisit dès l'adolescence d'abandonner la religion et entre à l'École normale supérieure en 1879. Après quelques années d'enseignement de la phi-

losophie dans l'enseignement secondaire, Émile Durkheim est nommé en 1887 à la faculté des lettres de Bordeaux où il est chargé d'un cours de « science sociale et pédagogie », avant de venir à Paris, en 1902, occuper à la Sorbonne la chaire de « science de l'éducation », transformée en « science de l'éducation et sociologie » qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1917. Sa thèse présente un modèle général d'analyse de la dynamique sociale avec le passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique sous l'effet de l'approfondissement de la division du travail.

Dans *Les règles de la méthode sociologique* Émile Durkheim élabore une démarche scientifique qui repose sur la définition d'un objet propre à la sociologie (les faits sociaux) et sur la rupture avec les prénotions. Avec la méthode des variations concomitantes, il propose une démarche susceptible de construire des explications causales des faits sociaux en articulant théorie sociologique et recherche empirique. La fécondité de cette méthode est illustrée par la publication en 1897 de son étude sur *Le suicide* : les volontés individuelles sont insuffisantes à expliquer les régularités statistiques qui caractérisent certains phénomènes comme le suicide. Il faut admettre que des forces extérieures impersonnelles agissent, qu'il existe donc bien des phénomènes sociaux. C'est le propre de la sociologie de les étudier, d'observer les habitudes collectives et leurs représentations. Émile Durkheim s'est intéressé aussi à la sociologie de la religion. Il contribue de façon décisive à l'institutionnalisation de la sociologie en France en formant une génération de jeunes chercheurs, en publiant *L'Année sociologique*, en obtenant la création de chaires de sociologie dans diverses universités. Outre son activité scientifique, Émile Durkheim s'est fortement impliqué dans le débat public de son temps : il milite activement pour la réhabilitation de Dreyfus et contribue à renforcer la République et la laïcité à travers l'influence de ses idées dans la formation des institutrices et instituteurs.

→ *Principaux ouvrages : De la division du travail social (1893), Les règles de la méthode sociologique (1895), Le suicide (1897), Les formes élémentaires de la vie religieuse (1912), Leçons de sociologie (cours prononcé en 1898-1900), La science sociale et l'action (recueil de textes publiés de 1888 à 1908, présentés par J.-C. Filloux), L'éducation morale (cours prononcé en 1902-1903, présenté par Paul Fauconnet, 1925), L'évolution pédagogique en France (cours pour les candidats à l'Agrégation prononcé en 1904-1905, avec une introduction de Maurice Halbwachs, 1938).*

Duru-Bellat Marie (née en 1950)

Sociologue spécialiste des questions d'éducation, elle a d'abord exercé en tant que conseillère d'orientation, puis a été enseignant-chercheur à l'Université de Bourgogne, et enseigne à l'IEP Paris depuis 2007. Chercheuse à l'Institut de recherche en éducation et à l'Observatoire sociologique du changement, Marie Duru-Bellat a été membre du Haut conseil pour l'évaluation de l'école (2000-2004). Ses recherches ont mis en avant les mécanismes de la socialisation différentielle en fonction des sexes, les effets de la démocratisation scolaire (inflation scolaire), les effets pervers d'un système scolaire fondé sur la méritocratie et l'intériorisation de cette méritocratie par les acteurs sociaux.

→ *Principaux ouvrages : L'école des filles (1990), Pour une approche analytique du fonctionnement du système éducatif (1993), Sociologie de l'école avec Agnès van Zaten (1999), L'hypocrisie scolaire (avec F. Dubet, 2000), Les inégalités*

sociales à l'école : genèse et mythes (2002), L'inflation scolaire (2006), Le mérite contre la justice (2009), Les sociétés et leur école : Emprise du diplôme et cohésion sociale (avec François Dubet et Antoine Vérétout, 2010).

Elias Norbert (1897-1990)

Norbert Elias fuit l'Allemagne nazie en 1933 et s'installe en Grande-Bretagne. Son premier livre est publié en allemand (*Über den Prozess der Zivilisation*). Le premier tome parait à Prague en 1937, le second à Bâle en 1939. Le livre, qui sera traduit en français sous la forme de deux ouvrages indépendants (*La civilisation des mœurs* et *La dynamique de l'Occident*) n'a qu'un écho très faible et Norbert Elias va faire une carrière universitaire des plus modestes. Entre 1945 et 1954, il n'a pas de poste d'enseignant et doit vivre de leçons particulières. Il est ensuite professeur à l'Université de Leicester (1954-1962), puis au Ghana (1962-1964). Entre 1964 et 1984, il est professeur invité dans diverses universités aux Pays-Bas et en Allemagne. Il meurt à Amsterdam. Une part importante de son œuvre relève de la sociologie historique. Pour Norbert Elias, les sociétés occidentales sont marquées par un processus de contrôle de la violence. La vie de cour et les règles de l'étiquette contribuent à rendre moins violents les comportements au sein de la noblesse (interdiction du duel) et elles renforcent le pouvoir monarchique. Cette réflexion sur la violence est prolongée dans l'étude de l'évolution des comportements sportifs. Norbert Elias s'est aussi intéressé au problème de l'exclusion. Sur le plan épistémologique, Norbert Elias met en avant le concept de configuration pour dépasser l'opposition entre individualisme et holisme. Il montre aussi que le sociologue doit se situer entre distanciation et engagement et tenter d'échapper ainsi au double écueil de l'objectivisme et du subjectivisme.

→ *Principaux ouvrages : La civilisation des mœurs (1939), La dynamique de l'Occident (1939), Logiques de l'exclusion (1965), La société de cour (1969), Engagement et distanciation (1983), Sport et civilisation (1986), La société des individus (1987).*

Engels Friedrich (1820-1895)

Philosophe allemand proche de Karl Marx avec qui il a écrit de nombreux ouvrages. Engels est le fils d'un industriel allemand et c'est en travaillant avec son père qu'il tire les moyens de financer ses activités militantes. Ses travaux portent sur la condition ouvrière, sur la domination masculine et sur les aspects théoriques du socialisme allemand. Son engagement militant l'amènera à prendre une part active à la révolution allemande de 1848, à la fondation la même année de la *Nouvelle gazette rhénane* et à militer dans la première internationale de 1864 à 1876. À partir de 1883, il contribuera à la postérité de l'œuvre de Marx en publiant les livres II et III du *Capital*.

→ *Principaux ouvrages : La situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845), L'Idéologie allemande (1845), Manifeste du Parti communiste (1848), L'anti-Düring (1878), Socialisme utopique et socialisme scientifique (1880), L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État (1884).*

Establet Roger (né en 1938)

Ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de philosophie, il contribue, sous la direction de Louis Althusser, à la publication de *Lire le capital* (1967). Il publie ensuite avec Christian Baudelot plusieurs ouvrages consacrés à l'analyse de l'école. C'est aussi aux questions scolaires qu'est consacrée sa thèse (soutenue en 1982 sous la direction de Michel Verret) qui don-

nera lieu à la publication de *L'école est-elle rentable ?* (1987). Roger Establet a fait l'essentiel de sa carrière au département de sociologie de l'Université de Provence. En dehors des questions liées à la sociologie de l'éducation, il s'est intéressé à l'immigration, aux pratiques culturelles (lecture, télévision), à l'histoire de la sociologie. Formé à la théorie marxiste, accordant une importance croissante à l'approche durkheimienne, Roger Establet fait une grande place à la dimension empirique de l'investigation sociologique. Avec Christian Baudelot, il s'est fortement impliqué dans le débat public sur les questions d'éducation en contribuant notamment à la réflexion sur l'évaluation des performances des établissements scolaires.

→ *Principaux ouvrages : L'école capitaliste en France (avec Christian Baudelot, 1971), La petite bourgeoisie en France (avec Christian Baudelot et Jacques Toiser, 1979), L'école primaire divise (avec Christian Baudelot 1975), Durkheim et le suicide (avec Christian Baudelot, 1984), Le niveau monte (avec Christian Baudelot, 1989), Allez les filles (avec Christian Baudelot, 1992), Livre et télévision (avec Georges Felouzis, 1992), Comment peut-on être français ? (1997), Maurice Halbwachs. Consommation et société (avec Christian Baudelot, 1994), Avoir 30 ans en 1968 et 1998 (avec Christian Baudelot, 2000), Radiographie du peuple lycéen : pour changer le lycée (avec Jean-Luc Fauguet, Georges Felouzus, Sylvian Feuilladieu, Pierre Vergès, 2005), Suicide, l'envers de notre monde (avec Christian Baudelot, 2006), Quoi de neuf chez les filles ? Entre stéréotypes et libertés (avec Christian Baudelot, 2007), L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales (avec Christian Baudelot, 2009).*

Friedman Georges (1902-1977)

Après des études de chimie puis de philosophie à l'École normale supérieure, il commence en 1931 ses recherches sur l'organisation du travail au Centre de documentation sociale de Paris. Jusqu'à la guerre, il entreprend de nombreux voyages d'étude (plusieurs en URSS). En 1945, il est nommé professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Président de l'Association internationale de sociologie en 1956, il enseigne à l'EHESS et crée en 1960 le Centre d'étude des communications de masse (CECMAS), qui publie la revue *Communications*. Son œuvre porte principalement sur les modes de travail, les rapports entre l'homme et la machine et leurs conséquences sur la vie sociale et sur les effets des mass media dans les sociétés industrielles. Il est souvent considéré comme le fondateur de la sociologie du travail en France, et son œuvre a été traduite dans de nombreux pays.

→ *Principaux ouvrages : Problèmes du machinisme en URSS et dans les pays capitalistes (1934), Où va le travail humain ? (1950), Le travail en miettes (1956), Traité de sociologie du travail (co-dirigé avec Pierre Naville, 1961), Sept études sur l'homme et la technique (1966), La puissance et la sagesse (1971).*

Garfinkel Harold (1917-1987)

Élève de Talcott Parsons, docteur en sociologie en 1952, enseignant à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) à partir de 1954, Harold Garfinkel est le fondateur de l'ethnométhodologie (l'étude des « ethnométhodes ») dont il a défini les principaux concepts. Influencé par la phénoménologie d'Edmond Husserl et par les théories constructivistes d'Alfred Schütz, il a développé une approche compréhensive et interactionniste de la sociologie, qui fait une large place au langage et à l'analyse de

conversation. Il s'est beaucoup intéressé aux questions judiciaires et médicales, étudiant en particulier les phénomènes d'étiquetage et la façon dont les acteurs sociaux construisent le sens des situations sociales. Ses positions (refus de la rupture épistémologique, rejet des méthodes quantitatives) ont été jugées « antisociologiques » par de nombreux auteurs. Son œuvre est encore peu connue en France (ses principaux travaux n'ont été traduits que sous forme d'extraits), malgré les écrits que lui ont consacrés Jean-Claude Forquin, Albert Ogien, Louis Quéré ou Alain Coulon, mais elle a influencé le courant interactionniste anglo-américain.

→ *Principaux ouvrages : Studies in ethnomethodology (1967, traduction française partielle, 1984).*

Geertz Clifford (1926-2006)

Formé à l'anthropologie à Harvard, il a enseigné pour l'essentiel à l'Université de Princeton où il a contribué à fonder la *School of Social Science*. Son étude sur les combats de coqs à Bali a eu un grand retentissement. Elle illustre une méthode fondée sur l'observation participante et sur une perspective herméneutique. Ses travaux de terrain, conduits dans un second temps au Maroc, accordent une grande place à l'expérience des acteurs, au sens visé par leurs actions, à leur conception du monde. Il accorde aussi une grande importance au caractère littéraire de l'écriture anthropologique. Cette approche interprétative ne le conduit pas au relativisme culturel contre lequel il a mis en garde l'anthropologie contemporaine.

→ *Principaux ouvrages : Observer l'Islam. Changements religieux au Maroc et en Indonésie (1968), The Interprétation of Culture (1973), Savoir local, savoir global (1983), Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur (1988).*

Godelier Maurice (né en 1934)

Normalien et agrégé de philosophie, il travaille avec Fernand Braudel à l'École pratique des hautes études puis comme assistant de Claude Lévi-Strauss au collège de France. En 1975, il est nommé directeur de l'École des hautes études en sciences sociales. Spécialiste des sociétés océaniques, il a notamment effectué de nombreuses recherches de terrain sur les Baruya de Nouvelle Guinée. Ses travaux portent sur la domination masculine, sur la parenté, le don et plus récemment sur la religion. Il est également un des fondateurs en France de l'anthropologie économique, et un des principaux représentants, avec Claude Meillassoux de l'anthropologie marxiste. Dans cette perspective, il s'est intéressé dans les années 1960-70 à la critique du concept de rationalité (*Rationalité et irrationalité en économie*). Dans la période récente, il a pris ses distances avec le strict déterminisme économique de l'approche marxiste et il accorde une importance croissante aux aspects idéels et symboliques de la vie sociale.

→ *Principaux ouvrages : Rationalité et irrationalité en économie (1966), Horizon, trajets marxistes en anthropologie (1973), La production des Grands Hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle Guinée (1982), L'idéel et le matériel (1984), L'énigme du don (1996), Métamorphoses de la parenté (2005), Au fondement des sociétés humaines : ce que nous apprend l'anthropologie (2007), Communauté, société, culture. Trois clefs pour comprendre les identités en conflits (2009), Les tribus dans l'histoire et face aux États (2010), Sciences sociales et anthropologie (2011).*

Goffman Erving (1922-1982)

Sociologue canadien, professeur à l'Université de Berkeley, Erving Goffman a joué un

très grand rôle dans le développement du courant interactionniste. Il s'est inspiré au départ des travaux de l'École de Chicago, et en particulier des théories de Georges Herbert Mead. Son premier grand ouvrage (*Asylums*, 1961) s'attache à décrire le fonctionnement de « l'institution totalitaire » que représente selon lui l'hôpital psychiatrique, et à étudier la façon dont les acteurs sociaux s'arrangent pour détourner cet ordre social imposé et pour le réinterpréter. Ses travaux ultérieurs sont consacrés à des analyses en profondeur des interactions sociales dans les situations les plus ordinaires de la vie sociale; privilégiant une approche microsociologique, il met l'accent sur les dramaturgies qui permettent aux acteurs sociaux de se mettre en scène, de construire leur personnalité sociale (leur « façade »), mais aussi de se comprendre entre eux grâce aux rites, aux routines, qui constituent la trame de l'interaction.

→ *Principaux ouvrages : Asiles (1968), La mise en scène de la vie quotidienne (1973), Les rites d'interaction (1974), Stigmates (1975).*

Gurvitch Georges (1894-1965)

D'origine russe, Georges Gurvitch participe à la Révolution d'Octobre avant de s'exiler à Prague puis à Paris en 1925. La première partie de son œuvre est consacrée à la philosophie et à la morale. Sous l'influence de Marcel Mauss et de sa conception du « fait social total », il s'oriente ensuite vers la sociologie. Sa démarche, qu'il qualifie lui-même « d'hyperempirisme dialectique » est inspirée de Karl Marx (il consacrera de nombreux travaux à la question des classes sociales) et d'Émile Durkheim. Il essaie de produire des typologies complexes qui visent à décrire les formes de la structure sociale, et il conçoit la sociologie comme un ensemble de « branches » spécialisées (sociologie du droit, du travail, etc.). Ses conceptions « réalistes » des structures sociales l'opposeront à Claude Lévi-Strauss et au structuralisme. Titulaire en 1948 de la chaire de Durkheim à la Sorbonne, fondateur des *Cahiers internationaux de sociologie*, il a pris une part importante au développement de la sociologie universitaire française.

→ *Principaux ouvrages : Morale théorique et science des mœurs (1937), La sociologie au XX^e siècle (1947), La Vocation actuelle de la sociologie (1re édition 1950, édition remaniée 1963), Dialectique et sociologie (1962), Études sur les classes sociales (posthume, 1966).*

Habermas Jürgen (né en 1929)

On présente souvent Jürgen Habermas comme l'héritier de l'École de Francfort. Il est vrai qu'il fut à partir de 1956 l'assistant de Theodor Adorno à l'Institut de recherches sociales. Cependant, il va s'éloigner progressivement de la théorie critique et notamment de la référence au marxisme. Il prolonge pourtant l'ambition initiale de l'École de Francfort en construisant une analyse globale de la modernité. Il le fait en renonçant à toute philosophie de l'histoire et en empruntant certaines de ses analyses à des courants sociologiques et philosophiques divers (Max Weber, le pragmatisme anglo-saxon, Talcott Parsons, etc.). Il analyse notamment la façon dont l'usage du langage (« agir communicationnel ») permet de dégager des consensus, ce qui le conduit à défendre une conception radicale de la démocratie délibérative. L'œuvre de Jürgen Habermas est aussi marquée par une réflexion sur l'épistémologie des sciences sociales. Il hérite de l'École de Francfort un refus du positivisme, mais il va progressivement adopter une conception non relativiste en soulignant l'importance de la quête de la vérité comme idéal régulateur de l'activité scientifique. Du point de vue des

questions éthiques et politiques, il accorde une place importante à la recherche de la justification par l'échange public d'arguments fondés en raison. Il se situe donc clairement dans une perspective de rationalité cognitive. Jürgen Habermas s'est engagé à de nombreuses reprises dans le débat public en Allemagne et en Europe, notamment à propos de la désobéissance civile et de la réunification allemande.

→ *Principaux ouvrages : L'espace public (1963), La technique et la science comme idéologie (1968), Connaissance et intérêt (1968), Raison et légitimité (1973), Théorie de l'agir communicationnel (1981), De l'éthique de la discussion (1991), Droit et démocratie (1992), L'intégration républicaine (1996), Après l'État nation (1998), Vérité et justification (1999), La constitution de l'Europe (2012).*

Halbwachs Maurice (1877-1945)

Sociologue français né en 1877. Élève à l'École normale supérieure de 1898 à 1901, il devient agrégé de philosophie en 1901 et enseigne la philosophie dans le secondaire jusqu'en 1918. Il devient docteur en droit (sciences politiques et économiques) en 1909, puis docteur ès lettres en 1912 avec une mention très honorable. Maître de conférences en philosophie à la faculté de Caen en 1918 et 1919, il devient Professeur de sociologie à la faculté de Strasbourg en 1919 et le reste jusqu'en 1935 où il est professeur suppléant à l'Université de la Sorbonne. Il devient Secrétaire général des *Annales sociologiques* en 1935 et est nommé Maître de conférences à l'Université de la Sorbonne en 1937. De 1937 à 1939, il est membre du Conseil supérieur de la statistique générale de la France et devient en 1938 le président de l'Institut français de sociologie. En 1943, il est vice-président de la Société de psychologie. Il est nommé Professeur au Collège de France en mai 1944. Mais le 26 juillet de la même année, il est arrêté par la police allemande pour avoir aidé et protégé son fils résistant. Déporté par le dernier train parti de Paris, Maurice Halbwachs est mort à Buchenwald le 16 mars 1945.

Maurice Halbwachs a consacré de nombreux travaux à la mémoire et on lui doit par exemple l'invention de l'expression « mémoire collective ». Il a également travaillé sur la sociologie de la mort, le suicide, l'expérience religieuse. Son livre *La classe ouvrière et les niveaux de vie* constitue une réflexion critique sur la notion de besoin. Il met en évidence la détermination sociale (et non naturelle) des pratiques de consommation.

→ *Principaux ouvrages : Les Expropriations et le prix des terrains à Paris (1860-1900) (1909), La classe ouvrière et les niveaux de vie (1913), Le calcul des probabilités à la portée de tous (1924, en collaboration avec Fréchet), Les origines du sentiment religieux d'après Durkheim (1925), Les cadres sociaux de la mémoire (1925), La population et les tracés de voies à Paris depuis cent ans (1928), Les causes du suicide (1930), L'évolution des besoins dans les classes ouvrières (1933), La morphologie sociale (1938), Sociologie économique et démographique (1940).*

Héritier Françoise (née en 1933)

Après des études d'histoire et de géographie puis d'ethnologie à la Sorbonne, une mission d'un an en 1957-1958 en Haute-Volta l'amène à devenir ethnologue africaniste.

Elle accomplit à partir de 1958 neuf missions en Afrique occidentale, totalisant près de cinq années de travail de terrain auprès des populations Samo, Pana et Mossi et, de façon plus ponctuelle, Bobo et Dogon (Burkina-Faso et Mali).

En 1980, elle est élue directeur d'études à l'École des hautes études en sciences socia-

les. En 1982 elle succède à Claude Lévi-Strauss au Collège de France où elle enseigne l'étude comparée des sociétés africaines jusqu'en 1998. Elle est la deuxième femme à entrer au Collège de France (après Jacqueline de Romilly) et la première femme anthropologue.

Pour ses travaux sur le fonctionnement des systèmes semi-complexes de parenté et d'alliance, Françoise Héritier s'est vue décerner en 1978 la médaille d'argent du CNRS au titre des sciences humaines.

Ses recherches ont porté sur les systèmes de parenté et l'ont amenée à proposer le concept de « valence différentielle des sexes », un invariant anthropologique qui se situe au fondement de la domination masculine. Selon elle la valorisation du masculin au détriment du féminin est présente dans toutes les cultures. Elle a sa source dans l'asymétrie profonde qui donne pouvoir aux femmes de procréer des enfants des deux sexes.

Françoise Héritier s'est également engagée dans des réflexions comparatives sur des questions aussi contemporaines que l'éthique de la reproduction et de la sexualité, et a développé un rôle d'expert en tant que présidente du Conseil national du sida (1989-1994), puis membre du Comité consultatif national d'éthique.

→ *Principaux ouvrages : L'exercice de la parenté, (1981), Les deux sœurs et leur mère : anthropologie de l'inceste (1994/1997), Masculin-Féminin II. Dissoudre la hiérarchie (2002), Masculin-Féminin I. La pensée de la différence (1996/2002), L'identique et le différent : entretiens avec Caroline Broué (2008), Une pensée en mouvement (2009), Hommes, femmes : la construction de la différence (2010).*

Hirschman Albert Otto (1915-2012)

Économiste américain connu notamment pour ses travaux sur l'économie du développement et l'action collective. Né à Berlin, il poursuit ses études en France puis au Royaume-Uni (London School of Economics) et à Trieste où il obtient son doctorat. Il organise aux côtés de Varian Fray l'émigration vers les États-Unis de nombreux intellectuels juifs français et européens. Il a été professeur à Yale, Columbia, Harvard et enfin Princeton en 1974 où il restera jusqu'à sa retraite en 1985. Il a étudié l'économie du développement et a formulé le concept de croissance déséquilibrée. Il a aussi étudié le thème de la souveraineté du consommateur face aux entreprises dans son ouvrage *Exit, Voice and Loyalty.* Dans *Shifting involvement, private interest and public action* (1982), il analyse les mécanismes qui expliquent la participation à la vie publique ou le retrait vers la sphère privée de certains agents. Il a reçu le prix Talcott Parsons pour les sciences sociales en 1983.

→ *Principaux ouvrages : Stratégie du développement économique (1958), Défection et prise de parole (1970), Les passions et les intérêts (1977), Bonheur privé, action publique (1982), L'économie comme science morale et politique (1984), Deux siècles de rhétorique réactionnaire (1991), Un certain penchant à l'autosubversion (1995), La morale secrète de l'économiste (1997).*

Honneth Axel (né en 1949)

Directeur de l'Institut de recherches sociales de Francfort (depuis 2001) et professeur à l'Université de Columbia à New-York (depuis 2011), il a travaillé avec Jurgen Habermas et inscrit ses travaux dans la tradition de la sociologie critique de l'École de Francfort. La réflexion de Honneth se situe à l'articulation entre la sociologie et la philosophie morale. Comme Habermas, il s'oppose au relativisme moral de la pensée post-moderne et considère que les propositions morales sont susceptibles de valida-

tion par un échange public d'arguments fondés en raison et par un effort pour soumettre le contenu particulier de chaque proposition morale à des épreuves de réfutation (éthique de la discussion). Toujours dans le prolongement d'Habermas, Honneth souligne l'importance de l'intersubjectivité. La reconnaissance consiste précisément dans la confirmation par autrui des capacités de chaque sujet à se prononcer valablement sur les questions morales qui se posent dans la société. Pour rendre compte de l'importance de la reconnaissance, Honneth se livre à l'analyse de situations de déni de reconnaissance (injustices, humiliations, mépris). Il dégage ainsi trois formes de reconnaissance : la reconnaissance amoureuse, la reconnaissance juridique et la reconnaissance culturelle.

→ *Principaux ouvrages : La lutte pour la reconnaissance (1992), La société du mépris (trad. 2006), La réification (trad. 2007), Les pathologies de la liberté (2008).*

Hughes Everett Cherington (1897-1983)

Élève de Robert Park avec qui il soutient sa thèse de doctorat sur la professionnalisation des agents immobiliers de Chicago, il enseigne d'abord à l'Université McGill à Montréal. Il revient enseigner à Chicago à partir de 1938. Il quitte cette université en 1961 pour créer un programme doctoral à l'Université Brandeis à Boston. Après sa thèse, il se consacre à l'étude du travail (entrée des travailleurs noirs dans la grande industrie), à la sociologie des professions et à l'étude du milieu médical. Sur le plan méthodologique, Everett Hugues apporte une contribution majeure au travail de terrain et à l'usage de la démarche ethnographique en sociologie. Everett Hughes a publié un grand nombre d'articles et de contributions à des ouvrages collectifs. Il a contribué à la formation de la génération suivante des sociologues issus de la tradition de Chicago (en particulier Erving Goffman et Howard Becker).

→ *Principaux ouvrages : French Canada in Transition (1943), Where Peoples Meet. Racial and Ethnic Frontiers (avec Hele McGill, 1952), The Sociological Eye (1971, traduit en français sous le titre Le regard sociologique en 1996).*

Lahire Bernard (né en 1963)

D'abord Maître de conférences, puis Professeur de sociologie à Lyon, il a été membre de l'Institut universitaire de France. Il est professeur de sociologie à l'École normale supérieure de lettres et sciences humaines (Lyon) et dirige le groupe de recherche sur la socialisation. Ses travaux ont porté notamment sur les inégalités scolaires et sur la sociologie de la culture. Défenseur vigoureux de la rigueur épistémologique en sociologie, il associe étroitement réflexions théoriques et investigations empiriques. Il s'inspire de façon critique des travaux de Pierre Bourdieu et développe le projet de construction d'une sociologie psychologique qui accorderait toute sa place à la dimension individuelle de l'activité sociale.

→ *Principaux ouvrages : Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'« échec scolaire » à l'école primaire (1993), La Raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires (1993), Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires (1995), L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action (1998), L'Invention de l'« illettrisme ». Rhétorique publique, éthique et stigmates (1999), Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques (1999), Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles (2002), À quoi sert la sociologie ? (dir., 2002), La culture des individus. Dis-*

sonances culturelles et invention de soi (2004), L'esprit sociologique (2005), Franz Kafka, éléments pour une théorie de la création littéraire (2010), Monde pluriel, penser l'unité des sciences sociales (2012).

Lazarsfeld Paul (1901-1976)

D'origine autrichienne, Paul Lazarsfeld étudie le droit et l'économie, enseigne les mathématiques, puis se tourne vers la psychologie économique. Influencé par les philosophes du Cercle de Vienne mais aussi proche de l'École de Francfort, il émigre aux États-Unis en 1934, où il commence à travailler avec Theodor Adorno et Robert King Merton. Il devient professeur de sociologie à l'Université de Columbia, où il crée le *Bureau of applied social research*. Commencée en Autriche avec une étude sur les chômeurs, son œuvre est considérable. Ses premiers travaux américains portent sur les processus individuels de décision, le rôle des mass media; il consacrera ensuite ses efforts à la méthodologie des sciences sociales : il défend le principe d'une « analyse empirique de l'action », et préconise l'usage des outils mathématiques et statistiques en psychologie sociale et en sociologie. Paul Lazarsfeld est considéré comme un des grands sociologues américains « classiques » (avec Talcott Parsons et Robert King Merton). Ses travaux ont été diffusés en France par Raymond Boudon et Jean Stoetzel.

→ *Principaux ouvrages : Chômeurs de Marienthal (1931), The people choice's (1944), Voting (1954), The language of social research et Continuities in the social research (1955 et 1962, parus en France en trois volumes : Le vocabulaire des sciences sociales, L'analyse empirique de la causalité et L'analyse des processus sociaux, 1965), Qu'est-ce que la sociologie ? (1971).*

Lévi-Strauss Claude (1908-2009)

Après des études de philosophie, il part pour le Brésil en 1935 (professeur de sociologie à l'Université de Sao Polo). C'est à cette occasion qu'il conduit son travail de terrain dans les tribus indiennes de l'Amazonie. Réfugié à New York pendant la Seconde Guerre mondiale, il jette les bases de l'anthropologie structurale en étudiant les systèmes matrimoniaux. C'est le sujet de sa thèse publiée en 1949 (*Les structures élémentaires de la parenté*). Il contribue à faire connaître l'approche structuraliste qui privilégie l'analyse synchronique et l'étude des règles qui assurent la reproduction des systèmes sociaux. Il conteste les approches évolutionnistes et critique l'ethnocentrisme. Il étudie les mythes dont il montre qu'ils sont une forme de connaissance. Son analyse de la prohibition de l'inceste comme point de passage de la nature à la culture, même si elle a fait l'objet de critiques, constitue une référence centrale pour l'ethnologie et la sociologie de la famille. Claude Lévi-Strauss a été directeur d'études à l'École pratique des hautes études et sous-directeur du Musée de l'Homme. En 1959, il est élu Professeur au Collège de France (chaire d'anthropologie sociale) et, en 1973, devient membre de l'Académie Française.

→ *Principaux ouvrages : Les structures élémentaires de la parenté (1949), Race et histoire (1952), Anthropologie structurale (1958), Le totémisme aujourd'hui (1962), La pensée sauvage (1962), Le cru et le cuit (1967), Du miel aux cendres (1967), L'origine des manières de table (1968), L'homme nu (1971).*

Linton Ralph (1893-1953)

Anthropologue culturaliste et psychosociologue américain. Après des études d'archéologie, il succède à Franz Boas sur la chaire d'anthropologie de l'Université de

Columbia à New York où il travaille notamment avec Abram Kardiner. Ses études de terrains le conduisent aux Iles Marquises et à Madagascar où ses travaux portent principalement sur la diversité culturelle, la socialisation et les phénomènes d'acculturation. Il étudie la façon dont les structures sociales pèsent sur les comportements individuels et comment l'individu s'adapte aux contraintes générées par le groupe. Il est à l'origine de la définition culturaliste des notions de rôle et de statut et montre les liens qui relient ces deux notions inséparables à ses yeux : « Le rôle et le statut sont parfaitement inséparables et les distinguer n'a qu'un intérêt théorique. Il n'est pas de rôle sans statut et pas de statut sans rôle ». Il termine sa carrière universitaire à Yale.

→ *Principaux ouvrages : De l'Homme (1936), Les fondements culturels de la personnalité (1945).*

Luckmann Thomas (né en 1927)

Après des études à l'Université de Vienne (Autriche) et à la *New School for Social Research* de New York, il fait l'essentiel de sa carrière à l'Université de Constance en Allemagne tout en étant invité dans de nombreuses universités étrangères. Ses recherches ont porté sur la sociologie de la connaissance, la sociologie de la religion, la sociologie de la communication et l'épistémologie des sciences sociales. Ancien élève d'Alfred Schütz avec qui il a publié un livre en 1982, il s'inscrit dans le courant de la sociologie phénoménologique. Son livre le plus célèbre est *La construction sociale de la réalité* publié en 1966 avec Peter Berger.

→ *Principaux ouvrages : The Invisible Religion. The Problem of Religion in Moderne Society (première édition allemande en 1963, traduit en anglais en 1967), La construction sociale de la réalité (avec Peter Berger, 1966), The Sociology of Language (1975), Structures of the Life-World (avec Alfred Schütz, 1978), Phenomenology and Sociology (dir., 1978), The Changing Face of Religion (1989).*

Malinowski Bronislaw (1884-1942)

Ethnologue d'origine polonaise, il émigre successivement en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis. En 1916, il soutient à Londres sa thèse sur *La famille chez les aborigènes*. Pendant la Première Guerre mondiale il vit en Australie du fait de sa nationalité, il en profite pour séjourner dans les îles Trobriand où il met en évidence le phénomène de la *kula*. Ses travaux seront particulièrement novateurs quant à la place à accorder aux enquêtes de terrain. Pour lui, un ethnologue doit non seulement rejeter l'ethnocentrisme et s'ouvrir à la société qu'il étudie, mais il doit également s'immerger totalement dans cette société et vivre avec les « indigènes ». Cette « observation participante » au détriment de l'analyse des récits a pour principal avantage de permettre à l'ethnologue de mesurer un éventuel écart entre « l'idéal tribal » et la façon dont les individus s'y conforment. Pour mener à bien ses enquêtes en immersion, Bronislaw Malinowski s'astreint notamment à apprendre la langue des populations qu'il étudie pour ne pas avoir besoin de recourir à un interprète. Fondateur de l'ethnologie scientifique, il contribue à une refondation du courant fonctionnaliste.

→ *Principaux ouvrages : Les Argonautes du Pacifique occidental (1922), La sexualité et sa répression dans les sociétés primitives (1927), Les jardins de corail (1935), Une théorie scientifique de la culture (1944).*

Mannheim Karl (1896-1947)

Hongrois d'origine juive, Karl Mannheim se forme à la sociologie dans diverses universités allemandes. Il est notamment

l'élève de Georg Simmel et l'assistant de Norbert Elias. Nommé professeur à l'Université de Francfort en 1930, il doit quitter l'Allemagne en 1933 et s'installe à Londres où il enseigne à la *London School of economics*. Influencé notamment par Georg Lukàcs, Wilhelm Dilthey, Max Weber et Georg Simmel, Mannheim s'intéresse à la sociologie de la connaissance. Pendant son séjour à Londres, il est critiqué par Karl Popper qui voit en lui un représentant éminent de l'historicisme. En France c'est plutôt une interprétation marxiste de son œuvre qui a prévalu, même s'il adopte lui-même à la fin de sa vie des positions plutôt conservatrices.

→ *Principaux ouvrages : Idéologie et utopie (1929).*

Marx Karl (1818-1883)

Né en Prusse dans une famille juive convertie au protestantisme, Karl Marx fait des études de droit et de philosophie à Bonn et à Berlin. Il soutient en 1841 à Iéna sa thèse sur les matérialistes de l'Antiquité (*Démocrite et Épicure*). Il fréquente les hégéliens de gauche et se rallie à l'athéisme de Ludwig Feuerbach. Karl Marx développe à travers le journalisme une critique vigoureuse du système politique prussien, il dénonce la censure et les inégalités économiques. En 1843 il s'installe à Paris d'où il est expulsé par François Guizot à la demande du gouvernement prussien. Il s'installe à Bruxelles, combat les idées des hégéliens de gauche et de Joseph Proudhon, milite dans diverses organisations ouvrières. En 1848, il publie avec Friedrich Engels le *Manifeste du parti communiste*. Après avoir été expulsé de Belgique vers la France, puis être retourné en Allemagne, Karl Marx s'installe à Londres en 1849. Articulant étroitement l'activité dans diverses organisations politiques, le journalisme et la production d'une œuvre scientifique d'analyse du capitalisme, il publie un grand nombre d'articles et d'ouvrages. En 1857, il rédige l'*Introduction générale à la critique de l'économie politique* qui ne sera publiée qu'en 1903. Après la publication de la *Critique de l'économie politique* (1859), Karl Marx publie le premier livre du *Capital* (1867), ouvrage qui restera inachevé et dont les livres II, III seront publiés à titre posthume par Friedrich Engels. Karl Marx développe une analyse qui embrasse des questions historiques, philosophiques et économiques, il propose une théorie du changement social à partir d'un ensemble de concepts qui constituent le matérialisme dialectique et le matérialisme historique (mode de production, rapports de production, exploitation, plus-value, lutte des classes, idéologie, etc.). Karl Marx mène une vie matérielle difficile en dépit de l'aide de Friedrich Engels, il doit multiplier les articles de presse pour gagner sa vie et ses innombrables lectures le conduisent à repousser d'année en année la publication de ses travaux scientifiques. L'édition de ses œuvres constitue une vaste et difficile entreprise et est l'occasion de nombreuses querelles d'interprétations.

→ *Principaux ouvrages : À propos de la question juive (1844), Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1844), Thèses sur Feuerbach (1845), L'idéologie allemande (1846), Discours sur le libre-échange (1848), Manifeste du parti communiste (1848), Les luttes de classes en France (1850), Salaire, prix et plus-value (1865), Le Capital. Livre premier (1867), Critique du programme du parti ouvrier allemand (1875).*

Mauss Marcel (1872-1950)

Sociologue français né dans une famille de négociants et de rabbins et neveu d'Émile Durkheim. Après une agrégation de philosophie en 1895, il s'oriente vers la sociologie religieuse et acquiert, à l'École pratique des

hautes études, de solides connaissances en philologie, en histoire des religions et aussi en ethnologie. On le considère généralement comme le père de l'ethnographie française. Son premier grand travail de recherche, réalisé en collaboration avec Henri Hubert (1872-1927), porte sur « la nature et la fonction du sacrifice » (1899). L'essai paraît dans *L'Année sociologique* qu'Émile Durkheim vient de fonder et dont Mauss est l'un des plus actifs collaborateurs. En 1901, il est chargé du cours de « l'Histoire des religions des peuples non civilisés » à l'École pratique des hautes études. Les recherches qu'il entreprend alors ont pour objet les manifestations rituelles de la vie religieuse et pour objectif l'élaboration d'une théorie du sacré, mais s'élargissent bientôt pour toucher à la théorie de la connaissance. Après l'Armistice, Marcel Mauss prend la relève de son oncle décédé durant la Grande Guerre, relance la revue et, en collaboration avec Lucien Lévi-Bruhl et Paul Rivet, fonde en 1925 l'Institut d'ethnologie de Paris, autour duquel se constitue une véritable école qui organise, en Afrique surtout, les premières grandes expéditions ethnologiques. Il est élu en 1930 au Collège de France (chaire de sociologie). Parmi ses écrits, le plus fameux est son *Essai sur le don* (1924).

Marcel Mauss est aussi un militant. Impliqué très tôt dans l'action politique, du côté des dreyfusards et des socialistes, il collabore au Mouvement social et participe à la mise sur pied de la Société nouvelle de librairie et d'édition. Une fois professeur, il poursuit ses activités au sein du mouvement coopératif et du parti socialiste et publie de nombreux articles dans *L'Humanité*, dont il est l'un des fondateurs avec Jean Jaurès. Après la guerre, il entreprend la rédaction d'un grand ouvrage sur la Nation et après avoir publié ses « Observations sur la violence » dans la *Vie socialiste*, élabore le plan d'un livre sur le bolchevisme. Pacifiste convaincu, il publie un grand nombre d'articles dans différentes revues, dont *L'année sociologique*.

→ *Principaux ouvrages : Esquisse d'une théorie générale de la magie (1902), Essai sur le don (1924), Sociologie et anthropologie, recueil de textes (1950).*

Mead Georges Herbert (1863-1931)

Philosophe américain appartenant au courant pragmatique de la psychologie sociale, ses travaux sont à l'origine, avec ceux de Charles Cooley, de la sociologie interactionniste américaine. Pour les auteurs qui se réclament de l'interactionnisme, la réalité sociale est le produit des interactions entre les individus. Après un voyage d'étude en Allemagne, il commence à enseigner à Chicago en 1884. Les travaux de Georges Herbert Mead portent notamment sur les rapports entre un individu et autrui, cela l'amène à fonder les concepts d'autrui significatif et d'autrui généralisé à partir desquels il explique le processus de socialisation. Bien que Georges Herbert Mead ne publie pas de son vivant, ses enseignements à l'université auront une grande influence sur les sociologues de l'École de Chicago comme William Thomas, Robert Erza Park, Ernest Burgess ou encore Herbert Blumer. Ce dernier, à la suite de l'influence de Georges Herbert Mead, sera à l'origine de la notion d'interactionnisme symbolique. Ses principaux cours seront publiés après sa mort.

→ *Principaux ouvrages : The philosophy of present (1932) non traduit, L'esprit le soi et la société (1934).*

Mead Margaret (1901-1978)

Anthropologue américaine née en 1901 à Philadelphie, elle découvre l'anthropologie à l'Université de Columbia avec Franz Boas et Ruth Benedict. En 1925, elle entreprend

sa première enquête de terrain aux îles Samoa pour y étudier le comportement des adolescents et l'incidence de l'environnement culturel sur le passage de l'enfance à l'âge adulte. La publication de son livre *Coming of age in Samoa* (1928) révolutionna le milieu de l'anthropologie américaine. Margaret Mead y décrit une société de tolérance, sans conflit, où « l'activité sexuelle est une chose naturelle et agréable » à laquelle les adolescents, en particulier, s'adonnent librement. Cette vision de l'amour sous les palmiers fit l'effet d'une bombe dans l'Amérique puritaine des années 1920. Par la suite, elle fit cinq autres voyages, de Bali à la Nouvelle-Guinée pour y étudier huit sociétés différentes. Margaret Mead, de cette façon, confortera l'hypothèse culturaliste. Son étude sur la société samoane sera vivement critiquée après sa mort et l'étude de Margaret Mead sera même suspectée de fantaisie au niveau des faits relevés sur le terrain.

→ *Principaux ouvrages : Adolescence à Samoa (1928, traduction française 1971), L'un et l'autre sexe (1948), Mœurs et sexualité en Océanie (1963).*

Mendras Henri (1927-2003)

Il fait partie de la génération qui a reconstruit la sociologie française après la Seconde Guerre mondiale. Alors que Michel Crozier se spécialise dans la sociologie des organisations, Alain Touraine dans l'étude du travail ouvrier, Henri Mendras va créer la sociologie rurale. Après des études à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, il séjourne à l'Université de Chicago et réalise à cette occasion un travail de terrain sur un village de paysans mormons de l'Utah. De retour en France il intègre le CNRS et le Centre d'études sociologique au sein duquel il crée le Groupe d'études rurales. En 1967, il publie, à partir de sa thèse d'État, son livre majeur *La fin des paysans*. Il impulse de nombreux travaux relatifs aux sociétés paysannes, participe aux débats publics sur l'avenir de l'agriculture française (notamment dans le cadre du Commissariat général du plan), enseigne à l'Institut d'études politiques et à l'Université de Nanterre, publie des ouvrages à vocation pédagogique (en particulier *Éléments de sociologie*). À partir de 1981, dans le cadre de l'Observatoire français des conjonctures économiques que dirige alors Jean Marcel Jeanneney, il crée une cellule de sociologie qui centre ses réflexions sur le changement social. L'équipe ainsi constituée publie (sous le pseudonyme de Louis Dirn) une série de travaux sur les tendances du changement dans la société française. L'accent est mis sur la moyennisation, sur la montée de l'individualisme, sur l'affaiblissement des grandes institutions (armée, églises, syndicats), sur l'émergence de nouvelles valeurs, sur l'importance du niveau local dans la régulation sociale, etc.

→ *Principaux ouvrages : La fin des paysans (1967), Éléments de sociologie (1967), Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie (1976), La sagesse et le désordre (dir., 1980), Le changement social (avec Michel Forsé, 1983), La seconde révolution française 1965-1984 (1988), Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin (1995), La France que je vois (2002).*

Merton Robert King (1910-2003)

Sociologue américain, continuateur de Talcott Parsons, il est le fondateur du structuro-fonctionnalisme. Robert King Merton a travaillé avec Pitirim Sorokin et Paul Lazarsfeld (avec lesquels il a publié plusieurs articles), avant de développer une théorie sociologique qui fait une grande place aux concepts d'anomie, de déviance, de cohésion sociale, de valeurs et de normes sociales. Faisant très souvent référence à

Émile Durkheim, il s'est particulièrement intéressé à la relation entre individu et groupe social. Une grande partie de la sociologie américaine des années 1960 se réclame de lui. En France, ses travaux ont influencé Georges Gurvitch, mais ont été l'objet des critiques d'Alain Touraine ou de Pierre Bourdieu. Il a joué un rôle essentiel (et précurseur) dans le développement de la sociologie des sciences.

→ *Principaux ouvrages : Social Theory and Social Structure (1957, traduction française Éléments de théorie et de méthode sociologique, 1965), The sociology of science (1979).*

Mills Charles Wright (1916-1962)

Sociologue américain né au Texas il enseigna à l'Université de Columbia. Ses travaux ont porté sur le pouvoir, les institutions ou encore la stratification sociale. Son engagement politique au sein de la mouvance radicale et notamment ses prises de position dans la presse sur la guerre froide ou la révolution cubaine ont limité l'écho donné à ses travaux de son vivant. Ses principaux ouvrages portent sur l'élite du pouvoir, concept à travers lequel il remet en cause l'idée de classe dirigeante en insistant sur le caractère pluriel et multidimensionnel des groupes qui exercent le pouvoir; ainsi que sur la montée de la classe moyenne américaine, *Les cols blancs*. Dans l'*Imagination sociologique*, il se livre à une critique virulente de la sociologie américaine et notamment des conditions de la recherche. Il conteste notamment la sociologie de Paul Lazarsfeld et son caractère empiriste ainsi que la « suprême théorie » de Talcott Parsons.

→ *Principaux ouvrages : traduits en français, Les cols blancs (1951), L'élite du pouvoir (1956) et L'imagination sociologique (1961).*

Morin Edgar (né en 1921)

De son vrai nom Edgar Nahoum. Licencié en histoire et géographie et en droit, il commence à écrire en 1946 (*L'an zéro de l'Allemagne*), collabore aux *Lettres françaises*, et entre au CNRS en 1950. Il y dirigera une étude ethnologique d'une commune bretonne (*La métamorphose de Plovezet*) avant de s'intéresser aux pratiques culturelles. Son ouvrage sur *La rumeur d'Orléans* (1969) le fera connaître du grand public. Dès 1977, il s'attaque à son œuvre majeure, *La Méthode*, qui comprend six tomes (1967 à 2004). Son ambition est de savoir « comment envisager la complexité du monde de façon non simplifiante ? ». Il développe une approche pluridisciplinaire : la pensée complexe combine (entre autres) la théorie de l'information et la théorie des systèmes pour proposer un ensemble de principes applicables aux phénomènes physiques, biologiques et sociaux. Cette très vaste ambition l'amène à développer sa propre épistémologie, autour de « la connaissance de la connaissance. ». Cet immense travail est à la fois très admiré et fort critiqué, car si la réflexion philosophique qu'il contient est indiscutablement très riche, la « méthode » ne comporte en fait que très peu de méthodologie, et les recherches de terrain qui avaient marqué la première phase de son œuvre ont disparu ensuite, ce qui affaiblit la portée sociologique de son travail.

Auteur très prolifique (plus d'une cinquantaine d'ouvrages, la plupart publiés au Seuil), il est directeur de recherche émérite au CNRS, il a reçu des nombreuses distinctions honorifiques, et continue de défendre la « pensée complexe » à travers une intense activité associative et médiatique.

→ *Principaux ouvrages : Commune en France. La métamorphose de Plodémet (1967), La rumeur d'Orléans (1969), Les stars (1972).*

Muchielli Laurent (né en 1968)

Sociologue et historien de formation, directeur de recherches au CNRS, il travaille au CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, qu'il dirige pendant 6 ans). Il a travaillé sur l'histoire et l'épistémologie des sciences sociales et aujourd'hui principalement sur la sociologie de la délinquance et de son traitement pénal, ainsi que sur les discours politiques et médiatiques sur « l'insécurité ».

→ *Principaux ouvrages : La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914) (1998), Violences et insécurité, Fantasmes et réalités dans le débat français (2001), Crime et sécurité : un état des savoirs (collectif, 2002), Mythes et histoire des sciences humaines (2004), Le scandale des « tournantes » (2005), Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de 2005 (collectif, 2006), Les bandes de jeunes, des Blousons noirs à nos jours (collectif, 2007), La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social (collectif, 2008), Histoire de l'homicide en Europe (collectif, 2009), La violence des jeunes en question (avec V. Le Goaziou, 2009), Les violences politiques en Europe (collectif, 2010), L'invention de la violence (2011).*

Ogien Albert (né en 1950)

Directeur de recherche au CNRS, actuellement directeur du Centre d'étude des mouvements sociaux, Albert Ogien a d'abord travaillé dans le domaine de l'anthropologie sociale (en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid), puis conduit des travaux sur les politiques publiques dans le domaine de la santé (psychiatrie) et de l'usage des drogues (avec R. Castel). Il a soutenu sa thèse en 1984 sous la direction de Robert Castel. Il a aussi développé des analyses sur la sociologie de la connaissance ordinaire et sur la sociologie de l'action. Spécialiste de l'ethnométhodologie, il inscrit ses travaux dans une tradition interprétative et compréhensive.

→ *Principaux ouvrages : L'esprit gestionnaire (1995), Sociologie de la déviance (1999), L'ethnométhodologie : une sociologie radicale (avec M. de Fornel et L. Quéré, 2001), Le vocabulaire de la sociologie de l'action (avec Louis Quéré, 2005), Les règles de la pratique sociologique (2007), Les formes sociales de la pensée (2007), Dynamique de l'erreur (avec C. Chauviré et L. Quéré, 2009), Désobéir en démocratie (avec S. Laugier, 2010).*

Pareto Vilfredo (1848-1923)

Économiste et sociologue italien né à Paris, le 15 juillet 1848, où son père vit en exil. La famille s'établit en Italie à partir de 1852. Vilfredo Pareto obtient en 1864 le diplôme d'École supérieure de Florence, avant d'être admis à l'Université de Turin où il s'inscrit en sciences mathématiques et physiques. Après des études à l'École d'ingénieurs de Turin où il obtient son diplôme en janvier 1870, il est pendant de longues années ingénieur dans les chemins de fer de Toscane tout en participant à divers débats publics (à propos du libre-échange notamment). L'économiste Maffeo Pantaleoni le présente à Léon Walras dont il prend la succession à l'Université de Lausanne à partir de 1893. En 1905, Vilfredo Pareto publie son *Manuel d'économie politique*. L'*homo oeconomicus* en est le point central de l'analyse et il est analysé comme un sujet abstrait guidé dans ses actions par son égoïsme, retenu toutefois par les ressources économiques limitées, par les nécessaires échanges de biens, par les difficultés affectant la production et par les obstacles imposés par le système socio judiciaire : « Qui veut opérer une étude scientifique des faits sociaux doit prendre en compte la réalité, et non des principes abstraits… D'une manière

générale, l'homme agit de manière illogique, tout en faisant croire qu'il agit logiquement ». Il va alors abandonner progressivement l'économie politique pour se concentrer exclusivement sur la sociologie. Vilfredo Pareto pense que sa tâche principale est désormais de spécifier la nature des relations sociales, en particulier des relations subjectives. Pour lui, la sociologie devient indispensable pour la compréhension du comportement humain et peut fournir une base d'analyse plus solide que l'économie, même si elle n'en est qu'à ses débuts. Durant la deuxième moitié de 1910, Vilfredo Pareto prépare des plans de réforme de l'enseignement des sciences sociales à l'Université de Lausanne. Il parvient à faire passer un projet visant à séparer l'enseignement des sciences commerciales de l'enseignement des sciences sociales et économiques. À partir de 1911 Vilfredo Pareto se consacre entièrement à la recherche et il publie en 1916 un *Trattato di sociologia generale*, synthèse de l'ensemble de ses idées, lentement formées depuis 1893. L'édition française, entièrement revue, paraît en juillet 1917. Le comportement humain est divisé en deux catégories, le comportement logique et le comportement non logique. C'est dans le *Trattato* qu'il développe sa théorie des résidus (définis comme des actions résultant directement de sentiments ou d'instincts hétérogènes) et des dérivations (définies comme des actions résultant de la capacité humaine de faire appel à la logique). L'homme se laisse gouverner par ses sentiments (les résidus), alors que les dérivations lui offrent une fausse rationalisation de choix purement émotionnels. De la parution du *Trattato* jusqu'à sa mort, Vilfredo Pareto tentera de trouver une confirmation de ses théories dans les événements suivant la Première Guerre mondiale.

→ *Principaux ouvrages : Cours d'économie politique (1896-1897), Les systèmes socialistes (1902), Traité de sociologie générale (1916).*

Park Robert Ezra (1864-1944)

Après avoir commencé une carrière de journaliste, il devient l'élève de William James, puis part à Berlin étudier avec Georg Simmel. De retour aux États-Unis, il devient l'assistant d'un leader politique noir. Il rejoint l'Université de Chicago à 49 ans. Sa collaboration avec Ernest Burgess marque le début de l'essor de l'École de Chicago. Le principal sujet de recherche de Robert Erza Park est la ville. À travers des approches ethnographiques, il essaie de rendre compte des aspects multiples des relations sociales qui caractérisent le milieu urbain, et s'intéresse tout particulièrement aux milieux sociaux défavorisés : les communautés ethniques et les ghettos, les marginaux. Il considère la ville comme un « laboratoire social », qui exprime – à travers l'organisation de l'espace – les tensions et les conflits de la société dans son ensemble. Son utilisation de concepts empruntés à l'éthologie et l'écologie (invasion, symbiose, etc.) en fait le fondateur de « l'écologie urbaine ». Robert Erza Park voit dans la sociologie « la science des comportements collectifs », qui doit traiter prioritairement de deux questions : celle du contrôle social (« le contrôle social est le fait central et le problème central de la société ») et celle des formes de l'interaction (compétition, conflit, accommodation et assimilation). Robert Erza Park a peu écrit (il s'est surtout consacré aux recherches de terrain), mais ses travaux ont inspiré de nombreux sociologues interactionnistes.

→ *Principaux ouvrages : Introduction à la science de la sociologie (avec Ernest Burgess, 1907), La ville. Propositions de recherches sur le comportement humain en milieu urbain (1915), L'homme marginal (1923).*

Parsons Talcott (1902-1979)

Talcott Parsons, professeur de sociologie à Harvard est avec Robert King Merton le fondateur de la sociologie structuro-fonctionnaliste. Presque tous les grands sociologues américains du milieu du XX^e siècle ont été ses élèves ou se sont inspirés de lui, parfois dans une optique très différente (Harold Garfinkel, père de l'ethnométhodologie, a été son étudiant). Son œuvre est essentiellement une théorie de l'action sociale. Reprenant et développant les idées d'Alfred Radcliffe-Brown (le concept de « fonction sociale »), il propose une analyse des systèmes sociaux selon leurs finalités et leurs capacités d'adaptation. Il essaie de rendre compte des régularités sociales (*social patterns*) à travers la dynamique des statuts et des rôles sociaux, et accorde une grande importance aux normes sociales et à l'orientation de l'action sociale par les valeurs.

→ *Principaux ouvrages : The structure of Social Action (1937), Essays in Sociological Theory (1949), The Social System (1951), Toward a General Theory of Action (1951, en français : Éléments pour une théorie de l'action, 1963), Family, Socialization and Interaction Process (1955), Structure and Process in Modern Societies (1959, en français : Le système des sociétés modernes, 1974), Social Structure and Personality (1963), Societies : Evolutionary and Comparative Perspective (1966, en français : Sociétés : essais sur leur évolution comparée, 1973).*

Passeron Jean-Claude (né en 1930)

Sociologue français né en 1930 à Nice. Après des études de philosophie, il enseigne la sociologie et travaille avec Pierre Bourdieu. De leur collaboration vont naître des ouvrages majeurs sur la sociologie de l'éducation d'une part (*Les héritiers* et *La reproduction*) et sur l'épistémologie des sciences sociales d'autre part (*Le métier de sociologue*, avec Jean-Claude Chamboredon). Même si leurs relations restent amicales, il s'éloigne progressivement de Pierre Bourdieu et s'installe à Marseille où il prend la direction du SHADYC (Sociologie, Histoire, Anthropologie des Dynamiques Culturelles) dans le cadre de l'École des hautes études en sciences sociales. Au sein de ce laboratoire, de nombreuses disciplines des sciences sociales travaillent en interaction (économie, histoire, anthropologie, sociologie notamment). Ses travaux portent principalement sur la culture (et notamment la culture populaire) et sur l'épistémologie des sciences sociales. Il publie de nombreux articles et anime la revue *Enquête*.

→ *Principaux ouvrages : Les héritiers : les étudiants et la culture (avec P. Bourdieu, 1964), Le métier de sociologue (avec P. Bourdieu et J.-C. Chamboredon, 1968), La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement (avec P. Bourdieu, 1971), Les mots de la sociologie (1980), L'œil à la page : Enquête sur les images et les bibliothèques (avec M. Grumbach, 1985), Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature (avec C. Grignon, 1989), Le temps donné aux tableaux (avec E. Pedler, 1991), L'art de la recherche, Essais en l'honneur de R. Moulin (avec P.-M. Menger, Eds, 1994), Le raisonnement sociologique : l'espace non poppérien du raisonnement naturel (1991), Le modèle et l'enquête : les usages du principe de rationalité dans les sciences sociales (avec L.-A. Gérard Varet, eds, 1995), Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation (2001), L'argumentation. Preuve et persuasion (avec M. de Fornel, eds., 2002), Qu'est-ce qu'une discipline, (2006).*

Paugam Serge (né en 1960)

Sociologue français, il dirige depuis 2005 le centre Maurice Halbwachs et l'équipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS). Spécialiste des questions liées à la pauvreté, aux inégalités et aux ruptures sociales. Dans sa thèse soutenue en 1988 sous la direction de Dominique Schnapper, il introduit le concept de disqualification sociale qui présente de l'exclusion la vision d'un processus progressif. Ses travaux sur la pauvreté s'inscrivent dans la tradition de Georg Simmel. Pour Paugam, la pauvreté doit être envisagée dans le cadre des interdépendances que les individus entretiennent avec leur environnement social. Il définit ainsi trois formes élémentaires de la pauvreté : pauvreté intégrée, pauvreté marginale, pauvreté disqualifiante. Récemment enfin, il a contribué à la publication d'un ensemble de textes de Raymond Aron sous le titre *Les sociétés modernes* (2006).

→ *Principaux ouvrages : La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté (1991), La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion (1993), L'exclusion, l'état des savoirs (dir., 1996), Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle (2000), Les formes élémentaires de la pauvreté (2005), Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales (dir., 2007), La pratique de la sociologie (2008).*

Radcliffe-Brown Alfred Reginald (1881-1955)

Ethnologue britannique, fondateur du courant de l'anthropologie sociale appelée aussi structuro-fonctionnalisme. Il enseigne à Chicago où il côtoie Lloyd William Warner, puis à Oxford. Contemporain de Bronislaw Malinowski, il le rejoint dans sa critique de l'évolutionnisme et du diffusionnisme. En revanche, Alfred Reginald Radcliffe-Brown ne s'intéresse pas au concept de culture pour privilégier l'étude de la structure sociale. Ses travaux seront fortement influencés par le positivisme français ainsi que par Émile Durkheim et Marcel Mauss qu'il contribue à diffuser en Grande-Bretagne. Comme Bronislaw Malinowski, il va beaucoup voyager, aux îles Andaman entre 1906 et 1908, chez les Aborigènes australiens entre 1910 et 1911. Pour autant, il ne sera jamais un adepte de l'observation participante. Ses principaux travaux ethnologiques portent sur les croyances religieuses et sur les systèmes de parenté dont il présente une vision structuraliste. Un de ses principaux disciples Edward Evan Evans-Prittchard, poursuivra ses travaux sur les systèmes de parenté en Afrique avec son étude sur les Nuer du Soudan.

→ *Principaux ouvrages : The Andaman Islanders (1922), The social organization of australian tribes (1931), Structure et fonction dans la société primitive (1952).*

Rawls John (1921-2002)

Né à Baltimore, il fait ses études à Princeton. Docteur en philosophie en 1949, il enseigne à l'Université Cornell, puis au Massachusetts Institute of Technology; enfin, à partir de 1959, à l'Université de Harvard où il fait toute sa carrière. En 1971, il publie *Théorie de la justice* qui est considéré comme le principal ouvrage de philosophie politique du XX^e siècle et qui a fait l'objet de nombreux commentaires. Dans le cadre de ce débat, John Rawls a consacré de nombreux ouvrages et articles à préciser et développer son analyse de la justice sociale. Sa réflexion repose sur une critique de l'utilitarisme et sur la volonté de développer une théorie de la justice compatible avec le respect des libertés individuelles et avec la pluralité des conceptions du bien qui caractérise les sociétés modernes. Il se prononce pour un libéralisme égalitaire et donc pour

une action de l'État visant, dans le respect des libertés, à améliorer de façon prioritaire la situation des plus défavorisés. Les analyses de John Rawls ont été critiquées par les auteurs libertariens (en particulier par Robert Nozick) et par des auteurs qui préconisent une approche plus radicale de la réduction des inégalités.

→ *Principaux ouvrages : Théorie de la justice (1971), Libéralisme politique (1993), Le droit des gens (1999), La justice comme équité (2001).*

Schnapper Dominique (née en 1934)

Fille de Raymond Aron, Dominique Schnapper est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en sociologie et en lettres. Elle est depuis 1980 directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Ses premières études portent sur les minorités : immigrés italiens, juifs, chômeurs. Elle a d'ailleurs montré que le travail demeure un vecteur essentiel de l'intégration sociale. Sa réflexion porte ensuite sur la question plus large de l'intégration à la nation. Elle a fait partie en 1987 de la Commission Marceau Long sur la réforme de la nationalité. Dominique Schnapper défend un modèle d'intégration républicain universaliste, où la citoyenneté est un moyen de transcender les différences (passage de la nation ethnique à la nation civique). Elle définit à ce sujet la « communauté des citoyens » qui permet de prendre en compte les particularismes en dehors de la sphère publique. Dominique Schnapper a aussi été membre de la Commission Fauroux sur l'éducation de 1995 à 1996 et présidente de la Société française de sociologie de 1995 à 1999. Elle est membre du Conseil constitutionnel depuis 2001.

→ *Principaux ouvrages : L'Italie Rouge et Noire (1971), Juifs et Israélites (1980), L'Épreuve du chômage (1981), Six manières d'être européen (avec Henri Mendras 1989), La France de l'intégration, sociologie de la nation en 1990 (1991), L'Europe des immigrés, essai sur les politiques d'immigration (1992), Les musulmans en Europe, (avec B. Lewis 1992), La Communauté des citoyens, sur l'idée moderne de nation, (1994), La Relation à l'Autre. Au cœur de la pensée sociologique, (1998), La compréhension sociologique (1999), Qu'est-ce que la citoyenneté ? (2000), La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine (2002), Au fur et à mesure : Chroniques 2001-2002 (2003), Qu'est-ce que l'intégration ? (2007), Une sociologue au Conseil constitutionnel (2010).*

Schütz Alfred (1899-1959)

D'origine autrichienne, Alfred Schütz a émigré aux États-Unis en 1939. Reprenant la thèse de Max Weber sur la distinction entre expliquer (*Erklären*) et comprendre (*Verstehen*), il va s'inspirer d'Edmond Husserl, mais aussi de George Herbert Mead et de John Dewey pour développer sa propre conception de la « phénoménologie sociale » : la vie sociale est un univers intersubjectif, perpétuellement reconstruit par les acteurs sociaux. Le langage joue un grand rôle dans ces processus, car il met en forme le monde social, au travers de ce qu'Alfred Schütz appelle la « typification » (construction de schèmes interprétatifs). Il est un des fondateurs du « constructivisme social » et il a fortement influencé Harold Garfinkel et l'ethnométhodologie, ainsi que Peter Berger et Thomas Luckman, qui furent ses étudiants. L'essentiel de son œuvre a été publié à titre posthume.

→ *Principaux ouvrages : Der Sinnhafte Aufbau der sozialen Welt (1932, traduction anglaise : The Phenomenology of the Social World, 1967), The problem of Social Reality (1962), Studies in Social*

Theory (1964), Le chercheur et le quotidien (choix de textes des deux précédents, 1987).

Simmel Georg (1858-1918)

Philosophe, historien et sociologue allemand, maître de conférence à l'Université de Berlin. Il a été tenu à l'écart par ses pairs des postes de professeur malgré le soutien de Max Weber, Heinrich Rickert, Edmund Husserl. À 43 ans il obtient un titre de professeur honorifique à Berlin, et obtient un poste en 1914 à l'Université de Strasbourg. Auteur prolifique, il a connu un large succès en Allemagne et son œuvre pénètre l'Europe et les États-Unis. Il s'est intéressé à un grand nombre de sujets tels que les sociétés secrètes, la pauvreté, Kant, la mode, la conversation... En élaborant le concept de forme sociale comme produit des actions réciproques des individus, il place son analyse entre individu et société. Sa volonté de modéliser le réel fait qu'il est aujourd'hui considéré comme le père de la sociologie formelle.

→ *Principaux ouvrages : Problèmes de philosophie de l'histoire (1892), Philosophie de l'argent (1900), Le conflit (1908), Sociologie : Recherches sur les formes de la socialisation (1908).*

Spencer Herbert (1820-1903)

Philosophe anglais, autodidacte, ingénieur puis journaliste à *The Economist*, il publie son premier ouvrage en 1850. Il tente de réconcilier science et religion « toutes deux indispensables à l'âme humaine », il développe une philosophie politique libérale : le rôle de l'État doit être strictement limité, chaque individu possède un « sens moral » qui le guide vers le bien et qui peut le conduire à s'opposer à l'État. Très impressionné par le darwinisme, il essaiera de transposer la théorie de l'évolution à la psychologie et la sociologie, et conçoit la société comme un organisme que les lois de l'évolution guideront dans le sens du mieux-être général. Il s'est beaucoup intéressé à l'éducation, développant une vision très critique de l'école de son siècle : « Ce que les cours de nos écoles négligent presque totalement est ce qui intéresse le plus : la question de la vie ». De 1860 à 1896, il s'attache à sa grande œuvre : rassembler sous le titre générique de *Système de philosophie synthétique*, l'ensemble de ses travaux sur les *Principes* de *biologie* de *psychologie*, de *sociologie* et de *morale*.

→ *Principaux ouvrages : Introduction à la science sociale (1873), De l'éducation (1880), L'individu contre l'État (1885), Classification des sciences (1893), Problèmes de morale et de sociologie (1894).*

Stoetzel Jean (1910-1987)

Né à Saint-Dié le 23 avril 1910 de famille lorraine et alsacienne. Il entre à l'École normale supérieure en 1932, et obtient l'agrégation de philosophie en 1935. Il enseigne dans le secondaire après un détachement à l'Université Columbia à New York. Il fonde en 1938 l'IFOP, Institut français de l'opinion publique. Élève de Paul Lazarsfeld, Il obtient un doctorat en 1943, et enseigne alors dans le supérieur, successivement à Bordeaux, où il occupe la chaire de sciences sociales, et à la Sorbonne (en même temps que Raymond Aron), de 1955 à 1978, où il devient titulaire de la première chaire française de psychologie sociale. En 1956, il devient directeur du Centre d'études sociologiques créé par Georges Gurvitch. Il est élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1977.

S'inspirant de recherches américaines antérieures, il est l'instigateur en France d'une discipline nouvelle, la psychologie sociale, qui permet selon lui de « combler une lacune entre la psychologie et la sociologie ». En lisant la littérature améri-

caine, et en particulier George Gallup, Louis Thurstone et Rensis Likert, il découvre « à la source des conduites concrètes, certaines formes de préparation à l'action », dénommées des « attitudes », et « dont l'expression verbale n'est autre chose que l'opinion ».

→ *Principaux ouvrages : Théorie des opinions, accompagnée de L'Étude expérimentale des opinions (1943), La Psychologie sociale (1963), Les sondages d'opinion publique (avec Alain Girard, 1979), Les valeurs du temps présent : une enquête européenne (1983).*

Strauss Anselm (1916-1996)

Formé à l'Université de Chicago (notamment par H. Blumer), il est une figure éminente de l'interactionnisme symbolique. Critiquant le fonctionnalisme, il montre que l'ordre social ne se limite pas à un ensemble de règles formelles, mais qu'il s'agit d'un ordre négocié résultant de multiples interactions (y compris conflictuelles) entre les acteurs sociaux. Ses travaux ont notamment porté sur la sociologie des professions et sur la médecine (fonctionnement des hôpitaux, relations entre soignants et malades, etc.). Il est l'un des fondateurs de la *Grounded Theory* (théorie ancrée).

→ *Principaux ouvrages : Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme (1959, trad. 1992), La découverte de la théorie ancrée (avec B. Glaser, 1967, trad. 2010), La trame de la négociation (recueil d'articles, trad. 2002).*

Tarde Gabriel (1843-1904)

Après des études de droit, Gabriel Tarde entreprend une carrière de juriste (substitut, puis juge d'instruction) qui le conduira à la direction de la statistique judiciaire en 1894. Entre-temps, il a créé une œuvre philosophique et sociologique originale. Par ses conceptions innovantes sur la personnalité des criminels (il s'oppose à la théorie du « type criminel » défendue à l'époque par Cesare Lombroso), le système pénal, ou l'usage de la statistique criminelle, il est parfois considéré comme le fondateur de la criminologie moderne. Cette œuvre sera reconnue par sa nomination au Collège de France et à l'Académie des sciences morales et politiques. Ses conceptions sociologiques n'ont pas eu un tel retentissement, elles ont été en partie occultées par son opposition avec Émile Durkheim. Gabriel Tarde apparaît comme le tenant d'une psychologie sociale individualiste, (la société est pour lui un « mécanisme psychologique supérieur »), ou d'une microsociologie qui se préoccupe des aspects intersubjectifs du social. Il accorde une importance particulière à l'invention (et au rôle individuel de l'inventeur dans l'évolution sociale) et à l'imitation comme facteur déterminant de la socialisation : en cela aussi il s'oppose à Émile Durkheim, auquel il reproche d'accorder un poids excessif à la contrainte sociale. Ses travaux porteront aussi sur la foule, le public et l'opinion. L'œuvre de Gabriel Tarde fait aujourd'hui l'objet d'une redécouverte, sous l'impulsion de certains philosophes et criminologues.

→ *Principaux ouvrages : La criminalité comparée (1886), Les lois de l'imitation (1890), La philosophie pénale (1890), Les lois sociales : esquisse d'une sociologie (1898), L'opinion et la foule (1901).*

Tillion Germaine (1907-2008)

Ethnologue française, elle fut l'élève de Marcel Mauss. Ses premiers travaux portent au milieu des années 1930 sur les populations Chaouïas, un peuple berbère et nomade d'Algérie qu'elle étudie pendant les nombreuses missions ethnographiques qu'elle entreprend avant la Seconde Guerre mondiale. À son retour en France, elle est

chercheuse au Musée de l'Homme et entre en résistance dès le début de la guerre. Elle est déportée au camp de Ravensbrück, où elle exerce son activité de recherche pour décrire à son retour les conditions de vie dans les camps.

Dans les années 1960, elle étudie la guerre d'Algérie dans une dimension plus politique qu'ethnologique sans pour autant délaisser ses activités de recherche. Ses travaux ethnographiques s'orientent vers l'étude de la condition des femmes sur le pourtour méditerranéen.

→ *Principaux ouvrages : Les ennemis complémentaires (1961), Le harem et les cousins (1966), Ravensbrück (1973), Il était une fois l'ethnographie (2000).*

Tocqueville Alexis de (1805-1859)

De retour d'un voyage en Amérique effectué à l'origine pour étudier le système pénitentiaire américain, Alexis de Tocqueville connaît la gloire à 33 ans. Grâce au succès de son ouvrage (*La Démocratie en Amérique*), il est élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1838, et à l'Académie française en 1841. Son œuvre est inspirée par la conviction qu'il y a un « sens de l'histoire » (La Providence) : « Le développement graduel de l'égalité des conditions est un fait providentiel; il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine ». Dès lors, l'évolution vers la démocratie est un fait inéluctable : elle est un « état social », bien avant de se traduire en institutions. Mais elle est en permanence menacée, et seul le développement des libertés publiques (droit d'expression, rôle de la presse) et de la démocratie locale et de proximité (associations, collectivités locales) peut contrecarrer la tendance au désintérêt des citoyens pour l'action publique. Alexis de Tocqueville, dont le libéralisme politique ne fait aucun doute, a parfois été enrôlé sous la bannière du libéralisme économique. Un siècle et demi après sa mort, les préoccupations qui sous-tendaient son œuvre restent d'une étonnante modernité.

→ *Principaux ouvrages : Mémoire sur le Paupérisme (1835), La Démocratie en Amérique (vol. 1, 1835, vol. 2, 1840), Discours sur le droit au travail (1848), L'Ancien Régime et la Révolution (1856).*

Tönnies Ferdinand (1855-1936)

Sociologue allemand, souvent considéré comme le second fondateur – avec Max Weber – de la sociologie allemande. Docteur en philosophie en 1887, il s'oriente vers la philosophie sociale et politique, avant de s'intéresser à la sociologie. Son œuvre lui vaudra de nombreuses critiques (dont celles d'Émile Durkheim), et ne sera reconnue que tardivement : il sera élu président de la société allemande de sociologie et 1909, mais n'obtiendra une chaire à Kiel qu'en 1913. Influencé par Thomas Hobbes, Herbert Spencer et Auguste Comte, il développe une conception de la société fondée sur une approche psychologique. Les formes de volonté (« volonté organique » et « volonté réfléchie ») sont à l'origine du mode dominant d'organisation des rapports sociaux : il distingue ainsi la « communauté » (*Gemeinschaft*) liée à la vie végétative et au lien du sang, dans un cadre rural et villageois, et la « société » (*Gesellschaft*), où la séparation des individus et des biens engendre l'échange. Ferdinand Tönnies a une conception pessimiste de l'évolution : la société tend à faire disparaître la morale (« la grande ville et la société en général représentent la corruption et la mort du peuple »). Il se proposait d'élaborer un vaste système sociologique, en distinguant la sociologie pure (qui produit une théorie des rapports sociaux, des normes et des valeurs) de la sociologie

appliquée et de la sociologie empirique. Ce projet est resté inachevé.

→ *Principaux ouvrages : Communauté et société (1887), Développement de la question sociale (1907), La coutume (1908), L'esprit des temps nouveaux (1922), Études et critiques sociologiques (1929), Introduction à la sociologie (1931).*

Touraine Alain (né en 1925)

Agrégé d'histoire, il se tourne ensuite vers la sociologie et devient chercheur au CNRS. Il dirige l'École des hautes études en sciences sociales depuis 1960 et a enseigné, de 1966 à 1969, à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Paris X Nanterre. Il a d'abord centré ses recherches sur la sociologie du travail, notamment avec des études menées en Amérique latine sur les ouvriers chiliens, et son ouvrage sur *l'Évolution du travail ouvrier aux usines Renault en France.* Il construit alors les principaux concepts de sa sociologie de l'action. En 1958, il crée le laboratoire de sociologie industrielle qui devient en 1970 le Centre d'études des mouvements sociaux de l'école pratique des hautes études. À la fin des années 1960, ses travaux se consacrent aux mouvements sociaux et il met en place avec son équipe (dont François Dubet et Michel Wieviorka) la méthode d'intervention sociologique. Il passe d'ailleurs un an en Pologne en 1981 à étudier Solidarnosc. La même année il crée le CADIS (Centre d'analyse et d'intervention sociologique), où il affirme le nécessaire engagement du sociologue dans le débat public. À partir des années 1980, ses domaines de recherche se diversifient, mais mettent en avant la place du sujet dans l'analyse sociologique.

→ *Principaux ouvrages : L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault (1955), Sociologie de l'action (1965), La société postindustrielle (1969), Production de la société (1973), La voix et le regard (1978), Le retour de l'acteur (1984), Qu'est-ce que la démocratie ? (1994), Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui (2005).*

Veblen Thorstein Bunde (1857-1929)

Économiste et sociologue Américain, fils d'immigré norvégien, il est confronté pendant son enfance et ses études supérieures à la pauvreté. Cette caractéristique biographique contribue sans doute à expliquer ses positions futures sur la société de consommation, l'ostentation et le luxe. Après un doctorat de philosophie à Yale, il connaît une carrière universitaire difficile entrecoupée de longues périodes d'oisiveté. Il est à la fois victime du caractère polémique de ses travaux sur la société américaine et de sa difficulté à s'intégrer aux milieux universitaires américains. Il enseigne successivement à Chicago, à Stanford, à l'Université du Missouri pour finir sa carrière à la *New School for Social Research* de New York. Ses principaux travaux sociologiques portent sur la théorie de la classe de loisir dans laquelle il développe une vision critique de la société américaine de la fin du XIX^{e} siècle. Il montre que les différents groupes sociaux ont des pratiques de consommation différenciées notamment en matière de loisir. Pour lui, la consommation de loisir est une marque d'ostentation utilisée par la bourgeoisie pour affirmer sa domination des classes populaires obligées de travailler. Ses travaux économiques porteront sur une critique de l'économie néoclassique et sur la recherche des déterminants psychosociaux des agents économiques. Il est considéré comme le fondateur du courant institutionnaliste américain dont se réclamera notamment John Kenneth Galbraith.

→ *Principaux ouvrages : Théorie de la classe de loisir (1899), The instinct of Workmanship (1914).*

Weber Florence (née en 1958)

Ancienne élève de l'École normale supérieure (Paris), agrégée de sciences sociales, elle a d'abord travaillé au sein de l'INRA, puis est devenue professeure à l'ENS en 1998 (département de sciences sociales). Directrice du département de sciences sociales de l'ENS (depuis 2010). Ses travaux portent sur la méthodologie de l'enquête de terrain, sur les activités économiques analysées d'un point de vue sociologique et ethnographique, sur les liens familiaux.

→ *Principaux ouvrages : Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière (1989), Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques (avec S. Beaud, 1997), L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du xx^e siècle (1998), La parenté, le sang, le nom, le quotidien (2005), L'ethnographie économique (avec C. Dufy, 2007), Manuel de l'ethnographe (2009).*

Weber Max (1864-1920)

Max Weber est considéré comme le fondateur (avec Ferdinand Tönnies) de la sociologie allemande. Plus généralement, sa définition de la sociologie (« une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale ») en fait l'initiateur d'une approche qualitative et compréhensive, qui attache une grande importance aux valeurs et aux intentions des acteurs et qui se distingue de l'approche objectiviste et explicative proposée par Émile Durkheim à la même époque. L'œuvre de Max Weber est pluridisciplinaire. Juriste de formation, il a enseigné l'économie à Fribourg puis à Heidelberg avant d'occuper la chaire de sociologie à Munich, et tous ses travaux intègrent aussi une dimension historique. Sa méthode se caractérise par le recours aux « idéaux-types », qui sont des reconstructions « utopiques ou irréelles destinées à mettre en évidence des relations réelles et empiriques », des modèles heuristiques ayant pour but de rendre compte de la signification de l'activité sociale. Ses analyses du pouvoir, de l'autorité, des différentes formes de la rationalité de l'action sociale continuent d'inspirer la sociologie contemporaine. Son étude de la bureaucratie reste une référence pour la sociologie des organisations.

→ *Principaux ouvrages : L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1905), Économie et Société (commencé en 1913, publié en 1920), Essais sur la théorie de la science (recueil d'articles, 1904-1917), Le savant et le politique (1919).*

Zalio Pierre-Paul (né en 1966)

Ancien élève de l'ENS Cachan, agrégé de sciences sociales, médaille de bronze du CNRS en 2003, il est aujourd'hui président de l'ENS (depuis 2012). Il est membre de l'Institut universitaire de France. Ses recherches portent principalement sur la sociologie économique (étude des entrepreneurs notamment) et sur l'histoire de la pensée économique. Il a contribué à la publication du *Traité de sociologie économique* (2009).

→ *Principaux ouvrages : Grandes familles marseillaises au xx^e siècle. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire (1999), Durkheim (2001).*

Index des auteurs

Les auteurs ci-dessous sont cités dans les notions qui les suivent.
Les auteurs en **gras** sont évoqués plus largement dans les repères biographiques.

ADORNO THEODOR – École de Francfort, Personnalité autoritaire, Sociologie critique

AGLIETTA MICHEL – Société salariale

AKRICH MADELEINE – Acteur-réseau (Théorie de l')

ALBERT HANS – Sociologie critique

ALFORD ROBERT – Indice d'Alford

ALLEAU RENÉ – Tradition

ALMOND GABRIEL – Culture politique

ALTER NORBERT – Identité au travail

ALTHUSSER LOUIS – Appareil idéologique, Idéologie

ANG IAN – *Cultural Studies*, Réception (Sociologie de la)

APPEL KARL OTTO – Éthique de la discussion

ARENDT HANNAH – Autorité, Masse, Société de masse, Totalitarisme

ARIES PHILIPPE – Vieillesse

ARISTOTE – Aristocratie, Dialectique, *Hexis*, Justice sociale, Société civile

ARON RAYMOND – Autorité, Catégories dirigeantes, Classe dirigeante, Classe dominante, Classe politique, Égalisation des conditions, Idéologie, Intellectuel, Lutte des classes, Mobilité structurelle, Polyarchie, Révolution, Système constitutionnel pluraliste

AUDIRAC PIERRE-ALAIN – Divorce

AUSTIN JOHN LANGSHAW – Performativité

BACHELARD GASTON – Connaissance (Théorie de la), Coupure épistémologique, Épistémologie concordataire, Matérialisme rationnel, Obstacle épistémologique, Rationalisme, Vigilance épistémologique

BADINTER ÉLISABETH – Féminisme

BAECHLER JEAN – Capitalisme, Couple

BALANDIER GEORGES – Anthropologie dynamique, Anthropologie générative

BANTON MICHAEL – Racisme

BARNES BARRY – Sciences (Sociologie des)

BARNES JOHN – Organisation (Sociologie des), Réseaux sociaux

BARRÈS MAURICE – Nationalisme

BASTIDE ROGER – Double acculturation, Santé (Sociologie de la)

BASTIÉ JEAN – Banlieue

BATESON GREGORY – Institution totale

BAUDELOT CHRISTIAN – Consommation de masse, Éducation (Sociologie de l'), Hyperfonctionnalisme

BAUDRILLARD JEAN – Besoin, Fonction signe des objets, *French Theory*, Post modernisme

BAUMAN ZYGMUNT – Détraditionnalisation, Désinstitutionnalisation, Modernité liquide

BECK ULRICH – Cosmopolitisme, Individualisation, Modernité, Risque, Société du risque

BECKER GARY – *Pax Parsonia*, Théorie du capital humain

BECKER HOWARD SAUL – Art (Sociologie de l'), Carrière, Carrière déviante, Culture déviante, Déviance, Déviance primaire, École de Chicago, Entrepreneur de morale, Étiquetage, Interaction, Interactionnisme symbolique

BELL DANIEL – Conflit, Consommation de masse, Nouvelle classe ouvrière, Société post-industrielle

BENEDICT RUTH FULTON – Culture (Sociologie de la), Culturalisme, Morale (Sociologie de la), *Pattern*

BENTHAM JEREMY – Radicalisme, Utilitarisme

BENZECRI JEAN-PAUL – Analyse factorielle des correspondances

BERELSON BERNARD – Analyse de contenu

BERGER PETER – Alternation, Identité au travail, Monde vécu, Réenchantement du monde, Socialisation primaire, Socialisation secondaire

BERNOULLI JACQUES – Loi des grands nombres

BERNSTEIN BASIL – Cadrage, Classification, Codes socio-linguistiques, *Curriculum* (Sociologie du), Éducation (Sociologie de l'), Pédagogie invisible

BERTAUX DANIEL – Contre mobilité, Méthode biographique

BERTHELOT JEAN-MICHEL – Schèmes d'intelligibilité, Sociologie

BERTHELOT MARCELLIN – Scientisme

BERTHOUD GÉRALD – Anti-utilitarisme

BESNARD PHILIPPE – Intégration sociale

BIDET JACQUES – Travail

BLOOMFELD LEONARD – Structuralisme

BLOOR DAVID – Acteur-réseau (Théorie de l'), Sciences (Sociologie des)

BLUMER HERBERT GEORGES – École de Chicago, Interactionnisme symbolique, Interprétation

BOAS FRANZ – Culture (Sociologie de la), Diffusionnisme, *Potlatch*

BODIN JEAN – Républicanisme, Souveraineté

BOIGEOL ANNE – Divorce

BOLTANSKI LUC – Cadres, Régimes d'action, Sociologie critique, Sociologie pragmatique, Théorie des conventions

BONNOT DE CONDILLAC ÉTIENNE – Idéologie

BOSC SERGE – Stratification sociale

BOTERO GIOVANNI – Ville

BOUDON RAYMOND – Acteur social, Actionnisme, Choix rationnel (Théorie du), Compréhension, Conflit de rôles, Croyances collectives, Idéologie, Individualisme méthodologique, Inégalité des chances, Libéralisme politique, Modèle, Rationalité instrumentale, Sociologie cognitive, Sociologie pragmatique, Variance de rôle

BOUFFARTIGUES PAUL – Couches sociales

BOURDIEU PIERRE – Âge (Sociologie de l'), Agent, Analyse factorielle, Analyse factorielle des correspondances, Arbitraire culturel, Art (Sociologie de l'), Besoin, Capital culturel, Capital économique, Capital scolaire, Capital social, Capital symbolique, Champ, Choix rationnel (Théorie du), Classe dominante, Classe mobilisée, Classe probable, Compréhension, Consommation (Sociologie de la), Constructivisme, Culture (Sociologie de la), Culture illégitime, Culture légitime, Culture scolaire, Déterminisme, Distinction, Domination symbolique, Éducation (Sociologie de l'), Effet de lieu, Effet de théorie, Exogamie, Fatalisme sociologique, Fonction signe des objets, *Habitus*, *Habitus* de classe, *Habitus* individuel, Héritiers, *Hexis* corporel, Hyperfonctionnalisme, Identité, *Illusio*, Interprétation, Intersubjectivité, Jeunesse, Légitimation, Luttes pour la reconnaissance, Médiacultures, Méthode biographique, Mode (Sociologie de la), Misérabilisme, Modèle omnivore-univore, Noblesse d'État, Opinion publique, Ordre social, Pessimisme désenchanteur, Petite bourgeoisie, Pratiques sociales, Prénotion, Publics (Sociologie des), Récits de vie, Régimes d'action, Relationnisme méthodologique, Reproduction (Théorie de la), Reproduction sociale, Rite d'institution, Sciences (Sociologie des), Sens commun, Sens pratique, Sociabilité, Socialisation différentielle, Socialisation scolaire, Sociodicée, Sociologie compréhensive, Sociologie critique, Sociologie pragmatique, Sport (Sociologie du), Structuralisme constructiviste, Structuro-fonctionnalisme, Subjectivation, Subjectivisme, Technocratie, Traduction (Sociologie de la), Trajectoire sociale, Vigilance épistémologique, Violence symbolique

BOURRICAUD FRANÇOIS – Hyperfonctionnalisme, Libéralisme politique, Modèle

BOUVIER ALBAN – Choix rationnel (Théorie du), Paradigme
BOY DANIEL – Variable lourde du comportement électoral
BOZON MICHEL – Choix du conjoint
BRAUD PHILIPPE – Influence, Pouvoir
BRECHON PIERRE – Confiance, Participation protestataire
BRENDER ANTON – Société salariale
BRONNER GÉRALD – Croyance
BRUNET ROGER – Territoire
BURGESS ERNEST – École de Chicago, Écologie urbaine, Interaction, Ville
BURKE EDMUND – Conservatisme
BURNHAM JAMES – Révolution managériale, Technocratie
BURNS THOMAS – Contingence structurelle
BURT RONALD – Analyse des réseaux sociaux, Association
BUTLER JUDITH – *Queer*
CAILLÉ ALAIN – Anti-utilitarisme, Don, Reconnaissance
CAILLOIS ROGER – Sacré
CALLON MICHEL – Acteur-réseau (Théorie de l'), Performativité, Sciences (Sociologie des), Traduction (Sociologie de la)
CANGUILHEM GEORGES – Régulation, Santé (Sociologie de la)
CARDI FRANÇOIS – Éducation (Sociologie de l')
CARRÉ DE MALBERG ROGER – État de droit
CASTEL ROBERT – Désaffiliation, Discrimination négative, Question sociale, Société salariale
CASTELLS MANUEL – Organisation (Sociologie des)
CASTORIADIS CORNÉLIUS – Autogestion, Institution imaginaire de la société, Politique, Socialisation
CAYROL ROLAND – Opinion publique
CERTEAU MICHEL DE – Culture populaire
CHAMBOREDON JEAN-CLAUDE – Prénotion
CHAMPAGNE PATRICK – Âge (Sociologie de l'), Opinion publique
CHARLOT BERNARD – Attracteurs idéologiques, Éducation (Sociologie de l'), Expertise
CHAUVEL LOUIS – Classe sociale, Déclassement social, Diagramme de Lexis, Spirale des classes sociales
CHAZEL FRANÇOIS – Méthode de panel, Mouvement social

CHENU ALAIN – Employés

CHERVEL ANDRÉ – Culture scolaire

CHEVANDIER CHRISTIAN – Santé (Sociologie de la)

CHOMBART DE LAUWE PAUL-HENRI – Aspiration – Sociologie urbaine

CHOMSKY NOAM – Structuralisme

CHRÉTIEN-GONI JEAN-PIERRE – Heuristique

CIBOIS PHILIPPE – Attraction, Indépendance, Tableau de contingence

CICOUREL AARON – École de Chicago, Santé (Sociologie de la), Sociologie cognitive

COHEN GERALD – Marxisme analytique

COHEN JOSHUA – Démocratie délibérative

COHEN STANLEY – Panique morale

COLEMAN JAMES – Choix rationnel (Théorie du)

COMAS JUAN – Racisme

COMBESSIE JEAN-CLAUDE – Analyse de contenu, Analyse multivariée, Enquête de terrain

COMMAILLE JACQUES – Divorce

COMTE AUGUSTE – Connaissance (Théorie de la), Dynamique sociale, État métaphysique, État positif, État Théologique, Évolutionnisme, Loi, Loi des trois états, Physique sociale, Société, Sociologie

CONSTANT BENJAMIN – Liberté des anciens, Liberté des modernes, Parti politique

COOLEY CHARLES HORTON – Groupes primaires, Groupes secondaires

CORCUFF PHILIPPE – Constructivisme, Constructivisme social, *Habitus* individuel, Régimes d'action

COSER LEWIS – Conflit, Violence

COULON ALAIN – Analyse de conversation, Interactionnisme symbolique

COUSIN OLIVIER – Effet établissement

CROISAT MAURICE – Crise du syndicalisme

CROZET YVES – Sociologie

CROZIER MICHEL – Acteur social, Analyse stratégique, Analyse systémique, Bureaucratie, Cercle vicieux bureaucratique, Organisation, Pouvoir, Système d'action concret, Zone d'incertitude

CYERT RICHARD – Organisation (Sociologie des)

D'OCCAM GUILLAUME – Règle du rasoir d'Occam

DAHL ROBERT – Polyarchie, Pouvoir

DAHRENDORF RALPH – Autorité

DARBEL ALAIN – Art (Sociologie de l')

DARWIN CHARLES – Darwinisme social

DE BLIC DAMIEN – Argent

DE SAUSSURE FERDINAND – Signifiant

DEBRAY RÉGIS – République

DEBRÉ ROBERT – INED

DEFRANCE JACQUES – Sport (Sociologie du)

DERRIDA JACQUES – *French Theory*

DESCARTES RENÉ – Rationalisme

DESROSIÈRES ALAIN – Catégorie statistique, Divorce

DESTUT DE TRACY ANTOINE – Idéologie

DEWEY JOHN – École de Chicago, Pragmatisme

DILTHEY WILHELM – Compréhension, Interprétation, Sciences de l'Esprit

DONNAT OLIVIER – Pratiques culturelles

DRUCKER PETER – Organisation (Sociologie des)

DUBAR CLAUDE – Identité, Identité au travail, Profession, Promotion sociale

DUBET FRANÇOIS – Acteur social, Action (Sociologie de l'), Bande, Culture scolaire, Déclassement social, Désinstitutionnalisation, École démocratique de masse, Éducation (Sociologie de l'), Expérience scolaire, Expérience sociale, Méritocratie, Socialisation, Sujet

DUESENBERRY JAMES STEMBLE – Effet d'imitation.

DUFY CAROLINE – Ethnographie économique

DUFLO ESTHER – Expériences naturelles

DUGUIT LÉON – Service public

DUHEM PIERRE – Conventionnalisme

DUMAZEDIER JOFFRE – Démocratie culturelle, Loisirs (Sociologie des)

DUMONT LOUIS – Individualisation, Individualisme, Individualisme sociologique

DUNNING ÉRIC – Sport (Sociologie du)

DURAN PATRICE – Système politique

DURKHEIM ÉMILE – Anomie, Besoin, Codes sociaux, Cohésion sociale, Conflit, Contrat, Connaissance, Contrainte sociale, Corporations, Crime, Croyance, Croyances collectives, Densité démographique, Densité matérielle, Densité morale, Déterminisme social, Déviance, Division du travail, Droit répressif, Droit restitutif, Éducation (Sociologie de l'), Église, Enquête de terrain, Évolutionnisme, Explication, Fait social, Famille conjugale, Fonction, Holisme méthodologique, Individualisme, Individualisme sociologique, Institution, Intégration, Intégration sociale, Lien social, Macrosociologie, Mariage, Méthode des varia-

tions concomitantes, Morale (Sociologie de la), Morphologie sociale, Normal, Normatif, Norme sociale, Objectivation, Objectivisme, Parenté, Pathologique, Prénotion, Profane, Psychologie sociale, Règle, Religion, Représentations collectives, Rite, Rite négatif, Rite positif, Sacré, Santé (Sociologie de la), Schèmes d'intelligibilité, Sécularisation, Sens commun, Socialisation primaire, Socialisation scolaire, Socialisme, Sociologie compréhensive, Sociologie économique, Société, Sociologie, Solidarité mécanique, Solidarité morale, Solidarité organique, Solidarité, Suicide altruiste, Suicide anomique, Suicide égoïste, Suicide fataliste, Suicide, Système scolaire, Système social, Territoire, Totémisme, Typologie, Violence

DURU-BELLAT MARIE – Âge (Sociologie de l'), Déclassement social, Démocratisation de l'enseignement, Éducation (Sociologie de l'), Socialisation différentielle, Système scolaire

DUVERGER MAURICE – Parti politique, Régime politique, Régime semi-présidentiel, Sociologie politique

DWORKIN RONALD – Discrimination positive

EASTON DAVID – Système politique

ECKERT HENRI – Déclassement social

EDELMAN BERNARD – Art (Sociologie de l')

EHRLICH EUGEN – Droit (Sociologie du)

ELIAS NORBERT – Activité sociale, Civilisation, Civilité, Configuration, Identité, Individu, Individualisme sociologique, Noblesse, Sport (Sociologie du), Sociologie, Violence

ELSTER JON – Marxisme analytique

EMERSON RALPH WALDO – Socialité

ENGEL ERNST – Consommation (Sociologie de la), Loi d'Engel

ENGELS FRIEDRICH – Bourgeoisie, Classe dominante, Classe laborieuse, Classe sociale, Communautariens, Lutte des classes, Marxisme, Parti politique, Prolétariat, Rapports de classe, Socialisme scientifique, Socialisme utopique, Utopie

ESCARPIT ROBERT – Culture (Sociologie de la)

ESPING ANDERSEN GÖSTA – État providence

ESTABLET ROGER – Consommation de masse, Éducation (Sociologie de l'), Hyperfonctionnalisme

ETZIONI AMITAÏ – Socio-économie

FAUCONNET PAUL – Institution

FAVEREAU OLIVIER – Théorie des conventions

FELOUZIS GEORGES – Éducation (Sociologie de l'), Effet maître

FERRÉOL GILLES – Méthodologie sociologique
FICHTE JOHANN GOTTFRIED – Nation
FINE AGNÈS – Filiation patrilinéaire
FISCHER GUSTAVE NICOLAS – Identité
FISKE ALAN – Socialité
FITOUSSI JEAN-PAUL – Équité
FLAMENT CLAUDE – Analyse de similitude
FORQUIN JEAN-CLAUDE – Éducation (Sociologie de l')
FORSÉ MICHEL – Association
FOUCAULT MICHEL – Délinquance, Santé (Sociologie de la), *French Theory*, Sujet
FOURIER CHARLES – Socialisme utopique
FRANCASTEL PIERRE – Culture (Sociologie de la)
FRAZER JAMES – Évolutionnisme
FRAZER NANCY – Reconnaissance
FREMONT ARMAND – Effet de lieu
FREUND JULIEN – Domination
FRIEDBERG ERHARD – Analyse stratégique, Analyse systémique, Bureaucratie, Cercle vicieux bureaucratique, Organisation, Zone d'incertitude
FRIEDMANN GEORGES – Travail (Sociologie du)
FRIEDRICH CARL – Totalitarisme
FROMM ERICH – École de Francfort
GALBRAITH JOHN KENNETH – Consommation de masse, Filière inversée, Technocratie, Technostructure
GALLUP GEORGES – Sondage d'opinion, Vote de paille
GALTON FRANCIS – Darwinisme social
GARFINKEL HAROLD – Accomplissement pratique, Définition de la situation, Ethnométhodologie, Membre, Réflexivité
GASTAUT YVAN – Cosmopolitisme
GAUCHET MARCEL – Détraditionnalisation
GAXIE DANIEL – Cens caché
GEERTZ CLIFFORD – Enquête de terrain, Idéologie
GELLNER ERNEST – Nation
GIDDENS ANTHONY – Désinstitutionnalisation, Double herméneutique, Modernité, Post modernisme, Post modernité, Réflexivité, Sociologie, Théorie de la structuration

GINI CORRADO – Indice de Gini

GIRARD ALAIN – Choix du conjoint

GIRARDOT JEAN-JACQUES – Gouvernance

GIROD ROGER – Contre mobilité

GLASER BARNEY – *Grounded theory*

GOBLOT EDMOND – Besoin, Consommation (Sociologie de la), Distinction, Mode (Sociologie de la)

GODARD FRANCIS – Jeunesse

GODELIER MAURICE – Échange marchand, Genre

GODET MICHEL – Compétence

GOFFMAN ERVING – Action collective, Constructivisme, Définition de la situation, École de Chicago, Façade, Face, Identité, Institution totale, Interaction, Interactionnisme symbolique, Microsociologie, Norme sociale, Reconnaissance, Rites d'interaction, Santé (Sociologie de la), Stigmate, Stigmatisation

GOLDTHORPE JOHN – Cols blancs, ESeC, Travail (Sociologie du)

GORZ ANDRÉ – Travail

GOUX DOMINIQUE – Démocratisation uniforme

GRAEBNER FRITZ – Diffusionnisme

GRANGER GILLES GASTON – Formalisation, Sciences de l'homme, Sciences formelles, Sciences logico-formelles

GRANOVETTER MARK – Trou structural

GRAWITZ MADELEINE – Épistémologie

GRIAULE MARCEL – Ethnographie

GRIGNON CLAUDE – Culture (Sociologie de la), Misérabilisme, Populisme

GROSSEIN JEAN-PIERRE – Désenchantement du monde

GROTIUS – Contrat social

GUÉNON RENÉ – Tradition

GUILLEMARD ANNE MARIE – Vieillesse

GUMUCHIAN HERVÉ – Territoire

GURVITCH GEORGES – Connaissance, Groupe social, Structure

HABERMAS JÜRGEN – Agir communicationnel, Agir dramaturgique, Agir régulé par les normes, Agir téléologique, Citoyenneté post nationale, École de Francfort, Espace public, Éthique de la discussion, Intersubjectivité, Monde vécu, Morale (Sociologie de la), Républicanisme, Scientisme, Travail

HAEGEL FRANÇOISE – Système partisan

HALBWACHS MAURICE – Besoin, Classes moyennes, Consommation (Sociologie de la), Mémoire collective, Mode de vie, Morphologie sociale, Niveau de vie, Théorie du « feu de camp »

HALEVY ELIE – Radicalisme

HALL EDWARD – Territoire

HALL STUART – *Cultural Studies*, Réception (Sociologie de la)

HARSANYI JOHN CHARLES – Théorie des jeux

HAYEK FRIEDRICH – Constructivisme, État

HEGEL GEORG FRIEDRICH – Contradiction, Dialectique, État, Idéalisme, Matérialisme dialectique, Société civile

HEIDEGGER MARTIN – Phénoménologie

HEINICH NATHALIE – Art (Sociologie de l')

HÉRAN FRANÇOIS – Choix du conjoint

HÉRIN ROBERT – Effet de lieu

HÉRITIER FRANÇOISE – Filiation

HERPIN NICOLAS – Consommation (Sociologie de la)

HERSKOVITS MELVILLE JEAN – Acculturation

HERVIEU LÉGER DANIÈLE – Religion

HERZLICH CLAUDINE – Santé (Sociologie de la)

HILDEBRAND BRUNO – École historique allemande

HIRSCHMANN ALBERT OTTO – Défection, Loyauté, Prise de parole

HOBBES THOMAS – Contrat social, État, Individualisme, Lien social, Société civile

HOGGART RICHARD – Consommation de masse, *Cultural Studies*, Culture du pauvre, Culture populaire

HONNETH AXEL – Luttes pour la reconnaissance, Reconnaissance

HORKHEIMER MAX – École de Francfort, Rationalité instrumentale, Sociologie critique

HUBERT HENRI – Magie, Rite magique

HUGUES EVERETT CHERINGTON – Carrière, Ethnie, Identité au travail, Profession, Socialisation professionnelle

HUME DAVID – Induction, Vérificationnisme

HUSSERL EDMUND – Intersubjectivité, Phénoménologie, Scientisme

INGLEHART RONALD – Confiance, Valeurs post matérialistes

ISAMBERT-JAMATI VIVIANE – Éducation (Sociologie de l')

JAMES WILLIAM – Pragmatisme

JODELET DENISE – Représentations sociales

JOLLIVET MARCEL – Sociologie rurale

KANT EMMANUEL – Causalité, État

KAPFERER JEAN-NOËL – Rumeur

KARDINER ABRAM – Culture (Sociologie de la), Culturalisme, Personnalité de base

KAUFMAN JEAN-CLAUDE – Couple, Entretien compréhensif, *Grounded theory*

KAYZER BERNARD – Sociologie rurale

KORNHAUSER WILLIAM – Société de masse

KUHN THOMAS – Matrice disciplinaire, Paradigme, Programme de recherche scientifique, Révolution scientifique, Science normale

KYMLICKA WILL – Citoyenneté multiculturelle, Communautarisme

LABBÉ DOMINIQUE – Crise du syndicalisme

LABOV WILLIAM – Populisme, Sociolinguistique

LACAN JACQUES – Signifiant

LAGROYE JACQUES – Sociologie politique

LAHIRE BERNARD – Culture (Sociologie de la), Dispositifs, Dispositions, Dissonance culturelle, Éducation (Sociologie de l'), *Habitus* individuel, Littératie, Psychologie sociale, Sujet

LAKATOS IMRE – Programme de recherche scientifique

LALANDE ANDRÉ – Équité

LAMY PASCAL – Gouvernance

LAPLACE SIMON DE – Système social

LATOUCHE SERGE – Anti-utilitarisme, Différenciation culturelle

LATOUR BRUNO – Acteur-réseau (Théorie de l'), Risque, Sciences (Sociologie des), Sociologie pragmatique, Traduction (Sociologie de la)

LAVILLE JEAN-LOUIS – Économie sociale, Économie solidaire

LAWRENCE PAUL ROGER – Contingence structurelle, Organisation

LAZARUS JEANNE – Argent

LAZARSFELD PAUL – Analyse de contenu, Frustration relative, Identification partisane, Médias (Sociologie des), Sociologie électorale, *Two Step Flow*, Vote de classe

LAW JOHN – Acteur-réseau (Théorie de l')

LE BON GUSTAVE – Foule, Émeute

LE BRAS HERVÉ – Ethnicisation

LE MOIGNE JEAN-LOUIS – Constructivisme

LE PLAY FRÉDÉRIC – Consommation (Sociologie de la), Famille nucléaire, Famille patriarcale, famille souche

LEFEBVRE HENRI – *Praxis*, Sociologie urbaine, Ville

LEIBNIZ GEORG – Causalité

LEIRIS MICHEL – Ethnologie

LEMEL YANNICK – Inégalité

LÉVI-STRAUSS CLAUDE – Anthropologie, Anthropologie culturelle, Anthropologie sociale, Anthropologie structurale, Culture, Culture (Sociologie de la), Ethnographie, Ethnologie, Exogamie, Fait social total, Famille, Formalisation, Mariage, Prohibition de l'inceste, Schèmes d'intelligibilité, Sociétés chaudes, Sociétés froides, Structuralisme, Structure, Structures élémentaires de la parenté, Structuro-fonctionnalisme, Totémisme

LÉVY JACQUES – Effet de lieu

LÉVY-BRUHL LUCIEN – Anthropologie, Mentalité primitive

LEWIS DAVID – Convention

LEWIS OSCAR – Culture du pauvre

LEXIS WILHELM – Diagramme de Lexis

LINTON RALPH – Acculturation, Culture (Sociologie de la), Culturalisme, Personnalité de base, Rôle, Statut

LIPIETZ ALAIN – Théorie des conventions

LOCKE JOHN – Contrat social, Droits de l'Homme, État, Idéologie, Lien social, Société civile

LOCKWOOD DAVID – Cols blancs

LOMBROSO CESARE – Déviance

LORCERIE FRANÇOISE – Ethnicité

LORENZ MAX – Courbe de Lorenz, Indice de Gini

LORSCH JAY WILLIAM – Contingence structurelle, Organisation

LUCKMANN THOMAS – Alternation, Identité au travail, Monde vécu, Socialisation primaire, Socialisation secondaire

LUKACS GEORG – Réification

MACÉ ÉRIC – Médiacultures

MACHIAVEL NICOLAS – Républicanisme

MACINTYRE ALASDAIR – Communautariens, Communautarisme

MACKENZIE RODERICK – Écologie urbaine, Ville

MACPHERSON CRAWFORD BROUGH – Individualisme

MAIGRET ÉRIC – Médiacultures

MALINOVSKI BRONISLAW – Besoin, Culture (Sociologie de la), Fonction, Fonctionnalisme, *Kula*

MALLET SERGE – Nouvelle classe ouvrière, Ouvriers

MALRAUX ANDRÉ – Démocratisation culturelle

MANIN BERNARD – Démocratie délibérative

MANNHEIM KARL – Connaissance (Théorie de la), Connaissance, Génération, Sciences (Sociologie des), Utopie

MARCH JAMES – Organisation (Sociologie des)

MARCUSE HERBERT – École de Francfort, Sociologie critique

MARSHALL THOMAS – Citoyenneté

MARTUCCELLI DANILO – Désinstitutionnalisation, Expérience sociale, Individu, Individualisme, Socialisation

MARX KARL – Aliénation, Antagonismes sociaux, Besoin, Bureaucratie, Capitalisme, Classe dominante, Classe en soi, Classe pour soi, Classe sociale, Communautariens, Conflit, Connaissance (Théorie de la), Contradiction, Dialectique, Droits de l'homme, Échange marchand, Esclavage, État, Évolutionnisme, Fétichisme de la marchandise, Féodalité, Force de travail, Forces productives, Fraction de classe, Hiérarchie sociale, Holisme méthodologique, Idéologie, Individualisme, Loi, Lumpen prolétariat, Lutte des classes, Macrosociologie, Marchandise, Marxisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Modèle, Moyens de production, Mode de production antique, Mode de production capitaliste, mode de production féodal, Nouvelle petite bourgeoisie, Ordre social, Parti politique, Paupérisation, Petite bourgeoisie, Plus value, Polarisation des classes sociales, *Praxis*, Rapports de classe, Réification, Religion, Salariat, Schèmes d'intelligibilité, Sciences (Sociologie des), Socialisation, Socialisme scientifique, Société civile, Sociologie économique, Structure, Surtravail, Taux de salaire, Travail, Utopie, Valeur d'échange, Valeur d'usage

MAUGER GÉRARD – Capital scolaire

MAURIN ÉRIC – Déclassement social, Démocratisation uniforme

MAURRAS CHARLES – Nationalisme

MAUSS MARCEL – Anthropologie, Contre don, Croyances collectives, Don, Échange rituel, Ethnographie, Fait social total, Institution, *Kula*, Magie, *Potlatch*, Reconnaissance, Rite magique

MAYER NONA – Comportement politique, Variable lourde du comportement électoral, Vote de classe

MAYO ELTON – École des relations humaines, Effet Hawthorne

MEAD GEORGE HERBERT – Autrui généralisé, Autrui significatif, École de Chicago, Identité, Interprétation, Pragmatisme, Psychologie sociale, Socialisation latente

MEAD MARGARET – Culture (Sociologie de la), Culturalisme, Genre, Morale (Sociologie de la), *Pattern*

MÉDA DOMINIQUE – Travail

MEHAN HUGH – Ethnographie constitutive

MEMMI ALBERT – Racisme

MELUCCI ALBERTO – Action collective

MENDRAS HENRI – Âge (Sociologie de l'), Classe sociale, Consommation de masse, Constellation centrale, Constellation populaire, Jeunesse, Moyennisation, Nouvelle classe moyenne, Sociologie rurale, *Status*, Vieillesse

MENGER CARL – *Methodenstreit*, Querelle des méthodes

MERCKLÉ PIERRE – Analyse des réseaux sociaux, Réseaux sociaux

MERLE PIERRE – Démocratisation de l'enseignement, Démocratisation égalisatrice, Démocratisation ségrégative

MERLEAU-PONTY MAURICE – Phénoménologie

MERTON ROBERT KING – Anomie, Bureaucratie, Cohésion sociale, Communalisme, Conformisme, Croyances collectives, Déviance, Éducation (Sociologie de l'), Effet pervers, En groupe, Évasion, Fonction latente, Fonction manifeste, Fonctionnalisme, Frustration relative, Groupe d'appartenance, Groupe de référence, Groupe social, Hors groupe, Innovation, Ordre social, Prédiction créatrice, Profession, Rébellion, Ritualisme, Scepticisme organisé, Sciences (Sociologie des), Socialisation anticipatrice, Structure sociale, Structuro-fonctionnalisme, Système social, Système, Théorème de Thomas, Théorie à moyenne portée

MÉTRAUX ALFRED – Racisme

MEURET DANIEL – Éducation (Sociologie de l'), Effet classe

MICHELET JULES – Nationalisme

MIGHELS ROBERT – Loi d'airain de l'oligarchie, Oligarchie, Parti politique

MILGRAM STANLEY – Effet Milgram, Soumission à l'autorité

MILLS CHARLES WRIGHT – Cols blancs, Élite du pouvoir

MILNER JACQUES – Signifiant

MINGAT ALAIN – Éducation (Sociologie de l'), Effet maître

MINTZBERG HENRI – Adhocratie

MONTEIL CHRISTIAN – Mortalité différentielle

MONTESQUIEU CHARLES DE – Droits de l'Homme, Gouvernement despotique, Loi, Polyarchie, République, Sociologie, Sociologie politique

MORE THOMAS – Utopie

MORENO JACOB – Sociométrie

MORGAN LEWIS – Évolutionnisme

MORGENSTERN OSKAR – Théorie des jeux

MORIN EDGAR – Représentations sociales, Rumeur

MORLEY DAVID – Réception (Sociologie de la)

MOSCA GAETANO – Classe dirigeante, Élite

MOSCOVICI SERGE – Foule, Masse, Psychologie sociale, Représentations sociales

MOULIN RAYMONDE – Art (Sociologie de l')

MOUNIN GEORGES – Sociolinguistique

MUCCHIELLI LAURENT – Délinquance, Délinquance juvénile, Émeute

MUNOZ-PEREZ ANNE – Divorce

MUXEL ANNE – Moratoire électoral, Socialisation politique

NACHI MOHAMED – Sociologie pragmatique

NASH JOHN FORBES – Théorie des jeux

NAVILLE PIERRE – Travail (Sociologie du)

NEVEU ERIK – Mobilisation des ressources

NISBET ROBERT – Conservatisme, Radicalisme

NOIRIEL GÉRARD – Immigration

OBERSCHALL ANTHONY – Action collective, Émeute, Mobilisation des ressources

OFFEN KAREN – Féminisme

OHNO TAIICHI – Toyotisme

OLSON MANCUR – Action collective, Effet pervers, Paradoxe de l'action collective

OPPETIT BRUNO – État de droit

ORLÉAN ANDRÉ – Convention, Théorie des conventions

ORTEGA Y GRASSET JOSÉ – Société de masse

OTTO RUDOLPH – Numineux

PARETO VILFREDO – Action logique, Action non logique, Circulation des élites, Dérivation, Élite, Élite gouvernementale, Résidus

PARK ROBERT EZRA – Définition de la situation, École de Chicago, Écologie urbaine, Enquête de terrain, Interaction, Marginalité, Racisme, Ville

PARSONS TALCOTT – AGIL, Anomie, Conflit, Contrôle social, Éducation (Sociologie de l'), Ethnométhodologie, Fonction d'adaptation, Fonction d'intégration, Fonction de maintien des modèles latentes, Fonction de réalisation des fins, Fonctionnalisme, Idéologie, Institution, Intégration sociale, Interaction, Morale (Sociologie de la), Ordre social, *Pax Parsonia*, Profession, Santé (Sociologie de la), Schèmes d'intelligibilité, Système social, Système

PASSERON JEAN-CLAUDE – Conjecture, Culture (Sociologie de la), Éducation (Sociologie de l'), Héritiers, Interprétation, Méthodologie sociologique, Misérabilisme, Populisme, Prénotion, Reproduction (Théorie de la), Reproduction sociale, Socialisation scolaire

PASSET RENÉ – Économie sociale
PAUGAM SERGE – Disqualification sociale, Exclusion sociale, Pauvreté, Précarité
PEARSON KARL – Khi deux
PERCHERON ANNICK – Socialisation politique
PERRENOUD PHILIPPE – Éducation (Sociologie de l')
PERRIER CORNET PHILIPPE – Sociologie rurale
PERROUX FRANÇOIS – Structure
PETERSON RICHARD – Modèle omnivore-univore
PEUGNY CAMILLE – Déclassement social
PHARO PATRICK – Morale, Morale (Sociologie de la)
PIAGET JEAN – Accommodation, Assimilation, Constructivisme, Épistémologie, Équilibration, Structuralisme
PINÇON CHARLOT MONIQUE – Bourgeoisie, Classe mobilisée, Moyennisation
PINÇON MICHEL – Bourgeoisie, Classe mobilisée, Moyennisation
PINTO LOUIS – Objectivation
PLATON – *Hexis*, Idéalisme, Réalisme
POINCARÉ HENRI – Conventionalisme
POLANYI KARL – Institutionnalisation du marché, Marché
POLYBE – Républicanisme
POPPER KARL – Conjecture, Connaissance (Théorie de la), Induction, Rationalisme, Rationalisme critique, Réfutationnisme, Relativisme, Sociologie critique, Vérificationnisme
PRESSAT ROLAND – Diagramme de Lexis
PROST ANTOINE – Démocratisation de l'enseignement, Démocratisation quantitative
PROUDHON JOSEPH – Mutuellisme, Socialisme utopique
PUTNAM ROBERT – Association
PY BERNARD – Statistique descriptive
QUÉTELET ADOLPHE – Physique sociale, Théorie de l'homme moyen
RADCLIFFE-BROWN ALFRED REGINALD – Anthropologie structurale, Ethnologie, Fonction, Fonctionnalisme, Structuro-fonctionnalisme
RADWAY JANICE – *Cultural Studies*, Réception (Sociologie de la)
RAWLS JOHN – Communautariens, Déontologie, État, Justice sociale, Libéralisme égalitaire, Républicanisme
RAYOU PATRICK – Effet classe
REDFIELD ROBERT – Acculturation

RENAN ERNEST – Nation, Ploutocratie, Scientisme
REYNAUD JEAN DANIEL – Anomie, Contrôle social, Règle, Régulation sociale
RICKERT HEINRICH – Assertorique, Sciences de la culture, Sciences de la nature
RIESMAN DAVID – Masse
RIFFAULT HÉLÈNE – Sondage d'opinion
RIFKIN JEREMY – Travail
ROBERT-BOBÉE ISABELLE – Mortalité différentielle
ROCHER GUY – Action sociale, Changement social, Institutionnalisation, Socialisation
ROEMER JOHN – Marxisme analytique
ROPÉ FRANÇOISE – Compétence
ROSANVALLON PIERRE – Autogestion, État providence, Question sociale
ROSCHER WILHELM – École historique allemande, Querelle des méthodes
ROSTOW WALT WITHMAN – Consommation de masse
ROUSSEAU JEAN-JACQUES – Contrat social, Démocratie directe, Démocratie représentative, Droits de l'Homme, État, Lien social, Religion civile, Républicanisme, République
RUSSEL BERTRAND – Connaissance (Théorie de la)
SACHS HARVEY – Analyse de conversation
SAINSAULIEU RENAUD – Culture d'entreprise, Identité au travail, Institution
SAINT SIMON CLAUDE-HENRI DE – Socialisme utopique
SALAIS ROBERT – Théorie des conventions
SALLUSTE – Républicanisme
SANDEL MICHAEL – Communautariens, Communautarisme
SARTRE JEAN-PAUL – Intellectuel
SAUVY ALFRED – INED
SCHAFF ADAM – Connaissance (Théorie de la)
SCHELLING THOMAS – Convention
SCHMIDT WILLIAM – Diffusionnisme
SCHMOLLER GUSTAV – École historique allemande, Querelle des méthodes
SCHNAPPER DOMINIQUE – Citoyenneté, Communauté des citoyens, Ethnie, Nation, Souveraineté, Travail, Typologie
SCHOTTER ANDREW – Convention
SCHUMPETER JOSEPH – Entrepreneur

SCHÜTZ ALFRED – Constructivisme, Constructivisme social, Ethnométhodologie, Intersubjectivité, Monde vécu, Phénoménologie, Typification

SCHWARTZ OLIVIER – Catégories populaires, Classe ouvrière, Culture ouvrière, Classes populaires

SEGRESTIN DENIS – Culture d'entreprise

SELLIER FRANÇOIS – Relations professionnelles

SELTEN REINHARD – Théorie des jeux

SERVERIN ÉVELYNE – Droit (Sociologie du)

SHANNON CLAUDE – Théorie de l'information

SHILS EDWARD – Idéologie

SIEGFRIED ANDRÉ – Sociologie électorale

SIMMEL GEORG – Action réciproque, argent, classes moyennes, Communication, Conflit, Consommation (Sociologie de la), Formes sociales, Intimité, Lien social, Mode (Sociologie de la), Pauvreté, Sociabilité, Sociologie formelle, Sociologie, Ville

SIMON HERBERT – Organisation (Sociologie des), Rationalité procédurale, Rationalité substantive, Théorie des conventions

SIMON PIERRE-JEAN – Sociologie

SINGLY FRANÇOIS DE – Couple, Identité, Individu individualisé, Individualisme compétitif, Individualisme citoyen, Individualisme humaniste, Individualisme relationnel

SMALL ALBION – Psychologie sociale

SMITH ADAM – Division du travail, Marché, Travail

SNOW DAVID – Action collective

SOROKIN PITIRIM – Instance d'orientation, Mobilité sociale, Stratification sociale

SPENCER HERBERT – Évolutionnisme, Organicisme, Sociologie

STALKER GEORGE – Contingence structurelle

STEUDLER FRANÇOIS – Santé (Sociologie de la)

STOETZEL JEAN – Méthodologie sociologique, Opinion individuelle, Opinion publique, Sondage d'opinion

STOUFFER SAMUEL – Frustration relative

STRAUSS ANSELM – Enquête de terrain, *Grounded theory*, Profession, Trajectoire militante

STROOBANTS MARCELLE – Compétence

SUCHAUT ALAIN – Effet classe

TAINE HYPPOLITE – Conservatisme

TANGUY LUCE – Compétence

TARDE GABRIEL – Communication, Loi de l'imitation, Psychologie sociale, Société de masse

TAYLOR CHARLES – Communautariens, Communautarisme, Luttes pour la reconnaissance, Reconnaissance, Sujet

TAYLOR FREDERICK WINSLOW – Organisation (Sociologie des), Taylorisme

TCHAKOTINE SERGE – Médias (Sociologie des)

THÉVENOT LAURENT – Âge (Sociologie de l'), Catégorie statistique, Jeunesse, Régimes d'action, Théorie des conventions, Sociologie pragmatique

THILL GEORGES – Sciences (Sociologie des)

THOMAS WILLIAM ISAAC – Désorganisation sociale, Déviance, École de Chicago, Écologie urbaine, Récits de vie, Théorème de Thomas

THOMAZET SERGE – École inclusive

THOMPSON EDWARD – *Cultural Studies*

THUDEROZ CHRISTIAN – Entreprise

TILLY CHARLES – Action collective, Mobilisation des ressources, Répertoires de l'action collective

TITE-LIVE – Républicanisme

TOCQUEVILLE ALEXIS DE – Association, Démocratie, Despotisme démocratique, Égalisation des conditions, Égalité, Frustration relative, Individualisme, Individualisme sociologique, Macrosociologie, Mobilité sociale, Paupérisation, Société démocratique, Sociologie, Sociologie politique, Tyrannie de la majorité

TÖNNIES FERDINAND – Communauté, Individu, Société, Volonté organique, volonté réfléchie

TOURAINE ALAIN – Acteur social, Action (Sociologie de l'), Action collective Actionnalisme, Classes moyennes, Conflit, Démocratie, Entreprise, Historicité, Intervention sociologique, Lutte, Modernité, Mouvement ouvrier, Mouvement social, Nouveaux mouvements sociaux, Nouvelle classe ouvrière, Ouvriers, Relation sociale, Société, Société industrielle, Sociologie critique, Stratification sociale, Sujet, Système d'action historique, Travail (Sociologie du)

TRASHER FREDERIK – Gang

TRIGILIA CARLO – Sociologie économique

TRIPIER PIERRE – Profession

TROELTSCH ERNST – Église

TROPPER MICHEL – État de droit

TROTSKI LÉON – Bureaucratie

TROUBETZKOY NICOLAÏ – Anthropologie structurale, Structuralisme

TURING ALAN – Théorie de l'information

TYLOR EDWARD BURNETT – Culture, Culture (Sociologie de la), Évolutionnisme

VACHER DE LAPOUGE GEORGES – Ethnie

VALADE BERNARD – Objectivité

VAN GENNEP ARNOLD – Rite de passage

VAN PARIJS PHILIPPE – Marxisme analytique

VAN ZANTEN AGNÈS – Système scolaire

VEBLEN THORSTEIN BUNDE – Besoin, Classe de loisir, Consommation (Sociologie de la), Consommation ostentatoire, Distinction, Fonction signe des objets, Institution

VERBA SYDNEY – Culture politique

VERGES PIERRE – Analyse de similitude

VERRET MICHEL – Classe ouvrière

VIEILLARD-BARON HERVÉ – Ghetto, Ségrégation, Sociologie urbaine

VILLERMÉ LOUIS-RENÉ – Question sociale

VINCENT GUY – Forme scolaire

VINCK DOMINIQUE – Science normale, Sciences (Sociologie des), Traduction (Sociologie de la)

VON MISES LUDWIG – Bureaucratie, Praxéologie, Socialisation

VON NEUMANN JOHN – Théorie de l'information, Théorie des jeux

VYGOTSKI LEV – Constructivisme

WAGNER ADOLF – Institution

WALZER MICHAEL – Communautariens, Communautarisme

WARNER LLOYD WILLIAM – Stratification sociale, *Yankee City*

WEBER FLORENCE – Argent, Échange marchand, Ethnographie économique

WEBER MAX – Action affective, Action rationnelle en finalité, Action rationnelle en valeur, Action traditionnelle, Activité sociale, Affinités électives, Ascétisme intramondain, Autorité, Bureaucratie, Capitalisme, Charisme, Classe dominante, Classe sociale, Communalisation, Contrainte hiérocratique, Convention, Détraditionnalisation, Désenchantement du monde, Domination, École de Francfort, École historique allemande, Église, Esprit du capitalisme, État, Éthique de la conviction, Éthique de la responsabilité, Éthique protestante, Ethnie, *Ethos*, Groupe de statut, Groupement hiérocratique, Guerre des dieux, Hiérarchie sociale, Idéal type, Légitimation, Légitimité charismatique, Légitimité rationnelle-légale, Légitimité traditionnelle, Lutte, Magie, Morale (Sociologie de la), Neutralité axiologique, Ordres, Organisation (Sociologie des), Parti politique, Politique, Polythéisme des valeurs, Pouvoir, Pouvoir politique, Rapport aux

valeurs, Rationalisation, Rationalité axiologique, Rationalité en finalité, Réenchantement du monde, Relation sociale, Religion, Routinisation du charisme, Secte, Situation de classe, Socialisation communautaire, Socialisation sociétaire, Sociation, Sociologie, Sociologie compréhensive, Sociologie économique, Sociologie politique, Stratification sociale, Travail, Typologie, Violence légitime

WIENER NORBERT – Théorie de l'information

WIEVIORKA MICHEL – Action (Sociologie de l'), Racisme, Violence

WILLAIME JEAN-PAUL – Religion

WILSON EDWARD – Sociobiologie

WILSON WILLIAM – *Underclass*

WINDELBAND WILHELM – Assertorique, Sciences de la culture, Sciences de la nature

WISSLER CLARK – Diffusionnisme

WOODS PETER – Déviance primaire, École coercitive, École incorporative, Éducation (Sociologie de l'), Sens commun

WOODWARD JOAN – Travail (Sociologie du)

WRIGHT CAROLL – Loi d'Engel

YOUNG MICHAEL – *Curriculum* (Sociologie du), Éducation (Sociologie de l')

ZALIO PIERRE-PAUL – Entrepreneur

ZELIZER VIVIANA – Argent

ZNANIECKI FLORIAN – Désorganisation sociale, Déviance, Récits de vie

PHOTOCOMPOSITION
SCM • Toulouse

Achevé d'imprimer sur les presses de
L.E.G.O. S.p.A.
Dépôt légal : août 2013
713005 - 713006 - (I) - OSB - T 60 g - SCM - EDO
Imprimé en Italie

LEXIQUE DE SOCIOLOGIE

4e édition

- Plus de 1 400 entrées concises et explicites qui couvrent tous les domaines de la sociologie (sociologie générale, économique, politique, méthodologie sociologique, etc.).
- Plus de 110 définitions encadrées mettant en avant les notions incontournables de la discipline.
- Tous les courants théoriques de la sociologie explicités : sociologie critique, individualisme méthodologique, fonctionnalisme, ethnométhodologie, interactionnisme… Une attention particulière a été apportée aux développements théoriques récents : sociologie de l'expérience, de l'individu, des réseaux sociaux, etc.
- Plus de 400 auteurs cités.
- 60 notices biographiques des principaux sociologues, facilement repérables en fin d'ouvrage.
- Un système très complet de corrélats qui permet de circuler facilement entre les notions.

Enseignée dans de nombreux cursus de formation (universités, IEP, classes préparatoires, écoles de commerce…), la sociologie occupe une place de plus en plus importante dans le débat public.
Des « problèmes sociaux » fréquemment évoqués dans les médias (délinquance, crise urbaine, transformations de la famille…) aux analyses sociologiques parfois mobilisées dans le débat public, le vocabulaire sociologique est devenu courant tout en restant assez mal connu et souvent mal maîtrisé.
Cette nouvelle édition du Lexique de sociologie offre une vision complète, claire et actuelle de cette branche méconnue des sciences sociales pourtant indispensable pour comprendre le monde.

ISBN 978-2-247-13005-4
6226583
9 782247 130054

www.editions-DALLOZ.fr 18,50 €

LEXIQUE DE SOCIOLOGIE